



BIBLIOTECA  
FUNDATIVNEI  
UNIVERSITARE  
CAROL I.



Nº Curent 28846 Format .....

Nº Inventar 9321 Anul .....

Sectia .....

Raftul .....

# HISTOIRE D'ANGLETERRE

DEPUIS  
L'AVÉNEMENT DE JACQUES II

PAR  
LORD MACAULAY

TRADUIT DE L'ANGLAIS  
PAR LE VICOMTE JULES DE PEYRONNET

DEUXIÈME ÉDITION  
REVUE ET CORRIGÉE SUR LA DERNIÈRE ÉDITION DU TEXTE ANGLAIS

TOME PREMIER

PARIS  
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS  
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

1875

1931

HISTOIRE  
D'ANGLETERRE

I

1956

LIBRARY

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

Inv. A. 9321

341845.



# HISTOIRE D'ANGLETERRE

DEPUIS

L'AVÉNEMENT DE JACQUES II

PAR

LORD MACAULAY

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR LE VICOMTE JULES DE PEYRONNET

DEUXIÈME ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE SUR LA DERNIÈRE ÉDITION DU TEXTE ANGLAIS

TOME PREMIER



DONATIUNEA  
EM. PORUMBARU

PARIS

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

1875

13/9/10

BUCURESTI

38846

1953

1961

L  
R C 372106

YARUADAM - CIOCOL

TRADUCEREA DE TUDOR

EDICIA A II-A DIN 1961. SE PUN IN VEDERE CA ESTE UNA EDICIA

DIMINUTIVA EDITIE

EDICIA A II-A DIN 1961 SE PUN IN VEDERE CA ESTE UNA EDICIA

B.C.U. Bucuresti



C31910

PARA

GRANIT - STONE - GRANIT - STONE

GRANIT - STONE - GRANIT - STONE

6121

# HISTOIRE D'ANGLETERRE

DEPUIS

L'AVENEMENT DE JACQUES II

---

## CHAPITRE PREMIER

J'entreprends d'écrire l'histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II jusqu'à une époque dont le souvenir est encore vivant dans la mémoire de quelques contemporains. Je raconterai les fautes qui firent perdre, en peu de mois, à la maison des Stuarts, l'appui jusqu'alors loyal des classes moyennes et du clergé. Je retracerai le cours de cette révolution qui mit fin aux longues luttes de nos souverains avec leurs Parlements, et réunit, comme en un faisceau, les droits du peuple et les droits de la dynastie régnante. Je dirai comment, pendant des années d'agitation, le nouvel état de choses se défendit avec succès contre ses ennemis intérieurs et extérieurs ; comment, sous ce gouvernement, l'autorité de la loi et la sécurité de la propriété devinrent compatibles avec une liberté de discussion et d'action jusqu'alors inconnue ; comment cette heureuse union de l'ordre et de la liberté donna naissance à une prospérité dont les annales de l'espèce humaine ne présentaient jusqu'alors aucun exemple ; comment notre pays s'éleva rapidement d'un état humiliant de vasselage au rang d'arbitre des

puissances européennes ; comment s'accrurent ensemble et ses richesses et sa gloire militaire ; comment, par une bonne foi prudente et invariable, s'établit graduellement le crédit public, source de merveilles que les hommes d'État des siècles passés eussent jugées impossibles ; comment un commerce gigantesque fonda une puissance maritime telle que tout autre pouvoir maritime des temps anciens et modernes n'en approcha jamais ; comment, après des années d'inimitié, l'Écosse fut réunie à l'Angleterre, non pas seulement par les liens de la légalité, mais par les liens indissolubles de l'intérêt et de l'affection ; comment, en Amérique, les colonies anglaises devinrent rapidement plus puissantes et plus riches que les royaumes que Cortez et Pizarre avaient ajoutés aux États de Charles-Quint ; et comment, enfin, quelques aventuriers anglais fondèrent en Asie un empire non moins splendide et plus durable que celui d'Alexandre.

Il sera de mon devoir aussi d'enregistrer fidèlement les désastres mêlés à ces triomphes, et les égarements et les grands crimes nationaux, bien plus humiliants que les désastres. On verra ainsi que ce que nous considérons avec raison comme les plus grands bienfaits ne furent pas sans alliage, et que le système qui assura définitivement nos libertés contre les envahissements du pouvoir royal donna naissance à une nouvelle espèce d'abus dont les monarchies absolues sont exemptes. On verra que, par suite d'une intervention ou d'une négligence également imprudente de la part du gouvernement, l'augmentation des richesses et l'extension du commerce produisirent, avec d'immenses bienfaits, quelques maux auxquels ne sont pas exposées les sociétés pauvres et grossières. On verra comment, dans deux pays dépendants de l'Angleterre, les fautes furent justement punies ; comment une folle obstination brisa les liens qui attachaient les colonies de l'Amérique du Nord à la mère-patrie ; comment l'Irlande, avilie par la domination d'une race sur une race, d'une religion sur une religion, sans cesser, il est vrai, d'être un membre de l'empire, n'en fut qu'un membre desséché, atrophié, n'ajoutant aucune force au corps politique, et devint enfin comme un stigmate toujours montré au doigt par ceux qui

enviaient ou redoutaient la grandeur de l'Angleterre. Cependant, ou je me trompe fort, ou l'effet général de cette narration variée sera d'exciter la reconnaissance dans les esprits religieux et l'espérance dans les cœurs patriques ; car l'histoire de notre pays, pendant les cent soixante dernières années, est surtout l'histoire des améliorations physiques, morales et intellectuelles. L'homme qui compare son époque avec un âge d'or qui n'existe que dans son imagination peut parler de dégénération et de décadence ; mais celui qui a étudié consciencieusement le passé ne se sentira pas disposé à regarder le présent d'un œil chagrin et désespéré.

Ce serait bien imparfaitement remplir la tâche que j'entreprends, que de raconter seulement les sièges et les batailles, les origines et les chutes des administrations, les intrigues de palais et les débats des Parlements. Ce que je veux, c'est écrire l'histoire du peuple aussi bien que l'histoire du gouvernement, dire les progrès des arts d'utilité et d'agrément, la naissance des sectes religieuses, les variations du goût littéraire, faire la peinture des mœurs des générations successives, et ne pas même passer sous silence, comme indigne de l'histoire, les changements dans les costumes, les ameublements, la nourriture et les amusements publics. J'accepterai de grand cœur le reproche d'avoir fait descendre l'histoire au-dessous de sa dignité, si je réussis à mettre sous les yeux de l'Anglais du dix-neuvième siècle une peinture vraie de la vie de ses ancêtres.

Les faits que je me propose de raconter ne forment qu'un acte d'un grand drame qui comprend les événements de plusieurs siècles, et ils ne seraient que très-imparfaitement appréciés si le plan des actes précédents n'était pas bien connu ; je commencerai donc par une courte esquisse de l'histoire de notre pays depuis les temps les plus reculés. Je passerai rapidement sur plusieurs siècles ; mais je m'appesantirai davantage sur les vicissitudes et les conflits que le règne du roi Jacques II amena à une crise décisive<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Dans ce chapitre et le suivant, j'ai cru rarement nécessaire de citer des autorités ; car, n'entrant pas minutieusement dans le détail des événements, et ne

Rien dans l'existence première de la Bretagne n'indiquait la grandeur à laquelle elle devait atteindre, et quand les marins de Tyr connurent pour la première fois ses habitants, ils étaient peu supérieurs aux naturels des îles Sandwich. Subjuguée par les armes romaines, elle ne reçut de Rome qu'une bien faible teinture des arts et des lettres ; de toutes les provinces occidentales soumises à la domination des Césars, elle fut la dernière conquise et la première abandonnée ; nous n'y trouvons aucun reste grandiose d'aqueduc ou de portique romain ; nous ne comptons aucun écrivain breton parmi les maîtres de la poésie et de l'éloquence latines, et il n'est pas probable que la langue des dominateurs italiens fut à aucune époque familière à ces insulaires. Des bords de l'Atlantique jusqu'aux rives du Rhin, la langue latine prédomina pendant plusieurs siècles ; le celtique disparut devant elle, et les langues germaniques ne parvinrent pas à la détrôner ; jusqu'à ce jour même, elle est restée la base du français, de l'espagnol et du portugais : dans notre île, au contraire, le latin ne paraît pas avoir jamais remplacé le vieux gallique, ni résisté avec succès à l'anglo-saxon.

Les calamités du cinquième siècle effacèrent bientôt la chétive et superficielle civilisation que les Bretons tenaient de leurs maîtres méridionaux. Les races conquises des États du continent, formés par la dissolution de l'empire romain, avaient appris quelque chose à leurs vainqueurs ; chez nous, au contraire, la race vaincue devint bientôt aussi barbare que ses maîtres. Tous les chefs qui fondèrent les dynasties teutoniques des provinces continentales de l'empire romain, Alaric, Théodoric, Clovis, Alboin, étaient de zélés chrétiens ; les soldats, au contraire, d'Ida et de Cerdic rapportèrent, dans leurs établissements en Bretagne, toutes les superstitions des bords de l'Elbe. Pendant que les princes germains qui régnaien à Paris, Tolède, Arles et Ravenne, écouteaient avec respect les instruc-

puisant qu'à des sources connues, les faits que je mentionne sont tels, pour la plupart, que nos lecteurs, pour peu qu'ils aient étudié l'histoire d'Angleterre, les connaissent déjà, ou du moins sauront où en retrouver les preuves. Dans les chapitres suivants, je ne manquerai pas d'indiquer mes autorités.

tions des évêques, vénéraient les reliques des saints martyrs et prenaient une part ardente aux discussions de la théologie nicéenne, les dominateurs de Wessex et de Mercie célébraient encore de sauvages cérémonies dans les temples de Thor et de Woden.

Ces États continentaux, élevés sur les ruines de l'empire d'Occident, conservèrent encore des relations avec les provinces de l'est, où l'ancienne civilisation, quoique s'effaçant graduellement sous l'influence d'une mauvaise administration, pouvait encore étonner et instruire des Barbares ; les cours y montraient encore la splendeur des Dioclétien et des Constantin ; les monuments y étaient encore embellis des sculptures de Polyclète et des peintures d'Apelles ; quelques pédants, il est vrai, sans goût, sans jugement, sans génie, mais laborieux, y pouvaient lire encore et expliquer les chefs-d'œuvre de Sophocle, de Démosthène et de Platon. Ces relations n'existaient pas pour la Bretagne : objets d'une mystérieuse horreur pour les hommes civilisés des bords du Bosphore, nos rivages étaient redoutés par eux, comme du temps d'Homère le passage de Scylla et la cité cannibale des Lestrygons l'étaient des peuples de l'Ionie. Notre île n'avait-elle pas, comme on le rapporta à Procope, de vastes espaces couverts de serpents, et où l'air était si corrompu que l'homme ne pouvait le respirer sans mourir ! C'est dans ces champs désolés que les âmes des morts étaient transportées dans un bac, à minuit, de la rive des Francs. Ce lugubre office était rempli par une race étrange de pêcheurs ; la voix des morts frappait distinctement l'oreille du nautonier, le bateau s'enfonçait dans l'eau sous leur poids, mais leur forme était invisible à l'œil des mortels. Telles étaient les merveilles qu'un historien intelligent, contemporain de Bélisaire, de Simplicius et de Tribonien, racontait gravement dans la riche et civilisée Constantinople, sur un pays où le fondateur de Constantinople s'était paré de la pourpre impériale. Les documents relatifs aux autres provinces occidentales de l'empire ne manquent pas pour cette époque ; ce n'est qu'en Bretagne que ces années forment une période fabuleuse, perdue entre des siècles de vérité historique. Odoacre et Totila, Euric et Trasimund, Clovis, Frédégonde et

Brunchaut, sont des personnages historiques; mais Hengist et Horsa, Vortigern et Rowena, Arthur et Mordred sont presque des mythes dont l'existence peut être mise en doute, et dont les aventures peuvent être classées avec celles d'Hercule et de Romulus.

Enfin les ténèbres se dissipent, et notre pays, éclipsé sous le nom de Bretagne, reparait sous celui d'Angleterre. La conversion des Anglo-Saxons à la religion chrétienne fut la première révolution d'une longue série de révolutions salutaires. L'Église, il est vrai, avait été profondément corrompue et par la superstition et par la philosophie, contre lesquelles elle eut à se défendre, et dont enfin elle triompha. Elle avait trop facilement admis quelques doctrines empruntées aux anciennes écoles, quelques rites des anciens temples; la politique romaine, l'ignorance gothique, la subtilité grecque et l'ascétisme syrien avaient altéré son essence. Cependant elle conservait encore assez de la sublime théologie, de la bienfaisante moralité de ses premiers jours, pour éléver l'intelligence et purifier le cœur. Quelques-uns des abus mêmes qui, plus tard, lui furent justement reprochés comme de coupables erreurs, ne furent, au septième siècle et longtemps après, que de salutaires coutumes. Dans les temps actuels, c'est un grand malheur quand le pouvoir sacerdotal envahit les fonctions de la magistrature civile; mais ce qui est un malheur à une époque de sage gouvernement pouvait être un bienfait à une époque de barbarie. Mieux vaut sans doute que l'humanité soit gouvernée par l'opinion éclairée, par de sages lois, sagement appliquées, que par les ruses pieuses du clergé; mais ces ruses pieuses valent encore mieux que la violence brute, et nous préférerons un prélat comme Dunstan à un guerrier tel que Penda. Une société plongée dans l'ignorance, et contenue seulement par la force physique, a lieu de se réjouir quand une classe intellectuelle et morale acquiert un pouvoir influent; elle pourra bien abuser de sa force, mais cette force encore tout intellectuelle, même dans son abus, est supérieure et préférable à celle qui ne consiste que dans des avantages corporels. Les chroniques anglo-saxonnes nous parlent de tyrans qui, parvenus au sommet de la grandeur, se sentaient frappés

de remords, prenaient en horreur les plaisirs et les honneurs qu'ils avaient achetés au prix de leurs crimes, abdiquaient leur couronne et cherchaient à expier leurs offenses par des pénitences sévères et des prières incessantes. Ces histoires ont provoqué d'amères expressions de mépris de la part de certains écrivains, grands paradeurs de libéralisme, mais dont l'esprit, tout aussi étroit, en réalité, que celui d'un moine du moyen âge, s'évertue à juger les événements historiques du monde avec les idées reçues dans la société parisienne du dix-huitième siècle. Il semble cependant qu'un système qui, bien qu'entaché de superstition, introduisait une puissante contrainte morale dans une société jusqu'alors gouvernée uniquement par l'audace et la force, qui apprenait aux plus fiers potentats que, comme les derniers de leurs vassaux, ils étaient hommes et responsables, méritait, de la part de philosophes et de philanthropes, une mention plus respectueuse.

Ces mêmes réflexions s'appliquent encore à cette mode de la fin du dernier siècle, qui voulait que l'on ne parlât qu'avec mépris des pèlerinages, des lieux saints, des croisades et des institutions monastiques du moyen âge. Mais ne valait-il pas mieux, à une époque où le sentiment de la curiosité, et même la soif du gain, étaient trop faibles encore pour engager l'homme à voyager, ne valait-il pas mieux que le rude habitant du Nord visitât en pèlerin l'Italie et l'Orient, plutôt que de rester confiné dans sa hutte sauvage, au milieu des forêts vierges qui l'avaient vu naître? Quand l'honneur des femmes, quand la vie de chacun étaient, pour ainsi dire, à la merci des maraudeurs ou des despotes, n'était-ce pas chose heureuse que ce saint, quoique illogique respect, inspiré par une châsse de reliques, et qui étendait sa protection sur le faible? Eût-il été préférable qu'il n'existât aucun refuge contre la cruauté et la licence? Alors que les hommes d'État étaient incapables de former de vastes combinaisons politiques, ce fut sagesse que ce soulèvement et cette union de toutes les nations chrétiennes marchant à la conquête du Saint-Sépulcre, pour éviter d'être conquises séparément par les armes mahométanes. Quelque justes qu'aient été plus tard les reproches d'indolence et de luxe adressés aux

ordres monastiques, ce fut néanmoins heureux qu'au milieu de l'ignorance et de la barbarie, il y ait eu de calmes asiles où les arts pouvaient être cultivés en paix, où les natures délicates et contemplatives trouvaient un refuge, où l'un copiait l'Énéide de Virgile, tandis que d'autres méditaient les Analytiques d'Aristote, où celui qui avait le goût des arts enluminait un martyrologe et sculptait un crucifix, où des expériences sur les propriétés des plantes et des minéraux pouvaient être faites par ceux dont l'esprit inclinait vers les sciences naturelles. Si de semblables retraites n'eussent pas été disséminées ça et là entre les huttes d'un vasselage misérable et les châteaux d'une féodalité féroce, la société européenne n'eût été qu'une réunion de bêtes de proie et de bêtes de somme. On a souvent comparé l'Église à cette arche dont nous lisons la description dans la Genèse; jamais cette comparaison ne fut plus parfaite qu'à cette époque funeste où seule, au milieu des ténèbres et de la tempête, elle surnagea dans ce déluge où tous les grands travaux de la puissante et sage antiquité avaient été engloutis, portant en elle le faible germe dont devait naître un jour une nouvelle et plus glorieuse civilisation.

Même la suprématie spirituelle, que la papauté s'arrogea dans les âges barbares, produisit assurément plus de bien que de mal ; car elle eut pour résultat une grande fédération de tous les peuples de l'Europe occidentale. Ce que les jeux Olympiques et l'oracle Pythien avaient fait pour les cités de la Grèce, depuis Trébizonde jusqu'à Marseille, Rome, avec son évêque, le fit pour tous les chrétiens de la communion latine, depuis la Calabre jusqu'aux Hébrides. Ainsi se propagèrent les sentiments d'une fraternité plus étendue ; des nations séparées les unes des autres par de vastes mers, par de hautes montagnes, reconnaissent enfin un lien fraternel et un code commun. Dans les guerres même, la cruauté des vainqueurs fut souvent adoucie par cette idée chrétienne, qu'eux et leurs ennemis vaincus étaient membres de la même grande communauté.

C'est dans cette communauté que furent enfin admis les Anglo-Saxons. Des communications régulières s'ouvrirent entre nos rivages et cette portion du continent où étaient encore visi-

bles les traces de l'ancienne civilisation. Plusieurs nobles monuments, détruits depuis ou dégradés, conservaient encore leur magnificence première, et le voyageur qui ne comprenait ni Tite Live, ni Salluste, s'initiait par l'œil, pour ainsi dire, à l'histoire romaine, en visitant un aqueduc ou un temple. Le bronze tout brillant encore du dôme d'Agrippa, le mausolée d'Adrien, qu'ornaient encore ses colonnes et ses statues, l'amphithéâtre Flavien, qu'on n'avait pas encore changé en carrière, tous ces monuments racontaient alors aux pèlerins northumbriens et merciens quelque chose de la grande histoire d'un monde civilisé qui n'était plus.

Ces insulaires, dont l'esprit s'entr'ouvrait à la lumière, racontaient, saisis de stupeur, aux habitants des masures de Londres et d'York, qu'auprès du tombeau de saint Pierre s'élevaient des monuments gigantesques qui devaient durer jusqu'à la fin des siècles, derniers témoins de la puissance d'une génération éteinte. Le savoir suivit ainsi comme à la trace le christianisme; la poésie et l'éloquence du siècle d'Auguste trouvèrent de studieux admirateurs chez les moines anglo-saxons; et les noms de Bède, d'Alcuin et de Jean Érigène devinrent justement célèbres dans toute l'Europe. Telle était, au neuvième siècle, la situation de notre pays, quand commença la grande et la dernière irruption des barbares du Nord.

Durant plusieurs générations, le Danemark et la Scandinavie ne cessèrent de vomir d'innombrables pirates, fameux par leur force, leur courage, leur férocité impitoyable et surtout par leur haine du nom chrétien. Nul pays n'en souffrit autant que l'Angleterre : ses côtes étaient voisines des points d'où ils partaient, et même les terres de l'intérieur n'étaient pas assez éloignées de la mer pour être à l'abri de leurs attaques. Les mêmes atrocités qui suivirent jadis la victoire des Saxons sur les Celtes se renouvelaient, après des siècles, par la main des Danois contre les Saxons. La civilisation prête à naître ne résista pas au coup et succomba. De nombreuses colonies d'aventuriers venus de la Baltique s'établirent sur la côte orientale, s'avancèrent graduellement vers l'occident, et, soutenus par de fréquents renforts l'outre-mer, aspirèrent à la domination de tout le territoire.

La lutte entre ces deux farouches races teutoniques, tour à tour triomphantes et vaincues, dura pendant six générations. L'histoire de ces jours de malheur se résume en massacres suivis de cruelles représailles, en provinces dévastées, en couvents pillés, en cités rasées. Enfin le Nord cessa de jeter sur nos rivages de nouveaux pillards, et dès lors commença à s'apaiser la haine mutuelle des deux races ; de fréquents mariages les unirent. Les Danois s'instruisirent dans la religion des Saxons, et ainsi disparut l'une des causes principales de leur mortelle animosité ; leurs langages, qui n'étaient que des dialectes différents, issus d'une même langue, se confondirent bientôt. Cependant les différences entre les deux peuples étaient bien loin d'être effacées, lorsque survint la catastrophe qui devait les précipiter dans un commun esclavage, aux pieds d'une troisième nation.

Les Normands étaient alors à la tête de la chrétienté. Leur farouche courage les avait rendus fameux parmi les pirates que la Scandinavie avait envoyés ravager l'ouest de l'Europe, et leur marine était depuis longtemps la terreur des deux côtes de la Manche. Souvent leurs armes avaient pénétré jusqu'au cœur de l'empire carlovingien, et avaient été victorieuses sous les murs de Maëstricht et de Paris. Un des faibles descendants de Charlemagne avait fini par leur céder une province fertile arrosée par une belle rivière, et contiguë à la mer, leur élément favori ; c'est là qu'ils fondèrent un puissant État, qui étendit graduellement son influence sur les principautés voisines, la Bretagne et le Maine. Sans abdiquer la bravoure indomptable, dont les terribles traces pouvaient se voir de l'Elbe jusqu'aux Pyrénées, les Normands s'approprièrent bientôt toutes les connaissances et les mœurs plus civilisées du pays où ils s'étaient établis, et où leur courage les assurait contre l'invasion. Après avoir fondé un ordre intérieur inconnu jusqu'alors dans l'empire des Francs, ils embrassèrent le christianisme, en apprenant du clergé à peu près tout ce qu'il était en état d'enseigner ; leur langue même fit place à la langue française, où l'élément latin dominait, et dès lors elle prit une dignité et une importance nouvelles : ils n'avaient trouvé qu'un jargon barbare, ils en firent une langue

écrite, noble interprète de leurs lois, de leur poésie et de leurs légendes. Renonçant à l'intempérance brutale à laquelle n'étaient que trop adonnées toutes les autres branches de la grande famille germanique, les Normands, par leur luxe raffiné, offraient un frappant contraste avec l'ivrognerie et la voracité grossière de leurs voisins les Saxons et les Danois. Leur magnificence, qu'ils aimaient à faire briller, ne consistait point en un amas de mets grossiers, en flots de liqueurs enivrantes, mais en édifices vastes et somptueux, en riches armures, en vaillants coursiers, en faucons de choix, en brillants tournois, en banquets délicats plutôt qu'abondants, en vins plus remarquables par leur bouquet que par leur force. L'esprit chevaleresque, qui avait exercé une influence si puissante sur la politique, les mœurs, les habitudes de toutes les nations de l'Europe, se retrouvait au plus haut degré d'exaltation dans la noblesse normande. Le noble normand, distingué par une tournure gracieuse et des manières engageantes, l'était encore plus par sa finesse dans les négociations, et par une éloquence naturelle et constamment exercée ; ce qui faisait dire avec orgueil à l'un de leurs historiens qu'un gentilhomme normand était orateur dès le berceau. Mais c'est par leurs exploits militaires surtout qu'ils brillèrent. De l'océan Atlantique jusqu'à la mer Morte, tous les peuples furent témoins des prodiges de leur vaillance et de leur discipline. A la tête d'une poignée de combattants, un chevalier normand mit en déroute les Celtes du Connaught. Un autre fonda la monarchie des Deux-Siciles, et vit fuir devant ses armes les empereurs d'Orient et d'Occident. Un troisième, l'Ulysse de la première croisade, reçut de ses compagnons d'armes la souveraineté d'Antioche. Un quatrième enfin, ce Tancrède que le Tasse a chanté dans son immortel poème, fut célèbre dans toute la chrétienté comme le plus vaillant et le plus généreux des champions du Saint-Sépulcre.

Le voisinage d'un peuple si remarquable ne tarda pas à produire de l'effet sur l'esprit de notre nation. Dès avant la conquête, les princes anglais étaient élevés en Normandie ; des terres et des évêchés anglais étaient concédés à des Normands ; la langue franco-normande était la langue familière au palais

de Westminster; la cour de Rouen enfin semble avoir été pour la cour d'Édouard le Confesseur ce que fut plus tard la cour de Versailles pour la cour de Charles II.

La bataille de Hastings et les événements qui la suivirent ne placèrent pas seulement le duc de Normandie sur le trône d'Angleterre, ils livrèrent en outre toute la population anglaise à la tyrannie de la race normande. Jamais, même en Asie, nation ne fut plus complètement subjuguée. La terre fut divisée entre les capitaines des envahisseurs ; de fortes institutions militaires, étroitement liées à l'organisation de la propriété, permirent aux usurpateurs étrangers d'opprimer les enfants du sol. Un code pénal cruel, et toujours cruellement appliqué, garantissait les priviléges et même les passe-temps des tyrans d'outre-mer. Et cependant cette race sujette, maltraitée et foulée aux pieds, se faisait encore craindre. Des hommes hardis, les héros favoris de nos vieilles ballades, réfugiés dans les bois, faisaient, en dépit du couvre-feu et des lois forestières, une guerre de rapine à leurs oppresseurs. Les assassinats étaient fréquents ; des Normands disparaissaient tout à coup, sans laisser de trace ; d'autres étaient trouvés portant sur leur cadavre des marques de violence. Les meurtriers étaient condamnés à mourir dans les tortures, mais on n'en découvrait qu'un petit nombre : toute la nation conspirait pour les protéger. Il devint enfin nécessaire d'imposer une forte amende dans chaque district où un meurtre avait été commis sur un Normand, et l'on y ajouta bientôt le corollaire que toute victime serait supposée normande, à moins qu'il ne fût prouvé judiciairement qu'elle était saxonne.

Pendant le siècle et demi qui suivit la conquête, il n'y a pas, à proprement parler, d'histoire d'Angleterre. Les rois français de l'Angleterre portèrent, il est vrai, ce pays à une élévation qui fut l'étonnement et l'effroi de ses voisins : ils conquirent l'Irlande et reçurent l'hommage de l'Écosse ; par leur courage, par leur politique, par leurs alliances de famille, ils devinrent bientôt plus puissants sur le continent que les rois de France, leurs seigneurs suzerains ; leur pouvoir et leur gloire éblouirent l'Asie comme l'Europe ; les chroniqueurs arabes

mentionnent comme à regret, avec admiration, la prise d'Acre, la défense de Joppa, la marche victorieuse sur Ascalon, et longtemps le nom du Plantagenet au cœur de lion servit à la mère arabe pour frapper de crainte son enfant. Il sembla un instant que la dynastie de Hugues Capet allait disparaître comme celle des Mérovingiens et des Carlovingiens, et qu'une seule grande monarchie s'étendrait bientôt des Orcades aux Pyrénées. On confond si généralement la grandeur du prince qui gouverne avec la grandeur des peuples gouvernés, que la plupart des historiens anglais se son étendus avec complaisance sur la glorieuse renommée de leurs maîtres étrangers, et ont déploré comme un malheur pour le pays la chute de leur puissance usurpée. N'est-ce pas aussi absurde que si nous voyions de nos jours le nègre de Haïti se complaire, avec un orgueil national, dans la grandeur de Louis XIV, et parler avec un patriotique regret de Blenheim et de Ramillies? Guillaume le Conquérant et ses descendants, jusqu'à la quatrième génération, ne furent pas Anglais ; la plupart étaient nés en France, et y vécurent une grande partie de leur vie ; c'était le français qu'ils parlaient ; presque toutes les grandes charges de la couronne étaient remplies par des Français ; enfin, chaque conquête qu'ils faisaient sur le continent les rendait de plus en plus étrangers à notre territoire. L'un de ces princes, cependant, le plus habile de tous, essaya de gagner le cœur de ses sujets anglais en épousant une princesse saxonne ; mais ce mariage fut regardé par un grand nombre de ses barons du même œil qu'on verrait aujourd'hui en Virginie le mariage d'un blanc avec une fille de couleur. L'histoire l'a doté, il est vrai, du glorieux surnom de Beau-Clerc ; mais, de son temps, ses compatriotes ne le désignaient que par un sobriquet saxon qui faisait allusion à son alliance.

Si, comme cela eût pu arriver à une certaine époque, les Plantagenets avaient réussi à s'emparer de toute la France, il est probable que l'Angleterre n'eût jamais joui d'une existence indépendante ; ses princes, ses seigneurs, ses prélats eussent été d'une autre race, eussent parlé une autre langue que les artisans et les laboureurs de la terre saxonne ; sur les bords de

la Seine se seraient dépensés en fêtes et en plaisirs les revenus des grands propriétaires ; la noble langue de Milton et de Burke serait restée un patois grossier, sans littérature, sans grammaire, sans orthographe, dédaigneusement abandonnée aux rustres des campagnes ; et pour parvenir à une situation élevée, tout Anglais eût dû se faire Français dans ses mœurs, dans ses habitudes, dans sa langue.

Une telle calamité fut épargnée à l'Angleterre par un événement que les historiens, pour la plupart, représentent cependant comme désastreux. Ses intérêts étaient si opposés aux intérêts de ses dominateurs, qu'elle n'avait plus d'espoir que dans leurs fautes et dans leur mauvaise fortune : les talents et même les vertus des six premiers rois français d'Angleterre avaient contribué à sa perte ; les folies et les vices du septième furent son salut. Si le roi Jean avait hérité des grandes qualités de son père, ou de Henri Beau-Clerc, ou de Guillaume ; si même il eût eu le courage martial d'Étienne ou de Richard, et que le roi de France, en même temps, eût été aussi incapable qu'avaient été les autres successeurs de Hugues Capet, la maison de Plantagenet eût été sans rivale en Europe ; mais heureusement la France alors, pour la première fois depuis Charlemagne, était gouvernée par un prince d'une grande habileté et d'une grande fermeté ; heureusement aussi l'Angleterre, qui depuis la bataille de Hastings avait presque toujours eu à sa tête des hommes d'État distingués par leur sagesse et des guerriers remarquables par leur bravoure, se trouvait, dans ces conjonctures, au pouvoir d'un lâche étourdi. C'est à partir de ce moment que sa destinée s'éclaircit. Le roi Jean chassé de Normandie, ses nobles barons furent forcés de choisir entre notre île et le continent. Enfermés avec ce peuple que jusque-là ils avaient opprimé et méprisé, ils en vinrent peu à peu à regarder l'Angleterre comme une patrie et les Anglais comme des citoyens. Les deux races, si longtemps hostiles, finirent par voir qu'intérêts et ennemis leur étaient communs, et qu'elles souffraient également de la tyrannie d'un mauvais roi ; toutes les deux aussi s'indignèrent des faveurs que la cour faisait pleuvoir sur les Aquitains et les Poitevins ; les arrière-petits-fils des com-

pagnons de Guillaume et de Harold se rapprochèrent les uns des autres, une alliance s'ensuivit, et le premier gage de cette réconciliation fut la Grande Charte, conquise par leurs efforts réunis pour leur avantage commun.

Ici commence l'histoire de la nation anglaise; celle qui précède n'est que le récit d'injustices infligées et supportées par diverses races vivant, il est vrai, sur le sol anglais, mais se portant une haine telle qu'il n'en exista jamais de pareille, peut-être, entre peuples que séparent des barrières physiques; car l'animosité entre deux pays guerroyants est bien faible, comparée à la haine de deux nations divisées de mœurs et d'intérêts, et réunies par la force au même foyer. Nulle part l'inimitié de races ne fut poussée plus loin, nulle part aussi elle ne fut plus complètement effacée. Les progrès du travail social qui réunit ces éléments hostiles en un tout homogène ne nous sont qu'imparfaitement connus; mais il est certain qu'à l'avénement du roi Jean il existait une distinction marquée entre Saxons et Normands, et qu'avant la fin du règne de son petit-fils elle avait pour ainsi dire disparu. Sous Richard I<sup>r</sup>, l'imprécation ordinaire d'un gentilhomme normand était « que je sois plutôt Anglais; » son indignation se formulait par « me prenez-vous pour un Anglais? » et cent ans plus tard les descendants de ce même gentilhomme se glorisaient du nom d'Anglais.

Les sources des plus grands fleuves qui fertilisent les continents et portent jusqu'à la mer des flottes richement chargées, se trouvent dans des contrées sauvages et montagneuses, incorrectement marquées sur les cartes et rarement explorées par les voyageurs; l'histoire de notre pays, pendant le treizième siècle, peut avec raison se comparer à ces contrées. Tout obscure et stérile que soit cette portion de nos annales, c'est là que nous devons chercher l'origine de notre liberté, de notre prospérité et de notre gloire; c'est alors que le grand peuple anglais se forma, que le caractère national commença à montrer cette originalité qu'il a conservée depuis, que nos pères devinrent réellement insulaires, insulaires par leur position géographique, insulaires par leur politique, par leurs sentiments, par leurs mœurs. Alors apparaît distinctement pour la première fois

cette constitution qui à travers tant de changements a conservé son identité, cette constitution dont toutes les constitutions libres du globe ne sont que des copies, et qui, malgré quelques défauts, doit être regardée comme la meilleure sous laquelle une grande société ait pu prospérer pendant plusieurs siècles. C'est alors que la chambre des Communes, ce type de toutes les assemblées représentatives des deux mondes, tint ses premières séances ; c'est alors que la loi civile s'éleva à la dignité d'une science, et devint la digne émule de la jurisprudence impériale ; c'est alors que le courage des matelots qui montaient les grossières barques des Cinq Ports rendit redoutable, pour la première fois, le pavillon anglais sur les mers. Alors furent fondées nos deux universités, foyers brillants encore de toutes nos connaissances nationales; alors se forma cette langue moins harmonieuse, j'en conviens, que celles du Midi, mais dont la force, la richesse, suffisent amplement aux besoins du poète, du philosophe, de l'orateur, et qui ne le cède qu'à la langue grecque ; alors commença à poindre l'aurore de notre littérature, devenue la plus splendide et la plus durable des gloires de l'Angleterre.

Au commencement du quatorzième siècle, la fusion des deux races était à peu près complète, et des signes certains annonçaient au monde qu'un peuple, l'égal des plus grands peuples, venait de naître de l'union des trois branches de la grande famille teutonique avec les anciens Bretons. Rien de commun, pour ainsi dire, entre l'Angleterre où Philippe-Auguste avait relégué le roi Jean, et l'Angleterre d'où Édouard III s'élançait à la tête de ses armées à la conquête de la France.

Une période de plus de cent années s'écoula pendant laquelle le but principal des Anglais fut d'établir par les armes un grand empire sur le continent. Les droits d'Édouard au trône occupé par la maison de Valois pouvaient n'intéresser que faiblement ses sujets ; mais la passion des conquêtes gagna bientôt la nation entière, et cette guerre mémorable fut loin de ressembler à celle que les Plantagenets du douzième siècle avaient faite aux descendants de Hugues Capet. Le succès de Henri II ou de Richard I<sup>er</sup> eût fait de l'Angleterre une province française ; au

contraire, les succès d'Edouard III et de Henri V firent momentanément de la France une province de l'Angleterre. Les insulaires rendirent alors au continent le dédain dont le continent les avait abreuvés : tout Anglais, du Kent au Northumberland, se regardant comme membre d'une race née pour la victoire et la domination, n'avait que mépris pour la nation devant laquelle ses ancêtres avaient tremblé. Même ces vaillants chevaliers de Gascoigne ou de Guienne, qui avaient combattu avec le Prince Noir, semblaient aux Anglais des hommes d'une race inférieure, indignes de commandements importants et lucratifs. Il ne fallut pas longtemps à nos ancêtres pour perdre de vue la cause première de leurs vieilles querelles. Ils finirent par considérer la couronne de France comme un simple apanage du trône d'Angleterre, et lorsque, en violation des droits ordinaires de succession, ils donnèrent le sceptre anglais à la maison de Lancastre, ils semblent avoir cru par là lui transférer en même temps les droits que Richard II et la maison d'York pouvaient avoir à la couronne de France. Le zèle et la vigueur qu'ils déployèrent dans cette lutte présentent un contraste remarquable avec la torpeur des Français, bien plus intéressés qu'eux dans le résultat. Malgré les chances défavorables, les armées anglaises remportèrent alors les plus grandes victoires dont fassent mention les historiens du moyen âge, victoires dont peut à bon droit se glorifier une nation, car elles étaient le fruit de la supériorité morale des vainqueurs. Cette supériorité était remarquable surtout dans les rangs inférieurs : les chevaliers anglais trouvaient des rivaux dignes d'eux dans les chevaliers français; Duguesclin pouvait se mesurer avec Chandos, mais la France n'avait pas d'infanterie à opposer aux archers et aux arbalétriers anglais. L'Angleterre eut pour prisonnier un roi de France; un roi d'Angleterre fut couronné à Paris, et sa bannière se promena triomphante au delà des Alpes et des Pyrénées. Au sud de l'Èbre, nous remportions une victoire qui, pour un temps, décida du sort des royaumes de Léon et de Castille. Les compagnies anglaises, enfin, se firent toujours remarquer au premier rang de ces troupes mercenaires que les princes et les républiques d'Italie prenaient à leur solde.

Les beaux-arts ne furent pas non plus négligés par nos ancêtres durant cette époque agitée. Tandis que la France, ravagée par la guerre, était réduite à ce point de désolation, que sa misère même lui servait de défense contre l'invasion, l'Angleterre cultivait ses champs, embellissait ses villes, commerçait, discutait, étudiait en sécurité. Bon nombre de nos chefs-d'œuvre d'architecture appartenaient à cette période : les chapelles de New-College et de Saint-George, la nef de Winchester, le chœur d'York, le clocher de Salisbury et les majestueuses tours de Lincoln. Une langue riche et puissante, mélange d'allemand et de franco-normand, était parlée à la fois par l'aristocratie et le peuple, et ne tarda pas à servir d'instrument à notre génie littéraire. Pendant que nos bataillons vainqueurs, laissant derrière eux les provinces dévastées de la France, entraient en triomphe dans Valladolid, et répandaient la terreur jusqu'aux portes de Florence, des poètes anglais peignaient en vives couleurs le grand tableau des révolutions et des mœurs du monde; des penseurs anglais aspiraient à connaître et osaient douter, alors que les bigots se contentaient d'admirer et de croire. Le même siècle, enfin, qui produisit le Prince Noir et Derby, Chandos et Hawkwood, produisit aussi Geoffrey Chaucer et Jean Wycliffe.

Voilà de quelle manière brillante et souveraine le peuple anglais proprement dit prit sa place parmi les nations. Et cependant, tout en contemplant avec orgueil les hautes et imposantes qualités que déployèrent nos pères, nous ne pouvons nous empêcher d'avouer que le but qu'ils voulaient atteindre était également réprouvé par l'humanité et par une saine politique. Bien loin de regretter les revers qui, après une lutte longue et sanglante, les forcèrent à abandonner tout espoir de fonder un grand empire sur le continent, nous les acceptons comme un bonheur. Les Français reprisent enfin courage, et opposèrent aux étrangers une vigoureuse résistance nationale. De ce moment l'habileté de nos chefs, le courage de nos soldats s'exercèrent, heureusement pour l'humanité, en pure perte, et, après bien des combats désespérés et bien des regrets amers, il fallut renoncer à la lutte. Depuis lors, aucun gouver-

nement anglais n'a cherché sérieusement et avec suite à faire de grandes conquêtes sur le continent. Le peuple n'en continua pas moins de caresser avec orgueil les souvenirs de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, et, pendant bien des années, il fut facile d'exalter son imagination et de lui arracher des subsides en lui promettant une expédition pour la conquête de la France. Par bonheur, l'énergique instinct du pays a pris une direction meilleure, et l'Angleterre occupe maintenant dans l'histoire de l'humanité une place bien plus glorieuse que celle qu'elle aurait eue, si, comme cela parut probable à une certaine époque, elle eût acquis par l'épée un ascendant analogue à celui de l'ancienne république romaine.

Enfermé une fois encore dans les limites de son île, ce peuple belliqueux mit au service de ses dissensions intestines les armes qui avaient fait trembler l'Europe. Longtemps les provinces soumises de la France avaient fourni aux barons anglais les moyens de couvrir de prodigues dépenses ; cette source était tarie, mais le goût et les habitudes d'un luxe engendré par la prospérité vivaient encore, et, dans l'impossibilité de satisfaire leur passion en pillant les Français, les seigneurs s'entre-pillaient à qui mieux mieux. Mais, comme le dit Commynes, le plus judicieux observateur de cette époque, le royaume où ils étaient confinés ne pouvait suffire à tous. Deux partis se formèrent dans l'aristocratie, à la tête desquels se posèrent deux branches de la famille royale. La lutte fut longue et sanglante ; n'ayant pas réellement pour origine un droit contesté à la succession au trône, elle dura plus longtemps que cette cause apparente. Le parti de la Rose rouge survécut au dernier prince qui prétendait à la couronne, du chef de Henri IV ; le mariage de Richmond et d'Élisabeth laissa debout le parti de la Rose blanche. Sans chefs qui pussent faire valoir l'apparence d'un droit, les adhérents de Lancastre se rallièrent à une branche bâtarde, tandis que les partisans d'York mirent en avant une série d'imposteurs. Ce ne fut que lorsque bon nombre de nobles ambitieux eurent péri sur le champ de bataille ou de la main du bourreau, que mainte illustre famille eut disparu, et que l'épuisement eut calmé celles qui restaient encore, qu'on

s'accorda à reconnaître que les droits de tous les prétendants Plantagenets s'étaient réunis dans la maison de Tudor.

Mais un changement s'opérait à la même époque, plus important que la perte ou le gain d'une province, que l'élévation ou la chute d'une dynastie : le servage, avec tous les maux qu'il entraîne à sa suite, disparaissait rapidement.

Il est digne de remarque que les deux plus grandes et plus salutaires révolutions sociales qui ont eu lieu en Angleterre, la première, au treizième siècle, qui abolit la tyrannie de nation à nation, la seconde, quelques générations plus tard, qui abolit la possession de l'homme par l'homme, se firent silencieusement et imperceptiblement. Elles ne frappèrent pas de surprise les observateurs contemporains, et attirèrent à peine l'attention de l'historien ; elles ne furent pas l'œuvre de la force, ni le sujet de règlements législatifs. Des raisons toutes morales effacèrent sans bruit, d'abord, la distinction entre Normands et Saxons, puis l'autorité du maître sur l'esclave ; mais personne ne pourrait se hasarder à fixer le moment précis du changement. Peut-être retrouverait-on quelques faibles traces de la vieille animosité normande jusque vers la fin du quatorzième siècle, et dans les derniers jours des Stuarts, les curieux découvraient encore quelques vestiges du servage ; du reste, jusqu'à ce jour, il n'a pas été légalement aboli.

Il serait injuste de ne pas reconnaître que la religion fut le grand mobile de ces deux affranchissements, et il est permis de douter qu'une religion plus pure eût été un agent plus actif. L'esprit charitable de la morale chrétienne est sans contredit opposé aux distinctions de caste ; elles sont surtout odieuses aux membres de l'Église de Rome, comme incompatibles avec d'autres distinctions inhérentes à ses propres doctrines. Cette Église attribue à ses prêtres une sorte de dignité mystérieuse donnant droit au respect de tout laïque, et elle les recrute indistinctement parmi toutes les nations, dans toutes les classes de la société. Ses doctrines touchant le caractère sacerdotal, quelque erronées qu'elles puissent paraître, furent à plusieurs reprises le remède à bien des maux. Une superstition n'est pas, à nos yeux, complètement pernicieuse qui, dans un pays acca-

blé sous la tyrannie d'une race sur une autre, parvient à créer une aristocratie indépendante de ces races, change les rapports entre l'opresseur et l'opprimé, et force le maître héréditaire à flétrir le genou devant le tribunal spirituel du serf héréditaire. Même de nos jours le papisme contraste avantageusement avec toute autre forme de religion chrétienne, dans les pays où existe encore l'esclavage des noirs. Il est notoire que l'antipathie entre l'Européen et l'Africain n'est pas aussi forte à Rio-Janeiro qu'à Washington. Dans notre pays, au moyen âge, les doctrines de l'Église catholique produisirent de salutaires effets. Il est vrai que, peu de temps après la bataille de Hastings, des abbés et des prélats saxons furent violemment déposés, et qu'un grand nombre des meilleurs bénéfices ecclésiastiques devinrent la proie d'aventuriers venus du continent ; mais, même alors, la voix pieuse des prêtres de race normande s'éleva contre cette violation de la constitution de l'Église ; plusieurs d'entre eux ne voulurent pas accepter la mitre des mains du conquérant, et rappelèrent à Guillaume que s'il tenait au salut de son âme, il ne devait pas oublier que les vaincus étaient ses frères en Jésus-Christ. C'est ainsi que les Anglais eurent pour premier protecteur, dans la caste dominante, l'archevêque Anselme. Alors que le nom anglais était une injure, alors que toutes les dignités civiles et militaires du royaume étaient exclusivement réservées aux compagnons de Guillaume, ce fut avec des transports de joie que la race méprisée apprit qu'un des siens, Nicolas Breakspear, avait été élevé au trône pontifical et avait tendu son pied à baisser à des ambassadeurs issus des plus nobles maisons de Normandie. Ce fut un sentiment tout aussi national que religieux qui attira la multitude autour de la châsse de Becket, le premier Anglais, depuis la conquête, qui se fût montré terrible aux tyrans étrangers. On comptait encore un successeur de ce même Becket en tête de ceux qui obtinrent la charte qui sauvegarda enfin les priviléges des barons normands et de la bourgeoisie saxonne. Quant à la grande part que prirent plus tard les ecclésiastiques catholiques à l'affranchissement des serfs, nous en trouvons des preuves sans réplique dans le témoignage du protestant sir Thomas Smith, un des plus habiles

conseillers d'Élisabeth. Le prêtre appelé au lit de mort d'un propriétaire de serfs pour lui administrer les derniers sacrements ne manquait jamais de l'adjurer, au prix du salut de son âme, d'émanciper ses frères pour lesquels Jésus-Christ était mort. L'Église se servit avec tant de succès de ce formidable moyen, qu'avant même la réformation elle avait affranchi presque tous les serfs du royaume, excepté les siens, qui, nous devons le dire à sa gloire, semblent avoir été traités avec une grande douceur.

Il n'est pas douteux qu'une fois ces deux grandes révolutions consommées, nos ancêtres jouirent du meilleur gouvernement existant alors en Europe. Pendant trois cents ans, le système social avait toujours été en s'améliorant. Sous les premiers Plantagenets, on avait vu des barons en état d'affronter leur souverain, et des paysans dans un état de dégradation qui les rapprochait des bœufs et des pourceaux qu'ils gardaient. Ce pouvoir exorbitant des barons avait été graduellement abaissé, la condition des paysans avait été graduellement élevée. Entre l'aristocratie et les classes laborieuses, il s'était formé une classe moyenne, s'occupant de commerce et d'agriculture. Il pouvait bien y avoir encore plus d'inégalité qu'il n'en faut pour le bien-être et le bonheur de l'humanité ; mais personne n'était au-dessus du contrôle de la loi, personne n'était en dehors de sa protection.

Il est prouvé jusqu'à l'évidence que les institutions politiques de l'Angleterre, à cette époque reculée, inspiraient aux Anglais un orgueilleux attachement, et aux nations voisines une envieuse admiration ; la nature de ces institutions n'en a pas moins été le sujet de controverses où la violence égale l'injustice.

Un fait qui n'a pas peu contribué à la prospérité de notre pays a porté un grand préjudice à sa littérature historique. Le changement, tout grand qu'il ait été, qu'a subi son organisation politique pendant les six derniers siècles, a été le résultat d'un développement graduel, et non le fait d'une démolition suivie d'une reconstruction. Notre constitution actuelle est à la constitution qui florissait il y a cinq cents ans ce que l'arbre est à l'arbisseau, ce que l'homme est à l'enfant. Certes les change-

ments ont été grands, et cependant il n'y eut jamais un moment où l'élément ancien ne l'emportât dans la constitution sur l'élément nouveau. Il devait en résulter de nombreuses anomalies; mais nous avons d'amples compensations pour les mauvais fruits de ces anomalies. D'autres sociétés possèdent des constitutions écrites plus homogènes; mais quelle autre société a jusqu'à présent réussi à faire marcher ensemble la révolution et la tradition, le progrès et la stabilité, et a su réunir l'énergie de la jeunesse avec la majesté d'un passé immémorial?

Ces avantages ont leur mauvais côté. Il en est résulté, entre autres inconvénients, que l'esprit de parti a empoisonné toutes les sources où il faut puiser l'histoire de nos premiers temps. De même qu'il n'y a pas de pays où les hommes d'État aient été plus influencés par le passé, il n'en est pas non plus où les historiens aient été plus soumis à l'empire du présent. Entre ces deux faits il y a une corrélation naturelle. Quand on considère simplement l'histoire comme une peinture de mœurs sociales, ou comme une collection d'expériences dont on peut tirer les maximes générales de la sagesse politique, l'historien est peu tenté d'altérer les faits d'ancienne date; mais quand l'histoire devient comme un dépôt de titres qui constituent les droits des gouvernements et des peuples, il résiste difficilement au désir de les falsifier. Aucun intérêt puissant n'excite aujourd'hui un Français à exagérer ou à rabaisser le pouvoir des rois de la maison de Valois, et les priviléges des états généraux, des états de Bretagne ou de Bourgogne, ont aussi peu d'importance actuelle que la constitution du sanhédrin juif ou du conseil amphictyonique. Le gouffre d'une grande révolution a séparé le vieux système du nouveau. L'existence de la nation anglaise n'a pas été ainsi divisée par un abîme; nos lois et nos coutumes ne sont jamais tombées dans une complète ruine. Avec nous, les précédents du moyen âge sont encore des précédents valides invoqués dans les occasions les plus graves par nos hommes d'État les plus éminents. Ainsi, quand George III fut atteint de la maladie qui le rendit incapable de remplir ses devoirs de roi, et que les hommes politiques et les légistes les plus distingués différaient grandement d'opinion sur ce qu'il fallait faire

en semblable circonstance, le Parlement ne voulut entamer la discussion d'un plan de régence qu'après avoir recherché dans nos annales tous les précédents analogues. Des comités furent chargés d'examiner les plus anciennes archives du royaume; on remonta jusqu'au précédent de l'année 1217; ceux de 1326, de 1577 et de 1422 eurent une grande importance; mais celui de 1455 l'emporta avec raison, à cause de sa plus complète analogie avec le point en discussion. Les intérêts les plus chers des partis se trouvant ainsi dépendre souvent du résultat de recherches d'antiquaires, il s'en est suivi que les antiquaires ont été dirigés dans leurs recherches par l'esprit de parti.

Nous ne devons donc pas être surpris, lorsque nos vieux écrivains traitent des limites de la prérogative royale et de la liberté politique dans la vieille constitution d'Angleterre, de trouver chez eux les plaidoiries souvent déloyales de l'avocat plutôt que les décisions réfléchies du juge; car loin de discuter des matières théoriques, ils touchent réellement et directement aux faits les plus passionnans et les plus actuels de leur époque. Depuis le commencement de la longue lutte entre les Parlements et les Stuarts, jusqu'au moment où les prétentions de cette famille cessèrent d'être à craindre, peu de questions eurent un intérêt pratique plus important que la question de savoir si les actes de leur administration avaient été conformes à l'ancienne constitution du royaume. On ne pouvait rien décider sans en référer à ce qui s'était passé dans les règnes précédents. Bracton et Fleta, le Miroir de la Justice, les rôles du Parlement, tout fut souillé et bouleversé pour y trouver, les uns des prétextes aux excès de la Chambre Étoilée, les autres des prétextes aux excès de la Haute-Cour de justice. Pendant une longue suite d'années, tout historien whig s'efforça de prouver que notre vieux système de gouvernement était républicain, tout historien tory chercha à prouver qu'il était à peu près despotique.

C'est avec ces sentiments que les deux partis compulsèrent les chroniques du moyen âge. Tous les deux y trouvèrent ce qu'ils y cherchaient, et chacun n'y voulut voir que cela. Les champions des Stuarts purent aisément citer des exemples d'oppression exercée par la couronne; les défenseurs des Têtes-

rondes produisirent aussi facilement des exemples de résistance victorieuse opposée au pouvoir ; les tories trouvèrent dans de vieux écrits des expressions presque aussi serviles que celles qui tombaient de la chaire de Mainwaring, et les whigs y découvrirent des expressions aussi audacieuses et aussi sévères que celles qui s'élevaient du tribunal de Bradshaw. Certains écrivains récapitulèrent les nombreuses occasions où les rois avaient extorqué de l'argent sans l'autorisation des Parlements ; d'autres fournirent de nombreuses preuves que les Parlements s'étaient souvent arrogé le droit d'en punir les rois. Qui n'eût lu qu'une partie de ces publications en eût naturellement conclu, ou que l'autorité des Plantagenets devait être aussi absolue que celle du sultan, ou que leur pouvoir réel devait être aussi limité que celui du doge de Venise : conclusions contradictoires, également éloignées de la vérité.

*Notre vieux gouvernement anglais appartenait à cette catégorie de monarchies tempérées qui s'élèverent au moyen âge dans l'Europe occidentale, et qui, malgré de nombreuses différences, n'en conservaient pas moins une grande ressemblance de famille. Cette ressemblance n'a rien d'étrange. Tous les pays qui donnèrent naissance à ces monarchies avaient été les provinces d'un même grand empire civilisé, ils avaient été ravagés et conquis, à peu près à la même époque, par les tribus de la même nation sauvage et guerrière ; ils avaient fait partie de la même grande coalition contre l'islamisme ; ils étaient fils de la même Église ambitieuse et superbe. Leur ordre social se forma naturellement sur le même moule ; leurs institutions dérivaient en partie de la Rome impériale, en partie de la Rome papale, en partie de la vieille Germanie. Tous eurent des rois dont l'autorité devint, par degrés, strictement héréditaire. Les nobles y portèrent des titres qui indiquaient originairement le rang militaire ; les dignités de la chevalerie et les règlements héraldiques leur furent communs ; tous avaient des établissements ecclésiastiques richement dotés, des corporations municipales jouissant de larges franchises, des sénats enfin dont le consentement était nécessaire pour valider de certains actes publics.*

De toutes ces constitutions sœurs, la constitution anglaise fut tout d'abord et justement réputée la meilleure. Les prérogatives du souverain étaient grandes sans doute : le sentiment religieux et l'esprit de la chevalerie concouraient à en relever la dignité ; l'huile sainte avait coulé sur son front ; devant lui les plus nobles et les plus vaillants chevaliers fléchissaient le genou sans déroger ; sa personne était inviolable ; lui seul pouvait convoquer les états du royaume, il pouvait les dissoudre selon son bon plaisir, et sa sanction était nécessaire à leurs actes législatifs ; il traitait seul avec les puissances étrangères ; il était le chef de l'administration exécutive, le commandant des forces de terre et de mer ; il était la source d'où découlaient la justice, les grâces, les honneurs ; il avait de grands pouvoirs pour régler le commerce ; il pouvait battre monnaie, fixer les poids et mesures, ouvrir des marchés et des ports ; son patronage ecclésiastique était immense ; ses revenus héréditaires, bien administrés, suffisaient aux charges ordinaires de la couronne ; ses domaines particuliers étaient vastes ; il était en outre seigneur suzerain de tout le sol de son royaume, et en cette qualité possérait un grand nombre de droits lucratifs et redoutables, qui le mettaient à même de molester et d'opprimer ceux qui lui faisaient obstacle, d'élever et d'enrichir, sans qu'il lui en coûtât rien, ceux qui jouissaient de sa faveur.

Mais, quelque grand que fût ce pouvoir, il était limité par trois grands principes constitutionnels, si anciens que personne n'en peut préciser l'origine, si puissants que leur développement naturel, se poursuivant à travers les générations, a produit l'ordre de choses actuel.

En premier lieu, le roi n'avait de pouvoir législatif qu'avec le concours des Parlements ; ensuite il ne pouvait lever aucune taxe sans le consentement de ces mêmes Parlements ; enfin il devait gouverner selon les lois du royaume, et s'il les violait, ses conseillers et ses agents étaient responsables.

Tout tory consciencieux admettra que ces trois principes avaient déjà, il y a cinq cents ans, force de loi fondamentale ; d'un autre côté, aucun whig sincère n'osera affirmer qu'avant

une certaine époque, ils étaient dégagés de toute ambiguïté et appliqués avec toutes leurs conséquences. Une constitution, au moyen âge, ne pouvait, comme une constitution du dix-huitième ou du dix-neuvième siècle, être créée d'un seul jet et proclamée dans un document unique. C'est seulement à une époque raffinée et spéculative qu'un ordre social s'établit systématiquement. Dans les sociétés grossières, les progrès politiques ressemblent aux progrès de la langue et de la versification; ces sociétés ont une langue souvent abondante et énergique, mais elles n'ont pas de grammaire régulière, pas de définitions pour les différentes parties du discours; elles peuvent avoir aussi une poésie, souvent puissante et harmonieuse, mais elles n'ont pas de prosodie; et le barde dont les vers, réglés seulement par son oreille, font les délices de son auditoire, ne pourrait dire de combien de dactyles et de trochées ils se composent. De même que l'éloquence existe avant la syntaxe, la poésie avant la prosodie, de même aussi un gouvernement peut atteindre à un haut degré de perfection avant que les limites du pouvoir législatif, du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif, aient été clairement définies.

Il en fut ainsi dans notre patrie. La ligne qui limitait les prérogatives royales, quoiqu'en général suffisamment évidente, n'avait cependant pas été tracée partout avec exactitude et netteté; il y avait donc à l'entour comme un terrain contesté, sur lequel se firent des incursions suivies de représailles, jusqu'à ce qu'enfin, après des siècles de querelles, la barrière fut définitivement élevée. Il ne sera pas inutile de rappeler de quelle manière et jusqu'à quel point nos anciens souverains avaient coutume de violer les trois grands principes protecteurs des libertés nationales.

Aucun roi d'Angleterre n'a formulé des prétentions au pouvoir législatif en général. Le plus violent et le plus impérieux des Plantagenets ne se crut jamais le droit d'ordonner, sans le consentement de son grand conseil, qu'un jury, par exemple, serait composé de dix personnes au lieu de douze, ou que le douaire d'une veuve serait d'un quart au lieu d'être du tiers, ou que le parjure scrait considéré comme félonie, ou que la coutume de l'égalité des partages dans les successions serait

introduite dans le comté d'York<sup>1</sup>. Mais le roi avait le pouvoir de gracier les coupables, et il est un point où le pouvoir législatif et le droit de grâce se confondant, pour ainsi dire, pouvaient aisément, surtout dans un siècle ignorant, être pris l'un pour l'autre. Une loi pénale est virtuellement annulée, si la pénalité qu'elle impose est régulièrement remise aussi souvent qu'elle est encourue. Le souverain, ayant, sans contredit, le droit illimité de remettre cette pénalité, pouvait donc virtuellement abolir une loi pénale. Il semblait, en effet, qu'il n'y avait guère d'objection sérieuse à ce qu'il fit formellement ce qu'il pouvait faire virtuellement. C'est ainsi, et avec l'aide de jurisconsultes courtisans et subtils, que s'éleva, sur ce terrain douteux qui sépare le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, la grande anomalie connue sous le nom de *droit de dispense*.

On a, de temps immémorial, reconnu comme loi fondamentale de l'Angleterre que le roi ne peut imposer de taxe sans le consentement des Parlements ; c'était un des articles que les grands barons obligèrent le roi Jean à signer. Édouard I<sup>er</sup> osa enfreindre cette loi ; mais tout puissant, tout habile, tout populaire qu'il était, il rencontra une telle opposition, qu'il crut prudent de céder. Il fut de nouveau stipulé en termes exprès que ni lui, ni ses héritiers, ne lèveraient à l'avenir aucune espèce de taxe sans le consentement et le bon vouloir des états du royaume. Son petit-fils, puissant aussi et victorieux, voulut violer ce pacte solennel ; mais sa tentative fut vigoureusement repoussée. Les Plantagenets abandonnèrent enfin la partie, de guerre lasse ; néanmoins, tout en cessant de transgresser ouvertement la loi, ils réussirent quelquefois, en l'éludant, à se procurer des ressources extraordinaires dans des occasions données. Ne pouvant imposer de taxe, ils réclamèrent le droit de demander et d'emprunter ; ils demandèrent donc quelquefois, mais d'un ton qui ressemblait à un ordre ; ils empruntèrent aussi, sans la moindre intention de rendre ; mais la nécessité

<sup>1</sup> Cette matière est parfaitement traitée dans le premier chapitre de l'*Histoire constitutionnelle* de M. Hallam.

où l'on était de déguiser ces exactions sous le nom d'emprunts ou de dons gratuits prouve surabondamment que l'autorité du droit constitutionnel était universellement reconnue.

Quant au second principe, qui obligeait le roi d'Angleterre à gouverner selon les lois, et qui rendait responsables, en cas d'empîtement, ses agents et ses conseillers, il fut établi à une époque bien reculée, et les condamnations sévères, et le supplice de plus d'un favori royal, le prouvent suffisamment. Il n'est pas douteux cependant que les droits individuels furent souvent violés par les Plantagenets, sans que les parties lésées pussent obtenir justice. D'après la loi, aucun sujet anglais ne pouvait être arrêté ou détenu en prison sur le simple mandat du souverain ; il est de fait cependant que fréquemment on arrêta et mit en prison, sans autre autorité qu'un ordre royal, des hommes qui portaient ombrage au gouvernement. D'après la loi, la torture, cette honte de la jurisprudence romaine, ne pouvait, sous aucun prétexte, être appliquée à un sujet anglais ; néanmoins, pendant les troubles du quinzième siècle, un chevalet fut placé dans la Tour, et la torture fut quelquefois employée au nom de la nécessité politique. Ce serait commettre une grave erreur, toutefois, de conclure de ces irrégularités que le pouvoir des monarques anglais fut absolu en fait ou en théorie. A cette heure, nous vivons dans une société tellement civilisée, tout fait nouveau s'y propage avec une telle rapidité par le moyen de la presse et de la poste, qu'un acte brutal d'oppression serait connu en quelques heures et discuté par la multitude ; si un souverain s'avisait actuellement, au mépris de notre *habeas corpus*, de jeter un citoyen en prison, ou d'infliger la torture à un conspirateur, la nation entière serait à l'instant mise en émoi. Au moyen âge, l'état de la société était bien différent ; les injustices individuelles étaient rarement et imparfaitement connues du public. Un homme pouvait être illégalement enfermé bien des mois dans le château de Carlisle ou de Norwich sans qu'on en sût rien à Londres ; il est même probable que le chevalet fonctionnait bien des années avant que la grande majorité de la nation en eût le moindre soupçon. De plus, nos pères n'attachaient pas beaucoup d'impor-

tance au maintien de certaines règles fondamentales; nous, au contraire, nous avons appris par une longue expérience tout le danger qu'il y aurait à fermer les yeux sur une violation de la constitution. Il est donc admis sans contestation qu'un gouvernement qui de nos jours dépasse sans nécessité ses pouvoirs, doit s'attendre à une censure sévère du Parlement; s'il a agi sous la pression de circonstances difficiles et dans des intentions pures, il doit solliciter du Parlement un bill d'indemnité. Mais ces sentiments n'étaient pas ceux des Anglais du quatorzième et du quinzième siècle; ils ne défendaient pas un principe comme principe, ils nejetaient pas les hauts cris pour une irrégularité dont ils n'avaient pas à souffrir; tant que l'esprit général de l'administration se montrait bienveillant et populaire, ils ne demandaient pas mieux que de laisser quelque latitude à leur souverain. Si celui-ci, dans un but généralement reconnu bon, déployait une vigueur extra-légale, non-seulement on l'excusait, mais on l'en applaudissait, et tant que sous son sceptre on jouissait de quelque sécurité ou de quelque prospérité, on n'éait que trop disposé à croire que quiconque avait encouru sa disgrâce l'avait méritée. Cette indulgence cependant n'était pas sans limite, et bien fou eût été le souverain qui eût trop compté sur la patience des Anglais. Ils pouvaient bien lui permettre de temps en temps de franchir la barrière constitutionnelle; mais c'était à la condition d'avoir eux-mêmes semblable privilége chaque fois que le souverain allait assez loin pour exciter leurs alarmes. Et si l'oppression des individus ne suffisait pas au roi, et qu'il s'avisât d'opprimer les masses, le peuple savait fort bien en appeler aux lois d'abord, et, le cas échéant, au Dieu des armées.

L'Anglais pouvait sans danger tolérer quelques excès chez ses rois; car il avait en réserve un frein qui rappelait bientôt les plus orgueilleux et les plus farouches à la raison, le frein de la force physique. Il est difficile à un Anglais du dix-neuvième siècle d'imaginer avec quelle promptitude et quelle facilité ce frein pouvait être appliqué il y a quatre cents ans. Aujourd'hui le peuple ne sait plus le maniement des armes; l'art de la guerre a été porté à une perfection inconnue à nos pères, et la

connaissance en est restreinte à une classe particulière ; cent mille hommes bien disciplinés et bien commandés feront rentrer dans l'ordre des millions de laboureurs et d'artisans, et quelques régiments d'élite domineront l'esprit turbulent d'une grande capitale. De plus, la prospérité publique, toujours croissante, a fait considérer aux esprits réfléchis une révolution comme plus funeste qu'une mauvaise administration. D'immenses sommes ont été dépensées dans des travaux qu'une rébellion de quelques heures pourrait détruire ; le capital des richesses mobilières, dans les boutiques et les magasins de Londres seulement, est cinq cents fois plus grand que celui de toute l'île du temps des Plantagenets, et serait exposé aux plus grands risques si le gouvernement venait à être renversé par le droit du plus fort. Le crédit public, dont dépend l'existence de millions de familles et auquel se rattache le crédit commercial du monde entier, courrait des risques plus grands encore. On peut donc dire sans exagération qu'une guerre civile d'une semaine, en Angleterre, entraînerait aujourd'hui à sa suite des désastres qui se feraient sentir du Hoang-ho au Missouri, et dont les traces seraient encore visibles après un siècle. Dans un tel état de société, une rébellion sera toujours un remède pire qu'aucune maladie. Au moyen âge, au contraire, la révolte était le remède ordinaire aux maladies politiques, remède toujours prêt, et qui, tout violent qu'il était dans son application, n'avait pas d'effets fâcheux et durables. Si un chef populaire déployait l'étendard de la révolte en faveur d'une cause populaire aussi, une armée irrégulière pouvait se lever en un jour et se joindre à lui : d'armée régulière, il n'en existait pas alors ; tout le monde était un peu soldat, personne ne l'était complètement. Le bétail, les moissons de l'année, les misérables habitations du peuple, composaient toute la richesse nationale. Le mobilier, les machines, les approvisionnements des magasins dans tout le royaume avaient moins de valeur que ce qu'on trouverait maintenant dans quelques-unes de nos communes ; la manufacture était grossière, le crédit était inconnu. Tout cela faisait que la société se rétablissait du choc aussitôt que le conflit était terminé. Les horreurs de la guerre civile se rédui-

saient à quelques massacres sur le champ de bataille, à quelques exécutions et quelques confiscations après la lutte. Au bout d'une semaine, le paysan conduisait ses chariots, et le gentilhomme lâchait ses faucons dans les plaines de Towton ou de Bosworth, comme si rien d'extraordinaire n'avait interrompu le cours régulier de leur vie.

Cent soixante ans se sont écoulés depuis que le peuple anglais a renversé par la force son gouvernement. Durant les cent soixante années qui précédèrent l'union des deux Roses, neuf rois régnèrent en Angleterre; six furent déposés, et cinq d'entre eux perdirent la vie avec la couronne. Il est donc évident qu'en comparant l'ancien ordre social à l'état moderne, on arriverait aux conclusions les plus erronées, si l'on ne faisait une large part aux conséquences que devait naturellement produire dans l'esprit des Plantagenets la crainte constante d'une révolte. Nos pères, ayant contre la tyrannie une arme puissante dont nous manquons, pouvaient se passer de certaines garanties auxquelles nous attachons, avec raison, une haute importance. Comme nous ne pouvons, sans courir le risque de malheurs devant lesquels l'imagination recule, employer la force physique comme frein contre un mauvais gouvernement, notre sagesse doit consister à faire un constant usage de tous nos freins constitutionnels, à épier avec jalousie les tentatives d'empriétements, à ne jamais permettre qu'une irrégularité, même insignifiante, passe sans être signalée et acquière ainsi la force d'un précédent. Une minutieuse vigilance était inutile il y a quatre cents ans. Une nation d'archers et d'arbalétriers intrépides pouvait tolérer, sans danger pour ses libertés, quelques actes illégaux chez un prince dont l'administration générale était bonne, et qui n'avait pas même une compagnie de soldats réguliers pour la défense de son trône.

C'est sous ce régime, quelque grossier qu'il paraisse quand on le compare aux constitutions plus raffinées qu'ont vu naître dans le monde les soixante-dix dernières années, que les Anglais ont joui d'une large somme de liberté et de bonheur. Bien que pendant le faible règne de Henri VI l'État fût déchiré par les factions et par la guerre civile; bien qu'Édouard IV fût un

prince d'un caractère arrogant et dissolu; bien que Richard III ait été généralement représenté comme un monstre de dépravation; bien que les exactions de Henri VII aient soulevé les murmures du peuple, il est certain néanmoins que, même sous ces rois, nos pères jouissaient d'un meilleur gouvernement que les Belges sous Philippe surnommé le Bon, ou les Français sous Louis surnommé le Père du peuple. Même au plus fort de la guerre des deux Roses, notre pays paraît dans une condition meilleure que les pays voisins après de longues années de paix. Commines, l'homme d'État le plus éclairé de son époque, qui avait visité les pays les plus riches et les plus civilisés du continent, qui avait vécu dans les grandes villes de Flandre, ces Manchesters et ces Liverpools du quinzième siècle, qui avait vu Florence récemment embellie par la magnificence de Laurent de Médicis, et Venise, que n'avaient pas encore humiliée les confédérés de Cambrai, Commines, cet homme éminent, déclarait positivement que l'Angleterre était le pays le mieux gouverné qu'il eût jamais vu. Sa constitution, il la disait chose juste et sainte, protégeant le peuple tout en fortifiant le pouvoir qui la respectait; nulle part, disait-il encore, les hommes n'étaient plus à l'abri de toute injustice. Les calamités mêmes, suite de nos guerres intestines, lui semblaient n'atteindre que les nobles et les hommes d'armes, sans laisser à leur suite, comme il l'avait toujours vu ailleurs, des habitations ruinées et des villes dépeuplées.

Cette efficacité de contrainte imposée à la prérogative royale n'était pas la seule cause de la supériorité de l'Angleterre. La position relative de la noblesse et de la bourgeoisie en était une autre tout aussi importante, quoique moins remarquée. Toute puissante qu'était notre aristocratie héréditaire, elle se montrait la moins exclusive et la moins arrogante des aristocraties; elle n'avait rien du caractère odieux d'une caste, elle se recrutait constamment dans les rangs du peuple, et redescendait souvent jusqu'à lui. Tout gentilhomme pouvait devenir pair, et le fils cadet d'un pair n'était que gentilhomme; ses petits-fils cédaient le pas aux chevaliers de récente date. Cette dernière dignité n'était hors de la portée d'aucun homme qui, par

son intelligence ou son économie, avait pu devenir grand propriétaire foncier, ou s'était distingué par sa valeur à quelque siège ou à quelque bataille. On ne regardait pas comme une mésalliance le mariage de la fille d'un duc, même d'un duc de la famille royale, avec un homme marquant, quoiqu'il ne fût pas noble. Ainsi sir John Howard épousa la fille de Thomas Mowbray, duc de Norfolk ; sir Richard Pole épousa la comtesse de Salisbury, fille de Georges, duc de Clarence. La noblesse du sang était toujours respectée ; mais, heureusement pour notre pays, la noblesse du sang n'était pas inséparable des priviléges de la pairie. On trouvait également en dehors, comme dans le sein de la chambre des Pairs, de vieux écussons et des généalogies anciennes ; des hommes nouveaux étaient revêtus des plus hauts titres, et les descendants bien connus de chevaliers qui avaient enfoncé les lignes saxonnnes à la bataille de Hastings et escaladé les murs de Jésusalem n'en portaient aucun. Il y avait des Bohun, des Mowbray, des De Vere, il y avait même des parents des Plantagenets, sans autre addition à leur nom que le titre d'écuyer, et sans plus de priviléges que n'en avaient le fermier ou le boutiquier. Il n'existant donc chez nous aucune barrière qui séparât, comme dans d'autres pays, le patricien du plébéien. Le bourgeois n'avait aucune envie d'attaquer des dignités auxquelles ses fils pouvaient s'élever ; le grand seigneur n'était point disposé à insulter une classe dans laquelle ses propres enfants devaient descendre.

Les liens qui unissaient la noblesse à la bourgeoisie devinrent encore plus nombreux et plus resserrés après les guerres d'York et de Lancastre. Un seul fait donnera une idée de l'étendue des ravages qu'elles avaient faits dans les rangs de la vieille aristocratie. En 1451, Henri VI convoqua cinquante-trois lords temporels pour la session du Parlement ; vingt-neuf seulement furent convoqués en 1485 par Henri VII, et de ces vingt-neuf plusieurs avaient été élevés récemment à la pairie. Dans le siècle suivant, la noblesse se recruta largement dans les rangs de la bourgeoisie. La constitution de la chambre des Communes contribua aussi beaucoup à développer ce salutaire mélange des classes. Les chevaliers de comtés étaient comme

les anneaux qui reliaient les barons aux petits marchands. Sur les mêmes bancs où siégeaient les orfèvres, les drapiers, les épiciers, que les villes commerçantes avaient envoyés au Parlement, siégeaient aussi des membres qui, dans tout autre pays, eussent fait partie de la noblesse, des seigneurs héréditaires de châteaux, ayant droit de justice, portant armoiries, et comptant une longue suite d'aieux. Plusieurs d'entre eux étaient fils cadets ou frères de grands seigneurs; quelques-uns même se vantaient d'être du sang royal. Enfin le fils ainé, l'héritier du comte de Bedford, portant par courtoisie le second titre de sa maison, se mit au rang des candidats à la représentation, et son exemple fut suivi par d'autres. Devenus membres de la chambre des Communes, ces héritiers des plus grands titres devinrent bientôt aussi jaloux de ses prérogatives que les plus humbles bourgeois à côté desquels ils siégeaient. C'est par ces raisons que notre démocratie fut de tout temps la plus aristocratique, et notre aristocratie la plus démocratique du monde; singularité qui existe encore de nos jours, et qui a produit de grands résultats moraux et politiques.

Le gouvernement de Henri VII, de son fils et de ses petits-fils, fut, à tout prendre, plus arbitraire que celui des Plantagenets. Leur caractère personnel y fut bien pour quelque chose: hommes et femmes de la maison de Tudor, en effet, furent remarquables par leur courage et leur force de volonté. Pendant une période de cent vingt années, ils usèrent de leur pouvoir, toujours avec rigueur, souvent avec violence, quelquefois avec cruauté. Comme la dynastie précédente, les Tudors se permirent quelques empiétements sur les droits individuels de leurs sujets, levèrent quelques taxes sous le nom d'emprunt ou de don gratuit, suspendirent l'action de certaines lois pénales, et, bien que ne prétendant pas faire, de leur propre autorité, des lois permanentes, ils prirent sur eux parfois, en l'absence des Parlements, de faire face à quelques embarras momentanés au moyen de lois provisoires. Il leur était impossible cependant de pousser l'oppression au delà de certaines limites; car ils n'avaient pas de force armée régulière, et ils étaient entourés par un peuple armé. Leur palais n'était gardé que par

un petit nombre de domestiques dont se serait facilement rendue maîtresse la milice armée d'un seul comté ou même d'un arrondissement de Londres. Ces princes altiers se trouvaient ainsi soumis à une contrainte plus forte que celle des lois, contrainte qui ne les empêchait pas d'user d'arbitraire et même de cruauté à l'égard d'un individu, mais qui garantissait la nation contre une oppression générale et durable. Ils pouvaient, sans danger, tyranniser dans l'intérieur de leur palais ; mais il fallait toujours qu'ils veillassent avec soin à ne pas blesser la susceptibilité nationale. Henri VIII, par exemple, put, sans soulever d'opposition, envoyer à l'échafaud Buckingham et Surrey, Anne Boleyn et lady Salisbury ; mais quand, sans le consentement du Parlement, il voulut imposer à ses sujets une taxe s'élevant au sixième de leur bien, il se trouva bientôt obligé de retirer son édit. Le cri universel fut : Nous sommes Anglais et non Français, hommes libres et non esclaves. Dans le comté de Kent, les commissaires royaux s'échappèrent avec peine, la vie sauve ; dans le comté de Suffolk, quatre mille hommes furent bientôt en armes. Les lieutenants du roi essayèrent en vain d'y lever une armée ; ceux qui ne s'étaient pas joints aux insurgés refusèrent de se battre contre leurs frères pour une telle cause. Henri, tout fier et tout opiniâtre qu'il était, céda et mit fin avec raison à un conflit qui soulevait l'esprit national. Il avait devant les yeux le sort de ses prédécesseurs qui avaient péri à Berkeley et à Pomfret. Il ne se contenta pas d'annuler le pouvoir de ses commissions illégales et d'amnistier tous les insurgés ; il crut encore devoir faire publiquement et solennellement amende honorable pour sa violation de la loi.

La conduite de Henri VIII dans cette circonstance donne une idée vraie de la politique générale de sa dynastie. Les princes de la maison de Tudor avaient un caractère bouillant, un courage hardi ; mais ils comprenaient le sentiment national de leur peuple, et n'essayèrent jamais, comme quelques-uns de leurs prédécesseurs et de leurs successeurs, de pousser trop loin leur opiniâtreté. Leur prudence fut telle, que leur pouvoir, souvent attaqué, ne fut jamais renversé. Leurs règnes furent

troublés par de formidables séditions; mais le gouvernement parvint toujours à les calmer ou à les punir, après s'en être rendu maître. Quelquefois, par des concessions faites à propos, il empêcha la guerre civile; en général cependant il tint ferme, en faisant appel à la nation; celle-ci répondait à l'appel, se ralliait autour de son souverain, et lui fournissait les moyens de réprimer une minorité mécontente.

Depuis le règne de Henri III jusqu'à celui d'Elisabeth, l'Angleterre grandit et prospéra ainsi sous un gouvernement qui contenait le germe de nos institutions actuelles; il n'était pas très-exactement défini sans doute, ni très-régulier dans sa marche; mais la crainte qu'inspiraient aux gouvernans la force et la fierté des gouvernés suffit pour l'empêcher de dégénérer en despotisme.

Un tel état de choses cependant ne peut convenir qu'à une certaine phase du progrès social. Les mêmes raisons qui produisent la division du travail dans les arts pacifiques finissent par faire de la guerre une science distincte et une carrière à part. Il vient un temps où l'usage des armes attire toute l'attention d'une classe particulière. On s'aperçoit que bourgeois et paysans, quelque braves qu'ils soient, ne peuvent tenir tête à de vieux soldats dont toute la vie a été comme une préparation pour le jour du combat, dont les nerfs sont depuis longtemps familiarisés avec le danger, et dont tous les mouvements enfin ont la précision d'une mécanique. On finit par sentir que la défense des nations ne peut plus être confiée avec sûreté à des guerriers qu'on arrache à la charrue et au métier pour une campagne de quarante jours. Si un État quelconque forme une grande armée régulière, les États voisins doivent en faire autant, sous peine d'être bientôt soumis au joug étranger. Mais une monarchie tempérée, comme celles du moyen âge, ne peut plus exister dans les pays qui possèdent une armée régulière. Le souverain, se trouvant tout à coup délivré du frein qui jusque-là modérait son pouvoir, devient inévitablement absolu, s'il n'est soumis à d'autres contrôles, superflus dans une société où tous les citoyens sont soldats dans l'occasion, mais où personne ne l'est par état.

Avec le danger s'offrirent aussi les moyens de l'éviter. Dans les monarchies du moyen âge, la puissance de l'épée appartenait au souverain, mais celle de l'argent appartenait à la nation. A mesure que les progrès de la civilisation rendirent plus formidable l'épée du souverain, l'argent de la nation lui devint de plus en plus nécessaire. Ses revenus héréditaires ne suffisaient plus même aux dépenses civiles de son gouvernement. Il lui était impossible de maintenir d'une manière permanente un corps considérable de troupes disciplinées, sans le secours d'un vaste système d'impôts réguliers. La politique qu'auraient dû adopter alors les assemblées parlementaires d'Europe consistait à se poser carrément dans leur droit constitutionnel d'accorder ou de refuser les subsides, et de les refuser résolument pour l'entretien des armées, jusqu'à ce que d'amples garanties contre le despotisme leur eussent été données.

Nos pères furent les seuls qui suivirent cette sage politique. Dans les États voisins, de grands établissements militaires furent formés, sans que de nouvelles garanties des libertés publiques fussent octroyées. La chute des institutions parlementaires de ces États s'ensuivit naturellement. En France, où ces assemblées avaient toujours été débiles, elles languirent quelque temps et moururent enfin de leur propre faiblesse ; en Espagne, où elles avaient été aussi puissantes qu'en aucun lieu d'Europe, elles résistèrent vaillamment, mais résistèrent trop tard. Les artisans de Tolède et de Valladolid défendirent vainement les priviléges des cortès de Castille contre les bataillons des vétérans de Charles-Quint. Ce fut tout aussi vainement que les citoyens de Saragosse de la génération suivante défendirent contre Philippe II la vieille constitution d'Aragon. L'une après l'autre, ces grandes assemblées des monarchies européennes, jadis aussi puissantes et non moins fières que celles qui siégent actuellement à Westminster, tombèrent dans une complète nullité. Si elles se réunirent encore, ce ne fut que pour la forme, comme se réunit aujourd'hui notre Convocation ecclésiastique pour satisfaire à une vénérable coutume.

En Angleterre, les événements prirent une direction différente. Cette heureuse particularité fut surtout due à notre po-

sition géographique. Avant la fin du quinzième siècle, de grands établissements militaires étaient déjà indispensables à la dignité et même à la sécurité de la monarchie française et de la monarchie espagnole. Si l'un de ces deux États eût désarmé, il eût été bientôt forcé de se soumettre à l'influence de l'autre. L'Angleterre, au contraire, protégée par la mer contre l'invasion étrangère, et rarement engagée dans des guerres continentales, n'éprouvait pas encore le besoin d'avoir des troupes régulières, et le seizième et le dix-septième siècle la trouvèrent sans armée permanente. Au commencement du dix-septième siècle, la science politique avait déjà fait d'immenses progrès, et le sort des cortés d'Espagne et des États généraux en France avait été pour notre Parlement une solennelle leçon. Complètement édifié sur la nature et la grandeur du danger, il adopta à temps un système de défense qui, après une lutte prolongée durant trois générations, finit par avoir le dessus. Presque tous les écrivains qui se sont occupés de cette lutte ont tâché de prouver que le parti auquel ils appartenaient était celui qui luttait pour la défense de la vieille constitution, dans toute son intégrité. La vérité, c'est que cette vieille constitution ne pouvait plus exister sans modifications. Une loi, en dehors du contrôle de la sagesse humaine, avait décrété que les gouvernements de l'espèce de ceux qui existaient en Europe au quatorzième et au quinzième siècle, n'étaient plus possibles. La question était donc moins de savoir si notre gouvernement devait subir un changement que de décider quelle serait la nature de ce changement. L'introduction d'une force puissante et nouvelle avait détruit l'ancien équilibre et changé successivement toutes les monarchies tempérées du continent en monarchies absolues. Ce qui était arrivé ailleurs nous serait certainement arrivé si le niveau de la balance n'eût été rétabli en transférant une grande partie du pouvoir royal au Parlement. Nos princes allaient avoir à leurs ordres des moyens de coercition que ni les Plantagenets ni les Tudors n'avaient jamais eus, et ils seraient indubitablement devenus despotes, si en même temps ils ne s'étaient trouvés soumis à des entraves que ne subirent jamais ni les Plantagenets ni les Tudors.

Il n'est donc pas douteux que, même s'il n'y eût eu en jeu que des causes politiques, le seizième siècle ne se serait pas passé sans un rude conflit entre nos rois et leurs Parlements ; mais d'autres causes, peut-être plus puissantes encore, contribuèrent au même résultat. Au moment où le pouvoir des Tudors était à son apogée, survint un événement qui a réagi sur les destinées de toutes les nations chrétiennes et sur celles de l'Angleterre en particulier. Deux fois pendant le moyen âge l'esprit de l'Europe s'était révolté contre la domination de Rome. Une première fois ce fut dans le midi de la France ; mais l'énergie du pape Innocent III, le zèle des ordres de saint François et de saint Dominique, alors dans toute la force de leur jeunesse, et la féroce des croisés se ruant, à l'instigation du clergé, sur une population paisible, avaient accablé l'Église réformée des Albigeois. La seconde fois, les tentatives de réforme commencèrent en Angleterre et gagnèrent la Bohême. Mais le concile de Constance, en supprimant quelques abus ecclésiastiques qui scandalisaient la chrétienté, et les princes de l'Europe, en usant impitoyablement du fer et du feu contre les hérétiques, arrêtèrent encore le mouvement. Nous n'avons pas lieu, je crois, de le regretter. Les sympathies, il est vrai, d'un protestant sont naturellement du côté des albigeois et des lollards ; mais un protestant modéré et éclairé doutera peut-être, après mûr examen, que le succès des albigeois ou des lollards eût fait faire, en somme, un grand pas à la sagesse et au bonheur de l'humanité. Quelque corrompue que fût alors l'Église de Rome, il est probable que si elle eût été renversée au douzième ou même au quatorzième siècle, l'Église qui l'eût remplacée eût été plus corrompue encore. La plus grande partie de l'Europe ne possédait alors que bien peu de connaissances, encore étaient-elles le monopole du clergé. Pas un homme sur cinq cents n'était en état de lire couramment un psaume ; les livres étaient rares et chers, l'art de l'imprimerie inconnu : des bibles, inférieures sous tous les rapports à celles que peuvent se procurer aujourd'hui les plus pauvres paysans, se vendaient à des prix que la plupart des prêtres mêmes ne pouvaient donner. Il était matériellement impossible qu'un laïque pût se permettre de sonder par lui-

même les saintes Écritures. Il est donc probable que les nouveaux réformateurs, après avoir brisé un joug spirituel, l'auraient remplacé par un autre, et que le pouvoir exercé par les prêtres de l'Église de Rome aurait passé à un ordre de docteurs pires encore. Le seizième siècle était, comparativement, beaucoup plus éclairé; et pourtant, au seizième siècle, un grand nombre de ceux qui s'étaient séparés de la vieille religion suivirent le premier guide séduisant et spacieux qui s'offrit à eux, et se jetèrent dans des erreurs bien plus graves que celles qu'ils avaient abandonnées. Ainsi Mathias et Kniperdoling, apôtres de luxure, de vol et de meurtre, purent momentanément dominer dans de grandes cités. A une époque plus barbare encore, de tels faux prophètes eussent pu fonder des empires, et le christianisme eût pu être ainsi perverti en une superstition licencieuse et cruelle, non-seulement plus fatale que le papisme, mais pire même que l'islamisme.

Ce grand changement religieux, qu'on appelle la réformation, commença environ cent ans après le concile de Constance. Le temps était venu alors pour les réformes. Le clergé n'était plus le seul ou le principal dépositaire des connaissances humaines. L'invention de l'imprimerie avait fourni aux adversaires de l'Église de Rome une arme puissante qui manquait à leurs prédecesseurs. L'étude des anciens écrivains, le développement rapide des langues modernes, l'essor que prirent tout à coup les différents genres de littérature, l'état politique de l'Europe, les vices de la cour de Rome, les exactions de sa chancellerie, la jalouse qu'inspiraient naturellement aux laïques les richesses et les priviléges du clergé, l'envie que faisait germer dans le cœur des hommes nés de ce côté-ci des Alpes l'influence croissante de l'Italie, tout alors donna aux docteurs de la nouvelle théologie un avantage dont ils surent profiter.

On peut, sans inconséquence, même en considérant l'influence de l'Église de Rome dans les temps de barbarie, comme un bienfait pour l'humanité, regarder aussi la réforme comme un bienfait inestimable. Les lisières qui garantissent et soutiennent l'enfant ne sont qu'obstacles pour l'homme. Les

mêmes causes aussi, qui, à un certain degré de l'intelligence humaine, lui fournissent appui et émulation, ne sont, quand cette intelligence s'est développée, que liens et barrières. Il y a un moment dans la vie des individus et des sociétés, où une soumission et une foi excessives, qu'on qualifierait aujourd'hui de crédulité et de servilité, sont des qualités essentielles. L'enfant qui écoute avec docilité et confiance les leçons de ses ainés fera sans doute de rapides progrès ; mais nous n'avons que mépris pour l'homme qui accepte avec une soumission enfantine les assertions dogmatiques d'un autre homme tout aussi peu sage que lui. Il en est de même dans les sociétés. L'enfance des nations européennes s'est heureusement passée sous la tutelle du clergé. L'influence des ordres sacerdotaux fut pendant longtemps la conséquence naturelle et juste d'une supériorité intellectuelle. Les prêtres, avec tous leurs défauts, formaient sans contredit la classe la plus éclairée de la société : l'obéissance et le respect qu'ils inspiraient fut donc, à tout prendre, un bonheur. Les empiétements du pouvoir ecclésiastique sur le pouvoir civil furent plus avantageux que nuisibles, tant que ce pouvoir ecclésiastique se trouva dans les mains de la seule classe qui eût étudié l'histoire, la philosophie, le droit public, et tant que le pouvoir civil fut dans les mains de chefs barbares qui ne pouvaient pas même lire leurs édits. Mais un changement se fit. L'instruction se répandit parmi les laïques. Au commencement du seizième siècle, plusieurs d'entre eux marchaient de pair sous tous les rapports avec leurs pasteurs spirituels les plus éminents. Conséquemment cette autorité qui, pendant une époque de barbarie, avait été, en dépit des abus, une tutelle légitime et salutaire, devint une tyrannie injuste et odieuse.

Depuis l'époque où les Barbares renversèrent l'empire d'Orient, jusqu'à l'époque de la renaissance des lettres, l'influence de l'Église de Rome fut généralement favorable à la science, à la civilisation et à une bonne administration. Mais durant les trois derniers siècles, son but a été d'arrêter le développement de l'esprit humain. Tous les progrès qui se sont faits dans la chrétienté, soit en instruction, soit en liberté, soit

en richesses, se sont accomplis malgré elle, et en raison inverse de son pouvoir. Les plus belles et les plus fertiles provinces de l'Europe sont tombées, sous son gouvernement, dans la pauvreté, la servitude politique et la torpeur intellectuelle ; tandis que des pays protestants, jadis proverbialement stériles et barbares, sont devenus florissants par leur intelligence et leur industrie, et s'honorent d'une longue liste de héros, d'hommes d'État, de philosophes et de poètes. On se fera une idée des tendances de la domination romaine, si, en comparant la campagne de Rome aux environs d'Édimbourg, on songe à la situation des deux pays, à ce qu'ils furent l'un et l'autre il y a quatre cents ans, et à ce qu'ils sont maintenant. L'Espagne, qui jadis occupait le premier rang parmi les monarchies, descendue aujourd'hui au dernier degré de la dégradation ; la Hollande, au contraire, s'élevant, malgré de nombreux désavantages naturels, à une position, la plus haute qu'un État aussi limité ait jamais atteinte, donnent les mêmes enseignements. Quiconque passe, en Allemagne, d'une principauté catholique à une principauté protestante ; en Suisse, d'un canton catholique à un canton protestant ; en Irlande, d'un comté catholique à un comté protestant, s'aperçoit qu'il passe d'une civilisation inférieure à une civilisation plus élevée. Les mêmes résultats se retrouvent au delà de l'Atlantique. Les protestants des États-Unis ont laissé bien loin derrière eux les catholiques du Mexique, du Pérou et du Brésil. Les catholiques du Bas-Canada restent dans l'inertie au milieu de l'activité protestante qui les environne. Les Français, sans doute, ont montré une énergie et une intelligence qui, bien que souvent mal dirigées, leur donnent le droit incontestable de se dire une grande nation. Mais, en y réfléchissant, cette exception apparente n'est qu'une confirmation de la règle ; car il n'est pas de pays se disant catholique, où l'Église catholique romaine ait depuis plusieurs siècles possédé aussi peu d'autorité.

Il est difficile de dire si l'Angleterre doit plus à la religion catholique qu'à la réformation. Elle doit surtout à l'influence du clergé catholique sur les laïques dans le moyen âge, l'amalgamation des races et l'abolition du servage, mais ses libertés

politiques et intellectuelles, et tous les bienfaits qu'elles entraînent à leur suite, elle les doit uniquement à la révolte des laïques contre le clergé catholique.

La lutte entre la nouvelle et l'ancienne théologie fut longue, et l'issue en fut longtemps douteuse. Il y avait deux partis extrêmes, également prêts à agir avec violence et à souffrir avec une inflexible fermeté. Entre ces deux partis, il en existera longtemps un troisième, qui confondait très-illogiquement, il est vrai, mais assez naturellement, les leçons religieuses reçues dans l'enfance avec les préceptes des nouveaux évangélistes, et qui, encore tout attaché de cœur aux anciennes pratiques religieuses, abhorrait cependant les abus dont elles étaient entachées. Avec de telles dispositions d'esprit, les hommes de ce parti ne demandaient pas mieux que d'obéir; ils recevaient, pour ainsi dire, avec reconnaissance les directions d'un souverain habile qui leur épargnait l'embarras de juger par eux-mêmes, et qui, élevant une voix ferme et imposante au-dessus du tumulte des controverses, leur disait ce qu'ils devaient adorer et ce qu'ils devaient croire. Il n'est donc pas étonnant que les Tudors aient été à même d'exercer une grande influence dans les affaires ecclésiastiques; il n'est pas étonnant non plus qu'ils aient presque toujours employé cette influence à servir leurs propres intérêts.

Henri VIII entreprit d'établir une Église anglicane, différant seulement de l'Église catholique sur le point de la suprématie de Rome: son succès fut extraordinaire. L'énergie de son caractère, sa position singulièrement favorable à l'égard des puissances étrangères, les immenses richesses que la spoliation des abbayes mettait entre ses mains, et surtout le soutien de tous ceux qui flottaient entre deux opinions, lui permirent de braver les deux partis extrêmes; il put brûler comme hérétiques ceux qui adhéraient aux dogmes de Luther, et pendre comme traîtres ceux qui reconnaissaient l'autorité papale. Mais son système mourut avec lui. S'il eût vécu plus longtemps, il eût sans doute maintenu difficilement une position attaquée avec fureur par les partisans zélés des deux opinions extrêmes. Les ministres à qui était confiée la garde des prérogatives royales

pendant la minorité de son fils n'osèrent persister dans une politique aussi hasardeuse. Élisabeth elle-même n'essaya pas d'y revenir. Il fallut faire un choix. Le gouvernement devait ou se soumettre à Rome, ou obtenir le soutien des protestants, quoiqu'il n'eût de commun avec ceux-ci qu'une haine invétérée contre le pouvoir papal. Les réformateurs anglais voulaient ardemment aller aussi loin dans leurs réformes que leurs frères du continent. Ils condamnaient d'un commun accord, comme antichrétiens, plusieurs dogmes et pratiques auxquels Henri VIII était resté obstinément attaché, et qu'Élisabeth n'avait abandonnés qu'à contre-cœur. Beaucoup d'entre eux éprouvaient une forte répugnance pour des coutumes banales qui avaient fait partie du rituel de la mystique Babylone. Ainsi l'évêque Hooper, qui mourut courageusement à Gloucester pour sa croyance, refusa longtemps de porter les vêtements épiscopaux. L'évêque Ridley, martyr encore plus renommé, renversa les anciens autels de son diocèse et voulut que l'eucharistie fût administrée au milieu des églises, sur des tables que les papistes appelaient irrévérencieusement des comptoirs à huîtres. L'évêque Jewel déclara que les vêtements religieux étaient des défroques théâtrales, des déguisements stupides, reliques des Amorites, et promit de faire tous ses efforts pour abolir des absurdités aussi révoltantes. L'archevêque Grindal hésita long-temps à accepter la mitre, par aversion pour ce qu'il appelait les momeries de la consécration. L'évêque Parkhurst demanda ardemment que l'Église anglicane suivît en tout l'Église de Zurich, comme le modèle absolu des Églises de la communauté chrétienne. L'évêque Ponet voulut que le titre d'évêque fût abandonné aux papistes, et que les grands dignitaires de l'Église purifiée s'appellassent *surintendants*. Si l'on réfléchit que tous ces prélates n'appartaient pas à la portion la plus avancée du parti protestant, il ne sera douteux pour personne que, si les opinions générales de ce parti eussent été suivies, l'œuvre de la réforme aurait été aussi radicale en Angleterre qu'en Écosse.

Mais en même temps que le gouvernement avait besoin du soutien des protestants, ceux-ci avaient besoin de sa protection.

Des deux côtés on se fit donc de grandes concessions ; l'union fut consommée et donna naissance à notre Église d'Angleterre. Un grand nombre d'événements, des plus importants qui se soient passés dans notre pays depuis la réformation, doivent être attribués au caractère tout particulier de cette grande institution et aux passions violentes qu'elle souleva chez ses amis comme chez ses ennemis. On ne peut donc comprendre l'histoire séculière de l'Angleterre qu'en l'étudiant dans ses rapports constants avec l'histoire de notre constitution ecclésiastique.

L'homme qui travailla le plus à poser les conditions de l'alliance qui produisit l'Église anglicane fut Thomas Cranmer. Il était le représentant des deux partis qui, à cette époque, avaient besoin l'un de l'autre ; c'était à la fois un théologien et un homme d'État. Comme théologien, il était prêt à pousser la réforme aussi loin que les réformateurs suisses et écossais ; comme homme d'État, il désirait conserver l'organisation qui, pendant des siècles, avait admirablement secondé les projets des évêques de Rome et pouvait également seconder alors les projets des rois d'Angleterre et de leurs ministres. Son caractère et sa capacité le rendaient éminemment propre au rôle de médiateur. D'une grande piété extérieure, sans scrupules dans les affaires, ne tenant au fond à rien, hardi en théorie, lâche en action, ennemi clément et tiède ami, il avait toutes les qualités nécessaires pour poser les termes d'une coalition entre les ennemis religieux et les ennemis séculiers du papisme.

L'Église anglicane a gardé jusqu'à ce jour dans sa constitution, dans ses doctrines, dans ses offices, des marques visibles des compromis dont elle est sortie ; elle est une espèce de juste milieu entre l'Église de Rome et l'Église de Genève. Ses traités et ses professions de foi doctrinales, composés par des docteurs protestants, sont basés sur des principes auxquels Calvin et Knox trouveraient à peine un mot à changer. Ses prières et ses oraisons, tirées de l'ancienne liturgie, sont généralement telles que l'évêque Fisher ou le cardinal Pole les eussent adoptées de tout cœur. Un controversiste qui interpréterait ses articles et ses homélies dans le sens arminien serait,

aux yeux de tout homme de bonne foi, aussi déraisonnable que celui qui refuserait de voir dans la liturgie la doctrine de la régénération baptismale.

L'Église de Rome soutenait que l'épiscopat était d'institution divine, et que certaines grâces surnaturelles d'un ordre élevé avaient été transmises, à travers cinquante générations, par l'imposition des mains, depuis les onze apôtres qui reçurent leur mission sur la montagne de Galilée, jusqu'aux évêques qui siégerent au concile de Trente. Un grand nombre de protestants, d'un autre côté, regardaient la prélature comme tout à fait illégale, et croyaient trouver dans les Écritures les bases d'une tout autre forme de gouvernement ecclésiastique. Les fondateurs de l'Église anglicane prirent un juste milieu. Ils conservèrent l'épiscopat, mais ils n'en firent pas une institution essentielle au bien-être de la société chrétienne et à l'efficacité des sacrements. Cranmer même soutint que dans les temps primitifs de l'Église il n'y avait aucune différence entre les évêques et les prêtres, et que l'imposition des mains était tout à fait inutile.

Dans les églises presbytériennes, le règlement du culte public est, en grande partie, laissé au ministre. Les prières, par conséquent, ne sont pas exactement les mêmes, au même jour, dans deux assemblées différentes, pas plus qu'elles ne sont les mêmes dans la même assemblée à deux jours différents. Ici elles sont ferventes, éloquentes, remplies de sentiment, là elles sont froides et absurdes. Les prêtres de l'Église catholique romaine, au contraire, ont psalmodié chaque jour depuis des générations les mêmes prières, les mêmes antennes, dans l'Inde comme en Lituanie, en Irlande comme au Pérou. Le service se faisant dans une langue morte n'est intelligible que pour les gens instruits, et la grande majorité de la congrégation y assiste plutôt comme spectateurs que comme auditeurs. Ici encore l'Église d'Angleterre prit un juste milieu ; elle adopta la forme des prières catholiques, mais elle les traduisit en langue vulgaire, et invita la multitude illettrée à joindre sa voix à celle des ministres.

La même idée se retrouve dans tout son système. Rejetant

absolument la doctrine de la transsubstantiation et condamnant comme idolâtre toute adoration du pain et du vin sacramentels, elle exigea néanmoins, au grand dégoût des puritains, que ses enfants reçussent humblement à genoux la communion commémorative de l'amour divin. Tout en dépouillant la plupart des riches vêtements qui entouraient les autels de l'ancienne croyance, elle conserva, à la grande horreur des esprits faibles, la blanche robe de lin, emblème de la pureté qui lui appartient comme épouse mystique du Christ. Tout en rejetant la pantomime qui, dans le culte catholique, remplace des mots intelligibles, elle choqua cependant plus d'un rigide protestant, en marquant du signe de la croix l'enfant qu'on présentait aux fonts baptismaux. Le catholique adressait ses prières à une multitude de saints, parmi lesquels il en était beaucoup d'une sainteté douteuse, quelquefois même plus que douteuse. Le puritain, au contraire, refusait le titre de saint, même à l'apôtre des Gentils, même au disciple bien-aimé de Jésus. L'Église d'Angleterre, en rejetant les prières adressées aux saints, consacra cependant certains jours à la commémoration des souffrances et des grands actes de foi de quelques-uns d'entre eux. Tout en rayant de la liste des sacrements la confirmation et l'ordination, elle les conserva comme cérémonies édifiantes. La confession auriculaire fut, il est vrai, abolie ; mais elle conseilla néanmoins au pécheur mourant de confesser ses fautes à un ministre, et elle autorisa ce ministre à adoucir les derniers moments du pénitent par une absolution où vit encore l'esprit de l'ancienne religion. On peut dire qu'en général notre nouvelle Église s'adresse plus à la raison et moins aux sens et à l'imagination que l'Église de Rome ; mais elle s'adresse plus aux sens et à l'imagination qu'à la raison, si on la compare aux Églises protestantes d'Écosse, de France et de Suisse.

Rien néanmoins ne distinguait plus l'Église d'Angleterre de toute autre Église que ses rapports avec le pouvoir monarchique : le roi en fut le chef. Les limites de cette autorité spirituelle et religieuse ne furent pas alors et n'ont pas été jusqu'à ce jour clairement définies ; les lois qui lui donnèrent un pouvoir suprême en matières ecclésiastiques furent formulées

à la hâte en termes généraux. Si pour s'assurer du vrai sens de ces lois on consulte les livres et les vies des fondateurs de l'Église anglicane, la perplexité augmente encore; car ces fondateurs écrivirent et agirent dans un siècle agité par une violente fermentation intellectuelle et soumis à un courant incessant de réactions. Souvent donc ils furent en contradiction les uns avec les autres, et quelquefois avec eux-mêmes. Ils admettaient unanimement, il est vrai, comme doctrine, que le roi, après le Christ, était le seul chef de l'Église; mais ces mots « chef de l'Église » avaient différentes significations dans différentes bouches; souvent même, selon les circonstances, le même homme leur appliquait un sens différent. Quelques-uns accordaient au roi un pouvoir qui eût satisfait Hildebrand; d'autres restreignaient son autorité au point de la rendre presque aussi faible que celle qu'exercèrent quelques-uns de nos anciens princes, alors qu'ils faisaient encore partie de la communion de l'Église de Rome. Ce que Henri VIII et ses conseillers intimes entendaient par suprématie n'était rien moins, certainement, que tout le pouvoir papal. Le roi voulait être le pape de son royaume; le vicaire de Jésus-Christ, l'interprète de la vérité catholique, le canal des grâces divines. Il s'arrogeait le droit de décider dogmatiquement ce qui était orthodoxie et ce qui était hérésie, de dresser et d'imposer les articles de foi, et de régler enfin l'instruction religieuse de ses peuples. Il proclamait que toute juridiction, spirituelle aussi bien que temporelle, dérivait de lui seul, qu'il pouvait à son gré donner et reprendre les sièges épiscopaux; il alla jusqu'à poser son sceau sur des brevets nommant des évêques qui ne devaient exercer leurs fonctions que selon son bon plaisir. Dans ce système, tel qu'il est expliqué par Cranmer, le roi était le chef spirituel comme le chef temporel de la nation. Dans cette double capacité, il lui fallait des lieutenants; et de même qu'il nommait aux offices civils, pour la garde de ses sceaux, pour la collection de ses revenus et pour l'administration, en son nom, de la justice, il nommait des ecclésiastiques de divers grades pour prêcher l'Évangile et administrer les sacrements. L'imposition des mains devenait inutile. Le roi, telle était l'opinion explicite-

ment formulée par Cranmer, pouvait, en vertu de l'autorité que Dieu lui avait donnée, faire un prêtre, et ce prêtre n'avait besoin d'aucune ordination. Ces opinions, Cranmer les appliqua dans toutes leurs conséquences légitimes; il soutint que ses propres fonctions spirituelles, comme les fonctions séculières du chambellan ou du trésorier, cessaient de droit à la mort du monarque. A la mort de Henri VIII, l'archevêque et ses suffragants reçurent de nouveaux brefs les autorisant à faire des ordinations et à remplir leurs fonctions spirituelles jusqu'à ce que le nouveau roi en ordonnât autrement. Quand on objecta que le pouvoir de lier et de délier, pouvoir bien distinct du pouvoir temporel, avait été donné par Notre-Seigneur à ses apôtres, les théologiens de l'école de Cranmer répondirent que la communion entière des chrétiens, et non le clergé, avait hérité de ce pouvoir de lier et de délier, et qu'il devait naturellement être exercé par le magistrat suprême, comme le représentant de la société. Quand on objecta que saint Paul avait parlé de certains hommes que le Saint-Esprit avait faits surveillants et bergers des fidèles, on répondit que Henri VIII était précisément ce surveillant, précisément ce berger que le Saint-Esprit avait choisi et auquel s'appliquaient les expressions de saint Paul<sup>1</sup>.

Ces prétentions exagérées scandalisèrent également et protestants et catholiques; mais ce fut bien pis quand la suprématie, dont Marie s'était démise en faveur du pape, revint de nouveau à la couronne à l'avènement d'Élisabeth. Il sembla monstrueux qu'une femme pût être évêque primat d'une Église où un apôtre lui avait même interdit d'élever la voix. La reine fut donc obligée de renoncer au caractère sacerdotal que son père s'était attribué, et qui, selon Cranmer, était par investiture divine inséparablement uni aux fonctions royales. Quand les articles de la foi anglicane furent révisés sous son règne, la suprématie fut interprétée d'une tout autre manière qu'elle ne l'avait été à la cour de Henri. Cranmer avait déclaré, en termes

<sup>1</sup> Voyez une note très-curieuse que Strype croit écrite de la main même de Gardiner : *Ecclesiastical Memorials*. Book I, chap. xvii.

emphatiques, que Dieu avait directement remis aux princes de la chrétienté le soin de leurs sujets, aussi bien en ce qui concernait l'administration de la parole divine pour la cure des âmes, qu'en ce qui concernait l'administration des affaires politiques<sup>1</sup>. Le trente-septième des articles de religion, formulés sous Élisabeth, déclare formellement que le ministère de la parole divine n'appartient pas au souverain. La reine, cependant, conserva sur l'Église un pouvoir de surveillance vaste et mal défini; le Parlement la chargea du soin de réformer les hérésies et toute sorte d'abus ecclésiastiques. Cette autorité, elle pouvait la déléguer à des commissaires. Les évêques n'étaient guère que des ministres de la couronne. Dans le onzième siècle, l'Église de Rome, plutôt que d'accorder au pouvoir civil le droit absolu de nomination aux fonctions spirituelles, mit toute l'Europe en feu. De nos jours, les pasteurs de l'Église d'Écosse, plutôt que d'accorder au pouvoir civil le droit absolu de nomination aux fonctions spirituelles, abandonnèrent par centaines leurs bénéfices. L'Église anglicane n'eut pas de semblables scrupules; la nomination de ses prélates resta à l'autorité royale. C'était l'autorité royale qui convoquait, réglait, prorogeait et dissolvait ses assemblées; sans la sanction royale, ses décisions étaient sans force. Un des articles de foi portait qu'aucun concile ecclésiastique ne pouvait légalement s'assembler sans le consentement royal. A l'autorité royale on pouvait appeler, en dernier ressort, de tous les jugements de l'Église, même quand la question était de savoir si telle opinion était hérétique, si telle administration des sacrements avait été valide. Notre Église accorda sans murmure cet excessif pouvoir à nos princes. Mais la royauté lui avait donné naissance, l'avait soignée pendant une enfance débile, l'avait garantie des papistes d'un côté, des puritains de l'autre, l'avait protégée contre les Parlements disposés à l'attaquer, et l'avait vengée enfin des assaillants littéraires auxquels elle trouvait difficile de répondre. Ainsi, gratitude, espérance, crainte, amitiés et

<sup>1</sup> Ce sont les propres expressions de Cranmer. Voyez l'appendice de l'*Histoire de la Réformation*, par Burnet. Part. 1, livre III, no 21, question 9.

initiés communes, tout l'attachait au trône; ses traditions, ses instincts étaient monarchiques. La fidélité au souverain devint un point d'honneur professionnel dans le clergé, un cachet particulier qui le distinguait des calvinistes et des papistes. Ceux-ci, tout en différant sur beaucoup de sujets, regardaient avec une égale jalouse les empiétements du pouvoir temporel sur le domaine du pouvoir spirituel. Ils soutenaient les uns et les autres que des sujets pouvaient tirer l'épée contre un monarque impie. En France, les calvinistes résistèrent à Charles IX, les papistes à Henri IV; papistes et calvinistes résistèrent à Henri III. En Écosse, les calvinistes retinrent Marie prisonnière; au nord de la Trent les papistes prirent les armes contre Élisabeth. L'Église d'Angleterre au contraire condamnait papistes et calvinistes, et se vantait hautement de prêcher sans cesse et avec zèle la soumission quand même au monarque.

La couronne retira de grands avantages de cette étroite alliance avec l'Église; mais ils ne furent pas sans inconvénients. Le compromis fait par Cranmer avait été dès l'abord considéré par un grand nombre de protestants comme une invention qui permettait de servir deux maîtres, comme un essai d'union entre le culte du Seigneur et le culte de Baal. Sous Édouard IV les scrupules de ce parti avaient déjà plusieurs fois entravé la marche régulière du gouvernement; à l'avènement d'Élisabeth au trône, les difficultés augmentèrent encore. La violence engendre naturellement la violence. L'esprit du protestantisme fut donc plus intolérant et plus farouche après les cruautés du règne de Marie. De ceux qui étaient le plus étroitement attachés aux idées nouvelles, un grand nombre s'étaient, durant ces mauvais jours, réfugiés en Suisse ou en Allemagne. Reçus avec hospitalité par leurs frères en croyance, ils s'étaient assis au pied de la chaire des grands docteurs de Strasbourg, de Zurich et de Genève; pendant quelques années, ils s'étaient accoutumés à un culte plus simple, à une administration plus démocratique de l'Église. Ces hommes, revenus dans leur pays, étaient convaincus que la réforme qui avait été effectuée sous Édouard n'était pas aussi profonde et aussi étendue que l'exigeaient les intérêts d'une pure religion. Mais ce fut en vain

qu'ils essayèrent d'obtenir quelques concessions d'Elisabeth. Son système ne leur paraissait différer de celui de son frère que pour le pire. En matière de foi, ils étaient peu disposés à se soumettre à aucune autorité humaine. Confiants dans leurs propres interprétations des Écritures, ils s'étaient récemment révoltés contre une Église forte d'une antiquité immémoriale et d'un assentiment universel; c'était par un effort peu commun d'énergie intellectuelle qu'ils venaient de rejeter le joug d'une superstition impériale et superbe; et l'on ne pouvait guère espérer qu'immédiatement après une telle émancipation ils se soumettraient patiemment à une nouvelle tyrannie spirituelle. Longtemps accoutumés à incliner la face jusqu'à terre, comme devant un Dieu présent, lorsque le prêtre élevait l'hostie, ils avaient appris cependant à regarder la messe comme une momerie d'idolâtrie. Longtemps accoutumés à respecter le pape comme le successeur de saint Pierre, tenant en ses mains les clefs du ciel et de la terre, ils avaient cependant appris à le regarder comme la bête de l'Apocalypse, comme l'Antechrist, comme l'homme du péché. On ne pouvait guère s'attendre à ce qu'ils transportassent immédiatement aux pieds d'une autorité née de la veille l'hommage qu'ils avaient refusé au Vatican. Devaient-ils soumettre leur jugement personnel à l'autorité d'une Église fondée uniquement sur le jugement personnel? Devaient-ils être bien effrayés de leur dissidence avec des docteurs dont les dissidences étaient flagrantes avec ce qui tout récemment faisait la foi universelle de la chrétienté occidentale? On se représente facilement l'indignation que durent éprouver ces esprits hardis et remuants, fiers d'une liberté nouvellement acquise, quand une autorité qu'ils avaient tous vue naître, qu'ils avaient vue se former sous leurs yeux des passions et des intérêts de la cour, commença à imiter le style impérieux de Rome.

De tels hommes ne pouvant être ramenés, on résolut de les persécuter, et la persécution produisit ses effets naturels : elle n'avait trouvé qu'une secte, elle en fit un parti. A leur haine de l'Église ils joignirent bientôt la haine de la royauté. Ces deux sentiments se mêlèrent en s'envenimant réciproquement.

Les opinions des puritains, concernant les rapports du chef de l'État avec ses sujets, différaient complètement du texte des homélies ; leurs docteurs favoris avaient, par leurs préceptes et par leurs exemples, prêché la résistance aux tyrans et aux persécuteurs. Les calvinistes, leurs frères, étaient armés en France, en Écosse, en Hollande, contre des princes cruels et idolâtres. Leurs notions d'un gouvernement se calquaient, pour ainsi dire, sur leurs notions du gouvernement de l'Église ; quelques-uns des sarcasmes populaires dont ils accablaient l'épiscopat pouvaient, sans de grands efforts, s'appliquer à la royauté, et beaucoup d'arguments servant à prouver que le pouvoir spirituel serait mieux placé dans un synode, semblaient conduire naturellement à la conclusion que le pouvoir temporel serait mieux placé dans un Parlement.

Ainsi, de même que le ministre de l'Église anglicane était, par intérêt, par principe, par passion, le zélé défenseur des prérogatives royales, de même le ministre puritain leur était opposé par intérêt, par principe et par passion : Le pouvoir des sectaires était grand ; on en trouvait dans tous les rangs, mais surtout dans la classe marchande des villes et parmi les petits propriétaires des campagnes. Dès le commencement du règne d'Élisabeth, ils eurent la majorité à la chambre des Communes, et, sans aucun doute, si nos pères eussent pu fixer entièrement leur attention sur les questions d'intérieur, la lutte entre la couronne et le Parlement eût dès ce moment commencé. Mais ce n'était guère le temps des démêlés domestiques ; car il était douteux alors que l'union la plus intime des différents ordres de l'État pût conjurer le danger commun qui les menaçait. L'Europe réformée et l'Europe catholique se battaient à mort. La France, livrée à des luttes intestines, avait cessé de compter dans la chrétienté. Le gouvernement anglais était à la tête de l'intérêt protestant, et, tout en persécutant les presbytériens chez lui, étendait sa puissante protection aux Églises presbytériennes du dehors. A la tête du parti opposé était le plus grand prince de l'époque, un prince qui dominait en Espagne, en Portugal, en Italie, en Hollande, un prince dont les armées avaient, à plusieurs reprises, marché sur Paris, un prince dont les flottes

tenaient en constante alarme les côtes du Devonshire et de Sussex. Il parut longtemps probable que l'Anglais aurait à défendre chez lui, les armes à la main, son sol, sa religion, son indépendance. Il était de plus sous l'appréhension continue de quelque grande trahison domestique : car c'était devenu un point de conscience et d'honneur, pour certains hommes d'une nature généreuse, de sacrifier leur patrie à leur religion. Les papistes, par une suite des plus noirs complots contre la vie de la reine et l'existence de la nation, tenaient la société dans une perpétuelle alarme. Il n'était douteux pour personne, quelles que fussent les fautes d'Élisabeth, qu'humainement parlant, le sort du royaume et des différentes Églises réformées tenait à la sécurité de sa personne et au succès de son gouvernement. Le premier devoir d'un patriote et d'un protestant était donc de fortifier son autorité, et ce devoir fut fidèlement rempli. Les puritains mêmes, au fond des prisons où elle les tenait enfermés, demandaient à Dieu dans leurs prières, avec une ferveur non simulée, de la protéger contre le fer des assassins, de faire tomber à ses pieds la rébellion vaincue, et de rendre ses armées victorieuses sur terre et sur mer. Un des hommes les plus inflexibles de cette inflexible secte, au moment où le bourreau venait de lui trancher le poignet pour quelque offense à laquelle son zèle intempéré l'avait poussé, agitait son chapeau de la main qui lui restait, en criant : Vive la reine ! La postérité de ces hommes hérita de leurs sentiments à son égard, et les non-conformistes, malgré le rigoureux traitement qu'elle leur fit subir, conservèrent toujours pour sa mémoire une espèce de vénération<sup>1</sup>.

Pendant la plus grande partie de son règne, les puritains de la chambre des Communes, bien que turbulents quelquefois,

<sup>1</sup> L'historien puritain, Neale, après avoir censuré les cruautés dont elle usa envers la secte à laquelle il appartenait, termine ainsi : « Cependant, malgré ses imperfections, la reine Élisabeth n'en restera pas moins dans l'histoire une princesse sage et politique, pour avoir délivré le royaume des difficultés où il était engagé à son avénement à la couronne, pour avoir maintenu la réformation, malgré le pape, l'empereur et le roi d'Espagne à l'extérieur, malgré la reine d'Écosse et les papistes à l'intérieur... Elle fut la gloire de son siècle, elle sera l'admiration de la postérité. » « History of the Puritans. » Part I, chap. VIII.

n'essayèrent donc pas de faire une opposition systématique au gouvernement. Mais quand la défaite de l'Armada, le succès des Provinces-Unies contre l'Espagne, le ferme établissement de Henri IV sur le trône de France et la mort de Philippe II eurent éloigné de l'État et de l'Église tout danger extérieur, une lutte opiniâtre, destinée à durer plusieurs générations, commença instantanément à l'intérieur.

Ce fut dans le Parlement de 1601 que l'opposition, qui avait pendant quarante ans réuni silencieusement et ménagé ses forces, livra sa première grande bataille et remporta sa première victoire. Le terrain était bien choisi. Les souverains anglais avaient toujours été chargés de la haute direction de la police commerciale. Ils jouissaient de la prérogative inattaquable de régler les monnaies, les poids, les mesures, de fixer les foires, les marchés, de désigner les ports. Mais la ligne qui limitait cette autorité sur le commerce n'avait pas été soigneusement tracée. Comme d'habitude, ils essayèrent d'empêter sur le domaine de la législature ; comme d'habitude aussi, l'empêtement fut patiemment souffert, jusqu'à ce qu'il devint sérieux. Enfin la reine prit sur elle d'accorder un si grand nombre de monopoles, que pas une famille, pour ainsi dire, dans le royaume, ne fut à l'abri des vexations et des extorsions qu'entraîne à sa suite un semblable abus. Le fer, l'huile, le vinaigre, le charbon, le salpêtre, le plomb, l'amidon, la laine, le cuir, le verre, ne pouvaient plus être achetés qu'à des prix exorbitants. La chambre des Communes se réunit, mécontente et résolue. Ce fut en vain qu'une minorité dévouée à la cour blâma le président d'avoir souffert qu'on mit en question les actes de la reine. Le langage des mécontents fut fier et menaçant, et la nation entière lui fit écho. La voiture du premier ministre de la couronne fut entourée par une populace indignée, vociférant des imprécations contre les monopoles, et déclarant qu'elle ne permettrait pas à la prérogative royale de toucher aux vieilles libertés de l'Angleterre. Il sembla un moment que le long et glorieux règne d'Élisabeth allait finir dans la honte et les déastres. Mais la reine, avec un calme et un jugement admirables, déclina le débat, se mit à la tête du parti réformateur,

corrigea l'abus, remercia la Chambre des communes, dans un langage touchant et digne, de son dévouement au bien public, regagna ainsi le cœur de son peuple, et laissa à ses successeurs un mémorable exemple de la conduite que doit tenir un souverain vis-à-vis d'une opposition publique à laquelle il ne peut résister.

Cette grande reine mourut en 1603. Cette année, sous beaucoup de rapports, est une des époques les plus remarquables de notre histoire. Ce fut alors que l'Écosse et l'Irlande devinrent parties intégrantes de l'empire britannique. L'une et l'autre avaient bien été subjuguées par les Plantagenets ; mais elles supportaient impatiemment le joug. L'Écosse, qui avait défendu son indépendance avec un courage héroïque, et avait été, depuis le temps de Robert Bruce, un royaume séparé, fut alors réunie à la partie méridionale de notre île, à des conditions plutôt satisfaisantes que blessantes pour son orgueil national. L'Irlande, depuis Henri II, n'avait jamais été en état de chasser les usurpateurs étrangers, mais elle les avait vigoureusement combattus. Le pouvoir anglais, pendant le quatorzième et le quinzième siècle, y avait constamment décliné, et sous le règne de Henri VII, il était tombé au plus bas. Les possessions irlandaises de ce prince se réduisaient aux comtés de Dublin et de Louth, à quelques parties des comtés de Meath et de Kildare, et à un petit nombre de ports de mer disséminés sur une longue étendue de côtes. Une grande partie même du Leinster n'était pas encore divisée en comtés. Le Munster, l'Ulster et le Connaught étaient soumis à de petits souverains, les uns Celtes, les autres Normands dégénérés qui avaient oublié leur origine et avaient adopté la langue et les mœurs celtiques. Mais l'Angleterre avait fait de grands progrès pendant le seizième siècle. Les chefs demi-sauvages qui régnaient au delà de la palissade s'étaient rendus, les uns après les autres, aux lieutenants des Tudors. Enfin, quelques semaines avant la mort d'Elisabeth, la conquête commencée plus de quatre cents ans auparavant par Strongbow fut complétée par Mountjoy. Jacques I<sup>er</sup> était à peine monté sur le trône anglais, que le dernier O'Donnell et le dernier O'Neill, qui aient été princes indépendants, venaient baisser sa

main à Westminster. Depuis lors, ses édits eurent cours en Irlande, ses juges y tinrent partout leurs assises, et la loi anglaise remplaça les coutumes qui avaient prévalu parmi les tribus aborigènes.

L'Écosse et l'Irlande avaient à peu près la même superficie, et, réunies, elles égalaient presque l'Angleterre; mais elles étaient bien moins peuplées et bien inférieures en civilisation et en richesses. La stérilité de son sol avait retardé l'Écosse; au milieu des lumières, les ténèbres du moyen âge pesaient encore sur l'Irlande.

A l'exception de quelques tribus celtiques répandues ça et là dans les Hébrides et dans les montagnes des comtés du nord, le sang anglais coulait dans les veines de la population écossaise. La langue ne s'éloignait pas plus de l'anglais le plus pur que les dialectes des comtés de Somerset et de Lancaster ne différaient entre eux. En Irlande, au contraire, la population était restée celtique et avait conservé la langue et les mœurs celtes, à l'exception de quelques faibles colonies anglaises près des côtes.

A l'époque de leur union avec l'Angleterre, ces deux nations comptaient parmi les nations naturellement courageuses et intelligentes. La persévérance, l'empire sur soi-même, la perspicacité et toutes les qualités qui conduisent au succès dans la vie étaient au plus haut degré le partage des Écossais. Les Irlandais, au contraire, se distinguaient par des qualités qui inspirent l'intérêt plus qu'elles ne contribuent à la prospérité. C'était une race ardente et impétueuse, facilement excitée au chagrin, à la joie, à la colère, à l'amour. Seule entre toutes les nations du nord de l'Europe, elle avait cette susceptibilité, cette vivacité, cette disposition aux discours et à la pantomime naturelles aux habitants des bords de la Méditerranée. En culture d'esprit, l'Écosse était, sans contredit, supérieure à l'Irlande. Quoique alors le plus pauvre de la chrétienté, ce royaume rivalisait, dans toutes les branches de la science, avec les pays les plus favorisés. Ces Écossais, dont les habitations et la nourriture étaient aussi misérables que celles des Islandais de nos jours, écrivaient des vers latins avec plus

d'élégance que Vida, et faisaient des découvertes scientifiques qui eussent ajouté à la gloire de Galilée. L'Irlande, elle, n'avait ni un Buchanan ni un Napier à montrer. Le génie dont ses habitants primitifs avaient été amplement doués, ne se montrait encore que dans quelques ballades informes et grossières, où l'œil expérimenté de Spencer découvrait quelques parcelles de l'or le plus pur de la poésie.

L'Écosse, en devenant partie intégrante de la monarchie britannique, conserva toute sa dignité. Elle avait résisté courageusement pendant plusieurs générations aux armes anglaises ; son union avec sa puissante voisine se fit sous les conditions les plus honorables. Au lieu de recevoir un roi, ce fut elle qui le donna. Elle conserva ses lois et sa constitution. Ses tribunaux et son Parlement restèrent entièrement indépendants des tribunaux et du Parlement qui siégeaient à Westminster. L'administration de l'Écosse resta dans des mains écossaises ; car l'Anglais n'avait aucun motif d'émigrer vers le nord et de disputer à la nation la plus fine et la plus tenace, les faibles ressources que pouvait contenir le plus pauvre des trésors publics. Grand nombre d'aventuriers écossais, au contraire, se précipitèrent vers le sud et y obtinrent dans toutes les carrières un succès qui excitait l'envie, mais qui, en général, n'était que la juste récompense de la prudence et de l'industrie. Malgré tout, l'Écosse n'évita pas, tant s'en faut, le sort ordinaire des pays annexés, mais non incorporés, à d'autres pays plus puissants qu'eux. Quoique royaume indépendant nominalement, elle fut en réalité, pendant plus d'un siècle, traitée, sous beaucoup de rapports, en province soumise.

Quant à l'Irlande, elle était franchement gouvernée en dépendance conquise par l'épée. Ses grossières institutions nationales n'existaient plus. Les colons anglais, obligés de rester soumis aux ordres de la mère-patrie, dont le soutien leur était nécessaire, pour se maintenir en Irlande, s'en dédommagaient en opprimant le peuple au milieu duquel ils s'étaient établis. Le Parlement qui se réunissait à Dublin ne pouvait faire aucune loi, qu'elle ne fût au préalable approuvée par le conseil privé. La loi anglaise était devenue la loi d'Irlande. L'administration

exécutive était confiée à des hommes venus d'Angleterre ou domiciliés dans la partie anglaise de l'île, et regardés comme des étrangers et même comme des ennemis par la population celtique.

Mais le point qui établissait le plus de différence entre l'Irlande et l'Écosse reste encore à expliquer : l'Écosse était protestante. Plus que partout en Europe, le mouvement populaire contre l'Église de Rome, y avait été rapide et violent. Les réformateurs avaient vaincu, déposé, et emprisonné leur souveraine idolâtre ; ils n'avaient pas même voulu reconnaître le compromis effectué en Angleterre. Calvin leur avait fourni leur doctrine, leur discipline, leur culte religieux, et ils faisaient peu de différence entre la papauté et l'épiscopat, la messe et les trente-neuf articles. Malheureusement pour l'Écosse, le prince qu'elle avait envoyé gouverner un plus bel héritage avait été tellement ennué par l'opiniâtreté des théologiens, défendant contre lui les priviléges du synode et de la chaire, que les institutions ecclésiastiques auxquelles ils étaient attachés furent bientôt pour lui un objet de haine ; en tant du moins que la haine pouvait entrer dans une nature aussi efféminée que la sienne. Aussitôt donc qu'il fut monté sur le trône d'Angleterre, il commença à montrer un zèle intolérant en faveur du gouvernement et du rituel de l'Église anglicane.

Les Irlandais étaient le seul peuple du nord de l'Europe qui fut resté fidèle à l'ancienne religion. Ce fait est attribuable, en partie, à ce qu'ils étaient, quant à l'instruction, de quelques siècles en arrière de leurs voisins ; mais d'autres causes encore y contribuèrent. La réformation avait été une révolte nationale aussi bien que morale , ce n'était pas seulement une insurrection des laïques contre le clergé, mais encore un vaste soulèvement de toutes les races germaniques contre la domination étrangère. C'est un fait fort remarquable que les peuples seuls dont la langue a une origine teutonique, sont devenus protestants, tandis que ceux dont la langue a pris source dans l'ancienne Rome sont restés fidèles à la religion de la Rome moderne. Le patriotisme des Irlandais avait pris une direction toute particulière. L'objet de leur animosité, ce n'était pas

Rome, c'était l'Angleterre. Ils avaient des raisons toutes spéciales d'abhorrer ces souverains anglais, qui avaient été les chefs du grand schisme, Henri VIII et Élisabeth. Pendant la vaine résistance que deux générations de princes milésiens avaient opposée aux Tudors, l'enthousiasme religieux et l'enthousiasme national s'étaient tellement unis qu'ils ne faisaient plus qu'un chez la race vaincue. La nouvelle haine de protestant à papiste enflammait la vieille haine de Saxon à Celte. Cependant l'Anglais vainqueur négligea tous les moyens légitimes de conversion. On ne prit pas soin de pourvoir la nation vaincue d'instructeurs qui pussent se faire comprendre; on ne fit aucune traduction de la Bible en langue erse. Le gouvernement se contenta d'établir une vaste hiérarchie d'archevêques, d'évêques et de recteurs protestants qui ne faisaient rien, et qui n'en étaient pas moins payés, pour ne rien faire, des dépouilles de l'Église aimée et respectée par la grande masse du peuple.

Il y avait dans la situation de l'Irlande et de l'Écosse quelque chose d'anormal, bien fait pour exciter les pénibles appréhensions d'un homme d'État clairvoyant. Pourtant, il régnait une apparence de tranquillité, et pour la première fois les îles britanniques étaient pacifiquement unies sous le même sceptre.

Il semble que cette union aurait dû ajouter un grand poids à l'influence de l'Angleterre sur les autres nations de l'Europe. Le territoire sur lequel régnait son nouveau roi était presque le double de l'héritage échu à la reine Élisabeth. C'était l'empire le plus compact et le plus assuré contre une attaque de l'extérieur qu'on put trouver dans le monde entier. Les Plantagenets et les Tudors avaient souvent été obligés de se défendre contre l'Écosse, lorsqu'ils étaient engagés dans une guerre étrangère; la longue lutte avec l'Irlande absorbait continuellement leurs ressources. Et cependant, malgré tant de désavantages, ces souverains avaient joué un grand rôle dans la chrétienté. On pouvait donc s'attendre raisonnablement à ce que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies formeraient un État qui ne le céderait à aucun.

Cet espoir fut étrangement déçu. A dater du jour de l'avé-

nement de Jacques I<sup>er</sup>, notre pays descendit du rang qu'il avait occupé jusqu'alors, et ne fut plus regardé que comme une puissance à peine de second ordre. Pendant un grand nombre d'années, sous quatre princes successifs de la maison de Stuart, la puissante monarchie anglaise ne fut pas un membre plus important de la famille des nations européennes, que ne l'avait été précédemment le petit royaume d'Écosse. Nous n'avons pas à nous en plaindre toutefois : car on peut dire du roi Jacques I<sup>er</sup> comme du roi Jean, que si son administration eût été habile et brillante, c'eût été probablement fatal à notre pays, et que nous devons plus à sa médiocrité et à sa faiblesse qu'au courage et à la sagesse de souverains bien plus remarquables. Il monta sur le trône à un moment critique ; car l'époque approchait où le roi devait devenir absolu, si le Parlement ne s'emparait du contrôle universel de l'administration exécutive. Si Jacques I<sup>er</sup> avait été, comme Henri IV, comme Maurice de Nassau ou comme Gustave-Adolphe, un politique habile, actif et brave, s'il s'était mis à la tête des protestants de l'Europe, s'il avait remporté de grandes victoires sur Tilly et Spinola, s'il avait embelli Westminster de la dépouille des monastères bavarois et des cathédrales flamandes, s'il avait suspendu à Saint-Paul les bannières d'Autriche et de Castille, et qu'après ces grands exploits il se fût trouvé à la tête de cinquante mille hommes braves, bien disciplinés, dévoués à sa personne, bientôt le Parlement anglais n'eût plus été Parlement que de nom. Heureusement, il n'était pas homme à jouer un semblable rôle. Un des premiers actes de son administration fut de mettre fin à la guerre longue et acharnée que nous avions avec l'Espagne, et, depuis lors, il évita les hostilités avec une prudence à l'épreuve des insultes de ses voisins et des clamours de ses sujets. Ce ne fut que dans la dernière année de sa vie que l'influence réunie de son fils, de son favori, de son Parlement et de son peuple put le décider à frapper un faible coup pour la défense de sa famille et de sa religion. Ce fut heureux pour ses sujets qu'il n'écucha pas leurs vœux ; car le résultat de sa politique pacifique fut de permettre à l'Angleterre de se passer de troupes régulières et de confier simplement la défense du pays à la mi-

lice, pendant que la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne regorgeaient de soldats mercenaires.

N'ayant pas d'armée permanente et n'essayant même pas d'en former une, le roi eût été sage d'éviter un conflit avec son peuple. Mais son imprudence était telle, que tout en négligeant les moyens qui seuls pouvaient réellement le rendre absolu, il ne cessait de mettre en avant, et de la manière la plus choquante, des prétentions que pas un de ses prédécesseurs n'avait même rêvées. Ce fut alors que parurent pour la première fois ces étranges théories que, plus tard, Filmer formula en un système, et qui devinrent le symbole du toryisme le plus violent et des défenseurs les plus exagérés de l'Église. On soutenait alors gravement que l'Être suprême regardait avec une faveur spéciale les gouvernements dont la forme était monarchique et héréditaire ; que le droit de succession selon l'ordre de primogéniture était d'institution divine, antérieur au christianisme, antérieur même à la loi mosaïque; que nul pouvoir humain, pas même celui de la législature tout entière, nulle durée de possession illégale, fût-elle de dix siècles, ne pouvait priver un souverain légitime de son droit; que son autorité était nécessairement despotique ; que les lois qui, en Angleterre et dans d'autres pays, limitaient la prérogative royale, ne devaient être regardées que comme de pures concessions accordées par le souverain, qu'il pouvait reprendre à volonté ; enfin, que tout compromis qu'un souverain pouvait faire avec son peuple indiquait simplement ses intentions présentes, et que ce n'était point là un contrat dont on pût réclamer l'exécution. Il est évident qu'une semblable théorie, inventée pour fortifier les bases du gouvernement, les ébranlait au contraire. Cette loi divine et immuable de primogéniture admettait-elle les femmes ou les excluait-elle ? Dans l'une comme dans l'autre supposition, la moitié des souverains de l'Europe étaient des usurpateurs, régnant au mépris des commandements de Dieu, et pouvant être justement dépossédés par les héritiers légitimes. Rien dans l'Ancien Testament ne justifie ces absurdes théories ; car on y lit que le peuple choisi de Dieu fut blâmé et puni pour avoir désiré un roi, et que plus tard il lui fut ordonné de transférer son allé-

gence. Tout l'Ancien Testament, bien loin de confirmer l'idée que le droit de primogéniture est d'institution divine, indiquerait au contraire que les frères cadets étaient sous la protection plus spéciale du ciel. Isaac n'était pas le fils ainé d'Abraham, ni Jacob d'Isaac, ni Judas de Jacob, ni David de Jessé, ni Salomon de David. Le droit d'aïnesse est rarement observé dans les pays où la polygamie est en usage. Rien non plus, dans les passages du Nouveau Testament qui décrivent le gouvernement comme une loi émanée de Dieu, ne vient corroborer le système de Filmer ; car le gouvernement sous lequel vivaient les écrivains du Nouveau Testament n'était pas une monarchie héréditaire. Les empereurs romains étaient des magistrats républiques nommés par le Sénat. Aucun d'eux ne prétendait régner par droit de naissance. Et en fait, Tibère, quand le Christ commanda de lui payer le tribut, Néron, quand saint Paul ordonna aux Romains de lui obéir, n'étaient l'un et l'autre, d'après cette théorie patriarcale de gouvernement, que des usurpateurs. Au moyen âge, la doctrine d'un droit héréditaire inaliénable eût été regardée comme hérétique, car elle était complètement incompatible avec les hautes préentions de l'Église de Rome. Cette doctrine fut tout à fait inconnue aux fondateurs de l'Église anglicane. L'homélie sur la rébellion volontaire avait fortement, et même trop fortement, inculqué le principe de la soumission à l'autorité établie, mais n'avait fait aucune distinction entre monarchies héréditaires et monarchies électives, entre monarchies et républiques. La plupart des prédécesseurs de Jacques eussent, par des motifs tout personnels, montré peu de sympathie pour cette théorie patriarcale de gouvernement. Guillaume le Roux, Henri I<sup>er</sup>, Étienne, Jean, Henri IV, Henri V, Henri VI, Richard III et Henri VII avaient tous régné au mépris de la stricte loi de descendance. Un doute sérieux planait sur la légitimité de Marie et d'Élisabeth. Catherine d'Aragon et Anne Boleyn ne pouvaient pas avoir été toutes les deux femmes légitimes de Henri VIII, et les premières autorités du royaume avaient été d'avis que ni l'une ni l'autre ne l'étaient. Les Tudors, loin de considérer la loi de succession comme divine et immuable, cherchèrent souvent à l'échapper. Henri VIII obtint un

acte du Parlement qui lui donnait le droit de disposer de la couronne par testament, et il ne manqua pas d'en disposer au préjudice de la famille royale d'Écosse. Édouard VI, sans autorisation du Parlement, s'arrogea le même droit avec l'approbation des plus éminents réformateurs. Elisabeth, convaincue que son titre n'était pas à l'abri de sérieuses objections, et ne voulant pas même admettre un droit réversible sur la reine d'Écosse, sa rivale et son ennemie, sollicita du Parlement une loi déclarant que quiconque nierait la compétence du souverain de changer, avec l'assentiment des états du royaume, l'ordre de succession, souffrirait la mort comme traître. Mais la situation de Jacques différait étrangement de celle d'Elisabeth. N'ayant ni sa capacité, ni sa popularité, regardé par les Anglais comme un étranger, et exclu du trône par le testament de Henri VIII, le roi d'Écosse n'en était pas moins l'héritier incontestable d'Egbert et de Guillaume le Conquérant. Il avait donc un intérêt évident à favoriser la superstitieuse opinion que la naissance confère des droits antérieurs aux lois, et que les lois ne peuvent changer. C'était une opinion qui convenait du reste à son intelligence et à son caractère ; elle trouva donc de nombreux défenseurs parmi ceux qui aspiraient à sa faveur, et fit de rapides progrès dans le clergé de l'Église anglicane.

Ainsi, au moment même où l'esprit républicain commençait à se manifester vivement dans le Parlement et dans le pays, les prétentions du monarque prirent une forme moroseuse, qui eût dégoûté le plus fier et le plus arbitraire des rois qui l'avaient précédé sur le trône.

Jacques se vantait toujours de son habileté dans ce qu'il appelait la politique royale (*kingcraft*) ; il est difficile cependant d'imaginer une conduite plus opposée que la sienne à toutes les règles de politique royale. La politique des grands hommes d'État a toujours été de déguiser des actes de vigueur sous des formes populaires. C'est ainsi qu'Auguste et Napoléon établirent des monarchies absolues, quand le public les regardait simplement comme des citoyens éminents investis de magistratures temporaires. La politique de Jacques était tout à fait l'opposé. Il alarmait et irritait ses Parlements en leur disant sans cesse

qu'ils ne tenaient leurs priviléges que de son bon plaisir, et qu'ils n'avaient pas plus le droit de scruter ses actions que celles de Dieu lui-même. Il leur cédait néanmoins, abandonnait un ministre après l'autre à leurs vengeances, et permettait que d'importunes tracasseries lui arrachassent des actes directement opposés à ses désirs les plus formels. Ainsi grandissaient ensemble la colère qu'excitaient ses prétentions et le mépris que provoquaient ses concessions. Il ne cessait de raviver le mécontentement public par sa tendresse pour d'indignes favoris dont il sanctionnait la tyrannie et l'avidité. Sa puérilité, sa pédanterie, sa lâcheté, son accent provincial, la gaucherie de ses manières et de sa personne, faisaient de lui un objet de dérision. A ce qu'il avait même de qualités et de talents, il se mêlait toujours quelque chose de peu royal. Aussi pendant tout le cours de son règne, le vénérable prestige qui jusque-là avait entouré le trône perdit graduellement de sa force. Depuis deux cents ans, tous les souverains qui avaient régné en Angleterre, à l'exception de l'infortuné Henri VI, avaient été des hommes pleins de feu, d'un grand caractère, d'un courage reconnu, d'une tournure princière; presque tous avaient possédé des talents plus qu'ordinaires. Ce n'a pas été un fait sans importance, qu'à la veille de la lutte décisive entre nos rois et leurs Parlements, la royauté se soit montrée au monde bégayante, baveuse, pleurnicheuse, tremblante à la vue d'une épée, ne tenant enfin que des discours de bouffon ou de pédagogue.

Les dissensions religieuses qui divisaient le grand parti protestant, depuis le règne d'Édouard VI, devinrent alors plus formidables que jamais. Les différences qui séparaient Cranmer et Jewel de la première génération de puritains étaient bien faibles, en comparaison de celles qui séparaient la troisième génération de ces puritains de Laud et de Hammond. Alors que le souvenir des cruautés de Marie était encore vivant, alors que la force du parti catholique inspirait des craintes, alors que l'Espagne conservait un grand ascendant et aspirait à une domination universelle, toutes les sectes réformées sentaient bien qu'elles avaient un puissant intérêt commun et un même ennemi mortel. Leur animosité réciproque n'était rien, com-

parée à leur haine commune contre Rome. Conformistes et non-conformistes s'étaient réunis de tout cœur pour établir des lois pénales d'une sévérité excessive contre les papistes. Mais quand plus d'un demi-siècle d'une possession tranquille eut donné confiance à l'Église établie, quand les neuf dixièmes de la population furent devenus franchement protestants, quand l'Angleterre fut en paix avec le monde entier et qu'il n'y eut aucun danger d'y voir pénétrer le papisme à la suite d'armées étrangères, quand les derniers confesseurs qui avaient résisté à Bonner eurent disparu, un grand changement s'opéra dans les sentiments du clergé anglican. Leur hostilité envers la doctrine et la discipline de l'Église de Rome se trouva considérablement affaiblie, tandis que, d'un autre côté, leur aversion pour les puritains augmentait de jour en jour. Les controverses qui, dès l'abord, avaient divisé le parti protestant, prirent une forme qui rendit toute réconciliation impossible, et de nouvelles controverses plus importantes encore vinrent s'ajouter aux vieux sujets de dispute.

Les fondateurs de l'Église anglicane avaient conservé l'épiscopat, non comme une institution émanée de la puissance divine pour le gouvernement de l'Église, mais comme une organisation ecclésiastique ancienne, décente et convenable. Nous avons déjà vu le peu de valeur que Cranmer attachait aux fonctions épiscopales. Après lui, sous le règne d'Élisabeth, Jewel, Cooper, Whitgift et d'autres éminents docteurs, les défendirent seulement comme innocentes, utiles, pouvant être légalement établies dans l'État ; et, une fois établies, comme ayant droit au respect de chaque citoyen. Mais ils ne songèrent jamais à nier qu'une communauté chrétienne, même sans évêque, ne fût une véritable Église. Bien au contraire, ils se regardaient comme faisant partie de la même famille religieuse que les protestants du continent. Les Anglais étaient bien forcés de reconnaître l'autorité de l'évêque, comme ils étaient obligés de reconnaître l'autorité du *sheriff* et du *coroner* ; mais c'était une obligation purement locale. Un protestant anglais, même un évêque, s'il fût allé en Hollande, se serait conformé sans scrupule à la religion établie en Hollande. Les ambassadeurs d'Éli-

sabeth et de Jacques assistaient en tenue de parade, à l'étranger, à ces mêmes cérémonies religieuses qui attiraient les persécutions en Angleterre, et s'abstenaient avec soin de décorer leurs chapelles particulières selon la coutume anglicane, pour ne point scandaliser des frères. Il était même admis que les ministres presbytériens avaient droit de siéger et de voter dans les conciles œcuméniques. Quand les états généraux des Provinces-Unies convoquèrent à Dort un synode de docteurs qui n'avaient reçu aucune ordination épiscopale, un évêque et un doyen anglais, envoyés par le chef de l'Église anglicane, siégèrent avec ces docteurs, discutèrent et votèrent avec eux sur les plus graves questions de théologie<sup>1</sup>. Bien plus, un grand nombre de bénéfices étaient possédés par des ecclésiastiques admis à leur ministère dans la forme usitée sur le continent par les calvinistes, et, dans ces cas, on ne trouva ni nécessaire, ni même légal, de les faire ordonner de nouveau par un évêque.

Mais une nouvelle génération de docteurs commençait à s'élever dans l'Église anglicane. Dans leurs idées, l'épiscopat était essentiel au bien-être de la société chrétienne et à l'efficacité des rites les plus solennels de la religion ; à l'épiscopat appartenait de certains grands priviléges sacrés, que nul pouvoir humain ne pouvait octroyer ni retirer. Selon eux, une Église pouvait aussi bien rejeter la doctrine de la Trinité, ou celle de l'Incarnation, que rejeter la hiérarchie apostolique ; et l'Église de Rome, qui, au milieu de toutes ses corruptions, avait maintenu cette hiérarchie, se rapprochait davantage de la pureté primitive, que ces sectes exagérées qui avaient témérairement mis en opposition à ce divin modèle un système inventé par les hommes.

Du temps d'Édouard VI et d'Élisabeth, les défenseurs du rituel anglican s'étaient contentés de dire qu'on pouvait le suivre sans péché, et que par conséquent il n'y avait qu'un sujet rebelle et pervers qui pût se refuser à s'en servir, quand

<sup>1</sup> Joseph Hall, alors doyen de Worcester et plus tard évêque de Norwich, fut un des commissaires. Dans sa Vie, écrite par lui-même, il dit : « Je fus nommé, moi indigne, pour assister à cette honorable, grave et respectable réunion. » Cette humilité semblera un peu hors de propos aux stricts partisans de la hiérarchie.

l'ordre lui en était donné par le magistrat civil. Maintenant, le nouveau parti, qui prétendait assigner une origine divine aux institutions de l'Église, commençait à donner aux services religieux une plus grande importance et une plus grande pompe. Il donnait à entendre que si le culte établi péchait en quelque chose, c'était par sa simplicité, et que les réformateurs, dans la chaleur de leurs querelles avec Rome, avaient aboli un grand nombre de cérémonies qu'il eût été avantageux de conserver. On recommença donc de tenir en mystérieuse vénération de certains jours, de certains lieux. Quelques pratiques communément tombées en désuétude, et regardées comme momeries superstitieuses, furent rétablies. Les tableaux et les sculptures qui avaient échappé à la fureur des premières générations protestantes devinrent l'objet d'un tel respect et d'une telle vénération, qu'aux yeux d'un grand nombre, c'était presque de l'idolâtrie.

Le célibat et l'espèce de mérite que l'ancienne Église y attachait avait surtout attiré les attaques des réformateurs ; ils maintenaient que la doctrine de Rome sur ce sujet avait été prophétiquement condamnée par l'apôtre saint Paul, comme doctrine diabolique, et ils citaient des scandales et des crimes qui semblaient prouver la justice de cette terrible réprobation. Luther, du reste, avait montré son opinion de la manière la plus claire, en épousant une nonne. Quelques-uns des évêques et des prêtres les plus illustres morts sur le bûcher, du temps de Marie, avaient laissé des femmes et des enfants. Néanmoins, on disait maintenant que le vieil esprit monastique avait reparu dans l'Église anglicane, qu'il y avait, en hauts lieux, un préjugé marqué contre les prêtres mariés, que même des laïques, qui se donnaient pour bons protestants, avaient pris la résolution, équivalant presque à un vœu, de vivre dans le célibat. On disait même qu'un ministre de l'Église anglicane avait fondé un couvent, et que les psaumes y étaient chantés à minuit par une réunion de vierges consacrées à Dieu<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Vie de Ferrar, par Peckard. « Le Couvent des Nonnes arminiennes, ou courte description du lieu monastique appelé couvent arminien, à Little Gidding, dans le comté de Huntingdon; 1641. »

Ce n'était pas tout. Un ordre de questions sur lesquelles les fondateurs de l'Église anglicane et les premières générations de puritains avaient peu ou point différé commença à fournir matière à de violentes discussions. Les controverses qui divisèrent le grand parti protestant dans son enfance roulaient presque exclusivement sur les cérémonies et le gouvernement de l'Église. Il n'y avait pas eu de querelles sérieuses sur des points de théologie métaphysique. Les doctrines adoptées par les chefs de la hiérarchie anglicane touchant le péché originel, la foi, la grâce, prédestination et l'élection, étaient celles qui sont vulgairement appelées calvinistes. Vers la fin du règne d'Élisabeth, son prélat favori, l'archevêque Whitgift, rédigea, de concert avec l'évêque de Londres et quelques autres théologiens, l'acte célèbre connu sous le nom d'*Articles de Lambeth*. Cet acte reconnaît les doctrines les plus extrêmes de Calvin avec une précision qui de nos jours choquerait bon nombre d'hommes réputés calvinistes. Un membre du clergé qui y fit opposition, et parla de Calvin en termes peu respectueux, fut cité, pour sa présomption, devant l'Université de Cambridge, et n'échappa à la penalité qu'en exprimant sa ferme croyance dans les dogmes de la réprobation et de la persévérance finale, et en exprimant son repentir du scandale qu'il avait donné aux fidèles en osant blâmer le grand réformateur français. L'école théologique dont Hooker fut le chef occupe un juste milieu entre l'école de Cranmer et l'école de Laud, et les arminiens des temps modernes ont réclamé Hooker comme un allié; cependant, Hooker maintenait que Calvin était un homme supérieur en sagesse à tous les docteurs français, un homme à qui des milliers de chrétiens étaient redevables de leur connaissance de la vérité divine, tandis que lui, Calvin, n'en était redevable qu'à Dieu. Quand la controverse arminienne commença en Hollande, le gouvernement et l'Église d'Angleterre prirent un fort appui au parti calviniste; et le nom anglais doit subir sa part de responsabilité dans l'emprisonnement de Grotius et le meurtre judiciaire de Barneveldt, qui ont laissé une si grande tache sur le parti calviniste.

Mais avant même la réunion du synode hollandais, cette

portion du clergé anglican, qui était spécialement hostile à l'organisation du culte et de l'Église calviniste, avait commencé à montrer son aversion pour la métaphysique de Calvin ; cette aversion fut naturellement fortifiée par la grossière injustice, l'insolence et la cruauté du parti qui dominait à Dort. Les doctrines arminiennes, moins austèrement logiques que celles des premiers réformateurs, plus conformes aux notions populaires de la clémence et de la justice divine, s'étaient promptement répandues. La contagion gagna bientôt la cour. Des opinions, qui à l'époque de l'avénement de Jacques n'eussent pu être avouées par un membre du clergé sans risquer de perdre son bénéfice, devinrent un titre à la faveur. Un docteur de cette époque, auquel un gentilhomme campagnard un peu simple demandait quelles étaient les doctrines auxquelles tenaient les arminiens, lui répondit, avec autant de vérité que d'esprit, qu'ils tenaient aux meilleurs évêchés et aux meilleurs bénéfices du royaume.

En même temps qu'une portion du clergé anglican abandonnait, dans un sens, la position qu'il occupait originairement, une portion du parti puritain abandonnait aussi, dans un sens diamétralement opposé, les principes et les pratiques de ses pères. Les persécutions qu'on faisait éprouver aux dissidents avaient été assez fortes pour les irriter, mais pas assez fortes pour les anéantir. Ils n'avaient été ni soumis ni domptés, mais excités au contraire à plus d'entêtement et de violence. Comme toutes les sectes persécutées, ils prirent leurs sentiments de vengeance pour des émotions pieuses ; encouragèrent par des lectures et des méditations leur disposition à couver, pour ainsi dire, leurs griefs, et, en stimulant leur haine contre leurs ennemis, s'imaginèrent ne haïr que les ennemis de Dieu. Dans le Nouveau Testament, il se trouve bien peu de passages qui puissent être dénaturés, même par des commentaires artificieux, de manière à paraître favoriser la pratique de mauvaises passions. Mais l'Ancien Testament contient l'histoire d'un peuple choisi par Dieu pour proclamer son unité et être l'instrument de sa vengeance, et auquel il a recommandé spécialement bien des actes qui, sans ce commandement spécial, eussent été des

crimes atroces. Dans une semblable histoire il n'était pas difficile à des esprits sombres et violents de trouver des passages dont ils poussent fausser le sens au gré de leurs désirs. Les puritains exagérés se sentirent donc pour l'Ancien Testament une préférence qu'ils ne s'avouaient peut-être pas à eux-mêmes, mais qui perçait dans tous leurs sentiments et toutes leurs habitudes. Ils avaient pour la langue hébraïque un respect qu'ils refusaient à la langue dans laquelle sont arrivées jusqu'à nous les paroles de Jésus et les épîtres de saint Paul. Les noms de baptême de leurs enfants n'étaient plus les noms de saints du christianisme, mais ceux de guerriers et de patriarches hébreux. Au mépris des déclarations expresses et réitérées de Luther et de Calvin, la fête hebdomadaire que l'Église consacre depuis les premiers siècles à commémorer la résurrection de Notre-Seigneur fut changée en une espèce de sabbat juif. Ils cherchèrent leurs principes de jurisprudence dans la loi mosaïque; et dans les Livres des Juges et des Rois, les précédents qui devaient servir de guide à leur conduite. Leurs pensées et leurs discours roulaient sur des actes qui ne nous ont certainement pas été transmis comme exemples à suivre. Le prophète taillant en pièces un roi captif; le général rebelle faisant boire aux chiens le sang d'une reine; la matrone violent la foi jurée et toutes les lois de l'hospitalité orientale, et enfonçant un clou dans le crâne de son allié qui venait de manger à sa table et qui dormait sous sa tente: tels étaient les exemples proposés à des chrétiens souffrant sous la tyrannie de princes et de prélats. Leurs mœurs et leurs manières se soumirent à des règlements rappelant la synagogue, et la synagogue des plus mauvais jours. Dans leurs vêtements, leur allure, leur langage, leurs études et même leurs amusements, ces rigides sectaires affectaient de suivre les principes de ces pharisiens qui, fiers de leurs mains lavées et de leurs larges phylactères, traitèrent Notre-Seigneur d'ivrogne et de violateur du sabbat. Pour eux c'était un crime de suspendre des guirlandes à un mai, de boire à la santé d'un ami, de lâcher un faucon, de chasser au cerf, de jouer aux échecs, de boucler ses cheveux, d'empeser sa fraise, de jouer de l'épinette et de lire le « Fairy Queen. »

Ces coutumes, qui eussent paru insupportables à l'esprit libre et enjoué de Luther, et méprisables à l'intelligence sereine et philosophique de Zwingle, jetèrent sur la vie une tristesse plus que monastique. La science et l'éloquence qui distinguaient si éminemment les grands réformateurs, et auxquelles ils devaient en très-grande partie leurs succès, furent regardées par la nouvelle école protestante avec suspicion, sinon avec aversion. Les plus rigoristes répugnaient même à enseigner la grammaire latine, parce qu'on y trouvait les noms de Mars, de Bacchus et d'Apollon; les beaux-arts étaient pour ainsi dire proscrits; la voix solennelle de l'orgue était devenue une voix superstitieuse; la musique légère des intermèdes de Ben-Jonson excitait, disait-on, à la débauche; une moitié des beaux tableaux de l'Angleterre était considérée comme idolâtre, l'autre moitié comme indécente. Le vrai puritain se devinait tout de suite, à son allure, à son habit, à ses cheveux plats, à la solennelle aigreur de son visage, à son œil levé au ciel, au son nasal de sa voix et par-dessus tout à la forme de son langage, où se retrouvaient, en toute occasion, les images et le style des saintes Écritures. Des tournures de phrases hébraïques introduites violemment dans notre langue, des métaphores empruntées à la plus hardie poésie lyrique des temps bibliques et appliquées aux usages communs de la vie anglaise, distinguaient surtout cette espèce de jargon, et contribuèrent, non sans raison, à attirer sur cette secte la dérision des prélatistes et celle des libertins.

Ainsi continua à s'étendre, pendant le premier quart du dix-septième siècle, le schisme politique et religieux qui avait pris naissance au seizième. Des théories tendant au despotisme turc avaient cours à Whitehall; des théories tendant au républicanisme étaient en faveur auprès d'un grand nombre de membres des communes. Les prélatistes violents ne faisaient qu'un, dans leur zèle pour les prérogatives de la couronne, les puritains violents ne faisaient qu'un, dans leur zèle pour les prérogatives du Parlement, et les deux partis étaient animés d'une haine bien plus forte que celle qui existait, dans la génération précédente, entre catholiques et protestants.

Pendant que les esprits étaient ainsi travaillés, le pays, après

une paix de plusieurs années, allait s'engager dans une guerre qui demandait de grands efforts. Cette guerre hâta l'approche de la crise constitutionnelle. Il fallait que le roi eût une armée considérable, et il ne pouvait se la procurer sans argent ; l'argent, il ne pouvait l'obtenir sans le consentement du Parlement. Il s'ensuivait donc qu'il devait gouverner selon les vœux de la Chambre des communes, ou tenter la violation des lois fondamentales du pays, violation que n'avaient osé essayer depuis des siècles ses prédécesseurs. Les Plantagenets et les Tudors avaient bien, il est vrai, quelquefois comblé un déficit dans leurs revenus par des emprunts ou volontaires, ou forcés, mais ces expédients furent toujours d'une nature temporaire. Fournir aux dépenses d'une longue guerre par une taxe régulière imposée sans le consentement des états du royaume était un moyen que Henri VIII lui-même n'eût pas osé employer. Il semblait donc que l'heure décisive approchât, et que le Parlement anglais dût, ou partager le sort des assemblées du continent, ou prendre un ascendant suprême dans l'État.

C'est dans cette conjoncture que la mort vint frapper le roi Jacques. Charles I<sup>er</sup> lui succéda. Il avait reçu de la nature une intelligence plus ouverte, une volonté plus forte, un caractère à la fois plus ferme et plus perspicace que son père. Héritier de ses théories politiques, il avait, plus que lui, la volonté de les appliquer. Comme son père, il était zélé pour l'épiscopat ; il était de plus, ce que son père n'avait jamais été, un ardent arminien, et, sans être papiste, il préférait un papiste à un puritain. Il serait injuste de lui refuser quelques-unes des qualités qui font les bons et même les grands princes. Il écrivait et parlait sa langue, non, comme son père, avec une recherche pédagogique, mais avec l'élégance classique d'un gentilhomme accompli ; son goût en littérature et dans les beaux-arts était irréprochable ; ses manières étaient dignes, sans être cependant gracieuses ; sa vie domestique était sans tache. Un manque complet de bonne foi fut la cause de ses malheurs et souille encore sa mémoire. Un incurable penchant le poussait aux moyens sombres et détournés. On ne comprend pas comment sa conscience, souvent délicate quand il s'agissait de petites

choses, ne lui reprochait pas ce vice; on est forcé de croire que chez lui la perfidie n'était pas seulement le produit de la nature et de l'habitude, mais bien la conséquence de principes arrêtés. Il semble avoir appris des théologiens pour lesquels il professait le plus d'estime, qu'entre lui et ses sujets il ne pouvait exister aucun contrat réciproquement obligatoire; qu'il ne pouvait pas, même s'il l'eut voulu, se démettre de son autorité despotique; que chacune de ses promesses impliquait naturellement la restriction qu'elle pouvait être annulée en cas de nécessité, et que de cette nécessité il était seul juge.

Ici commence la partie dangereuse où se jouerent les destinées du peuple anglais. Du côté des communes, elle fut conduite avec aigreur, peut-être, mais avec une dextérité, un sang-froid et une persévérance admirables. Cette Chambre avait à sa tête des hommes d'état qui regardaient au loin dans le passé comme dans l'avenir. Ils étaient résolus à placer le roi dans une situation telle qu'il fût obligé de gouverner conformément aux vœux du Parlement, ou d'attaquer violemment les principes les plus sacrés de la constitution. Ils ne lui accordèrent donc des subsides qu'avec une grande parcimonie. Le roi sentit alors qu'il devait gouverner de concert avec la Chambre des communes, ou se mettre au-dessus des lois. Son choix fut bientôt fait. Il prononça la dissolution de son premier Parlement et leva des taxes de sa propre autorité. Un second Parlement convoqué se montrant plus intractable que le premier, il eut recours au même expédient; le renvoya à son tour, leva des taxes sans une ombre de légalité, et mit en prison les chefs de l'opposition. Un nouveau grief, particulièrement pénible au sentiment national, insupportable aux habitudes anglaises, et qui paraissait d'un terrible augur  aux hommes clairvoyants, vint exciter encore le mécontentement et l'alarme: des compagnies de soldats furent placées, par billets de logement, dans les maisons des citoyens, et, dans quelques localités, la loi martiale fut substituée à l'ancienne jurisprudence du royaume.

Charles convoqua un troisième Parlement, et, s'apercevant bientôt que l'opposition y était plus forte et plus audacieuse que

jamais, il se décida à changer de tactique. Au lieu d'opposer une résistance inflexible aux demandes des communes, il finit, après de longues discussions évasives, par consentir à un compromis qui, s'il y eût été fidèle, aurait empêché une longue série de malheurs. Le Parlement lui accorda alors d'amples subsides; et le roi, de son côté, ratifia, de la manière la plus solennelle, cette loi célèbre connue sous le nom de « Pétition des Droits, » et qui est encore la seconde Grande-Charte des libertés d'Angleterre. Par cette ratification, Charles s'engageait pour l'avenir à ne jamais lever d'impôts sans le consentement des assemblées, à ne jamais emprisonner personne que par l'autorité de la loi, à ne jamais soumettre son peuple à la juridiction des cours martiales.

Le jour où, après bien des délais, la sanction royale fut donnée solennellement à ce grand acte, fut un jour de joie et d'espérance. Les membres de la Chambre des communes présents à la barre de la Chambre des lords, firent éclater leurs acclamations aussitôt que l'officier public eut prononcé l'ancienne formule par laquelle, depuis des siècles, nos princes déclaraient leur assentiment aux voeux des états du royaume. La capitale et le peuple entier firent écho à ces acclamations. Mais trois semaines ne s'étaient pas écoulées qu'il devint manifeste que Charles n'avait aucune intention d'observer le traité. On leva les subsides accordés par les représentants de la nation, mais on ne tint pas la promesse qui les avait fait accorder. Un violent conflit s'ensuivit. Le Parlement fut dissous d'une manière qui prouvait le déplaisir du roi. Quelques-uns de ses membres les plus distingués furent de nouveau jetés en prison, où l'un d'eux, sir John Elliot, mourut après des années de souffrances.

Charles, néanmoins, n'osait entreprendre de lever de sa propre autorité des taxes suffisantes pour continuer la guerre; il se hâta donc de faire la paix avec ses voisins, et se consacra complètement à la politique intérieure.

Une ère nouvelle s'ouvrit. Bien des rois d'Angleterre avaient commis jusque-là des actes inconstitutionnels, mais aucun n'avait entrepris systématiquement d'arriver au despotisme et

de réduire les Parlements à l'état de nullité. C'était là pourtant le but que Charles se proposait. De mars 1629 jusqu'en avril 1640, il n'y eut pas de convocation des Chambres. Notre histoire ne présentait aucun exemple d'un intervalle de onze années entre deux sessions de Parlements ; une fois seulement il y avait eu un intervalle de cinq années. Ce fait seul est suffisant pour réfuter ceux qui prétendent que Charles ne fit que suivre les traces des Plantagenets et des Tudors.

Il est prouvé, par le témoignage des plus zélés défenseurs du roi, que durant cette époque de son règne il viola les articles de la Pétition des Droits, non pas temporairement, mais constamment et systématiquement ; qu'il leva la majeure partie des impôts sans aucune autorité légale, et que, sans l'intervention d'aucun tribunal, les personnes qui faisaient obstacle à son gouvernement étaient jetées en prison.

Pour de tels faits, l'histoire doit rendre le roi personnellement responsable. Après la dissolution du troisième Parlement, il fut lui-même son premier ministre, ayant seulement à la tête des différents départements des hommes dont le caractère et les talents convenaient à ses projets.

Thomas Wentworth, successivement créé lord Wentworth et comte de Strafford, homme d'une grande habileté, éloquent, courageux, mais impérieux et cruel, fut son conseiller et son confident dans les affaires politiques et militaires. Il avait été un des membres les plus distingués de l'opposition, et éprouvait pour les hommes qu'il avait abandonnés cette haine toujours caractéristique des apostats. Connaissant à fond les sentiments, les ressources et la politique du parti auquel il avait récemment appartenu, il avait formé un plan profondément médité, et qui fut bien près de renverser les habiles projets des hommes d'État qui dirigeaient l'opposition dans la Chambre des communes. C'est à ce plan que, dans sa correspondance confidentielle, il donne le nom expressif de « fond en comble » (*thorough*). Son but était de faire en Angleterre tout ce que faisait Richelieu en France, et même plus ; de rendre Charles aussi absolu qu'aucun monarque du continent ; de mettre la fortune et la liberté de tous à la discrétion de la couronne ; de priver les tribunaux

de toute autorité indépendante, même dans les questions de droit civil entre citoyens, et enfin, de punir sans merci tous ceux qui murmureraient des actes du gouvernement, ou qui en appelleraient à un tribunal quelconque, même de la manière la plus convenable et la plus régulière<sup>1</sup>.

Tel était son but ; et il voyait distinctement quel chemin pouvait l'y conduire. Il y a dans toutes ses idées, il faut l'avouer, une clarté, une cohérence, une précision qui l'eussent rendu digne de la plus grande admiration, s'il n'eût pas eu en vue un résultat pernicieux pour son pays et pour son roi. Il vit tout d'abord qu'il n'y avait qu'un moyen de mettre à exécution ses vastes et audacieux projets : ce moyen, c'était une armée permanente. Ce fut donc à la formation de cette armée qu'il consacra toute l'énergie et toute la puissance de son esprit. En Irlande, où il était vice-roi, il réussit complètement à établir le despotisme militaire, non-seulement sur la population aborigène, mais encore sur les colons anglais ; si bien qu'il se vantait que, dans cette île, le roi était aussi absolu qu'aucun prince du globe<sup>2</sup>.

A la même époque, l'administration ecclésiastique était principalement dirigée par William Laud, archevêque de Canterbury. De tous les prélats de l'Église anglicane, Laud était celui qui s'était le plus séparé des principes de la réformation et le plus rapproché des idées de Rome. Plus éloigné de la théologie calviniste que ne l'étaient les arminiens de Hollande, son goût pour les cérémonies, son respect pour les saints jours, les vigiles et les lieux consacrés, son aversion mal déguisée pour le mariage des prêtres, le zèle ardent et intéressé avec lequel il soutenait les prétentions du clergé au respect des laïques, eussent suffi pour faire de lui l'objet de la haine des puritains,

<sup>1</sup> La correspondance de Wentworth me semble corroborer tout ce que je viens de dire. Citer tous les passages qui m'ont conduit à ma conclusion serait impossible. Du reste, il eût été difficile de faire un meilleur choix de citations que celui qui a été fait par M. Hallam. J'indiquerai, néanmoins, à l'attention du lecteur le rapport très-remarquable de Wentworth sur les affaires du Palatinat. Il porte la date du 31 mars 1637.

<sup>2</sup> Ce sont les propres expressions de Wentworth. Voir sa lettre à Laud, en date du 16 décembre 1634.

n'eût-il employé que des moyens modérés et légaux. De plus, avec une intelligence étroite et peu d'habitude du monde, naturellement brusque, irritable, souffrant impatiemment la moindre atteinte à sa dignité, sans sympathie pour les souffrances d'autrui, il était imbu d'une erreur commune à tous les hommes superstitieux, qui lui faisait confondre les accès d'une humeur acariâtre et chagrine avec les élans d'une piété zélée. Sous son administration, chaque coin du royaume était soumis à une surveillance constante et minutieuse ; les plus petites congrégations de dissidents étaient pourchassées et dissoutes ; les pratiques religieuses, même dans l'intérieur des familles, n'échappaient pas à la vigilance de ses espions. La crainte qu'inspiraient ses rigueurs était telle, que la haine invétérée pour l'Église, qui gonflait tant de poitrines, se dissimulait d'ordinaire sous une apparence d'obéissance. A la veille même de troubles désastreux pour son ordre et pour lui-même, les évêques de diocèses considérables lui écrivaient encore qu'on ne pouvait trouver un seul dissident dans leur juridiction<sup>4</sup>.

Les tribunaux n'offraient aucune protection contre la tyrannie ecclésiastique et civile de cette époque. Les juges des cours ordinaires, n'exerçant leurs fonctions que selon le bon plaisir du roi, étaient scandaleusement complaisants. Cependant, quelque complaisants qu'ils se montrassen, ils étaient encore des instruments moins actifs et moins dévoués au pouvoir arbitraire, qu'une autre espèce de tribunaux, dont le souvenir, après plus de deux cents ans, est encore vivant et abhorré de la nation. En tête de ces cours aussi puissantes qu'infâmes, on comptait la Chambre Etoilée et la Haute-Commission : la première, inquisition politique ; la seconde, inquisition religieuse. Ni l'une ni l'autre ne faisaient partie de l'ancienne constitution d'Angleterre. La première avait été remodelée, la seconde avait été établie par les Tudors. Leur pouvoir, avant l'avènement de Charles, était sans doute étendu et formidable, mais bien faible cependant, si on le compare à celui qu'elles avaient usurpé depuis. Guidées surtout par l'esprit violent de l'archevêque-

<sup>4</sup> Voyez son rapport à Charles I<sup>er</sup>, année 1639.

primat et ne craignant plus le contrôle du Parlement, elles déployèrent une rapacité, une violence, une énergie malfaisante inconnue jusqu'alors. Avec leur aide, le gouvernement put imposer des amendes, jeter dans les cachots, attacher au pilori, mutiler sans obstacle. Les comtés du nord étaient soumis à un conseil spécial, siégeant à York sous la présidence de Wentworth, et muni, au mépris de la loi, et par un simple acte de la prérogative royale, de pouvoirs, pour ainsi dire, illimités. Tous ces tribunaux insultaient et défiaient l'autorité de Westminster-Hall, et les royalistes les plus distingués n'ont pu s'empêcher de désapprouver leurs excès quotidiens. Clarendon nous apprend que dans le royaume il existait à peine un homme marquant qui n'eût éprouvé personnellement la rapacité et la cruauté de la Chambre Étoilée ; quant à la Haute-Commission, personne en Angleterre, dit-il, ne s'en dira le défenseur ; et quant au Conseil d'York, sa tyrannie au delà de la Trent y avait virtuellement annulé la Grande-Charte.

En tous points, un seul excepté, le gouvernement d'Angleterre était alors aussi despotique que celui de la France, mais cette exception avait une grande importance : l'Angleterre était encore sans armée permanente. Il n'y avait donc aucune certitude que tout ce système tyrannique ne fût renversé en un seul jour ; et pourtant si l'autorité royale tentait d'imposer des taxes pour l'entretien d'une armée, il était probable qu'alors la résistance deviendrait formidable et immédiate. Cette difficulté, plus que toute autre, embarrassait les projets de Wentworth. Fineh, le garde des sceaux, lui recommanda, de concert avec d'autres légistes employés par le gouvernement, un expédient qui fut adopté avec empressement. Les anciens princes d'Angleterre sommaient au besoin les habitants des comtés limitrophes d'Écosse de s'armer et de s'organiser pour la défense de leurs frontières, ils avaient aussi exigé quelquefois que les comtés maritimes fournissent des vaisseaux pour la défense des côtes, et au lieu de vaisseaux on avait parfois accepté de l'argent. C'est cette coutume que le gouvernement se décida non-seulement à faire revivre, mais à étendre. Autrefois c'était toujours en temps de guerre qu'on levait cet impôt ; il s'agis-

sait maintenant de l'exiger en temps de paix. Même dans les guerres les plus désastreuses, les rois précédents n'avaient exigé l'impôt maritime (*ship-money*) que des provinces côtières; il s'agissait maintenant de le demander aussi aux comtés de l'intérieur. Enfin cette taxe qu'on n'imposait jadis que pour la défense maritime du pays, de l'aveu même des royalistes, on la levait dans le but, non d'armer une flotte, mais de fournir au roi des subsides qu'il pourrait employer à son gré et dont il pourrait fixer le montant.

La nation entière prit l'alarme et fut exaspérée. John Hampden, riche gentilhomme du comté de Buckingham, homme considérable dans son voisinage, mais généralement peu connu, eut le courage de se poser en face du pouvoir gouvernemental et de prendre sur lui le risque et les dépenses d'un débat contradictoire sur la prérogative que la couronne voulait s'arroger. Ce fut à la cour de l'Échiquier que la discussion eut lieu; et devant ces juges dépendants et serviles, les arguments opposés aux prétentions du roi parurent tellement forts, que Hampden ne fut condamné qu'à la majorité la plus faible. Encore était-ce une majorité. Les interprètes de la loi venaient donc de déclarer qu'une lourde et productive taxe pouvait être imposée par le roi. Wentworth observa avec justice qu'il n'était possible d'admettre ce jugement que par des raisons qui conduisaient directement à cette conclusion que les juges n'avaient pas osé tirer: si un impôt pouvait être légalement levé, sans le consentement du Parlement, pour le maintien d'une flotte, on ne pouvait guère nier que le même droit n'existaît de lever un impôt, sans le consentement du Parlement, pour le maintien d'une armée.

Cette décision des juges augmenta la colère du peuple. Un siècle plus tôt, une irritation moins grave eût produit un soulèvement général; mais le mécontentement ne se changeait plus aussi promptement en rébellion. La civilisation et la richesse nationale avaient fait pendant de longues années de constants progrès, et pendant les soixante-dix ans qui s'étaient écoulés depuis que les puissants comtes du Nord s'étaient soulevés contre Elisabeth, il n'y avait pas eu de guerres civiles.

Jamais on n'avait vu en Angleterre un aussi long intervalle sans luttes intestines ; les hommes s'étaient habitués aux soins de pacifiques industries, et tout exaspérés qu'ils fussent, ils hésitèrent longtemps avant de se décider à tirer l'épée.

Ce fut le moment où les libertés de notre pays coururent le plus grand péril. L'opposition commençait à désespérer des destinées de la patrie, et tournait déjà les yeux vers les solitudes de l'Amérique comme le seul asile où l'on pût jouir de la liberté civile et religieuse. C'était là que quelques Puritains résolus, bravant pour leur religion les dangers de l'Océan et les fatigues de la vie sauvage, affrontant la dent des bêtes féroces et le tomahawk d'hommes plus féroces encore, avaient bâti, au milieu de forêts primitives, des villages qui sont maintenant d'opulentes cités, et qui, à travers tous les changements, ont conservé jusqu'à ce jour quelque chose du caractère de leurs premiers fondateurs. Le gouvernement n'éprouvait qu'aversion pour cette colonie naissante. Il essaya par la violence de mettre un terme à l'émigration ; mais il ne put empêcher la vieille Angleterre de fournir de tous côtés à la nouvelle, de vaillantes, religieuses et nombreuses recrues. Wentworth triomphait alors à l'approche du succès de son système. Quelques années probablement devaient suffire à l'exécution complète de ses desseins. Par une stricte économie et en évitant soigneusement toute collision avec les puissances étrangères, il pouvait payer les dettes de la couronne, avoir des fonds suffisants pour le maintien d'une grande force militaire, et avec cette force militaire dompter facilement l'esprit réfractaire de la nation.

A ce moment de crise, un acte de folle bigoterie changea subitement et complètement la face des affaires publiques. Si le roi avait été prudent, il aurait suivi une politique sage et conciliante à l'égard de l'Écosse, au moins jusqu'à ce qu'il eût été maître du Midi ; car l'Écosse était, de toutes ses possessions, celle dans laquelle il était le plus à craindre qu'une étincelle ne produisît une flamme, et cette flamme une conflagration générale. Il n'avait pas à redouter, il est vrai, à Édimbourg, la même espèce d'opposition constitutionnelle qui se montrait à Westminster. Le Parlement de son royaume du Nord était un

tout autre corps que celui qui portait le même nom en Angleterre : sa constitution était défectueuse, sa considération presque nulle, et jamais son opposition n'avait sérieusement gêné les prédécesseurs de Charles. Les trois États siégeaient dans la même assemblée ; les représentants des bourgs n'y étaient considérés que comme des dépendants de la grande noblesse. Aucun acte ne pouvait être introduit sans l'approbation des « Lords des Articles, » espèce de comité nommé de fait, sinon de droit, par la couronne. Mais bien que le Parlement écossais fût obéissant, les Écossais n'en étaient pas moins turbulents et ingouvernables. Ils avaient égorgé le premier Jacques dans son appartement ; ils s'étaient révoltés mainte fois contre Jacques II ; ils avaient tué Jacques III sur le champ de bataille ; leur désobéissance avait brisé le cœur de Jacques V ; ils avaient déposé et emprisonné Marie ; ils avaient tenu son fils en captivité, et leur caractère était encore aussi intraitable que jamais. Leurs habitudes étaient rudes et martiales. Une guerre de rapine n'avait cessé de régner sur la frontière méridionale et dans les terres situées entre les montagnes et les plaines ; partout l'Écossais était habitué à se charger de sa propre vengeance. Quelle qu'eût été leur ancienne fidélité à leurs souverains, la longue absence des deux derniers rois l'avait complètement refroidie. Deux catégories de mécontents, les propriétaires du sol et les prédicateurs, se partageaient l'influence sur l'esprit public ; les propriétaires étaient encore animés du même esprit qui avait souvent poussé les anciens Douglas à résister aux anciens Stuarts, les prédicateurs avaient hérité des opinions républicaines et du courage invincible de Knox. Le sentiment national et religieux du peuple avait été blessé. Les Écossais de toutes les classes se plaignaient que leur pays, qui avait si glorieusement défendu son indépendance contre les plus habiles et les plus braves des Plantagenets, fût devenu, en réalité sinon en droit, une province anglaise, par le fait de leurs princes écossais. Nulle part en Europe la discipline et la doctrine calviniste n'avaient pris aussi profondément racine dans l'esprit public. La grande masse du peuple portait à l'Église romaine une haine qu'on pourrait à juste titre dire

féroce, et l'Église anglicane, qui leur semblait s'en rapprocher tous les jours davantage, excitait presque autant d'aversion.

Le gouvernement désirait depuis longtemps étendre l'anglicanisme à l'île entière, et dans ce but il avait déjà fait plusieurs changements particulièrement désagréables au sentiment presbytérien. Il était cependant une innovation, la plus hasardeuse de toutes, parce qu'elle ne pouvait manquer de frapper l'esprit du peuple, qu'on n'avait pas encore osé essayer. La forme du culte public avait été jusqu'alors agréable à la nation ; Charles et Laud résolurent de faire adopter en Écosse la liturgie anglaise, ou plutôt une liturgie qui n'en différait que par des côtés qui la rendaient encore plus odieuse aux protestants rigides.

C'est à cette mesure conseillée par une capricieuse tyrannie, par une ignorance criminelle ou un mépris plus criminel encore du sentiment public, que notre pays est redevable de sa liberté. La première célébration de ces cérémonies étrangères produisit une émeute, et de l'émeute naquit une révolution. Le patriotisme, l'ambition, le fanatisme se fondirent en un torrent impétueux ; la nation tout entière prit les armes. La puissance anglaise pouvait bien suffire alors, comme elle suffit plus tard, à dompter l'Écosse ; mais les sympathies religieuses de bon nombre d'Anglais étaient du côté des insurgés, et il en était beaucoup d'autres qui, sans éprouver le moindre scrupule à l'endroit des genuflexions, du chant, des surplis et des autels, n'en voyaient pas moins avec plaisir les progrès d'une rébellion qui paraissait devoir anéantir les projets arbitraires de la cour et rendre nécessaire la convocation des Parlements.

Nous ne devons pas considérer Wentworth comme responsable des résultats de cette extravagante tentative<sup>1</sup>, qui bouleversait ses plans ; néanmoins il n'était pas dans son caractère de conseiller la concession. On essaya de vaincre l'insurrection par l'épée ; mais les forces militaires disponibles et la capacité du roi ne s'élevaient pas à la hauteur de l'entreprise. Imposer de nouvelles taxes à l'Angleterre au mépris de la loi et dans un pareil moment eût été folie ; on n'avait donc de ressource que

<sup>1</sup> Voyez sa lettre au comte de Northumberland, en date du 30 juillet 1638.

dans un Parlement, et, au printemps de 1640, il fut en effet convoqué.

L'espoir de voir bientôt rétablir un gouvernement constitutionnel et d'obtenir le redressement des griefs avait changé les dispositions de la nation. La nouvelle chambre des Communes se trouva être plus modérée et plus respectueuse pour le trône qu'aucun des Parlements précédents, en remontant jusqu'au règne d'Élisabeth. Les royalistes les plus purs louèrent sa modération, qui, d'un autre côté, semble avoir causé un grand dépit et un grand désappointement aux chefs de l'opposition. Mais il était dans les habitudes de Charles, habitudes aussi impolitiques que peu généreuses, de refuser tout acquiescement aux vœux de son peuple, à moins qu'ils ne fussent exprimés d'un ton menaçant. Aussitôt donc que les Communes se montrèrent disposées à prendre en considération les malheurs qui accablaient le pays depuis onze années, le roi prononça la dissolution avec des marques non équivoques de son mécontentement.

Entre la dissolution de ce Parlement éphémère et la réunion de l'assemblée à jamais mémorable qui fut connue sous le nom de *Long-Parlement* il s'écoula quelques mois, pendant lesquels le joug s'appesantit plus que jamais sur la nation, dont l'esprit d'opposition s'anima aussi davantage. Des membres de la Chambre des communes appelés dans le conseil privé pour y donner des explications sur leur conduite, ayant refusé de répondre, furent jetés en prison. La taxe maritime (*ship money*) se prélevait avec une rigueur toujours croissante, et le lord maire de Londres ainsi que les shériffs furent menacés d'emprisonnement pour négligence dans la collection des recettes. Le racolage se faisait de force, et des exactions se commettaient dans les comtés pour la solde et l'entretien de l'armée. Enfin la torture, qui toujours avait été illégale et qui récemment encore venait d'être interdite même par les juges serviles de cette époque, fut appliquée en mai 1640, heureusement pour la dernière fois.

Tout dépendait donc du résultat des opérations militaires du roi contre l'Écosse. Parmi ses troupes, il y avait peu de ce sen-

timent qui sépare le soldat de la masse du peuple et l'attache au drapeau. Son armée, composée en grande partie de jeunes gens regrettant la charrue à laquelle ils avaient été arrachés par la violence, et imbus des sentiments religieux et politiques alors répandus dans le pays, étaient plus formidables pour leurs chefs que pour l'ennemi. Les Écossais, encouragés par les meuniers de l'opposition anglaise et ne trouvant qu'une faible résistance de la part des troupes royales, passèrent le Tweed et le Tyne et vinrent camper aux confins du comté d'York. Les murmures de mécontentement se changèrent alors en cris d'indignation tels, que l'effroi s'empara de tous les esprits : Strafford seul resta fidèle à son système de « fond-en-comble », et montra dans cette extrémité une nature si despote et si cruelle, que ses propres soldats furent sur le point de le mettre en pièces.

Il ne restait plus qu'un expédient qui, selon l'idée du roi, pouvait lui épargner la douleur de se trouver en face d'une nouvelle Chambre des communes. Il avait moins d'aversion pour la Chambre des lords ; les évêques lui étaient dévoués ; et quoique les pairs temporels fussent en général mécontents de son administration, ils étaient cependant, par leur position élevée, tellement intéressés au maintien de l'ordre et à la stabilité des anciennes institutions, qu'il n'était guère probable qu'ils réclamassent des réformes étendues. S'écartant donc d'une règle observée depuis des siècles, il convoqua un grand conseil, composé de pairs seulement. Mais ceux-ci furent trop prudents pour assumer les fonctions inconstitutionnelles dont il voulait les revêtir. Laissé sans argent, sans crédit, sans autorité même dans son propre camp, il céda à la pression de la nécessité. Le Parlement fut convoqué, et les élections prouvèrent que la défiance et la haine qu'on portait au gouvernement avaient fait d'effrayants progrès depuis le printemps.

Ce fut en novembre 1640 que se réunit ce fameux Parlement qui, malgré bien des fautes et bien des revers, a de justes droits au respect et à la reconnaissance de tous ceux qui, dans le monde entier, jouissent des biensfaits d'un gouvernement constitutionnel.

Pendant l'année suivante, aucune division importante d'opinion ne se manifesta dans les deux Chambres. L'administration civile et ecclésiastique avait été, durant une période de près de douze années, tellement oppressive et inconstitutionnelle, que même les classes de la société qui sont naturellement portées du côté de l'ordre et de l'autorité se montraient, elles aussi, avides de réformes populaires et voyaient avec bonheur faire justice des instruments de la tyrannie. Une loi arrêta qu'il ne s'écoulerait jamais plus de trois ans d'intervalle entre deux sessions de Parlements, et elle ordonnait aux officiers électoraux de réunir de leur propre autorité les grands corps constituants de la nation, pour le choix de leurs représentants, si, en temps convenable, les lettres closes du roi n'avaient pas été publiées. La Chambre Étoilée, la Haute-Commission, le Conseil d'York furent abolis. On mit en liberté les hommes qui gémissaient au fond des cachots après avoir subi de cruelles mutilations. La vengeance impitoyable du peuple s'abattit sur les principaux ministres de la couronne. Le garde des sceaux, l'archevêque-primat, le lord-lieutenant furent décrétés d'accusation. Finch échappa par la fuite, Laud fut jeté dans la Tour, Strafford fut accusé et enfin mis à mort, en vertu d'un acte d'*attainder*. Le jour même où cet acte passa, le roi donnait sa sanction à la loi par laquelle il ne se reconnaissait pas le droit d'ajourner, proroger, ou dissoudre le Parlement sans le consentement des deux Chambres.

Après dix mois d'un travail assidu, les Chambres s'ajournèrent pour peu de temps, en septembre 1641, et le roi alla visiter l'Écosse. Ce ne fut pas sans difficulté qu'il pacifia ce royaume, non-seulement en consentant à l'abandon de ses plans de réforme ecclésiastique, mais encore en publant, d'assez mauvaise grâce, un acte où il déclarait que l'épiscopat était contraire à la parole de Dieu.

Les vacances du Parlement durèrent six semaines. Le jour de leur réunion est une des plus remarquables époques de notre histoire; car c'est de ce jour que date l'existence des deux grands partis qui, depuis, ont toujours alternativement gouverné le pays. La séparation, qui ne devint évidente qu'alors, avait, il

est vrai, existé de tout temps et existera toujours ; car elle a son origine dans la diversité de caractères, d'intelligences, d'intérêts qu'on retrouve dans toutes les sociétés, et qu'on y retrouvera aussi longtemps que l'esprit humain sera attiré dans des directions opposées par les charmes de l'habitude ou l'attrait de la nouveauté. Nous retrouvons cette séparation en politique, en littérature, dans les arts, dans les sciences, en médecine, en mécanique, dans la navigation et l'agriculture, dans les mathématiques même. Partout, nous trouvons une classe d'individus attachés passionnément à tout ce qui est ancien, et qui, bien que convaincus par des raisons puissantes qu'une innovation serait avantageuse, n'y consentent qu'avec répugnance et crainte. Partout aussi, nous trouvons des hommes confiants dans leurs désirs, hardis dans leurs projets, poussant toujours en avant, prompts à discerner les imperfections de tout ce qui existe, considérant peu les difficultés et les risques qui accompagnent les améliorations, et disposés à regarder tout changement comme une amélioration. Il y a quelque chose de bon dans les sentiments de ces deux classes ; mais ce qu'elles ont l'une et l'autre de meilleur se trouve aux environs de leur frontière commune : la portion extrême de l'une se compose de bigots radoteurs, la portion extrême de l'autre se compose d'imprudents et frivoles empiriques.

Il n'est pas douteux que, même dans nos premiers Parlements, on eût pu discerner des fractions désireuses de conserver, et des fractions ardues à réformer. Mais la courte durée des sessions ne leur permettait pas de s'organiser en partis permanents et de se donner des chefs reconnus, d'adopter des noms, des symboles, des cris de ralliement. Durant les premiers mois d'existence du Long-Parlement, l'indignation excitée par tant d'années d'illégale oppression était si forte et si générale, que la Chambre des communes vota comme un seul homme. On abolit sans contestation une foule d'abus ; et si une faible minorité du corps représentatif désira conserver la Chambre Étoilée et la Haute-Commission, elle fut tellement dominée par l'enthousiasme, par la supériorité numérique des réformateurs, qu'elle se contenta de regretter secrètement des institu-

tions qui ne pouvaient plus être défendues ouvertement avec quelque chance de succès. Plus tard, les royalistes trouvèrent de leur intérêt d'antidater le jour où ils firent scission avec leurs adversaires, et d'attribuer l'acte qui empêchait le roi de dissoudre et de proroger le Parlement, l'acte triennal, la mise en accusation des ministres et la condamnation de Strafford, à cette faction qui plus tard déclara la guerre à la royauté. Mais cette prétention est dépourvue de bonne foi: toutes les mesures vigoureuses qui venaient d'être prises avaient été vivement appuyées par ceux-là mêmes qui dans la suite se trouvèrent à la tête des Cavaliers. Aucun républicain ne parla en termes plus sévères que ne le fit Colepepper des irrégularités du gouvernement de Charles; le discours le plus remarquable en faveur de l'acte triennal fut prononcé par Digby; l'acte d'accusation contre le garde des sceaux fut rédigé par Falkland, et ce fut Hyde qui, à la barre de la Chambre des lords, demanda que le lord-lieutenant fût mis au secret. Les signes de division ne devinrent visibles que lors de la discussion de la loi *d'attainder* contre Strafford, et même cette loi, que la nécessité suprême pouvait seule justifier, ne trouva tout au plus que soixante opposants dans la Chambre des communes. Il est certain que Hyde ne vota pas avec la minorité; il est certain que Falkland non-seulement vota avec la majorité, mais encore qu'il parla avec énergie en faveur de la loi. Même ceux que retenait le scrupule d'une condamnation à mort par un effet rétroactif de la loi crurent devoir protester de leur aversion pour le caractère et la conduite de Strafford. Pourtant un schisme se cachait sous cette apparente concorde, et quand, en octobre 1641, le Parlement se réunit de nouveau après sa courte vacance, deux partis opposés se trouvèrent en présence, partis essentiellement les mêmes que ceux qui, sous différents noms, se sont toujours disputé depuis et se disputent encore la direction des affaires publiques. Pendant quelques années on les désigna sous le nom de Cavaliers et de Têtes rondes, plus tard on les appela Tories et Whigs. Cette dernière dénomination est encore en usage et le sera probablement longtemps encore.

Il ne serait pas difficile de faire de chacun de ces deux partis,

soit un panégyrique, soit une satire, car un homme, à moins d'être complètement dénué de jugement et de franchise, ne peut nier les taches qui souillent la réputation du parti auquel il appartient, et refuser de reconnaître que le parti opposé peut à juste titre se vanter de noms illustres, d'actions héroïques, et de grands services rendus à l'État. A vrai dire, quoique chacun d'eux se soit souvent trompé, l'Angleterre n'aurait pu se passer ni de l'un ni de l'autre. En effet, si dans ses institutions elle a su allier, à un point inconnu partout ailleurs, l'ordre et la liberté, les avantages qui naissent des innovations et ceux que produit le système de conservation, elle doit cette heureuse particularité aux ardents conflits et aux victoires alternatives de ces deux confédérations rivales d'hommes d'État; l'une zélée pour l'autorité et l'ancienneté, l'autre zélée pour la liberté et le progrès.

Nous devons remarquer que la différence qui existe entre ces deux grands partis politiques a toujours été plutôt une différence de mesures que de principes. A droite et à gauche, il y avait des limites rarement dépassées. D'un côté, quelques enthousiastes étaient prêts à mettre aux pieds du roi toutes nos lois et toutes nos franchises; de l'autre côté, quelques enthousiastes étaient déterminés à poursuivre, au milieu de troubles sans fin, le fantôme cheri de leur république; mais la grande majorité des partisans de la couronne était opposée au despotisme, comme la grande majorité des champions du droit populaire était opposée à l'anarchie. Deux fois, dans le courant du dix-septième siècle, les deux partis suspendirent les hostilités et unirent leurs forces dans une cause commune: leur première coalition restaura la monarchie héréditaire, la seconde sauva la liberté constitutionnelle.

Il faut aussi se rappeler que ces deux partis n'ont jamais, même réunis, composé la majorité de la nation. Entre eux il y a toujours eu la masse, qui jamais ne s'est attachée complètement ni à l'un ni à l'autre, qui souvent est restée inerte et neutre, et qui quelquefois a oscillé entre les deux. Cette masse a plus d'une fois, en quelques années, passé et repassé d'un extrême à l'autre. Parfois elle ne changea que par ennui de

soutenir les mêmes hommes, d'autres fois parce qu'elle était épouvantée de ses propres excès, d'autres fois encore, parce qu'elle avait espéré des impossibilités, et qu'elle se trouvait désappointée. Mais lorsqu'elle a pesé de tout son poids dans l'une ou l'autre direction, la résistance s'est trouvée impossible.

Lorsque ces deux partis rivaux apparurent sous une forme un peu distincte, ils semblaient disposer de forces à peu près égales. Du côté du gouvernement, on pouvait compter une grande majorité de la noblesse et de ces gentilhommes opulents et bien nés auxquels il ne manquait de la noblesse que le nom; avec les gens placés dans leur dépendance et de l'appui desquels ils disposaient à leur gré, ils formaient un corps assez puissant dans l'État ; de plus il y avait le puissant parti du clergé, les deux universités et un nombre considérable de laïques attachés de cœur au gouvernement épiscopal et au rituel anglican. Ces différentes classes, fort respectables par elles-mêmes, se trouvaient mêlées à des alliés qui l'étaient bien moins. L'austérité des Puritains jeta dans la faction du roi tous ceux qui faisaient du plaisir leur affaire principale, qui aimait la galanterie, les habits splendides et les arts d'agrément; à leur suite venaient cette foule de gens qui vivent des loisirs et des plaisirs des autres, depuis le peintre et le poète comique jusqu'au danseur de corde et au saltimbanque; car ces derniers savaient bien qu'ils pouvaient prospérer sous un despotisme magnifique, mais qu'ils devaient mourir de faim sous la loi rigide des Puritains. Tous les catholiques jusqu'au dernier étaient dévoués au parti du roi. La reine, une fille de France, était leur coreligionnaire. Personne n'ignorait que son mari lui était profondément attaché, et qu'il était même soumis à son influence. Quoique, sans aucun doute, il fût protestant par conviction, Charles ne témoignait aucune répugnance pour les docteurs de l'ancienne religion, et il leur eût volontiers montré plus de tolérance qu'il n'était disposé à en accorder aux presbytériens. Si l'opposition obtenait le dessus, au contraire, il est probable que les lois sanguinaires portées contre les papistes du temps d'Élisabeth seraient strictement appliquées. Les catholiques

avaient donc de bonnes raisons d'épouser la cause de la cour. Ils agirent en général avec assez de prudence pour se faire accuser de tiédeur et de lâcheté ; mais il est probable qu'en maintenant cette réserve, ils consultèrent les intérêts du roi aussi bien que les leurs. En se faisant remarquer parmi ses amis, ils ne lui eussent pas rendu service.

L'opposition tirait principalement sa force des petits propriétaires campagnards, des négociants et des boutiquiers des villes, à côté desquels vint se placer une formidable minorité de l'aristocratie, minorité qui comprenait les riches et puissants comtes de Northumberland, de Bedford, de Warwick, de Stamford, d'Essex et plusieurs autres lords aussi riches qu'influents. Dans les mêmes rangs se trouvaient tout le parti des protestants non conformistes et un grand nombre de membres de l'Église anglicane adhérant encore aux idées calvinistes qui, quarante ans auparavant, avaient été généralement adoptées par les prélats et le clergé. Les corporations municipales, à l'exception d'un très-petit nombre, se rangèrent du même côté : à la Chambre des communes l'opposition n'avait qu'une faible prépondérance.

Ni l'un ni l'autre des deux partis ne manquait d'arguments puissants pour soutenir les mesures qu'ils étaient disposés à adopter. Les raisonnements des royalistes les plus éclairés pouvaient se résumer ainsi : « Il est vrai que de grands abus ont existé, mais « ils ont été redressés ; il est vrai que des droits précieux ont été « envahis, mais ils ont été reconnus depuis et entourés de nou- « velles garanties. Les sessions des états du royaume ont été, « en violation des précédents et de l'esprit de la constitution, « interrompues pendant onze ans ; mais des mesures sont prises, « pour qu'à l'avenir il ne s'en écoulle jamais plus de trois « d'une session à l'autre. La Chambre Étoilée, la Haute-Commis- « sion, le Conseil d'York nous oppriment et nous spoliaient ; « mais ces cours odieuses ont cessé d'exister. Le lord-lieute- « nant aspirait à établir le despotisme militaire ; mais il a payé « sa trahison de sa tête. L'archevêque-primat a souillé notre « culte de rites papistes, et puni nos scrupules avec une cruauté « papiste ; mais il attend dans la Tour le jugement de ses pairs.

« Le garde des sceaux a sanctionné un projet par lequel la propriété de tout Anglais était mise à la merci de la couronne ; « mais il a été disgracié, ruiné, et forcé de se réfugier sur une terre étrangère. Les ministres de la tyrannie ont expié leurs crimes. Les victimes de cette tyrannie ont été dédommages de leurs souffrances. Dans de telles circonstances, il serait imprudent de persévérer dans une ligne de conduite qui était juste et nécessaire lors de notre première réunion, après un long laps de temps, et quand l'administration n'était qu'une agglomération d'abus. Il est temps de veiller à ce que nous ne poursuivions pas tellement notre victoire sur le despotisme, qu'elle nous précipite dans l'anarchie. Il n'était pas en notre pouvoir de renverser les mauvaises institutions sous lesquelles gémissait récemment notre pays, sans qu'il éprouvât une de ces commotions qui ébranlent les bases d'un gouvernement. Maintenant que ces institutions sont tombées, nous devons nous hâter d'étayer l'édifice que notre devoir nous forçait naguère de battre en brèche. Désormais donc notre sagesse doit consister à nous défier des projets d'innovation et à garantir de tout envahissement les prérogatives dont, pour le bien public, la loi a armé le souverain. »

Telles étaient les vues des hommes dont l'excellent Falkland peut être regardé comme le chef. Des hommes non moins habiles et non moins vertueux, du côté opposé, répliquaient avec non moins de force : que la sécurité dont jouissait le peuple anglais était plus apparente que réelle, que les projets arbitraires de la cour reparairaient aussitôt que la vigilance de la Chambre des communes se relâcherait. Il était vrai, et ainsi raisonnaient Pym, Hollis, Hampden, que plusieurs bonnes lois avaient été passées ; mais si de bonnes lois eussent été suffisantes pour tenir en bride le roi, ses sujets n'eussent jamais eu de motifs valables de plainte contre son administration ; les derniers statuts n'avaient certainement pas plus d'autorité que la « Grande-Charte » et la « Pétition des Droits ; » cependant ni la Grande-Charte, toute consacrée qu'elle était par quatre siècles de vénération, ni la Pétition des Droits, toute sanctionnée qu'elle avait été, après mûres réflexions et sérieux examen, par

Charles lui-même, n'avaient été une garantie suffisante de la liberté du peuple. Si le frein de la crainte disparaissait, si le feu de l'opposition s'éteignait, toutes les garanties des libertés anglaises se résumeraient bientôt en une seule, la parole royale ; et une longue et triste expérience avait prouvé qu'on ne pouvait se fier à la parole royale.

Les deux partis s'observaient ainsi avec une prudente hostilité et sans avoir encore mesuré leurs forces, quand il arriva des nouvelles qui enflammèrent leurs passions et les confirmèrent dans leurs opinions. Les grands chefs de l'Ulster, qui à l'époque de l'avènement de Jacques avaient été, après une longue lutte, soumis à l'autorité royale, n'avaient pas longtemps supporté le joug de la dépendance et de l'humiliation ; ils avaient conspiré contre le gouvernement anglais, avaient été condamnés pour trahison, et leurs immenses domaines, confisqués par la couronne, avaient été peuplés par des milliers d'émigrants anglais et écossais. Ces nouveaux colons, bien supérieurs en intelligence et en civilisation à la population indigène, abusaient quelquefois de leur supériorité. L'animosité produite par la différence des races s'augmentait encore de celle produite par la différence des religions. Sous la verge de fer de Wentworth, un murmure se faisait à peine entendre ; mais quand cette pression eut cessé, quand l'Écosse eut donné l'exemple d'une révolte couronnée de succès, quand l'Angleterre fut divisée par ses querelles domestiques, alors la rage longtemps contenue des Irlandais éclata en actes d'une effroyable violence. Tout à coup ils se soulevèrent contre les colons anglais, et une guerre dont le caractère national et la passion religieuse doublaient la féroce désola bientôt l'Ulster et s'étendit aux provinces voisines. Le château de Dublin était à peine sûr. Chaque courrier apportait à Londres des rapports exagérés de violences qui, même en dehors de ces exagérations, étaient bien faits pour exciter l'horreur et la pitié. Ces fâcheuses nouvelles portaient au comble le zèle des deux partis qui manœuvraient l'un contre l'autre à Westminster. Les royalistes prétendaient que le premier devoir d'un bon Anglais et d'un bon protestant, dans une pareille crise, était de fortifier le pouvoir du souverain. Il sem-

blait au contraire à l'opposition, par des motifs plus puissants que jamais, qu'il était nécessaire de contrecarrer et de restreindre cette autorité. Quand la patrie était en danger, on pouvait, on devait accorder de grands pouvoirs à un magistrat digne de confiance, mais lorsque ce magistrat était un ennemi public, il y avait nécessité de limiter sa puissance. Le but du roi avait toujours été de lever une grande armée ; maintenant il fallait bien la lui donner, mais il était à craindre qu'à moins que de nouvelles garanties ne fussent exigées, les forces accordées pour la réduction de l'Irlande ne fussent employées contre les libertés de l'Angleterre. Mais ce n'était pas tout : un horrible soupçon, injuste sans doute, mais qui ne manquait pas de vraisemblance, s'était emparé des esprits. La reine était ouvertement catholique romaine ; le roi n'était pas regardé par les Puritains, qu'il avait persécutés sans pitié, comme un protestant sincère, et sa duplicité était si noire, qu'il n'était pas de perfidie dont ses sujets ne pussent, avec quelque apparence de raison, le croire coupable. On ne tarda donc pas à dire que la rébellion des catholiques romains de l'Ulster faisait partie d'une grande œuvre de ténèbres, combinée à Whitehall.

Ce fut, après quelques semaines de prélude, le 22 novembre 1641, qu'eut lieu le premier grand conflit parlementaire entre les deux partis, qui depuis se sont toujours disputé et se disputent encore le gouvernement de la nation. L'opposition proposa que la Chambre des communes présentât au roi un discours de remontrances, où elle énumérerait les fautes de son administration depuis son avénement, et exprimerait le manque de confiance que sa politique inspirait à son peuple. Cette assemblée, qui quelques mois auparavant avait été unanime à demander la réforme des abus, était maintenant divisée en deux fractions ardettes et jalouses, et d'une force presque égale. Après un orageux débat de plusieurs heures, la proposition passa, à la faible majorité de onze voix.

Ce résultat était très-favorable au parti conservateur. Il n'était pas douteux qu'à moins de quelque grande imprudence, il aurait prochainement la prédominance dans la Chambre des communes ; il l'avait déjà dans la Chambre des lords. Seule-

ment, pour assurer son succès, il fallait que le roi montrât dans toute sa conduite du respect pour les lois et une scrupuleuse bonne foi à l'égard de ses sujets.

Ses premières mesures furent d'un bon augure. Il paraissait avoir enfin découvert qu'un changement complet de système était nécessaire, et avoir pris son parti de ce qu'il ne pouvait empêcher. Il déclara sa détermination de gouverner de concert avec les Communes, et, pour cela, d'appeler dans son conseil les hommes dont le caractère et les talents avaient gagné leur confiance. Son choix fut heureux : Falkland, Hyde et Cole-pepper, tous les trois distingués par la part qu'ils avaient prise à la réforme des abus et à la punition des ministres coupables, furent choisis pour devenir les conseillers de la couronne, et Charles leur promit solennellement qu'il ne prendrait aucune mesure à l'égard de la Chambre des communes sans leur participation.

S'il eût tenu sa promesse, il n'est pas douteux que la réaction, qui avait déjà fait de grands progrès, ne fût devenue bientôt aussi forte que pouvaient le désirer les plus zélés royalistes. Déjà les membres violents de l'opposition commençaient à désespérer de la fortune de leur parti, à trembler pour leur propre sûreté, et projetaient la vente de leurs propriétés, pour émigrer en Amérique. Si, plus tard, la brillante perspective qui s'ouvrait devant le roi fut tout à coup obscurcie, si sa vie fut en proie à l'adversité et terminée par la violence, il ne put l'attribuer qu'à son manque de bonne foi et à son mépris de la loi.

Ce qui paraît prouvé, c'est qu'il détestait également les deux partis qui divisaient les Communes ; et cela n'est point étonnant, car ces deux partis étaient animés, quoique dans des proportions différentes, de l'amour de la liberté et de l'amour de l'ordre. Les conseillers que la nécessité l'avait forcé à se donner n'étaient sous aucun rapport de son goût. Ils avaient été d'accord pour blâmer sa tyrannie, diminuer son pouvoir, punir ses ministres. Ils étaient prêts sans doute maintenant à défendre ses prérogatives légales par des moyens strictement légaux, mais ils eussent reculé d'horreur à l'idée de faire re-

vivre la politique de Wentworth. Dans l'esprit du roi, ils étaient des séditieux et des traîtres qui ne différaient de Pym et de Hampden que par un degré moindre de culpabilité.

En conséquence, quelques jours après qu'il eut promis aux chefs des royalistes constitutionnels qu'aucune mesure importante ne serait prise à leur insu, il forma le projet le plus considérable de sa vie, leur cacha soigneusement sa résolution, et l'exécuta de manière à les couvrir de honte et de consternation. Il envoya porter à la barre de la Chambre des lords par son attorney général un acte d'accusation de haute trahison contre Pym, Hollis, Hampden et plusieurs autres membres de la Chambre des communes. Non content de cette violation flagrante de la Grande-Charte et des usages consacrés par des siècles, il alla en personne, accompagné d'hommes d'armes, pour s'emparer des accusés dans l'intérieur de Westminster.

La tentative ne réussit pas; les membres accusés étaient sortis de la Chambre avant que Charles y entrât. Un subit et violent retour de l'esprit public s'ensuivit dans le Parlement et dans le pays. Le jugement le plus favorable qui ait été porté sur la conduite du roi, dans cette occasion, par ses partisans les plus dévoués, est qu'il s'était lâchement laissé pousser à cette faute grossière par les conseils pernicieux de la reine et de ses courtisans. Mais la voix publique l'accusait hautement d'une culpabilité plus profonde. Au moment même où ses sujets, éloignés de lui depuis longtemps par sa vicieuse administration, s'en rapprochaient avec des sentiments de confiance et d'affection, il avait essayé de porter un coup mortel à leurs droits les plus chers, aux priviléges du Parlement, au principe même de l'institution du jury; il avait montré qu'il considérait l'opposition à ses desseins arbitraires, comme un crime qui ne pouvait se laver que dans le sang; il avait manqué de parole, non-seulement à son grand conseil, à son peuple, mais encore à ses adhérents. Sans une circonstance fortuite, une lutte sanglante aurait pu s'engager autour du fauteuil du président. Les membres les plus influents de la Chambre des communes sentirent que leur pouvoir et leur popularité n'étaient pas seuls compro-

mis ; leurs fortunes et leurs vies dépendaient du succès de la lutte où ils étaient engagés, et le zèle déjà languissant du parti opposé à la cour se raviva en un instant. La nuit qui suivit l'agression, toute la cité de Londres fut en armes. En quelques heures, les routes qui conduisent à la capitale furent couvertes d'une multitude de campagnards armés, courant à toute bride vers Westminster avec les couleurs parlementaires à leurs chapeaux. A la Chambre des communes l'opposition devint tout à coup irrésistible ; elle enleva, par une majorité de plus de deux contre un, des résolutions d'une violence sans exemple. De nombreux corps de milice montaient la garde autour de Westminster-Hall. Les portes du palais royal étaient sans cesse assiégées par une multitude furieuse dont les insultes et les malédic peace s'entendaient dans la chambre du roi, et que ses gentilshommes n'empêchaient même qu'avec peine de pénétrer dans les appartements. Si Charles fût resté plus longtemps dans sa capitale soulevée, il est probable que les Communes auraient trouvé un biais pour le retenir prisonnier d'État, en l'entourant de formes extérieures de respect.

Il quitta Londres pour ne plus y revenir jusqu'à ce jour terrible et mémorable où il devait rendre compte de tout. On commença une négociation qui dura plusieurs mois ; les parties adverses échangèrent accusations et récriminations ; tout accommodement devenait impossible. Le roi était enfin sous le coup de ce châtiment qui ne manque pas d'atteindre les hommes adonnés au mensonge. En vain engageait-il sa parole royale et prenait-il le ciel à témoin de la sincérité de ses déclarations ; des serments, des traités même, ne pouvaient plus dissiper la défiance qu'il inspirait à ses adversaires. Ceux-ci étaient convaincus qu'ils ne pouvaient avoir de sécurité qu'autant que le roi serait sans pouvoir. Ils demandèrent donc qu'il abandonnât non-seulement les prérogatives qu'il avait usurpées en violation des anciennes lois et de ses promesses récentes, mais encore celles que les rois anglais possédaient de temps immémorial et possèdent encore de nos jours : ils décidèrent qu'un ministre ne pourrait être nommé, et qu'un pair ne pourrait être créé, sans l'assentiment des deux Chambres. Bien plus, le souverain

devait se démettre de cette suprême autorité militaire qui de tout temps avait été un des apanages de la royauté.

On ne pouvait guère s'attendre à ce que Charles acceptât de semblables conditions tant qu'il aurait des moyens de résistance ; cependant il est difficile d'admettre que prudemment les Chambres pussent exiger moins. Elles étaient réellement dans la position la plus embarrassante ; la grande majorité de la nation était fermement attachée à la monarchie héréditaire ; ceux qui avaient des opinions républicaines étaient peu nombreux, et n'osaient les avouer. On ne pouvait donc abolir le gouvernement royal. Il était évident cependant qu'on ne pouvait avoir aucune confiance dans le roi. Il eût été absurde à ceux qui savaient, par preuves toutes récentes, qu'il était décidé à les anéantir, de se contenter de rédiger une nouvelle pétition des droits, et de recevoir de lui de nouvelles promesses semblables à celles qu'il avait déjà si souvent violées. Le manque d'une armée l'avait seul empêché de détruire de fond en comble la vieille constitution du royaume. Comme il devenait absolument nécessaire de lever une grande armée régulière pour la conquête de l'Irlande, c'eût été pure folie de le laisser en pleine possession de l'autorité militaire dont ses ancêtres avaient joui.

Quand un pays est dans la situation où se trouvait alors l'Angleterre, c'est-à-dire, quand la royauté est regardée avec amour et vénération, mais que le roi y est détesté et n'inspire aucune confiance, la marche à suivre semble claire : conserver la royauté, changer le roi. C'est ce que firent nos ancêtres en 1599 et 1689. Si en 1642, il se fût trouvé un homme placé dans une position analogue à celle que Henri de Lancastre occupait lors de la déposition de Richard II, et que le prince d'Orange occupait lors de la déposition de Jacques II, il est probable que les Chambres eussent changé la dynastie, sans changer profondément la constitution. Le nouveau souverain de leur choix, ayant besoin de leur soutien, eût été forcé de gouverner selon leurs vœux et leurs idées. Mais il n'y avait pas de prince du sang royal dans le parti parlementaire ; et bien qu'il comptât dans ses rangs un grand nombre d'hommes d'une éminente habileté

et d'un haut rang, il ne s'en trouvait aucun dont la supériorité fût telle qu'on pût songer à lui comme candidat à la couronne. Comme il fallait un roi, et qu'on n'en trouvait pas un nouveau, on fut forcé de laisser à Charles son titre royal, en lui retirant toutes les prérogatives royales.

Quoique les changements constitutionnels proposés par le Parlement paraissent exorbitants lorsqu'on les formule distinctement en articles de capitulation, ils ne sont en réalité guère plus radicaux que ceux qu'effectua la révolution dans la génération suivante. Il est vrai qu'à la révolution le souverain ne fut pas légalement privé du choix de ses ministres, mais il est également vrai aussi que depuis la révolution pas un ministre n'a pu rester six mois en fonctions, s'il était en opposition aux idées de la Chambre des communes. Il est vrai que le souverain possède encore le droit de créer des pairs, et le droit plus important du commandement militaire ; mais il est également vrai que, dans l'exercice de ces pouvoirs, il a dû, depuis la révolution, se laisser guider par des conseillers qui possèdent la confiance des représentants de la nation. En réalité, les chefs du parti des Têtes rondes en 1642, et les hommes d'État qui, un demi-siècle plus tard, firent la révolution, avaient exactement le même objet en vue : c'était de mettre un terme aux contestations entre la couronne et le Parlement, en livrant à ce dernier le contrôle suprême de l'administration exécutive. Les hommes d'État de la révolution y parvinrent indirectement en changeant la dynastie ; les Têtes rondes, en 1642, ne pouvant changer la dynastie, furent obligés de prendre une route plus directe pour atteindre leur but.

Nous ne pouvons guère nous étonner que les prétentions de l'opposition, entraînant, comme elles le faisaient, le transfert formel et complet au Parlement de pouvoirs qui avaient toujours appartenu à la couronne, aient profondément blessé le grand parti que caractérisent le respect de l'autorité constituée et la peur des innovations violentes. Ce parti avait espéré récemment obtenir l'ascendant dans la Chambre des communes par des moyens pacifiques ; cet espoir s'était évanoui. La duplicité du roi avait rendu irréconciliables ses anciens ennemis et

rejeté dans les rangs des mécontents une foule d'hommes modérés, qui étaient sur le point de se rattacher à lui; elle avait si cruellement affligé ses meilleurs amis, que, pendant un temps, ils se tinrent à l'écart, dévorant en silence leur honte et leur ressentiment. Le moment était venu, néanmoins, où les royalistes constitutionnels devaient choisir entre deux dangers. Ils crurent plutôt de leur devoir de se rallier à un prince dont ils blâmaient la conduite passée, dont la parole ne leur inspirait aucune confiance pour l'avenir, que de laisser dégrader la royauté et changer entièrement l'organisation du royaume. C'est avec ces sentiments que se jetèrent dans les rangs du parti royal, des hommes dont les vertus et la capacité eussent fait honneur à toutes les causes.

Dans le mois d'août 1642, on tira l'épée; et bientôt on vit dans chaque comté du royaume deux factions hostiles, armées l'une contre l'autre. Il n'est pas facile de dire lequel des deux partis fut d'abord le plus formidable. Le Parlement avait pour lui Londres et les comtés environnants, un grand nombre de ports de mer et les villes principales; il commandait la flotte et disposait de la navigation de la Tamise; presque tous les arsenaux militaires étaient en son pouvoir, et il pouvait lever des impôts sur les denrées importées de l'étranger et sur quelques produits importants de l'industrie nationale. Le roi était mal pourvu d'artillerie et de munitions; les taxes, qu'il levait dans les campagnes qu'occupaient ses troupes, produisaient moins que ce que le Parlement retirait de la seule ville de Londres; sa principale ressource pécuniaire était la munificence de ses riches partisans, dont un grand nombre avaient hypothqué leurs terres, mis en gage leurs bijoux et fait fondre leur argenterie, pour venir à son secours. Mais l'expérience a pleinement prouvé que la liberalité volontaire des individus, même aux jours des grands enthousiasmes, est une pauvre ressource financière, comparée à une taxation méthodique et sévère, qui ne regarde ni au bon ni au mauvais vouloir.

Charles, néanmoins, avait un avantage qui, s'il eût su en profiter, aurait plus que compensé son manque d'argent et de munitions, et qui, nonobstant ses fautes, lui donna, pendant

quelques mois, la supériorité dans la guerre. Ses troupes se battirent d'abord beaucoup mieux que celles du Parlement. Les deux armées, il est vrai, étaient presque entièrement composées de gens qui n'avaient jamais vu un champ de bataille ; cependant la différence entre elles était grande. L'armée parlementaire abondait en mercenaires que le besoin et la paresse avaient poussés à s'engager, et le régiment de Hampden y était regardé comme un des meilleurs, quoique Cromwell le qualifiât de ramassis de garçons de cabaret et de valets sans place. L'armée royale, au contraire, se composait en grande partie de gentilshommes courageux, ardents, accoutumés à préférer la mort au déshonneur, sachant l'escrime, habitués à l'usage des armes à feu et du cheval, et à tous ces amusements virils et périlleux qu'on a justement appelés l'image de la guerre. Ces gentilshommes montés sur leurs chevaux de choix et commandant de petites bandes, composées de leurs jeunes parents, de leurs domestiques, de leurs gardes-chasse et de leurs piqueurs, furent, dès le premier jour où ils entrèrent en campagne, capables de se tirer avec éclat d'une escarmouche. Sans doute, ces brillants volontaires ne parvinrent jamais à acquérir ce froid courage, cette discipline, cette précision mécanique des mouvements qui caractérisent le soldat régulier ; mais comme ils ne furent d'abord opposés qu'à des ennemis aussi indisciplinés, mais moins actifs, moins vigoureux, moins téméraires qu'eux-mêmes, il en résulta que, dans les premières rencontres, les Cavaliers eurent presque toujours le dessus sur les Têtes rondes.

Le Parlement n'avait pas été heureux dans le choix d'un général. Le rang et la fortune du comte d'Essex faisaient de lui un des membres les plus importants du parti parlementaire. Il avait fait la guerre avec honneur sur le continent, et, à l'époque où s'ouvrit la campagne, personne, dans le pays, n'avait une plus grande réputation militaire. Cependant on s'aperçut bientôt qu'il ne convenait pas au poste de commandant en chef : dépourvu d'énergie et manquant tout à fait d'initiative, la tactique méthodique qu'il avait apprise dans la guerre du Palatinat ne l'empêcha pas de se laisser surprendre et battre par un capi-

taine tel que Rupert, qui ne pouvait guère prétendre qu'à la réputation de partisan audacieux.

Les lieutenants d'Essex étaient peu capables de suppléer à ce qui lui manquait. Toutefois, le Parlement ne saurait être responsable de tels choix. Dans un pays qui, de mémoire d'homme, n'a pas eu à soutenir sur terre une grande guerre, on ne trouve pas aisément des généraux courageux et expérimentés; on fut donc forcée de se fier, en commençant, à des hommes non éprouvés, et l'on donna naturellement la préférence à ceux que leur position sociale ou leurs talents avaient fait remarquer dans le Parlement. Or, ni les grands seigneurs, ni les grands orateurs ne se montrèrent de bons soldats, et c'est à peine s'il se rencontra un seul choix heureux. Le comte de Stamford, un des plus grands seigneurs d'Angleterre, se laissa battre à Stratton par les royalistes; la reddition pusillanime de Bristol couvrit de honte Nathaniel Fiennes, dont l'habileté dans les affaires civiles était sans égale. Enfin, de tous les hommes d'État qui acceptèrent de hauts commandements militaires, Hampden seul paraît avoir apporté dans les camps la force et la capacité d'esprit qui le rendaient éminent dans la politique.

Au bout d'un an, tous les avantages de la guerre appartenaient décidément aux royalistes : victorieux dans les comtés de l'ouest et du nord, ils avaient enlevé aux parlementaires Bristol, la seconde ville du royaume; ils avaient gagné plusieurs batailles sans éprouver une seule défaite sérieuse ou humiliante. Chez les Têtes rondes les revers commençaient, au contraire, à produire la désunion et le mécontentement. Le Parlement, constamment tenu en alarme, tantôt par des complots, tantôt par des émeutes, jugea nécessaire de fortifier la capitale, et quelques citoyens mal disposés furent pendus à leur porte. Plusieurs pairs, des plus connus, qui jusqu'alors étaient restés à Westminster, se réfugièrent à la cour, alors à Oxford. Il n'est pas douteux que si les opérations des royalistes eussent été dirigées par un esprit sage et puissant, Charles eût bientôt fait son entrée triomphale à Whitehall.

Mais le roi laissa passer le moment favorable, qui ne se pré-

senta plus. Dans le mois d'août 1643, il assiégea la ville de Gloucester, défendue par les habitants et la garnison avec une obstination que n'avaient jamais montrée les parlementaires depuis le commencement de la guerre. Cet exemple excita l'émulation des habitants de Londres, et la milice s'offrit à marcher partout où son service serait réclamé ; on en forma un corps considérable, qu'on dirigea vers l'ouest. Charles fut constraint de lever le siège ; partout les royalistes furent découragés. Tout au contraire, le courage des parlementaires se ranima, et l'on vit les lords apostats, qui s'étaient enfuis à Oxford, s'empresser de revenir à Westminster.

De nouveaux symptômes alarmants se montrèrent encore, à cette époque, dans la maladie du corps politique. Dès l'origine il y avait eu, dans le parti parlementaire, des hommes dont l'esprit s'était dirigé vers un but que la majorité de ce parti ne pouvait envisager sans horreur. Ces hommes étaient les Indépendants en religion. Ils pensaient que toute congrégation chrétienne avait, sous l'autorité du Christ, une juridiction suprême en affaires spirituelles ; qu'un appel à un synode national ou provincial était presque aussi contraire aux saintes Écritures qu'un appel à la Cour des archevêques ou au Vatican ; et que la papauté, la prélature et le presbytérianisme, étaient simplement trois formes d'une grande apostasie. En politique, c'étaient des hommes à tailler dans le vif, ou, selon l'expression moderne, c'étaient des radicaux. Ne se contentant pas de poser une limite au pouvoir monarchique, ils voulaient éléver une république sur les ruines du vieux système politique anglais. Leur influence et leur nombre avaient été peu importants d'abord ; mais la guerre n'avait pas duré deux années, que déjà ils étaient devenus, sinon le parti le plus nombreux, du moins le plus puissant du pays. La mort avait frappé quelques-uns des chefs parlementaires, d'autres avaient perdu la confiance publique. Pym reposait dans une tombe royale parmi les Plantagenets ; Hampden était tombé d'une manière digne de lui, en s'efforçant vainement d'inspirer à ses soldats, par son héroïque exemple, un courage qui leur fit affronter l'impétueuse cavalerie de Rupert ; Bedford avait trahi la cause ; Northumberland

était tiède ; Essex et ses lieutenants avaient montré peu de vigueur et d'habileté dans la conduite des opérations militaires. C'est dans de telles circonstances que le parti des Indépendants, parti ardent, résolu, et se refusant à tout compromis, leva subitement la tête dans les camps et dans le Parlement.

Olivier Cromwell était l'âme de ce parti. Élevé dans des habitudes paisibles, il avait plus de quarante ans quand il accepta une commission dans l'armée parlementaire. A peine fut-il soldat, qu'il distingua avec le coup d'œil perçant du génie, ce qu'Essex et les hommes de sa trempe, avec toute leur expérience, n'avaient pas su distinguer. Il vit tout de suite ce qui faisait la force des royalistes, et par quels moyens on pouvait les dominer ; il comprit la nécessité de réformer l'armée du Parlement ; il vit qu'il y avait d'abondants et d'excellents matériaux pour cela, matériaux moins brillants, mais plus solides que ceux qui componaient les braves escadrons du roi. Il fallait de nouvelles recrues, non pas de simples mercenaires, mais des gens d'une position sociale moyenne, d'un caractère grave, craignant Dieu, et zélés pour les libertés publiques. C'est avec de semblables hommes qu'il composa son régiment, et, tout en les assujettissant à une discipline inconnue jusqu'alors, il sut fournir à leur nature morale et intellectuelle des stimulants d'une puissance terrible.

Les événements de l'année 1644 prouvèrent surabondamment la supériorité de ses talents. Dans le midi, où commandait le comte d'Essex, les forces parlementaires éprouvèrent une série de désastres humiliants ; mais dans le nord, la victoire de Marston-Moor fut une ample compensation pour ces revers. Cependant cette victoire ne fut pas moins funeste au parti qui avait dominé jusqu'alors à Westminster, qu'au parti des royalistes. En effet, il fut bien reconnu que la bataille, honteusement perdue par les presbytériens, avait été regagnée par Cromwell, secondé par l'inébranlable valeur des soldats formés par lui.

Ces événements produisirent la loi dite « ordonnance d'abnégation » (*self-denying ordinance*), et le nouveau système sur lequel on forma l'armée. Sous d'honorables prétextes et avec

les marques du plus grand respect, Essex et la plupart des généraux qui servaient sous ses ordres furent rappelés, et la conduite de la guerre confiée à d'autres mains. Fairfax, soldat brave, mais sans capacité et d'un caractère irrésolu, fut le général en chef nominal de l'armée, tandis que Cromwell en était le chef réel.

Cromwell s'empressa d'organiser ces forces d'après les mêmes principes qu'il avait employés pour la formation de son régiment; et dès lors l'issue de la guerre n'était plus douteuse. Les Cavaliers eurent à se mesurer avec un courage naturel égal au leur, avec un enthousiasme plus fort, avec une discipline dont ils manquaient complètement. Il devint bientôt proverbial de dire que les soldats de Fairfax et de Cromwell étaient d'une autre race que les soldats d'Essex. La première rencontre entre cette armée renouvelée et les royalistes eut lieu à Naseby; la victoire des Têtes rondes fut complète et décisive. D'autres triomphes suivirent rapidement, et, au bout de quelques mois, l'autorité parlementaire fut reconnue dans tout le royaume. Charles s'enfuit en Écosse, et, à la honte du caractère national des Écossais, il fut livré par eux à ses sujets anglais.

Pendant que l'issue de la guerre était encore douteuse, le Parlement avait mis à mort l'archevêque-primat, avait interdit dans tout le cercle de son autorité l'usage de l'ancienne liturgie, et avait exigé de tous une adhésion à l'acte fameux, connu sous le nom de « Ligue solennelle » ou « Covenant ». Quand la lutte fut terminée, le torrent des innovations et des vengeance acquit une force plus grande encore. La constitution ecclésiastique du royaume fut remodelée; on enleva leurs bénéfices à un grand nombre de membres de l'ancien clergé. Des amendes souvent ruineuses furent imposées aux royalistes, déjà appauvris par les secours qu'ils avaient fournis au roi. Des propriétés furent confisquées. Des Cavaliers proscrits durent acheter à des prix énormes la protection des membres influents du parti vainqueur. De vastes domaines appartenant à la couronne, aux évêques, aux chapitres, furent saisis, concédés à d'autres, ou vendus à l'encan. En conséquence de ces spoliations, une grande partie du sol anglais se trouva à vendre. La

rareté de l'argent, l'abondance des offres de vente, l'insécurité des titres de possession, et la crainte qu'inspiraient quelques compétiteurs puissants, empêchant une libre concurrence, le prix ne fut souvent qu'é nominal. C'est ainsi que disparurent pour toujours plusieurs familles anciennes et honorables, et que d'autres s'élèverent rapidement à une grande fortune.

Pendant que le Parlement usait ainsi de son autorité, cette autorité, acquise en créant un pouvoir qui ne supportait pas de contrôle, lui échappait à lui-même. Dans l'été de 1647, à peu près un an après que la dernière forteresse des Cavaliers eut fait sa soumission au Parlement, celui-ci fut à son tour obligé de se soumettre à ses propres soldats.

Treize années s'écoulèrent, pendant lesquelles, sous différents noms et sous différentes formes, l'Angleterre fut, en réalité, gouvernée par l'épée. Jamais avant cette époque, jamais depuis, le pouvoir civil n'a été assujetti, dans notre pays, à l'autorité militaire.

L'armée, qui était alors devenue suprême dans l'État, était bien différente de celles que depuis nous avons vues chez nous. Aujourd'hui, la solde du simple soldat est si peu élevée, qu'elle ne saurait séduire et enlever à leur carrière que les laboureurs de la dernière classe, et une barrière, pour ainsi dire infranchissable, sépare le soldat de l'officier. Ce n'est, à proprement parler, que par l'achat de ces grades qu'on s'élève à un rang éminent dans l'armée. Les nombreuses possessions de l'Angleterre sont si vastes et si éloignées, que l'homme qui s'engage doit s'attendre à passer bien des années en exil, et peut-être dans des climats défavorables à la santé de la race européenne. Mais l'armée du Long-Parlement n'était levée que pour le service intérieur; la paie du simple soldat était bien au-dessus des salaires de la grande masse du peuple, et s'il se distinguait par son intelligence et son courage, il pouvait espérer d'atteindre à un haut commandement. Cette armée était en conséquence composée d'hommes sobres, moraux, diligents, accoutumés à réfléchir et supérieurs à la multitude par la naissance et l'intelligence; ce n'était pas la pression du besoin qui les y avait jetés, ni l'amour de la nouveauté ou de la licence, ni

l'adresse des officiers recruteurs, mais bien un mélange de zèle politique et religieux, et l'espoir d'avancement et de distinctions. Nous voyons par les proclamations solennelles de l'armée que les soldats tenaient surtout à être considérés comme des hommes entrés de plein gré au service, et non pas enrôlés uniquement par amour du gain; qu'ils se vantaient de ne pas être des janissaires, mais des Anglais nés libres, qui avaient dévoué leur vie à la défense de la religion et des libertés menacées de leur pays, et dont le droit et le devoir étaient de veiller au bien-être de la nation qu'ils avaient sauvée.

Une armée ainsi composée pouvait, sans nuire à sa force, jouir de libertés qui, dans toute autre, eussent bientôt détruit la discipline. En général, des soldats qui se formeraient en clubs politiques, nommeraient des délégués, et passeraient des résolutions sur de hautes questions d'État, ne tarderaient pas à se soustraire à toute espèce de contrôle et deviendraient la pire et la plus dangereuse des multitudes. Il serait peu sûr, de nos jours, de tolérer dans un régiment des réunions religieuses, où le caporal, versé dans les saintes Écritures, guiderait la dévotion du colonel moins éclairé que lui, et reprocherait au major sa tiédeur. Mais telle était l'intelligence, la gravité, l'empire sur eux-mêmes de ces soldats dressés à la discipline de Cromwell, qu'une organisation politique et une organisation religieuse pouvaient exister au milieu des camps, sans nuire à l'organisation militaire. Les mêmes hommes qui, hors du service, étaient connus pour des démagogues et des prêcheurs en plein vent, se distinguaient par leur régularité, leur esprit d'ordre, leur discipline, soit sur le champ de manœuvres, soit sur le champ de bataille.

Cette étrange force était irrésistible pendant la guerre. Le courage opiniâtre qui caractérise la nation anglaise, se trouva tout à coup stimulé et maintenu par le système disciplinaire de Cromwell. D'autres chefs ont établi un ordre aussi strict; d'autres chefs ont inspiré à leurs soldats un zèle aussi ardent; mais, dans son camp seul, la plus rigide discipline marchait de front avec l'enthousiasme le plus exalté. Ses troupes, en-

flammées du sauvage fanatisme des croisés, marchaient à la victoire avec la précision de machines. Depuis le moment de leur réorganisation jusqu'au moment où elles furent dissoutes, elles ne rencontrèrent jamais, ni sur le sol britannique, ni sur le continent, un ennemi qui pût résister à leur attaque. En Angleterre, en Écosse, en Irlande, en Flandre, les soldats puritains, souvent au milieu de difficultés presque invincibles, quelquefois se mesurant avec des troupes trois fois plus nombreuses, eurent non-seulement toujours le dessus, mais détruisirent toujours et taillèrent en pièces leurs ennemis. Ils en vinrent à regarder une bataille comme un jour de triomphe certain, et ils marchaient à l'encontre des bataillons les plus renommés de l'Europe avec une dédaigneuse confiance. Turné fut surpris des cris d'austère exaltation que les Anglais, ses auxiliaires, poussaient en allant au combat, et il montra la joie d'un vrai soldat, quand il apprit que c'était la coutume invariable des piquiers de Cromwell de saluer joyeusement la rencontre de l'ennemi. Les Cavaliers, dans leur exil, sentirent un élan d'orgueil national, en voyant une brigade de leurs compatriotes, environnés d'ennemis, abandonnés de leurs alliés, mettre en déroute et chasser devant eux, tête baissée, la plus belle infanterie espagnole, s'ouvrant ainsi de vive force un passage dans une contrescarpe que les maréchaux de France les plus habiles venaient de déclarer imprenable.

Mais ce qui distinguait surtout le soldat de Cromwell, c'était son austère moralité, et la crainte de Dieu qui avait pénétré dans tous ses rangs. Il est reconnu par les plus zélés royalistes que dans cette armée puritaire un juron ne fut jamais entendu, un ivrogne ne fut jamais vu, et que, durant la longue domination militaire, la propriété des citoyens paisibles et l'honneur des femmes furent toujours regardés comme sacrés. Si des outrages étaient commis, ils étaient d'une espèce bien différente de ceux que commet en général une soldatesque victorieuse. Pas une fille d'auberge n'eut à se plaindre de la grossière galanterie des habits-rouges; pas une once d'argenterie ne fut enlevée des boutiques d'orfèvrerie; mais un sermon pélagien, ou une madone et l'enfant Jésus peints sur un vitrail, produi-

saint dans les rangs puritains une effervescence que les officiers avaient peine à calmer. Une des plus grandes difficultés que rencontrât Cromwell, c'était d'empêcher ses dragons et ses piquiers de pénétrer de force dans les chaires des ministres dont les sermons n'étaient pas, selon l'expression du temps, « savoureux ; » et, parmi nos cathédrales, il n'en est que trop qui conservent encore des traces de la haine que ces esprits austères portaient aux vestiges de la papauté.

Mais réduire le peuple anglais n'était pas chose facile, même pour une telle armée. A peine la nation, inaccoutumée à cet esclavage, eut-elle éprouvé le premier sentiment de l'oppression militaire, qu'elle commença à se débattre avec violence. Des insurrections éclatèrent jusque dans les comtés qui, durant les dernières guerres, avaient été le plus soumis au Parlement. Le Parlement lui-même abhorrait ses anciens défenseurs plus encore que ses anciens ennemis, et n'aurait pas demandé mieux que d'entrer en accommodement avec le roi aux dépens de l'armée. Une coalition s'était formée en même temps en Écosse, entre les royalistes et un parti considérable de presbytériens qui regardaient avec horreur les doctrines des Indépendants. Enfin l'orage éclata. Il y eut des soulèvements dans les comtés de Norfolk, de Suffolk, d'Essex, de Kent, et dans le pays de Galles ; la flotte dans la Tamise arbora les couleurs royales, mit à la voile et menaça la côte méridionale ; un fort détachement écossais passa la frontière et s'avança dans le Lancashire. Comme on peut le supposer, ces mouvements étaient regardés avec une secrète complaisance par la majorité des deux Chambres.

Mais la tyrannie militaire ne devait pas tomber ainsi. Pendant que Fairfax étouffait les insurrections des environs de Londres, Olivier Cromwell mettait en déroute les insurgés gallois, et, laissant leurs forteresses en ruine, marchait contre les Écossais. Ses troupes étaient peu nombreuses, comparées aux révoltés ; mais il n'avait pas l'habitude de compter ses ennemis. L'armée écossaise entièrement détruite, un changement dans le gouvernement d'Écosse s'ensuivit ; une administration opposée au roi fut installée à Édimbourg ; et Cromwell, plus aimé

que jamais de ses soldats, retourna en triomphe à Londres.

Alors un dessein, auquel personne au commencement de la guerre civile n'eût osé faire allusion, et qui n'était pas moins contraire à la Ligue solennelle et au Covenant qu'à l'ancienne constitution anglaise, commença à prendre une forme distincte. Les austères guerriers qui gouvernaient la nation avaient depuis quelques mois combiné une terrible vengeance contre le roi. Quand et comment ce projet prit-il naissance ? Descendit-il du général aux soldats, ou remonta-t-il des soldats au général ? Faut-il l'attribuer à la politique se servant du fanatisme comme d'un instrument, ou au fanatisme dominant irrésistiblement la politique ? Ce sont des questions auxquelles, même aujourd'hui, on ne peut répondre avec certitude. Après tout cependant, il paraît probable que celui qui semblait conduire était en réalité forcé de suivre, et qu'en cette occasion, de même que quelques années plus tard dans une occasion aussi mémorable, il sacrifia ses sentiments et son inclination aux vœux de son armée ; car le pouvoir que Cromwell avait créé ne pouvait pas toujours être contrôlé, même par lui, et il lui fallait quelquefois obéir, s'il voulait habituellement commander. Il déclara publiquement qu'il n'avait jamais joué le rôle de provocateur, que les premières mesures avaient été prises sans sa participation, qu'il n'avait pu conseiller au Parlement de frapper le grand coup, mais qu'il avait subordonné ses sentiments à la force des circonstances, lesquelles semblaient lui indiquer les desseins de la Providence. Il a été d'usage de considérer ces protestations comme des preuves de l'hypocrisie qu'on lui impute vulgairement. Mais comme ceux mêmes qui l'accusent d'hypocrisie n'oseraient l'accuser d'imbécillité, ils doivent prouver que Cromwell avait un but à atteindre, en poussant secrètement l'armée dans une ligne de conduite qu'il n'osait ouvertement recommander. Il serait absurde de supposer quelui, que ses ennemis loyaux n'ont jamais représenté comme inutilement cruel ou implacable dans ses vengeances, ait pu prendre la décision la plus importante de sa vie sous la seule influence de la méchanceté. Or, c'était un homme trop sage pour ne pas savoir, quand il consentait à répandre un sang auguste, que l'acte qu'il com-

mettait était inexpiable et inspirerait l'horreur et le désespoir non-seulement aux royalistes, mais encore aux neuf-dixièmes de ceux qui avaient soutenu le Parlement. D'autres ont pu être égarés par des illusions ; mais lui, il ne rêvait certes pas une république de forme antique, pas plus que le règne millénaire des saints ; et s'il aspirait à devenir le fondateur d'une nouvelle dynastie, Charles I<sup>er</sup> lui devait paraître un compétiteur moins dangereux que ne le serait Charles II. Il était évident qu'à la mort de Charles I<sup>er</sup> tout Cavalier transférerait intacte son allégeance à Charles II. Charles I<sup>er</sup> était captif, Charles II serait en liberté ; Charles I<sup>er</sup> était un objet de défiance et de haine pour un grand nombre de ceux que glaçait d'horreur l'idée de son exécution ; Charles II, au contraire, exciterait tout l'intérêt qui s'attache à la jeunesse innocente et persécutée. Il est impossible que des considérations si naturelles et si évidentes n'aient pas frappé l'esprit du plus profond politique de son siècle. Le fait est que Cromwell avait voulu un moment se poser en médiateur entre le trône et le Parlement, et réorganiser à l'aide de l'épée, sous la sanction du nom royal, un État livré aux troubles. Il persista dans ce dessein, jusqu'à ce que l'esprit intractable de ses soldats et l'incorrigible duplicité du roi l'eussent contraint d'y renoncer. Dans les camps, un parti demandait déjà avec clamours la tête du traître qui voulait pactiser avec Agag ; des conspirations se formèrent, des menaces de mise en accusation se firent entendre ; une révolte éclata, que toute la vigueur, toute la résolution de Cromwell put à peine apaiser. Mais, quoiqu'il parvint par un mélange de sévérité et de douceur à rétablir l'ordre, il vit qu'il serait trop difficile et trop périlleux de résister à la rage de ses soldats, qui regardaient le tyran tombé comme leur ennemi personnel et l'ennemi de leur Dieu.

Il devenait alors plus évident que jamais qu'on ne pouvait se fier au roi. Les vices de Charles n'avaient fait que croître : ces vices étaient, il est vrai, de ceux que les difficultés et les perplexités mettent en lumière ; la ruse est la défense naturelle de la faiblesse. Un prince, qui au comble du pouvoir s'est habitué à la fausseté, n'apprendra pas la franchise au milieu des em-

barris et des revers. Charles n'était pas seulement un fourbe sans scrupules, c'était un fourbe maladroit : jamais il n'y eut un homme politique auquel on pût prouver ses fraudes et ses mensonges d'une manière plus évidente. Publiquement, à Westminster, il reconnaissait la légalité du Long-Parlement ; et au même instant, devant son conseil secret, il rédigeait la minute d'une annulation de cette reconnaissance. Publiquement, il désavouait toute idée de réclamer l'aide de l'étranger contre son peuple, et secrètement il sollicitait l'aide de la France, du Danemark, de la Lorraine. Publiquement il se défendait d'avoir employé des papistes, et secrètement il écrivait à ses généraux d'employer le plus de papistes qu'ils le pourraient. Publiquement, à Oxford, il reçut la communion comme une consécration de l'engagement qu'il prenait de ne jamais tolérer le papisme, et secrètement il promettait à la reine de tolérer le papisme en Angleterre, et il autorisait lord Glamorgan à promettre à l'Irlande l'établissement prochain du catholicisme. Après cela, il essayait de se disculper aux dépens de ses agents. Ainsi Glamorgan recevait des lettres autographes, les unes contenant quelques réprimandes, qui devaient être rendues publiques, les autres remplies d'éloges, qu'il ne devait montrer à personne. La fausseté s'était à un tel point implantée dans son caractère, que ses amis les plus dévoués ne pouvaient s'empêcher de se plaindre entre eux, avec honte et amertume, de sa politique tortueuse. Ses malheurs, disaient-ils, les affligeaient moins que sa duplicité. Depuis qu'il était prisonnier, il n'y avait pas de fraction du parti vainqueur qui n'eût été l'objet de ses flatteries et de ses artifices ; mais jamais il ne fut plus mal inspiré que quand il essaya à la fois de flatter et de renverser Cromwell : Cromwell n'était pas homme à se laisser facilement ni flatter ni renverser.

Il fallait cependant que le général prit une détermination. Compromettrait-il l'attachement de son parti, le dévouement de son armée, sa puissance, sa vie même, dans une entreprise qui probablement serait vaine, et ne sauverait pas un prince que nul engagement ne parvenait à lier ? Après bien des tergiversations, bien des combats intérieurs et bien des prières sans

doute, son parti fut pris. Charles fut abandonné à son sort. La soldatesque religieuse décida, sans égards pour les lois du royaume et pour le sentiment presque universel de la nation, que le roi expierait ses crimes par son sang. Dans sa prison Charles crut longtemps qu'il finirait comme Édouard II et Richard II, ses infortunés prédécesseurs. Mais pareille trahison n'était pas à craindre, ceux qui le tenaient entre leurs mains n'étaient pas des meurtriers de nuit. Ce qu'ils faisaient, ils voulaient le faire à la face du ciel et de la terre, pour que le souvenir en fût éternel; ils jouissaient même ardemment du scandale qu'ils allaient donner. Précisément parce que l'ancienne constitution et l'opinion publique du pays étaient directement opposées au régicide, le régicide exerçait comme une espèce de fascination sur un parti décidé à une complète révolution politique et sociale. Pour arriver à leur but il était nécessaire qu'ils brisassent tous les ressorts de l'organisation gouvernementale; cette nécessité leur semblait plutôt agréable que pénible. Les Communes prirent une décision tendant à entrer en accommodement avec le roi; l'armée exclut de force la majorité. La Chambre des lords rejeta à l'unanimité le projet de mise en accusation du roi; elle fut abolie. Aucune cour de justice ne voulut prendre sur elle de juger la source de toute justice; un tribunal révolutionnaire fut créé. Ce tribunal déclara Charles tyran, traître, assassin, ennemi public, et il fut décapité, au milieu de milliers de spectateurs, en face de la salle de banquet de son propre palais.

Il ne fallut pas longtemps pour qu'il devint manifeste que les fanatiques politiques et religieux à qui on doit attribuer cet acte avaient commis, non-seulement un crime, mais une faute. Ils avaient, en effet, fourni à un prince, qui n'était guère connu jusqu'alors de son peuple que par ses défauts, l'occasion de déployer sur un grand théâtre, aux yeux de toutes les nations et de tous les siècles, quelques-unes des qualités qui attirent irrésistiblement l'amour et l'admiration des hommes, le courage d'un brave gentilhomme et la patiente douceur d'un chrétien pénitent. Ils se vengeaient de telle sorte que l'homme dont toute la vie n'avait été qu'une suite calculée d'attaques contre

les libertés anglaises semblait mourir martyr de ces libertés. Jamais démagogue ne fit autant d'effet sur l'esprit public que ce roi captif, qui, gardant jusqu'au dernier moment une dignité vraiment royale et envisageant la mort avec un courage intrépide, se fit l'interprète des sentiments de son peuple opprimé ; refusa de répondre devant une cour illégale ; appela de la violence militaire aux principes de la constitution ; demanda de quel droit la Chambre des communes s'était vu enlever ses membres les plus respectables ; de quel droit la Chambre des lords était privée de ses fonctions législatives ; et finit en déclarant à ses auditeurs, émus jusqu'aux larmes, que ce n'était point sa cause qu'il défendait, mais la leur. Les longues souffrances de son règne, ses innombrables perfidies, tout fut oublié. Son souvenir s'associa dès lors dans l'esprit de la grande majorité de ses sujets, avec ces institutions libres, qu'il avait durant tant d'années cherché à détruire ; car elles avaient péri avec lui ; et dans le morne silence d'une société subjuguée par les armes, sa voix seule les avait défendues. Dès le jour de sa mort commença une réaction en faveur de la monarchie et de la famille exilée, réaction qui ne cessa que lorsque le trône fut rétabli dans sa dignité première.

D'abord, les régicides semblèrent puiser une nouvelle énergie dans cette communion de sang qui les liait étroitement entre eux en les séparant pour toujours de la plupart de leurs compatriotes. L'Angleterre fut déclarée république. La Chambre des communes, réduite à un plus petit nombre de membres, fut nominalement le premier pouvoir de l'État ; mais, en réalité, l'armée et son glorieux chef exerçaient la suprême puissance. Olivier Cromwell avait fait son choix : il avait gardé l'affection de ses soldats et rompu avec toutes les autres classes de citoyens. En dehors de son camp et de ses forteresses, il avait à peine un parti. Les éléments de force qui, au moment où la guerre civile éclata avaient paru se combattre, étaient maintenant réunis contre lui : cette coalition comprenait tous les Cavaliers, une grande majorité des Têtes rondes, l'Église anglaise, l'Église presbytérienne, l'Église catholique romaine, en un mot l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande. Cependant tel était

son génie, qu'il parvint à surmonter et briser tout ce qui lui faisait obstacle, à se poser en maître absolu de sa patrie, et à la rendre plus redoutée et plus respectée qu'elle ne l'avait été pendant une longue suite de générations, sous ses rois légitimes.

L'Angleterre était soumise ; mais dans les deux autres royaumes qui avaient été gouvernés par les Stuarts, la nouvelle république ne rencontrait que des ennemis. Le parti des indépendants était également odieux aux catholiques romains d'Irlande et aux presbytériens d'Écosse. Ces deux pays, qui récemment s'étaient soulevés contre Charles I<sup>er</sup>, reconnurent alors Charles II.

Mais rien ne pouvait résister à la vigueur et à l'habileté de Cromwell. En peu de mois, il subjuga l'Irlande, comme l'Irlande n'avait jamais été subjuguée durant les cinq siècles de massacres qui s'étaient écoulés depuis le débarquement des premiers colons normands. Résolu à en finir avec ces conflits de races et de religions qui avaient si longtemps troublé cette île, il voulut que la population anglaise et protestante y fût prédominante ; et pour cela, lâchant les rênes à l'enthousiasme farouche de ses partisans, il y porta une guerre semblable à celle que fit Israël contre le pays de Canaan : il passa les idolâtres au fil de l'épée, de sorte que de grandes cités furent laissées sans habitants ; chassa sur le continent quelques milliers d'Irlandais ; en embarqua un grand nombre pour les Indes occidentales, et remplit le vide, en y entassant de nombreux colons de sang anglo-saxon et de foi calviniste. Chose étrange, sous cette verge de fer, le pays conquis commença à montrer quelque apparence de prospérité. Des districts, qui étaient tout récemment aussi sauvages que ceux où les premiers colons blancs du Connecticut se débattaient avec les Peaux rouges, ressemblèrent, au bout de quelques années, aux comtés de Kent et de Norfolk. De nouveaux bâtiments, de nouvelles routes, de nouvelles plantations, couvrirent le pays. Le revenu des terres augmenta rapidement, et le propriétaire anglais commença bientôt à se plaindre de la concurrence que lui faisaient les produits de l'Irlande, et à demander à grand cris des lois protectrices.

D'Irlande, le chef victorieux qui maintenant était, de nom

aussi bien que de fait, général en chef des armées de la république, passa en Écosse. Le jeune roi y était; il avait consenti à se déclarer presbytérien, et à souscrire au Covenant; et en échange de ces concessions les austères Puritains qui dominaient à Édimbourg lui permirent, sous leur contrôle, de tenir sa cour solennelle et mélancolique dans les salles longtemps désertes du palais d'Holyrood. Cette royauté postiche ne dura que peu de jours. Cromwell extermina les forces écossaises dans deux grandes batailles. Charles prit la fuite, et n'échappa au sort de son père qu'avec la plus grande difficulté. Pour la première fois, l'ancien royaume des Stuarts fut réduit à une soumission complète. Il ne restait plus vestige de cette indépendance si bravement défendue contre les plus puissants et les plus habiles des Plantagenets. L'Écosse recevait ses lois du Parlement anglais; les juges anglais tenaient leurs assises en Écosse; l'Église presbytérienne elle-même, qui avait pu conserver jusqu'alors, et malgré tout, sa propre constitution, ne faisait plus entendre qu'un faible murmure.

Jusqu'à ce moment, du moins, il y avait eu un semblant d'harmonie entre les soldats qui avaient subjugué l'Irlande et l'Écosse et le Parlement qui siégeait à Westminster; mais l'alliance cimentée par le danger fut dissoute par la victoire. Le Parlement oublia qu'il n'était que la créature de l'armée; l'armée fut moins disposée que jamais à se soumettre à la dictature du Parlement. Au fait, les quelques membres qui formaient ce que l'on appelait avec mépris le croupion de la Chambre n'avaient guère plus de droits que les chefs militaires à se dire les représentants de la nation. La dispute en vint bientôt à une issue décisive; Cromwell fit envahir l'assemblée par des hommes armés; le président fut arraché de son fauteuil, la masse enlevée du bureau, la chambre évacuée et les portes fermées à clef. La nation, qui n'avait de sympathie pour aucune des parties contendantes, mais qui, malgré elle, respectait la capacité et la résolution du général, laissa faire avec patience, sinon avec satisfaction.

Le roi, les lords et les Communes avaient été tour à tour vaincus et détruits, et Cromwell semblait rester seul debout,

comme héritier de ce triple pouvoir. Son autorité, cependant, tout immense qu'elle était, avait encore quelques limites imposées par l'armée même, de qui il la tenait. Cette armée était une singulière réunion d'hommes, presque tous zélés républicains, persuadés qu'ils émancipaient leur pays quand ils le tenaient dans l'esclavage. Le livre qu'ils vénéraient le plus leur fournissait un précédent qu'ils citaient fréquemment. Il était vrai, disaient-ils, que la nation ingrate et ignorante murmurait contre ses libérateurs ; mais une autre nation, choisie de Dieu, n'avait-elle pas aussi murmuré contre son chef qui la conduisit, par des chemins arides et pénibles, d'un pays d'esclavage en un pays où coulaient le lait et le miel ? Ce chef avait sauvé ses frères en dépit d'eux-mêmes, il n'avait pas hésité à faire de terribles exemples de ceux qui méprisaient la liberté offerte, et qui préféraient le foyer de leurs maîtres et les idolâtries de l'Égypte. Le but des guerriers fanatiques qui entouraient Cromwell était l'établissement d'une république libre et religieuse. Pour y parvenir, ils étaient déterminés à employer sans scrupule tous les moyens, même les plus illégaux et les plus violents. Il n'était donc pas impossible d'arriver, par leur soutien, à établir une monarchie absolue en fait, mais il était probable que ce soutien cesserait à l'instant où leur chef, même avec des restrictions constitutionnelles, voudrait prendre le titre et la dignité de roi.

Les sentiments de Cromwell étaient bien différents. Il n'était plus ce qu'il avait été ; et il serait injuste de voir dans le changement que subirent ses idées un simple effet d'ambition personnelle. Quand il vint au Long-Parlement, il n'apportait avec lui, de sa retraite champêtre, que des connaissances restreintes, une inexpérience complète des grandes affaires et un caractère aigri par la longue tyrannie du gouvernement et de l'Église. Pendant les treize années qui suivirent, il s'était fait une éducation politique peu commune. Il avait joué un rôle principal dans une série de révolutions. Il avait été longtemps l'âme et il était enfin la tête d'un parti. Il avait commandé des armées, gagné des batailles, négocié des traités, soumis, pacifié, organisé des royaumes. Il eût été étrange que ses idées fussent res-

tées les mêmes qu'à l'époque où son esprit était uniquement occupé de ses champs et de sa religion, et où une foire dans le voisinage et une réunion de prière à Huntingdon étaient les plus grands événements de sa vie. Il vit que quelques-unes des idées nouvelles pour lesquelles il avait été zélé, bonnes ou mauvaises en elles-mêmes, étaient opposées au sentiment général du pays, et que s'il s'y attachait obstinément, il n'avait devant lui que troubles incessants qu'il faudrait apaiser par l'incessant usage de l'épée. Il se décida donc à rétablir les principales bases de l'ancienne constitution que la majorité du peuple avait toujours chérie, et à laquelle elle était alors plus attachée que jamais. La ligne de conduite tenue plus tard par Monk était fermée à Cromwell. Le souvenir d'un jour terrible séparait à jamais le grand régicide de la famille des Stuarts. Il ne lui restait plus qu'à monter lui-même sur l'ancien trône d'Angleterre, et à régner selon les anciennes lois. S'il y parvenait, il pouvait espérer voir bientôt guérir les blessures de l'État; un grand nombre d'hommes tranquilles et honnêtes se rallieraient à lui; ces royalistes, dont l'attachement était plus pour les institutions que pour les personnes, pour la royauté que pour le roi Charles I<sup>er</sup> ou Charles II, ne tarderaient pas à venir baisser à Whitehall la main du roi Olivier; ces pairs, qui maintenant boudaient dans leurs châteaux, et ne voulaient prendre aucune part aux affaires publiques, s'ils étaient convoqués par lettres patentes d'un roi de fait, viendraient avec joie reprendre leurs fonctions; des Northumberland, des Bedford, des Manchester, des Pembroke seraient encore fiers de porter la couronne, les éperons, le sceptre, le globe, devant le restaurateur de l'aristocratie; un sentiment de fidélité lierait peu à peu le peuple à la nouvelle dynastie, et, à la mort de son fondateur, la dignité royale pourrait peut-être descendre, d'un consentement général, à sa postérité.

Les royalistes les plus intelligents étaient d'avis que ces idées étaient justes, et que si Cromwell eût pu suivre son projet, la dynastie exilée n'eût jamais été restaurée. Mais ce plan était antipathique aux instincts de la seule classe qu'il n'osait méconter. Le nom de roi était en haine aux soldats. Quelques-uns

même n'étaient pas satisfaits de voir l'administration de l'État dans les mains d'un seul homme. La majorité cependant voulait soutenir son général contre toute faction qui s'opposerait à son autorité, mais comme premier magistrat électif de la république; et elle n'eût point permis qu'il s'arrogeât le titre de roi, et que sa dignité, récompense de services personnels, devint héréditaire dans sa famille. Tout ce qu'il pouvait faire, c'était de donner à la nouvelle république une constitution aussi semblable à l'ancienne constitution que voudrait le permettre l'armée. Pour que son élévation au pouvoir ne parût pas un acte d'ambition personnelle, il convoqua un conseil composé en partie de personnes dont le dévouement lui était assuré, et en partie de personnes dont il pouvait braver l'opposition. Cette assemblée, qu'il appela Parlement, et que la populace appela, du nom d'un de ses membres les plus fameux, *parlement de Barrebone*, après s'être exposée quelque temps au mépris public, remit au général les pouvoirs qu'elle en avait reçus, et le laissa libre de tracer lui-même un plan de gouvernement.

Son plan eut dès l'origine une grande ressemblance avec l'ancienne constitution anglaise; mais, au bout de peu d'années, il crut pouvoir aller plus loin, et il réorganisa presque tout l'ancien système sous des noms différents et des formes nouvelles. Le titre de roi ne fut pas rétabli, mais toutes les prérogatives royales furent accordées à un lord Grand-Protecteur; le souverain ne s'appela pas *Majesté*, il s'appela *Altesse*; il ne fut pas oint et couronné dans l'église de Westminster, mais il fut solennellement intronisé, ceint du glaive de l'État, revêtu de la pourpre, et il reçut dans la salle de Westminster une magnifique Bible; ses fonctions n'étaient pas héréditaires, mais il avait droit de nommer son successeur, et personne ne pouvait douter qu'il ne nommât son fils.

Une Chambre des communes était nécessaire au nouveau système politique. Dans la composition de ce corps, le Protecteur montra une grande sagesse, et un désintéressement qui ne fut pas assez apprécié par ses contemporains. Quoique les vices du vieux système représentatif fussent loin d'être aussi sérieux qu'ils le devinrent depuis, les hommes perspicaces les avaient

déjà reconnus. Cromwell réforma ce système d'après les mêmes principes que Pitt essaya d'appliquer cent trente ans plus tard, et que nous venons nous-mêmes d'appliquer heureusement de nos jours. Le retrait de la franchise fut appliqué aux petits bourgs d'une manière plus radicale alors qu'en 1832, et le nombre des représentants des comtés fut considérablement augmenté. Un très-petit nombre seulement des villes non représentées avait acquis quelque importance; les principales étaient Manchester, Leeds et Halifax : elles eurent toutes trois des représentants. Le nombre des députés de la capitale fut augmenté aussi. Les franchises électorales enfin furent tellement étendues, que tout homme établi, qu'il fût ou qu'il ne fût pas propriétaire foncier, avait droit de voter dans le comté où il résidait. Quelques Écossais même, et quelques colons anglais établis en Irlande, eurent place à l'assemblée qui allait donner de nouvelles lois aux îles Britanniques.

Créer une Chambre des lords était une tâche plus difficile. La démocratie n'a pas besoin du prestige de l'ancienneté ; les monarchies s'en sont souvent passées ; mais un ordre patricien est l'œuvre du temps. Olivier trouva une aristocratie déjà existante, opulente, très-considerée, et aussi populaire qu'aristocratie au monde. Si, comme roi d'Angleterre, il avait convoqué un Parlement selon les anciennes lois, il n'est pas douteux qu'un grand nombre de pairs eussent répondu à son appel. Mais il ne pouvait agir ainsi, et ce fut en vain qu'il offrit aux chefs des plus illustres familles des sièges dans son nouveau sénat ; ils s'imaginaient qu'ils ne pouvaient accepter un siège dans cette assemblée de parvenus sans perdre les droits de leur naissance et sans trahir leur ordre. Le Protecteur se trouva donc dans la nécessité d'admettre dans la Chambre haute les hommes nouveaux qui avaient le plus marqué dans les derniers temps de troubles. Ce fut la moins heureuse de ses innovations, car elle déplut à tous les partis. Les niveleurs lui en voulurent parce qu'il instituait une classe privilégiée ; la multitude, qui aimait et respectait les grands noms historiques du pays, se moqua sans gêne d'une Chambre des lords où siégeaient des charretiers et des cordonniers que le hasard avait

favorisés, à laquelle n'avaient été appelés que peu de membres de l'ancienne noblesse, et dont presque tous s'étaient éloignés avec dédain.

Cependant la composition des Parlements importait peu au Protecteur ; il avait les moyens de diriger l'administration sans leur soutien et malgré leur opposition. Son désir paraît avoir été de gouverner constitutionnellement, et de substituer l'empire des lois à celui du glaive. Mais il vit bientôt que, hâti comme il l'était par les royalistes et par les presbytériens, il n'avait de refuge que dans l'absolutisme. La première Chambre des communes, élue d'après ses ordres par le peuple, mit en question son autorité et fut dissoute sans avoir passé un seul acte ; la seconde, tout en le reconnaissant comme Protecteur et ne demandant pas mieux que de le faire roi, refusa obstinément de reconnaître la nouvelle Chambre des lords. Il n'avait plus qu'à recourir à une nouvelle dissolution. « Dieu, leur dit-il alors, sera juge entre vous et moi. »

Malgré ces dissensions, l'énergie du Protecteur resta la même. Ses soldats, qui ne lui eussent pas permis de prendre le titre de roi, le soutenaient cependant dans l'exercice d'un pouvoir plus absolu que celui d'aucun de nos souverains. Le gouvernement, tout républicain dans la forme, était en réalité un despotisme mitigé seulement par la sagesse, l'intelligence et la magnanimité du Protecteur. Le pays fut divisé en districts militaires, et ces districts placés sous le commandement de majors généraux. Tout mouvement insurrectionnel fut promptement réprimé et puni. La crainte inspirée par le pouvoir du glaive, dans une main si forte, si juste et si expérimentée, dompta le courage des Cavaliers et des niveleurs. La noblesse royaliste déclarait bien encore qu'elle était prête, comme toujours, à exposer sa vie pour l'ancien gouvernement et l'ancienne dynastie, s'il y avait la moindre chance de succès ; mais que se jeter, à la tête de quelques vassaux et serviteurs, sur les piques de bataillons victorieux dans cent sièges et dans cent batailles, ce serait verser inutilement un sang innocent et précieux. Royalistes et républicains, ne pouvant plus rien espérer d'une résistance ouverte, se lancèrent dans de téméraires tentatives d'as-

sassinat. Mais le Protecteur était bien renseigné, sa vigilance était sans relâche, et chaque fois qu'il dépassait les murs de son palais, les épées nues et les cuirasses de ses fidèles gardes du corps formaient autour de lui un épais rempart.

Si Cromwell eût été un prince cruel, licencieux, rapace, la nation par un effort convulsif aurait pu se délivrer de cette domination militaire ; mais les vexations qu'éprouvait le pays, suffisantes pour exciter le mécontentement, ne suffisaient pas néanmoins pour pousser les masses dans une entreprise où la vie, la fortune, le bien-être des familles eussent été un terrible enjeu. Quoique les taxes fussent plus élevées que sous les Stuarts, le poids cependant n'en était pas trop lourd, comparé aux charges des États voisins et si l'on songe aux ressources de l'Angleterre. La propriété était garantie ; et même le Cavalier, s'il s'absténait d'attaquer le nouveau gouvernement, pouvait jouir en paix de ce que les troubles civils lui avaient laissé. On ne violait les lois que lorsque la sécurité du Protecteur ou du gouvernement l'exigeait. La justice civile entre particuliers était administrée avec une intégrité et une exactitude inconnues jusqu'alors. Jamais il n'y avait eu aussi peu de persécutions religieuses sous aucun des gouvernements qui avaient suivi la réformation. Les malheureux catholiques romains, il est vrai, étaient mis au ban de la charité chrétienne. Mais le clergé de l'Église déchue d'Angleterre pouvait célébrer son culte, à condition de s'abstenir de prêcher des sermons politiques. Les juifs même, dont le culte public avait été interdit depuis le treizième siècle, purent, malgré la jalouse opposition des marchands et le fanatisme des théologiens, bâtir une synagogue dans la capitale.

En même temps, la politique étrangère de Cromwell arrachait à ceux qui le détestaient le plus une approbation involontaire. Les Cavaliers ne pouvaient s'empêcher d'exprimer le regret qu'un homme qui avait tant fait pour grandir la réputation de son pays ne fût pas un roi légitime. Les républicains étaient forcés d'avouer que le tyran ne permettait la tyrannie qu'à lui seul, et que s'il avait confisqué les libertés de son pays, il lui avait donné la gloire en échange. Après un demi-

siècle, durant lequel l'Angleterre n'avait pas eu plus de poids dans la politique européenne que Venise ou la Saxe, elle devint tout à coup la plus formidable nation du monde, dicta les termes de la paix avec la Hollande, vengea sur les pirates barbaresques les injures communes de la chrétienté, battit les Espagnols sur terre et sur mer, s'empara d'une des plus belles Antilles et acquit sur la côte de Flandre une forteresse qui consola l'orgueil national de la perte de Calais. Elle devint la reine de l'Océan, la tête du parti protestant. Toutes les églises réformées des royaumes catholiques reconnaissent Cromwell comme leur protecteur. Les huguenots du Languedoc, les bergers qui dans les Alpes professaient un protestantisme plus ancien que celui d'Augsbourg, se sentaient à l'abri de la persécution par la seule crainte qu'inspirait son nom. Le pape lui-même fut forcée de recommander la modération et l'humanité aux princes catholiques ; car une voix qui menaçait rarement en vain avait déclaré que, si le peuple de Dieu n'était pas favorablement traité, le château Saint-Ange entendrait le bruit des canons anglais. Il n'y avait, en effet, rien de plus désirable, dans l'intérêt de Cromwell et de sa famille, qu'une guerre religieuse et générale en Europe. Une guerre religieuse l'eût créé général en chef des armées protestantes ; tous les coeurs anglais eussent été pour lui ; ses victoires eussent été célébrées avec un enthousiasme unanime, inconnu au pays depuis la défaite de l'Armada, et eussent effacé la tache qu'un crime, condamné par la grande voix de la nation, avait laissée sur sa splendide renommée. Malheureusement pour lui, il n'eut occasion de déployer ses admirables talents militaires que contre les habitants des îles Britanniques.

Tant qu'il vécut, son pouvoir se maintint, objet d'aversion, d'admiration et de crainte, de la part de ses sujets. Bien peu d'entre eux aimaient son gouvernement, mais ceux qui le haïssaien le plus le haïssaient moins qu'ils ne le craignaient. S'il eût été pire, il eût peut-être été renversé, en dépit de sa force ; s'il eût été plus faible, il eût été certainement renversé, en dépit de tous ses mérites. Mais il avait assez de modération pour s'abstenir de ces oppressions qui poussent les hommes à bout,

et il avait assez de force et d'énergie pour que des hommes poussés à bout essayassent seuls de lui résister.

On a souvent affirmé, mais, à ce qu'il semble, sans de bonnes raisons, qu'Olivier mourut en temps opportun pour sa renommée, et que si sa vie se fût prolongée, elle se serait probablement terminée dans la honte et dans les désastres. Il est constant néanmoins que, jusqu'à la fin, il fut respecté de ses soldats, obéi par la population entière des îles Britanniques ; qu'il fut, après sa mort, déposé parmi les anciens souverains d'Angleterre avec une pompe sans exemple jusqu'alors, et que son fils Richard lui succéda aussi naturellement que jamais prince de Galles succéda à un roi d'Angleterre.

Pendant cinq mois, l'administration de Richard Cromwell marcha si régulièrement et si paisiblement, que toute l'Europe crut à la stabilité de son pouvoir. Il était, en effet, dans une situation qui, sous beaucoup de rapports, était préférable à celle de son père. Il était trop jeune pour s'être fait des ennemis ; ses mains n'étaient pas teintes du sang des guerres civiles ; les Cavaliers eux-mêmes lui reconnaissaient toutes les qualités d'un honnête et aimable gentilhomme. Le parti presbytérien, puissant par le nombre et par la richesse, ennemi mortel d'Olivier Cromwell, montrait des dispositions favorables à l'égard de son fils. Tout en craignant, avec raison, la restauration de la famille exilée, ce parti avait toujours désiré le rétablissement de l'ancienne constitution sociale du royaume, mais sur des bases mieux définies, avec des garanties plus fortes pour les libertés publiques. Richard était l'homme qui convenait aux politiques de cette espèce. Son humanité, sa modestie, son caractère, la médiocrité de ses talents, la docilité avec laquelle il se soumettait à la direction de plus habiles que lui, le rendaient admirablement propre au rôle de chef d'une monarchie tempérée.

Il parut un moment très-probable qu'il parviendrait, sous la direction de conseillers habiles, à réaliser ce que son père avait essayé en vain. Un Parlement fut convoqué d'après l'ancien système ; les petits bourgs, qui avaient été récemment privés de leur franchise, regagnèrent leurs priviléges perdus ; Man-

chester, Leeds et Halifax cessèrent de nommer des députés, et le comté d'York fut de nouveau réduit à deux représentants. Il semble vraiment extraordinaire à une génération qui a été excitée, pour ainsi dire, jusqu'à la folie par les questions de réforme parlementaire, que de grandes villes et de grands comtés se soient soumis à ce changement avec patience et même avec satisfaction. Mais bien que les hommes réfléchis pussent voir, même alors, les vices de l'ancien système représentatif, et prévoir les fâcheuses conséquences que tôt ou tard ils produiraient, ces conséquences ne s'étaient pas encore fait sérieusement sentir. D'un autre côté, le système représentatif d'Olivier Cromwell, quoique basé sur les principes les plus sages, n'était pas populaire. Les événements qui lui avaient donné naissance et les effets qu'il avait produits ne disposaient pas en sa faveur : il était né de la violence militaire, il n'avait produit que de vaines discussions. La nation entière était fatiguée du gouvernement de l'épée et voulait le gouvernement de la loi. Aussi, le rétablissement même d'anomalies et d'abus, s'ils étaient strictement conformes à la loi et qu'ils eussent été détruits par la toute-puissance du glaive, était-il généralement accepté avec satisfaction.

Dans la Chambre des communes il y avait une forte opposition, composée en partie de francs républicains, en partie de royalistes dissimulant leurs opinions ; mais une large et inébranlable majorité paraissait favorable au projet de faire revivre l'ancienne constitution sous une dynastie nouvelle. Richard fut donc solennellement reconnu comme premier magistrat de l'État ; les Communes consentirent, non-seulement à travailler de concert avec les Lords nommés par Olivier Cromwell, mais passèrent un acte reconnaissant à ceux qui, dans les derniers troubles, s'étaient mis du côté des libertés publiques, le droit de siéger sans nouvelle nomination.

Jusque-là les hommes d'État qui conseillaient Richard eurent plein succès. Presque toutes les branches du gouvernement se trouvaient constituées comme elles l'étaient au commencement de la guerre civile. Si le Protecteur et le Parlement eussent pu marcher ainsi sans entraves, il est peu douteux

qu'un ordre de choses semblable à celui qui fut plus tard établi sous la dynastie de Hanovre eût été établi sous la dynastie de Cromwell. Mais il existait dans l'État un autre pouvoir capable de lutter contre le Protecteur et le Parlement réunis. Richard n'avait d'autre autorité sur les soldats que celle qui dérivait du grand nom dont il avait hérité ; il ne les avait jamais conduits à la victoire, il n'avait jamais même porté les armes ; ses habitudes et ses goûts étaient tout pacifiques. Les saints militaires de l'armée n'approuvaient pas non plus ses sentiments religieux. Bien mieux que de longs sermons et de profonds soupirs, son humilité et sa douceur au sommet des grandeurs humaines, sa sereine résignation au milieu de cruels et injustes malheurs, montrèrent au monde ses excellentes qualités ; mais il ne dissimula pas assez son dégoût pour le jargon religieux, habituel alors à tous les soldats. Les officiers qui avaient le plus d'influence sur les troupes stationnées aux environs de Londres n'étaient pas de ses amis ; c'étaient des hommes distingués par leur valeur et leurs services sur les champs de bataille, mais dépourvus de cette sagesse, de ce courage civil, qui se montraient avec tant d'éclat dans leur ancien chef. Quelques-uns d'entre eux étaient d'honnêtes mais fanatiques Indépendants et Républicains : de ce nombre était Fleetwood, qui marchait à leur tête. D'autres étaient impatients de jouer le rôle de Cromwell : son élévation rapide, sa prospérité et sa gloire, son inauguration dans la salle de Westminster, ses somptueuses obsèques dans l'abbaye, avaient enflammé leur imagination ; ils étaient aussi bien nés que lui, aussi bien élevés, et ne comprenaient pas pourquoi ils ne seraient pas dignes, eux aussi, de revêtir la pourpre et de porter le glaive de l'État. Ils poursuivaient l'objet de leur extravagante ambition, non pas comme lui, avec patience, vigilance, sagacité et détermination, mais avec l'impatience et l'irrésolution qui caractérisent la médiocrité ambitieuse : Lambert était le plus remarquable de ces pâles copies d'un sublime original.

Le jour même de l'avénement de Richard, ces généraux commencèrent à conspirer contre leur nouveau maître. La bonne intelligence qui existait entre le Parlement et lui hâta le mo-

ment de la crise. Le ressentiment et l'alarme se répandirent dans le camp. Le sentiment religieux et militaire fut profondément blessé. Il sembla que les Presbytériens allaient dominer les Indépendants, et que les hommes d'épée seraient soumis aux hommes de robe. Une coalition se forma enfin entre les militaires mécontents et la minorité de la Chambre des communes. Richard eût-il hérité du profond jugement et du courage de fer de son père, il est douteux qu'il eût pu triompher d'une semblable coalition; mais il est certain que sa débonnaire simplicité ne convenait pas aux circonstances. Il tomba donc sans résistance et sans gloire. L'armée s'en servit comme d'un instrument pour dissoudre le Parlement, et le mit dédaigneusement de côté; puis elle récompensa ses alliés de la Chambre des communes en déclarant que l'expulsion du Parlement Croupion avait été illégale, et en invitant cette assemblée à reprendre ses fonctions. L'ancien président et un nombre suffisant des anciens membres se réunirent, et furent proclamés le premier pouvoir de l'État, au milieu de la dérision et de l'exécration générales à peine déguisées. Il fut aussi expressément déclaré qu'il n'y aurait plus ni Chambre des lords, ni premier magistrat.

Un tel état de choses ne pouvait durer. Le jour même où renaissait le Long-Parlement renaissaient aussi ses querelles avec l'armée. Il oublia encore qu'il lui devait son existence, et recommença à la traiter en vassale; celle-ci, à son tour, vint de nouveau fermer violemment les portes de la Chambre des communes, et un gouvernement provisoire, nommé par les officiers, prit la direction des affaires.

Ce furent ces circonstances critiques et l'appréhension de malheurs prochains plus grands encore qui produisirent enfin l'alliance des Cavaliers et des Presbytériens. Même avant la mort de Charles I<sup>er</sup>, quelques-uns de ceux-ci n'étaient pas éloignés d'une semblable alliance; mais ce ne fut qu'après la chute de Richard Cromwell que tout le parti se prit à désirer ardemment la restauration de la maison royale. On ne pouvait plus raisonnablement espérer le rétablissement de l'ancienne constitution sous une nouvelle dynastie. Il fallait choisir entre les

Stuarts ou l'armée. La famille royale avait commis de grandes fautes, mais elle les avait cruellement expiées, et l'on pouvait espérer qu'elle aurait appris quelque chose à l'école salutaire de l'adversité. Il était probable que le sort de Charles I<sup>er</sup> serait pour son fils un utile enseignement. Mais, de toute manière, les dangers qui menaçaient la nation étaient tels, qu'on pouvait bien faire quelques concessions d'opinion et courir quelques risques. L'Angleterre semblait destinée à tomber sous le plus odieux et le plus méprisable des gouvernements, sous un gouvernement qui réunirait les maux du despotisme et les horreurs de l'anarchie. Tout était préférable au joug d'une série de tyrans incapables, élevés au pouvoir, comme les deys de Barbarie, par de continues révoltes militaires. Lambert pouvait être le premier de ces despotes, mais avant un an il lui faudrait faire place à Desborough, et Desborough à Harrison. Chaque fois que le bâton du commandement passerait d'une main débile dans une autre, la nation serait rançonnée pour dispenser de nouvelles largesses aux troupes. Si les Presbytériens restaient obstinément séparés des royalistes, l'État était perdu; il n'était pas même certain qu'il pût être sauvé par leurs efforts réunis, car l'effroi qu'inspirait cette armée invincible pesait sur tous, et les Cavaliers, sachant par l'expérience de tant de batailles perdues combien le nombre est impuissant contre la discipline, étaient encore plus complètement abattus que les Têtes rondes.

Tant que l'armée resta unie, les soulèvements et les complots des mécontents restèrent sans effet. Mais quelques jours après la seconde expulsion du Long-Parlement, une nouvelle se répandit qui réjouit tous les cœurs dévoués, soit à la monarchie, soit à la liberté. Cette force immense, qui, durant tant d'années, avait agi comme un seul homme et s'était ainsi rendue irrésistible, était enfin divisée. L'armée d'Écosse avait rendu de grands services à la république; elle était en brillant état; elle n'avait pris aucune part aux récentes révoltes, et les avait vues avec toute l'indignation qu'avaient dû éprouver jadis les légions romaines, établies sur les bords du Danube et de l'Euphrate, quand elles apprirent que l'empire avait été mis à l'enchère

par les gardes prétoriennes. Elle trouva intolérable que quelques régiments, uniquement parce qu'ils étaient cantonnés dans les environs de Westminster, s'arrogasent le droit de faire et de défaire plusieurs gouvernements dans l'espace de six mois. Et, s'il était convenable que le gouvernement fût réglé par les soldats, ceux qui maintenaient la puissance du nom anglais au nord du Tweed ne devaient-ils pas avoir leur voix aussi bien que ceux qui gardaient la Tour de Londres ? Il semble qu'il y ait eu beaucoup moins de fanatisme parmi les troupes stationnées en Écosse que dans le reste de l'armée, et George Monk, qui les commandait, était bien loin d'être un fanatic. Il avait, au commencement de la guerre civile, porté les armes en faveur du roi ; fait prisonnier par les Têtes rondes, il avait accepté une commission du Parlement, et, sans la moindre prétention à la sainteté, il s'était élevé aux plus hauts commandements par son courage et ses talents militaires. Il avait utilement servi les deux Protecteurs ; il avait tacitement reconnu la révolution militaire de Westminster qui avait renversé Richard Cromwell et rétabli le Long-Parlement ; il eût probablement reconnu la seconde expulsion de ce même Parlement, si le gouvernement provisoire se fût abstenu de lui donner des motifs de mécontentement et de crainte. Car il était d'une nature circonspecte et indolente, et peu disposé à hasarder des avantages modestes, mais sûrs, contre la possibilité d'obtenir le plus brillant succès. La crainte d'être inquiété par les nouveaux chefs de l'État, s'il se soumettait à eux, paraît l'avoir plus activement poussé à les attaquer, que l'espoir de s'élever à leur place s'il parvenait à les renverser. Quels que fussent ses motifs, il se déclara le champion du pouvoir civil opprimé, refusa de reconnaître l'autorité usurpée du gouvernement provisoire, et marcha vers l'Angleterre à la tête de sept mille vieux soldats.

Ce fut le signal d'une explosion générale : on refusa de payer les taxes ; les ouvriers de la Cité s'assemblèrent par milliers et demandèrent à hauts cris un Parlement libre ; la flotte remonta la Tamise en se déclarant contre la tyrannie des soldats. Ceux-ci, délivrés du contrôle d'un esprit supérieur, se divisèrent en factions ; chaque régiment, craignant de rester seul en butte

aux vengeances de la nation opprimée, se hâtait de faire sa soumission séparée. Lambert, qui s'était précipité vers le nord à la rencontre de l'armée d'Écosse, fut abandonné par ses troupes et fait prisonnier. Pendant treize années le pouvoir civil avait été obligé, dans tous les conflits, de céder au pouvoir militaire, le pouvoir militaire s'humiliait maintenant devant le pouvoir civil. Le Parlement-Croupion, généralement haï et méprisé, mais néanmoins le seul corps politique dans le pays qui eût une apparence d'autorité légale, revint à Westminster, d'où il avait été deux fois ignominieusement chassé.

Cependant Monk avançait toujours vers Londres. Partout où il passait, la bourgeoisie se précipitait au-devant de lui et le suppliait d'user de son pouvoir pour rétablir la paix dans la nation déchirée par les factions. Le général, homme froid, silencieux, sans passion pour telle religion ou telle politique, se tenait dans une réserve impénétrable. Quels étaient alors ses projets ? Avait-il même des projets bien arrêtés ? Il est permis d'en douter. Son but apparent était de se tenir, autant que possible, libre de choisir entre plusieurs lignes de conduite. C'est là, du reste, la tactique habituelle aux hommes plus distingués par leur prudence que par leur clairvoyance. Il ne prit probablement son parti qu'après avoir été quelques jours à Londres. Le cri universel du peuple était pour un Parlement libre, et il n'était pas douteux qu'un Parlement libre rappellerait aussitôt la famille exilée. Le Croupion et les soldats étaient encore hostiles, il est vrai, à la famille de Stuart ; mais l'un et l'autre étaient universellement détestés et méprisés. Le pouvoir des soldats était encore formidable ; mais les discordes intérieures l'avaient bien affaibli ; il n'avait plus de chef. Dans différentes localités, ils en étaient venus aux mains les uns contre les autres. La veille même de l'entrée de Monk à Londres, la cavalerie et l'infanterie s'étaient battues dans le Strand. L'union d'une armée avait longtemps dominé la nation divisée ; maintenant la nation était unie, l'armée seule était divisée.

Pendant quelque temps, la dissimulation ou l'irrésolution de Monk tint tous les partis dans une pénible incertitude ; à la fin, il rompit le silence en se déclarant pour un Parlement libre.

Aussitôt que sa résolution fut connue, la nation entière devint folle de joie: partout où il se montrait, la multitude l'entourait et bénissait son nom; les cloches de toute l'Angleterre carillonnèrent joyeusement; l'*ale* coula dans les rues, et, plusieurs nuits de suite, Londres fut éclairée, à cinq milles à la ronde, par des feux de joie. Les membres presbytériens de la Chambre des communes, qui en avaient été jadis chassés par la force des armes, revinrent prendre leurs sièges et furent salués par les acclamations de la multitude qui remplissait la salle de Westminster et la cour du palais. Les chefs des Indépendants, à peine en sûreté dans leurs maisons, n'osèrent plus se montrer dans les rues. On prit des mesures temporaires de gouvernement, et des ordres furent expédiés pour une élection générale. Enfin, le mémorable Parlement qui, pendant vingt années d'agitation, avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, qui avait triomphé de son souverain, qui avait été asservi par ses serviteurs, qui avait été deux fois chassé et deux fois restauré, décréta solennellement sa propre dissolution.

Le résultat des élections répondit à ce que l'on pouvait attendre des sentiments de la nation. La nouvelle Chambre des communes fut, à peu d'exceptions près, composée d'hommes dévoués à la famille royale; les Presbytériens y étaient en majorité.

Il était à peu près certain dès lors qu'il y aurait une restauration; mais on pouvait encore craindre qu'elle ne fût pas pacifique. L'humeur des soldats était sombre et farouche. Le titre de roi leur était odieux; le nom même des Stuarts excitait leur haine; ils détestaient le presbytérianisme, abhorraient l'épiscopat. Voyant approcher avec une amère indignation la fin de leur longue domination et le commencement d'une vie de misère et de labeurs sans gloire, ils attribuaient leur infortune à la faiblesse de quelques généraux, à la trahison de quelques autres. Une heure de leur cher Olivier eût pu encore ramener une gloire évanouie. Désunis, trahis, laissés sans chef qui possédât leur confiance, ils étaient néanmoins encore à craindre. Ce n'était pas peu que d'affronter la rage et le désespoir de cinquante mille hommes qui n'avaient jamais tourné le dos à l'ennemi. Monk et ses alliés politiques savaient bien

que la crise serait des plus périlleuses. Tout en prenant de vigoureuses mesures en cas de conflit, ils employèrent un art infini à semer la division dans les rangs de l'armée. L'armée d'Écosse, alors en garnison à Londres, était entretenue dans de favorables dispositions, à l'aide de louanges, de promesses et de présents. Les riches habitants de Londres ne refusaient rien aux soldats; leur meilleur vin était libéralement distribué, et l'on rencontrait bon nombre de ces pieux guerriers dans un état qui faisait peu d'honneur à leur caractère religieux et militaire. Monk se hasarda à licencier quelques régiments réfractaires, pendant que le gouvernement provisoire faisait tous ses efforts, avec l'aide de la bourgeoisie et des magistrats, pour organiser la milice. Dans chaque comté elle fut bientôt prête à marcher. Cette force s'élevait au moins à cent vingt mille hommes. Vingt mille citoyens, armés et équipés, furent passés en revue à Londres, dans Hyde-Park, et firent éclater un enthousiasme qui justifiait l'espoir qu'en cas de besoin ils défendraient vigoureusement leurs boutiques et leurs foyers. La flotte entière était avec la nation. Ce fut un temps d'émotions, d'anxiétés, et cependant d'espérance. On pensait généralement que l'Angleterre serait délivrée, mais non sans un combat sanglant et désespéré, et que ceux qui avaient si longtemps dominé par le glaive périraient par le glaive.

Heureusement les dangers d'un conflit furent détournés. Il y eut cependant un moment extrêmement périlleux : Lambert s'échappa de prison et appela ses camarades aux armes. La flamme de la guerre civile fut un instant rallumée; mais de prompts et vigoureux efforts l'éteignirent avant qu'elle eût le temps de se propager, et le malheureux imitateur de Cromwell fut de nouveau fait prisonnier. L'insuccès de cette entreprise abattit le courage des soldats, et ils se soumirent tristement à leur sort.

Le nouveau Parlement, ou plutôt la Convention, car la convocation eut lieu sans lettres royales, se réunit à Westminster, et les Lords rentrèrent dans la salle, d'où ils avaient été exclus par la force pendant plus de onze années. Les deux Chambres invitèrent aussitôt le roi à rentrer dans son royaume. Il fut proclamé avec une pompe inusitée. Une brillante flotte alla le

chercher en Hollande et le débarqua sur la côte du comté de Kent, en présence de milliers de spectateurs qui couvraient les dunes de Douvres, et versaient des larmes de joie. Son voyage à Londres fut un triomphe continu; depuis Rochester, la route était bordée de baraques et de tentes, et semblait une interminable foire; partout des bannières étaient déployées, partout le son des cloches et de la musique éclatait, partout le vin et l'ale ruisselaient à la santé de celui dont le retour ramenait le règne de la paix, de la loi et de la liberté. Mais, au milieu de la joie générale, un point sombre présentait un aspect menaçant. L'armée avait été réunie à Blackheath, pour saluer le souverain; il eut beau sourire, s'incliner, tendre sa main à baiser aux colonels et aux majors, ses avances furent vaines. La contenance des soldats était triste et menaçante, et s'ils eussent donné un libre essor à leurs sentiments, la pompe joyeuse, à laquelle ils contribuaient à regret, eût eu un lugubre et sanglant dénouement. Mais il n'y avait aucune union entre eux; la discorde et la défection les avaient laissés sans confiance dans leurs chefs, sans confiance en eux-mêmes; toute la milice de la Cité était sous les armes; de nombreuses compagnies, commandées par des gentilshommes et des nobles dévoués, s'étaient rendues à Londres des différentes parties du royaume, pour acclamer le roi; le grand jour se termina en paix, et l'exilé rappelé put reposer en sûreté dans le palais de ses ancêtres.

---

## CHAPITRE II

L'histoire d'Angleterre, pendant le dix-septième siècle, est l'histoire de la transformation d'une monarchie tempérée, constituée d'après les idées du moyen âge, en une monarchie tempérée aussi, mais adaptée à un état social plus avancé, dont

les charges publiques ne peuvent plus être supportées par les revenus de la couronne, et dont la défense ne peut plus être confiée avec sécurité à une milice féodale. Nous avons vu que les hommes politiques qui se trouvaient à la tête du Long-Parlement, en 1642, firent de grands efforts pour accomplir ce changement, en transférant directement et absolument aux états du royaume le droit de choisir les ministres, de commander des armées et de surveiller l'administration exécutive. Ce plan était peut-être le meilleur que l'on pût trouver alors, mais il fut contrarié par la direction que prit la guerre civile. Le Parlement eut le dessus, il est vrai, mais il n'eut le dessus qu'après une lutte qui donna naissance à un pouvoir sur lequel son contrôle était nul, et qui commença bientôt à dominer tous les ordres et tous les partis. Pendant un temps, les malheurs inséparables d'un gouvernement militaire furent adoucis par la sagesse et la magnanimité du grand homme qui occupait le rang suprême, mais quand ce glaive dont il s'était servi avec énergie sans doute, mais avec une énergie que guidait toujours le bon sens, que tempérait généralement une bonne nature, eut passé de ses mains dans celles de capitaines sans habileté comme sans courage, alors il parut probable que l'ordre et la liberté ne tarderaient pas à périr dans une ruine honteuse.

Cette ruine fut heureusement évitée. Les écrivains zélés pour la liberté se sont, en général, trop laissés aller à représenter la Restauration comme un événement funeste, et à condamner la folie ou la bassesse de la Convention qui rappela la royauté sans en exiger de nouvelles garanties. Ceux qui tiennent ce langage ne comprennent pas la nature réelle de la crise qui suivit la déposition de Richard Cromwell. L'Angleterre était en danger imminent de tomber sous le joug de petits tyrans, tour à tour élevés et abattus par le caprice militaire. Délivrer le pays de la domination du soldat devint donc le but principal de tout patriote éclairé; mais les plus entreprenants ne pouvaient guère espérer le succès tant que l'armée resterait unie. Tout à coup, un rayon d'espoir vint à poindre : les généraux étaient en rivalité, l'armée était divisée. Les destinées futures de la nation dépendaient du parti qu'on tirerait de ce moment op-

portun. Nos ancêtres ne négligèrent pas l'occasion. Oubliant de vieilles offenses, mettant de côté de petits scrupules, ils ajournèrent à un moment plus convenable toute discussion sur les réformes que pouvaient demander nos institutions ; et tous, Cavaliers, Têtes rondes, Épiscopaux et Presbytériens, ne faisant plus qu'un, défendirent les vieilles lois du pays contre le despotisme militaire. On pouvait bien remettre à équilibrer exactement les pouvoirs entre le roi, les lords, les communes, jusqu'à ce qu'il fût décidé si l'Angleterre serait gouvernée par un roi, des lords et des communes, ou par des cuirassiers et des hallebardiers. Si les hommes d'État de la Convention avaient agi différemment, s'ils avaient discuté en détail les principes du gouvernement, s'ils avaient formulé et envoyé à Charles une nouvelle constitution, si des conférences avaient été ouvertes et que des courriers eussent pendant des semaines passé et repassé de la Hollande à Westminster avec des projets et des contre-projets, des dépêches de Hyde et des répliques de Prynne, cette coalition, d'où dépendait la sûreté publique, se serait dissoute ; les royalistes et les Presbytériens se seraient certainement querellés ; les factions militaires se fussent peut-être réconciliées, et les amis imprudents de la liberté auraient pu regretter pendant de longues années, sous un joug pire que celui du pire des Stuarts, l'heureuse occasion qu'ils avaient laissé échapper.

L'ancien système de gouvernement fut donc rétabli du consentement des deux grands partis de la nation. Il fut rétabli exactement comme il était, dix-huit ans auparavant, quand Charles I<sup>er</sup> quitta sa capitale. Tous les actes du Long-Parlement qui avaient reçu la sanction royale furent maintenus. Une nouvelle concession, une concession qui intéressait même plus les Cavaliers que les Têtes rondes, fut aisément obtenue du roi. Les fiefs militaires avaient été originellement créés comme moyen de défense nationale ; mais dans la suite des temps, tout ce que cette institution pouvait avoir d'utile avait disparu, et il n'en restait plus que de vexatoires formalités. Un propriétaire, qui tenait sa propriété sous condition de service militaire à la couronne (et la plus grande partie du sol anglais était dans

ces conditions) devait payer une forte somme en entrant en possession ; il ne pouvait aliéner un arpent de ses domaines sans acheter une licence ; quand il mourait, si son héritier était mineur, le souverain en devenait le tuteur naturel, et avait droit, non-seulement à une grande partie des revenus pendant sa minorité, mais pouvait exiger encore, sous peine de fortes amendes, que son pupille épousât, selon la volonté royale, une personne de son rang. Le principal appât qui attirait à la cour un sycophante besoigneux était l'espoir d'obtenir, en récompense de sa servilité et de ses flatteries, une lettre royale pour une riche héritière. Ces abus étaient tombés avec la monarchie ; tout gentilhomme propriétaire désirait ardemment ne pas les voir renaître avec elle ; ils furent donc abolis par statut, et il ne resta plus vestige des anciens services féodaux, si ce n'est certaines fonctions honorifiques que remplissent encore, au couronnement des souverains, quelques propriétaires de fiefs.

Il fallut aussi licencier l'armée. Cinquante mille hommes, accoutumés au métier des armes, furent tout à coup jetés sur le pavé. L'expérience devait faire craindre que ce changement subit ne produisît de grandes misères et de grands crimes ; on devait s'attendre à voir bientôt ces vétérans licenciés, mendiant dans les rues, ou poussés peut-être par la faim au pillage ; il n'en fut rien. Quelques mois après, il ne restait aucune trace indiquant que l'armée la plus formidable du monde venait d'être absorbée par la masse de la population. Les royalistes eux-mêmes étaient forcés d'avouer que ces vieux soldats prospéraient plus que les autres dans toutes les industries honnêtes, que pas un ne fut accusé de vol ou de brigandage, que pas un n'eut recours à la charité publique, et que si un maçon, un boulanger, un charretier, se distinguait par son assiduité au travail et par sa sobriété, il y avait à parier que c'était un des vieux soldats de Cromwell.

La tyrannie militaire avait cessé ; mais elle avait laissé de pénibles et profondes traces dans l'esprit public. Le nom seul d'armée permanente fut longtemps en horreur ; et ce qu'il y a de remarquable, c'est que ce sentiment était encore plus fort

chez les Cavaliers que chez les Têtes rondes. Il est heureux pour notre pays que lorsqu'il fut, pour la première et dernière fois, soumis au pouvoir de l'épée, cette épée ne fût pas dans les mains d'un prince légitime, mais dans celles de rebelles qui tuèrent le roi et renversèrent l'Église. L'Angleterre aurait eu bien peu d'espoir de recouvrer ses libertés si une armée comme celle de Cromwell eût été commandée par un prince ayant un titre aussi légitime que celui de Charles. Heureusement, le seul instrument qui put restaurer une monarchie absolue devint un objet de dégoût et d'horreur, même au parti monarchique, et fut pendant longtemps associé, dans l'imagination des royalistes et des Épiscopaux, avec le régicide et le prêche en plein vent. Plus d'un siècle après la mort de Cromwell, les Tories se récriaient encore à chaque augmentation de l'armée régulière, et exaltaient les avantages d'une milice nationale. Même en 1786, un ministre, qui avait toute leur confiance, ne put surmonter leur opposition au projet de fortifier la côte ; et ils ne se résignèrent à l'idée d'une armée permanente que lorsque la révolution française eut donné une autre direction à leurs craintes.

La coalition qui parvint à rappeler le roi ne dura pas plus que le danger qui l'avait fait naître, et deux partis hostiles se trouvèrent bientôt en présence. Tous les deux, à la vérité, étaient d'accord sur la convenance qu'il y aurait à punir quelques malheureux, objets alors d'une haine presque universelle. Cromwell n'était plus, et il fallait bien que ceux qui avaient fui devant lui se contentassent de déterrer, de pendre, de couper en quartiers, de jeter aux flammes les restes du plus grand prince qui ait jamais régné en Angleterre ; ils assouviront encore leur vengeance sur quelques chefs du parti républicain ; les victimes furent rares, mais cependant trop nombreuses. Mais bientôt les vainqueurs, rassasiés du sang des régicides, se tournèrent les uns contre les autres. Les Têtes rondes, tout en admettant les qualités de Charles I<sup>r</sup>, et tout en condamnant la sentence portée contre lui par un tribunal illégal, maintenaient cependant que son administration avait été, sous beaucoup de rapports, inconstitutionnelle, et que c'était

dans un but louable et par des raisons fondées, que le Parlement avait pris les armes. La monarchie, selon eux, n'avait pas de pire ennemi que les flatteurs qui, mettant le privilége au-dessus de la loi, condamnaient toute opposition aux empiétements de la royauté, et stigmatisaient du nom de traître, non-seulement Cromwell et Harrison, mais Pym et Hampden. Si le roi, disaient-ils, voulait un règne tranquille et prospère, il devait se confier à ceux qui, bien qu'ils eussent tiré l'épée pour la défense des priviléges parlementaires envahis, n'avaient pas hésité à s'exposer à la rage des soldats, dans l'espoir de sauver son père, et avaient le plus contribué au rappel de la famille royale.

Les Cavaliers pensaient tout différemment. Ils étaient restés fidèles à la couronne pendant dix-huit ans de vicissitudes : devaient-ils, après avoir partagé les malheurs de leur prince, ne pas avoir leur part de son triomphe ? Ne devait-il y avoir aucune distinction entre eux et le sujet déloyal qui avait pris les armes contre son légitime souverain, qui avait reconnu Richard Cromwell, et qui n'avait travaillé à la restauration des Stuarts que lorsqu'il avait reconnu qu'elle seule pouvait sauver la nation de la tyrannie de l'armée ? En admettant que par ses récents services il eût mérité son pardon, les services rendus à la onzième heure devaient-ils être mis en comparaison avec les travaux et les souffrances de ceux qui avaient supporté le poids et la chaleur du jour ? Devait-on le faire marcher de pair avec des hommes qui, non-seulement n'avaient pas besoin de la clémence royale, mais avaient, au contraire, chaque jour de leur vie, acquis des droits à la reconnaissance de leur souverain ? Et surtout, devait-il conserver une fortune formée de la dépouille des défenseurs du trône ? N'était-ce pas assez que sa tête et sa fortune patrimoniale, cent fois dévolues à la justice, fussent en sûreté, et qu'il pût jouir en paix, avec le reste de la nation, des biensfaits du gouvernement paternel dont il avait été si longtemps l'ennemi ? Fallait-il qu'il fût récompensé de sa trahison aux dépens d'hommes dont tout le crime consistait dans leur fidélité à leur serment d'allégeance ? Et quel avantage trouvait le roi à gorger ses anciens ennemis

des dépouilles de ses anciens amis ? Quelle confiance pouvait-on avoir en des hommes qui avaient résisté à leur souverain, lui avaient déclaré la guerre, l'avaient fait prisonnier, et qui aujourd'hui même, au lieu de courber la tête de honte et de repentir, se vantaient de ce qu'ils avaient fait, et semblaient croire qu'ils avaient donné une grande preuve de leur dévouement en s'arrêtant au seuil du régicide ? Il était vrai qu'ils avaient aidé à rétablir le trône, mais il était vrai aussi que les principes qu'ils professaient pourraient bien les pousser à le renverser de nouveau. Sans doute il était convenable que quelques marques d'approbation royale fussent accordées à certains convertis qui avaient rendu d'éminents services ; mais la politique, aussi bien que la justice et la reconnaissance, faisait un devoir au roi de donner la plus haute place dans son estime à ceux qui, du commencement à la fin, pendant la bonne et la mauvaise fortune, avaient toujours été les défenseurs de sa famille. Par toutes ces raisons, les Cavaliers demandaient à être indemnisés de tout ce qu'ils avaient souffert, et réclamaient la préférence dans la distribution des faveurs de la couronne. Quelques membres violents du parti allèrent même plus loin, et demandèrent de larges catégories de proscription.

Ces haines politiques étaient comme toujours envenimées par les haines religieuses. Le roi avait trouvé l'Église dans une singulière situation : peu de temps avant le commencement de la guerre civile, son père avait sanctionné, quoiqu'à regret, un acte vigoureusement soutenu par Falkland, et qui privait les évêques de leur siège dans la Chambre des lords ; mais aucune loi n'avait aboli l'épiscopat et l'ancienne liturgie. Le Long-Parlement, cependant, avait rendu différentes ordonnances, qui avaient fait une révolution complète dans le gouvernement de l'Église et dans le culte public. Les principes du nouveau système n'étaient guère moins érastiens que les principes de celui qu'il remplaçait. Les Chambres, guidées par les conseils de l'éminent Selden, avaient voulu surtout que le pouvoir spirituel fût toujours subordonné au pouvoir temporel : elles avaient refusé de déclarer qu'aucune organisation ecclésiastique fût d'origine divine. Elles avaient décidé qu'on pourrait appeler

en dernier ressort, au Parlement, des décisions des cours ecclésiastiques. Avec cette importante restriction, on avait résolu d'établir en Angleterre une hiérarchie qui avait beaucoup d'analogie avec la hiérarchie actuelle d'Écosse. L'autorité de conseils régulièrement échelonnés avait remplacé l'autorité des évêques et des archevêques, et l'office presbytérian s'était substitué à la liturgie épiscopale. Mais ces règlements étaient à peine rédigés quand les Indépendants acquirent une influence suprême dans l'État. Ceux-ci n'avaient aucune envie de faire exécuter des dispositions réglementaires touchant les synodes classiques, provinciaux et nationaux ; elles ne furent donc jamais complètement appliquées. Les comtés de Middlesex et de Lancastre furent les seuls où elles furent strictement exécutées ; dans les cinquante autres comtés, aucune paroisse n'avait, pour ainsi dire, de rapport avec ses voisines. Dans quelques districts cependant, les ministres formèrent des associations volontaires pour s'aider mutuellement de leurs conseils, mais ces associations n'avaient aucun pouvoir coercitif. Sans l'intervention arbitraire d'Olivier Cromwell, les collateurs de bénéfices, délivrés du contrôle de l'évêque et de la surveillance du conseil de fabrique, eussent pu confier la charge des âmes aux plus profonds scélérats. Cromwell, de son autorité privée, nomma une commission, dite Commission d'examen ; la plupart des membres étaient des docteurs indépendants, mais quelques ministres presbytériens et quelques laïques y furent aussi admis. Un certificat, délivré par cette Commission, servait à la fois de présentation et d'investiture ; et sans ce certificat personne ne pouvait jouir d'un bénéfice. Ce fut, sans contredit, un des actes les plus despotiques que se soit jamais permis un monarque anglais ; cependant, comme on sentait bien que, sans une telle précaution, le pays serait couvert d'une nuée d'ignorants et d'intrigants qui porteraient le nom et recevraient le salaire de ministre, quelques personnes fort respectables avouaient, quoique opposées aux idées de Cromwell, qu'en cette occasion il avait été un bienfaiteur public. Les candidats admis par la commission prenaient possession de leur paroisse, cultivaient les terres ecclésiastiques, levaient la dîme, priaient sans livre

et sans surplis, et administraient la communion aux fidèles assis à de longues tables.

Ainsi, le gouvernement ecclésiastique du royaume se trouvait dans une confusion inextricable. Le système épiscopal était la forme prescrite par les anciennes lois du pays, lois non abrogées encore ; le système presbytérien était la forme prescrite par les ordonnances du Parlement ; mais ni la loi ancienne, ni les ordonnances récentes, n'étaient, de fait, en vigueur. On ne peut définir l'Église à cette époque que comme un corps irrégulier, composé de quelques paroisses et d'un grand nombre de congrégations indépendantes que l'autorité seule du gouvernement pouvait dominer et maintenir réunies. Dans le parti qui avait le plus contribué au retour du roi il y avait des partisans zélés des synodes et du presbytérianisme, il y avait aussi des hommes disposés à terminer, par un compromis, les dissensions qui avaient si longtemps agité l'Angleterre. Entre les sectateurs fanatiques de Laud et les sectateurs fanatiques de Calvin, il ne pouvait y avoir ni paix, ni trêve ; mais il ne paraissait pas impossible d'effectuer une réconciliation entre les épiscopaux modérés de l'école d'Usher et les presbytériens modérés de l'école de Baxter. Les épiscopaux modérés admettaient qu'un évêque pût légalement être assisté d'un conseil ; les presbytériens modérés ne niaient pas que chaque assemblée provinciale ne pût légalement avoir un président permanent, et que ce président pût légalement s'appeler évêque. On pouvait faire une liturgie nouvelle qui admettrait les prières improvisées ; un service baptismal dans lequel le signe de croix serait facultatif ; un service de communion pendant lequel les fidèles pourraient rester assis, si leur conscience leur interdisait de s'agenouiller ; mais un semblable compromis révoltait les Cavaliers. Les membres consciencieux de ce parti étaient attachés de cœur au culte de cette Église qui avait eu toute l'affection de leur roi martyr, qui les avait consolés dans leurs défaites et dans leur adversité, et dont les prières, si souvent murmurées à demi-voix dans le secret de la famille, à une époque d'épreuves, conservaient encore tant de charmes pour eux, qu'il leur répugnait d'en sacrifier un seul verset. D'autres royalistes, qui

n'avaient aucune prétention à la piété, aimait l'église épiscopale parce qu'elle était l'ennemie de leurs ennemis. Leur attachement à de certaines prières et à de certaines cérémonies ne se mesurait pas sur les consolations qu'ils en recevaient, mais sur le dépit qu'elles inspiraient aux Têtes rondes, et, bien loin de se sentir disposés à acheter l'union par des concessions, ils ne voulaient pas de concessions, principalement parce qu'elles pouvaient amener l'union.

De tels sentiments, quoique blâmables, étaient naturels, et n'étaient pas sans excuse. A l'époque de leur puissance, les Puritains s'étaient sans aucun doute permis de cruelles provocations. Ils auraient dû cependant apprendre par leur propre mécontentement, par leur propre opposition, par leur propre victoire, par la chute même de cette orgueilleuse hiérarchie dont ils avaient subi la lourde tyrannie, qu'en Angleterre, au dix-septième siècle, le pouvoir d'une magistrature civile était impuissant à dresser la conscience humaine selon un système uniforme de théologie. Ils se montrèrent cependant aussi tracassiers et aussi intolérants que Laud le fut jamais. Ils interdirent, sous peine de fortes amendes, l'usage du livre de Communes Prières, non-seulement dans les églises, mais encore dans l'intérieur des familles. C'était un crime pour un enfant de lire au pied du lit d'un père malade ces belles prières qui avaient adouci les souffrances de quarante générations de chrétiens. Des peines sévères étaient appliquées à ceux qui osaient blâmer le culte des calvinistes. De respectables ecclésiastiques étaient non-seulement dépossédés par milliers de leurs bénéfices, mais souvent encore exposés aux outrages d'une multitude fanatique. Des églises, des tombeaux, des chefs-d'œuvre de l'art, de curieux restes d'antiquité étaient brutalement dégradés. Le Parlement décida que tous les tableaux des collections royales qui contenaient l'image de Jésus et de la vierge Marie, seraient brûlés; la sculpture ne fut pas plus épargnée: les Nymphes et les Grâces, œuvres du ciseau ionien, furent livrées à des maçons puritains pour recevoir de leur marteau une apparence plus décente. Une guerre que ne tempéraient ni l'humanité ni le sens commun, fut déclarée au vice frivole

par ce parti tout-puissant : les paris furent défendus par des lois sévères ; l'adultère fut puni de mort ; le commerce illicite entre les sexes, même quand il n'y avait ni violence, ni séduction, qu'il n'en était résulté aucun scandale public, que les droits conjugaux n'avaient reçu aucune atteinte, était réputé délit. Les amusements publics, depuis les mascarades données dans la demeure des grands jusqu'aux assauts de lutte et aux grimaces des Bobèches en champ de foire, furent sévèrement poursuivis ; une ordonnance prescrivit d'abattre tous les arbres de mai, une autre défendit toutes les représentations théâtrales ; les salles de spectacle devaient être détruites, les spectateurs punis d'amende, les acteurs fouettés en place publique ; les danseurs de corde, les courses de chevaux, les jeux de boules, les marionnettes, étaient regardés d'un mauvais œil ; mais surtout les combats d'ours, l'amusement favori alors des hautes et des basses classes, excitaient l'indignation de cette secte austère. Il ne faudrait cependant pas croire que leur antipathie pour cet amusement eût rien de commun avec le sentiment qui a engagé de nos jours la législature à faire des lois protectrices des animaux contre la cruauté inutile de l'homme. Le Puritain n'avait pas horreur de ces combats parce que les ours en souffraient, mais bien parce que les spectateurs s'en divertissaient ; son bonheur, à lui, était de tourmenter et le spectateur et l'ours<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> L'extrait suivant d'une brochure intitulée : « Journal vénérique de quelques événements passés en Parlement, et en quelques autres lieux du royaume, depuis le lundi 24 juillet, jusqu'au lundi 31 juillet 1643, » prouvera suffisamment à quel point la compassion pour les ours entraînait peu dans ces sentiments : « A son retour de Hollande, la reine, en outre d'une bande de drôles à demi sauvages, avait amené une bande d'ours sauvages. Dans quel but ? vous en jugerez par ce qui suit : ces ours furent laissés à Newark, et furent promenés dans les villages des campagnes pour y combattre, le jour du Seigneur ! Telle est la religion que ces gens-là voudraient établir parmi nous ; et si quelqu'un tentait de s'y opposer et blâmait ces damnables profanations, il était à l'instant noté comme Tête ronde et Puritain, et sûr d'être houssillé pour cela. Mais quelques soldats du colonel Cromwell, arrivés par hasard dans la ville de Uppingham, dans le comté de Rutland, un dimanche, trouvant ces ours au beau milieu de leurs combats accoutumés, les saisirent, les attachèrent à des arbres et les tuèrent. » Cet exemple n'est point le seul. Quand le colonel Pride était shérif de Surrey, il fit tuer aussi tous les ours qui se trouvaient dans la fosse du jardin de Southwark. Un monarchique satiriste du temps met dans sa bouche le plaidoyer suivant. » La chose qui pèse

Rien peut-être ne peint mieux le caractère des Puritains que leur conduite en ce qui touche la fête de Noël. Ce jour-là était de temps immémorial un jour de réjouissance et de joie domestique, un jour de réunion de famille où les enfants avaient congé, où les querelles étaient oubliées, où le chant des cantiques ne cessait de se faire entendre dans les rues, où toutes les maisons étaient décorées de verdure, où toutes les tables se couvraient de viandes abondantes. Ce jour-là, les cœurs qui n'étaient pas complètement endurcis s'adoucissaient et s'ouvraient ; le pauvre était admis à prendre une large part dans le superflu du riche ; libéralité d'autant plus agréable, que les jours sont plus courts et la saison plus rude ; ce jour-là, l'intervalle entre seigneur et vassal, entre maître et serviteur, était moins marqué que dans tout le reste de l'année. Au milieu de tant de réjouissances, il y avait bien quelques excès, mais, en général, l'esprit qui présidait à la célébration de ce saint jour n'était pas indigne d'une fête chrétienne. Le Long-Parlement ordonna néanmoins, en 1644, que le 25 décembre un jeûne sévère serait observé, qu'on passerait tout ce jour dans d'humbles lamentations sur le grand crime national qu'eux et leurs pères avaient si souvent commis à pareille époque, en dansant sous le gui, en mangeant des pommes cuites et de la hure de sanglier, en buvant de l'ale savoureuse. Aucun acte public de cette époque ne paraît avoir causé autant d'irritation au bas peuple. Au premier anniversaire des fêtes de Noël, des émeutes formidables eurent lieu en plusieurs endroits. On résista aux *constablers*, on insulta les magistrats, les maisons des fanatiques les plus connus furent attaquées, et le service religieux de ce jour fut, quoique prohibé, lu publiquement dans les églises.

Tel était l'esprit des Puritains exagérés, qu'ils fussent Presbytériens ou Indépendants. Olivier Cromwell n'était certes pas disposé naturellement à se faire persécuteur ou même à se

le plus sur ma conscience est d'avoir tué les ours, ce qui m'a fait haïr du peuple et m'a fait donner tous les noms de l'arc-en-ciel ; mais David aussi ne tua-t-il pas un ours ? Le lord-député Yretton ne tua-t-il pas un ours ? Un autre lord des nôtres n'en a-t-il pas tué cinq ? » — *Dernier discours et dernières paroles de Thomas Pride.*

mêler de la religion d'autrui; mais, chef d'un parti, conséquemment un peu son esclave, il ne pouvait toujours gouverner selon ses propres idées. Même sous son administration, plusieurs magistrats se rendirent dans leurs districts aussi odieux que sir Hudibras, en intervenant dans les plaisirs du voisinage, en dispersant les réunions joyeuses, en mettant en prison les ménétriers. Le zèle des soldats était encore plus grand : dans chaque village où ils paraissaient, c'en était fait des danses, des carillons et des jeux. A Londres, ils interrompirent plusieurs fois des représentations théâtrales que le Protecteur avait jugé convenable de tolérer.

Le mépris public se mêlait à la crainte et à la haine qu'inspirait une telle tyrannie. Dès le règne d'Élisabeth, les ridicules du Puritain, son maintien, son costume, son jargon, ses étranges scrupules, avaient été un sujet favori de moquerie. Mais ces ridicules parurent bien plus grotesques encore dans une faction qui gouvernait un grand empire que dans une secte obscure et persécutée. Ce jargon religieux, qui avait fait rire dans la bouche de « *Tribulation-salutaire* » ou de « *Zèle-de-la-Terre-Remuant*, » était encore bien plus risible quand il sortait de la bouche de généraux ou de conseillers d'État. Il faut aussi remarquer que, pendant les troubles civils, il s'était formé quelques sectes dont les excentricités dépassaient tout ce qui avait jamais été vu. Un tailleur fou, nommé Ludovic Muggleton, allait de cabaret en cabaret, buvant de l'ale et menaçant des peines éternelles tous ceux qui se refusaient à croire, sur sa parole, que l'Être suprême n'avait que six pieds de haut, et que le soleil n'était juste qu'à quatre milles de la terre<sup>1</sup>. George Fox, le quaker, avait soulevé une tempête de dérision en soutenant qu'on violait la sincérité chrétienne en désignant une seule personne par un pronom pluriel, et que conserver les dénominations de janvier et de mercredi était un idolâtre hommage rendu à Janus et à Mercure. Sa doctrine fut embrassée quelques années plus tard par des hommes éminents, et se

<sup>1</sup> Voyez : « *Penn's New Witnesses proved old Heretics* » et « *Muggleton's Works* » *passim*.

releva dans l'estime publique. Mais, à l'époque de la Restauration, les Quakers étaient généralement regardés comme les fanatiques les plus méprisables ; les Puritains les traitaient sévèrement, et dans la Nouvelle-Angleterre ils les persécutèrent jusqu'à la mort. Néanmoins, le public, qui rarement fait des distinctions délicates, confondit souvent les Puritains et les Quakers. Les deux sectes étaient schismatiques ; toutes les deux détestaient également l'épiscopat et la liturgie ; toutes les deux avaient des fantaisies extravagantes, en vêtements, en paroles, en attitude. Quelque séparés qu'ils fussent d'opinion, les Puritains et les Quakers étaient classés ensemble comme d'hypocrites schismatiques, et le ridicule et l'odieux de chacune des sectes augmentaient le mépris et la haine qu'on leur portait à toutes les deux.

Avant les guerres civiles, ceux qui détestaient le plus les opinions et la manière d'être des Puritains étaient forcés de reconnaître que, sous les rapports les plus essentiels, leur moralité était à l'abri de tout reproche ; mais plus tard on ne leur accorda plus cette louange, et malheureusement ils ne la méritaient plus. La destinée des sectes est d'obtenir une grande réputation de sainteté quand elles sont persécutées, et de la perdre dès qu'elles sont devenues puissantes. La raison en est simple : un homme s'enrôle rarement dans un parti proscrit, s'il n'y est poussé par sa conscience ; ce parti n'est donc composé, à de rares exceptions près, que de personnes sincères. La discipline intérieure la plus rigide est un instrument de purification bien faible, comparé à un peu de persécution extérieure. On doit tenir pour certain que bien peu de gens que ne poussaient pas des convictions religieuses très-fortes demandèrent le baptême à l'époque des persécutions de l'Église sous Dioclétien, et que peu de personnes se joignirent au parti protestant au risque d'être brûlées par Bonner. Mais, quand une secte devient puissante, quand son patronage conduit aux richesses et aux dignités, les hommes mondains et ambitieux s'y précipitent adoptent sa langue, se conforment strictement à ses pratiques, imitent ses singularités, et souvent même dépassent les membres sincères dans les signes extérieurs de leur zèle. Il n'est

pas de pénétration, pas de surveillance de la part des chefs ecclésiastiques qui puissent empêcher l'intrusion de ces faux frères; l'ivraie croît avec le bon grain. Bientôt le monde commence à trouver que les gens pieux ne sont pas meilleurs que les autres et conclut avec raison que s'ils ne sont pas meilleurs, ils sontpires ; il en résulte que tous ces signes, qui d'abord étaient regardés comme caractérisant la sainteté, ne tardent pas à être considérés comme le cachet de la fourberie.

Il en fut ainsi des Anglais dissidents. Ils avaient été opprimés, et l'oppression les avait conservés purs. Ils devinrent tout-puissants dans l'État; personne ne pouvait espérer de parvenir à un poste élevé sans leur faveur, et leur faveur ne pouvait s'obtenir qu'en échangeant avec eux les signes et les mots d'ordre de la fraternité spirituelle. Une des premières résolutions adoptées par le Parlement-Barebone, la plus puritaine de nos assemblées politiques, fut que personne ne serait admis dans le service public, à moins que la réalité de sa sainteté ne fût bien prouvée; et ce qu'on considérait comme des preuves de cette réelle sainteté, c'était un vêtement de couleur sombre, un regard austère, des cheveux plats, une voix lamentable et nasale, une conversation entremêlée de textes religieux recherchés, l'horreur des représentations théâtrales, du jeu, de la chasse : toutes choses que contrefaisaient aisément les hommes qui n'avaient aucune religion. Les Puritains sincères se trouvèrent bientôt perdus au milieu d'une multitude d'hommes mondains et de la pire espèce; car les libertins les plus notoires qui s'étaient battus sous l'étandard royal auraient pu à juste titre passer pour vertueux, si on les eût comparés à quelques-uns de ceux qui, tout en parlant de « douces expériences » et des « consolations des saintes Écritures , » se livraient constamment à la fraude, à la rapine, à des débauches secrètes. La nation, avec une témérité que nous pouvons regretter, mais qui ne doit pas nous surprendre, jugea tout le parti d'après ces hypocrites. La théologie, le langage, les mœurs des puritains s'associèrent ainsi dans l'esprit public avec les vices les plus bas. Aussitôt que la Restauration permit de laisser voir l'aversion pour une secte si longtemps puis-

sante dans l'État, il s'éleva de tous les coins du royaume une clamour générale, à laquelle vint souvent se joindre la voix même de ces hypocrites dont la bassesse avait attiré l'opprobre sur le nom puritain.

Ainsi, ces deux grands partis qui, après une longue lutte, s'étaient réunis pour rétablir la famille royale, se trouvèrent encore en face l'un de l'autre, opposés en politique, opposés en religion. La majorité de la nation penchait du côté des royalistes. Le souvenir des crimes de Strafford et de Laud, des excès de la Chambre-Étoilée et de la Haute-Commission, des grands services que le Long-Parlement avait rendus dans la première année de son existence, s'était effacé de la mémoire. Au contraire, on se rappelait avec horreur l'exécution de Charles I<sup>er</sup>, la sombre tyrannie du Croupion, la violence de l'armée ; et la multitude inclinait à rendre responsable du meurtre du roi et des malheurs qui avaient suivi, tous ceux qui s'étaient opposés à lui.

La Chambre des communes, élue au moment où dominait l'opinion presbytérienne, ne représentait plus les idées générales de la nation, et montrait une forte disposition à s'opposer au dévouement intolérant des Cavaliers. Un membre qui s'était permis de dire que tous ceux qui avaient tiré l'épée contre Charles I<sup>er</sup> étaient traîtres au même chef que ceux qui l'avaient fait périr, fut rappelé à l'ordre, traduit à la barre de l'assemblée et réprimandé par le président. Les Communes désiraient généralement terminer les discussions ecclésiastiques d'une manière agréable aux Puritains modérés ; mais la cour et la nation presque entière ne voulaient point d'un semblable arrangement.

L'affection du peuple pour son roi restauré était plus forte alors qu'elle ne le fut jamais pour aucun de ses prédécesseurs. Les malheurs de sa famille, la mort héroïque de son père, ses longues souffrances et ses aventures romanesques, en faisaient un objet de tendre intérêt. Son retour avait délivré le pays d'un esclavage intolérable. Rappelé par les deux partis opposés, il était l'homme qui pouvait le mieux leur servir d'arbitre, et, sous beaucoup de rapports, ses qualités l'en rendaient capable.

La nature l'avait doué d'une heureuse intelligence et d'un bon caractère, et l'on pensait que son éducation avait dû développer ces qualités et le former à toutes les vertus publiques et privées. Il avait subi tous les hasards de la fortune; il avait vu les deux côtés de la nature humaine. Bien jeune encore, il avait dû abandonner un palais pour une vie d'exil, de pauvreté et de dangers. A l'âge où le corps et l'esprit sont dans toute leur force, où la première effervescence de la jeunesse est calmée, la couronne était venue le chercher dans son exil. Il savait par expérience quelle bassesse, quelle perfidie, quelle ingratitudo peuvent se cacher sous les dehors obséquieux des courtisans; par contre, il avait trouvé la vraie noblesse d'âme sous l'humble toit des plus pauvres paysans. Quand la richesse attendait celui qui le livrerait, quand la mort devait payer l'asile qu'on lui offrait, de simples paysans, des valets de ferme avaient gardé son secret et, sous son misérable déguisement, avaient baisé sa main avec autant de respect que s'il eût été assis sur le trône de ses ancêtres. Sorti d'une telle école, on devait s'attendre à ce qu'un jeune homme qui ne manquait ni de capacité, ni de qualités aimables, deviendrait un bon et un grand roi. Charles devint un homme sociable, de manières polies et engageantes, de conversation spirituelle, abandonné sans mesure à ses penchants sensuels, passionné pour les amusements frivoles, incapable d'abnégation ou d'efforts, sans foi dans l'attachement ou la vertu des hommes, et aussi peu désireux de renommée qu'insensible aux reproches. Selon lui, hommes et femmes étaient à vendre; mais quelques-uns se faisaient marchander mieux que d'autres, et quand le vendeur était très-adroit et très-obstiné, alors la chose s'appelait de quelque nom pompeux. La ruse principale dont se servaient les hommes intelligents pour mettre leurs talents à un haut prix s'appelait intégrité; celle qu'employaient les femmes pour donner plus de valeur à leur beauté s'appelait modestie. L'amour de Dieu, l'amour de la patrie, l'amour de la famille, l'amitié, étaient des phrases de même valeur, des synonymes délicats et commodes, signifiant amour de soi-même. Avec de telles idées sur l'humanité, Charles faisait naturellement peu de cas de l'opinion qu'on avait de lui.

La gloire ou la honte lui importait presque aussi peu que la lumière ou les ténèbres à un aveugle. Son mépris tant vanté pour la flatterie semble, à le considérer avec l'ensemble de son caractère, mériter fort peu nos louanges. On peut être au-dessous comme au-dessus de la flatterie; celui qui ne croit personne ne croira pas un flagorneur, et celui qui n'apprécie pas la gloire réelle n'en appréciera pas la contrefaçon.

Il faut savoir gré à Charles de ne pas être devenu misanthrope, malgré l'opinion qu'il avait de l'espèce humaine. Il ne voyait guère dans les hommes que le côté haïssable; et pourtant il ne les haïssait pas; il était même assez humain pour qu'il lui fût désagréable de voir leurs souffrances et d'entendre leurs plaintes. Ce genre d'humanité néanmoins, tout désirable et louable qu'il puisse être chez un particulier dont un cercle étroit restreint le pouvoir de nuire et de secourir, est plutôt un vice qu'une vertu chez les princes. Plus d'un monarque, avec les meilleures dispositions, a livré des provinces entières à l'oppression et au brigandage, afin de ne voir à sa table et dans son palais que des visages heureux. Quiconque veut gouverner une grande société ne doit pas hésiter à mécontenter le petit nombre de sujets qui environnent sa personne, pour assurer le bonheur du grand nombre qu'il ne verra jamais. La nonchalance de Charles était telle, que jamais peut-être on n'en vit autant chez un homme aussi sensé que lui. Il était esclave sans être dupe. Des misérables, hommes et femmes, dont il voyait le cœur jusqu'au fond, qu'il savait à merveille n'avoir aucune affection pour lui et être indignes de sa confiance, lui arrachaient, par leurs cajoleries, titres, places, domaines, secrets d'État et pardons. Il donna beaucoup, et n'eut pourtant jamais ni les joies, ni la renommée de la bienfaisance; il lui était pénible de refuser, mais il ne donnait jamais spontanément. Aussi ses libéralités ne tombaient pas sur ceux qui les méritaient le mieux ou qu'il aimait le plus, mais sur le plus effronté et le plus importun solliciteur qui obtenait une audience.

Les motifs qui dirigeaient la conduite politique de Charles différaient grandement de ceux qui animèrent son prédécesseur et son successeur. Il n'était pas homme à croire aux théories

patriarcales de gouvernement et aux doctrines de droit divin ; il était sans ambition, détestait les affaires, et eût plutôt abdiqué sa couronne que de se soumettre à l'ennui de diriger lui-même l'administration. Son aversion pour le travail, son ignorance des affaires étaient telles, que les secrétaires qui l'entouraient, quand il présidait son conseil, ne pouvaient s'empêcher de sourire de ses remarques frivoles et de ses impatiences d'enfant. La reconnaissance et la rancune n'avaient aucune part dans ses déterminations ; car jamais il n'y eut esprit où les services et les injures laissassent une impression aussi faible et aussi passagère. Il voulait simplement être roi à la manière dont Louis XV le fut plus tard en France : roi, afin de puiser sans limites dans le trésor pour satisfaire ses goûts particuliers, récompenser par des dignités, et au poids de l'or, ceux qui pouvaient l'aider à tuer le temps, éloigner de l'enceinte de son sérapé la vérité importune et ne voir ni entendre ce qui pouvait troubler son voluptueux repos, alors même que l'État serait plongé dans l'humiliation et à la veille de sa ruine, grâce à son administration malhabile. C'était dans ce but, et dans ce but seulement, qu'il désirait un pouvoir arbitraire, à condition de l'obtenir sans tracas et sans danger. Quant aux disputes religieuses qui divisaient ses sujets protestants, sa conscience n'y était nullement intéressée ; car ses opinions oscillaient dans un milieu commode entre l'impiété et le papisme. Mais, si sa conscience restait neutre entre les Presbytériens et les Épiscopaux, ses goûts ne l'étaient pas. Ses vices favoris étaient précisément ceux pour lesquels les Puritains avaient le moins d'indulgence, et il ne s'écoulait pas un jour qu'il n'eût recours à quelques-uns de ces plaisirs, regardés par eux comme criminels. Homme bien élevé avant tout et très-sensible au ridicule, il souriait avec mépris des excentricités puritaines. Il avait bien, il faut l'avouer, quelque raison de détester cette secte rigide. A l'âge où les passions sont le plus impétueuses, et où un peu de légèreté est le plus pardonnable, il avait passé quelques mois en Écosse, roi de nom, mais de fait prisonnier des austères Presbytériens. Non contents d'exiger qu'il se conformât à leur culte et souscrivit au Covenant, ils avaient épisé toutes ses dé-

marches, et censuré toutes ses folies de jeunesse. Forcé d'assister à des prêches et à des prières sans fin, il devait encore se trouver heureux quand, du haut de la chaire, on ne lui rappelait pas insolemment ses propres faiblesses, la tyrannie de son père et l'idolâtrie de sa mère. Enfin, il avait été si malheureux pendant cette partie de sa vie, qu'il pouvait, à bon droit, considérer la défaite qui le jeta dans l'exil comme une délivrance plutôt que comme un malheur. Sous l'influence de semblables impressions, Charles était donc fort désireux d'humilier le parti qui avait résisté à son père.

Jacques, duc d'York, son frère, se rallia au même parti. Quoique débauché, il était actif, méthodique, aimant à commander et à s'occuper d'affaires; son intelligence était étroite et lente; son caractère, obstiné, rude et implacable. Il n'était pas étonnant que ce prince regardât d'un mauvais œil la constitution libérale de l'Angleterre et le parti qui en était le plus zélé défenseur. Il professait encore la foi de l'Église réformée; mais il avait déjà laissé voir quelques dispositions qui avaient sérieusement alarmé les bons protestants.

Édouard Hyde, chancelier du royaume, créé bientôt après comte de Clarendon, était le personnage qui, à cette époque, prenait la plus grande part au gouvernement. L'admiration que nous avons pour Clarendon, comme écrivain, ne doit pas nous aveugler sur ses fautes comme homme d'État. Quelques-unes de ces fautes cependant peuvent s'expliquer par la position malheureuse où il se trouvait. Pendant la première année du Long-Parlement, il s'était honorablement distingué parmi les législateurs qui avaient le plus contribué au redressement des abus dont se plaignait la nation. L'abolition du conseil d'York, l'un des plus odieux de ces abus, avait été obtenue surtout par ses efforts. Quand le grand schisme commença, quand le parti réformateur et le parti conservateur furent en présence, Hyde, avec beaucoup d'autres hommes honnêtes et prudents, se réunit aux conservateurs. Il suivit donc la fortune de la cour, et obtint dans la confiance de Charles I<sup>er</sup> une part aussi large, qu'un prince d'une nature aussi peu franche et d'une conduite aussi tortueuse pouvait l'accorder à ses ministres; plus tard, il par-

tagea l'exil de Charles II, et dirigea sa politique ; à la Restauration, il fut créé premier ministre. Peu de mois après, on sut qu'il était étroitement allié à la famille royale : un mariage secret avait fait sa fille duchesse d'York ; ses petits-fils peut-être porteraien la couronne. Cette illustre alliance éleva Clarendon au-dessus de la plus ancienne noblesse d'Angleterre, et fit de lui, pour un moment, un personnage tout-puissant. Sous de certains rapports, il convenait très-bien à cette grande situation. Personne ne parlait avec plus de poids et de dignité dans le Conseil et au Parlement ; personne ne rédigeait mieux un acte ou un rapport ; personne ne connaissait mieux les règles générales de la politique ; personne ne discernait d'un œil plus sûr les différences de caractère. Nous devons ajouter qu'il avait un sentiment profond de ses devoirs moraux et religieux, un respect sincère pour les lois de son pays, et un dévouement consciencieux à l'honneur et aux intérêts de la couronne. Mais son humeur était aigre, arrogante, ne souffrant pas la contradiction ; de plus, il avait été longtemps en exil, et cela seul l'eût rendu impropre à la direction suprême des affaires de l'État. Il n'est guère possible, en effet, qu'un homme politique que des troubles civils ont forcé à s'expatrier, et qui a passé ses plus belles années à l'étranger, puisse, dès son retour dans sa patrie, être placé avec avantage à la tête du gouvernement. Clarendon ne fit pas exception à cette règle. Il avait quitté l'Angleterre, l'esprit excité par le terrible conflit qui s'était terminé par la chute de son parti et le bouleversement de sa propre fortune. De 1646 à 1660, il avait vécu au delà des mers, ne voyant tout ce qui se passait en Angleterre qu'à grande distance et sous un jour tout à fait faux. Puisant nécessairement ses notions des affaires publiques dans les rapports de conspirateurs dont plusieurs étaient des hommes dangereux et violents, les événements lui semblaient naturellement heureux, non en proportion de la prospérité et de la gloire qu'ils procuraient à la nation, mais en proportion de l'influence qu'ils pouvaient exercer sur son retour. Son désir, et il ne le cachait pas, fut toujours que ses concitoyens ne pussent jouir ni de repos, ni de liberté, tant qu'ils n'auraient pas rappelé l'ancienne dynastie.

Il revint enfin dans son pays, et avant qu'une semaine se fût écoulée, sans avoir jeté un coup d'œil autour de lui, sans s'être mêlé à la société pour voir les changements que quatorze années fécondes en événements avaient pu produire sur le caractère et le sentiment national, il prit en main les rênes du gouvernement. Dans de telles circonstances, un ministre docile aux conseils et doué d'un grand tact eût probablement encore commis de graves erreurs : cette docilité et ce tact manquaient à Clarendon. Pour lui, l'Angleterre était encore l'Angleterre de sa jeunesse; il voyait avec prévention toute théorie, tout usage nouveau établi pendant son exil, et quoiqu'il fût bien loin de méditer une attaque contre le pouvoir déjà ancien et reconnu de la Chambre des communes, il en voyait avec inquiétude l'accroissement. Les prérogatives royales, pour lesquelles il avait si longtemps combattu et auxquelles il devait son élévation, étaient sacrées à ses yeux. Comme homme privé et comme homme politique, il détestait les Têtes rondes. Attaché de cœur à l'Église anglicane, il s'était souvent séparé à regret de ses amis lorsque les intérêts de l'Église l'avaient exigé; son zèle pour la hiérarchie épiscopale et le livre de Prières Communes, était devenu plus ardent que jamais, et il s'y mêlait une haine vindicative contre les Puritains, qui faisait peu d'honneur à l'homme d'État et au chrétien.

Tant que dura la session de la Chambre des communes qui avait rappelé la famille royale, il fut impossible de rétablir l'ancien système ecclésiastique. Non-seulement on cacha les intentions secrètes de la cour, mais le roi donna de la manière la plus solennelle des assurances qui calmèrent l'esprit des Presbytériens modérés. Pendant son exil, il avait promis d'accorder à ses sujets la liberté de conscience, il renouvela la même promesse, et y ajouta celle de faire tous ses efforts pour arriver à un compromis entre les sectes opposées. Il souhaitait voir, disait-il, la puissance spirituelle divisée entre les évêques et les synodes; la liturgie, révisée par une commission composée de savants théologiens, dont une moitié seraient Presbytériens; les questions relatives au surplis, à l'attitude des communians, au signe de croix baptismal, devaient être

décidées de manière à calmer tous les scrupules de conscience. Quand le roi eut ainsi endormi la vigilance des plus soupçonneux, il prononça la dissolution du Parlement. Déjà il avait donné sa sanction à un acte d'amnistie qui, à peu d'exceptions près, comprenait tous ceux qui, pendant les derniers troubles, avaient commis des délits politiques. Il avait aussi obtenu de la Chambre des communes un vote de subsides pour toute la durée de sa vie, dont le produit annuel était estimé à douze cent mille livres. Le revenu positif, il est vrai, pendant quelques années, n'avait guère dépassé un million; mais cette somme, avec les revenus des biens héréditaires de la couronne, suffisait alors aux dépenses du gouvernement en temps de paix. On ne pourvut pas à la dépense d'une armée permanente; la nation n'en voulait plus, et le mot seul d'armée eût effrayé et déchaîné tous les partis.

Au commencement de 1661, il y eut une élection générale. La nation était folle d'enthousiasme royaliste; la capitale était excitée par les préparatifs du plus splendide couronnement qu'on ait jamais vu. Un corps représentatif, tel qu'il n'en avait jamais existé en Angleterre, fut élu. La plus grande partie des candidats nommés s'étaient battus pour la défense de la couronne et de l'Église; ils avaient l'esprit encore aigri des injures et des violences que les Têtes-rondes ne leur avaient pas ménagées. Lors de la réunion de l'assemblée, la passion qui animait chaque membre s'accrut de la sympathie générale. Pendant quelques années, la Chambre des communes fut plus royaliste que le roi, plus épiscopale que les évêques. Charles et Clarendon étaient presque effrayés d'un succès si complet. Ils se trouvèrent dans une situation analogue à celle de Louis XVIII et du duc de Richelieu devant la Chambre de 1815. Le roi n'aurait pas eu le pouvoir, l'eût-il voulu, de remplir les promesses faites aux Presbytériens. Ce ne fut même que grâce à sa puissante influence qu'on put empêcher les Cavaliers victorieux d'annuler l'acte d'amnistie et de se venger sans merci de tout ce qu'ils avaient souffert.

La Chambre des communes commença par décider que chacun de ses membres, sous peine d'exclusion, communierait

dans les formes prescrites par l'ancienne liturgie ; elle fit brûler le Covenant dans la cour du palais de Westminster par la main du bourreau ; elle passa un acte qui non-seulement mettait aux mains du roi le pouvoir militaire, mais qui déclarait qu'en aucune circonstance les deux Chambres n'avaient le droit de lui résister par la force. Un autre acte obligeait tout officier de corporation de jurer qu'il tenait pour illégale toute résistance à la volonté du roi, quelle qu'elle fût. Quelques-uns même des plus violents voulurent faire passer un bill qui annulât d'un coup tous les actes du Long-Parlement et rétablit la Chambre-Étoilée et la Haute-Commission ; mais la réaction, quelque exagérée qu'elle fût, n'alla pas si loin. La loi qui fixait que le Parlement se réunirait tous les trois ans fut maintenue ; mais la clause rigoureuse, qui autorisait les officiers électoraux à procéder aux élections en temps convenable, même sans lettres closes du roi, fut abolie. Les évêques reprirent leurs sièges dans la Chambre des pairs ; l'ancienne hiérarchie et l'ancienne liturgie furent rétablies sans la moindre modification tendant à concilier même les Presbytériens les plus modérés. L'ordination épiscopale devint, pour la première fois, une condition indispensable à toute fonction ecclésiastique ; et en seul jour, près de deux mille ministres de la religion, que des scrupules de conscience empêchaient de s'y conformer, furent arrachés à leurs bénéfices. Le parti dominant rappelait aux victimes, avec un air de triomphe, que le Long-Parlement, quand il avait eu le pouvoir, avait destitué un bien plus grand nombre de pasteurs royalistes. Ce reproche n'était que trop fondé ; mais le Long-Parlement avait du moins alloué aux pasteurs révoqués des pensions suffisantes pour les empêcher de mourir de faim ; et cet exemple, les Cavaliers, ivres de vengeance, n'eurent pas la justice et l'humanité de le suivre.

Vinrent ensuite des statuts contre les non-conformistes, statuts pour lesquels on pouvait facilement trouver des précédents dans la législation puritaine, mais que, cependant, le roi ne pouvait sanctionner sans manquer à des promesses publiquement faites, dans une crise importante de sa vie, à ceux-là mêmes dont son sort avait dépendu. Les Presbytériens, effrayés

et désespérés, se précipitèrent au pied du trône pour y faire valoir leurs services récents et la parole royale, si souvent et si solennellement engagée. Le roi hésitait : il ne pouvait nier sa propre écriture et son seing royal ; les services des réclamants étaient encore présents à sa mémoire ; il était peu habitué à résister à une sollicitation importune ; il n'était pas enclin à la persécution ; il détestait, il est vrai, les Puritains, mais l'aversion chez lui était un sentiment faible, ne ressemblant guère à la haine énergique qui avait dévoré le cœur de Laud ; de plus, il avait de la partialité pour la religion catholique romaine, et il savait bien qu'il serait impossible d'accorder aux prêtres de cette religion la liberté du culte sans étendre la même indulgence aux dissidents protestants. Il fit donc un faible effort pour arrêter le zèle intolérant de la Chambre des communes ; mais elle était sous l'influence de convictions bien plus profondes et de passions bien plus violentes que celles du roi. Il céda après un semblant de résistance, et donna sans scrupule sa sanction à une série d'actes odieux contre les dissidents. C'était un crime d'assister au service dans une chapelle dissidente, et un simple juge de paix pouvait condamner sans jury ; à la troisième récidive, il prononçait la déportation pour sept ans au delà des mers. Un raffinement de cruauté empêchait que le coupable ne fût déporté à la Nouvelle-Angleterre, où il eût probablement trouvé sympathie et affection : s'il revenait en Angleterre avant l'expiration de son exil, il s'exposait à la peine capitale. Un serment nouveau et absurde fut imposé aux ecclésiastiques qui avaient perdu leurs bénéfices comme non-conformistes, et ceux qui refusaient de le prêter étaient exilés à cinq milles des villes gouvernées par une corporation, ou représentées au Parlement, ainsi que des localités où ils avaient exercé leur ministère. Les magistrats qui étaient chargés de l'application de ces rigoureuses mesures étaient en général des hommes animés par l'esprit de parti et par le souvenir de ce qu'ils avaient eu à souffrir sous le gouvernement républicain. Les prisons se remplirent bientôt de dissidents, parmi lesquels il y avait quelques hommes que toute société chrétienne eût été fière de compter au nombre de ses membres.

L'Église d'Angleterre ne paya pas d'ingratitude la protection qu'elle reçut du gouvernement. Dès les premiers jours de son existence, elle avait montré son dévouement à la monarchie; mais pendant les vingt-cinq années qui suivirent la Restauration, son zèle pour l'autorité royale et les prérogatives héréditaires dépassa toute limite. Elle avait souffert avec la dynastie des Stuarts, elle avait été rétablie avec elle; leurs amitiés, leurs inimitiés, leurs intérêts étaient communs. Il semblait impossible qu'un jour pût jamais venir où les liens qui l'unissaient aux enfants de son auguste martyr se briseraient, et où son royalisme, dont elle était si fière, cesserait d'être pour elle un devoir agréable et lucratif. Elle célébra donc, dans des phrases pompeuses, ces prérogatives constamment employées à sa défense et à son agrandissement, et condamna fort à son aise la dépravation de ceux qui avaient été poussés à la rébellion par une tyrannie dont elle-même n'avait jamais eu à souffrir. Son thème favori était la doctrine de non-résistance, et elle la prêcha sans restriction en la poussant jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes. Ses disciples ne cessaient de répéter qu'en aucun cas imaginable, quand même l'Angleterre serait affligée d'un roi comme Busiris ou comme Phalaris, qui livrerait chaque jour aux tortures et à la mort, en dépit des lois et sans le moindre prétexte de justice, des centaines de victimes innocentes, les États du royaume réunis ne seraient en droit de résister par la force physique à une semblable tyrannie. Heureusement les principes de la nature humaine offrent d'abondantes garanties que de telles théories ne seront jamais que des théories. Le jour de l'épreuve arriva; et ces mêmes hommes, qui avaient si hautement et si sincèrement professé ces extravagantes doctrines de royalisme, se réunirent et prirent les armes contre le trône dans presque tous les comtés.

La propriété changeait encore une fois de mains dans presque tout le royaume. Les ventes nationales n'ayant pas été confirmées par le Parlement, les tribunaux les regardaient comme nulles. Le souverain, les évêques, les doyens, les chapitres, les nobles et les gentilshommes royalistes rentraient dans leurs propriétés confisquées, et en chassaient même les acquéreurs

qui les avaient payées à leur valeur. Les pertes que les Cavaliers avaient supportées pendant que leurs ennemis dominaient se trouvèrent ainsi en partie réparées, mais en partie seulement. Toutes les actions intentées pour recouvrement des arrérages du revenu moyen (*mesne profits*), se trouvaient de fait entravées par l'amnistie; et beaucoup de royalistes qui, soit pour payer les amendes imposées par les Parlements, soit pour acheter la faveur de quelque Tête-ronde influent, avaient vendu leurs propriétés à des prix inférieurs à leur valeur, durent subir les conséquences de leurs propres actes.

Pendant que ces changements dans les fortunes particulières s'opéraient, un autre changement bien plus important se faisait sentir dans les mœurs et les usages de la société. Les passions et les goûts, qui, sous la domination puritaine, avaient été sévèrement réprimés et auxquels on n'avait pu se livrer qu'en cachette, se déchainèrent avec violence, dès que le frein fut enlevé. Les hommes se jetèrent dans les amusements frivoles et les plaisirs criminels avec l'avidité que devait naturellement produire une longue abstinence forcée. L'opinion publique imposait peu de contrainte; car la nation, dégoûtée d'hypocrisie, se méfiant de toute prétention à la sainteté, souffrant encore de la récente tyrannie bigote d'austères gouvernans, eut momentanément de l'indulgence pour des vices plus élégants et plus attrayants. Le gouvernement imposait moins de contrainte encore. Le roi et ses favoris donnaient l'exemple de tous les excès d'une débauche fastueuse. Quelques vieux conseillers de Charles I<sup>e</sup> conservaient encore la gravité décence qui pendant trente ans avait été de mode à Whitehall. De ce nombre étaient Clarendon et ses amis, Thomas Wriothesley, comte de Southampton, lord-trésorier, et Jacques Butler, duc d'Ormond, qui, après avoir brillamment combattu en Irlande pour la cause royale, gouvernait maintenant ce pays comme lord-lieutenant. Mais, ni le souvenir des services de ces hommes, ni leur pouvoir dans l'État, ne pouvaient les mettre à l'abri des sarcasmes que le vice à la mode aime à déverser sur la vertu surannée. Une réputation d'homme poli et spirituel ne s'obtenait plus guère que par quelque inconvenance. Des talents grands

et variés contribuèrent à répandre la contagion. Il se formait alors une philosophie morale qui ne pouvait manquer d'avoir l'approbation d'une génération également dévouée au vice et à la monarchie. Thomas Hobbes, dans un langage plus précis et plus brillant que celui d'aucun autre métaphysicien, maintenait que la volonté du prince était la règle du bien et du mal, et que tout sujet devait être prêt à professer, selon son ordre, le papisme, l'islamisme ou le paganisme. Le grand nombre, incapable d'apprécier ce qui était réellement estimable dans les spéculations métaphysiques de Hobbes, accepta avec enthousiasme une théorie qui, tout en exaltant le pouvoir royal, relâchait les liens de la morale et faisait descendre la religion au rôle d'une simple affaire d'État. Le *hobbisme* devint bientôt une des conditions essentielles pour être un parfait gentilhomme. Tous les genres de littérature légère étaient fortement empreints de la licence dominante. La poésie prit à tâche d'exciter les désirs les plus vils. Le ridicule, au lieu de s'attaquer à l'erreur et au vice, tourna ses armes formidables contre l'innocence et la vérité. L'Église restaurée combattait bien cette immoralité dominante, mais faiblement et presque à contre-cœur; il était nécessaire pour la dignité de son caractère qu'elle avertît ses enfants égarés; mais ses avertissements étaient donnés pour la forme; son attention était engagée ailleurs. Elle travaillait de toute son âme à écraser le puritanisme et à apprendre à ses disciples qu'il fallait rendre à César ce qui était à César. Elle avait été pillée et opprimée par le parti qui prêchait une morale austère, et les débauchés, au contraire, lui avaient rendu ses richesses et l'avaient remise en honneur. Quelque peu disposés qu'ils fussent à se conformer à ses préceptes, ils étaient prêts néanmoins à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour conserver aux prélats leurs palais et leurs cathédrales, pour défendre chaque ligne de leur rubrique, chaque fil de leurs vêtements sacerdotaux. Si les Cavaliers fréquentaient les maisons de jeu et de débauche, au moins ils n'alliaient pas dans les conventicules puritains; si leur bouche était toujours pleine de blasphèmes et de paroles obscènes, ils faisaient amende honorable en envoyant en prison, pour leurs sermons et leurs

prières, Baxter et Howe. C'est ainsi que pendant quelque temps le clergé, tout occupé de sa guerre contre les schismatiques, ne se donna pas le loisir de s'attaquer au vice. Tandis que l'auteur du « Pilgrim's Progress » gémissait dans un cachot pour avoir prêché l'Évangile aux pauvres, les passages les plus licencieux d'Etherege et de Wycherley étaient récités publiquement, en présence et avec l'approbation du chef de l'Église, par des lèvres de femme et devant des femmes. C'est un fait incontestable et instructif, que pendant les années où le pouvoir politique de l'Église anglicane fut à son zénith, les mœurs nationales tombèrent au plus bas.

Aucun rang, aucune profession, n'échappa à l'immoralité toujours croissante; mais les hommes qui se mêlaient à la politique furent peut-être les plus corrompus de cette société corrompue. Car ils étaient exposés, non-seulement à l'influence pernicieuse qui agissait sur la nation en général, mais encore à une contagion particulière et plus dangereuse. Leur caractère s'était formé au milieu de fréquentes et violentes révoltes et contre-révoltes. Dans l'espace de quelques années, ils avaient vu changer plusieurs fois l'organisation ecclésiastique de leur pays: ils avaient vu une Église épiscopale persécuter les Puritains; une Église puritaire persécuter les Épiscopaux, et une Église épiscopale persécuter de nouveau les Puritains; ils avaient vu la monarchie héréditaire abolie et restaurée; ils avaient vu le Long-Parlement trois fois au rang suprême, et trois fois dissous au milieu de la risée et de la haine publiques; ils avaient vu une nouvelle dynastie atteindre rapidement au faîte du pouvoir et de la gloire et tomber sans résistance; ils avaient vu discuter, essayer, abandonner un nouveau système représentatif; ils avaient vu créer et disperser une nouvelle Chambre des lords; ils avaient vu confisquer de nombreuses propriétés, passant par violence des Cavaliers aux Têtes rondes et plus tard des Têtes rondes aux Cavaliers. Pendant de telles vicissitudes, personne ne pouvait être un homme politique entreprenant et prospère, s'il n'était prêt à changer d'opinion à chaque changement de fortune. C'était seulement dans la retraite qu'on pouvait rester ou franc royaliste ou franc république.

cain. En de pareils temps, celui qui veut parvenir à la puissance ne doit pas songer à être conséquent; loin d'asseoir l'immuableté au milieu de changements continuels, il doit être toujours à l'affût des symptômes d'une réaction prochaine, il doit saisir le moment opportun pour déserter une cause chancelante. Quand il a suivi un parti jusqu'à l'apogée de son pouvoir, il doit subitement s'en dégager quand ses embarras commencent, se tourner contre lui, le persécuter et se frayer une nouvelle carrière de pouvoir et de prospérité, en compagnie de nouveaux alliés. Cette situation développe naturellement en lui, au suprême degré, de certains vices et de certains talents. Il devient pénétrant dans ses observations, fécond dans ses ressources; il prend sans effort le ton de la secte ou du parti où la chance le jette; il distingue les moindres signes de changement, avec une sagacité qui paraît miraculeuse à la multitude, et qui ne peut se comparer qu'à celle que déploie un agent de police recherchant les faibles indices d'un crime, ou un guerrier indien suivant une piste dans les bois. Mais rarement on trouve dans un homme d'État élevé à cette école l'honnêteté, la constance, ou toute autre de ces nobles vertus, filles de la vérité. Il n'a foi en aucune doctrine, il n'a de zèle pour aucun parti; il a vu tant d'institutions anciennes balayées, qu'il n'a aucun respect pour le passé; il a vu tant d'institutions nouvelles, dont on attendait merveilles, ne produire que désappointement, qu'il n'espère rien du progrès; il se moque également de ceux qui s'attachent à conserver et de ceux qui s'attachent à réformer; il n'est rien dans l'État qu'il ne puisse sans scrupule et sans honte attaquer ou défendre; la fidélité à ses opinions et à ses amis ne lui paraît que sottise et entêtement. La politique, il la regarde, non comme une science qui a pour but le bonheur de l'humanité, mais comme un jeu excitant, mélange de hasard et d'adresse, où un joueur adroit et heureux peut gagner une fortune, un titre, peut-être une couronne, mais où aussi un coup imprudent peut lui faire perdre la fortune et la vie. L'ambition, qui en temps ordinaire et dans un caractère élevé est une demi-vertu, devient, quand elle est dégagée de tout sentiment noble et philanthropique, une cupidité égoïste presque aussi ignoble

que l'avarice. Parmi les hommes politiques qui, depuis la restauration jusqu'à l'avènement de la maison de Hanovre, se trouvèrent à la tête des grands partis de l'État, on ne pourrait en citer qu'un bien petit nombre dont la réputation ne soit entachée par des actes qui de nos jours s'appelleraient perfidie et corruption. On peut dire, sans exagération, que l'homme public le plus corrompu de l'époque contemporaine mériterait l'épithète de désintéressé et de scrupuleux, si nous le jugions d'après les idées reçues à la fin du dix-septième siècle.

Pendant que ces changements politiques, religieux et moraux, s'opéraient en Angleterre, l'autorité royale s'était rétablie sans difficulté dans le reste des îles Britanniques. En Écosse, la restauration des Stuarts avait été acclamée avec enthousiasme et regardée comme la restauration de l'indépendance nationale. En effet, le joug que Cromwell lui avait imposé fut en apparence retiré. Les états se réunirent de nouveau à Édimbourg; les sénateurs du Collège de Justice appliquèrent de nouveau la loi écossaise dans les formes antiques. L'indépendance de ce petit royaume fut néanmoins plutôt nominale que réelle; car le roi, ayant pour lui l'Angleterre, n'avait rien à craindre du mécontentement des autres parties du Royaume-Uni. Il se trouvait alors en position de renouveler la tentative qui avait été fatale à son père, sans encourir le même danger. Charles I<sup>er</sup> avait essayé de soumettre les Écossais à sa religion, en vertu de son pouvoir royal, alors que ce pouvoir et cette religion étaient impopulaires en Angleterre; non-seulement il n'y avait pas réussi, mais il avait soulevé des troubles qui lui avaient coûté la couronne et la vie. Les circonstances étaient changées; l'Angleterre était zélée pour la monarchie et l'épiscopat, et par conséquent le projet qui, dans la génération précédente, était imprudent au plus haut degré pouvait s'accomplir avec peu de risques pour le trône. Le gouvernement résolut d'établir la hiérarchie épiscopale en Écosse. Ce projet fut désapprouvé par tout Écossais raisonnable. Quelques hommes d'État de ce pays, dévoués à la défense des prérogatives royales, avaient été élevés dans la religion presbytérienne; sans se laisser entraîner à trop de scrupules, ils conservaient une préférence pour la religion de leur

enfance, et n'ignoraient pas quel attrait puissant cette religion avait pour leurs compatriotes. Ils firent de sérieuses remontrances; mais, quand ils virent que leurs remontrances étaient vaines, de crainte de déplaire à leur maître, ils n'osèrent pas persister dans leur opposition, et quelques-uns poussèrent la faiblesse et la bassesse jusqu'à persécuter ce que, dans leur conscience, ils considéraient comme la forme la plus pure du christianisme. Le Parlement écossais était constitué de manière à n'avoir jamais pu faire une opposition sérieuse même à des rois bien plus faibles que Charles ne l'était alors. La hiérarchie épiscopale fut donc légalement établie. Quant à la forme du culte, on laissa une grande latitude au clergé : la liturgie anglaise fut en usage dans quelques églises; dans d'autres, les ministres choisissaient dans cette liturgie les prières et les oraisons qui devaient être le moins désagréables au peuple; mais généralement le *Gloria Patri* était chanté à la fin de l'office, et le Symbole des Apôtres récité au service du baptême. La grande majorité de la nation écossaise détestait cette nouvelle Église, comme étrangère et superstitieuse, comme souillée des corruptions de Rome et rappelant la domination anglaise. Il n'y eut cependant pas d'insurrection générale : le pays n'était plus ce qu'il avait été vingt-deux ans auparavant : des guerres désastreuses et la domination étrangère avaient dompté l'esprit national. L'aristocratie, fort respectée des classes moyennes et du peuple, et qui s'était mise à la tête du mouvement contre Charles I<sup>er</sup>, était devenue complaisante pour Charles II. Du côté des puritains anglais, il n'y avait aucune aide à espérer : ce n'était plus qu'un faible parti, proscrit par la loi et par l'opinion publique. La masse de la nation écossaise se soumit donc à regret, et assista, malgré ses scrupules de conscience, au service des ministres épiscopaux et des ministres presbytériens qui avaient consenti à accepter du gouvernement une demi-tolérance, connue sous le nom d'*Indulgence*. Mais il y avait, surtout dans les basses terres de l'ouest, bon nombre d'hommes fiers et résolus qui mettaient l'obligation de se soumettre au Covenant au-dessus de l'obéissance au magistrat; ces gens-là persistaient, en dépit de la loi, à se réunir pour prier Dieu à leur manière;

ils regardaient l'Indulgence, non comme une réparation partielle des injustices de la loi à l'égard de leur Église, mais comme une nouvelle injustice plus odieuse encore, puisqu'elle était déguisée sous l'apparence d'un bienfait. La persécution, disaient-ils, ne tuait que le corps, mais l'infâme Indulgence tuait l'âme. Chassés des villes, ils s'assemblèrent sur les montagnes et dans les bruyères; attaqués par l'autorité civile, ils ne se firent nullement scrupule de répondre à la force par la force. Ils se rendaient en armes à chaque conventicule, et à plusieurs reprises ils se mirent en état de révolte ouverte. On les battit aisément et on les punit sans pitié; mais ni défaites ni châtiments ne purent dompter leur courage: poursuivis comme des bêtes fauves, torturés jusqu'à ce que leurs os fussent brisés, jetés en prison par centaines, pendus par vingtaines, tantôt exposés à la licence des soldats anglais, tantôt aban donnés à la violence des maraudeurs des montagnes, leur désespoir était si menaçant encore et si audacieux, qu'il pouvait bien faire reculer l'opresseur le plus déterminé.

Tel était l'état de l'Écosse sous le règne de Charles II. L'Irlande n'était pas moins agitée. Les discussions les plus brûlantes de la politique anglaise étaient tièdes, comparées à ses discordes; l'antipathie entre Tête ronde et Cavalier y était à peine sensible au milieu de la haine bien plus forte qui divisait les races anglaise et celtique; les différences entre Épiscopaux et Presbytériens semblaient disparaître quand on songeait à l'intervalle qui séparait ces deux sectes du papisme. Pendant les derniers troubles civils, les vainqueurs avaient arraché à la nation vaincue une moitié de son sol. Ni les anciens ni les nouveaux occupants n'avaient de droits aux faveurs de la couronne: spoliateurs et spoliés avaient pour la plupart été également rebelles. Le gouvernement fut bientôt embarrassé et fatigué par les prétentions et les accusations contradictoires des deux partis irrités. Les colons anglais entre lesquels Cromwell avait divisé le territoire conquis, et dont les descendants sont encore appelés *Cromwelliens*, faisaient valoir que la race indigène d'Irlande avait été, sous toutes les dynasties, ennemie mortelle des Anglais, ennemie de la religion protestante sous toutes ses

formes; ils dépeignaient avec exagération les atrocités qui avaient déshonoré l'insurrection de l'Ulster; ils excitaient le roi à suivre avec résolution la politique du Protecteur, et n'avaient pas honte de donner à entendre que l'Irlande ne serait en paix que lorsque la race irlandaise aurait été exterminée. Les catholiques romains, d'un autre côté, atténuaien le plus qu'ils le pouvaient leurs offenses, et en termes lamentables s'étendaient sur la sévérité de châtiments qui, en effet, avaient été terribles. Ils suppliaient Charles de ne pas confondre l'innocent avec le coupable; ils lui rappelaient qu'un grand nombre d'insurgés avaient réparé leurs fautes en revenant à leur devoir, et en défendant les droits de son père contre ses meurtriers. La cour, fatiguée des importunités des deux partis, n'aimant ni l'un ni l'autre, se tira d'embarras en dictant un compromis. On abandonna le système cruel, mais, il faut l'avouer, énergique et conséquent par lequel Cromwell voulait faire de l'Irlande une île absolument anglaise; on persuada aux Cromwelliens d'abandonner un tiers de leurs acquisitions; ce tiers fut divisé entre les réclamants que le gouvernement voulait favoriser; mais un grand nombre de ceux qui protestaient de leur innocence, et quelques-uns de ceux qui se vantaien d'avoir donné des preuves signalées de leur fidélité, n'obtinrent ni restitution ni compensation, et remplirent la France et l'Espagne de clammeurs contre l'injustice et l'ingratitude des Stuarts.

En attendant, le gouvernement avait déjà cessé d'être populaire, même en Angleterre. Les royalistes avaient commencé à se quereller avec la cour et à disputer entre eux; et le parti qui avait été vaincu, foulé aux pieds, et en apparence anéanti, mais qui conservait encore un fort principe de vie, avait relevé la tête et recommencé l'interminable guerre.

L'administration eût-elle été sans reproche, l'enthousiasme qu'avaient excité le retour du roi et la fin de la tyrannie militaire n'aurait pas duré; car, d'après la loi de notre nature, de tels accès d'enthousiasme sont toujours suivis de réaction. La manière dont la cour abusa de sa victoire rendit cette réaction plus prompte et plus complète. Tous les hommes modérés furent révoltés de l'insolence, de la cruauté et de la perfidie

dont on usa à l'égard des non-conformistes. Les lois pénales avaient eu pour effet de débarrasser le parti vaincu des membres hypocrites dont les vices l'avaient déshonoré, et en avaient fait de nouveau une réunion d'hommes honnêtes et pieux. Le Puritain conquérant, dominateur, persécuteur, envahisseur, avait été détesté ; le Puritain maltraité, trahi, abandonné par tous les courtisans qui dans sa prospérité se disaient ses frères, chassé de chez lui, ne pouvant, sous peine de sévères châtiments, prier et recevoir les sacrements selon sa conscience, mais fidèle à la résolution d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes, était, en dépit de quelques souvenirs fâcheux, un objet de pitié et de respect pour tous les esprits réfléchis. Ce sentiment devint plus fort encore quand le bruit courut que la cour n'était pas disposée à se montrer aussi rigoureuse à l'égard des Papistes qu'à l'égard des Presbytériens. Un vague soupçon s'éleva dans bien des esprits, que le roi et le duc d'York n'étaient pas sincèrement protestants. Beaucoup de ceux qui avaient été dégoûtés des austérités hypocrites des pharisiens de la république commencèrent à se dégoûter encore plus des débauches publiques de la cour et des Cavaliers, et à se demander si la sombre rigidité de *Louons-Dieu-Barebone* n'était pas préférable au dévergondage impie d'un Buckingham ou d'un Sedley. Au dire même d'hommes immoraux, mais qui conservaient encore quelque sentiment de patriotisme, le gouvernement traitait trop les affaires les plus sérieuses comme des bagatelles, et les bagatelles comme des affaires sérieuses. On pouvait pardonner à un roi d'amuser ses loisirs avec la galanterie et les plaisirs de la table ; mais il était intolérable de le voir s'avilir dans la débauche, négliger les affaires les plus importantes de l'État, et épouser le trésor public pour enrichir des parasites et des courtisanes.

Un grand nombre de royalistes firent écho à ces plaintes en y ajoutant de dures réflexions sur l'ingratitude du roi. Mais tout le revenu de la couronne n'eût pu suffire à les récompenser en proportion de la valeur qu'ils attachaient à leurs services : car chaque malheureux gentilhomme qui avait combattu sous Rupert ou Derby mettait ses services et ses souffrances en

première ligne. Chacun d'eux s'était flatté que, quoi qu'il advint aux autres, lui, du moins, serait largement récompensé de tout ce qu'il avait perdu dans les troubles civils, et que la restauration de la monarchie entraînerait la restauration de sa fortune personnelle. Aucun de ces réclamants ne retint son indignation quand il se vit aussi pauvre sous la royauté qu'il l'avait été sous le Parlement-Croupion ou sous le Protectorat. La négligence et la prodigalité de la cour excitaient dans le cœur de ces fidèles vétérans l'amertume et l'indignation. Ils disaient avec raison que la moitié de ce que le roi dissipait avec des bouffons et des concubines suffirait à réjouir le cœur de centaines de Cavaliers qui, après avoir fondu leur argenterie et coupé leur bois pour aider son père, erraient maintenant déguenillés et mouraient de faim.

A la même époque, une diminution subite eut lieu dans le revenu de la terre ; tout propriétaire perdit un quart de ses fermages ; le cri de l'agriculture en détresse s'éleva de tous les comtés, et, comme d'habitude, on rendit le gouvernement responsable de tout le mal. Obligés de restreindre momentanément leurs dépenses, les propriétaires ne voyaient qu'avec indignation la splendeur et les profusions de la cour, et ils restèrent convaincus que l'argent qui eût dû répandre l'aisance dans leurs familles était allé, par quelque procédé inexplicable, enrichir les favoris du roi.

Dans cette disposition de l'esprit public, tout acte du gouvernement excitait le mécontentement. Charles avait épousé Catherine, princesse de Portugal ; ce mariage avait déplu, et les murmures augmentèrent quand il parut probable qu'il n'aurait pas de postérité légitime. Dunkerque, conquise par Olivier sur l'Espagne, fut vendue à la France, et cette vente excita une indignation générale. Les Anglais commencèrent à regarder avec dépit les progrès de la puissance française et à reporter sur la maison de Bourbon les sentiments de jalousie que leurs aïeux avaient voués à la maison d'Autriche. Était-il prudent, disait-on, d'ajouter encore à la puissance d'une monarchie déjà trop formidable ? Dunkerque n'était pas seulement apprécié comme place forte et comme la clef des Pays-Bas, mais comme un

trophée de la valeur anglaise ; c'était pour les sujets de Charles ce que Calais avait été pour une autre génération, et ce qu'est pour nous Gibraltar, si vaillamment défendu dans des années de périls et de désastres contre les armées et les flottes d'une puissante coalition. La raison d'économie aurait eu quelque poids si un gouvernement économe l'avait fait valoir; mais tous savaient bien que les dépenses qu'entraînait l'entretien de Dunkerque étaient bien moindres que les sommes gaspillées par les folies et les vices de la cour, et l'on s'indignait qu'un souverain, prodigue à l'excès pour ce qui concernait ses propres plaisirs, fût si avare pour ce qui touchait à la sûreté et à l'honneur de l'État.

Le mécontentement public fut plus violent encore quand on apprit que, pendant qu'on abandonnait Dunkerque sous prétexte d'économie, on dépensait des sommes énormes à réparer et à maintenir la forteresse de Tanger, qui faisait partie du douaire de la reine. Cette place forte ne rappelait aucun souvenir flatteur à l'honneur national ; elle ne pouvait servir en rien les intérêts nationaux ; elle engageait le pays dans une guerre sans gloire, sans profit, interminable, avec des tribus à demi sauvages de Musulmans, dans un climat particulièrement défavorable à la santé et à la vigueur de la race anglaise.

Mais les clamours occasionnées par ces fautes n'étaient rien en comparaison de celles qui s'élèverent bientôt. Le gouvernement s'était engagé dans une guerre avec les Pays-Bas. La Chambre des communes vota sans réclamation des sommes sans précédent dans notre histoire, sommes de beaucoup supérieures à celles qui avaient été accordées pour le soutien des flottes et des armées de Cromwell, à l'époque où son pouvoir était la terreur du monde entier. Mais la prodigalité, l'improbité et l'incapacité de ceux qui lui avaient succédé au pouvoir rendirent cette libéralité plus nuisible qu'utile. Des sycophantes de cour, incapables de se mesurer avec les grands hommes qui commandaient les armées de la Hollande, avec des hommes d'État tels que de Witt et des amiraux tels que Ruyter, firent une fortune rapide, pendant que la faim faisait mutiner nos matelots, que nos arsenaux étaient vides, et que nos vaisseaux déla-

brés manquaient de gréement. On se décida enfin à abandonner toute idée de guerre offensive ; mais une guerre défensive même était au-dessus des forces du gouvernement. La flotte hollandaise, remontant la Tamise, vint brûler nos vaisseaux devant Chatham. On raconta alors que, le jour même de cette grande humiliation, le roi festoya les femmes de son séail et s'amusa toute la soirée à chasser un papillon de nuit dans la salle du festin. Une justice tardive fut enfin rendue à la mémoire d'Olivier Cromwell ; c'était à qui vanterait sa valeur, son génie et son patriotisme. On se souvint alors de l'effroi qu'inspirait le nom anglais aux puissances étrangères pendant son administration ; on se rappela à quel point les États-Généraux, maintenant si fiers, rampaient à ses pieds, et comment, quand sa mort fut connue, Amsterdam s'illumina comme en un jour de délivrance, et les enfants coururent le long des canaux de la ville en criant que le diable était mort. Les royalistes eux-mêmes s'écriaient que l'État ne pouvait être sauvé qu'en appelant aux armes les vieux soldats de la république. La capitale commença bientôt à sentir toutes les misères d'un blocus ; le combustible devint rare ; le fort Tilbury, d'où la reine Élisabeth, avec un courage viril, avait jeté son mépris à la face du duc de Parme et de l'Espagne, fut insulté par les ennemis, et le son des canons étrangers fut pour la première et la dernière fois entendu par les citoyens de Londres. On proposa sérieusement dans le conseil d'abandonner la Tour si les ennemis avançaient. Le peuple, assemblé en masse dans les rues, criait que l'Angleterre était vendue. Les maisons et les voitures des ministres furent attaquées par la populace, et tout semblait indiquer que le gouvernement aurait bientôt à se défendre non-seulement contre l'invasion, mais aussi contre l'insurrection. Toutefois cet extrême danger s'éloigna bientôt. On conclut un traité bien différent de ceux que Cromwell avait l'habitude de signer, et la nation se retrouva bientôt en paix, mais dans une humeur à peu près aussi intractable qu'à l'époque de l'impôt maritime.

Le mécontentement engendré par les fautes du gouvernement fut accru par des calamités que la meilleure administration n'eût pu détourner. Au plus fort de l'ignominieuse

guerre avec la Hollande, Londres eut à subir deux grands désastres, tels qu'aucune cité n'en éprouva de pareils en aussi peu de temps. Une peste, surpassant dans ses horreurs tout ce que l'Angleterre avait eu à souffrir depuis trois siècles, enleva en moins de six mois plus de cent mille âmes. Et les chars mortuaires avaient à peine cessé de rouler qu'un incendie, d'une violence inconnue en Europe depuis la conflagration de Rome sous Néron, fit de la Cité un monceau de ruines, depuis la Tour jusqu'au Temple, et des bords de la Tamise aux environs de Smithfield.

S'il y eût eu une élection générale à l'époque où la nation ployait sous le poids de tant de hontes et de malheurs, il est probable que les Têtes rondes eussent repris de l'importance dans l'État. Mais le Parlement qui siégeait alors était le Parlement royaliste, choisi dans le premier transport de fidélité qui suivit la restauration. Il n'en devint pas moins évident bientôt qu'aucune législature anglaise, quelque dévouée qu'elle fût au roi, ne consentirait à jouer le rôle du Parlement sous les Tudors. Depuis la mort d'Élisabeth jusqu'à la veille de la guerre civile, les Puritains, toujours en majorité dans les Communes, étaient parvenus, par un usage intelligent du vote des subsides, à empiéter sur les droits du pouvoir exécutif. Après la restauration, les membres de la Chambre des communes, tout en abhorrant le puritanisme, n'étaient pas fâchés d'hériter du fruit de la politique puritaire. Ils voulaient bien user de leur pouvoir dans l'État pour rendre leur roi puissant et honoré au dedans et au dehors, mais ils ne voulaient point se dessaisir de ce pouvoir. La grande révolution anglaise du dix-septième siècle, c'est-à-dire le transfert du contrôle suprême de l'administration exécutive de la couronne à la Chambre des communes, avança sans bruit, mais rapidement et sûrement, pendant la longue existence de ce Parlement. Charles, toujours appauvri par ses folies et ses vices, avait besoin d'argent : les Communes seules pouvaient légalement lui en accorder, et rien ne pouvait les empêcher de mettre des conditions à tout vote de subsides. Le prix qu'elles y mirent fut qu'il leur serait permis d'entraver chacune des prérogatives du roi, de lui arracher sa sanction

pour des lois qui lui déplaisaient, de dissoudre les cabinets, de diriger le cours de la politique étrangère, et même de s'immiscer dans l'administration de la guerre. Elles protestaient hautement et sincèrement de leur profond attachement pour les fonctions royales et la personne du roi, mais elles se refusaient à accorder la même déférence à Clarendon, et bientôt elles l'attaquèrent aussi furieusement que leurs prédécesseurs avaient attaqué Strafford.

Les qualités et les défauts de ce ministre contribuèrent également à sa ruine. Il était le chef ostensible de l'administration ; on le rendit donc responsable même des actes auxquels il s'était opposé vigoureusement, mais vainement, dans le Conseil. Les Puritains et tous ceux qui leur portaient quelque sympathie le regardaient comme un implacable bigot, un second Laud, mais plus intelligent que lui. Il avait soutenu en toute occasion que l'amnistie devait être strictement exécutée ; et, quelque honorable que fût ce sentiment, il le fit haïr de tous ces royalistes qui voulaient reconstruire leurs fortunes délabrées en poursuivant les Têtes rondes pour en retirer des dédommages et des arrérages de revenu. D'un côté, les Presbytériens d'Écosse lui attribuaient la chute de leur Église ; de l'autre, les Papistes d'Irlande le rendaient responsable de la perte de leurs propriétés. Comme père de la duchesse d'York, il avait un intérêt évident à ce que la reine n'eût pas d'enfant ; on le soupçonna donc d'avoir dans ce but mis en avant une princesse stérile. Quant à la vente de Dunkerque, elle lui fut justement imputée ; avec moins de justice on lui reprochait la guerre avec la Hollande. Son caractère violent, ses allures arrogantes, l'indélicate avidité avec laquelle il recherchait les richesses ; l'ostentation qu'il mettait dans ses dépenses ; ses galeries de tableaux, remplies de chefs-d'œuvre de Van Dyck, appartenant jadis à des Cavaliers maintenant ruinés ; son palais, qui déployait sa longue et princière façade en face de la demeure plus humble de nos rois : tout cela attira sur Clarendon bien des censures méritées, parmi quelques reproches injustes. Quand la flotte hollandaise était dans la Tamise, ce fut surtout contre le chancelier que se déploya la colère du peuple : les fenêtres de son palais furent

brisées, les arbres de son jardin furent abattus, une potence fut dressée devant sa porte. Mais nulle part il n'était aussi détesté que dans la Chambre des communes. Il ne sut pas discerner, dans un avenir prochain, le moment où cette Chambre, si elle continuait d'exister, devait devenir suprême dans l'État, où la direction à lui imprimer serait la préoccupation la plus importante d'un homme d'État, le moment enfin où il serait impossible de gouverner sans l'assistance d'hommes qui eussent sa confiance. Il s'obstinait à ne voir dans le Parlement qu'un corps absolument semblable au Parlement qu'il avait vu quarante ans auparavant, alors qu'il commençait ses études de droit public. Il ne cherchait pas à priver la législature des pouvoirs que lui conférait l'ancienne constitution du royaume ; mais il redoutait le développement récent de ces pouvoirs, développement qu'on ne pouvait arrêter qu'en détruisant ces pouvoirs eux-mêmes. Rien n'aurait pu le décider à apposer le sceau de l'État sur un édit fixant arbitrairement l'impôt maritime, ou à consentir dans le Conseil à l'arrestation d'un membre du Parlement et à son incarcération dans la Tour, en raison de son opinion dans un débat parlementaire ; mais, quand les Communes voulaient être informées de la manière dont les subsides votés pour la guerre avaient été gaspillés, et remonter à la source de la mauvaise administration de la marine, son indignation n'avait plus de bornes. Ces investigations, selon lui, n'étaient pas de leur ressort. Il admettait que la Chambre des communes fût une assemblée fidèle, qu'elle eût rendu de grands services à la couronne, et que ses intentions fussent excellentes ; mais, en public comme en particulier, en toute occasion, il déplorait que des hommes aussi sincèrement attachés à la monarchie empiétassent si mal à propos sur les prérogatives du monarque. Quelque différentes que fussent leurs idées, disait-il, de celles des membres du Long-Parlement, ils agissaient comme eux cependant en se mêlant de matières étrangères aux États du royaume, et qui ne devaient être soumises qu'à la seule autorité du roi. Il maintenait que le pays ne serait jamais bien gouverné tant que les représentants des comtés, bourgeois et gentilshommes, ne se contenteraient pas d'être ce que leurs prédécesseurs avaient

été du temps d'Élisabeth. Il rejetait dédaigneusement, comme projets insensés et incompatibles avec la vieille constitution de l'Angleterre, tous les plans que lui présentaient des hommes, meilleurs appréciateurs que lui des symptômes de l'époque, dans le but de maintenir en de bons termes la cour et les Communes. Il montra peu de bienveillance à l'égard des jeunes orateurs qui commençaient à se distinguer et à prendre de l'autorité dans la Chambre basse, et il s'en fit ainsi, presque sans exception, de mortels ennemis. Ce complet mépris pour la jeunesse était un de ses défauts les plus réels, et se justifiait d'autant moins, qu'il s'en fallait de beaucoup que son expérience des affaires fût proportionnée à son âge; car une si grande partie de sa vie s'était écoulée à l'étranger, qu'il connaissait moins le monde où il se trouva transplanté à son retour que beaucoup de ceux qui eussent pu être ses fils.

Pour ces différents motifs, Clarendon n'était pas aimé dans la Chambre des communes; des raisons d'une autre nature le faisaient également détester à la cour. Ses mœurs, aussi bien que ses idées politiques, étaient d'une autre génération. Même dans sa jeunesse, quand il étudiait le droit, mêlé comme il l'avait été avec des hommes de plaisir, sa gravité et ses principes religieux l'avaient en grande partie préservé de la contagion d'une débauche élégante; il n'était donc pas probable que dans un âge plus avancé, et avec une santé chancelante, il se fit libertin. Il avait autant de mépris et d'aversion pour les vices d'une jeunesse folâtre que pour les erreurs théologiques des sectaires. Jamais il ne laissait échapper une occasion de témoigner son dédain aux bouffons, aux roués et aux courtisanes qui remplissaient le palais; les reproches qu'il adressait au roi lui-même étaient vifs, et ils étaient quelquefois longs, ce qui déplaisait encore plus au prince. Il ne s'élevait pas une seule voix en faveur d'un ministre accablé de la double haine que lui attiraient des défauts qui soulevaient la fureur populaire, et des vertus qui ennuyaient et importunaient le souverain. Southampton n'était plus; Ormond avait rempli avec courage et fidélité, mais en vain, ses devoirs d'ami. Le chancelier tomba avec éclat: le roi lui retira les sceaux; les Communes le mirent

en accusation ; sa tête fut en danger ; il prit la fuite, fut condamné à un exil perpétuel, et ceux qui avaient miné et attaqué son pouvoir commencèrent à s'en disputer les lambeaux.

Le sacrifice de Clarendon apaisa jusqu'à un certain point la soif de vengeance du peuple. Cependant l'indignation qu'avaient soulevée la prodigalité et la négligence du gouvernement, ainsi que ses fautes dans la conduite de la dernière guerre, était bien loin d'être éteinte. Les conseillers du roi, avertis par le sort du chancelier, et songeant à leur propre sûreté, conseillèrent donc à leur maître d'apaiser l'irritation qui régnait dans le Parlement et dans le pays. Pour cela on prit des mesures sans précédents dans l'histoire de la maison de Stuart, et dignes de la prudence et de la magnanimité d'Olivier Cromwell.

Nous arrivons à une époque où l'histoire de la grande révolution d'Angleterre est mêlée à la politique étrangère. La puissance espagnole déclinait depuis longtemps : elle possédait, il est vrai, en Europe, le Milanais, les Deux-Siciles, la Belgique et la Franche-Comté; en Amérique, ses possessions s'étendaient des deux côtés de l'équateur, bien au delà de la zone torride; mais ce grand corps était comme frappé de paralysie, incapable non-seulement d'inquiéter ses voisins, mais même de résister à leurs attaques sans secours étranger. La France était alors, sans aucun doute, la puissance prépondérante en Europe; ses ressources, depuis cette époque, se sont accrues, mais pas autant, relativement, que celles de l'Angleterre. Il faut aussi se rappeler que l'empire russe, monarchie du premier ordre aujourd'hui, était, il y a cent quatre-vingts ans, aussi étrangère à la politique européenne que peut l'être actuellement le royaume de Siam ou celui d'Abyssinie; que la maison de Brandebourg égalait à peine en puissance la maison de Saxe, et que la république des États-Unis n'existant pas encore. L'influence de la France était donc en réalité plus grande qu'elle ne l'est maintenant. Sous Louis XIV, son territoire n'était pas, il est vrai, aussi étendu qu'à présent; mais il était vaste, compacte, fertile, également bien situé pour l'attaque et pour la défense, sous un climat tempéré, et habité par une nation brave, active et intelligente. Elle obéissait implicitement à une direc-

tion unique, car les grands fiefs, qui trois cents ans auparavant, étaient en fait, sinon nominalement, des principautés indépendantes, avaient été annexés à la couronne. A peine si quelques vieillards avaient souvenir de la dernière réunion des états généraux. La résistance que les huguenots, la noblesse et les Parlements avaient opposée au pouvoir royal avait été anéantie par les deux grands cardinaux qui gouvernèrent la France pendant quarante ans. Le gouvernement était despote, mais son despotisme était doux et généreux à l'égard des classes élevées, et tempéré par des manières courtoises, par des sentiments chevaleresques. Les moyens que le souverain avait à sa disposition étaient formidables pour l'époque; ses revenus, levés, il est vrai, au moyen d'une taxation sévère et inégale qui pesait surtout sur l'agriculture, dépassaient de beaucoup ceux de tout autre monarque. Son armée, parfaitement disciplinée et commandée par les plus grands généraux du temps, s'élevait déjà à plus de cent vingt mille hommes. Une telle réunion de troupes régulières ne s'était pas vue en Europe depuis la chute de l'empire romain. La France n'était pas la première des puissances maritimes, mais, bien qu'elle eût des rivales, elle n'avait pas encore de supérieure sur mer. Sa force pendant les quarante dernières années du dix-septième siècle était telle, qu'une puissance ennemie n'eût pu seule lui résister, et que même deux grandes coalitions qui réunirent contre elle près de la moitié de la chrétienté virent échouer leurs projets.

Les qualités personnelles du monarque français ajoutaient encore au respect qu'inspiraient le pouvoir et l'importance de son royaume. Nul souverain ne représentait jamais avec plus de dignité et de grâce la majesté d'un grand État. Il était à lui-même son premier ministre, et remplissait les devoirs difficiles de cette fonction avec une habileté et une intelligence qu'on ne pouvait guère s'attendre à trouver dans un prince parvenu au trône dès l'enfance, et entouré de flatteurs avant même qu'il pût parler. Deux qualités inestimables chez un roi brillèrent chez lui à un éminent degré : le talent de choisir ses conseillers, et celui de s'approprier tout l'honneur de leurs actes. Dans ses rapports avec les puissances étrangères, il montra

quelquefois de la générosité, rarement de la justice. Il couvrit de sa protection, et avec un désintérêt romanesque, digne plutôt d'un chevalier errant que d'un homme d'État, des alliés malheureux qui se jetèrent à ses pieds, n'ayant d'autre espoir que sa compassion ; mais il rompit les liens les plus sacrés de la foi publique, et cela sans honte et sans scrupules, chaque fois qu'ils mettaient obstacle à ses intérêts ou à ce qu'il appelait sa gloire. Sa perfidie et sa violence lui firent cependant moins d'ennemis que l'insolence avec laquelle il rappelait sans cesse à ses voisins sa propre grandeur et leur petitesse. A cette époque, il n'était pas encore livré à cette austère dévotion qui plus tard donna à sa cour l'aspect d'un monastère ; au contraire, il était tout aussi licencieux, mais moins frivole et moins indolent que son frère d'Angleterre. Catholique romain au fond du cœur, sa conscience et sa vanité lui faisaient un devoir d'user de sa puissance pour la défense et la propagation de la vraie foi, comme ses illustres prédécesseurs, Clovis, Charlemagne et saint Louis, lui en avaient donné l'exemple.

Nos ancêtres durent naturellement voir d'un œil inquiet la puissance croissante de la France. A ce sentiment, parfaitement raisonnable en lui-même, s'en mêlaient d'autres moins honorables : la France était notre ancienne ennemie ; c'était contre elle que les batailles les plus glorieuses dans nos annales s'étaient livrées ; deux fois, sous les Plantagenets, nous l'avions conquise ; on se souvenait encore de la perte de ce pays comme d'un désastre national, et nos souverains portaient le titre de roi de France. Les lis français s'unissaient à nos lions sur l'écu de la famille des Stuarts. Au seizième siècle, l'effroi que nous avait inspiré l'Espagne avait comme suspendu notre ancienne animosité contre la France, mais cet effroi avait fait place à une dédaigneuse pitié, et notre vieille inimitié nationale contre la France s'était ranimée. La vente de Dunkerque avait été l'acte le plus impopulaire de la nouvelle royauté. Les Communes, parmi tous les crimes qu'elles reprochaient à Clarendon, mettaient au premier rang son attachement à la France. L'esprit public se montrait jusque dans des bagatelles : une rixe ayant eu lieu dans les rues de Westminster entre les

gens de l'ambassade française et ceux de l'ambassade d'Espagne, la populace, que l'on empêcha de s'en mêler, donna des preuves non équivoques que la vieille antipathie n'était pas éteinte.

La France et l'Espagne étaient alors engagées dans une lutte sérieuse. Un des objets principaux de la politique de Louis XIV pendant tout le temps de son règne fut d'étendre ses États du côté du Rhin; c'était pour y parvenir qu'il avait déclaré la guerre à l'Espagne, et la fortune l'avait fait marcher de conquête en conquête. Les Provinces-Unies de la Hollande voyaient avec inquiétude le progrès de ses armes. Cette fédération renommée avait atteint l'apogée de la force, de la prospérité et de la gloire; son territoire conquis sur la mer et défendu contre l'envahissement des flots par l'industrie batave n'était guère plus grand que la principauté de Galles, mais cet étroit espace, par l'activité et la densité de sa population, était comme une ruche où de nouvelles richesses se créaient chaque jour et venaient s'ajouter aux richesses déjà amassées. L'aspect de la Hollande, sa riche culture, ses innombrables canaux, ses moulins toujours en mouvement, ses flottes, la beauté et le nombre de ses grandes villes, ses ports couverts d'une forêt de mâts; ses vastes et somptueux palais, ses coquettes villas, ses galeries de tableaux, ses serres et ses plates-bandes de tulipes, produisaient sur le voyageur anglais à cette époque le même effet que produirait aujourd'hui l'Angleterre sur un Norwégien ou un Canadien. Les États-Généraux de Hollande avaient été obligés de s'humilier devant Cromwell; mais après la restauration, ils avaient pris leur revanche en faisant avec succès la guerre à l'Angleterre et en signant enfin avec elle une paix honorable. Cependant, quelque riche que fût la république, quelque considérée qu'elle fût en Europe, elle ne pouvait se mesurer avec Louis XIV; elle craignait avec raison de le voir s'étendre jusqu'à la frontière batave, et il était assez naturel qu'elle fût effrayée du voisinage immédiat d'un monarque si puissant, si ambitieux, si peu scrupuleux. Il n'était pas facile aux Hollandais de détourner ce péril; seuls, ils ne pouvaient faire pencher la balance de leur côté, et il ne pouvait leur venir aucun

secours des bords du Rhin, car déjà plusieurs princes allemands avaient été gagnés par le monarque français, et l'Empereur lui-même était retenu par ses démêlés avec la Hongrie. D'un autre côté, le souvenir d'injures récentes et cruelles souffertes de part et d'autre nous éloignait des Provinces-Unies ; de plus, notre politique étrangère, depuis la restauration, avait été si dénuée de sagesse et de vigueur, qu'il ne leur était guère possible d'attendre de nous un grand secours.

Mais la chute de Clarendon et l'opposition toujours croissante du Parlement décidèrent les conseillers de Charles à adopter tout à coup un plan politique qui remplit la nation à la fois de joie et d'étonnement.

Notre ministre à Bruxelles, sir William Temple, un des diplomates les plus experts et un des écrivains les plus agréables de son temps, avait souvent représenté au gouvernement la possibilité et l'avantage qu'il y aurait à entrer en alliance avec les États-Généraux dans le but d'arrêter les progrès de la France. Pendant longtemps on fit peu de cas de ses avis, mais enfin on finit par les prendre en considération. Il fut chargé de négocier avec les États-Généraux. Sir William Temple se rendit à La Haye et ne tarda pas à s'entendre avec Jean de Witt, alors premier ministre de Hollande. La Suède, malgré l'exiguïté de ses ressources, s'était élevée, quarante ans auparavant, par le génie de Gustave-Adolphe, à un rang supérieur parmi les puissances européennes, et elle n'était pas encore descendue à sa position naturelle. On lui persuada de se joindre à la Hollande et à l'Angleterre. C'est ainsi que fut formée la coalition connue sous le nom de « Triple-Alliance. » Le roi de France montra du dépit et du ressentiment, mais il ne crut pas politique d'ajouter l'hostilité d'une semblable confédération à l'hostilité de l'Espagne. Il consentit donc à abandonner une grande portion du territoire occupé par ses armées. La paix fut rendue à l'Europe, et le gouvernement anglais, naguère encore l'objet du mépris général, fut regardé pendant quelques mois, par les puissances étrangères, avec un respect presque égal à celui qu'avait inspiré le Protecteur.

En Angleterre, la Triple-Alliance fut on ne peut plus popu-

laire : elle satisfaisait également la haine et l'orgueil national ; elle mettait un terme aux envahissements d'un voisin puissant et ambitieux ; elle unissait étroitement des États protestants ; Cavaliers et Têtes rondes s'en réjouirent en commun. La joie même des Têtes rondes fut plus grande que celle des Cavaliers, car par là l'Angleterre s'alliait formellement avec un pays républicain par son gouvernement, presbytérien par sa religion, contre un pays gouverné par un roi absolu et attaché à l'Église catholique romaine. La Chambre des communes approuva hautement le traité ; quelques frondeurs même déclarèrent que c'était la seule bonne chose qui eût été faite depuis la Restauration.

Quant au roi, il attachait peu d'importance à l'approbation du peuple et du Parlement. La Triple-Alliance n'était pour lui qu'un expédient temporaire pour apaiser un mécontentement qui menaçait de devenir sérieux. Peu lui importait l'indépendance, la sécurité, la dignité de la nation qu'il gouvernait. Il avait déjà éprouvé les ennuis du contrôle constitutionnel, car déjà dans le Parlement un parti s'était formé, connu sous le nom de « parti du pays » (*country party*), qui comprenait tous les hommes publics qui penchaient vers le puritanisme et le républicanisme, et beaucoup d'autres qui, tout attachés qu'ils fussent à l'Église établie et à la monarchie héréditaire, avaient été poussés dans l'opposition par la crainte du papisme, par haine de la France et par le dégoût que leur causaient les extravagances, les dérèglements et la mauvaise foi de la cour. L'influence de ce parti politique croissait de jour en jour ; chaque année quelques-uns des membres du Parlement nommés pendant le premier moment d'enthousiasme royaliste, en 1661, disparaissaient et se trouvaient remplacés par des membres moins traitables. Charles ne se croyait pas roi, tant qu'une assemblée de ses sujets avait le droit de se faire montrer des comptes avant de payer ses dettes, et de demander laquelle de ses maîtresses ou lequel de ces compagnons de plaisirs s'était emparé de l'argent destiné à l'armement et à l'équipement de la flotte. Quoiqu'il fût peu soucieux de l'opinion, il ne laissait pas d'être blessé quelquefois des railleries qui se glissaient dans les discussions de la Chambre

des communes, et dans une occasion il essaya de restreindre la liberté de la parole par un indigne moyen. Au milieu d'une discussion parlementaire, un gentilhomme campagnard, sir John Coventry, s'était moqué des dérèglements de la cour. Anciennement, on l'eût probablement appelé devant le conseil privé et il eût été envoyé à la Tour. On agit différemment : une bande de bravaches fut dépêchée pour administrer une correction au coupable. Cette ignoble vengeance, loin de calmer l'opposition, souleva une telle tempête, que le roi fut obligé de se soumettre à la cruelle humiliation de sanctionner un acte qui atteignait les instruments de sa vengeance et qui le privait du droit de leur faire grâce.

Quelque fatigué qu'il fût des entraves constitutionnelles, il ne lui était cependant pas facile de s'en affranchir. Il ne pouvait se poser en despote qu'à l'aide d'une forte armée permanente, et cette armée n'exista pas. Ses revenus lui permettaient bien de solder quelques troupes régulières ; mais ces troupes, assez considérables pour exciter les craintes et la jalousie des Communes et du peuple, eussent à peine suffi à protéger Whitehall et la Tour contre le soulèvement de la populace de Londres. Or ce soulèvement était à craindre, car on savait que la capitale et les faubourgs contenaient au moins vingt mille vieux soldats de Cromwell.

Le roi, une fois décidé à s'émanciper du contrôle du Parlement, et n'ayant, pour mener à bonne fin une telle entreprise, aucune espèce de soutien à l'intérieur, en chercha naturellement à l'étranger. La puissance et les richesses du roi de France pouvaient suffire à la tâche difficile d'établir une monarchie absolue en Angleterre; mais pour un si grand service un tel allié exigerait sans doute des preuves matérielles de gratitude : Charles aurait à descendre au rang de grand vassal et à ne faire la paix ou la guerre que selon la volonté du gouvernement protecteur. Ses rapports avec le roi de France deviendraient semblables à ceux qui existent actuellement entre le rajah de Nagpore ou le roi d'Oude et le gouvernement anglais. Ces princes sont obligés d'aider la Compagnie des Indes dans toutes ses guerres offensives ou défensives ; ils ne peuvent entretenir aucune relation

diplomatique sans sa permission ; en échange, la Compagnie les garantit contre toute espèce d'insurrection. Tant qu'ils remplissent fidèlement leurs obligations à l'égard du pouvoir suzerain, on leur laisse la disposition de grands revenus, ils peuvent remplir leur sérail des plus belles femmes, s'abrutir en compagnie de leurs favoris et opprimer impunément ceux qui encourent leur disgrâce. Cette vie serait intolérable pour un homme d'un esprit élevé et d'une intelligence supérieure ; mais pour Charles, sensuel, indolent, incapable d'aucun effort intellectuel, également dépourvu de patriotisme et de dignité personnelle, cette perspective n'avait rien de désagréable.

Ce qui paraît plus extraordinaire, c'est que le duc d'York, qui selon toutes les probabilités devait succéder à la couronne, consentit à la dégrader; car il était d'une humeur hautaine et impérieuse, et il se permit jusqu'au dernier moment des boutades et des velléités d'opposition qui trahissaient son impatience du joug français. Mais il était presque aussi abruti par la superstition que son frère par son indolence et ses vices. Jacques s'était fait catholique romain, et la bigoterie, devenue le sentiment dominant d'un esprit étroit et têtu, se mêlait si bien à sa passion du pouvoir, qu'on distinguait à peine l'une de l'autre. Il ne lui semblait guère probable que, sans l'aide de l'étranger, sa foi religieuse pût devenir dominante ou même être tolérée, et il était homme à ne rien voir d'humiliant dans un acte, quelque indigne qu'il fût d'un prince ou d'un homme de cœur, s'il avait pour motif les intérêts de la vraie foi.

Une négociation s'établit et dura plusieurs mois. L'agent principal entre les deux cours fut la belle, la gracieuse, l'intelligente Henriette, duchesse d'Orléans ; sœur de Charles, belle-sœur de Louis, elle était chérie des deux monarques. Le roi d'Angleterre proposait de se déclarer catholique romain, de dissoudre la Triple-Alliance, et de se joindre à la France contre la Hollande, si la France s'engageait à lui fournir des secours financiers et militaires qui le rendissent indépendant de son Parlement. Louis XIV affecta d'abord d'accueillir froidement ces propositions ; il finit par les accepter de l'air d'un homme

qui accorde une grande faveur. Cependant il n'avait rien à perdre et tout à gagner en suivant les projets auxquels il s'était arrêté.

Il paraît certain qu'il n'eut jamais l'intention sérieuse d'établir par la force des armes le despotisme et le papisme en Angleterre. Il devait savoir à quel point serait difficile et hasardeuse une semblable entreprise, qui épuiserait pour de longues années toutes les ressources de la France, et qui, de plus, était incompatible avec des projets plus sûrs d'agrandissement; auxquels il tenait. Il se fût très-volontiers donné le mérite et la gloire de rendre, à de certaines conditions, un grand service à l'Église dont il était membre; mais il n'avait aucune envie d'imiter ses ancêtres, qui, au douzième et au treizième siècle, avaient conduit la fleur de la chevalerie française en Syrie et en Égypte pour y mourir. Il n'ignorait pas qu'une croisade contre le protestantisme en Angleterre, serait aussi périlleuse que les expéditions dans lesquelles avaient péri les armées de Louis VII et de Louis IX. Il n'avait aucun motif qui lui fit désirer d'assurer aux Stuarts le pouvoir absolu. Il n'éprouvait pas, à l'égard de la constitution anglaise, ce sentiment qui, plus tard, a engagé les princes à faire la guerre aux institutions libérales des nations voisines. De nos jours, un grand parti attaché aux principes de gouvernement populaire a des ramifications dans tous les pays civilisés. Tout avantage important obtenu par ce parti sur un point quelconque est presque toujours le signal d'une commotion générale. Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements, menacés d'un danger commun, forment, pour ainsi dire, une assurance mutuelle. Mais au dix-septième siècle ce danger n'existe pas : un abîme séparait l'esprit public anglais de l'esprit public français ; nos institutions et nos partis politiques étaient aussi peu connus à Paris qu'à Constantinople. Il est douteux qu'aucun membre de l'Académie française eût alors en sa possession un seul volume anglais, ou qu'il connût, même de nom, Shakspeare, Johnson ou Butler. Quelques Huguenots, héritiers de l'esprit turbulent de leurs ancêtres, pouvaient bien avoir de la sympathie pour leurs frères en religion, les Têtes rondes ; mais les Huguenots n'é-

taint plus formidables. La nation française, attachée à l'Église de Rome, fière de la grandeur de son roi et de sa propre fidélité, voyait nos débats avec l'arbitraire et le papisme, non-seulement sans admiration ni sympathie, mais avec désapprobation et dégoût. Ce serait donc commettre une grave erreur que d'assigner à la conduite du roi de France des motifs analogues à ceux qui, de nos jours, déterminèrent la Sainte-Alliance à se mêler du gouvernement intérieur de Naples et de l'Espagne.

Quoi qu'il en soit, les propositions de la cour de Whitehall furent favorablement accueillies par le monarque français. Déjà il méditait les gigantesques projets qui devaient tenir l'Europe dans une continue agitation pendant plus de quarante ans. Il voulait humilier les Provinces-Unies, et annexer à son empire la Belgique, la Franche-Comté et la Lorraine. Ses projets allaient même plus loin. Le roi d'Espagne était un enfant maladif, et il paraissait probable qu'il mourrait sans postérité ; sa sœur ainée était reine de France ; un jour viendrait donc, et il pouvait être prochain, où la maison de Bourbon aurait à faire valoir ses droits sur ce vaste empire, pour lequel le soleil ne se couchait jamais. Une coalition continentale s'opposerait sans doute à l'union de ces deux grandes monarchies sous un seul sceptre ; mais la France pouvait à elle seule tenir tête à toute coalition continentale ; il n'y avait que l'Angleterre qui pût faire pencher la balance. Les destinées du monde dépendaient donc du parti que prendrait l'Angleterre, et il n'était pas douteux que le Parlement anglais et la nation ne fussent fortement attachés à la politique qui avait dicté le traité de la Triple-Alliance. Rien ne pouvait donc être plus agréable à Louis XIV que d'apprendre que les princes de la famille des Stuarts avaient besoin de son aide et la payeraient volontiers par un entier concours. Il prit la résolution de ne pas laisser échapper cette occasion, et se traça un plan de conduite auquel il resta fidèle jusqu'à ce que la révolution de 1688 vint bouleverser toute sa politique. Ce plan consistait à témoigner son désir de voir réussir les desseins de la cour d'Angleterre, à promettre d'amples secours et à n'en accorder que justé ce qu'il fallait pour entretenir l'espérance, sans qu'il y eût danger ou inconvenient pour

lui-même. De cette manière, avec une dépense bien moindre que celle qu'il fit pour bâtrir et décorer Versailles et Marly, il réussit à faire de l'Angleterre, durant près de vingt années, un membre aussi insignifiant du système politique de l'Europe que la république de Saint-Marin.

Son but n'était pas de détruire notre constitution : il voulait tenir dans un état de conflit perpétuel les différents éléments dont elle était composée et faire naître une inimitié irréconciliaible entre ceux qui disposaient de la bourse et ceux qui disposaient de l'épée. Pour cela, il employait tour à tour la corruption et la menace à l'égard des deux partis, pensionnait en même temps les ministres de la couronne et les chefs de l'opposition, excitait la cour dans ses résistances aux empiétements du Parlement, et mettait le Parlement sur ses gardes contre les desseins arbitraires de la cour.

Un des moyens qu'il employa pour obtenir de l'influence dans les conseils de la couronne d'Angleterre mérite une mention spéciale. Charles, quoique incapable d'aimer dans le sens le plus noble du mot, était l'esclave de toute femme dont la personne excitait ses désirs, et dont les gentillesses et le babil amusaient ses loisirs. On bafouerait un mari qui tolérerait de la part de sa femme, fût-elle d'une haute naissance et d'une vertu sans tache, la moitié des insolences que le roi d'Angleterre souffrait de concubines qui, bien qu'elles tinssent tout de sa générosité, se donnaient à ses courtisans pour ainsi dire sous ses yeux. Il avait supporté patiemment les rages violentes de Barbara Palmer et les impertinentes vivacités d'Éléonore Gwynn. Louis XIV pensa qu'une jéune Française, belle, rusée et voluptueuse, serait l'envoyé le plus utile qu'il pût expédier à la cour d'Angleterre. Cette femme, il la trouva en Louise de Querouailles, que nos grossiers ancêtres appellèrent madame Carwell. Elle ne tarda pas à triompher de toutes ses rivales, fut créée duchesse de Portsmouth, comblée de richesses, et obtint sur l'esprit du roi un empire qui ne cessa qu'avec la vie de Charles.

Les conditions principales de cette alliance entre les deux couronnes furent arrêtées dans un traité secret qui fut signé à

Douvres, en mai 1670, juste dix ans après le jour où Charles avait débarqué dans le même port, au milieu des acclamations et des larmes de joie de son peuple trop confiant.

Par ce traité, Charles II s'engageait à faire profession publique de catholicisme ; à réunir son armée à l'armée française, dans le but de détruire le pouvoir des Provinces-Unies ; à employer enfin toutes les forces de l'Angleterre, sur terre et sur mer, pour soutenir les droits de la maison de Bourbon sur la vaste monarchie espagnole. De son côté, Louis XIV s'engageait à payer des subsides considérables ; il promettait aussi d'envoyer à ses frais une armée en Angleterre, pour protéger son allié en cas d'insurrection.

Ce pacte fut conclu sous de tristes auspices : six semaines ne s'étaient pas écoulées depuis qu'il avait été signé, que la charmante princesse dont l'influence sur son frère et son beau-frère avait été si pernicieuse à son pays cessait de vivre. Sa mort donna naissance à d'horribles soupçons, qui faillirent, pour un moment, mettre un terme à l'amitié naissante des Bourbons et des Stuarts ; bientôt pourtant il y eut entre les deux alliés de nouvelles assurances de bon vouloir.

Le duc d'York, trop borné pour apercevoir le danger, trop fanatique pour le redouter, était impatient de voir exécuter l'article relatif à la religion catholique romaine ; mais Louis XIV eut la sagesse de comprendre que, si l'on agissait ainsi, il y aurait en Angleterre une telle explosion, que la partie du traité à laquelle il tenait le plus deviendrait inexécutable. Il fut donc convenu que Charles II continuerait à professer le protestantisme et à recevoir la communion les jours de grande fête, selon le rituel de l'Église d'Angleterre. Son frère, plus scrupuleux, cessa de paraître dans la chapelle royale.

A peu près vers le même temps mourut la duchesse d'York, la fille de l'exilé Clarendon. Depuis quelques années, elle était secrètement catholique romaine. Elle laissa deux filles, Marie et Anne, qui furent successivement reines de la Grande-Bretagne. Elles avaient été, par ordre exprès du roi, élevées dans la religion réformée ; car il savait bien que vainement il se serait déclaré membre de l'Église anglicane, si les enfants qui

devaient hériter de sa couronne étaient élevés, avec sa permission, dans la croyance de l'Église de Rome.

Les principaux conseillers de la couronne étaient, à cette époque, des hommes qui avaient justement acquis une notoriété peu enviable. Nous devons prendre garde néanmoins de ne pas charger leur mémoire d'une infamie qui revient de droit à leur maître. Le roi seul est responsable du traité de Douvres, qui fut le résultat de ses conférences personnelles avec les agents français; il écrivit à ce sujet plusieurs lettres de sa propre main; ce fut lui qui en suggéra les articles les plus honteux, et qui en cacha soigneusement quelques autres à la majorité de son cabinet, ou, comme on l'appelait populairement, sa « Cabale. »

Rien n'est plus curieux, dans notre histoire, que l'origine et l'établissement du pouvoir que possède aujourd'hui le cabinet. Depuis les temps les plus reculés, les rois d'Angleterre avaient été assistés par un conseil privé, auquel les lois assignaient des fonctions et des devoirs importants. Pendant plusieurs siècles, ce conseil donna son avis sur les affaires les plus graves et les plus délicates de l'État; mais par degrés sa nature changea et il devint trop nombreux pour la prompte expédition et le secret des affaires. Le rang de conseiller privé était souvent accordé, à titre honorifique, à des hommes auxquels on ne confiait rien, à qui on ne demandait jamais leur avis. Dans les occasions les plus importantes, le souverain s'adressait à un petit noyau de ministres dirigeants. Bacon, avec sa sagacité habituelle, fut le premier qui fit remarquer les avantages et les inconvénients de ce système; mais ce ne fut qu'après la Restauration que le cabinet proprement dit prit de l'importance, et pendant de longues années encore, les hommes politiques arriérés continuèrent à le regarder comme un conseil dangereux et inconstitutionnel. Néanmoins il acquit de plus en plus de force, et finit par concentrer toute l'action du pouvoir exécutif. Il est enfin regardé, depuis plusieurs générations, comme une partie essentielle de notre système gouvernemental. Chose étrange cependant, il n'est reconnu en aucune manière par la loi; les noms des hommes qui le composent ne sont pas officiellement

annoncés au public ; aucun procès-verbal n'est tenu de ses délibérations et de ses résolutions, et son existence même n'a jamais été reconnue par aucun acte du Parlement. En 1671, il arriva, par une bizarre coïncidence, que les initiales des noms des cinq personnes qui componaient le cabinet formaient le mot « *cabal* » (cabale) : Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley et Lauderdale.

Sir Thomas Clifford était membre de la Commission de la trésorerie et s'était fort distingué dans la Chambre des communes ; c'était le plus respectable de tous les membres de la Cabale. A un caractère ardent et impérieux il joignait un sentiment profond de ses devoirs et de son honneur, bien qu'il donnât à ces mots une fausse interprétation.

Henri Bennet, lord Arlington, alors secrétaire d'État, avait, depuis l'âge d'homme, presque toujours résidé sur le continent. Il s'était habitué, à l'égard des constitutions et des religions, à cette indifférence cosmopolite qu'on remarque souvent chez les personnes dont la vie s'est passée dans la diplomatie vagabonde. S'il avait quelque prédilection pour une forme de gouvernement, c'était pour le gouvernement de la France ; s'il éprouvait quelque préférence pour telle ou telle Église, c'était pour l'Église de Rome. Il avait une conversation agréable et un certain talent pour l'expédition des affaires ordinaires de son département. Pendant sa vie de négociations et de voyages, il avait appris à régler son langage et sa manière d'être selon la société dans laquelle il se trouvait. Dans le cabinet, sa vivacité amusait le roi ; dans les conférences et les débats, sa gravité en imposait au public. Il avait réussi, par les services qu'il avait pu rendre et les espérances qu'il encourageait, à se créer une nombreuse clientèle.

Buckingham, Ashley et Lauderdale étaient des hommes profondément atteints de l'immoralité épidémique qui avait corrompu tous les gens politiques de cette époque ; mais leur corruption variait selon les diversités de leurs caractères et de leurs intelligences. Buckingham était un homme d'État rassasié de plaisirs, qui ne s'était livré à l'ambition que comme passe-temps. De même qu'il s'était occupé de musique et d'architec-

ture, qu'il avait écrit des comédies burlesques, qu'il avait cherché la pierre philosophale, de même il essayait de s'amuser alors au moyen d'une négociation secrète et d'une guerre avec la Hollande. Tour à tour infidèle à tous les partis, mais plutôt par légèreté et par amour de la nouveauté que par suite de calculs bien arrêtés, on l'avait compté jadis au nombre des Cavaliers; plus tard, un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui pour avoir traîtreusement entretenu une correspondance avec les restes du parti républicain de la Cité. Enfin, redevenu courtisan, il se montrait ardent à gagner la faveur du roi par des services qui eussent fait reculer d'horreur les plus illustres d'entre ceux qui avaient combattu et souffert pour la cause royale.

Avec une tête mieux organisée et une ambition plus tenace et plus véhemente, Ashley ne s'était pas montré moins versatile; mais sa versatilité était le fait de son égoïsme et non de sa légèreté. Il avait servi et trahi gouvernement après gouvernement; mais il avait si bien combiné ses trahisons, qu'au milieu de tant de révoltes sa fortune s'était constamment élevée. La multitude, frappée d'admiration pour une prospérité si constante au milieu des inconstances du temps, lui attribuait comme un don de divination miraculeuse, et le comparait à cet homme d'État des Hébreux dont il est écrit que son conseil était comme un oracle de Dieu.

Lauderdale, bruyant et grossier dans ses joies comme dans ses colères, était peut-être, sous les dehors d'une pétulante franchise, le plus méprisable des membres de la Cabale. Il s'était fait remarquer parmi les insurgés écossais de 1638, et avait été l'un des plus zélés partisans du Covenant; on l'accusait d'avoir grandement contribué à livrer Charles I<sup>er</sup> au Parlement. Les Cavaliers fidèles le tenaient donc pour un traître d'une pire espèce, s'il était possible, que ceux qui avaient siégé dans la haute Cour de justice. Il parlait souvent avec une gaieté fansaronne de l'époque où il était fanatique et rebelle. Devenu l'agent principal que la cour employait à établir de force, dans son pays, la suprématie épiscopale, il n'épargna pas l'usage impitoyable de l'épée, de la corde et de la torture, pour l'ac-

complissement de son œuvre. Cependant ceux qui le connaissaient savaient bien que les trente dernières années n'avaient en rien changé ses sentiments réels, qu'il haïssait la mémoire de Charles I<sup>er</sup>, et qu'il préférerait l'Église presbytérienne à toute autre Église.

Quelque peu scrupuleux que fussent Buckingham, Ashley et Lauderdale, on ne jugea pas prudent de leur confier l'intention qu'avait le roi de se déclarer catholique romain. On ne leur montra qu'un faux traité dans lequel l'article concernant la religion avait été omis; la signature et le sceau de Clifford et d'Arlington paraissent seuls sur le traité original. Ces deux hommes d'État avaient une préférence marquée pour l'ancienne Église, préférence que le brave et bouillant Clifford ne tarda pas à confesser courageusement, mais que le méprisable et froid Arlington cacha, jusqu'au jour où les terreurs de la mort le rendirent enfin sincère. Buckingham, Ashley et Lauderdale n'étaient pas gens qu'on pût facilement tromper, et il est probable qu'ils en soupçonnèrent plus qu'on ne leur en disait. Du reste ils savaient positivement tous les engagements politiques contractés avec la France, et ne rougissaient pas de recevoir de Louis XIV des gratifications considérables.

Le but principal du roi d'Angleterre était d'obtenir de la Chambre des communes des subsides qui lui permettent d'exécuter le traité secret. La Cabale, dont le pouvoir s'exerçait à une époque où notre gouvernement était dans un état de transition, réunissait en elle deux espèces particulières de vices appartenant à deux époques différentes et à deux systèmes politiques différents. Ces cinq mauvais ministres, tout en étant les derniers hommes d'État anglais qui aient songé sérieusement à détruire le Parlement, ont été aussi les premiers qui aient essayé de le corrompre sur une vaste échelle. Nous retrouvons à la fois dans leur politique les dernières traces du fameux « *Thorough* » de Strafford, et les premiers indices de cette corruption systématique que Walpole pratiqua plus tard. Cependant ils ne tardèrent pas à reconnaître qu'au sein de la Chambre des communes, toute composée de Cavaliers qu'elle était, et malgré les places et les pensions françaises prodiguées

à ses membres, il ne se formerait jamais une majorité qui sou tiendrait les articles même les moins odieux du traité de Douvres. Il fallut donc recourir à la ruse. Charles se mit à faire parade d'un grand zèle en faveur des principes de la Triple-Alliance; il prétendit qu'il était nécessaire d'augmenter la flotte pour mettre un terme à l'ambition française. Les Communes donnèrent dans le panneau et votèrent un subside de huit cent mille livres sterling. Le Parlement fut immédiatement prorogé, et la cour, affranchie de tout contrôle, se lança dans l'exécution de son grand projet.

Les difficultés financières étaient grandes. Une guerre avec la Hollande ne pouvait être menée à bonne fin qu'à l'aide de dépenses excessives. Les revenus ordinaires suffisaient à peine aux besoins du gouvernement en temps de paix. Les huit cent mille livres qu'on venait d'escamoter aux Communes ne pouvaient suffire à défrayer les dépenses militaires de terre et de mer pendant une année d'hostilités. Après la terrible leçon du Long-Parlement, la Cabale elle-même n'osait s'aventurer à proposer les dons gratuits et l'impôt maritime. Dans cette perplexité, Clifford et Ashley proposèrent une abominable violation de la bonne foi publique. A cette époque, les orfèvres de Londres n'étaient pas simplement des gens trafiquant en métaux précieux, ils étaient en outre banquiers, et à ce titre avaient coutume d'avancer de fortes sommes d'argent au gouvernement. En retour de ces avances, on leur donnait des bons sur le revenu, et leurs avances, avec les intérêts, étaient remboursées à la rentrée des taxes. Près de treize cent mille livres sterling avaient été ainsi confiées à l'honneur du gouvernement. Tout à coup on déclara qu'on ne pouvait payer le capital et que les prêteurs devaient se contenter de toucher les intérêts. La conséquence de cette mesure fut de mettre ces banquiers dans l'impossibilité de faire honneur à leurs propres engagements. La Bourse en fut bouleversée, plusieurs maisons de commerce des plus considérables firent faillite, et la société tout entière fut plongée dans l'inquiétude et le découragement. En même temps on marchait à grands pas vers le despotisme; on publia successivement plusieurs proclamations suspendant

des actes du Parlement et réglementant ce que le Parlement seul pouvait légalement réglementer. La plus importante fut celle qu'on appela Déclaration d'indulgence; elle abolissait par autorité royale les lois pénales contre les catholiques romains, et afin que le but réel de cette mesure ne fût pas découvert, on suspendit aussi les lois contre les protestants non conformistes.

Quelques jours après la publication de cet Édit d'indulgence, la guerre fut déclarée aux Provinces-Unies. La Hollande se défendit vaillamment sur mer, mais sur terre elle fut tout d'abord accablée par des forces irrésistibles. Une armée française considérable passa le Rhin; les unes après les autres, les forteresses ouvraient leurs portes. Sur sept provinces de la confédération, trois étaient déjà occupées par les ennemis; des combles de l'hôtel de ville d'Amsterdam on voyait les feux du camp français. La République, livrée ainsi à des assaillants étrangers, était en même temps déchirée par des dissensions intestines. Le gouvernement était dans les mains d'une oligarchie exclusive de puissants bourgeois. Un grand nombre de conseils municipaux électifs exerçaient, chacun dans sa sphère, des droits souverains; ces conseils envoyoyaient des délégués aux états provinciaux, qui eux-mêmes envoyoyaient des délégués aux États-Généraux. L'organisation politique n'exigeait pas absolument un premier magistrat héréditaire. Cependant, une famille singulièrement fertile en grands hommes avait graduellement acquis une autorité considérable et presque indéfinie. Guillaume, premier du nom, prince d'Orange et de Nassau, stathouder de Hollande, avait été le chef de la première insurrection contre les Espagnols; Maurice, son fils, avait été capitaine-général et premier ministre des États; il s'était élevé par son éminente habileté, ses services publics, et aussi par quelques actions de cruauté et de trahison, à un pouvoir souverain qu'il léguait en grande partie à sa famille. L'influence du stathouderat excitait au plus haut point la jalouse de l'oligarchie municipale; mais l'armée et la grande masse des citoyens qui étaient exclus de toute participation au gouvernement, portaient aux bourgmestres et aux délégués une haine semblable à celle

que les légions et le menu peuple de Rome portaient au sénat, et étaient aussi dévouées à la maison d'Orange que ces légions et ce même peuple de Rome l'avaient été à la famille des Césars. Le stathouder commandait les forces de la République, nommait à tous les commandements militaires, avait une large part au patronage civil, et était entouré d'une pompe presque royale.

Le prince Guillaume II avait rencontré une forte opposition dans le parti oligarchique ; il mourut sans postérité, au milieu des troubles de l'année 1650. Sa mort laissa les amis de sa famille quelque temps sans chef, et son autorité fut partagée entre les conseils municipaux, les états provinciaux et les états généraux.

Mais, quelques jours après sa mort, la princesse Marie, sa veuve, fille de Charles I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, donna naissance à un fils, destiné à éléver au plus haut point la gloire et l'autorité de la maison de Nassau, à sauver les Provinces-Unies de l'esclavage, à réprimer le pouvoir de la France, et à établir enfin la constitution anglaise sur des bases durables.

Ce prince, appelé Guillaume-Henri, fut dès sa naissance l'objet de craintes sérieuses pour le parti alors dominant en Hollande et de loyal attachement pour les anciens amis de sa famille. Il était entouré d'une haute considération comme possesseur d'immenses richesses, comme chef d'une des plus illustres maisons de l'Europe, comme prince souverain de l'empire germanique, comme prince du sang royal d'Angleterre, et surtout comme descendant des fondateurs de la liberté batave. Mais la haute position considérée pendant quelque temps comme hérititaire dans sa famille restait vacante, et le parti aristocratique ne voulait pas entendre parler du rétablissement du stathoudérat. Cette première magistrature était en grande partie suppléeée par la charge de Grand Pensionnaire, alors remplie par Jean de Witt, qui, par ses talents, sa fermeté et son intégrité, s'était élevé à un pouvoir sans rival dans les conseils de l'oligarchie municipale.

L'invasion française produisit un changement complet dans l'opinion. Le peuple, effrayé et à bout de souffrances, se tourna

contre le gouvernement ; dans sa folie, il alla jusqu'à attaquer les plus braves capitaines et les hommes d'État les plus distingués de la république. De Ruyter fut insulté par la populace ; De Witt fut mis en pièces devant la porte du palais des États-Généraux de la Haye. Le prince d'Orange, qui n'avait pris aucune part à ce meurtre, mais qui dans cette circonstance, comme dans une autre occasion regrettable, vingt ans après, avait traité avec une indulgence déplorable pour sa gloire les auteurs de crimes commis à son avantage, devint le chef sans rival du gouvernement. Malgré sa jeunesse, son courage ardent et indomptable, quoique déguisé sous des manières froides et réservées, ranima bientôt l'ardeur de ses concitoyens découragés. Ce fut en vain que son oncle et le roi de France essayèrent, par les offres les plus brillantes, de le détacher de la cause républicaine. Il prononça aux États-Généraux des paroles fermes et enthousiastes ; il alla même jusqu'à proposer un projet digne des temps héroïques et qui, s'il eût été exécuté, aurait pu devenir pour un poème épique le plus noble sujet des temps modernes. Il dit à l'assemblée que si le sol natal et toutes les merveilles dont l'industrie humaine l'avaient couvert devait être englouti par l'Océan, tout ne serait pas encore perdu ; que les Hollandais pouvaient survivre à la Hollande ; que, traquées par les tyrans et les bigots de l'Europe, la liberté et la religion pouvaient trouver un refuge dans les îles éloignées de l'Asie ; que les vaisseaux à l'ancre dans les ports de la République pouvaient transporter deux cent mille émigrants dans l'archipel Indien ; là, la République hollandaise pourrait recommencer une existence nouvelle et glorieuse, et établir sous la Croix du Sud, au milieu des muscadiers et des cannes à sucre, un commerce plus florissant que celui d'Amsterdam et des écoles plus savantes que celle de Leyde. L'esprit public se passionna ; les propositions des ennemis furent dédaigneusement repoussées, et l'on ouvrit les digues. Tout le pays ne fut bientôt plus qu'un grand lac, où les villes avec leurs remparts et leurs clochers paraissaient comme des îles. Les assaillants, pour éviter une destruction complète, furent forcés de faire une retraite précipitée. Louis XIV, qui croyait quelquefois nécessaire

de se montrer à la tête de ses troupes, mais qui préférait un palais à un camp, était déjà retourné à Versailles pour s'enivrer de l'admiration des poètes et du sourire des femmes dans ses allées nouvellement plantées.

La fortune ne tarda pas à changer. Sur mer, le résultat de la guerre avait été douteux ; sur terre, les Provinces-Unies avaient obtenu du répit, et un répit, quelque court qu'il fût, était d'une grande importance. Les deux branches de la grande maison d'Autriche, alarmées des vastes projets de Louis XIV, coururent aux armes. L'approche d'un danger commun réconcilia bientôt l'Espagne et la Hollande, divisées par le souvenir d'anciens torts et d'anciennes humiliations. De tous les coins de l'Allemagne des troupes se précipitèrent vers le Rhin. Le gouvernement anglais avait déjà dépensé les fonds qu'il avait obtenus en rançonnant ses créanciers ; la Cité se refusait à prêter de nouveau ; et quant à essayer de lever des taxes par autorité royale seulement, c'eût été provoquer une rébellion instantanée. Louis XIV, qui avait maintenant à se défendre contre la moitié de l'Europe, n'était plus en état de fournir au roi d'Angleterre des moyens de répression contre son peuple ; il devint donc nécessaire de convoquer le Parlement.

Au printemps de 1673, les Chambres se réunirent après une absence de près de deux années. Le roi comptait surtout, comme agents parlementaires, sur Clifford, devenu pair et lord de la Trésorerie, et sur Ashley, créé comte de Shaftesbury et lord-chancelier. Le parti du pays commença aussitôt son attaque contre la politique de la Cabale ; cette attaque n'eut pas la violence d'une tempête, mais ressembla plutôt au siège lent et scientifique d'une place. Les Communes laissèrent d'abord concevoir quelque espérance qu'elles soutiendraient la politique extérieure du roi, mais à la condition qu'il achèterait leur soutien par l'abandon de sa politique intérieure. Le premier point était d'obtenir la révocation de la Déclaration d'indulgence. Elle était certainement la plus impopulaire de toutes les mesures impopulaires prises par le gouvernement ; et les sentiments des partis les plus opposés avaient été choqués par un acte si libéral fait d'une manière si despote. Tous les enne-

mis de la liberté religieuse, tous les amis de la liberté civile se trouvèrent de la même opinion, et ces deux classes d'individus formaient les dix-neuf vingtièmes de la nation. L'anglican zélé se récriait contre la faveur accordée au papiste et au puritain ; le puritain, tout en profitant de la suspension des persécutons dont il avait tant souffert, n'avait que peu de gratitude pour une tolérance qu'il lui fallait partager avec l'antechrist. Tous les Anglais enfin qui appréciaient la liberté et la majesté de la loi, voyaient avec déplaisir le sérieux envahissement que la prérogative royale venait de se permettre sur le domaine législatif.

Il faut bien avouer que la question constitutionnelle n'était pas sans obscurité. Nos anciens souverains avaient, sans contredit, revendiqué et exercé le droit de suspendre l'application des lois pénales ; les cours de justice l'avaient reconnu, et les Parlements ne l'avaient pas attaqué. Peu de personnes, même dans le parti du pays, pouvaient nier, en face de pareils précédents, qu'un droit quelconque de cette espèce fut inhérent à la couronne. Cependant il était clair que si cette prérogative était sans limites, le gouvernement anglais différait peu d'un despotisme pur. Du reste, le roi et ses ministres admettaient qu'il y avait une limite. Mais la Déclaration d'indulgence était-elle en deçà ou au delà de cette limite ? telle était la question ; et ni d'un côté ni de l'autre on ne réussit à tracer une ligne de démarcation qui pût supporter l'examen. Quelques membres de l'opposition se plaignirent que la Déclaration ne suspendait pas moins de quarante statuts ! Mais pourquoi pas quarante aussi bien qu'un ? Un des orateurs dit que dans son opinion le roi pouvait très-constitutionnellement suspendre l'application des lois mauvaises, mais qu'il ne pouvait toucher à celles qui étaient bonnes. Il est inutile de faire ressortir l'absurdité d'une telle distinction. La doctrine qui semble avoir généralement prévalu dans la Chambre des communes était que ce pouvoir suspensif, restreint aux matières séculières, ne s'étendait pas aux lois qui avaient été faites pour la sécurité de la religion établie. Et cependant, puisque le roi était le chef suprême de l'Église, il semble que s'il avait de quelque façon ce pouvoir suspensif, il pouvait l'exercer en ce qui concernait l'Église. Quand les cour-

tisans essayèrent, d'un autre côté, de définir les bornes de cette prérogative, ils ne furent pas plus heureux que ne l'avait été l'opposition<sup>1</sup>.

En réalité, ce pouvoir suspensif était une anomalie politique; théoriquement, il était incompatible avec les principes d'un gouvernement mixte; mais il s'était développé dans des temps où l'on s'occupait peu de théories; et comme on n'en avait jamais fait un usage abusif, il avait été toléré et avait ainsi acquis une sorte de droit prescriptif. Enfin, après un long intervalle, dans un siècle éclairé, dans une circonstance importante, on y eut recours d'une manière inusitée et dans un but généralement exécré. Il fut donc instantanément soumis à un examen sévère. On ne se hasarda pas à le déclarer dès l'abord inconstitutionnel, mais on commença à voir qu'il était en désaccord direct avec l'esprit de la constitution, et que si l'on n'y prenait garde, il changerait bientôt le gouvernement tempéré de l'Angleterre en une monarchie absolue.

Sous l'influence de telles appréhensions, les Communes refusèrent au roi, non pas le droit suspensif des lois pénales en général, mais seulement le droit suspensif des lois pénales en matière ecclésiastique, et lui donnèrent clairement à entendre que, sans l'abandon de cette dernière prétention, elles ne voteraient pas les subsides pour la guerre contre la Hollande. Charles II fut sur le point de risquer le tout pour le tout, mais Louis XIV lui conseilla fortement de se soumettre à la nécessité et d'attendre des temps meilleurs, c'est-à-dire le moment où les armées françaises, délivrées des luttes opiniâtres qu'elles avaient à soutenir sur le continent, deviendraient disponibles pour la répression du mécontentement en Angleterre. Dans la Cabale même se manifestèrent des symptômes de désunion et de trahison. Shaftesbury, avec sa sagacité proverbiale, s'aperçut qu'une violente réaction approchait et que tout semblait annoncer une crise semblable à celle de 1640. Comme il ne voulait pas que cette crise le trouvât dans la situation de Strafford,

<sup>1</sup> Ce qui se dit de plus raisonnable sur ce sujet dans la Chambre des communes vint de sir William Coventry: « Jamais nos ancêtres ne tracèrent une ligne pour circonscrire la prérogative royale et la liberté. »

il s'empessa de faire volte-face en reconnaissant dans la Chambre des lords que la Déclaration était illégale. Ainsi abandonné par son allié et par son chancelier, le roi céda, annula la Déclaration, et promit qu'elle ne servirait jamais de précédent.

Mais cette concession fut insuffisante. Les Communes ne se contentèrent pas d'avoir forcé le souverain à l'annulation de l'Indulgence, elles le forcèrent encore à donner sa sanction à une loi célèbre qui fut exécutée jusqu'au règne de Georges IV. Cette loi, connue sous le nom d'acte du Test, ordonnait que toute personne occupant une situation civile ou militaire prêterait le serment de suprématie, souscrirait une déclaration contre la transsubstantiation, et recevrait publiquement la communion selon les rites de l'Église anglicane. Le préambule de la loi n'attaquait que les papistes, mais ses clauses dispositives n'étaient guère plus favorables à la fraction la plus rigide du parti puritain. Ceux-ci, cependant, effrayés de la tendance évidente de la cour vers le papisme, et encouragés par quelques membres de l'Église anglicane à espérer qu'aussitôt les catholiques romains soumis, quelque soulagement serait accordé aux protestants non-conformistes, ne firent que peu d'opposition. Le roi, de son côté, toujours soumis au même besoin d'argent, ne put refuser sa sanction. La loi passa donc, et en conséquence le duc d'York se trouva dans la nécessité d'abandonner sa haute position de lord grand-amiral.

Jusqu'alors les Communes ne s'étaient pas déclarées contre la guerre de Hollande; mais quand, en échange des subsides qu'on lui avait parcimonieusement votés, le roi eut abandonné son plan de politique intérieure, elles attaquèrent avec acharnement sa politique extérieure. Elles demandèrent avec instance que Buckingham et Lauderdale fussent bannis à jamais du conseil royal, et nommèrent une commission pour prononcer sur l'opportunité de mettre Arlington en accusation. En peu de temps la Cabale n'exista plus. Clifford, qui, seul des cinq, avait quelque droit au titre d'honnête homme, refusa de prêter le nouveau serment, déposa la « verge blanche », et se retira à sa maison de campagne. Arlington quitta le poste de secrétaire d'État pour une charge paisible et honorable dans la maison

royale. Shaftesbury et Buckingham firent leur paix avec l'opposition, et reparurent à la tête de la démocratie orageuse de la Cité. Lauderdale seul continua d'être ministre pour les affaires d'Écosse, dans lesquelles le Parlement anglais ne pouvait intervenir.

Alors les Communes pressèrent le roi de faire la paix avec la Hollande, et déclarèrent expressément qu'elles ne voteraien plus de subsides pour la guerre, jusqu'à ce qu'il leur fût prouvé que l'ennemi refusait obstinément d'accepter des conditions raisonnables. Charles fut donc obligé de remettre à un temps plus opportun l'exécution du traité de Douvres, et d'apaiser la nation en lui faisant croire qu'il revenait à la politique de la Triple-Alliance. Sir William Temple, qui pendant l'administration de la Cabale avait vécu retiré au milieu de ses livres et de ses plates-bandes de fleurs, fut rappelé de son ermitage pour aller conclure la paix particulière de l'Angleterre avec la Hollande, et nommé de nouveau ambassadeur à la Haye, où sa présence fut regardée comme un gage de la sincérité de son souverain.

La haute direction des affaires fut confiée à sir Thomas Osborn, baronnet du Yorkshire, qui avait donné des preuves de grands talents politiques et oratoires dans la Chambre des communes. Il fut nommé lord-trésorier, et créé bientôt après comte de Danby. Ce n'était pas un homme dont le caractère moral pût soutenir un examen rigoureux. Avide de richesses et d'honneurs, c'était un homme corrompu et corrupteur; la Cabale lui avait légué l'art de gagner les Parlements, art grossier encore, qui ne promettait guère d'atteindre la rare perfection à laquelle il fut porté dans le siècle suivant : il s'y montra supérieur aux inventeurs eux-mêmes. Ceux-ci n'avaient acheté que les orateurs des Parlements; mais tout homme qui possédait un vote pouvait le vendre à Danby. Cependant il ne faut pas le confondre avec les négociateurs de Douvres. Le nouveau ministre n'était pas dépourvu de tout sentiment anglais et protestant, et le soin de sa fortune personnelle ne lui fit jamais complètement oublier les intérêts de son pays et de sa religion. Il voulait bien aussi étendre le domaine des préroga-

tives royales, mais par des moyens tout différents de ceux aux-  
quels Arlington et Clifford voulaient avoir recours. Jamais il  
n'eut l'idée d'établir l'arbitraire à l'aide des armes étrangères  
et en rabaisant le royaume au rang de principauté dépendante.  
Son idée était de rallier autour de la monarchie ces classes qui  
avaient été ses fermes appuis pendant les troubles de la géné-  
ration précédente, et que les fautes et les crimes de la cour  
avaient éloignées d'elle. Avec le soutien de l'ancien parti des  
Cavaliers, des nobles, des gentilshommes campagnards, du  
clergé et des universités, il croyait pouvoir faire de son maître,  
non un souverain absolu, mais un souverain presque aussi  
puissant qu'Élisabeth l'avait été.

Sous l'influence de cette idée, Danby résolut de livrer exclu-  
sivement à ce parti tout pouvoir, législatif et exécutif. C'est  
dans ce but qu'il présenta, en 1675, à la Chambre des lords,  
un bill qui déclarait incapable d'occuper une situation publi-  
que, ou de siéger dans l'une ou l'autre Chambre, quiconque  
n'aurait au préalable déclaré, sous serment, qu'il considérait  
comme criminelle toute résistance au pouvoir royal, et qu'il  
s'engageait à ne jamais essayer de rien changer dans le gou-  
vernement de l'État ou de l'Église. Pendant plusieurs semaines,  
les débats, les divisions, les protestations que souleva cette  
proposition agitèrent vivement le pays. Deux membres de la  
Cabale, Buckingham et Shaftesbury, désireux de faire leur paix  
avec la nation, se mirent à la tête de l'opposition dans la  
Chambre des lords, opposition dont la véhémence et l'opiniâ-  
treté étaient sans exemple, et qui finit par l'emporter. Le bill  
ne fut pas rejeté, il est vrai, mais il fut mutilé, ajourné, et finit  
par être abandonné.

Telle était la politique exclusive de Danby à l'intérieur. Ses  
idées sur la politique étrangère lui faisaient plus d'honneur ;  
elles étaient, en fait, directement opposées à celles de la Cabale,  
et différaient peu de celles du parti du pays. Il se plaignait  
amèrement de la position dégradante où l'Angleterre était  
descendue à l'égard de la France, et disait à qui voulait l'en-  
tendre que son plus vif désir serait d'inculquer à celle-ci du  
respect à tour de bras. Il déguisait si peu ses propres sentiments,

que, dans un banquet où assistaient les plus grands dignitaires de l'État et de l'Église, il alla jusqu'à porter un toast à la confusion de tous ceux qui étaient opposés à la guerre avec la France. Il aurait vu avec joie l'union de son pays avec les puissances alors coalisées contre Louis XIV, et dans ce but il voulait placer à la tête du département des affaires étrangères sir William Temple, l'instigateur de la Triple-Alliance. Mais le pouvoir du premier ministre était limité. Dans ses lettres confidentielles il se plaignait de l'infatuation de son maître, qui empêchait l'Angleterre de se poser convenablement parmi les nations européennes. Charles II était toujours aussi avide de l'or français, et n'avait point perdu l'espoir qu'un jour viendrait où il pourrait, à l'aide des armes françaises, établir la monarchie absolue : ces deux raisons l'engageaient à se maintenir en de bons termes avec la cour de Versailles.

C'est ainsi que le souverain et son ministre suivaient deux systèmes de politique étrangère complètement opposés. Ni l'un ni l'autre, il est vrai, n'était d'un caractère à poursuivre son but sans déviation ; ils cédaient de temps en temps à leurs importunités réciproques, mais leurs tendances contraires et leurs concessions mutuelles donnaient à la marche du gouvernement une allure étrangement capricieuse. Quelquefois le monarque anglais, moitié par légèreté, moitié par indolence, permettait à son ministre de prendre quelque mesure que le roi de France regardait comme une mortelle injure. D'un autre côté, Danby, plutôt que de perdre sa haute position, se laissait aller par moments à des complaisances dont il éprouvait honte et remords. Ainsi le roi fut forcé de consentir au mariage de lady Marie, fille ainée et héritière présomptive du duc d'York, avec Guillaume d'Orange, l'ennemi mortel de la France et le champion héréditaire de la réformation. Bien plus, quelques troupes anglaises, sous la conduite du brave comte d'Ossory, fils du duc d'Ormond, allèrent porter secours aux Hollandais, et dans la plus sanglante affaire de toute la guerre, soutinrent brillamment l'honneur national par leur inflexible courage. Quant au lord-trésorier, il fut obligé, non-seulement de fermer les yeux sur de scandaleuses transactions d'argent entre son maître et

la cour de Versailles, mais encore il lui fallut, bien à contre-cœur, devenir l'agent de ces négociations.

En attendant, le parti du pays était ballotté dans des directions contraires par deux influences opposées. Les chefs populaires, malgré les craintes que leur donnait la puissance de Louis XIV, qui, non-seulement tenait tête à la coalition continentale mais encore gagnait du terrain, n'osaient cependant confier à leur souverain les moyens de s'opposer à la France, de crainte qu'il ne s'en servît pour détruire les libertés de l'Angleterre. Le conflit entre ces deux appréhensions bien légitimes rendait la politique de l'opposition aussi variable et aussi excentrique que celle de la cour. Les Communes demandèrent à grands cris la guerre avec la France, jusqu'à ce qu'enfin le roi, pressé par Danby de consentir à leurs vœux, eut l'air de céder et leva une armée. Mais dès qu'elles virent commencer le recrutement, l'appréhension que leur causait Louis XIV s'évanouit devant un danger plus pressant : elles redoutèrent de voir employer ces nouvelles levées à des services que Charles avait bien plus à cœur que la défense des Flandres. Elles refusèrent donc les subsides, et demandèrent le désarmement avec autant d'insistance qu'elles en avaient mis à demander l'armement. Les historiens qui ont jugé avec sévérité cette contradiction ne nous paraissent pas avoir apprécié avec assez d'indulgence la situation embarrassante de sujets qui ont des motifs de croire que leur souverain conspire contre leurs libertés avec une puissance étrangère et ennemie : lui refuser toute ressource militaire, c'est laisser l'État sans défense ; lui en accorder, c'est peut-être lui fournir des armes contre l'État. Dans une telle disposition, les variations d'opinion ne sont point des preuves de mauvaise foi, elles ne prouvent même pas la faiblesse.

Le roi de France ne manquait pas de fomenter ces jalousies avec soin. Pendant longtemps il avait réduit l'Angleterre à un rôle passif en promettant au trône de l'appui contre le Parlement. Effrayé de l'influence que prenaient dans le cabinet les conseils patriotiques de Danby, il se mit à exciter le Parlement contre le trône. Entre Louis XIV et le parti du pays, il y avait un sentiment commun, mais un seul, le manque complet de

confiance dans le roi de l'Angleterre. Si le parti du pays avait pu avoir la conviction que le souverain voulait seulement faire la guerre à la France, il lui eût offert un concours empressé; si le roi de France eût été persuadé que les nouvelles levées n'étaient destinées qu'à attaquer la constitution anglaise, il n'eût fait aucun effort pour les empêcher. Mais l'inconstance de Charles et sa mauvaise foi étaient telles, que le gouvernement français et l'opposition anglaise, quoique différant sur tous les autres points, s'accordaient pour ne pas croire à ses protestations, et désiraient également le voir sans armées et sans argent. Il y eut des pourparlers entre l'ambassadeur de France Barillon et les hommes politiques d'Angleterre qui avaient toujours professé, et éprouvaient en effet, le plus de crainte et d'aversion pour l'influence française. L'homme le plus loyal du parti du pays, lord William Russell, fils du comte de Bedford, ne se fit aucun scrupule de concerter avec un ambassadeur étranger des plans pour augmenter les embarras de son propre souverain. Son crime n'alla pas plus loin: ses principes et sa fortune le mettaient au-dessus de toute tentation sordide; mais il y a tout lieu de croire que plusieurs de ses associés furent moins scrupuleux. Il serait injuste d'imputer à ces hommes l'insigne perversité d'avoir accepté de l'argent pour nuire à leur patrie; au contraire, ils croyaient la servir; mais il est impossible de ne pas reconnaître l'indélicatesse et la bassesse dont ils firent preuve en se faisant payer leurs services par un prince étranger. Parmi ceux qu'on ne peut absoudre de cette accusation dégradante, il en est un qui est généralement considéré comme la personnification du dévouement patriotique, et qui, en dépit de quelques grandes aberrations de caractère et d'esprit, peut à bon droit être regardé comme un héros, un philosophe et un patriote. Il est pénible de voir un tel nom sur la liste des pensionnaires de la France, et cependant il est consolant de penser que de nos jours un homme public serait considéré comme un misérable s'il ne repoussait pas avec indignation la tentation à laquelle succomba Algernon Sidney.

Le résultat de toutes ces intrigues fut que l'Angleterre, bien que de temps en temps elle prit une attitude menaçante, resta

dans l'inaction pendant les sept années de la guerre continentale qui se termina en 1678 par le traité de Nimègue. Les Provinces-Unies, qui en 1672 semblaient être sur le penchant de la ruine, obtinrent une paix aussi honorable qu'avantageuse. Ce changement de fortune fut généralement attribué à l'habileté et au courage du jeune stathouder ; sa réputation était grande en Europe et surtout chez les Anglais, qui le regardaient comme un de leurs princes et se plaisaient à voir en lui l'époux de leur future reine. La France garda plusieurs villes importantes des Pays-Bas, ainsi que la Franche-Comté. La monarchie espagnole, déjà sur le déclin, fut seule à supporter presque toutes les pertes.

Quelques mois après la cessation des hostilités sur le continent survint une grande crise dans la politique anglaise. Depuis dix-huit ans elle se préparait. Tout grand qu'ait été le trésor de popularité avec lequel le roi commença son règne, il n'avait pas tardé à s'épuiser. Le mécontentement succédant à la fidélité enthousiaste, l'esprit public avait reculé pas à pas de 1660 à 1640, et il se trouvait au même point que lors de la réunion du Long-Parlement.

Plusieurs motifs contribuèrent à ce mécontentement général, et en première ligne il faut mettre l'orgueil national blessé. La génération d'alors avait vu pendant quelques années l'Angleterre alliée à la France sur un pied d'égalité ; elle l'avait vue victorieuse de la Hollande et de l'Espagne, maîtresse de la mer, la tête du protestantisme et la terreur de Rome. Ses ressources n'étaient pas diminuées, et l'on devait naturellement s'attendre à ce qu'elle fût placée aussi haut dans l'estime de l'Europe, sous un roi légitime, fort de l'affection et de l'obéissance volontaire de ses sujets, qu'elle l'avait été sous un usurpateur dont la vigilance et l'énergie se dépensaient en grande partie à réduire une population turbulente. Cependant, grâce à l'imbécillité et à la lâcheté du gouvernement, elle était tombée si bas, que la moindre principauté allemande ou italienne qui pouvait mettre en campagne cinq mille hommes était un membre plus important qu'elle de la famille des nations.

À l'amertume de cette humiliation nationale se mêlait l'in-

quiétude pour la liberté civile. Une rumeur, confuse il est vrai, mais par cela même plus alarmante peut-être, attribuait à la cour des desseins arrêtés contre les droits constitutionnels des Anglais. On savait que l'exécution de ces desseins devait être confiée à l'intervention étrangère ; les Cavaliers eux-mêmes, à la pensée de cette intervention, se sentaient bouillir le sang dans les veines. Quelques-uns d'entre eux, qui avaient toujours professé la doctrine de non-résistance quand-même, disaient alors qu'il y avait des limites à cette doctrine, et que si une force étrangère était appelée pour faire violence à la nation, ils ne répondraient pas de leur patience.

Mais ni l'orgueil national, ni l'inquiétude pour les libertés publiques, ne pesaient autant dans la balance du mécontentement populaire que la haine pour la religion catholique romaine. Cette haine était devenue la passion dominante de la société entière ; elle était aussi forte chez l'ignorant et le profane que chez le protestant convaincu. Les cruautés du règne de Marie, cruautés qui, même dans les récits les plus exacts et les plus modérés, excitent notre juste exécration, et qui dans les martyrologes populaires n'étaient racontés ni avec exactitude ni avec modération, les conspirations contre Élisabeth, et surtout la conspiration des poudres, avaient laissé dans l'esprit du vulgaire un sentiment profond et poignant qu'entretenaient des commémorations annuelles, des prières, des feux de joie et des processions. Il ne faut pas oublier non plus que les classes de la société qui s'étaient le plus distinguées par leur attachement au trône, c'est-à-dire le clergé et les propriétaires fonciers, avaient une raison toute spéciale d'aversion contre l'Église de Rome. Le clergé tremblait pour ses bénéfices, et les propriétaires pour leurs abbayes et leurs dîmes. A l'époque où le souvenir du règne des Saints était encore vivant, la haine qu'inspirait le papisme avait en quelque sorte fait place à celle que soulevait le puritanisme ; mais, pendant les dix-huit années qui s'étaient écoulées depuis la restauration, cette haine contre le puritanisme s'était affaiblie, en même temps que la haine contre le papisme s'était accrue. Les stipulations du traité de Douvres n'étaient connues que d'un très-petit nombre de per-

sonnes ; mais des soupçons s'étaient répandus, et l'impression générale était qu'un grand coup allait être porté à la religion protestante. On soupçonnait le roi de pencher vers le catholicisme ; son frère, l'héritier présomptif de la couronne, était connu comme catholique romain exagéré ; la duchesse d'York était morte catholique romaine. En dépit des remontrances de la Chambre des communes, le duc d'York s'était remarié avec la princesse Marie de Modène, autre catholique. Il était à craindre, s'il avait des héritiers mâles, qu'ils ne fussent élevés dans cette même religion. Une succession de princes hostiles à la foi établie pouvait ainsi s'asseoir sur le trône d'Angleterre. La constitution venait d'être violée dans le but d'abriter contre les lois pénales les catholiques romains ; l'allié dont la politique anglaise suivait depuis plusieurs années les inspirations était non-seulement catholique romain, mais encore il avait persécuté les Églises réformées. Il n'était donc pas étonnant que, dans de pareilles circonstances, le peuple fût porté à apprêter le retour de l'époque qu'il n'avait cessé d'appeler le temps de la sanglante Marie.

La nation se trouvait dans une disposition telle, que la plus petite étincelle pouvait allumer un incendie. C'est à ce moment même que, de deux côtés à la fois, le feu fut mis à cette masse de matières combustibles ; aussi l'explosion fut-elle instantanée.

La cour de France, qui savait que Danby était son mortel ennemi, machina sa perte en le faisant passer pour son ami. Louis XIV, par la main de Ralph Montague, homme impudent et taré qui avait résidé en France comme ministre d'Angleterre, fit passer devant la Chambre des communes des preuves que le lord-trésorier avait été impliqué dans une demande d'argent adressée à la cour de Versailles par la cour de Whitehall. Cette découverte eut le résultat qu'on devait en attendre. Le trésorier fut livré à la vengeance du Parlement, bien moins à cause de sa faute qu'à cause de ses mérites ; non pas parce qu'il avait été complice d'une transaction criminelle, mais parce qu'il avait été un complice incommodé et récalcitrant. Ses contemporains ne connurent pas les circonstances qui aux yeux de

la postérité atténuent beaucoup sa faute; il était pour eux comme le courtier qui avait vendu l'Angleterre à la France. Il paraissait évident que son pouvoir était arrivé à son terme, et fort douteux qu'il pût sauver sa tête.

La fermentation qu'occasionnait cette découverte fut cependant légère, comparée à la commotion qui éclata par suite de la révélation d'un grand complot papiste. Un certain Titus Oates, ecclésiastique de l'Église anglicane, dont la vie désordonnée et les doctrines hétérodoxes avaient attiré sur lui la censure de ses supérieurs spirituels, obligé d'abandonner son bénéfice, avait depuis lors mené une vie vagabonde et honteuse. Il s'était fait passer pour catholique romain et avait séjourné quelque temps sur le continent dans des collèges de jésuites anglais. Il y avait sans doute entendu parler fort étourdiment des meilleurs moyens de ramener l'Angleterre dans le giron de la véritable Église. Sur ces données premières il s'était composé un monstrueux roman plus semblable aux songes d'un homme malade qu'à des combinaisons admissibles dans le monde réel. Le pape, disait-il, avait confié aux jésuites le gouvernement de l'Angleterre; ceux-ci, par des brevets scellés du sceau de leur ordre, avaient nommé aux premières fonctions de l'État et de l'Église des ecclésiastiques, des nobles et des gentilshommes catholiques; les papistes, qui déjà une fois avaient brûlé Londres, devaient essayer de l'incendier encore. Ils projetaient de mettre le feu à tous les vaisseaux réunis dans la Tamise; ils devaient se lever à un moment donné et massacerer tous leurs voisins protestants; une armée française devait en même temps débarquer en Irlande; les principaux hommes d'État et les ecclésiastiques devaient être assassinés; trois ou quatre projets d'attentat à la vie du roi avaient été formés: il devait être poignardé, il devait être empoisonné par une médecine; on devait tirer sur lui avec des balles d'argent! L'esprit public était si susceptible et si excitable, que ces mensonges trouvèrent facilement crédit auprès du vulgaire. Deux événements qui arrivèrent coup sur coup firent même croire à quelques hommes sensés que cette histoire, tout exagérée et absurde qu'elle paraisse, pouvait bien avoir quelque base réelle.

L'ordre ayant été donné de visiter les papiers d'Édouard Coleman, un des accusés, intrigant catholique fort actif et peu honnête, il se trouva qu'il venait justement d'en détruire la plus grande partie ; mais ceux qui restaient contenaient des passages qui, pour des esprits prévenus, semblaient confirmer la déposition d'Oates. Cependant ces passages, interprétés sans artifice, ne paraissent exprimer guère plus que les espérances que la situation des affaires, la partialité du roi, celle plus évidente encore de son frère pour le catholicisme, et les relations établies entre les cours de France et d'Angleterre, pouvaient naturellement exciter dans l'esprit d'un catholique romain fortement attaché aux intérêts de son Église. Mais la nation n'était pas disposée alors à interpréter naturellement les lettres d'un papiste. On argua, avec quelque apparence de raison, que si des papiers qui contenaient des phrases tellement suspectes avaient été négligés comme sans conséquence, ceux qui avaient été livrés aux flammes devaient contenir quelque grand mystère d'iniquité.

Quelques jours après, on apprit que sir Edmondsbury Godfrey, magistrat recommandable, qui avait reçu la déposition d'Oates contre Coleman, avait disparu : des recherches firent découvrir son cadavre dans un champ des environs de Londres. Il était évident que sa mort avait été violente, il n'était pas moins évident qu'il n'avait pas été attaqué par des voleurs. Jusqu'à ce jour son sort est resté un mystère. Quelques-uns croient qu'il périt de sa propre main ; d'autres, qu'il fut assassiné par un ennemi personnel. La supposition la moins probable est que le meurtre fut commis par le parti hostile à la cour, dans l'intention de donner plus de force à l'échafaudage du complot. En somme, il est plus vraisemblable que quelque catholique romain fanatique, poussé à bout par les impostures d'Oates et les insultes de la foule, et confondant dans sa haine un accusateur parjure et un magistrat innocent, se vengea d'une manière dont l'histoire des sectes persécutées ne nous fournit que trop d'exemples. S'il en fut ainsi, l'assassin dut amèrement déplorer, dans la suite, la folie de son crime. La capitale, la nation entière, devint furibonde de haine et de crainte ; l'application des

lois pénales, qui avait perdu sa violence, prit une nouvelle vigueur : partout les magistrats firent des visites domiciliaires et des saisies de papiers ; les prisons regorgèrent de papistes ; Londres prit l'aspect d'une ville en état de siège ; la milice était sous les armes nuit et jour ; on se prépara à barricader les grandes artères de la capitale ; des patrouilles allaient et venaient dans les rues ; des canons furent placés autour de White-hall ; les citoyens ne se croyaient en sûreté que s'ils portaient sous leurs vêtements un petit bâton plombé, pour briser le crâne des papistes assassins. Le cadavre du magistrat massacré fut exposé pendant plusieurs jours à la vue de la multitude, puis enterré avec des cérémonies étranges et terribles qui indiquaient plutôt la crainte et la soif de la vengeance que le regret et la confiance religieuse. Les deux Chambres exigèrent que des gardes fussent placés dans les caves, sous la salle de leurs séances, pour les protéger contre une seconde conspiration des poudres, et toutes les mesures qu'elles prirent furent en harmonie avec cette demande. Depuis le règne d'Élisabeth, le serment de suprématie avait été exigé des membres de la Chambre des communes ; quelques catholiques, cependant, étaient parvenus à lui donner une interprétation telle, qu'ils pouvaient le prêter sans scrupules. On y ajouta un nouveau serment plus strict encore, et les lords catholiques furent, pour la première fois, exclus de leur siège dans le Parlement ; le duc d'York fut chassé du conseil privé, et des mesures de rigueur furent adoptées contre la reine. La Chambre des communes fit mettre en prison un secrétaire d'État pour avoir contre-signé des brevets adressés à des hommes qui n'étaient pas réputés bons protestants ; le lord-trésorier fut accusé de haute trahison ; et l'on oublia si bien les doctrines, si hautement professées tant que le souvenir de la guerre civile était encore récent, qu'on essaya de ravir à la couronne le commandement des milices. Dix-huit années d'un mauvais gouvernement avaient à ce point changé le Parlement le plus royaliste qu'ait jamais eu l'Angleterre.

Il peut paraître étrange que, même dans cette extrémité, le roi se soit hasardé à en appeler à la nation ; car elle était encore

plus excitée que ses représentants. La Chambre des communes, toute mécontente qu'elle était, contenait un plus grand nombre de Cavaliers que n'en compterait probablement la nouvelle assemblée. Mais le roi pensait qu'une dissolution mettrait un terme aux poursuites exercées contre le lord-trésorier, poursuites qui pouvaient mettre en lumière les coupables mystères de l'alliance française et lui causer ainsi un embarras personnel et un ennui considérable. En conséquence, il y eut dissolution, en janvier 1679, du parlement qui avait siégé depuis le commencement de 1661, et des ordres furent donnés pour une élection générale.

Pendant quelques semaines il y eut dans tout le pays une lutte opiniâtre et violente au delà de toute expression. On dépensa des sommes plus considérables que dans aucune autre occasion semblable, et une tactique nouvelle fut mise en usage. Nous voyons consigné, comme extraordinaire, dans les pamphlets de cette époque, que les chevaux se louèrent à un prix exagéré pour le transport des électeurs. L'habitude de diviser les propriétés donnant droit de vote, pour multiplier le nombre des électeurs, date de cette lutte électorale. Des prédicateurs dissidents, qui s'étaient longtemps tenus cachés de peur des persécutions, sortirent de leurs retraites, et coururent de village en village pour ranimer le zèle du peuple dispersé de Dieu. Le torrent des idées était contre le gouvernement, et la plupart des nouveaux membres vinrent à Westminster dans des dispositions qui différaient peu de celles de leurs prédecesseurs quand ils avaient envoyé Strafford et Laud à la Tour.

Les cours de justice, qui devraient être, au milieu des commotions politiques, des refuges assurés pour les innocents de tous les partis, étaient alors déshonorées par des passions plus véhémentes, par une corruption plus infâme que celle qu'on voyait sur les « Hustings. » Quoique le complot imaginé par Oates eût suffi pour mettre tout le royaume en convulsion, il ne pouvait, sans la confirmation d'autres témoignages, faire tomber un cheveu de la tête du plus humble des accusés ; car, selon la loi anglaise, il faut deux témoins pour établir une accusation de

trahison. Mais le succès du premier imposteur ne tarda pas à produire ses conséquences naturelles. En peu de semaines, il s'était élevé de la misère et de l'obscurité à la richesse et à un pouvoir qui le rendait redoutable aux princes et aux nobles, et il avait acquis une notoriété qui, pour les âmes viles et perverses, a tout l'attrait de la gloire. Il ne fut donc pas longtemps sans soutien et sans émule. Un misérable, nommé Carstairs, qui avait gagné sa vie en Écosse en allant déguisé dans les conventicules pour dénoncer ensuite les prédicateurs, ouvrit la marche; Bedloe, escroc avéré, vint après lui; et bientôt tous les mauvais lieux, toutes les maisons de jeu, toutes les prisons pour dettes de Londres, fournirent des faux témoins prêts à jouer la vie de tout catholique romain sur un faux témoignage. L'un d'eux vint avec une histoire d'une armée de trente mille hommes, déguisés en pèlerins, qui devaient se réunir à la Corogne, pour de là faire voile vers le pays de Galles; à un autre, on avait promis cinq cents livres sterling et la canonisation, s'il assassinait le roi; un troisième était entré dans un cabaret de Covent-Garden et y avait entendu un riche banquier catholique jurer, devant les consommateurs et les garçons, de tuer le tyran hérétique. Oates, de peur d'être éclipsé par ses imitateurs, ajouta bientôt un large supplément à sa déposition primitive. Il eut l'insigne impudence d'affirmer, entre autres choses, qu'étant un jour placé derrière une porte entr'ouverte, il avait entendu la reine dire qu'elle avait résolu de consentir à l'assassinat de son mari. De semblables fictions trouvaient crédit dans le vulgaire, et les magistrats les plus éminents faisaient semblant d'y croire! Les juges du royaume étaient corrompus, cruels et timides; les chefs du parti du pays encourageaient l'erreur dominante; les plus respectables d'entre eux étaient, à vrai dire, dupes au point de croire à la vérité de la plupart des témoignages. Des hommes de la trempe de Shaftesbury et de Buckingham voyaient bien sans doute que tout cela n'était que fausseté, mais cette fausseté servait leurs intérêts, et la mort d'un innocent ne pesait pas plus sur leur conscience flétrie que la mort du gibier qu'ils tuaient à la chasse. Le jury partageait le sentiment alors commun à toute la nation, et les magistrats

les engageaient à s'y laisser aller sans contrainte. La multitude applaudissait Oates et ses associés, huait et basouait les témoins à décharge, et poussait des cris de joie quand un verdict de culpabilité était prononcé. En vain les victimes en appelaient-elles à la moralité de leur vie passée : le public restait imbu de cette idée, que plus un papiste était consciencieux, plus il devait conspirer contre un gouvernement protestant. En vain affirmaient-ils leur innocence en mourant : l'opinion générale disait qu'un papiste zélé considérait, non-seulement comme excusables, mais comme méritoires, les mensonges utiles à son église.

Pendant qu'un sang innocent était ainsi répandu avec les formes de la justice, le nouveau Parlement se réunissait. La violence du parti dominant fut telle, que même les hommes dont la jeunesse s'était passée au milieu des révoltes, les hommes qui se rappelaient la mise en accusation de Strafford, l'attentat contre les cinq membres de la Chambre des communes, l'abolition de la Chambre des lords et l'exécution du roi, restaient épouvantés à l'aspect des affaires publiques. On reprit le procès de Danby ; celui-ci fit valoir le pardon royal, mais les Communes traitèrent avec mépris ce moyen de défense, et voulurent continuer le procès. Danby cependant n'était pas l'objet principal de leurs attaques : elles voyaient clairement que le seul moyen d'assurer les libertés politiques et religieuses de la nation, c'était d'exclure le duc d'York du trône.

Le roi se trouvait grandement embarrassé. Il avait exigé que son frère, dont la vue seule faisait entrer la population en fureur, se retirât à Bruxelles ; mais cette concession ne parut pas avoir produit un heureux effet. Le parti des Têtes rondes était décidément le plus fort ; c'était vers eux que penchaient maintenant des millions d'individus qui, à l'époque de la Restauration, inclinaient en faveur des prérogatives royales. Bon nombre des anciens Cavaliers partageaient les craintes qu'inspirait le papisme ; et, blessés de l'ingratitude d'un prince pour lequel ils avaient tant souffert, ils voyaient ses embarras d'un œil aussi indifférent qu'il avait vu les leurs. Le clergé anglican lui-même, humilié et effrayé de l'apostasie du duc d'York, ne lais-

sait pas de donner de l'appui à l'opposition, en faisant écho aux clamours contre les catholiques romains.

Dans cette extrémité, le roi eut recours à sir William Temple. De tous les hommes publics de cette époque, il était celui qui avait conservé le caractère le plus honorable : la Triple-Alliance était son œuvre, il avait refusé de s'associer à la politique de la Cabale, et avait vécu à l'écart pendant tout le temps qu'elle avait dirigé l'administration des affaires. Rappelé de sa retraite par Danby, il avait effectué la paix entre l'Angleterre et la Hollande, et avait été le principal agent du mariage de la princesse Marie avec le prince d'Orange, son cousin. Il avait ainsi tout l'honneur du petit nombre de bonnes mesures que le gouvernement avait prises depuis la Restauration. On ne pouvait lui imputer aucun des crimes, ni aucune des nombreuses bêtues des dix-huit dernières années. Sa vie privée, sans être austère, était décente ; ses manières étaient bienveillantes ; et il ne s'était pas laissé corrompre par la soif des titres et de l'argent. Il manquait cependant quelque chose au caractère de cet honorable homme d'État : son patriotisme était tiède ; il aimait trop le repos, attachait trop de prix à sa dignité personnelle, et reculait devant les dangers de la responsabilité. Son genre de vie le rendait peu propre aussi à jouer un rôle dans nos discussions intérieures. Il avait atteint sa cinquantième année sans avoir siégé dans le Parlement, et son expérience des affaires ne s'était formée que dans les cours étrangères. Il passait à juste titre pour un des premiers diplomates de l'Europe, mais les qualités et les talents d'un diplomate diffèrent grandement de l'habileté nécessaire à un homme politique pour diriger la Chambre des communes dans des temps agités.

Le plan qu'il proposait prouvait une grande adresse. Sans être un philosophe profond, il avait plus réfléchi aux principes généraux des gouvernements que la plupart des hommes du monde, et ses voyages, ainsi que l'étude de l'histoire, avaient élargi la sphère de son esprit. Il nous paraît avoir plus clairement compris que ses contemporains une des causes des difficultés qui assiégeaient le gouvernement. Le caractère politique

de la société anglaise changeait graduellement, et le Parlement gagnait lentement, mais constamment, du terrain sur les prérogatives royales. Aussi bien définie que jamais en théorie, la ligne de démarcation entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif disparaissait de plus en plus dans l'application journalière. La théorie de la constitution attribuait au roi le libre choix de ses ministres ; cependant la Chambre des communes avait successivement enlevé la direction des affaires à Clarendon, à la Cabale, à Danby. Cette même théorie donnait au roi seul le droit de faire la paix et la guerre ; cependant la Chambre des communes l'avait forcé de conclure la paix avec la Hollande, et l'avait presque obligé à faire la guerre à la France. Elle établissait enfin que le roi était le seul juge des cas dans lesquels il lui convenait d'user de son droit de grâce ; cependant il était tellement sous la verge de la Chambre des communes, que, dans ce moment même, il ne pouvait arracher à la potence des hommes qu'il savait bien être les innocentes victimes d'un faux témoignage.

Temple, à ce qu'il semble, voulait conserver au pouvoir législatif son influence constitutionnelle, tout en empêchant, s'il était possible, de nouveaux empiétements sur le terrain du pouvoir exécutif. C'est dans ce but qu'il se décida à placer entre le souverain et le Parlement un corps qui pût amortir le choc en cas de collision. Il existait un corps ancien, respectable, reconnu par les lois, qui, selon lui, pouvait être remodelé de manière à remplir cet office ; aussi se détermina-t-il à donner au Conseil privé un nouveau caractère et de nouvelles fonctions dans le gouvernement. Il fixa à trente le nombre des membres de ce conseil ; quinze d'entre eux étaient ministres à portefeuille, dirigeant l'administration civile et religieuse ; les quinze autres étaient des nobles ou des gentilshommes de grande fortune et d'une haute réputation, mais sans attributions spéciales ; il ne devait pas y avoir d'autre cabinet. A ces trente conseillers on devait confier tous les secrets de l'État, et ils devaient être tous convoqués indistinctement à chaque réunion ; de plus, le roi devait déclarer qu'en toute occasion il se laisserait guider par leurs conseils.

Temple pensait que par ce moyen il pourrait en même temps rassurer la nation contre la tyrannie de la couronne, et abriter la couronne contre les envahissements du Parlement. D'un côté, il était improbable que des projets semblables à ceux de la Cabale pussent même être mis en discussion dans une réunion de trente hommes éminents, dont quinze n'auraient aucun lien d'intérêt avec la cour ; d'un autre côté, on pouvait espérer que les Communes, satisfaites des garanties que présentait un semblable conseil contre les chances d'une mauvaise administration, se renfermeraient plus strictement qu'elles ne l'avaient fait récemment dans leurs fonctions législatives, et ne croiraient plus nécessaire de s'immiscer dans chaque département de l'administration exécutive.

Ce plan, quoique digne sous quelques rapports de l'habileté de son auteur, était défectueux dans son principe. Ce nouveau conseil était moitié cabinet, moitié parlement, et, comme presque toutes les inventions, soit mécaniques, soit politiques, destinées à atteindre un double but, il n'en atteignait aucun : trop nombreux et trop divisé d'opinions, ce ne pouvait être un bon corps administratif ; trop intimement uni à la couronne, ce ne pouvait être un agent actif de contrôle. Il contenait juste assez d'éléments populaires pour être un mauvais Conseil d'Etat, incapable de garder des secrets, de conduire des négociations délicates, et de diriger les mouvements d'une armée en temps de guerre ; et cependant ces éléments populaires n'étaient pas suffisants pour garantir la nation contre une mauvaise administration. Ce plan ne pouvait donc guère réussir, eût-il été même convenablement essayé, et il ne fut pas convenablement essayé. Le roi était irrésolu et déloyal, le Parlement méfiant et irrité, et, quoique les meilleurs peut-être que put fournir l'époque, les éléments qui composaient ce nouveau conseil étaient mauvais.

Quoi qu'il en soit, les commencements de ce nouveau système furent accueillis avec une joie générale, car le peuple était disposé à adopter tout changement comme une amélioration, et plusieurs des nouvelles nominations furent universellement approuvées. Shaftesbury, alors fort populaire, fut nommé lord-

président; Russell et quelques autres membres du parti du pays furent nommés conseillers. Mais, au bout de peu de jours, tout fut de nouveau bouleversé. Les inconvénients d'un cabinet si nombreux devinrent tels, que Temple lui-même consentit à violer une des règles fondamentales qu'il avait établies, et devint le chef d'une coterie qui en réalité dirigeait tout. Arthur Capel, comte d'Essex, George Saville, vicomte de Halifax, et Robert Spencer, comte de Sunderland, tous les trois membres du ministère, se joignirent à lui.

Il nous suffira de dire du comte d'Essex, alors premier commissaire de la trésorerie, qu'il était un homme d'un esprit solide, mais peu brillant, d'un caractère grave et mélancolique; qu'il avait eu des relations avec le parti du pays, et qu'il désirait alors consciencieusement effectuer, dans des termes avantageux à la nation, une réconciliation entre ce parti et la couronne.

Halifax était sans contredit, par le génie, le premier des hommes d'État anglais de son temps. Son intelligence était fertile, délicate, étendue; son éloquence était brillante et passionnée; sa voix claire et harmonieuse faisait les délices de la Chambre des lords; sa conversation abondait en pensées, en images, en traits d'esprit. Le mérite littéraire de ses pamphlets politiques suffirait seul pour les faire lire, et le place parmi nos meilleurs classiques. Aux avantages que lui donnaient des talents si grands et si variés, il joignait l'influence d'un rang élevé et d'une grande fortune. Cependant ces mêmes qualités intellectuelles qui donnent tant de valeur à ses ouvrages lui devinrent souvent obstacle dans la vie politique; car toujours il voyait les événements présents, non au point de vue de ceux qui y prenaient part, mais plutôt tels qu'ils devaient paraître dans l'avenir aux yeux de l'historien philosophe. Avec cette disposition d'esprit, il lui était difficile de rester longtemps d'accord avec aucun parti. Les préjugés et les exagérations des deux grandes fractions de l'opinion publique ne lui inspiraient que dégoût. Il méprisait les vils artifices et les clamours déraisonnables des démagogues, il méprisait plus encore les doctrines tories du droit divin et de l'obéissance passive; il raillait

impartialement la bigoterie du Puritain et la bigoterie de l'Épiscopal ; il ne pouvait admettre ni qu'on s'opposât à l'invocation des saints et au surplis, ni qu'on persécutât celui qui s'y opposait. Par caractère, il était ce que nous appelons de nos jours un conservateur, mais ses théories étaient républicaines. Même lorsque la crainte de l'anarchie et des utopies populaires l'eut rejeté pour un moment dans les rangs des défenseurs de l'autorité arbitraire, ses idées restèrent toujours celles de Locke et de Milton. Les railleries qu'il se permettait quelquefois sur la monarchie héréditaire eussent mieux convenu, en réalité, à un membre du club de la « Tête de Veau » qu'à un conseiller privé des Stuarts. En religion, il était si loin d'être zélé, que les bigots l'appelaient athée, imputation qu'il rejettait avec force. Sans doute il scandalisait souvent par la manière dont il exerçait son rare talent de raisonner sur des matières sérieuses, en les tournant en ridicule ; mais il était loin d'être inaccessible à tout sentiment religieux.

Halifax était le chef de ces hommes politiques, que les deux grand partis appelaient dédaigneusement « balanceurs » (*trimmers*). Loin de se fâcher de ce sobriquet, il l'acceptait comme un titre d'honneur et en discutait gaiement la signification. Tout ce qui est bon, disait-il, balance entre les extrêmes. La zone tempérée est entre le climat où les hommes sont rôtis et celui où ils gélent ; l'Église anglicane tient le milieu entre les fureurs anabaptistes et la léthargie romaine ; la constitution anglaise est tout aussi éloignée du despotisme turc que de l'anarchie polonaise ; la vertu elle-même n'est qu'un balancement entre différents penchants, dont un seul poussé à l'extrême devient vice ; bien plus, la perfection de l'Être suprême repose sur l'exact équilibre de ses attributs, qui, s'il était rompu, entraînerait la perturbation de l'ordre moral et physique du monde<sup>1</sup>. Halifax était donc *balanceur* par principes ; il l'était aussi de cœur et de tempérament. Son esprit était pénétrant, sceptique, fertile en objections et en distinctions ; son caractère

<sup>1</sup> On voit que je soupçonne Halifax d'être l'auteur, ou du moins un des auteurs du : « Character of a Trimmer », qui dans le temps fut attribué à sir William Coventry, son parent.

doux, clément, mais méticuleux et tout aussi peu enclin à la malveillance qu'à une admiration enthousiaste. Un homme de ce caractère ne pouvait être longtemps fidèle à une coterie politique. Il ne faudrait pas cependant le confondre avec la foule vulgaire des renégats; car, s'il changea comme eux de parti, ses déféctions furent toujours en sens opposé des leurs, et il n'avait rien de commun avec ces hommes qui, passant d'un extrême à l'autre, regardent avec un sentiment plus violent encore que celui d'une inimitié conséquente le parti qu'ils viennent d'abandonner. Sa place fut toujours entre les deux factions qui divisaient l'État, et jamais il ne s'écarta beaucoup de leur frontière commune. Le parti auquel il appartenait était pour le moment celui qu'il aimait le moins, parce qu'il le voyait de plus près; aussi se montra-t-il toujours sévère envers les violences de ses amis, et resta-t-il constamment en de bons termes avec ses adversaires modérés. Sa censure ne manqua jamais à une faction, du jour où son triomphe la rendait arrogante et vindicative; sa protection ne se faisait pas attendre, du jour où elle était vaincue et persécutée. Nous devons dire à sa gloire qu'il fit tout au monde pour épargner, aux Whigs comme aux Tories, les crimes qui ont le plus souillé ces deux partis.

Membre distingué de l'opposition, il s'était attiré le mécontentement royal, et ce mécontentement alla si loin, que ce ne fut qu'avec difficulté et après de longs pourparlers, qu'il fut admis dans le Conseil des Trente. Toutefois, dès qu'il eut ses entrées à la cour, le charme de ses manières et de sa conversation ne tarda pas à faire de lui un favori. Sérieusement alarmé de la violence du mécontentement public, il pensa que pour le moment la liberté était sauve, et qu'il n'y avait de danger que pour l'ordre et l'autorité légitime; selon son habitude, il se jeta du côté le plus faible. Peut-être sa conversion ne fut-elle pas complètement désintéressée. Car, si l'étude et la réflexion l'avaient affranchi de bien des préjugés vulgaires, elles l'avaient encore laissé esclave de désirs tout aussi vulgaires. Il ne manquait pas d'argent, et il n'y a aucune preuve qu'il en ait jamais obtenu par des moyens que les censeurs les plus sévères de

son siècle regardaient comme déshonorants ; mais il était dévoré de la soif du pouvoir et des dignités. Il disait bien que titres et places n'étaient qu'amorces propres à attirer les imbéciles ; qu'il haïssait les affaires, la gloire, le faste ; que son plus grand désir était de quitter le bruit et la pompe de Whitehall pour les bois paisibles qui entouraient son ancien château de Rufford ; mais sa conduite s'accordait assez mal avec ces protestations. Le vrai, c'est qu'il désirait s'attirer l'admiration des courtisans et celle des philosophes ; inspirer tout à la fois le respect que commandent de hautes dignités et le respect qui s'attache à l'homme qui n'en fait aucun cas.

Sunderland était secrétaire d'État, et en lui se personnifiait l'immoralité politique de son époque. Il avait reçu de la nature un esprit pénétrant, une humeur remuante et malfaisante, un cœur sec, une âme vile. Son caractère s'était formé à une école où tous ses vices avaient atteint un funeste développement. A son début dans la vie politique, il avait passé plusieurs années dans différents postes diplomatiques à l'étranger et avait été pendant quelque temps ministre d'Angleterre en France. Chaque profession a ses écueils : on peut dire sans injustice que toujours on a vu les diplomates se distinguer plutôt par leur adresse, par leur facilité à gagner la confiance des personnes avec lesquelles ils ont affaire, et par l'aisance avec laquelle ils prennent le ton des sociétés où ils sont admis, que par un enthousiasme généreux et une austère droiture ; et les rapports qui existaient entre les rois de France et d'Angleterre étaient tels, qu'un grand seigneur anglais ne pouvait résider longtemps en France comme ministre, sans perdre bientôt tout sentiment d'honneur et de patriotisme. Sunderland revint de la mauvaise école où il avait été élevé, dissimulé, souple, effronté, libre de tout préjugé, dénué de tous principes. Cavalier par ses relations de famille, il n'avait cependant rien de commun avec les Cavaliers : ils étaient monarchistes zélés, leurs théories étaient opposées à toute résistance à la royauté, et pourtant leurs cœurs patriotiques se furent révoltés sous un despotisme organisé ; Sunderland, au contraire, avait une faible tendance spéculative vers des institutions républicaines, tendance qui s'accommodait

cependant à merveille avec sa disposition à être l'instrument le plus servile d'un pouvoir arbitraire. Comme tant d'autres diplomates et courtisans accomplis, il était bien plus expert dans l'art de deviner les caractères et de tirer parti des faiblesses individuelles que dans l'art de distinguer les sentiments des masses et de prévoir l'approche des révoltes. Il était tellement consommé dans l'intrigue, qu'il était difficile, même à des hommes vieillis dans le métier et prévenus de sa perfidie, de résister à la fascination de ses manières et de ne pas croire à ses assurances d'attachement. Mais il mit tant d'attention à observer et à flatter certaines personnes, qu'il oublia d'étudier le caractère national. Aussi se trompa-t-il grossièrement à l'égard des grands événements de son époque : chaque mouvement important, chaque réaction de l'esprit national, le prit au dépourvu, et le public, incapable de comprendre comment un homme si intelligent pouvait être aveugle au point de ne pas voir ce qui était évident pour des politiques de café, attribua souvent à de profondes combinaisons ce qui en réalité n'était que le résultat de bêtises.

C'était seulement dans les conférences secrètes que se déployaient ses éminentes qualités. Dans le cabinet du roi et dans un petit cercle, il exerçait une grande influence ; mais à la table du Conseil il était silencieux, et il ne prit jamais la parole à la Chambre des lords.

Ces quatre conseillers confidentiels de la couronne trouvèrent bientôt leur position aussi difficile qu'odieuse. Les autres membres du Conseil murmuraient d'une distinction incompatible avec les promesses du roi ; et plusieurs d'entre eux, Shaftesbury à leur tête, se remirent à faire une vive opposition dans le Parlement. L'agitation, qui avait été suspendue par les derniers changements, devint plus violente que jamais. Ce fut en vain que Charles promit aux Communes toutes les sécurités qu'elles pourraient désirer en faveur de la religion protestante, à la seule condition de ne pas toucher à l'ordre de succession ; elles ne voulaient entendre parler d'aucun compromis ; il leur fallait le bill d'Exclusion, rien que le bill d'Exclusion. Aussi le roi, quelques semaines après avoir publiquement promis de ne

prendre aucune mesure sans l'avis de son nouveau Conseil, se rendit-il, sans le consulter, à la Chambre des lords et prononça la prorogation du Parlement.

Le 26 mai 1679, jour de cette prorogation, est une grande époque de notre histoire, car ce fut aussi ce jour-là que l'acte de « *l'habeas corpus* » reçut la sanction royale. Depuis le temps de la Grande-Charte, les lois constitutives de la liberté individuelle des Anglais avaient été en substance à peu près les mêmes qu'à présent, mais souvent elles étaient inefficaces par l'absence d'un bon système de procédure. Ce qui manquait, ce n'était pas un droit nouveau, mais un recours prompt et puissant; et ce recours, « *l'habeas corpus* » le fournissait. Le roi eût volontiers refusé sa sanction à cet acte, mais il était sur le point d'en appeler de son Parlement à son peuple au sujet de la succession, et il n'osait se hasarder, dans un moment si critique, à rejeter un bill qui était on ne peut plus populaire.

Le même jour, la presse anglaise devint libre pour quelque temps. Jadis l'imprimerie était soumise à une surveillance sévère de la part de la Chambre-Étoilée. Le Long-Parlement avait aboli la Chambre-Étoilée; mais, en dépit des remontrances éloquentes et philosophiques de Milton, on avait établi et maintenu la censure. Après la Restauration, un acte fut passé qui défendait l'impression des livres non autorisés, et il avait été convenu que cet acte aurait force de loi jusqu'à la fin de la première session du Parlement suivant. Ce moment était arrivé, et le roi émancipa la presse en même temps qu'il fit la clôture des Chambres.

Peu de temps après la prorogation vint la dissolution, suivie d'une élection générale. Le zèle et la force de l'opposition étaient alors à leur apogée; les clamours en faveur du bill d'Exclusion étaient plus fortes que jamais; et il s'y mêlait un cri qui enflammait la multitude, et que ne pouvaient entendre sans terreur les vrais amis de la liberté. On ne se contentait pas d'attaquer les droits du duc d'York, papiste avéré, mais aussi ceux de ses deux filles, sincères et zélées protestantes. On affirmait hautement que l'aîné des fils naturels du roi était né en légitime mariage, et qu'il était l'héritier légal de la couronne.

Pendant son exil, lorsque Charles errait sur le continent, il avait rencontré à la Haye Lucy Walters, jeune fille du pays de Galles, d'une beauté remarquable, mais d'une intelligence faible et de mœurs dissolues. Elle devint sa maîtresse et donna bientôt naissance à un fils. Un amant soupçonneux eût pu avoir des doutes, car elle était entourée d'adorateurs et passait pour être peu cruelle ; Charles, néanmoins, la crut sur parole, et se prit à aimer le petit Jacques Crofts, ainsi qu'on l'appelait alors, avec une ardeur qui s'accordait peu avec sa nature insouciante et froide. La Restauration venue, le jeune favori, qui s'était perfectionné en France dans les exercices qui faisaient à cette époque un gentilhomme accompli, fit son apparition à Whitehall. Logé dans le palais, entouré de pages, il jouissait de plusieurs distinctions réservées d'ordinaire aux princes du sang royal. Marié, dans son adolescence, avec Anne Scott, héritière de la noble famille des Buccleuch, il prit le nom de sa femme, et devint propriétaire de vastes domaines dont le revenu annuel n'était pas estimé à moins de dix mille livres sterling. Des titres, des faveurs plus importantes lui furent prodigués : il fut créé duc de Monmouth en Angleterre, duc de Buccleuch en Écosse, chevalier de la Jarretière, grand écuyer, commandant du premier régiment des gardes du corps, grand juge du pays au sud de la Trent, et chancelier de l'Université de Cambridge. L'opinion publique ne le croyait pas indigne de tous ces honneurs. Il était beau, ses manières étaient engageantes, son caractère doux, poli et affable. Les Puritains l'aimaient malgré son libertinage, et il s'était fait aisément pardonner par le parti du pays la part qu'on savait fort bien qu'il avait prise au honteux attentat commis sur la personne de sir John Coventry. D'austères moralistes même admettaient qu'on ne pouvait guère exiger, dans une cour corrompue, une fidélité conjugale bien stricte de la part d'un homme marié enfant à une enfant. Les coeurs les plus patriotiques excusaient volontiers un bouillant jeune homme d'avoir vengé avec excès une insulte faite à son père, et bientôt la fâcheuse impression produite par ses faciles amours et ses attaques nocturnes fut effacée par de brillants exploits. Quand les rois de France et d'Angleterre unirent leurs

forces contre la Hollande, Monmouth eut le commandement des troupes auxiliaires envoyées sur le continent, et s'y acquit la réputation d'un vaillant soldat et d'un général intelligent. A son retour, il était l'homme le plus populaire de l'Angleterre ; il pouvait prétendre à tout, si ce n'est à la couronne, et encore n'était-elle pas absolument hors de sa portée. La distinction qu'on avait mal à propos faite entre lui et les plus grands seigneurs du royaume produisit de fâcheuses conséquences. Encore enfant, on lui avait permis de rester couvert dans le cabinet du roi, alors que les Howard et les Seymour étaient tête nue à ses côtés ; à la mort de princes étrangers, il avait pris le deuil avec le long manteau violet que personne, excepté le duc d'York ou le prince Rupert, n'avait droit de porter. Toutes ces faveurs devaient naturellement le conduire à se regarder comme prince légitime de la maison de Stuart. Il n'était pas difficile de croire que, Charles qui, à un âge mûr, s'adonnait encore aux plaisirs sans s'inquiéter beaucoup de sa dignité, avait pu, à vingt ans, se laisser aller à épouser secrètement une femme dont la beauté l'avait fasciné et qu'il ne pouvait posséder qu'à cette condition. Quand Monmouth était encore enfant et que le duc d'York passait encore pour protestant, le bruit courait déjà, même parmi des personnes qui auraient dû être bien informées, que Lucy Walters était réellement mariée au roi, et que si chacun eût été à sa place, son fils serait prince de Galles. On parlait beaucoup d'un certain coffret noir qui, d'après la croyance populaire, renfermait le contrat de mariage. Quand Monmouth fut revenu des Pays-Bas avec une brillante réputation, et qu'il fut bien avéré que le duc d'York était membre de cette Église détestée par la grande majorité de la nation, tous ces bruits prirent de l'importance. Ils n'avaient aucun fondement plausible ; le roi les déclara faux en plein conseil, et, par son ordre, cette déclaration fut rendue publique ; mais la multitude, toujours amoureuse d'aventures romanesques, continua à croire au mariage secret et au coffret noir. Quelques chefs de l'opposition agirent, dans cette circonstance, comme ils avaient agi lors des odieux mensonges d'Oates, et favorisèrent une fable qu'ils auraient dû traiter avec

mépris. On employa toutes sortes de moyens pour accroître l'intérêt que la populace portait à celui qu'elle regardait comme le champion de la vraie foi , comme l'héritier légitime du trône d'Angleterre. Lorsque Monmouth, revenant des Pays-Bas, entra à Londres au milieu de la nuit, les magistrats donnèrent ordre aux *watchmen* de proclamer cet heureux événement dans toutes les rues de la Cité ; tout le monde se leva ; des feux de joie furent allumés, les maisons furent illuminées, les églises ouvertes, et les cloches firent entendre de joyeux carillons. Quand il voyageait, il était reçu partout avec plus d'enthousiasme et non moins de pompe qu'on n'en déployait alors que les rois parcouraient le royaume ; de nombreuses cavalcades de gentilshommes et de bourgeois armés l'escortaient de château en château ; les populations des villes se portaient à sa rencontre ; les électeurs accourraient mettre leur vote à sa disposition. Ses prétentions s'élèverent au point que, non-seulement il portait sur son écusson les lions d'Angleterre et les lis de France, sans la barre sénestre qui, selon les lois héraudiques, aurait dû marquer l'illégitimité de sa naissance, mais il alla même jusqu'à toucher les malades pour la guérison des écrouelles. En même temps il ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient lui attirer l'amour de la multitude : il tenait des enfants de paysans sur les fonts baptismaux, se mêlait à tous les jeux champêtres, jouait du bâton et luttait dans des courses à pied contre d'agiles coureurs, lui tout botté, eux en souliers plats.

Un fait extraordinaire, c'est qu'aux deux époques les plus critiques de notre histoire les chefs du parti protestant ont commis la même faute, et mis ainsi en danger et la patrie et leur religion. A la mort d'Édouard VI, ils mirent en avant, non-seulement contre Marie, leur ennemie, mais encore contre Élisabeth, l'espoir de l'Angleterre et de la réforme, lady Jane Grey, sans que la naissance de cette dernière lui donnât l'apparence d'un droit ; de sorte que les protestants les plus respectables, Élisabeth à leur tête, furent forcés de faire cause commune avec les papistes. De même, cent trente ans plus tard, une partie de l'opposition, en posant Monmouth comme un pré-

tendant à la couronne, attaquait non-seulement les droits du duc d'York qu'elle regardait à juste titre comme l'implacable ennemi de sa foi et de sa liberté, mais elle attaquait aussi les droits du prince et de la princesse d'Orange, que leur situation et leurs qualités personnelles désignaient comme les défenseurs naturels de tout gouvernement libre et de toute Église réformée.

Peu d'années suffirent pour rendre manifeste la folie d'une telle conduite. Pour le moment, presque toute la force de l'opposition reposait sur la popularité de Monmouth. Les élections furent défavorables à la cour. Le jour fixé pour la réunion des Chambres approchait, et le roi eut à prendre un parti. Ceux qui le conseillaient, à l'affût du moindre changement dans l'opinion publique, espérèrent qu'en éloignant le conflit le roi s'assurerait la victoire. Il se décida donc, sans même consulter le conseil des Trente, à proroger le nouveau Parlement avant sa réunion. En même temps le duc d'York, qui était revenu de Bruxelles, fut envoyé en Écosse, et mis à la tête de l'administration de ce royaume.

Ainsi le plan de gouvernement imaginé par Temple se trouva ouvertement abandonné, et bientôt il tomba dans l'oubli. Le conseil privé redevint ce qu'il avait été. Temple lui-même, comme il en avait l'habitude dans les temps de troubles, retourna à ses jardins et à sa bibliothèque, Essex quitta la Trésorerie et se jeta dans l'opposition, Halifax et Sunderland seuls restèrent au service du roi; l'un était dégoûté et alarmé de la violence de ses anciens amis; l'autre n'abandonnait jamais une place tant qu'il pouvait s'y maintenir.

En conséquence des démissions qui eurent lieu dans ces conjonctures, la carrière des grandeurs s'ouvrit pour une nouvelle catégorie d'aspirants. Deux hommes d'État, qui plus tard se sont élevés aux plus hautes distinctions auxquelles un sujet anglais puisse atteindre, attirèrent bientôt une grande part de l'attention publique; ces deux hommes étaient Lawrence Hyde et Sidney Godolphin.

Lawrence Hyde, second fils du chancelier Clarendon et frère de la première duchesse d'York, avait de grandes qualités

que l'expérience des affaires parlementaires et diplomatiques avait encore développées; mais les défauts de son caractère nuisaient beaucoup à l'efficacité de ses talents. Quoique diplomate et courtisan, il ne sut jamais se gouverner ni se contraindre. Vaniteux et insolent dans la prospérité, quand il éprouvait un échec, son dépit mal déguisé doublait le triomphe de ses ennemis; facilement excité par la moindre provocation, il disait des paroles acerbes, oubliées par lui aussitôt que sa mauvaise humeur était passée, mais dont ses adversaires gardaient un long souvenir. Son esprit vif et pénétrant eût fait de lui un homme d'affaires consommé s'il eût eu plus de patience et moins de suffisance. Ses écrits prouvent qu'il avait quelques-unes des qualités de l'orateur, mais dans la discussion son irritabilité lui ôtait tous ses avantages; car on le mettait facilement en colère, et dès qu'il s'y laissait aller, il se trouvait, pour ainsi dire, à la merci d'adversaires qui lui étaient bien inférieurs en talent.

A l'opposé des hommes politiques les plus fameux de cette génération, Hyde était un homme de parti logique, volontaire, rancunier, un Cavalier de la vieille roche, zélé champion de la couronne et de l'Église anglicane, ennemi déclaré des républicains et des non-conformistes; aussi avait-il un grand nombre de partisans. Le clergé spécialement comptait sur lui et montrait pour ses faiblesses une indulgence dont il avait souvent besoin, car il s'enivrait fréquemment; de plus, une fois en colère, ce qui lui arrivait souvent, il jurait comme un portefaix.

Ce fut lui qui remplaça Essex à la Trésorerie. Il est bon de remarquer que la place de premier Lord de la Trésorerie n'avait pas l'importance et la dignité qu'elle a de nos jours. Quand il y avait un Lord-Trésorier, ce grand officier était généralement premier ministre; mais quand la Verge Blanche était en commission, le premier commissaire ne marchait pas de pair avec les secrétaires d'État. Ce ne fut que sous l'administration Walpole que le premier Lord de la Trésorerie fut considéré comme l'homme placé à la tête du pouvoir exécutif.

Godolphin avait été élevé à la cour en qualité de page, et il

y avait acquis de bonne heure toute la souplesse et tout le sang-froid d'un courtisan consommé. Laborieux, perspicace et parfaitement au courant du détail des finances, tout gouvernement pouvait trouver en lui un secrétaire utile, et rien dans ses opinions ni dans son caractère ne s'opposait à ce qu'il servit un gouvernement quelconque. « Sidney Godolphin, disait le roi, ne fait jamais obstacle et ne fait jamais défaut. » Cette remarque pleine de finesse est une excellente explication des succès extraordinaires de Godolphin.

Il fut à différentes époques dans les rangs des deux grands partis politiques, mais il ne partagea jamais leurs passions. Comme tout homme circonspect et prospère, il était très-disposé à soutenir ce qui existait. Abhorrant les révolutions, il abhorrait aussi les contre-révolutions. Grave et réservé d'aspect, ses goûts étaient cependant bas et frivoles : tout le temps qu'il pouvait dérober aux affaires publiques, il le passait à faire courir des chevaux, à faire battre des coqs, à jouer aux cartes. Pour le moment, il siégeait sous Rochester au conseil de la Trésorerie et s'y distinguait par son assiduité et son intelligence.

Il s'écoula une année entière, année remplie d'événements, et qui a laissé de profondes traces dans nos mœurs comme dans notre langue, avant qu'on permit au nouveau Parlement de se réunir pour l'expédition des affaires. Jamais il n'avait régné autant de liberté dans les discussions politiques ; jamais les clubs n'avaient eu une organisation mieux étudiée, une influence aussi formidable. Une seule question, celle de l'Exclusion, absorbait l'esprit public. La presse et la chaire dans tout le royaume se mêlèrent aux débats. D'un côté, on disait que la constitution et la religion de l'État ne seraient jamais en sûreté sous un roi papiste ; de l'autre, on soutenait que les droits du duc d'York à la couronne lui venaient de Dieu, et qu'ils ne pouvaient être annulés, même du consentement de toutes les branches de la législature. Chaque comté, chaque ville, chaque famille, étaient dans l'agitation. Les relations de bon voisinage étaient interrompues ; les liens de l'amitié et du sang étaient brisés ; les écoliers eux-mêmes étaient divisés en partis oppo-

sés, et le duc d'York et le comte de Shaftesbury avaient des partisans zélés sur tous les bancs de Westminster et d'Eton. Les théâtres s'ébranlèrent aux rugissements des factions adverses : les protestants zélés firent figurer la papesse Jeanne sur la scène; des poëtes salariés componaient des prologues et des épilogues à la louange du roi et du duc d'York. Les mécontents assiégeaient le trône de pétitions, demandant que le Parlement se réunît sans délai; les royalistes signaient des adresses où ils exprimaient leur horreur pour tous ceux qui osaient donner des ordres au souverain. Les citoyens de Londres s'assemblaient par milliers pour brûler le pape en effigie. Le gouvernement avait des postes de cavalerie à Temple-Bar et des sentinelles tout autour de Whitehall. Pendant cette année notre langue s'enrichit de deux mots : *mob* (émeute), et *sham* (flouerie); souvenirs caractéristiques d'une époque de tumulte et d'imposture<sup>1</sup>. Les adversaires de la cour furent appelés des Birminghams, des pétitionnaires et des exclusionistes ; ses partisans s'appelèrent anti-Birminghams, abhor- rants, galopeurs (*tantivies*). Mais bientôt ces dénominations passèrent de mode pour faire place à deux autres, qui, bien que prises originairement en mauvaise part, furent dans la suite acceptées avec orgueil ; elles sont encore en usage parmi nous, elles ont suivi la race anglaise dans tous les lieux où elle a pénétré, et elles dureront autant que notre littérature. Une remarque curieuse, c'est que l'un de ces sobriquets est d'origine écossaise, et l'autre d'origine irlandaise. Dans ces deux royaumes, la mauvaise administration avait été cause qu'il s'était formé des bandes d'hommes sans frein et dont la férocité était excitée par l'enthousiasme religieux. En Écosse, quelques-uns des Covenantaires, persécutés et poussés à bout par l'oppression, avaient assassiné le primat, pris les armes contre le gouvernement et obtenu quelques avantages contre les forces du roi. Il avait fallu que Monmouth, à la tête de quelques troupes anglaises, vint les mettre en déroute et les détruire au pont de Bothwell. Ces fanatiques étaient en grand nombre parmi les

<sup>1</sup> « North's Examen, » 231, 574.

paysans des plaines de l'ouest ; on les appelait vulgairement whigs. De là le nom de whig qui fut donné aux presbytériens exagérés de l'Écosse, et transmis ensuite aux hommes politiques d'Angleterre qui étaient opposés à la cour et qui montraient de l'indulgence aux protestants non-conformistes. A la même époque, des papistes proscrits, comme plus tard les Whiteboys, avaient cherché un refuge dans les marais de l'Irlande ; le nom de tory, par lequel on les désignait, fut ensuite appliqué aux Anglais qui se refusaient à exclure du trône un prince catholique.

La fureur des deux partis n'eût certes pas manqué de violence, s'ils eussent été livrés à eux-mêmes ; mais elle était de plus excitée à dessein par un ennemi commun. Louis XIV continuait à flatter et à corrompre tout ensemble la cour et l'opposition. Il engageait Charles à tenir ferme, le duc d'York à allumer la guerre civile, et l'opposition à ne pas céder et à se reposer avec confiance sur la protection de la France.

A travers toute cette agitation, un œil clairvoyant eût pu découvrir que l'opinion publique avait subi des changements. Il y avait toujours des persécutions contre les catholiques romains, mais elles n'étaient plus suivies d'une condamnation inévitable. Une nuée de faux témoins, à la tête desquels se distinguait un scélérat nommé Dangerfield, infestait encore les cours de justice ; mais les dépositions de ces hommes, quoique mieux coordonnées que celles d'Oates, ne trouvaient plus créance. Les jurés n'étaient plus aussi crédules que lors de la panique qui avait suivi l'assassinat de Godfrey, et les juges qui, pendant que la frénésie populaire était au comble, avaient été ses instruments dociles, commençaient à laisser percer quelque chose de ce qu'ils avaient pensé en secret.

Enfin, en octobre 1680, le Parlement se réunit. Les whigs avaient une majorité si forte dans la Chambre des communes, que le bill d'Exclusion y suivit son cours sans aucune entrave. Le roi savait à peine sur qui compter dans son cabinet. Hyde, resté fidèle à l'opinion tory, défendait franchement la cause de l'hérédité monarchique ; mais Godolphin, ami du repos, croyant que le repos ne pourrait être obtenu qu'au moyen de conces-

sions, désirait voir passer le bill. Sunderland, toujours aussi faux et aussi aveuglé, incapable de discerner les signes précurseurs de la réaction, et voulant à toute force se concilier un parti qu'il croyait irrésistible, vota contre la cour. La duchesse de Portsmouth suppliait son royal amant de ne pas courir tête baissée à sa ruine. Si Charles eût été capable d'entendre la voix de l'honneur et de la conscience, c'eût été sur la question de l'hérédité ; néanmoins pendant plusieurs jours il sembla décidé à se soumettre. Il hésitait, s'informait de quelle somme on payerait sa soumission, et finit par entrer en négociation avec le parti whig. Mais une méfiance profonde et réciproque, qui s'était accrue depuis des années et que les artifices de la France avaient soigneusement entretenue, rendit tout accommodation impossible ; chaque parti se méfiait de l'autre. La nation palpitante tenait ses yeux fixés sur la Chambre des lords ; la réunion des pairs était nombreuse ; le roi lui-même assistait aux séances. Les débats furent longs, animés et quelquefois violents ; plus d'une main se porta sur le pommeau de l'épée, de manière à rappeler le souvenir des Parlements orangueux de Henri III et de Richard II. Le traître Sunderland se joignit à Shaftesbury et à Essex ; mais le génie d'Halifax soutint l'effort de toute l'opposition. Abandonné par ses collègues les plus importants et opposé à une foule d'habiles adversaires, il défendit la cause du duc d'York par une série de discours qu'on citait encore, bien des années après, comme des chefs-d'œuvre de raisonnement, d'esprit et d'éloquence. Il est rare qu'un orateur influe sur les votes ; cependant le témoignage des contemporains ne permet pas de douter qu'en cette occasion le vote n'ait été changé par l'éloquence d'Halifax. Les évêques, fidèles à leurs doctrines, soutinrent le principe du droit héréditaire, et le bill fut rejeté à une grande majorité<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Un pair qui était présent a décrit l'effet de l'éloquence d'Halifax en termes que je citerai, parce que, quoiqu'ils aient été publiés depuis longtemps, ils sont probablement peu connus, même des lecteurs assidus et curieux de l'histoire. « Les ennemis du duc (d'York) qui soutenaient le bill étaient gens d'éminente habileté et de puissante éloquence ; mais un noble lord se leva contre eux et dans cette occasion mit tant de force dans son discours, tant de logique dans ses arguments touchant les intérêts généraux et privés des hommes, tant d'honneur, de conscience

Le parti dominant dans la Chambre des communes, mortifié de sa défaite, essaya de se consoler en versant du sang catholique. William Howard, vicomte de Stafford, un des malheureux accusés d'avoir pris part au complot, fut amené à la barre de la Chambre des pairs, et, ayant été déclaré coupable de haute trahison sur le témoignage d'Oates et de deux autres faux témoins, Dugdale et Turberville, il fut exécuté. Les circonstances de son procès et de son exécution auraient dû servir de salutaire avertissement aux chefs du parti whig. Une forte et respectable minorité se prononça en faveur du prisonnier. La multitude, qui, quelques mois auparavant, avait reçu avec moquerie et exécration les dernières déclarations des victimes d'Oates, exprimait hautement à cette heure sa conviction que Stafford était un innocent sacrifié, et lorsque, rendant le dernier soupir, il protesta de son innocence, le peuple lui cria : « Dieu vous bénisse, Mylord ! nous vous croyons, Mylord ! » Un observateur intelligent eût pu prédire dès lors que ce sang répandu ne tarderait pas à en appeler d'autre.

Le roi se décida à tenter une fois encore l'expérience d'une dissolution. En mars 1681, un nouveau Parlement fut convoqué à Oxford. Depuis le temps des Plantagenets, les Chambres avaient toujours siégé à Westminster, excepté pendant que la peste ravageait la capitale ; mais des conjonctures si extraordinaires exigeaient des précautions extraordinaires aussi. Si le Parlement se fut réuni dans le lieu habituel de ses séances, il était à craindre que la Chambre des communes ne se déclarât permanente et n'appelât à son aide les magistrats et les citoyens de Londres ; la milice pouvait se lever en faveur de Shaftesbury, comme elle s'était levée, quarante ans auparavant, pour dé-

et de dignité, qu'il les surpassa tous en se surpassant lui-même. Enfin, son éloquence et son habileté furent victorieuses, et il mit à néant la finesse et la malice de ce parti. » Ce passage est tiré d'un Mémoire de Henri, comte de Peterborough, dans un volume intitulé : « Succinct Genealogies, par Robert Halstead, » folio 1685. Le nom de Halstead est un pseudonyme. Les auteurs réels étaient le comte de Peterborough lui-même et son chapelain. Ce livre est extrêmement rare ; on n'en tira que vingt-quatre exemplaires, dont deux sont maintenant au Musée britannique. De ces deux exemplaires, l'un appartenait à George IV et l'autre à M. Grenville.

fendre Pym et Hampden ; la troupe pouvait avoir le dessous, Whitehall être forcé, et le roi devenir le prisonnier de ses sujets révoltés. A Oxford, pareil danger n'était pas à craindre ; l'Université était dévouée au trône, et la population bourgeoise des environs était en grande partie tory. L'opposition avait donc plus raison que le roi d'y redouter la violence.

Les élections furent vivement contestées. Les whigs avaient encore la majorité dans la Chambre des communes, mais il était clair que l'esprit tory faisait des progrès rapides dans le pays. Shaftesbury, perspicace et changeant comme il l'était, eût dû, ce semble, prévoir l'approche de la réaction et consentir au compromis que proposait la cour ; mais, au contraire, il abandonna complètement sa vieille tactique. Au lieu de faire des dispositions qui lui assurassent sa retraite en cas de non-succès, il prit une position qui le condamnait à vaincre ou à périr. Peut-être, malgré tout son jugement, l'excitation des débats, ses succès et sa popularité lui firent-ils perdre la tête ; peut-être, après avoir excité son parti, n'en était-il plus le maître, et était-il trainé malgré lui à la remorque par ceux qu'il paraissait guider.

L'heure critique arriva : la réunion d'Oxford ressembla plutôt à une Diète polonaise qu'à un Parlement anglais. L'opposition s'y rendit escortée de serviteurs et d'adhérents, armés et équipés en guerre, qui échangeaient avec la troupe des regards de défi. La moindre provocation pouvait, avec de telles dispositions, faire naître une guerre civile ; mais personne n'osait frapper le premier coup. Le roi offrit encore de se soumettre à tout, excepté au bill d'Exclusion ; les Communes ne voulaient rien accepter, que le bill d'Exclusion. Il fallut donc au bout de quelques jours dissoudre de nouveau le Parlement.

Le roi triomphait : la réaction, commencée quelques mois avant la réunion d'Oxford, fit de rapides progrès. La nation n'en était pas moins hostile au papisme ; mais, à mesure qu'elle retracait dans son souvenir toutes les circonstances fabuleuses du complot, elle s'apercevait que son zèle pour le protestantisme l'avait précipitée dans le crime et dans la folie, et elle pouvait à peine comprendre comment d'absurdes contes de

nourrice avaient pu ainsi lui faire demander à grands cris le sang de concitoyens et de frères en Jésus-Christ. Les royalistes les plus dévoués ne niaient pas tout ce qu'il y avait eu de blâmable dans l'administration de Charles; mais tous ceux qui ne connaissaient pas à fond, comme nous, quelle avait été sa manière d'agir à l'égard de la France, et qui étaient fatigués des violences des whigs, énuméraient les importantes concessions que depuis quelques années il avait faites à ses Parlements, et celles plus importantes encore qu'il se disait prêt à faire. Il avait sanctionné les lois qui excluaient les catholiques romains de la Chambre des lords, du Conseil privé, de toutes les charges civiles et militaires; il avait consenti à l'acte de «*l'habeas corpus.*» Si de plus fortes mesures n'avaient pas été prises contre les dangers que pouvait courir la constitution de l'Église sous un souverain catholique romain, Charles, qui avait invité le Parlement à proposer ces mesures, n'en pouvait être responsable; les whigs, qui s'étaient refusés à tout ce qui pouvait tenir lieu de ce bill d'Exclusion, étaient seuls blâmables. Le roi ne s'était refusé qu'à une chose, à priver son frère des droits de sa naissance. Mais n'était-il pas raisonnable de supposer que ce refus prenait sa source dans un sentiment louable? Quel motif intéressé les factions elles-mêmes pouvaient-elles attribuer à la ténacité du roi? Le bill d'Exclusion ne touchait en rien aux prérogatives du monarque régnant et ne diminuait pas son revenu; Charles eût même pu augmenter ses ressources en sanctionnant ce bill. Et que lui importait qui régnerait après lui? Enfin, s'il avait une prédilection marquée pour quelqu'un, on savait bien que c'était plutôt pour Monmouth que pour le duc d'York. L'explication la plus naturelle de sa conduite semblait donc être que, malgré la faiblesse de son caractère et le relâchement de sa morale, il était mû, dans cette occasion, par le sentiment du devoir et de l'honneur. Et, s'il en était ainsi, la nation devait-elle le forcer à faire ce qu'il croyait honteux et criminel? Les vrais royalistes trouvaient déloyal et injuste d'user même de moyens strictement constitutionnels pour faire violence à sa conscience; mais ces moyens strictement constitutionnels n'étaient pas les seuls que les whigs semblaient

disposés à employer. Des signes assez visibles annonçaient déjà l'approche de la guerre civile. Des hommes qui, du temps de la République et pendant les troubles, s'étaient acquis une notoriété odieuse, sortaient de l'obscurité où depuis la Restauration les avait relégués la haine publique; ils montraient partout leurs faces intrigantes et résolues, et semblaient prédir un second règne des Saints. Une nouvelle bataille de Naseby, une nouvelle Haute-Cour de justice, une nouvelle République, un nouvel usurpateur, la Chambre des pairs de nouveau violemment supprimée, les universités épurées de nouveau, l'Église encore rançonnée et persécutée, et le puritanisme derechef tout puissant, voilà les résultats auxquels semblait aboutir la politique désespérée de l'opposition.

Animée par de tels sentiments, la majorité des classes élevées et des classes moyennes se hâta de se rallier au trône. La situation du roi avait à ce moment une grande analogie avec celle de son père à l'époque où l'on venait de voter la grande Remontrance. Mais la réaction de 1641 fut arrêtée dans son cours. Charles I<sup>r</sup>, au moment même où son peuple, longtemps désaffectionné, lui revenait avec un cœur disposé à la réconciliation, s'était aliéné à jamais sa confiance par une perfide violation des lois fondamentales du royaume. Si Charles II, suivant le même système, avait fait arrêter d'une manière irrégulière les chefs du parti whig et les avait accusés de haute trahison devant un tribunal incomptent à les juger, il est très-probable qu'ils auraient bientôt repris l'ascendant qu'ils avaient perdu. Heureusement pour lui, il se laissa aller dans cette circonstance à adopter une politique singulièrement bien combinée pour atteindre son but. Il prit le parti de se conformer à la loi, mais en même temps de s'en servir sans pitié contre ses adversaires. Il n'était obligé de convoquer le Parlement que tous les trois ans; ses besoins d'argent n'étaient pas excessifs; le produit des taxes, qui avaient été votées pour tout le temps de son règne, avait dépassé l'estimation; il était en paix avec le monde entier, et pouvait diminuer ses dépenses en abandonnant la dispendieuse occupation de Tanger; il pouvait aussi espérer quelque aide financier de la France. Il avait donc à sa

disposition et le temps et les moyens nécessaires pour attaquer légalement l'opposition. Les juges pouvaient être changés selon son bon plaisir, les jurés étaient nommés par les shériffs, et ceux-ci, dans presque tous les comtés d'Angleterre, étaient nommés par le roi. Comme on avait trouvé des témoins dont les faux serments avaient tout récemment encore coûté la vie aux papistes, on ne pouvait manquer d'en trouver qui seraient de même pour les whigs.

La première victime fut un nommé College, démagogue turbulent et violent ; c'était un menuisier sans éducation comme sans naissance, mais célèbre par l'invention du « fléau protestant<sup>4</sup>. » Il se trouvait à Oxford à l'époque où le Parlement y siégeait, et on l'accusait d'avoir comploté un soulèvement et une attaque contre les troupes du roi. Les témoins à charge étaient encore ces mêmes hommes infâmes, Dugdale et Turberville, qui, quelques mois auparavant, avaient servi de faux témoins contre Stafford. Aux yeux de jurés qui, presque tous, étaient des propriétaires ruraux, un exclusioniste ne pouvait trouver grâce : College fut condamné. Ce verdict fut reçu par la foule qui remplissait le palais de justice d'Oxford avec des cris de joie aussi barbares que ceux que le condamné et ses amis poussaient jadis quand d'innocents papistes étaient envoyés à la potence. Son exécution fut le commencement d'un nouveau massacre judiciaire, tout aussi atroce que celui auquel lui-même avait pris part.

Le gouvernement, enhardi par cette première victoire, aspirait maintenant à frapper un ennemi plus haut placé. On décida que Shaftesbury serait mis en jugement. On recueillit assez de témoignages pour espérer le succès d'une accusation de haute trahison ; mais les actes incriminés, et dont il fallait fournir les preuves, avaient eu lieu dans la capitale. Les shériffs de Londres, nommés par leurs concitoyens, étaient des whigs dévoués : ils nommèrent un grand-jury composé de whigs, de sorte que le bill de mise en accusation fut rejeté. Cette

<sup>4</sup> Ceci est mentionné dans un livre curieux intitulé : « Raggagli della solenne comparsa fatta in Roma gli otto di Gennaio, 1687, dall' illustrissimo et excellentissimo signor conte di Castlemaine. »

défaite, au lieu de décourager les conseillers du roi, leur inspira un nouveau projet plus audacieux encore : la charte de la capitale leur faisait obstacle, elle devait dès lors être abolie. On prétendit donc que la cité de Londres avait, par quelque irrégularité, perdu ses priviléges municipaux, et des poursuites furent dirigées contre la corporation, devant la cour « du Banc du Roi. » En même temps, toutes les lois qui avaient été passées, dans les premiers jours de la Restauration, contre les non-conformistes, et qu'on avait laissé dormir pendant tout le temps où les whigs avaient été prépondérants, furent appliquées dans tout le royaume avec une rigueur extrême.

Le courage des whigs n'était cependant pas abattu. Bien que la situation fût mauvaise, c'était encore un parti puissant et nombreux, et, comme ils étaient surtout nombreux dans les grandes villes et dans la capitale, ils paraissaient avoir plus de force qu'ils n'en avaient réellement. Excités par le souvenir de leurs anciens triomphes et par le ressentiment de l'oppression actuelle, ils s'exagéraient et leurs malheurs et leur puissance. Il n'était pas en leur pouvoir de démontrer d'une manière péremptoire que la situation était assez critique pour justifier un remède aussi violent que la résistance au gouvernement établi. Quelques soupçons qu'ils pussent avoir, il ne leur était pas possible de prouver que le roi était entré en accommodement avec la France pour la ruine de la religion et des libertés de l'Angleterre. Ce qui était apparent ne suffisait pas à justifier un appel aux armes. Si le bill d'Exclusion avait été rejeté, il l'avait été par les lords, dans l'exercice d'un droit aussi ancien que la constitution. Si le roi avait dissous le Parlement d'Oxford, il l'avait fait en vertu d'une prérogative qui n'avait jamais été mise en doute. Si la cour avait, depuis la dissolution, pris quelques mesures vexatoires, elles étaient cependant strictement conformes à la lettre de la loi et aux précédents établis par les whigs eux-mêmes. Si le roi avait poursuivi ses adversaires, c'était dans les formes légales et devant les tribunaux compétents. Les témoins que produisait la couronne méritaient, en fait, tout autant de crédit que ceux sur la déposition

desquels le plus noble sang de l'Angleterre venait d'être répandu par l'opposition. Le traitement qu'un whig accusé devait attendre de la part du juge, de l'avocat, du shériff, du jury et de l'auditoire, n'était pas pire que le traitement auquel les whigs trouvaient récemment tout naturel de soumettre un papiste accusé. Si les priviléges de la Cité de Londres étaient attaqués, ce n'était pas par la force armée ni par l'exercice d'une prérogative royale contestable, c'était conformément aux usages reçus à Westminster-Hall. Aucune loi n'avait été suspendue, aucune taxe n'avait été imposée par l'autorité royale. « *L'habeas corpus* » avait été respecté; la loi du Test même était appliquée. L'opposition ne pouvait donc convaincre le roi d'actes suffisamment compromettants pour justifier une insurrection; et même, ces actes eussent-ils été plus flagrants encore, une insurrection eût toujours été criminelle, car il était presque certain qu'elle échouerait. La situation des whigs, en 1682, était bien différente de celle des Têtes rondes quarante ans auparavant. Quand ceux-ci prirent les armes contre Charles I<sup>e</sup>, ils agirent sous l'autorité d'un Parlement légalement assemblé, et qui ne pouvait être légalement dissous sans son propre consentement; les adversaires de Charles II n'agissaient que de leur autorité privée.

Presque toutes les forces de terre et de mer du royaume s'étaient mises à la disposition du parti qui résistait à Charles I<sup>e</sup>: toutes les forces de terre et de mer étaient à la disposition de Charles II. La Chambre des communes avait été soutenue dans sa résistance à Charles I<sup>e</sup> par plus de la moitié de la nation, tandis que ce n'était qu'une minorité qui voulait se soulever contre Charles II. On ne pouvait donc raisonnablement douter qu'un essai d'insurrection serait sans succès, et, dans ce cas, il était encore moins douteux que tous les malheurs dont les whigs se plaignaient n'en fussent considérablement aggravés. Le parti le plus sage qu'ils eussent à prendre était donc de se soumettre avec patience à l'adversité, conséquence naturelle et juste châtiment de leurs fautes; d'attendre avec patience un changement inévitable dans l'opinion publique; de reconnaître la loi et de profiter de la protection qu'elle accordait à l'in-

nocence, protection bien imparfaite, mais qui cependant avait encore une certaine valeur. Malheureusement les whigs prirent un parti tout différent. Quelques-uns de leurs chefs, imprudents et sans scrupules, formèrent et discutèrent des projets de résistance qui furent écoutés, sinon avec approbation, du moins avec un semblant d'assentiment, par des hommes qui valaient mieux qu'eux. On proposa un soulèvement simultané à Londres, dans le comté de Chester, à Bristol et à Newcastle. Il y eut des pourparlers avec les presbytériens persécutés d'Écosse, qui étaient soumis à une tyrannie telle que l'Angleterre, dans ses plus mauvais jours, n'en avait jamais vu de semblable. Pendant que les chefs de l'opposition combinaient ainsi des plans de révolte ouverte, mais n'osaient encore, par crainte ou par scrupule, prendre un parti décisif, quelques-uns de leurs complices méditaient un projet d'une nature bien différente. Se tenir en embuscade, assassiner le roi et son frère, paraissait à des hommes farouches, fanatiques et sans principes, le plus court et le plus sûr moyen de venger la religion protestante et les libertés de l'Angleterre. On choisit donc le lieu et le moment, et si l'on n'arrêta pas définitivement, du moins on discuta fréquemment les détails de cet attentat. Le complot n'était connu que d'un petit nombre, et il fut surtout caché avec soin à l'honnête et loyal Russell, ainsi qu'à Monmouth, qui, sans avoir une conscience bien délicate, eût reculé d'horreur à l'idée d'un parricide. Il y avait donc deux complots, l'un dans l'autre pour ainsi dire : celui du grand parti whig, pour faire soulever la nation contre le gouvernement ; l'autre communément appelé complot du « Rye-House, » dans lequel n'avait trempé qu'un petit nombre d'hommes sans aveu, et qui avait pour but la mort du roi et celle de l'héritier présomptif du trône.

L'un et l'autre furent bientôt découverts ; des traîtres s'empressèrent lâchement de se sauver eux-mêmes en divulguant tout et même plus que tout ce qui s'était passé dans les délibérations du parti. Il est clairement prouvé qu'une très-faible minorité seulement, parmi les hommes qu'ils poussaient à la résistance, admirerent l'idée d'un assassinat ; mais, comme les

deux conspirations se rattachaient l'une à l'autre, il ne fut pas difficile au gouvernement de les confondre en une seule. L'indignation qu'excitait le complot du « Rye-House » s'étendit pour quelque temps à tout le parti whig. Le roi était libre maintenant de tirer vengeance des humiliations et des vexations auxquelles il avait été soumis pendant de longues années. Shaftesbury, il est vrai, avait échappé au sort que méritaient ses nombreuses perfidies; il avait vu venir la ruine de son parti, avait essayé en vain de faire sa paix avec la royauté et s'était réfugié en Hollande, où il mourut sous la généreuse protection d'un gouvernement qu'il avait cruellement attaqué. Monmouth se jeta aux pieds du roi, qui lui pardonna; mais bientôt il commit de nouvelles offenses, et jugea prudent de se condamner à un exil volontaire. Essex périt de sa propre main dans la Tour. Russell, qui semble n'avoir été coupable daucun de ces crimes designés sous le nom de crimes de haute trahison, et Sidney, dont la culpabilité ne put être établie par des témoignages réguliers, furent décapités en dépit des lois et de la justice. Russell mourut avec le courage d'un chrétien; Sidney avec le courage d'un stoïcien. Quelques hommes politiques d'un rang inférieur furent pendus; beaucoup quittèrent le pays. Il y eut de nombreuses poursuites pour non-révélation du complot, pour diffamations et pour conspirations. Les jurés tories ne manquèrent pas pour prononcer des verdicts de culpabilité; les juges, dévoués à la cour, ne manquèrent pas pour appliquer les châtiments les plus rigoureux. A ces poursuites criminelles se mêlèrent bientôt des poursuites civiles tout aussi formidables. On intenta des actions pour avoir diffamé le duc d'York; des dommages qui équivalaient à un emprisonnement perpétuel étaient demandés par le plaignant et accordés sans difficulté. La cour du Banc du Roi décida que les franchises de la Cité de Londres étaient confisquées pour cause de forfaiture. Enorgueilli de cette victoire, le gouvernement se mit à attaquer la constitution des autres corporations qui avaient à leur tête des fonctionnaires whigs, et qui envoyoyaient ordinairement des députés whigs au Parlement. Les uns après les autres, les bourgs furent obligés d'abandonner leurs priviléges, et l'on concéda de

nouvelles chartes qui donnèrent partout la prédominance aux tories.

Ces poursuites, toutes répréhensibles qu'elles fussent, avaient cependant un semblant de légalité; elles furent, de plus, accompagnées d'un acte bien fait pour calmer les inquiétudes d'hommes loyaux qui voyaient dans l'avenir l'avénement au trône d'un prince papiste: lady Anne, la plus jeune des filles du duc d'York par sa première femme, s'était mariée au prince George, de l'orthodoxe famille royale de Danemark. Le parti tory et le clergé pouvaient donc se flatter maintenant d'avoir mis en sûreté les intérêts de l'Église anglicane, sans avoir violé l'ordre de succession. Le roi et son héritier présomptif étaient à peu près du même âge; tous les deux étaient au déclin de la vie, et la santé du roi était bonne; il était donc probable que si le duc d'York parvenait jamais au trône, ce ne serait pas pour régner longtemps, et après lui on avait la perspective consolante d'une longue suite de souverains protestants.

Le parti vaincu ne pouvait profiter que peu ou point de la liberté de la presse; car la disposition des juges et des jurés était telle, que tout écrivain poursuivi pour un délit de presse par le gouvernement n'avait aucune chance d'acquittement. La peur du châtiment faisait donc office de censure. En même temps, la chaire fulminait des anathèmes contre le crime de rébellion. Le traité de Filmer, dans lequel il établissait que le despotisme héréditaire était la forme de gouvernement ordonnée par Dieu, et que les monarchies tempérées étaient de pernicieuses absurdités, venait aussi de paraître; ces principes étaient approuvés par une grande portion du parti tory. L'Université d'Oxford, le jour même où Russell fut mis à mort, adopta ces doctrines par un acte public et solennel, et ordonna que les œuvres politiques de Buchanan, de Milton et de Baxter fussent publiquement brûlées dans la cour des écoles.

Le roi, ainsi encouragé, se hasarda enfin à dépasser les bornes dans lesquelles il s'était maintenu pendant plusieurs années et à violer la lettre de la loi. Il ne devait pas s'écouler plus de trois ans entre la dissolution d'un Parlement et la convocation d'un autre. Quand les trois années se furent écoulées

après la dissolution du Parlement d'Oxford, on n'expédia aucun ordre pour de nouvelles élections. Cette infraction à la constitution était d'autant plus répréhensible, que le roi n'avait pas lieu de redouter une nouvelle Chambre des communes.

Quelque temps après, la loi fut encore violée en faveur du duc d'York. Ce prince, en partie à cause de sa religion, en partie à cause de son naturel dur et impitoyable, était si impopulaire, qu'on avait jugé nécessaire de l'éloigner pendant que le bill d'Exclusion était en discussion, de peur que sa présence ne donnât plus de force au parti qui s'efforçait de le priver des droits de sa naissance. On l'avait donc envoyé gouverner l'Écosse, où Lauderdale, le vieux tyran hourru, se mourait. La tyrannie même de Lauderdale fut bientôt dépassée; l'administration du duc d'York fut marquée par des lois odieuses, par des châtiments barbares, par des jugements dont l'iniquité est sans parallèle, même à cette époque. Le Conseil privé d'Écosse avait le droit de mettre les prisonniers d'État à la question; mais ce spectacle était si horrible, que même les courtisans les plus serviles et les plus inhumains quittaient la salle du Conseil dès qu'on apportait les brodequins; souvent il n'y restait personne, si bien qu'on fut obligé d'ordonner que les membres garderaient leurs sièges chaque fois que la torture serait appliquée. Le duc d'York, au contraire, semblait prendre plaisir à ce spectacle, que les hommes les plus pervers de son temps ne pouvaient contempler sans pitié et sans horreur. Il ne se contentait pas, dans ces occasions, d'assister au Conseil, mais il épiait l'agonie des patients avec cette attention, avec cet intérêt que l'on apporte à une expérience scientifique. Ce fut là son occupation en Écosse, jusqu'au jour où le résultat du conflit entre les whigs et la cour ne fut plus douteux. Il retourna alors en Angleterre; mais l'acte du Test l'excluait de tout emploi public, et le roi ne crut pas prudent d'abord de violer en sa faveur un statut que la grande majorité de ses plus fidèles sujets considérait comme une des principales garanties de leur religion et de leurs droits civils. Néanmoins, lorsque plusieurs essais successifs eurent prouvé que la nation avait assez de patience pour supporter à peu près tout ce que le gouverne-

ment avait le courage de tenter, Charles se permit de ne pas exécuter la loi à l'égard de son frère, et le duc d'York reprit son siège dans le Conseil et reçut la direction des affaires de la marine.

Ces deux violations de la constitution excitèrent, il est vrai, quelques murmures parmi les tories modérés, et ne furent pas même unanimement approuvées par les ministres du roi. Halifax surtout, créé marquis et lord du sceau privé, était devenu whig dès que, par son secours, le torysme fut devenu prépondérant. Le bill d'Exclusion à peine rejeté, il avait poussé la Chambre des lords à prendre des mesures contre les dangers auxquels pourraient être exposées les libertés publiques et la religion nationale sous le règne suivant. Il s'alarma de la violence d'une réaction dont il était en grande partie l'auteur ; il n'essaya pas de cacher son mépris pour les doctrines serviles de l'université d'Oxford ; il était opposé à l'alliance française ; il désapprouvait les longs intervalles entre les Parlements ; il blâmait la sévérité avec laquelle on traitait le parti vaincu ; enfin, lui qui, lorsque les whigs avaient le dessus, avait été jusqu'à dire que Stafford n'était pas coupable, osait, maintenant qu'ils étaient vaincus et sans ressources, prendre la défense de Russell. A un des derniers conseils que Charles présida, il se passa une scène fort remarquable. Les citoyens du Massachusetts, en Amérique, s'étaient vu, pour quelque méfait, enlever leur charte, et l'on se demandait quelle serait à l'avenir la forme du gouvernement de cette colonie. L'opinion générale du Conseil était que tout le pouvoir législatif aussi bien que le pouvoir exécutif devait être réservé à la couronne. Halifax soutint une opinion opposée ; il argumenta avec une grande énergie contre les monarchies absolues et en faveur du gouvernement représentatif. C'était folie de supposer, disait-il, qu'une population sortie de souche anglaise et animée de sentiments anglais supportât longtemps la privation des institutions anglaises. Quel prix, s'écria-t-il, pourrait-on attacher à la vie dans un pays où la liberté et la propriété seraient à la merci d'un maître absolu ? Le duc d'York fut courroucé de ce langage, et repré senta à son frère le danger de garder au ministère un homme

infecté des doctrines corruptrices de Marvell et de Sidney.

Quelques écrivains modernes ont blâmé Halifax d'être resté dans un ministère dont il désapprouvait la ligne de conduite relativement à la direction des affaires intérieures et extérieures : cette censure est injuste. Il faut bien se rappeler que le mot ministère, avec l'acception qu'on y attache aujourd'hui, était inconnu alors<sup>1</sup>. La chose elle-même n'existe pas, car elle appartient à une époque où le gouvernement représentatif fut définitivement établi. Aujourd'hui les principaux serviteurs de la couronne forment un corps homogène, ils sont censés être sur le pied d'une confiance réciproque et n'avoir qu'une seule opinion quant aux idées principales qui doivent diriger l'administration. S'il s'élève un léger différend, un compromis est facile ; mais si l'un d'eux diffère des autres sur un point important, il doit se retirer. Tant qu'il fait partie du ministère, il reste responsable des mesures mêmes auxquelles il s'est opposé. Au dix-septième siècle, les chefs des différentes branches de l'administration n'étaient pas liés par la même solidarité : chacun d'eux séparément était responsable de ses actes, de l'usage qu'il avait fait de son sceau officiel, des documents revêtus de sa signature et des conseils qu'il avait donnés au roi ; mais un ministre n'était pas responsable de ce qu'il n'avait pas fait lui-même ou engagé les autres à faire. S'il avait soin de ne pas servir d'agent dans une mesure répréhensible, et, quand il était consulté, de conseiller ce qui était légal, il était sans reproches. On l'eût trouvé ridiculement scrupuleux de renoncer à son poste parce que son maître n'aurait pas suivi ses conseils sur un sujet qui n'était pas strictement dans le cercle des attributions spéciales de son département, de quitter, par exemple, le Conseil de l'amirauté parce que les finances étaient en désordre, ou le Conseil de la trésorerie parce que les relations étrangères du royaume n'étaient pas dans un état satisfaisant. Il n'était donc pas rare de voir, à cette époque, à la tête des affaires des hommes qui différaient autant les uns des autres que Pulteney différait de Walpole, et Fox de Pitt.

<sup>1</sup> « North's Examen, » 6.

Les conseils modérés et constitutionnels de Halifax furent faiblement et timidement secondés par Francis North, lord Guildford, qui avait été nommé récemment garde du grand sceau. Le portrait de Guildford a été tracé minutieusement par son frère, Roger North, tory intolérant, écrivain affecté et pédant, mais observateur soigneux de tous ces menus détails qui révèlent le caractère des hommes. Il est extraordinaire que ce biographe, quoique sous l'influence d'une excessive partialité fraternelle et évidemment désireux de produire une ressemblance flatteuse, n'ait jamais pu peindre le garde des sceaux que comme l'homme le plus ignoble. Guildford cependant avait une intelligence lucide, une grande dextérité, une érudition suffisante en littérature et dans les sciences, et une connaissance plus que suffisante des lois. L'avarice, l'égoïsme et la lâcheté étaient ses vices principaux ; il n'était pas insensible au pouvoir de la beauté, ni ennemi des plaisirs de la table ; cependant, même dans sa jeunesse, ni les femmes, ni le vin, ne firent jamais commettre à ce frugal et circonspect libertin un acte d'imprudente générosité. Quoique d'une famille noble, il s'éleva dans sa carrière par une adulation honteuse pour tout ce qui avait de l'influence dans les cours de justice. Il devint président de la cour des « Plaids Communs » (*Chief justice of the Common Pleas*), et comme tel il participa à quelques-uns des assassinats juridiques les plus odieux dont notre histoire ait gardé le souvenir. Il s'aperçut bien que Oates et Bedloe étaient des imposteurs ; mais le Parlement et le pays étaient en grande fermentation, le gouvernement était obligé de céder au mouvement, et North n'était pas homme à risquer une position élevée par amour de la justice et de l'humanité. En conséquence, tout en s'occupant en secret de rédiger une réfutation de tout cet échafaudage de complot papiste, il déclarait en public que l'évidence du complot était aussi claire que la lumière du soleil, et n'eut pas honte d'intimider du haut de son siège les malheureux catholiques romains qui avaient à défendre leur vie devant son tribunal. Il avait fini par atteindre le poste le plus élevé de la magistrature. Mais un légiste qui se livre pour la première fois à la politique à un âge avancé, et après avoir

consacré nombre d'années à l'exercice de sa profession, se distingue rarement comme homme d'État, et Guildford ne fit pas exception à la règle générale. Il sentait si bien lui-même son incapacité, qu'il n'assistait jamais aux réunions dans lesquelles ses collègues discutaient les affaires étrangères, et même dans les questions relatives à sa profession, son avis dans le Conseil avait moins de poids que celui d'aucun homme qui ait jamais tenu les sceaux. Cependant son influence, telle qu'elle était, fut toujours employée en faveur des lois.

L'adversaire le plus redoutable de Halifax fut Lawrence Hyde, créé récemment comte de Rochester; il était le plus intolérant et le plus inflexible des tories. Les membres modérés de son parti se plaignaient que toutes les places de la Trésorerie, tant qu'il resta premier commissaire, fussent abandonnées à de bruyants fanatiques, dont les seuls titres à l'avancement étaient de boire à la confusion du whigisme et d'allumer des feux de joie pour brûler le bill d'Exclusion. Le duc d'York, heureux de trouver un caractère qui ressemblât tant au sien, soutenait son beau-frère avec passion et entêtement.

La cour était tenue dans une constante agitation par les efforts de ministres rivaux pour se dépasser et se supplanter les uns les autres. Halifax poussait le roi à convoquer un Parlement, à accorder une amnistie générale, à retirer au duc d'York toute participation dans le gouvernement, à rappeler Monmouth de l'exil, à rompre avec le roi de France et à former une étroite union avec la Hollande, sur les principes de la Triple-Alliance. Le duc d'York, de son côté, redoutait la réunion du Parlement, regardait les whigs vaincus avec une haine toujours égale, se flattait encore de voir l'accomplissement des projets formés plus de quinze ans auparavant à Douvres, ne cessait de représenter à son frère l'absurdité de laisser les sceaux entre les mains d'un homme républicain au fond du cœur, et recommandait avec force de donner à Rochester la place de Lord-Trésorier.

Pendant que ces deux factions se combattaient, Godolphin, toujours prudent, silencieux, infatigable, ne prenait parti ni pour l'une ni pour l'autre. Sunderland, avec sa perfidie habi-

tuelle, intriguait contre les deux. Son vote en faveur du bill d'Exclusion l'avait fait disgracier et lui avait coûté sa place ; mais, rentré en grâce par les soins officieux de la duchesse de Portsmouth et par sa soumission servile au duc d'York, il se trouvait de nouveau secrétaire d'État.

Quant à Louis XIV, il ne se montrait ni négligent, ni inactif. Tout semblait alors favoriser ses desseins. Il n'avait rien à redouter de l'empire d'Allemagne, qui guerroyait avec les Turcs, sur les bords du Danube ; la Hollande, abandonnée à elle-même, ne pouvait lui résister. Il pouvait donc, sans rien craindre, se livrer à son ambition et à son insolence. Il s'empara de Dixmude et de Courtrai, et bombarda Luxembourg ; il exigea de la république de Gênes la soumission la plus humiliante. La France était parvenue au point le plus élevé de puissance auquel elle ait jamais atteint pendant les dix siècles qui séparent le règne de Charlemagne de celui de Napoléon. On ne pouvait prévoir où s'arrêteraient ses conquêtes, si l'Angleterre pouvait être retenue dans un état de vasselage. La cour de Versailles désirait donc sur toute chose empêcher la convocation du Parlement, ainsi que la réconciliation des différents partis en Angleterre. Dans ce but, on prodigua promesses, menaces et corruptions de tout genre. Tantôt on faisait briller aux yeux de Charles l'espoir d'un subside, tantôt on l'effrayait en lui disant que, s'il convoquait le Parlement, on publierait les articles du traité de Douvres. Plusieurs membres du Conseil se laissèrent corrompre ; on essaya même, mais en vain, d'acheter Halifax. Quand on le vit incorruptible, toute l'habileté et l'influence de l'ambassade française n'eurent plus qu'un but, celui de l'éloigner des affaires ; mais son esprit attrayant et ses qualités variées l'avaient rendu si agréable à son maître, que ce but ne put être atteint<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Lord Preston, alors notre ambassadeur à Paris, écrivait à Halifax ce qui suit : « Je m'aperçois que Votre Seigneurie est encore soumise à l'infortune de ne pas être en faveur à cette cour. M. Barillon n'ose vous honorer de sa faveur tant que son maître vous regarde d'un mauvais œil. Ils apprécient très-bien les talents de Votre Seigneurie, ce qui fait qu'ils vous redoutent et que par conséquent aussi ils vous haïssent ; et soyez assuré, Mylord, que s'ils avaient le pouvoir de vous envoyer

Halifax ne se contenta pas de rester sur la défensive : il accusa ouvertement Rochester de malversations ; on fit une enquête, et l'on découvrit que, par la faute du premier lord de la Trésorerie, quarante mille livres sterling avaient été perdues pour la nation. Par suite de cette découverte, Rochester fut obligé d'abandonner non-seulement son espoir d'avoir la Verge Blanche, mais on lui fit quitter la direction des finances pour le placer au poste plus honorable, mais moins lucratif et moins important, de lord-président. « J'ai vu bien des hommes auxquels « on faisait descendre les degrés à coups de pied, dit alors « Halifax, mais lord Rochester est le premier que j'aie vu les « monter de la même manière. » Il fut remplacé à la Trésorerie par Godolphin, élevé depuis peu à la pairie.

Le débat n'en continuait pas moins ; l'issue dépendait entièrement de la volonté du roi, et la volonté du roi ne pouvait se fixer. Dans ses incertitudes, il promettait tout, à tout le monde : il promettait de ne pas se séparer de la France ; il promettait de rompre avec elle ; il promettait de ne jamais convoquer un nouveau Parlement ; il promettait d'expédier sans délai les lettres de convocation ; il disait au duc d'York qu'Halifax ne resterait pas en place ; il disait à Halifax que le duc d'York serait envoyé en Écosse. Publiquement il affectait un implacable ressentiment contre Monmouth, et en secret il lui envoyait les assurances d'une affection inaltérable. Combien de temps eût pu durer son hésitation et quel en aurait été le terme, si sa vie se fût prolongée ? On ne saurait le dire. Mais il mourut au commencement de l'année 1685, quand les partis hostiles attendaient avec anxiété sa détermination. Une nouvelle scène s'ouvrit alors. En peu de mois les excès du gouvernement effacèrent l'impression qu'avaient faite sur le public les excès de l'opposition ; la réaction violente qui avait abattu le parti whig fut suivie d'une réaction plus violente encore, dans le sens opposé, et des signes certains indiquèrent que le grand conflit

à Rufford, ils y emploieraient tous leurs moyens. Il y a deux choses, à ce que je vois, qui déplaisent surtout en vous : votre discréption et votre incorruptibilité. Ils ont déclaré la guerre à ces deux choses-là. » Cette lettre est datée : 5 octobre (nouveau style) 1685.

entre les prérogatives de la couronne et les priviléges du Parlement allait enfin se décider.

---

## CHAPITRE III

Je me propose de décrire dans ce chapitre l'état de l'Angleterre à l'époque où la couronne passa de Charles II à son frère. Cette description, faite à l'aide de matériaux rares et épars, sera nécessairement très-imparfaite ; elle pourra cependant redresser quelques notions erronées qui ôteraient à la suite de mon récit sa lucidité et son intérêt.

Si nous voulons étudier avec fruit l'histoire de nos ancêtres, nous devons nous tenir constamment en garde contre les erreurs que peuvent faire naître les noms si connus de familles, de lieux et de charges publiques ; et nous ne devons jamais oublier que le pays dont nous lisons l'histoire était bien différent de celui dans lequel nous vivons. Dans toute science expérimentale, il y a une tendance vers la perfection ; dans tout être humain, il y a désir d'améliorer sa position. Ces deux grands principes ont pu souvent, lors même qu'ils ont été contrariés par des calamités publiques ou par de mauvais gouvernements, donner une impulsion rapide à la civilisation. Jamais de simples malheurs publics, ni même les fautes ordinaires d'une mauvaise administration, ne feront autant pour rendre une nation misérable que le progrès constant des lumières et les efforts incessants de chacun à améliorer sa position ne feront pour la rendre prospère. On a souvent remarqué que de prodigues dépenses, de lourds impôts, d'absurdes restrictions commerciales, des tribunaux corrompus, des guerres désastreuses, des séditions, des persécutions, des incendies et des inondations, n'ont pu parvenir à détruire le capital du pays aussi rapidement que savaient le créer les efforts individuels des citoyens. Il est facile

de prouver que depuis six siècles au moins nos richesses nationales se sont accrues, pour ainsi dire, sans interruption; qu'elles étaient plus considérables sous les Tudors que sous les Plantagenets; qu'elles furent plus considérables encore sous les Stuarts que sous les Tudors; qu'en dépit des batailles, des sièges et des confiscations, elles étaient plus grandes au jour de la Restauration qu'au jour où le Long-Parlement se réunit; et enfin que, malgré une administration défectueuse et prodigue, une banqueroute publique, deux guerres funestes et dispendieuses, la peste et l'incendie, elles étaient plus grandes encore à la mort de Charles II qu'à l'époque de la Restauration. Ce progrès, non interrompu pendant des siècles, prit vers le milieu du siècle passé un développement significatif qui continue de nos jours avec une accélération toujours plus marquée. Grâce à notre position géographique et à notre situation morale, nous avons été exempts depuis plusieurs générations des maux qui, ailleurs, ont arrêté l'essor ou détruit les fruits de l'industrie. Lorsque tous les pays du continent, de Moscou à Lisbonne, étaient le théâtre de guerres sanglantes et ruineuses, notre sol n'a vu aucun drapeau ennemi, si ce n'est comme trophée. Pendant que nous étions entourés de peuples en révolution, notre gouvernement n'a jamais été renversé par la violence. Depuis plus de cent ans notre île n'a éprouvé aucun trouble qui puisse s'appeler insurrection; la loi n'a jamais été méconnue ni par la populace furieuse, ni par la royauté tyannique; le crédit public a été sans tache, l'administration de la justice sans reproche. Même aux jours que les Anglais appellent avec raison leurs mauvais jours, nous jouissions de libertés civiles et religieuses qui eussent satisfait la plupart des nations de l'Europe. Tout Anglais a pu se dire avec confiance que l'État le protégerait dans la possession de ce qu'il avait gagné par son industrie ou amassé par son économie. Sous l'influence bienfaisante de la paix et de la liberté, les sciences florissantes ont été appliquées aux intérêts matériels avec un succès inconnu auparavant. Aussi notre pays a été témoin de changements dont l'histoire du vieux monde n'offre aucun exemple. Si l'Angleterre de 1685 pouvait, par quelque procédé magique, passer

aujourd'hui sous nos yeux, nous ne reconnaîtrions pas un paysage sur cent, un édifice sur dix mille ; le propriétaire ne reconnaîtrait pas son propre champ ; l'habitant des villes ne reconnaîtrait pas sa propre rue. Tout a été changé, excepté les grands traits de la nature et quelques œuvres massives et durables de la main des hommes. On reconnaîtrait encore la montagne de Snowdon, le lac de Windermere, les dunes de Cheddar et la pointe de Beachy-Head ; on retrouverait ça et là un monastère normand, ou un château témoin de la guerre des deux Roses ; mais, à ces quelques exceptions près, rien ne serait reconnaissable. Des milliers de milles carrés, maintenant couverts de riches moissons et de vertes prairies, que séparent des haies touffues, qu'ornent de populeux villages et d'élégantes maisons de campagne, ne nous apparaîtraient que comme des plaines arides couvertes de bruyères, ou des marais abandonnés aux oiseaux aquatiques ; nous verrions des huttes éparses, bâties en bois et couvertes de chaume, aux endroits même où l'on voit aujourd'hui des villes manufacturières et des ports dont les noms sont connus aux extrémités du globe. La capitale elle-même se réduirait à une proportion qui ne dépasserait guère le faubourg au sud de la Tamise. Le vêtement et les manières du peuple, le mobilier des appartements, les équipages, l'intérieur des boutiques et des maisons, ne nous surprendraient guère moins. De pareils changements dans une nation nous paraissent mériter tout autant l'attention de l'historien qu'un changement de dynastie ou un changement de ministère.

Quand on veut se former une idée exacte de l'état d'une société à une époque donnée, les premières recherches doivent avoir pour but de savoir de combien de personnes se composait alors cette société. Malheureusement nous ne pouvons savoir d'une manière certaine quelle était la population de l'Angleterre en 1685 ; car aucun État n'avait encore adopté le sage système des recensements périodiques. Chacun faisait ses supputations ; et comme on les faisait en général sans examen sérieux des faits, et sous l'influence puissante de préjugés et de passions, elles étaient souvent ridiculement absurdes. Quelques habitants intelligents de Londres parlaient de la capitale comme conte-

nant plusieurs millions d'âmes. D'autres prétendaient savoir que, pendant les trente-cinq années qui s'étaient écoulées depuis l'avènement de Charles I<sup>r</sup> jusqu'à la Restauration, la population de Londres s'était accrue de deux millions<sup>1</sup>. Même à l'époque des ravages de la peste et de l'incendie, quelques personnes croyaient généralement que Londres contenait un million et demi d'habitants<sup>2</sup>. D'autres, fatigués de ces exagérations, se jetèrent dans l'exagération inverse : ainsi Isaac Vossius, homme de science et d'intelligence, maintenait obstinément que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies ne contenaient que deux millions d'habitants<sup>3</sup>.

Nous ne sommes pas cependant absolument dépourvus de moyens pour rectifier ces erreurs, conséquences de la vanité nationale chez quelques-uns, et d'un amour immodéré du paradoxe chez d'autres. Il existe trois supputations qui semblent mériter une attention particulière : elles sont entièrement indépendantes les unes des autres, et, quoique basées sur des principes différents, elles diffèrent peu dans leur résultat.

Un de ces documents date de l'année 1696 : son auteur, Gregory King, héraut de Lancastre, était un statisticien politique d'une grande sagacité. Il prit pour base de ses calculs le nombre des maisons que portèrent sur leurs rôles les employés chargés, en 1690, de percevoir pour la dernière fois l'impôt du fouage. Sa conclusion était que la population de l'Angleterre s'élevait à près de cinq millions et demi<sup>4</sup>.

A peu près vers la même époque, le roi Guillaume III ayant désiré connaître la force relative des différentes sectes religieuses qui divisaient la nation, une enquête fut ordonnée ; des rapports lui furent adressés de tous les diocèses du royaume,

<sup>1</sup> « Observations on the Bills of Mortality, » par le capitaine John Graunt (sir William Petty), chap. xi.

<sup>2</sup> « Elle comprenait au moins quinze cent mille habitants qui y passaient leurs jours. » « Great Britain's Beauty, » 1671.

<sup>3</sup> Isaac Vossius : « De Magnitudine urbium Sinarum, » 1685. Vossius, ainsi que nous l'apprend Saint-Évremond, parlait sur ce sujet plus souvent et plus longuement qu'il ne convenait de le faire dans les cercles élégants.

<sup>4</sup> « King's Natural and Political Observations, » 1696. Ce précieux traité, qui doit être lu tel qu'il a été écrit par son auteur, et non dans le texte défiguré de Lavenant, se trouve dans quelques éditions de « Chalmer's Estimate. »

et selon ces rapports le nombre de ses sujets anglais s'élevait à près de cinq millions deux cent mille<sup>1</sup>.

Enfin de nos jours, M. Finlaison, archiviste d'une grande expérience, a soumis les anciens registres de paroisse à tous les calculs que les progrès de la statistique permettent de faire. Son opinion est qu'à la fin du dix-septième siècle la population de l'Angleterre s'élevait à un peu moins de cinq millions deux cent mille âmes<sup>2</sup>.

De ces trois estimations faites par différentes personnes désintéressées, avec des éléments différents, la plus élevée, qui est celle de King, n'excède que d'un douzième la plus faible, qui est celle de Finlaison. Nous sommes donc autorisé à dire que sous le règne de Jacques II l'Angleterre contenait de cinq millions à cinq millions cinq cent mille habitants. C'est-à-dire que, d'après le calcul le plus élevé, elle possédait moins d'un tiers de sa population actuelle, et à peine trois fois autant d'habitants que n'en contient aujourd'hui sa gigantesque capitale.

L'accroissement de la population a été grand dans tout le royaume, mais il a été plus considérable dans les comtés du Nord que dans les comtés du Midi. A vrai dire, une grande portion du pays au delà de la Trent est restée jusqu'au dix-huitième siècle dans un état de barbarie. Des causes physiques et morales concourent à empêcher la civilisation de s'étendre de ce côté. Le climat y était rigoureux ; la qualité du sol exigeait une culture habile et industrieuse, et l'on n'était ni habile ni industrious dans un pays qui était si souvent le théâtre de la guerre, et qui, même quand il jouissait d'une paix nominale, était constamment ravagé par des maraudeurs écossais. Avant l'union des deux couronnes britanniques, et longtemps après cette union, il y avait autant de différence entre les comtés de Middlesex et de Northumberland qu'il peut y en avoir maintenant entre l'État de Massachusetts et les établissements avancés

<sup>1</sup> « Dalrymple's Appendix » à la partie II, liv. I<sup>e</sup>. La manière de recenser la population au moyen des sectes religieuses fut longtemps à la mode. Gulliver dit du roi de Brobdignag : « Il rit de ma vieille arithmétique, comme il se plaisait à l'appeler, qui comptait notre population en supputant le nombre de nos sectes politiques et religieuses. »

<sup>2</sup> « Preface to the Population Returns of 1831. »

à l'ouest du Mississippi, où les pionniers se font justice à coups de poignard et de carabine. Les traces laissées par des siècles de massacre et de pillage se voyaient encore distinctement à plusieurs milles au sud de la Tweed, dans l'aspect du pays et dans les mœurs sauvages du peuple. Il y avait encore de nombreuses compagnies de routiers dont le seul métier était de piller les habitations et d'enlever des troupeaux entiers de bestiaux. Aussitôt après la Restauration, on fut obligé de promulguer les lois les plus sévères pour mettre un terme à ces crimes. Les magistrats des comtés de Northumberland et de Cumberland furent autorisés à lever des bandes de gens armés pour la défense de l'ordre et des propriétés, et l'on pourvut à la dépense par une taxe locale<sup>1</sup>. Les paroisses étaient obligées d'entretenir des meutes de chiens limiers pour donner la chasse aux maraudeurs. Plus d'un vieillard, vers le milieu du dix-huitième siècle, se rappelait encore avoir vu employer ces chiens féroces<sup>2</sup>. Cependant, malgré ces nombreux auxiliaires, il était souvent impossible de poursuivre les voleurs jusque dans leurs retraites sur les montagnes et dans les marais; car la topographie de ce pays sauvage était à peine connue. Jusqu'à l'époque de l'avènement de George III, la connaissance du sentier qui conduit de Borrowdale à Ravenglas était encore un secret soigneusement gardé par les hommes de la vallée, qui probablement dans leur jeunesse l'avaient souvent parcouru pour échapper aux poursuites de la justice<sup>3</sup>. Les habitations des grands propriétaires ainsi que les fermes considérables étaient fortifiées. Les troupeaux étaient parqués la nuit à l'abri des créneaux de l'habitation, qu'on désignait sous le nom de « Peel. » Les habitants se couchaient avec des armes à leur chevet; de grosses pierres et de l'eau bouillante étaient toujours prêtes pour écraser ou échauder les pillards qui pouvaient d'un moment à l'autre assaillir la chétive garnison. Les juges dans leurs tournées, accompagnés de tout le corps des avocats, des procureurs, des clercs et de nombreux serviteurs, n'allait de Newcastle à Carlisle que

<sup>1</sup> Statuts 14 Car. II, c. 22; 18 et 19 Car. II, c. 3; et 50 Car. II, c. 2.

<sup>2</sup> « Nicolson and Bourne; Discourse on the ancient state of the Border, » 1777.

<sup>3</sup> « Gray's Journal of a tour in the Lakes, » oct. 3, 1769.

montés sur des chevaux, armés et escortés par un fort détachement de troupes sous le commandement des shériffs. Il fallait porter avec soi des vivres, car le pays était si désert qu'il n'offrait aucune ressource; et l'on montre encore l'emplacement où la cavalcade faisait halte pour le dîner, sous un chêne gigantesque. L'habitant des districts plus tranquilles était souvent choqué de la rigueur sommaire avec laquelle on administrait la justice criminelle; les jurés, animés par la haine et le sentiment du danger commun, condamnaient indistinctement les vols à main armée et les vols de bétail, avec autant de promptitude qu'une cour martiale siégeant après une révolte, et les condamnés étaient envoyés au gibet par vingtaines<sup>1</sup>. De nos jours des vieillards se souviennent encore du temps où un chasseur, qui aurait poursuivi le gibier jusqu'aux sources du Tyne, aurait trouvé les bruyères de Keeldar Castle peuplées par une race aussi sauvage que les Indiens de la Californie, et aurait entendu des femmes demi-nues chanter des airs barbares, tandis que les hommes dansaient leurs rondes de guerre en brandissant leurs poignards<sup>2</sup>.

La paix s'établit cependant lentement et difficilement sur la frontière, et à sa suite se développèrent l'industrie et les arts. On découvrit enfin que la région au nord de la Trent possédait dans ses mines de charbon une source de richesses plus précieuse que les mines du Pérou; on s'aperçut aussi que le voisinage des mines permettait d'établir avec profit toute espèce de manufacture, et le flot de l'émigration se dirigea vers le nord. Nous avons vu dans les rôles de 1841 que l'ancienne province épiscopale d'York contenait deux septièmes de la population de l'Angleterre. A l'époque de la Révolution, cette province n'en contenait, dit-on, qu'un septième<sup>3</sup>. Dans le comté de Lancastre, la population est devenue neuf fois plus considérable, tandis

<sup>1</sup> « North's life of Guildford; » et « Hutchinson's history of Cumberland, parish of Brampton. »

<sup>2</sup> Voyez le journal de sir Walter Scott, oct. 7, 1827, dans sa Vie, par M. Lockhart.

<sup>3</sup> « Dalrymple, Appendix » à la partie II, liv. I<sup>e</sup>. Les rôles de la taxe des feux conduisent à la même conclusion. Les feux de la province d'York n'étaient qu'un sixième de tous ceux de l'Angleterre.

que dans le Suffolk, le Norfolk et le Northampton elle a tout au plus doublé.

Nous pouvons parler des taxes avec plus de certitude et de précision que de la population. A la mort de Charles II, le revenu de l'Angleterre était faible, soit qu'on le comparât à celui des autres gouvernements voisins, soit qu'on le comparât aux ressources que le pays possédait déjà alors. Depuis la Restauration, ce revenu avait constamment augmenté avec les richesses nationales. Cependant il ne s'élevait guère qu'aux trois quarts du revenu de la Hollande et au cinquième du revenu de la France.

Le chapitre le plus important des recettes était celui de l'accise, qui, dans la dernière année du règne de Charles, produisit cinq cent quatre-vingt-cinq mille livres sterling, tous frais payés. Le revenu net des douanes s'éleva dans la même année à cinqcent trente milles livres sterling. Ces charges n'étaient pas un poids trop lourd pour la nation ; mais la taxe des feux, quoique moins productive, excitait des murmures. Le profit que le Trésor retire des impôts directs n'est presque jamais en proportion avec le mécontentement qu'ils causent dans le peuple ; et de toutes les taxes directes, celle du fouage était la plus odieuse ; car on ne pouvait l'asseoir qu'au moyen de visites domiciliaires, visites pour lesquelles les Anglais ont toujours montré une aversion telle que d'autres nations peuvent à peine s'en faire une idée. Les plus pauvres propriétaires de maisons ne pouvaient pas toujours payer cet impôt à jour fixe ; quand il en était ainsi, on saisissait sans pitié leurs meubles ; car la taxe était assurée, et un fermier de taxes est proverbialement connu pour le plus rapace des créanciers. On accusait hautement les collecteurs de remplir leur impopulaire devoir avec dureté et insolence ; on disait que dès qu'ils paraissaient à la porte d'une cabane les enfants se mettaient à pleurer, et les vieilles femmes s'empressaient de cacher leur vaisselle ; quel-

<sup>1</sup> Je ne peux pas prétendre, il va sans dire, à une bien grande exactitude ; mais quiconque voudra se donner la peine de comparer les rôles de l'impôt des feux sous Guillaume III avec le recensement de 1841 arrivera à une conclusion qui ne différera guère de la mienne.

quefois même l'unique lit de toute une pauvre famille était enlevé et vendu. Le produit net de cet impôt ne dépassait pas deux cent mille livres sterling par an<sup>4</sup>.

Si aux trois grandes sources de revenu dont nous venons de parler, on ajoute les domaines de la couronne, bien plus considérables alors que maintenant ; la dîme et les prémices, qui n'avaient pas encore été abandonnés à l'Église ; la propriété des duchés de Cornwall et de Lancastre, les confiscations et les amendes, nous trouverons que le revenu annuel de la couronne se montait à quatorze cent mille livres sterling : ce revenu avait été accordé à Charles pour toute sa vie, il était libre de le dépenser comme il lui plaisait, et toutes les économies qu'il pouvait faire sur les dépenses publiques venaient encore l'augmenter. Nous parlerons bientôt de l'administration des postes, dont les bénéfices avaient été affectés à l'apanage du duc d'York.

La couronne était ou plutôt aurait dû être responsable du payement annuel de quatre-vingt mille livres à peu près, intérêt de la somme frauduleusement retenue par l'Échiquier du temps de la Cabale. Tant que Danby avait été à la tête des

<sup>4</sup> On trouve dans la bibliothèque de Pepys quelques ballades du temps, sur cette taxe des feux. J'en donnerai un ou deux échantillons :

Les bonnes vieilles femmes, quand elles aperçoivent l'homme de la cheminée,  
Courent dans leurs recoins, cachent leurs pots et leurs marmites.  
Il n'y a pas une commère, sur dix, dans tout le pays,  
Qui ne trouve une malédiction ou deux pour les hommes de la cheminée.

Et encore :

Ils entrent comme des soldats pillards,  
Vendent à l'encan le bien du pauvre,  
Les enfants effrayés crient à tue-tête ;  
Mais rien n'abat leur orgueil insolent.

Dans le Musée britannique il y a des vers de complainte composés sur le même sujet et dans le même esprit.

Ou, si par pauvreté on ne paye point,  
Ils arrachent sans pitié l'unique lit  
Sur lequel reposa la tête fatiguée du pauvre,  
Le privant, à la fois, de repos et de pain.

Je saisis cette occasion, la première qui me soit offerte, de témoigner au directeur et au sous-directeur du collège de la Madeleine, à Cambridge, ma reconnaissance pour l'obligeance qu'ils ont mise à m'ouvrir les riches collections de Pepys.

finances, les créanciers de l'État avaient reçu leurs dividendes, il est vrai, sans la stricte régularité des temps modernes, mais enfin ils les avaient reçus. Ceux qui lui succédèrent à la Trésorerie, ou montrèrent moins d'habileté, ou s'inquiétèrent moins du maintien du crédit public ; car, depuis la grande victoire du parti de la cour sur les Whigs, pas un sou n'avait été payé et toute réclamation fut inutile jusqu'à ce qu'un nouveau système financier eût été établi par une nouvelle dynastie. Ce serait commettre une grave erreur que de croire que ce fut Guillaume III qui introduisit dans notre île le système de pourvoir aux embarras de l'État par des emprunts. Depuis un temps immémorial, tous les gouvernements, dans notre pays, avaient pu contracter et avaient contracté des dettes. Ce que la Révolution a introduit en Angleterre, c'est le système de les payer scrupuleusement<sup>1</sup>.

En volant ainsi les créanciers de l'État il était possible, avec un revenu de près de quatorze cent mille livres et quelques secours supplémentaires de la France, de subvenir à toutes les charges du gouvernement et même aux folles dépenses de la cour ; car le fardeau financier qui pesait le plus sur les grandes puissances continentales se faisait à peine sentir en Angleterre. La France, l'Allemagne et la Hollande entretenaient, en pleine paix, des armées plus considérables que n'en avaient commandé, en temps de guerre, Henri IV et Philippe II. Elles élevaient, d'après des principes inconnus au duc de Parme et à Spinola, des bastions et des ravelins, et y entassaient les approvisionnements d'armes et de munitions, de telle sorte que Richelieu lui-même, dont la génération précédente avait admiré les prodiges, en eût été émerveillé. On n'aurait pu faire un voyage de quelques milles sans entendre les tambours d'un régiment en marche, ou sans avoir à répondre au « Qui vive ? » de quelque sentinelle gardant un pont-levis. Au contraire, on pouvait parcourir et habiter notre pays sans que l'oreille ou l'œil fût jamais averti par un son ou un signe guerrier, que la

<sup>1</sup> On trouvera dans le Commons' Journal du 1<sup>er</sup> mars 1688 et du 20 mars 1689, les principales preuves de cette assertion.

défense des nations était devenue une science et une carrière. La plupart des Anglais au-dessous de vingt-cinq ans n'avaient probablement jamais vu une compagnie de soldats réguliers. De toutes les villes qui, dans les guerres civiles, avaient courageusement repoussé des armées ennemis, il n'en était pas une peut-être qui eût pu soutenir un siège. Les portes en restaient ouvertes nuit et jour ; les fossés étaient sans eau ; les remparts étaient tombés en ruine, et si on les avait entretenus, ce n'était que pour procurer aux bourgeois de la ville une promenade agréable dans les soirées d'été. La plupart des donjons féodaux avaient été démantelés par les canons de Cromwell et de Fairfax, et gisaient, couverts de lierre, en monceaux de ruines. Ceux qui étaient encore debout avaient perdu leur apparence guerrière et n'étaient plus que les palais champêtres de l'aristocratie. Les fossés ne servaient qu'à conserver des carpes et des brochets ; les remparts avaient été plantés d'arbustes odoriférants, au milieu desquels serpentait des allées conduisant à des serres ornées de glaces et de tableaux<sup>1</sup>. Au bord de la mer, sur les caps, ainsi que sur quelques montagnes de l'intérieur, on pouvait voir encore de longs poteaux surmontés de barils ; jadis ils étaient remplis de poix. Dans les moments de danger, des hommes montaient la garde au pied de ces poteaux, et quelques heures après qu'une voile espagnole avait été vue en mer, ou qu'une bande de routiers écossais avait traversé la Tweed, les feux brillaient à cinquante milles à la ronde, et des comtés entiers couraient aux armes. Mais bien des années s'étaient écoulées depuis qu'on n'avait allumé ces signaux, et on les considérait plutôt comme de curieux restes de nos mœurs anciennes que comme faisant partie d'un système de défense nécessaire à la sûreté de l'État<sup>2</sup>.

La loi ne reconnaissait d'autre armée que la milice, qui avait été réorganisée par deux actes passés au Parlement peu de temps après la Restauration. Tout Anglais qui jouissait de cinq cents livres sterling de rente provenant de biens-fonds, ou qui

<sup>1</sup> Voyez, par exemple, le tableau du rempart à Marlborough dans « Stukeley's Itinerarium Curiosum. »

<sup>2</sup> « Chamberlayne's State of England, » 1684.

avait six mille livres de capital, était tenu de fournir, équiper et payer de ses deniers un cavalier. Celui qui avait cinquante livres sterling de rente en terres ou un capital de six cents livres devait également fournir un piquier ou un mousquetaire. Les propriétaires moins riches formaient des associations sans nom spécial dans notre langue, mais qu'un Athénien eût appelées *synteleia*, et chacune de ces associations, selon ses moyens, devait fournir un cavalier ou un fantassin. On estimait en général à cent trente mille hommes le chiffre total de cette cavalerie et de cette infanterie <sup>1</sup>.

Le roi, d'après l'ancienne constitution du royaume et l'assentiment récent et solennel des deux Chambres, était l'unique chef de cette force importante, et les lords-lieutenants et leurs députés n'y avaient de commandement que sous ses ordres. Ceux-ci fixaient l'époque des réunions pour les exercices et les inspections, qui ne pouvaient durer plus de quatorze jours par année, et les juges de paix avaient droit d'infliger de faibles punitions pour les fautes de discipline. Les frais ordinaires de ces réunions n'étaient pas à la charge de la couronne ; mais quand les milices étaient conduites à l'ennemi, l'État se chargeait de leur subsistance, et elles étaient soumises à toute la rigueur des lois militaires.

Ceux qui voyaient cette milice d'un mauvais œil étaient nombreux. Les Anglais qui avaient beaucoup voyagé sur le continent, qui s'étaient extasiés devant la sévère précision avec laquelle se mouvait chaque sentinelle des forteresses bâties par Vauban, qui avaient vu les admirables armées de l'Allemagne inondant toutes les routes pour chasser les Turcs des portes de Vienne, qui avaient été éblouis par la pompe guerrière de la maison militaire de Louis XIV, se moquaient de la manière gauche dont les paysans du Devonshire et du Yorkshire marchaient et manœuvraient, portaient leurs mousquets et leurs piques.

Les ennemis de la liberté et de la religion anglicane regar-

<sup>1</sup> 13 et 14 Car. II, c. iii; 15 Car. II, c. iv. « Chamberlayne's State of England, » 1684.

daient aussi avec aversion une force armée qu'on ne pouvait, sans un extrême péril, employer contre ces libertés et cette religion, et ne laissaient échapper aucune occasion de déverser le ridicule sur ces soldats rustiques<sup>1</sup>. Les patriotes éclairés, qui comparaient ces recrues inexpérimentées aux bataillons qu'on pourrait débarquer en quelques heures, en temps de guerre, sur les côtes de Kent ou de Sussex, étaient forcés de reconnaître que, quelque dangereux qu'il pût être de maintenir un établissement militaire permanent, il serait plus dangereux encore de risquer l'honneur et l'indépendance du pays sur le résultat d'un engagement entre des laboureurs commandés par des juges de paix et de vieux soldats conduits par des maréchaux de France. Dans le Parlement cependant il fallait n'exprimer ces opinions qu'avec quelque réserve, car la milice était une institution éminemment populaire; toute parole de blâme à son égard excitait l'indignation des deux grands partis de l'État, et surtout de celui qui s'était le plus distingué par son dévouement à la monarchie et à l'Église anglicane. La milice des comtés était presque exclusivement commandée par des nobles et des gentilshommes du parti tory, qui, fiers de leurs fonctions militaires, prenaient comme personnelle toute insulte adressée au corps auquel ils appartenaient. Ils ne se dissimulaient pas que tout ce qu'on disait contre la milice se disait en faveur d'une armée permanente, et le nom seul d'armée permanente leur était odieux. Une armée de ce genre avait déjà dominé une fois en Angleterre, et sous sa domination le roi avait été décapité, la noblesse dégradée, les propriétaires

<sup>1</sup> Dryden, dans son poème de « Cymon et Iphigénie », exprime avec sa finesse et son énergie habituelles les sentiments qui prévalaient parmi les courtisans de Jacques II.

Le pays retentit de cris d'alarme,  
Et les champs fourmillent de miliciens rudes et novices,  
Bouches sans bras, entretenues à grands frais.  
Lourde charge en temps de paix, pauvre défense en temps de guerre.  
La bande fanfaronne s'élance intrépide, une fois par mois,  
Toujours prête, excepté quand on a besoin d'elle.  
C'était le jour où pour faire parade,  
Elle s'alignait par rangs et par files,  
Et jouant un instant à la guerre,  
Courrait vite s'enivrer, véritable affaire de la journée.

dépossédés, l'Église persécutée. Il n'y avait pas un grand propriétaire qui ne pût citer les outrages et les injustices que son père ou lui avaient eu à souffrir de la soldatesque parlementaire : c'était un vieux Cavalier qui avait vu sauter son château; un autre dont les ormes séculaires avaient été abattus ; un troisième ne pouvait entrer dans l'église de sa paroisse sans que l'écusson mutilé de sa famille et les statues décapitées de ses ancêtres vinssent lui rappeler qu'un jour les soldats de Cromwell avaient fait une écurie de cette église. Aussi, ces mêmes royalistes, prêts à se battre pour leur roi, étaient-ils les derniers auxquels il pût se hasarder à demander les moyens de solder une armée permanente.

Toutefois, peu de mois après la Restauration, Charles avait commencé à former un noyau d'armée régulière. Il ne se sentait pas en sûreté dans un palais voisin d'une grande cité encombrée encore des soldats récemment licenciés de la Cinquième Monarchie, s'il n'avait à leur opposer pour sa défense personnelle que des troupes de milice et les officiers du palais. En conséquence, tout indifférent et prodigue qu'il était, essayait-il d'économiser sur ses plaisirs une somme suffisante pour maintenir des gardes du corps. Ses revenus avaient augmenté en même temps que s'étaient accrus le commerce et les richesses publiques, et il était en état, en dépit des murmures et des remontrances des Communes, d'augmenter graduellement cette force régulière. Quelques mois même avant la fin de son règne, il y avait beaucoup ajouté en abandonnant l'inutile, malsain et dispendieux établissement de Tanger aux tribus barbares du voisinage : la garnison, qui consistait en un régiment de cavalerie et deux régiments d'infanterie, fut rappelée en Angleterre.

C'est ce noyau formé par Charles qui a été le germe de cette grande et immortelle armée qui, de nos jours, est entrée triomphante à Madrid et à Paris, à Canton et à Candahar. Les gardes du corps, qui maintenant forment deux régiments, étaient alors divisés en trois compagnies, de deux cents carabiniers chacune, les officiers non compris. Ce corps, auquel la garde du roi et de la famille royale était confiée, avait un caractère particulier.

Les soldats eux-mêmes étaient désignés sous le nom de gentilshommes de la garde ; beaucoup d'entre eux appartenaient à de bonnes familles et avaient été officiers pendant les guerres civiles. La solde était plus forte que celle des régiments les plus favorisés de notre époque, et pouvait suffire à l'entretien d'un fils cadet de gentilhomme campagnard. Leurs beaux chevaux, leurs riches harnachements, leurs cuirasses et leurs habits de peau de buffle ornés de rubans, de velours et de tresses d'or, faisaient le plus bel effet dans le parc de Saint-James. A chacun de ces régiments étaient attachées des compagnies de « dragons-grenadiers » qui sortaient des classes inférieures et étaient moins payés. Un autre régiment de cavalerie de la maison militaire, distingué par un uniforme bleu et des manteaux de même couleur, et qu'à cause de cela on appelle encore « les Bleus, » était ordinairement caserné dans le voisinage de la capitale. Non loin de Londres stationnait aussi le régiment désigné maintenant sous le nom de premier régiment de dragons, et qui était alors le seul de l'armée anglaise. On venait de le former avec les cavaliers revenus de Tanger. Quelques autres dragons, qui n'étaient pas enrégimentés, étaient cantonnés aux environs de Berwick, pour faire la police parmi les maraudeurs de la frontière. A cette époque, les dragons étaient considérés comme particulièrement propres à ce genre de service; depuis, ils sont devenus de simples cavaliers. Mais au dix-septième siècle, Montecuculli nous décrit minutieusement le dragon comme un fantassin qui ne se servait de cheval que pour se transporter plus vite sur le point où l'appelait le service militaire.

L'infanterie de la maison militaire du roi était composée de deux régiments qui alors, comme aujourd'hui, s'appelaient, l'un, le premier régiment des Gardes à pied, l'autre, Gardes « Coldstream »; ils faisaient ordinairement le service des environs de Whitehall et de Saint-James, mais comme il n'y avait alors aucune caserne et que la « Pétition des Droits » s'opposait à ce qu'ils fussent logés chez les bourgeois, ils se logeaient dans les cabarets de Westminster et du Strand.

Il y avait cinq autres régiments d'infanterie. L'un d'eux,

qu'on appelait régiment de « l'Amiral » était spécialement destiné à servir à bord de la flotte. Les quatre autres comptent encore comme nos quatre premiers régiments de ligne. Deux d'entre eux avaient longtemps soutenu sur le continent la réputation de la valeur anglaise ; le premier, le régiment « Royal », avait pris sous le grand Gustave une brillante part à la délivrance de l'Allemagne. Le troisième régiment, distingué par des parements couleur de chair, ce qui lui fit donner le surnom si connu de « Buffs », ne combattit pas avec moins d'ardeur, sous Maurice de Nassau, pour la délivrance de la Hollande. Après bien des vicissitudes, Charles avait aussi rappelé ces deux braves régiments et les avait incorporés dans l'armée anglaise.

Les régiments qui forment le deuxième et le quatrième régiment de notre infanterie de ligne actuelle revinrent de Tanger en 1685, apportant avec eux des habitudes de licence et de cruauté contractées dans leurs longues guerres avec les Maures. Il y avait encore quelques compagnies d'infanterie non enrégimentées qui stationnaient au fort de Tilbury, à Portsmouth, à Plymouth et sur quelques autres points importants près de la côte.

Dès le commencement du dix-septième siècle, l'armement de l'infanterie avait éprouvé un grand changement. La pique avait graduellement été remplacée par le mousquet, et vers la fin du règne de Charles II, la plus grande partie de l'infanterie était composée de mousquetaires ; cependant il restait encore bon nombre de piquiers. On apprenait de temps en temps à ces différentes troupes le maniement des armes qui n'étaient pas à leur usage spécial. Le fantassin portait au côté une épée pour la mêlée ; le dragon était armé comme un mousquetaire, mais il avait de plus une arme, depuis longtemps en usage, que les Anglais appelaient alors poignard, mais qui, après notre Révolution, a été plus connue parmi nous sous le nom français de baïonnette. La baïonnette ne fut pas d'abord une arme aussi meurtrière qu'elle l'est devenue depuis, car elle s'introduisait dans l'orifice du canon, et pendant l'action le soldat perdait beaucoup de temps à l'ôter pour faire feu, puis à la remettre pour croiser le mousquet.

L'armée régulière, telle qu'elle existait en Angleterre au commencement de 1685, s'élevait, tout compris, à près de sept mille hommes d'infanterie, et dix-sept cents cavaliers ou dragons. A peu près deux cent quatre-vingt-dix mille livres sterlings par an (moins du dixième de ce que coûtait en temps de paix l'établissement militaire de la France), suffisait à l'entretien complet de notre armée. Le simple soldat garde du corps recevait quatre schellings par jour ; dans les « Bleus, » deux schellings et demi ; dans les dragons, dix-huit sous ; dans les « gardes à pied, » dix sous ; et dans l'infanterie de ligne, huit sous anglais. La discipline était très-relâchée, et il ne pouvait guère en être autrement dans un pays où la loi commune ne reconnaissait pas les conseils de guerre et ne faisait en temps de paix aucune différence entre un soldat et un citoyen. Le Parlement le plus dévoué, si le gouvernement l'eût proposé, se serait refusé à passer un bill pour la répression des révoltes militaires. Un soldat qui frappait son colonel n'encourait que la pénalité ordinaire pour attaques et voies de fait ; s'il refusait d'exécuter un ordre, s'endormait en faction ou désertait son drapeau, il n'était possible pour cela d'aucune peine légale. Sans aucun doute, on infligeait des punitions militaires sous le règne de Charles II, mais elles étaient sobrement administrées et de manière à ne pas provoquer d'appel aux cours de justice de Westminster-Hall.

Il n'était guère probable qu'une armée, telle que nous venons de la décrire, pût jamais réduire cinq millions d'Anglais en esclavage ; elle eût été à peine capable de vaincre une insurrection à Londres, si la milice de la Cité s'était jointe aux insurgés. En cas d'insurrection en Angleterre le roi ne pouvait guère compter non plus sur le secours des autres parties de ses États ; car les royaumes d'Écosse et d'Irlande supportaient, il est vrai, un établissement militaire, mais il suffisait à peine à contenir, dans l'un les Puritains, dans l'autre les Papistes opprimés. Le gouvernement avait cependant encore une importante ressource militaire que nous ne devons pas omettre. Il y avait à la solde de la Hollande six beaux régiments, autrefois commandés par le brave Ossory ; trois de ces régiments avaient été levés en

Angleterre et trois en Écosse. Le roi d'Angleterre s'était réservé le droit de les rappeler s'il avait besoin de leur secours contre un ennemi étranger ou domestique. En attendant ils se trouvaient entretenus sans qu'il lui en coûtât un sou, et soumis à une bonne discipline qu'il n'eût pas osé leur imposer lui-même<sup>1</sup>.

Si les craintes ombrageuses du Parlement et de la nation rendaient impossibles la formation et le maintien d'une formidable armée permanente, rien n'empêchait le roi d'élever l'Angleterre au premier rang des puissances maritimes. Whigs et tories étaient prêts à applaudir à l'envi toute mesure tendant à augmenter une force qui, tout en protégeant efficacement la patrie contre un ennemi étranger, était impuissante contre les libertés civiles. Les plus grands succès de nos soldats, dont la génération d'alors pouvait se souvenir, avaient été obtenus dans des guerres contre des princes anglais; tout au contraire, les victoires de nos matelots avaient été remportées sur un ennemi étranger, et avaient détourné de notre sol la désolation et le pillage. La moitié de la nation ne se souvenait qu'avec horreur de la bataille de Naseby, et l'orgueil que faisait naître celle de Dunbar était mêlé à des sentiments bien pénibles; mais c'était avec un enthousiasme sans mélange que tous les partis se souvenaient de la défaite de l'Armada et des engagements de Blake avec les Hollandais et les Espagnols. Depuis la Restauration les Communes n'avaient cessé, même lorsqu'elles étaient le plus mécontentes et le plus économies, de se montrer généreuses jusqu'à la prodigalité chaque fois que l'intérêt de la marine était en jeu. Lorsque, sous l'administration de Danby, on leur fit connaître que plusieurs des vaisseaux du roi étaient vieux et hors d'état de tenir la mer, la Chambre, quoiqu'elle ne fût guère alors disposée à la générosité, accorda une aide de près

<sup>1</sup> La majeure partie des matériaux dont je me suis servi pour ces appréciations de l'armée régulière se trouvent dans les « Historical Records of Regiments, » publiés par ordre de Guillaume IV, et sous la surveillance de l'adjudant général. Voyez aussi « Chamberlayne's State of England, » 1684; « Abridgement of the English military discipline, » imprimé par ordre spécial en 1685; et « Exercise of foot, » imprimé aussi par ordre de Sa Majesté en 1690.

de six cent mille livres sterling pour la construction de trente nouveaux bâtiments de guerre.

Les vices de l'administration rendirent stérile cette libéralité nationale. La liste des vaisseaux du roi avait, il est vrai, une belle apparence : on y voyait neuf bâtiments du premier rang, quatorze du second, trente-neuf du troisième, et un bon nombre de grandeur inférieure ; mais ces vaisseaux de premier rang ne valaient pas les vaisseaux de troisième classe de nos jours, et ceux du troisième ne brilleraient pas à côté de nos frégates. Une semblable flotte, cependant, si elle eût été effective, eût alors été regardée comme formidable par les plus grands potentiats de l'Europe, mais elle n'existedit que sur le papier. A la fin du règne de Charles II notre marine était tombée dans une décadence et une ruine telles qu'on aurait peine à y croire si les rapports impartiaux et unanimes de témoins compétents ne nous en fournissaient les preuves. Pepys, l'homme le plus entendu de l'amirauté anglaise, écrivit en 1684, pour l'édification de Charles II, un mémoire détaillé sur l'état de son département ; quelques mois plus tard, Bonrepaux, l'homme le plus entendu de l'amirauté française, ayant visité l'Angleterre dans le but spécial de connaître notre force maritime, mit sous les yeux de Louis XIV le résumé de son enquête. Ces deux rapports sont pour ainsi dire identiques. Bonrepaux déclarait qu'il avait trouvé toute chose en désordre et dans la plus misérable condition, qu'à Whitehall on reconnaissait avec honte et envie la supériorité de la marine française, et qu'enfin l'état de notre flotte et de nos chantiers était une garantie suffisante de notre neutralité dans les affaires de l'Europe<sup>1</sup>. Pepys informait son maître que l'administration maritime était un prodige de négligence, de prodigalité, de corruption et d'ignorance ; qu'on ne pouvait se fier à aucune estimation, qu'aucun contrat n'était

<sup>1</sup> Je fais allusion à une dépêche de Bonrepaux adressée à Seignelay, en date du 8-18 février 1686. A la paix d'Amiens, elle fut copiée aux Archives françaises pour M. Fox, et elle m'a été confiée, ainsi que d'autres documents recueillis par ce grand homme, par l'obligeance de feu lady Holland et du lord actuel. Je dois ajouter que, même au milieu des troubles qui dernièrement ont agité Paris, je n'ai eu aucune difficulté à obtenir des fonctionnaires français communication de dépêches qui pouvaient remplir des lacunes dans la collection de M. Fox.

exécuté, qu'aucun contrôle n'était exercé. Les vaisseaux que le gouvernement avait fait construire, grâce aux récentes libéralités du Parlement, et qui n'étaient jamais sortis des havres, l'avaient été avec de si mauvais bois qu'ils pouvaient encore moins tenir la mer que les vieilles carcasses qui trente ans auparavant avaient reçu les bordées des Hollandais et des Espagnols. Quelques-uns étaient tellement pourris, qu'à moins de promptes réparations ils courraient risque de couler bas sous leurs amarres. Les matelots étaient payés avec si peu de ponctualité qu'ils s'estimaient heureux de trouver des usuriers qui leur achetassent leurs billets de solde à quarante pour cent de perte. Les commandants qui n'avaient pas d'amis puissants à la cour n'étaient pas mieux traités. On avait vu des officiers auxquels étaient dus de gros arriérés de solde, mourir dans le besoin après avoir importuné le gouvernement de leurs réclamations pendant de longues années.

La plupart des bâtiments à flot étaient commandés par des hommes qui n'avaient pas été élevés pour la mer. Ceci n'était point, il est vrai, un abus introduit par le gouvernement de Charles. Aucun état, ancien ou moderne, n'avait jusqu'alors complètement séparé les services militaires de terre et de mer. Dans les grandes nations civilisées de l'antiquité, Cimon et Lysandre, Pompée et Agrippa avaient livré bataille sur terre et sur mer. L'impulsion que la science nautique avait reçue vers la fin du quinzième siècle n'avait amené aucun changement matériel dans la division du service : à Flodden, l'aile droite de l'armée victorieuse était conduite par un amiral anglais ; à Jarnac et à Moncontour, les huguenots étaient commandés par un amiral de France ; don Juan d'Autriche, le vainqueur de Lépante, et lord Howard, auquel fut confiée la direction des affaires maritimes lors de la tentative d'invasion des Espagnols, n'avaient reçu aucune éducation nautique ; Raleigh, si célèbre dans le commandement des forces navales, avait longtemps servi sur terre en France, en Hollande et en Irlande ; Blake, avant d'humilier sur l'Océan la Castille et la Hollande, s'était distingué par le courage et l'habileté qu'il avait montrés dans la défense d'une place forte. Ce système n'avait pas changé

depuis la Restauration : de grandes flottes avaient été confiées à la direction de Rupert et de Monk ; Rupert, qui était renommé surtout comme un brillant et audacieux officier de cavalerie, et Monk, qui faisait rire tout son équipage en criant, lorsqu'il voulait qu'on virât à bâbord : « Par le flanc gauche ! marche ! »

Vers cette époque quelques hommes intelligents comprirent enfin que les rapides progrès faits dans l'art de la guerre et dans celui de la navigation rendaient nécessaire la séparation de ces deux professions. Le commandement d'un régiment ou d'un vaisseau parut enfin une occupation suffisante pour une seule intelligence. Depuis l'année 1672, le gouvernement français avait commencé à éllever, dès l'âge le plus tendre, pour le service de mer, des jeunes gens de bonne famille ; mais le gouvernement anglais, au lieu de suivre ce bon exemple, continua non-seulement à nommer des officiers de terre à des commandements de mer, mais encore en choisit qui, même sur terre, eussent été incapables d'occuper des postes importants. On confiait à tout adolescent de noble naissance, à tout courtisan débauché que recommandait quelque maîtresse du roi, le commandement d'un vaisseau de ligne, et avec ce commandement l'honneur du pays et la vie de centaines de braves gens. Peu importait qu'il n'eût jamais navigué, excepté peut-être sur la Tamise, qu'il ne pût garder son équilibre dans une bourrasque, qu'il ne sût pas faire la distinction entre la latitude et la longitude ! Aucune instruction préparatoire n'était jugée nécessaire, ou tout au plus lui faisait-on faire une courte excursion sur un bâtiment de guerre où il n'était soumis à aucune discipline, où il était traité avec déférence, et passait son temps à jouer et à boire. Si dans les intervalles de ces orgies il parvenait à apprendre quelques phrases techniques et les noms des points de la boussole, c'était plus qu'il n'en fallait pour commander un vaisseau de ligne. Je n'exagère point. En 1666, John Sheffield, comte de Mulgrave, s'embarqua à l'âge de dix-sept ans pour servir comme volontaire contre la Hollande ; il passa six semaines à bord, s'amusant de son mieux en compagnie de quelques jeunes libertins de haute volée, et revint prendre le commandement d'une troupe de cavalerie. Depuis, il ne navigua plus jus-

qu'en 1672, époque à laquelle il rejoignit la flotte et fut nommé presque immédiatement capitaine d'un vaisseau de quatre-vingt-quatre canons, réputé le plus beau de la marine anglaise. Agé de vingt-trois ans seulement, il n'avait navigué tout au plus que trois mois. Dès qu'il débarqua, on le fit colonel d'un régiment d'infanterie. Telle était la manière dont les commandements les plus importants de la marine étaient donnés alors. L'exemple que je viens de citer est loin d'être un des pires; car Mulgrave, tout en manquant d'expérience, ne manquait ni de talents ni de courage. Bien d'autres eurent un avancement semblable sans être de bons officiers, et quoique moralement et intellectuellement ils fussent incapables de jamais le devenir. Leur seul titre était de s'être ruinés par leurs débauches et leurs extravagances. Ce qui attirait surtout ces hommes dans le service de mer, c'était l'espoir des bénéfices à faire sur les transports de lingots et autres marchandises de valeur; car à cette époque, la Méditerranée et l'Océan étaient tellement infestés par les pirates barbaresques, que les négociants ne voulaient confier leurs précieuses cargaisons qu'à des bâtiments de guerre. C'est ainsi qu'un capitaine gagnait quelquefois plusieurs milliers de livres sterling dans un court voyage; c'est aussi pour cela qu'il négligeait souvent les intérêts de son pays et l'honneur de son pavillon; qu'il cédait bassement aux exigences d'une puissance étrangère; qu'il désobéissait aux ordres les plus précis de ses supérieurs; qu'il relâchait quand il aurait dû poursuivre un pirate de Salé, et faisait voile pour Livourne avec une cargaison de dollars quand il eût dû cingler vers Lisbonne. Tout cela se faisait avec impunité; les protections qui lui avaient fait obtenir un poste dont il était indigne étaient assez puissantes pour l'y maintenir. L'amiral, nargué par ces mignons corrompus et débauchés de la cour, osait à peine m'insinuer entre ses dents le nom de cour martiale; l'officier qui avait un sentiment plus élevé de ses devoirs que ses camarades s'apercevait bientôt qu'il y perdait de l'argent sans acquérir de la gloire. Le roi lui-même, avec l'ignoble légèreté qui lui était habituelle, répondit un jour à un capitaine qui disait avoir perdu, en obéissant strictement aux ordres de l'a-

mirauté, une cargaison valant plus de quatre mille livres, qu'il était « un grand imbécile par-dessus le marché. »

La discipline du bord était à l'unisson. De même que le capitaine de cour méprisait les ordres de l'amirauté, de même l'équipage, à son tour, ne respectait guère les siens. Son savoir nautique était évidemment inférieur à celui du dernier de ses matelots, et l'on ne pouvait pas s'attendre à ce que de vieux loups de mer, familiarisés avec les ouragans des tropiques et les montagnes de glace du pôle Arctique, obéiraient promptement et respectueusement à un chef qui ne connaissait des vents et des vagues que ce qu'il en avait pu apprendre dans une barque dorée entre Whitehall et Hampton-Court. Confier à un novice de cette espèce la manœuvre d'un bâtiment était impossible; aussi la retirait-on, en général, au capitaine pour la confier au maître d'équipage. Mais cette division du commandement entraînait de nombreux inconvénients. Entre ces deux autorités la ligne de démarcation n'était pas et ne pouvait pas être clairement définie; aussi s'élevait-il de perpétuelles contestations. Le capitaine, d'autant plus confiant en lui-même qu'il était plus ignorant, traitait le maître d'équipage avec un hautain mépris; celui-ci, après un peu de résistance, sachant bien à quoi il s'exposait en mécontentant un homme puissant, faisait taire la voix de son expérience, et c'était un grand bonheur si la perte du vaisseau et de l'équipage n'en était pas la conséquence. En général, les moins mauvais de ces capitaines aristocratiques étaient ceux qui abandonnaient complètement la direction du bâtiment, se contentant de faire de l'argent et de le dépenser. Leur genre de vie néanmoins était si fastueux et si voluptueux que, malgré leur aprimé au gain, ils s'enrichissaient rarement. Toujours vêtus comme pour un jour de gala à Versailles, ils ne mangeaient que dans de la vaisselle d'argent, ne buvaient que les vins les plus exquis; ils avaient à leur bord des harems, lorsque la famine et le scorbut décimaient leur équipage, et que chaque jour les sabords vomissaient des cadavres à la mer.

Telles étaient les manières habituelles de ces marins, qu'on appelait capitaines-gentilshommes. Heureusement pour notre

pays, on trouvait à côté d'eux quelques officiers d'une nature différente ; des hommes qui avaient passé toute leur vie sur mer, qui avaient péniblement fait leur chemin, depuis la position la plus inférieure du gaillard d'avant, jusqu'au rang distingué qu'ils occupaient. Sir Christopher Mings, entré au service comme mousse, celui-là même qui tomba vaillamment en se battant contre la Hollande et que son équipage en pleurs porta au tombeau en criant vengeance, fut un des plus éminents de ces officiers. C'est de lui que sortit, par un nouvel et curieux ordre de succession, une série de marins vaillants et expérimentés : sir John Narborough avait été mousse sous les ordres de Mings, et sir John Cloutesley Shovel sous ceux de sir John Narborough. L'Angleterre ne doit jamais oublier ce qu'elle doit de reconnaissance au gros bon sens et au courage indomptable de cette classe d'hommes. C'est grâce à leur vailance que, malgré les vices de l'administration et les fautes des amiraux de cour, nos côtes furent protégées, et que se soutint la réputation de notre pavillon, pendant de tristes et périlleuses années. Cette race de « prélarts, » comme on les appelait, paraissait étrange et à demi sauvage aux hommes de terre. Leurs connaissances étaient toutes professionnelles, et plutôt pratiques que scientifiques. Ils étaient simples comme des enfants quand ils n'étaient plus sur leur élément ; leurs manières étaient peu raffinées ; il y avait de la rudesse jusque dans leur bonne humeur ; et leur conversation, quand elle ne se composait pas de phrases nautiques, était trop souvent entremêlée de jurons et d'imprécations. A l'école de ces chefs se formèrent ces intrépides guerriers dont Smollett nous a tracé le portrait, dans le siècle suivant, en la personne du lieutenant Bowling et du commodore Trunnion. Mais il ne paraît pas qu'il y ait eu au service d'aucun des princes de la maison de Stuart un seul officier de marine, dans le sens que nous attachons actuellement à ce mot, c'est-à-dire un homme instruit dans la théorie et la pratique de son état, habitué aux dangers des batailles et des tempêtes, et cependant d'un esprit cultivé et de manières polies. Dans la marine royale, sous Charles II, il y avait des hommes bien élevés et des marins ; mais les marins n'étaient

pas des hommes bien élevés et les hommes bien élevés n'étaient pas des marins.

La marine royale d'Angleterre, à cette époque, aurait pu, d'après des estimations exactes qui sont venues jusqu'à nous, être maintenue sur un pied respectable à l'aide de trois cent quatre-vingt mille livres sterling par an. On en dépensait quatre cent mille tous les ans; mais, comme nous l'avons vu, pour un bien chétif résultat. La marine royale de France coûtait à peu près la même somme; celle de la Hollande coûtait beaucoup plus<sup>1</sup>.

L'artillerie anglaise, si on la compare aux autres corps militaires de terre et de mer, au dix-septième siècle, paraît avoir moins coûté alors que de nos jours. Dans la plupart des garnisons il y avait quelques canonniers; et de loin en loin, on trouvait un ingénieur, dans les postes plus importants. Mais il n'y avait ni régiment d'artillerie, ni compagnie de sapeurs et de mineurs, ni école où les jeunes soldats pussent apprendre la partie scientifique de la guerre. Ce n'était qu'avec une extrême difficulté qu'on mettait en mouvement les pièces de campagne. Quelques années plus tard, quand Guillaume d'Orange marcha du Devonshire sur Londres, les équipages d'artillerie qu'il avait avec lui, en usage depuis longtemps déjà sur le continent, et qu'on regarderait de nos jours à Woolwich comme grossiers et incommodes, excitèrent chez nos pères une admiration qui peut se comparer à celle que ressentirent les Indiens de l'Amérique à la vue d'une arquebuse castillane. L'approvisionnement de poudre dans les forts et les arsenaux anglais s'elevait, au dire patriotique de quelques écrivains exagérés, à un chiffre

<sup>1</sup> C'est surtout dans Pepys que j'ai puisé tous mes renseignements relativement à l'état de la marine à cette époque. Son rapport au roi Charles II, présenté en mai 1684, n'a jamais, je crois, été imprimé; le manuscrit est à Cambridge, dans la bibliothèque de Magdalene-college. Il s'y trouve aussi un manuscrit très-précieux, contenant un compte détaillé des établissements maritimes du pays, en date de décembre 1684: « Memoirs relating to the state of the Royal Navy for ten years determined december 1684. » Le journal de Pepys et sa correspondance pendant sa mission à Tanger sont imprimés. J'ai abondamment puisé dans ces différents documents Voyez aussi: « Sheffield's Memoirs; — Teonge's Diary; — Aubrey's Life of Monk; — The Life of sir Clodesley Shovel, » 1708; et Commons' Journals, » 1<sup>er</sup> et 20 mars 1688-9.

bien suffisant pour imprimer une crainte respectueuse aux nations étrangères. Ce chiffre était de quatorze ou quinze mille barils, à peu près un douzième de la quantité jugée nécessaire aujourd'hui. Les dépenses figurant au chapitre de l'artillerie s'élevaient, en moyenne, à un peu plus de soixante mille livres sterling par an<sup>1</sup>.

Le total général de la dépense des forces effectives de terre et de mer et de l'artillerie s'élevait à peu près à sept cent cinquante mille livres sterling. La dépense des forces non effectives, qui est maintenant un lourd fardeau pour l'État, n'existeit pour ainsi dire pas alors : le nombre des officiers non employés et à demi-solde était très-restréint. Les lieutenants et capitaines qui avaient commandé des vaisseaux de première ou de seconde classe étaient seuls admis sur la liste. Et comme l'Angleterre ne possédait alors que dix-sept bâtiments de ce genre qui eussent jamais été [à la mer, et qu'un grand nombre des officiers qui avaient commandé ces bâtiments avaient de bonnes places à terre, le chapitre affecté aux demi-soldes devait être extrêmement réduit<sup>2</sup>. Dans l'armée de terre, la demi-solde n'était accordée que comme allocation temporaire et spéciale à un petit nombre d'officiers de deux régiments seulement, qui étaient dans une position particulière<sup>3</sup>. L'hôpital de Greenwich n'avait pas encore été fondé ; on bâtissait seulement celui de Chelsea, et les frais de cet établissement étaient fournis en partie par une retenue sur la solde des troupes, en partie par des souscriptions privées. Le roi n'avait promis qu'une contribution de vingt mille livres sterling pour l'érection du bâtiment, et cinq mille livres par an affectées à l'entretien des invalides<sup>4</sup>. Il n'était pas alors question d'admettre des invalides

<sup>1</sup> « Chamberlayne's State of England, » 1684; et « Commons' Journals, » 1<sup>er</sup> et 20 mars 1688-9. Après une enquête approfondie, il a été décidé, en 1853, que l'approvisionnement de poudre serait de cent soixante-dix mille barils. Cette ordonnance est encore en vigueur.

<sup>2</sup> D'après les archives de l'Amirauté, il paraît que les officiers du pavillon furent admis à la demi-solde en 1668; les capitaines de première et de seconde classe ne le furent qu'en 1674.

<sup>3</sup> Warrant du 26 mars 1678, aux archives du ministère de la guerre.

<sup>4</sup> « Evelyn's Diary, » 27 janvier 1682. J'ai vu aussi une lettre du Sceau privé qui confirme le témoignage d'Evelyn; elle est du 17 mai 1683.

externes. La dépense totale des forces non effectives de terre et de mer n'excédait pas dix mille livres sterling par an; maintenant elle s'élève à dix mille livres par jour.

Quant à la dépense de l'administration civile, une très-faible portion seulement était à la charge de la couronne. La grande majorité des fonctionnaires chargés d'administrer la justice et de maintenir le bon ordre donnait gratuitement ses services, ou recevait une rémunération qui n'était pas à la charge de l'État. Les shérifs, les maires, les conseillers municipaux, les gentilshommes de campagne qui étaient juges de paix, les chefs des bourgs et les constables subalternes ne coûtaient rien au roi. Les cours supérieures de justice étaient, en grande partie, rémunérées par des honoraires.

Nos relations avec les cours étrangères avaient été mises sur le pied le plus économique. Un seul agent diplomatique avait le titre d'ambassadeur : c'était celui qui résidait à Constantinople, et il était payé en partie par la Compagnie turque. Même à la cour de Versailles, l'Angleterre n'avait qu'un envoyé, et elle n'en avait pas aux cours d'Espagne, de Suède et de Danemark. La dépense totale de ce chapitre, vers la fin du règne de Charles II, ne peut pas avoir dépassé de beaucoup vingt mille livres sterling par an<sup>1</sup>.

Ces économies n'avaient rien de louable ; comme toujours, Charles était ou avare ou libéral à contre-temps. Il affamait le service public pour engraisser des courtisans. Les sommes consacrées à la marine, à l'artillerie, aux pensions de vieux officiers dans le besoin et aux missions diplomatiques, doivent paraître bien mesquines à la génération présente ; mais, en revanche, les favoris du roi, ses ministres et leurs créatures se gorgeaient des deniers publics. Leurs salaires et leurs pensions, si nous les comparons avec les revenus de la noblesse, de la bourgeoisie, des commerçants et des hommes exerçant des professions libérales, paraîtront énormes. Les plus grandes pro-

<sup>1</sup> Jacques II entretenait des envoyés aux cours d'Espagne, de Suède et de Danemark, et cependant les dépenses diplomatiques sous son règne ne s'élèverent qu'à un peu plus de trente mille livres sterling par an. Voyez : « Commons' Journals, » 20 mars 1688-9; et « Chamberlayne's State of England, » 1686, 1689.

priétés territoriales du royaume ne rapportaient guère alors plus de vingt mille livres sterling par an. Le duc d'Ormond avait vingt-deux mille livres de revenu<sup>1</sup>. Le duc de Buckingham, avant que ses prodigalités eussent grevé ses grandes propriétés, avait dix-neuf mille six cents livres par an<sup>2</sup>. George Monk, duc d'Albemarle, dont les éminents services avaient été récompensés par d'immenses concessions de terres de la couronne, et qui était fameux par sa cupidité et sa parcimonie, laissa dix mille livres sterling en rentes foncières, et soixante mille livres sterling en argent, qui produisaient probablement sept pour cent<sup>3</sup>. Ces trois ducs passaient pour les trois particuliers les plus riches de l'Angleterre. Le revenu de l'archevêque de Canterbury s'élevait tout au plus à cinq mille livres sterling<sup>4</sup>. La moyenne du revenu des pairs était, selon les personnes les mieux informées, de trois mille livres ; celui des baronnets de neuf cents livres ; celui des membres de la Chambre des communes de moins de huit cents livres<sup>5</sup>. Mille livres sterling par an, c'était là tout ce que pouvait gagner un avocat des tribunaux ordinaires ; à la Cour du banc du roi, il était rare, les avocats de la couronne exceptés, qu'on gagnât deux mille livres<sup>6</sup>. Il est donc évident qu'un fonctionnaire public eût été suffisamment rétribué s'il eût reçu le quart ou le cinquième de ce qui serait maintenant un salaire convenable. Cependant, les appointements des fonctionnaires publics de l'ordre le plus élevé étaient aussi considérables, si ce n'est plus, qu'aujourd'hui. Le lord-trésorier, par exemple, recevait huit mille livres sterling ; et quand la Trésorerie était en commission, les

<sup>1</sup> « Carte's Life of Ormond. »

<sup>2</sup> « Pepys' Diary, » 14 février 1668-9.

<sup>3</sup> Voyez le rapport du procès entre Bath et Montague, qui fut jugé par le lord arde des sceaux, Somers, en décembre 1695.

<sup>4</sup> Pendant les trois quarts de l'année commençant à la Noël 1689, les revenus du siège de Canterbury furent perçus par un employé nommé par la couronne. Ses comptes sont maintenant dans le Musée britannique (Landowne MSS. 885). Le revenu brut de ces trois trimestres approche de quatre mille livres sterling ; mais la différence entre le revenu brut et le revenu net devait être considérable.

<sup>5</sup> « King's Natural and Political Conclusions ; » et « Davenant on the Balance o Trade. » Sir W. Temple dit : « Les revenus de la Chambre des communes ont rarement excédé quatre cent mille livres sterling. » (Memoirs, part. III.)

<sup>6</sup> « Langton's Conversations with Chief Justice Hale, » 1672.

lords inférieurs en recevaient seize cents chacun. Le payeur général de l'armée et de la marine prélevait un droit de courtage sur chaque livre sterling qui lui passait par les mains, ce qui produisait près de cinq mille livres par an. Le premier gentilhomme de la garde-robe recevait cinq mille livres; les commissaires des douanes douze cents livres, et les gentilhommes de la Chambre mille livres<sup>1</sup>. Mais le salaire régulier des fonctionnaires de cette époque constituait la moindre portion de leurs bénéfices. Depuis les grands seigneurs qui portaient la verge blanche et gardaient les sceaux jusqu'aux plus minces employés de la douane, on pratiquait sans scrupule et sans crainte ce que de nos jours on appellerait une honteuse corruption. Titres, places, brevets, remises des peines, étaient journellement vendus comme marchandise par les grands dignitaires du royaume, et chaque commis dans sa sphère suivait de son mieux ce mauvais exemple.

Pendant tout le dernier siècle, il n'est pas un premier ministre qui ait acquis une grande fortune pendant son administration, et il en est beaucoup qui ont entamé leur patrimoine pour faire honneur à leur position publique. Au dix-septième siècle, au contraire, un homme d'État qui se trouvait à la tête des affaires pouvait, en peu de temps, aisément et sans faire scandale, se créer une fortune suffisante pour soutenir le titre de duc. Il est probable que les revenus du premier ministre, pendant qu'il était au pouvoir, dépassaient de beaucoup ceux de tout autre sujet anglais. La place de lord-lieutenant d'Irlande passait pour valoir quarante mille livres sterling par an<sup>2</sup>. Les bénéfices que firent le chancelier Clarendon, Arlington, Lauderdale et Danby furent énormes. Le somptueux palais auquel la populace de Londres donna le nom de palais de Dunkerque, les pavillons princiers, les étangs, les parcs giboyeux, les orangeries d'Euston, la splendeur de Ham, dont les statues, les fontaines et les volières dépassaient le luxe de l'Italie, proclamaient assez haut quel était le plus court moyen d'acquérir d'immenses richesses. Aussi, les ministres se cramponnaient

<sup>1</sup> « Chamberlayne's State of England, » 1684.

<sup>2</sup> Voir les voyages du grand-duc Cosmo.

avec violence au pouvoir malgré les vexations, les humiliations et les dangers qui les menaçaient, et s'abaissaient à de scandaleuses complaisances pour s'y maintenir. Même de nos jours, quelque redoutable que soit le pouvoir de l'opinion, et quelque élevé que soit le niveau de la probité politique, il y aurait grand risque d'un changement déplorable dans le caractère de nos hommes publiques, si la place de premier lord de la Trésorerie et celle de secrétaire d'État rapportaient cent mille livres sterling par an. Heureusement pour notre pays, les émoluments des fonctionnaires les plus élevés, loin de s'accroître en proportion de l'augmentation des richesses publiques, ont positivement diminué.

Il peut paraître tout d'abord étrange et même effrayant que le chiffre de l'impôt se trouve trente fois plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'était il y a moins de deux siècles; mais ceux qui s'alarment de cet accroissement seront peut-être rassurés s'ils calculent aussi quel a été l'accroissement des ressources publiques. En 1685, les produits de l'agriculture excédaient de beaucoup les produits de toutes les autres industries humaines, et cependant l'agriculture était encore dans un état bien imparfait et bien grossier. Les terres arables et les pâturages, au dire des calculateurs politiques les plus experts de cette époque, n'égalaien pas la moitié de la surface du sol anglais<sup>1</sup>; le reste n'était que forêts et marécages. Ces calculs sont pleinement confirmés par les itinéraires et les cartes du dix-septième siècle; car on y voit clairement que plusieurs routes qui traversent de nos jours une suite non interrompue de vergers et de champs cultivés passaient alors au milieu de bruyères, de marais et de garennes<sup>2</sup>. Dans des paysages dessinés à cette époque pour le

<sup>1</sup> « King's Natural and Political Conclusions; et « Davenant on the Balance of Trade. »

<sup>2</sup> Voyez « Itinerarium Angliae, » 1675, par John Ogilby, cosmographe du roi. Il décrit une grande partie du pays comme étant composée de bois, de marais et de bruyères. Dans quelques-unes de ses cartes, les routes qui traversent les pays à clôture sont indiquées par des lignes, et les autres par des points. La proportion des terres sans clôture (lesquelles devaient être peu ou point cultivées) semble avoir été très-forte. D'Abingdon à Gloucester, par exemple, une distance de quarante à cinquante milles, il n'y avait pas un seul enclos, et il s'en trouvait à peine un entre Biggleswade et Londres.

grand-duc Cosmo, c'est à peine si l'on voit une haie, et des localités, maintenant richement cultivées, semblent aussi arides que la plaine de Salisbury<sup>1</sup>. A Enfield, en vue, pour ainsi dire, de la fumée de la capitale, il y avait une localité de vingt-cinq milles de circonférence qui ne contenait que trois maisons et quelques rares enclos, et les daims, aussi libres que dans les forêts de l'Amérique, y erraient par milliers<sup>2</sup>. Il faut se rappeler que les animaux sauvages de grande espèce étaient alors bien plus communs qu'à présent. Les sangliers, qu'on avait conservés pour les plaisirs du roi et qui dévastaient avec leurs défenses les terres cultivées, avaient fini, il est vrai, par être exterminés, lors des troubles de la guerre civile, par les paysans furieux de leurs ravages, et le dernier loup qui eût paru dans le pays avait été tué en Écosse vers la fin du règne de Charles II. Mais d'autres espèces d'animaux, quadrupèdes et oiseaux, maintenant rares ou éteintes, étaient encore communes dans le pays. Le renard, dont la vie est aussi sacrée de nos jours dans quelques comtés que celle de l'homme, n'était considéré alors que comme un animal nuisible. Olivier Saint-John, s'adressant au Long-Parlement, disait « qu'on ne devait pas considérer Strafford comme un cerf ou un lièvre, auxquels on devait quelques égards, mais comme un renard qu'il fallait surprendre par tous moyens et assommer sans pitié. » La comparaison ne serait pas heureuse si elle était adressée de nos jours à des gentilshommes campagnards ; mais du temps de Saint-John il y avait souvent grand massacre de renards, que les paysans poursuivaient avec tous les chiens qu'ils pouvaient réunir ; on tendait des pièges et des filets, on ne faisait pas de quartier, et tuer une femelle pleine était regardé comme un exploit digne de la reconnaissance du voisinage. Les cerfs étaient aussi communs alors dans le Gloucestershire et le Hampshire qu'ils le sont maintenant dans les monts Grampians : la reine Anne, allant un jour à Portsmouth, en vit un troupeau de plus de cinq cents. Le taureau sauvage à crinière blanche se voyait

<sup>1</sup> De grandes copies de ces dessins intéressants existent dans la belle collection que M. Grenville a léguée au Musée britannique.

<sup>2</sup> « Evelyn's Diary. » 2 juin 1675.

encore quelquefois dans les forêts du Sud. Le blaireau creusait son trou sombre et tortueux sur le penchant des collines où le taillis était le plus épais. Il n'était pas rare la nuit d'entendre miauler les chats sauvages autour des maisons des gardes de Whittlebury et de Needwood. On chassait encore dans la forêt de Cranbourne la martre à ventre jaune, dont la fourrure était presque aussi estimée que celle de la martre étrangère. L'aigle de marais, mesurant plus de neuf pieds d'envergure, planait sur la côte de Norfolk, où il se nourrissait de poissons. Les outardes erraient par bandes sur toutes les dunes, depuis la Manche jusqu'au Yorkshire, et on les chassait souvent avec des lévriers. Les marécages des comtés de Cambridge et de Lincoln étaient, pendant quelques mois de l'année, couverts par des nuées de grues. Les progrès de la culture ont fait disparaître bon nombre de ces espèces d'animaux, et rendu si rares quelques autres que la foule les regarde souvent avec autant d'admiration qu'elle en mettrait à examiner un tigre du Bengale ou un ours polaire<sup>1</sup>.

Les progrès de ce grand changement ne sont nulle part plus visibles que dans le *Statute book* (livre des Statuts). On y trouve, depuis l'avénement de George II au trône, plus de quatre mille actes autorisant la clôture des propriétés; la surface de ces enclos dépasse plus de dix mille milles carrés; et qui pourrait calculer combien de milles carrés, qui jadis étaient incultes, ont été depuis cultivés et soigneusement entourés de haies par leurs propriétaires, sans autorisation du pouvoir législatif? Il semble probable qu'un quart de l'Angleterre a passé, dans l'espace de moins d'un siècle, de l'état de désert à l'état de jardin.

Même dans les parties de l'Angleterre qui, vers la fin du règne de Charles II, étaient le mieux exploitées, la culture, malgré les améliorations introduites depuis la fin des guerres

<sup>1</sup> Voyez : « White's Selborne ; — Bell's History of British quadrupeds ; — Gentleman's Recreations, 1686 ; — Aubrey's Natural History of Wiltshire, 1683 ; — Morton's History of Northamptonshire, 1712 ; — Willoughby's Ornithology by Ray, 1678 ; — Latham's general Synopsis of Birds ; » et « Sir Thomas Brown's Account of Birds found in Norfolk. »

civiles, serait de nos jours considérée comme bien arriérée. Jusqu'à présent les autorités constituées n'ont pris aucune mesure qui permette d'apprecier d'une manière certaine les produits du sol anglais. L'histoire ne peut donc adopter qu'avec quelque méfiance les calculs statistiques des hommes même les plus renommés par leur intelligence et leur véracité. On compte aujourd'hui que la moyenne de nos récoltes en blé, seigle, orge, avoine et fèves, excède de beaucoup trente millions de *quarters*, et une récolte de blé qui ne dépasserait pas douze millions de *quarters* serait considérée comme mauvaise. Selon une appréciation faite en 1696 par Gregory King, tout le blé, le seigle, l'orge, l'avoine et les fèves, récoltés annuellement dans le royaume entier, n'atteignaient pas dix millions de *quarters*. Le blé, qu'on ne cultivait que dans les terres les meilleures, et qui n'était consommé que par les gens à leur aise, ne s'élevait pas, selon le même auteur, à deux millions de *quarters*. Charles Davenant, politique rancunier et sans principes, mais clairvoyant et bien informé, ne différait de King que sur quelques articles, et arrivait néanmoins à peu près aux mêmes conclusions générales<sup>1</sup>.

L'assolement était très-imparfairement compris. On savait bien, il est vrai, que quelques légumes, nouvellement cultivés dans notre île, et surtout les navets, fournissaient une excellente nourriture d'hiver pour les moutons et les bœufs; mais on n'avait pas encore l'habitude de nourrir le bétail de cette manière; de sorte qu'il était difficile de le conserver quand venait la saison où l'herbe est rare. Au commencement de l'hiver, on en tuait un grand nombre pour faire des salaisons; et pendant plusieurs mois, la bourgeoisie elle-même ne mangeait presque plus de viande fraîche; elle consommait du gibier et du poisson de rivière, qui devenaient ainsi des articles de ménage plus importants qu'ils ne le sont actuellement. Nous voyons dans le livre de dépenses de Northumberland (*Northumberland household book*) que, sous le règne de Henri VII, les gentilshommes

<sup>1</sup> « King's Natural and Political Conclusions; » et « Davenant on the Balance of Trade. »

de la maison de ce noble comte ne mangeaient jamais de viande fraîche que dans le court intervalle qui sépare la Saint-Jean de la Saint-Michel. Deux siècles plus tard, sous Charles II, il y avait quelque amélioration ; car ce n'était guère que vers le commencement de novembre qu'on faisait ses provisions de bœuf salé, appelé alors bœuf de la Saint-Martin<sup>1</sup>.

Les moutons et les bœufs étaient petits, comparés à ceux que nous voyons amener aux marchés<sup>2</sup>. Nos chevaux indigènes, quoique très-utiles, n'étaient pas très-estimés et se vendaient à bas prix. Les hommes les plus compétents dans l'appréciation des richesses nationales ne les estimaienl l'un dans l'autre qu'à cinquante schellings. On préférait beaucoup les races étrangères ; celle des genets d'Espagne était regardée comme fournitssant les meilleurs chevaux de bataille, et on les importait pour les besoins de la guerre et du luxe. Les carrosses de l'aristocratie étaient trainés par des juments grises de Flandre, qui trottaient, du moins on le croyait alors, avec une grâce particulière, et supportaient mieux que les chevaux élevés dans notre île le rude travail de trainer ces pesants équipages sur le pavé raboteux des rues de Londres. On ne connaissait ni notre cheval de trait moderne ni notre cheval de course. Ce ne fut que bien plus tard qu'on acheta, dans les marécages de Walcheren, les ancêtres de ces gigantesques quadrupèdes, qui sont pour tous les étrangers une des curiosités de Londres. Les ancêtres de « Childers » et d'« Eclipse » nous viennent des sables de l'Arabie. Déjà cependant l'aristocratie et les classes moyennes étaient passionnées pour les amusements du *turf*. La nécessité d'améliorer les haras par l'infusion d'un nouveau sang n'avait pas tardé à se faire sentir, et l'on avait importé dans ce but un grand nombre de chevaux de Barbarie. Deux hommes dont l'autorité en cette matière était toute-puissante, le duc de Newcastle et sir John Fenwick, déclaraient que la plus misérable rosse venue de Tanger aurait une progéniture plus belle qu'on n'en pouvait attendre du plus noble étalon de notre race indi-

<sup>1</sup> Voyez les almanachs de 1684 et 1685.

<sup>2</sup> « McCulloch's Statistical Account of the British Empire, » part. III, chap. I, sec. 6.

gène. Certes ni l'un ni l'autre n'eût cru aisément qu'un temps viendrait où les princes et les nobles des pays voisins seraient aussi désireux d'avoir des chevaux d'Angleterre, que les Anglais l'avaient été d'avoir des chevaux de Barbarie<sup>1</sup>.

L'accroissement de nos produits dans le règne végétal et dans le règne animal, quoique considérable, semble cependant bien faible, comparé à l'augmentation de nos richesses minérales. En 1685, les mines d'étain du Cornwall, qui, plus de deux mille ans auparavant, attiraient les vaisseaux tyriens au delà des colonnes d'Hercule, étaient encore une des productions souterraines les plus précieuses de notre île; elles donnaient, quelques années après, seize cents tonnes de métal par an, le tiers à peu près de ce qu'on en retire à présent<sup>2</sup>. Mais les veines de cuivre qu'on trouve dans le même comté étaient complètement négligées du temps de Charles II; les propriétaires eux-mêmes ne les faisaient pas entrer en ligne de compte dans l'estimation de leurs propriétés. Le Cornwall et le pays de Galles fournissent annuellement près de quinze mille tonnes de cuivre, qui valent près d'un million et demi sterling, c'est-à-dire près du double du produit annuel des mines de tout genre en Angleterre, au dix-septième siècle<sup>3</sup>. La première couche de sel gemme fut découverte, peu de temps après la Restauration, dans le Cheshire, mais il ne paraît pas qu'elle ait été exploitée dans ce siècle; le sel qu'on retirait des salines, par un procédé grossier, était peu estimé. Les chaudières dans lesquelles s'opérait la manutention exhalaient une odeur sulfureuse infecte, et quand l'évaporation était complète, le résidu était à peine susceptible

<sup>1</sup> Voyez encore King et Davenant; « The Duke of Newcastle on Horsemanship; » et « Gentleman's Recreations, » 1686. Du temps de Pope et même plus tard, les juments « pommelées de Flandre » indiquaient la richesse de leur propriétaire.

Le proverbe populaire « La jument grise est la meilleure bête » vient, sans doute, de la préférence qu'on donnait généralement aux juments grises de Flandre sur les plus beaux carrossiers anglais.

<sup>2</sup> Voyez une note curieuse de Tonkin dans: « Carrey's Survey of Cornwall, » édition de lord de Dunstanville.

<sup>3</sup> « Borlase's Natural History of Cornwall, » 1754. C'est dans les rapports parlementaires que j'ai puisé mes renseignements sur la production actuelle du cuivre. En 1700, Davenant estimait à huit cent mille livres sterling à peu près le produit de toutes nos mines.

d'être employé. Comme les médecins attribuaient à l'emploi de ce sel malsain les maladies de poitrine et le scorbut, alors fréquents en Angleterre, les gens riches et les classes moyennes n'en faisaient pas usage, et la France nous en envoyait des quantités considérables d'une qualité supérieure. A présent, nos salines non-seulement suffisent à notre immense consommation, mais encore elles fournissent à l'étranger sept cents millions de livres d'excellent sel<sup>1</sup>.

L'amélioration de nos fonderies de fer a été bien plus importante encore. Ce genre d'usine existait depuis longtemps en Angleterre, mais sans prospérer; le public et le gouvernement étaient loin de les protéger; on n'employait pas alors le charbon de terre pour la fonte du minerai, et la consommation rapide du bois effrayait les hommes d'Etat. Déjà, du temps d'Élisabeth, on se plaignait hautement que des forêts entières fussent abattues pour alimenter les fourneaux, et le Parlement avait interdit aux maîtres de forges l'emploi des bois propres aux constructions. Cette industrie était donc languissante; et, à la fin du règne de Charles II, une grande partie du fer dont on se servait en Angleterre venait du dehors. Nos fonderies ne produisaient pas alors plus de dix milles tonnes. Aujourd'hui, cette industrie est en souffrance si elle n'en produit pas annuellement un million<sup>2</sup>.

Il nous reste à parler d'un minéral plus important peut-être que le fer. Quoique le charbon de terre fût peu employé dans les usines, il était déjà le combustible ordinaire dans quelques districts qui avaient le bonheur d'en posséder des mines; on l'employait aussi dans la capitale, dont l'approvisionnement pouvait se faire facilement par eau. On peut hardiment supposer que la moitié au moins de ce qui s'extrayait des mines était consommé à Londres. Cette consommation paraissait énorme aux écrivains de cette époque, et était souvent men-

<sup>1</sup> « Philosophical Transactions, » n° 52, nov. 1669; n° 66, déc. 1670; n° 103, mai 1674; n° 156, fevr. 1683-4.

<sup>2</sup> Voyez : « England's Improvement by Sea and Land, » 1677, par Yarranton; et « Porter's Progress of the nation. » Voyez aussi une notice historique abrégée, d'une clarté très-remarquable, sur les fonderies anglaises, dans : « M'Gulloch's Statistical Account of the British Empire. »

tionnée comme preuve de l'immensité de la capitale. Ils espéraient à peine être crus, quand ils avançaient que dans la dernière année du règne de Charles II la Tamise avait apporté à Londres à peu près trois cent cinquante mille tonnes de charbon. Aujourd'hui, la métropole en consomme annuellement près de trois millions et demi, et, d'après les calculs les plus modérés, le produit total de nos houillères n'est pas au-dessous de vingt millions de tonnes<sup>1</sup>.

Pendant ces grands changements, le revenu des terres s'était, comme on peut le supposer, constamment accru. Dans quelques districts, il avait décuplé; dans d'autres, il n'avait que doublé: on peut dire qu'en moyenne il avait quadruplé.

Ce revenu était réparti presque en entier entre les gentilshommes campagnards, classe d'individus dont il est important de bien apprécier la position et le caractère, car, dans mainte occasion, ils décidèrent, par leur influence et leurs passions, des destinées nationales.

Ce serait se tromper grossièrement que de croire que ces squires anglais du dix-septième siècle eussent beaucoup d'analogie avec leurs descendants que nous voyons de nos jours représenter leurs comtés au Parlement ou présider les sessions des assises. Aujourd'hui, le gentilhomme campagnard a reçu généralement une éducation libérale; il est sorti d'un bon collège pour entrer dans une université renommée; et les moyens d'acquérir le savoir ne lui ont pas manqué. Le plus souvent il a voyagé en pays étrangers; une partie de sa vie s'est généralement écoulée dans la capitale, où il a pris des goûts raffinés qui le suivent à la campagne. Il n'est peut-être pas d'habitation plus agréable que son château; rien n'est charmant comme son parterre et son parc, où la nature est embellie sans être fardée; le bon sens et le bon goût ont présidé à l'érection de sa maison, qui offre un heureux mélange de confort et d'élégance; on y trouve tableaux, instruments de musique, bibliothèque, tout ce qui dans un autre pays suffirait pour faire au

<sup>1</sup> Chamberlayne's State of England, » 1684, 1686; et « Angliae metropolis, 1691. En 1845, il est entré à Londres, d'après les rapports parlementaires, 5,460,000 tonnes de charbon.

propriétaire la réputation d'un homme adonné aux arts. Mais le gentilhomme campagnard, contemporain de notre révolution, qui n'avait probablement que le quart du revenu que ses champs donnent aujourd'hui à son héritier, était comparativement pauvre, et contraint de vivre presque toujours sur ses terres. Voyager sur le continent, avoir maison à Londres, ou même y faire de fréquentes visites, c'étaient là des plaisirs que pouvaient seuls se permettre les grands propriétaires. Il est probable que parmi tous les gentilshommes campagnards remplissant les fonctions de magistrat ou de lieutenant du roi Charles, il n'y en avait pas un sur vingt qui allât à Londres une fois en cinq ans, et pas un d'entre eux qui eût jamais visité Paris. Plus d'un propriétaire de château n'avait reçu qu'une éducation différente peu de celle de ses serviteurs. L'héritier d'un manoir passait souvent son enfance et sa jeunesse dans le sein de sa famille, sans autres instituteurs que les piqueurs et les gardes-chasse, et n'apprenait tout au plus qu'à signer son nom au bas d'un *mittimus*. Si on l'envoyait à l'école, puis à l'université, il en revenait généralement avant d'avoir vingt ans, et bientôt, à moins qu'il ne fût doué par la nature de bien heureuses dispositions, dans le cercle restreint du vieux manoir, il négligeait, pour les plaisirs et les occupations champêtres, les connaissances académiques qu'il avait acquises. Sa seule affaire sérieuse était l'exploitation de ses terres. Il examinait ses grains, inspectait ses cochons, et, les jours de marché, faisait ses ventes en trinquant avec les bouviers et les brasseurs. D'ordinaire, ses plaisirs étaient ceux de la chasse et d'une table grossière, son langage et son accent ceux d'un rustre de nos jours. Ses jurons et ses plisanteries vulgaires, ses invectives brutales, étaient prononcés avec un accent provincial si fort, qu'à ses premiers mots on pouvait dire s'il était du comté de Somerset ou de celui d'York. Fort peu soucieux d'orner sa demeure, s'il l'essayait, c'était le plus souvent en pure perte. Sous la fenêtre de sa chambre on entassait la litière de l'étable; des choux et des groseilliers étaient plantés jusqu'à la porte de son vestibule; sa table était abondamment mais grossièrement servie, et tout *convive* y était le bienvenu. Mais, comme l'habi-

tude de boire avec excès était générale parmi ses égaux, et qu'il n'était pas assez riche pour griser tous les jours nombreuse compagnie avec du vin de Bordeaux ou des Canaries, il ne leur offrait que de la bière forte. La quantité qu'on en buvait alors était énorme, car, pour les classes moyennes, elle remplaçait le vin, le thé et tous les spiritueux en usage de nos jours. Ce n'était jamais que dans de grandes maisons et dans de grandes occasions qu'on servait des vins étrangers. Les femmes de la famille, qui, le plus souvent, avaient fait cuire le dîner, sortaient de table dès que les mets avaient été dévorés, laissant les hommes à leur pipe et à leurs bouteilles, et la grossière gaieté des convives prolongeait souvent la soirée jusqu'à ce qu'ils eussent roulé sous la table.

Ce n'était que bien rarement que le gentilhomme campagnard pouvait jeter un coup d'œil sur le grand monde, et au lieu d'éclairer son intelligence, ce qu'il en voyait ne servait qu'à l'embrouiller. Ayant formé ses idées sur la religion, le gouvernement, les pays étrangers et les temps passés, non par l'étude, par l'observation et la conversation avec des gens éclairés, mais d'après les traditions qui avaient cours dans le petit cercle de ses relations, ses idées étaient celles d'un enfant. Il y tenait néanmoins avec l'entêtement qu'on trouve toujours chez les ignorants accoutumés à être flattés. Il avait des haines nombreuses et tenaces : il haïssait les Français et les Italiens, les Écossais et les Irlandais, les Papistes et les Presbytériens, les indépendants et les anabaptistes, les Quakers et les Juifs. Il avait pour Londres et pour ses habitants une aversion qui, plus d'une fois, produisit de grands résultats politiques. Sa femme et sa fille étaient, par leur goût et leur instruction, inférieures à ce que sont aujourd'hui nos femmes de charge et nos filles de cabaret ; elles filaient, ravaudaient, faisaient du vin de grosses, des confitures et des pâtés de venaison.

D'après ce portrait du *squire* anglais au dix-septième siècle, on pourrait supposer qu'il ne différait guère d'un meunier ou d'un cabaretier de notre époque ; cependant il nous reste encore à y ajouter quelques traits importants qui modifieront cette idée. Tout illettré et grossier qu'il était, il se montrait

cependant gentilhomme sous beaucoup de rapports. Membre d'une aristocratie fière et puissante, il se faisait remarquer par plusieurs qualités, bonnes et mauvaises, qui distinguent les aristocrates. Il était plus fier de sa famille qu'un Talbot ou un Howard ; il connaissait les généalogies et les armoiries de tous ses voisins, pouvait nommer ceux d'entre eux qui se permettaient, sans en avoir le droit, d'y mettre des supports, et ceux aussi qui avaient le malheur d'être arrière-petits-fils d'*alderman*. Il était magistrat, et comme tel administrait gratuitement à la population qui l'entourait une justice patriarcale et grossière, qui, malgré ses nombreuses erreurs et quelquefois sa tyrannie, valait encore mieux que l'absence complète de toute justice. Il était officier dans la milice, et cette dignité militaire, quelque risible qu'elle parût aux braves qui avaient fait une campagne en Flandre, l'élevait à ses propres yeux et aux yeux de ses voisins. C'était injustement, du reste, qu'on tournait en ridicule ses fonctions militaires. Dans chaque comté, bon nombre d'hommes âgés avaient vu un temps où le service de la milice n'était pas un jeu d'enfant. L'un avait été fait chevalier par Charles I<sup>e</sup> après la bataille d'Edgehill ; l'autre portait encore un emplâtre sur la blessure qu'il avait reçue à Naseby ; un troisième avait défendu son vieux manoir jusqu'à ce que Fairfax en eût fait sauter la porte par le pétard. La présence de ces vieux Cavaliers, avec leurs vieilles épées, leurs vieux pistolets et leurs vieilles histoires de Goring et de Lunsford, donnait aux réunions de la milice un aspect guerrier et grave qui, sans eux, lui aurait manqué. Ceux qui étaient trop jeunes pour avoir échangé quelques coups d'épée avec les cuirassiers du Parlement avaient du moins été, dès leur enfance, entourés de souvenirs de la guerre civile et nourris du récit des vaillants exploits de leurs pères et de leurs oncles. Ainsi, le caractère du gentilhomme campagnard anglais au dix-septième siècle était composé de deux éléments qu'on n'est pas habitué à trouver réunis. Son ignorance, sa grossièreté, la bassesse de ses goûts, sa conversation choquante, indiquerait de nos jours une naissance et une éducation plébéennes ; cependant il était essentiellement patricien, et possédait à un haut degré les vertus et les vices

habituels aux hommes haut placés par leur naissance, et accoutumés à l'autorité, au décorum, au respect de soi-même. Il est difficile à une génération habituée à ne rencontrer les sentiments chevaleresques qu'accompagnés de manières polies et d'études libérales, de s'imaginer un homme avec les allures, le vocabulaire et l'accent d'un charretier, pointilleux sur des matières de généalogie et de préséance, et prêt à verser son sang plutôt que de voir entacher l'honneur de sa maison. Ce n'est cependant qu'en amalgamant des défauts et des qualités qu'on ne trouve presque jamais réunis de notre temps, qu'il est possible de se faire une juste idée de cette aristocratie rustique, principale force des armées de Charles I<sup>r</sup>, qui défendit longtemps avec une étonnante fidélité les intérêts de ses descendants.

Ce gentilhomme campagnard, sans éducation, grossier, et qui n'était jamais sorti de ses domaines, était généralement tory ; mais, quoique dévoué à la monarchie héréditaire, il ne se posait pas en défenseur des courtisans et des ministres ; il croyait, et il ne manquait pas de raisons pour cela, que Whitehall regorgeait de corruption ; il croyait qu'une partie des sommes considérables votées par le Parlement depuis la Restauration avait été accaparée par de rusés politiques, et que l'autre avait été gaspillée par des bouffons et des courtisanes étrangères. Son vaillant cœur d'Anglais se révoltait à l'idée de voir son pays soumis à la France. Vieux Cavalier lui-même ou petit-fils de Cavalier, il ne pensait qu'avec un amer ressentiment à l'ingratitude avec laquelle les Stuarts avaient abandonné leurs malheureux amis. A l'entendre se plaindre de la manière dont il était traité et critiquer les folles dépenses qu'on faisait en faveur des bâtards de Nell Gwynn et de madame Carwell, on l'eût cru prêt à se révolter ; mais sa mauvaise humeur cessait dès que le trône était en danger. Quand le souverain se voyait trahi par ceux-là mêmes qu'il avait comblés de bienfaits et d'honneurs, c'est alors que ces gentilshommes, bourrus et frondeurs dans sa prospérité, se ralliaient en masse autour de lui. Ainsi, après avoir murmuré pendant vingt ans contre la déplorable administration de Charles II, ils vinrent à son secours au

moment du danger, au moment où les ministres et les lords de la Trésorerie l'abandonnaient, et ce furent eux qui le mirent à même de remporter une victoire complète sur l'opposition. Ils eussent probablement agi avec le même dévouement à l'égard de son frère Jacques, si celui-ci se fût abstenu au dernier moment de blesser leurs sentiments les plus sacrés. Il y avait une institution, une seule, qu'ils mettaient au-dessus de la monarchie héréditaire, c'était l'Église d'Angleterre. Ce n'était point un amour réfléchi et raisonné. Bien peu d'entre eux eussent pu donner une raison tirée des saintes Écritures ou de l'histoire ecclésiastique qui justifiait leur fidélité à ses doctrines, à son rituel, à sa politique, et, comme congrégation, il s'en fallait qu'ils pratiquassent strictement la règle de moralité commune à toutes les sectes chrétiennes. Mais l'expérience de bien des siècles nous prouve que de tout temps les hommes ont été prêts à se battre à mort et à persécuter sans pitié pour une religion dont ils ne comprennent pas les dogmes et dont, le plus souvent, ils ne suivent pas les préceptes<sup>1</sup>.

Le clergé des campagnes était encore plus violent dans son torysme et n'avait pas moins d'importance. Il faut remarquer cependant que l'ecclésiastique, comme simple individu et comparé au gentilhomme campagnard, était placé bien plus bas que de nos jours. La dime était la principale ressource financière de l'Église; mais cette dime était alors moins forte, en proportion du revenu, qu'elle ne l'est de nos jours. King estimait à quatre cent quatre-vingt mille livres sterling seulement le revenu annuel du clergé paroissial et collégial; Davenant le faisait monter à cinq cent quatre-vingt mille livres. Il est certainement aujourd'hui sept fois plus considérable que la plus élevée de ces évaluations. Il s'ensuit que les curés et les vicaires devaient être, relativement aux gentilshommes du voisinage, bien plus pauvres au dix-septième siècle qu'ils ne le sont au dix-neuvième.

<sup>1</sup> Cette appréciation des gentilshommes campagnards du dix-septième siècle est puisée à trop de sources pour que je puisse les récapituler; je la livre au jugement des hommes qui ont étudié l'histoire et la littérature légère de cette époque.

La position du clergé avait été complètement changée par la Réformation. Avant cette époque, les ecclésiastiques formaient la majorité de la Chambre des lords ; ils égalaient et souvent surpassaient en richesses et en splendeur les plus grands seigneurs laïques, et ils occupaient généralement les plus hautes positions civiles. Le lord-trésorier était souvent un évêque et le lord-chancelier l'était presque toujours. Le garde du Sceau privé et le maître des rôles étaient ordinairement aussi des ecclésiastiques. Les affaires diplomatiques les plus importantes étaient traitées par des hommes d'Église. Enfin, toute cette partie considérable de l'administration que les nobles illettrés et guerriers étaient inhables à diriger était considérée comme appartenant de droit aux docteurs en théologie. De sorte que les personnes qui n'avaient pas de goût pour la vie des camps, et qui cependant voulaient s'élever dans l'État, entraient ordinairement dans les ordres. On comptait parmi le clergé des fils de nos plus illustres familles, des parents de nos rois, des Scroop, des Neville, des Bourchier, des Stafford et des Pole. Les maisons religieuses jouissaient d'immenses revenus et de toutes les dimes qui sont aujourd'hui aux mains des laïques. Jusque vers le milieu du règne de Henri VIII, il n'y avait donc pas de carrière qui offrit plus d'avantages aux hommes ambitieux et avides que la prêtreise. Mais alors vint une violente révolution. L'abolition des ordres monastiques priva tout à coup l'Église d'une grande partie de ses richesses et de sa prédominance dans la Chambre des lords. On ne voyait plus sur les bancs de la pairie un abbé de Glastonbury ou de Reading, jouissant d'un revenu égal à celui du plus puissant comte. La splendeur princière d'un Guillaume de Wykeham et d'un Guillaume Waynflete n'était plus ; le chapeau rouge du cardinal, la croix d'argent du légat, tout avait disparu. Le clergé avait perdu en outre cet ascendant que donne toujours la supériorité d'un esprit cultivé. Autrefois, dès qu'un homme savait lire, il était à parier qu'il était dans les ordres. Mais dans un siècle qui produisait des laïques tels que William Cecil et Nicolas Bacon, Roger Ascham et Thomas Smith, Walter Mildmay et Francis Walsingham, il devenait inutile d'enlever des prélates à leurs diocèses pour venir négocier

des traités, surveiller les finances ou administrer la justice. Le caractère spirituel cessa non-seulement d'être une condition nécessaire pour remplir de hautes fonctions civiles, mais encore il frappa d'incapacité civile ceux qui en était revêtus. Ainsi disparurent ces motifs mondains qui avaient d'abord engagé tant de jeunes ambitieux de grande naissance et d'une haute intelligence à prendre l'habit religieux. Pas une paroisse sur deux cents peut-être ne donnait un revenu suffisant pour un homme d'une position sociale élevée. Il y avait bien encore de gros lots dans l'Église, mais ils étaient en petit nombre et bien chétifs, comparés à la gloire qui entourait jadis les chefs de la hiérarchie. Le rang qu'occupaient Parker et Grindal semblait bien misérable à ceux qui se rappelaient la pompe impériale de Wolsey, ses palais de Whitehall et de Hampton-Court, devenus les demeures favorites de la royauté ; les trois tables somptueusement servies chaque jour dans la grande salle, les quarante-quatre chapes resplendissantes de sa chapelle, ses coureurs en riches livrées et ses gardes armés de hallebardes dorées. La carrière ecclésiastique n'avait plus d'attrait pour les classes élevées. A peine pendant tout le siècle qui suivit l'avènement d'Élisabeth vit-on entrer dans les ordres un seul descendant d'une noble famille. Sous Charles II, il y eut deux évêques et cinq ou six prêtres pourvus de gros bénéfices, qui étaient fils de pairs ; mais ces rares exceptions n'effaçaient pas l'espèce de défaveur qui pesait sur tout le corps sacerdotal, et on ne le considérait que comme formant une classe plébéienne. Et de fait, pour un prêtre qui vivait en gentilhomme, dix vivaient dans la dépendance. Un grand nombre de ceux qui n'avaient pas de bénéfices ou dont les bénéfices ne suffisaient pas à leurs dépenses vivaient chez des laïques ; et ce genre d'existence, on le sait, amène tôt ou tard la dégradation du clergé. Laud s'était efforcé d'arrêter cet abus, et Charles I<sup>r</sup> avait, à plusieurs reprises, donné des ordres positifs pour qu'il n'y eût que les familles considérables qui se permissent d'avoir des chapelains particuliers<sup>1</sup>. Mais ces injonctions furent négligées. Tant que dura la

puissance des Puritains, bon nombre de ministres dépossédés de l'Église d'Angleterre ne trouvèrent un abri et du pain qu'en s'attachant aux familles royalistes. Cette habitude, prise en temps de troubles, persista longtemps encore après le rétablissement de la monarchie et de l'épiscopat. Chez les hommes d'un esprit élevé et imbus de sentiments libéraux, le chapelain était, sans doute, traité avec égards et bienveillance, et sa conversation, ses connaissances littéraires, ses conseils spirituels, étaient considérés comme une ample compensation pour sa nourriture, son logement et ses dépenses ; mais tel n'était pas, en général, le gentilhomme campagnard. Ignorant et grossier, il croyait qu'il était de sa dignité que les grâces fussent dites chaque jour à sa table par un ecclésiastique en grand costume, et il trouvait moyen de concilier l'économie avec sa dignité. Un grenier, la table et dix livres par an lui procuraient un jeune lévite (c'était le mot consacré) qui non-seulement remplissait ses fonctions religieuses, mais était encore le plus patient des auditeurs et des plastrons, toujours prêt, dans la belle saison, à faire la partie de boules, et, quand il pleuvait, à jouer au galet ; de plus, il pouvait épargner encore la dépense d'un jardinier ou d'un palefrenier, car souvent le révérend taillait les abricotiers, pansait les chevaux, comptait avec le maréchal ferrant, ou faisait dix milles avec un message ou un paquet. Si on lui permettait de dîner à la table de famille, c'était à condition qu'il se contentât des mets les plus ordinaires ; il pouvait manger à sa faim du bœuf salé et des carottes, mais dès que paraissaient les tartes et les gâteaux, il quittait la table et se tenait à l'écart jusqu'à ce qu'on l'appelât pour rendre grâces à Dieu d'un repas dont il n'avait eu qu'une bien chétive portion<sup>1</sup>.

Quelquefois, après plusieurs années écoulées dans cette servitude, on le nommait à une cure qui pouvait le faire vivre ; mais souvent il était obligé d'acheter cet avancement par un genre de simonie qui a défrayé trois ou quatre générations de

<sup>1</sup> « Causes of the Contempt of the Clergy, » par Eachard. — « Satire addressed to a friend about to leave the University, » par Oldham ; et « Tatler, » 255, 258. Le grand-duc Cosmo remarqua aussi dans ses voyages que le clergé anglais était de basse extraction.

mauvais plaisants. En prenant une cure, il était d'usage qu'il se mariât; sa femme avait ordinairement été au service de son patron, auprès de qui il n'était pas rare qu'elle fût soupçonnée d'avoir été trop en faveur. Du reste, la nature même des unions conjugales que le clergé de cette époque était dans l'habitude de former est une indication certaine de la position qu'il occupait dans le système social. Un membre de l'université d'Oxford, écrivant quelques mois après la mort de Charles II, se plaint non-seulement du mépris que le notaire et le médecin de campagne ont pour le ministre de la paroisse, mais encore qu'une des leçons qu'on inculque à toute jeune fille d'honorables familles est de ne donner aucun encouragement à un amoureux dans les ordres, et que si elle vient à oublier ce précepte, elle est aussi déshonorée que par un amour illicite<sup>1</sup>. Clarendon, qu'on ne peut certes pas accuser de prévention contre l'Église, cite, comme preuve de la confusion des rangs occasionnée par la grande rébellion, le mariage de quelques demoiselles de familles nobles avec des ecclésiastiques<sup>2</sup>. Une femme de chambre était généralement considérée comme la compagne qui convenait à un ministre. La reine Élisabeth elle-même, comme chef de l'Église, avait implicitement reconnu ce préjugé en décrétant qu'aucun ecclésiastique ne devait se permettre d'épouser une servante sans le consentement de son maître ou de sa maîtresse<sup>3</sup>. Aussi pendant plusieurs générations les amours entre ministres et servantes furent-ils des sujets de plaisanteries interminables; et il ne serait pas facile de trouver dans tout le théâtre du dix-septième siècle un seul exemple d'un ecclésiastique épousant une femme au-dessus du rang de cuisinière<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> « A causidico, medicastro, ipsaque artificum farragine, ecclesiæ rector aut vicarius contemnitur et fit ludibrio. Gentis et familie nitor sacris ordinibus pollutus censetur: feminisque natalitio insignibus unicum ineulcatur sæpius præceptum, ne modestiæ naufragium faciant, aut (quod idem auribus tam delicatulis sonat), ne clericò se nuptas dari patientur. » « Angliae Notitia, » par T. Wood, de « New college, » Oxford, 1686.

<sup>2</sup> « Clarendon's Life, » ii, 24.

<sup>3</sup> Voyez les injonctions de 1559, dans la collection de l'évêque Sparrow. Jeremy Collier, dans son « Essai sur l'orgueil, » se plaint de ces injonctions avec une amertume qui prouve que son propre orgueil n'était point dompté.

<sup>4</sup> Roger et Abigail dans la Comédie de « The Scornful Lady, » par Fletcher;

Même sous le règne de Georges II, un ecclésiastique, le plus fin observateur des mœurs et des habitudes de son époque, remarquait que dans une grande maison le chapelain était le pis aller de toute femme de chambre dont la réputation était assez équivoque pour qu'elle dût abandonner l'espoir d'attraper le maître d'hôtel<sup>1</sup>.

En général, l'ecclésiastique qui cessait d'être chapelain pour devenir curé et mari s'apercevait bientôt qu'il n'avait fait que changer de servitude. Il n'était pas une cure sur cinquante qui permit au desservant d'élever une famille dans l'aisance; à mesure que les enfants grandissaient ou devenaient plus nombreux, la famille du ministre devenait de plus en plus misérable; les trous du toit de chaume de son presbytère, ceux de son propre vêtement, s'agrandissaient chaque jour; souvent ce n'était qu'en travaillant la terre de ses mains, en élevant des cochons et en transportant du fumier qu'il parvenait à gagner son pain; heureux si ces efforts extrêmes mettaient à l'abri des huissiers son « Index biblique » et son encrier. C'était un beau jour que celui où il était admis dans la cuisine d'une grande maison, et régale de viande froide et de bière par les domestiques. Ses enfants étaient élevés comme ceux des paysans voisins; ses fils suivaient la charrue et ses filles entraient en service. L'étude lui était impossible, car le droit de nomination à son bénéfice, si on l'eût mis en vente, n'eût pas produit l'argent nécessaire à l'acquisition d'une bonne bibliothèque de théologie; il était donc heureux quand il avait sur son étagère, au milieu de ses pots et de ses marmites, une dizaine de volumes écornés. Dans une situation si défavorable, même de hautes et fermes intelligences devaient finir par se rouiller.

Assurément l'Église d'Angleterre ne manquait pas alors de ministres distingués par leur science et leurs talents; mais il faut observer que ces ministres n'étaient point dispersés parmi les populations rurales. Ils étaient réunis dans quelques villes

Bull et la Nourrice de « The Relapse, » de Vanbrugh; Smirk et Suzanne des « Lancashire Witches, » par Shadwell, en sont des exemples.

<sup>1</sup> « Directions to Servants, » par Swift.

où abondaient les moyens d'acquérir des connaissances, et où ils avaient de fréquentes occasions d'exercer les forces de leur intelligence<sup>1</sup>. Dans ces villes on trouvait des docteurs capables, par leurs talents, leur éloquence, leurs connaissances littéraires et scientifiques, et par leur expérience du monde, de défendre victorieusement leur Église contre les attaques des incrédules et des hérétiques; propres à commander l'attention d'un auditoire mondain et frivole; pouvant diriger les délibérations des assemblées et faire respecter la religion, même dans la plus dissolue des cours. Les uns cherchaient à sonder les abîmes de la métaphysique religieuse, d'autres étaient profondément versés dans les connaissances bibliques; ceux-ci répandaient la lumière sur les points obscurs de l'histoire ecclésiastique, ceux-là brillaient par la force de leur logique et cultivaient l'éloquence avec tant de succès que leurs discours sont restés des modèles de style. Ces hommes éminents se trouvaient presque sans exception dans les universités, dans les grandes cathédrales et dans la capitale. Barrow venait de mourir à Cambridge, Cudworth et Henry More y étaient encore, Pearson venait d'en sortir pour s'asseoir sur le banc des évêques; South et Pococke, Jane et Aldrich, étaient à Oxford; Prideaux était dans le cloître de Norwich, et Whitby dans celui de Salisbury. Mais c'était surtout le clergé de Londres, considéré alors comme une classe à part, qui soutenait la réputation de science et d'éloquence des ordres ecclésiastiques. Les principales chaires de la métropole étaient occupées à cette époque par une foule d'hommes distingués, parmi lesquels on prit les hauts dignitaires de l'Église: Sherlock prêchait au Temple, Tillotson à Lincoln's-Inn, Wake et Jeremy Collier à Grays-Inn, Burnet aux Rolls, Stillingfleet à la cathédrale de Saint-Paul, Patrick à Saint-Paul de Covent-Garden, Fowler à Saint-Gille de Cripplegate, Sharp à Saint-Gille in-the-Fields, Tennison à Saint-Martin, Sprat à Sainte-Marguerite, et Beveridge à Saint-Pierre de Cornhill. Parmi ces douze hommes

<sup>1</sup> Cette distinction entre le clergé des campagnes et le clergé des villes est formellement indiquée par Eachard; tout homme qui a étudié l'histoire ecclésiastique de cette époque ne peut manquer de faire la même observation.

distingués dans l'histoire ecclésiastique, il y en eut dix qui furent évêques, et sur ces dix quatre qui devinrent même archevêques. Au contraire, les seuls ouvrages importants de théologie qui sortirent d'un presbytère de campagne furent ceux de George Bull, qui devint ensuite évêque de Saint-David; et encore Bull ne les eût-il jamais publiés s'il n'avait hérité d'une propriété dont la vente lui permit d'acheter une bibliothèque telle qu'aucun curé de campagne n'en possédait alors en Angleterre<sup>1</sup>.

Ainsi le clergé anglican se trouvait divisé en deux classes bien distinctes quant au talent, aux mœurs et à la position sociale. Une de ces classes, élevée pour la vie des cours et des villes, comprenait des savants versés dans les sciences anciennes et modernes; des controversistes à qui leurs talents permettaient de lutter avec Hobbes et avec Bossuet; des orateurs dont les sermons exposaient la beauté et la majesté du christianisme avec une telle justesse de pensées, avec une telle énergie de langage, qu'ils réveillaient l'indolente attention de Charles II, et réprimaient le sourire railleur de Buckingham; des hommes enfin que leur adresse, leur urbanité et leurs connaissances du monde mettaient à même de diriger la conscience des riches et des nobles; avec lesquels Halifax aimait à discuter les intérêts des empires et auprès desquels Dryden avouait avoir appris à écrire<sup>2</sup>. L'autre classe était destinée à des travaux plus humbles et plus rudes. Elle était dispersée dans les campagnes, et se composait surtout d'hommes qui n'étaient guère plus riches ni plus raffinés que de petits fermiers ou des domestiques de bonne maison. C'est cependant parmi ces rustiques ministres, qui ne retiraient qu'une misérable existence de leur dime sur les cochons et sur les gerbes de blé, qui n'avaient pas la plus petite chance d'obtenir jamais les grandes positions de leur ordre, que régnait au plus haut degré l'esprit de corps. Parmi les docteurs qui faisaient l'orgueil des universités et les délices

<sup>1</sup> « Life of Bull, » par Nelson.

<sup>2</sup> « Je lui (Dryden) ai souvent entendu avouer avec reconnaissance que s'il avait quelque talent comme prosateur, il le devait à sa lecture assidue des ouvrages du grand archevêque Tillotson. » « Congreve's Dedication of Dryden's Plays. »

de Londres, et qui avaient atteint ou espéraient atteindre à l'opulence et à un rang élevé, il était un parti, respectable par le nombre, plus respectable encore par le caractère, qui penchait vers les principes d'un gouvernement constitutionnel. Ce parti vivait en bonne intelligence avec les presbytériens, les indépendants et les baptistes; il aurait volontiers traité avec une complète tolérance toutes les sectes du protestantisme, et eût même admis quelques changements dans la liturgie, afin de concilier tous les non-conformistes de bonne foi. Le ministre de campagne avait horreur d'une semblable modération; il était plus fier de son surplis déguenillé que ses supérieurs ne l'étaient de leurs robes épiscopales et de leurs chaperons écarlates. Comme il différait peu, par sa position sociale, des villageois auxquels il prêchait, il était disposé à exalter avec excès la dignité des fonctions sacerdotales, qui étaient son seul titre à leur respect. Ayant toujours vécu dans la retraite, et n'ayant eu que peu d'occasions de modifier ses idées par la lecture et la conversation, il croyait et enseignait les doctrines du droit imprescriptible de l'hérédité, de l'obéissance passive et de la non-résistance, dans toute leur absurdité primitive. Depuis longtemps en guerre avec les dissidents du voisinage, il leur en voulait de tout le mal qu'il leur avait fait, et s'il trouvait à redire à l'acte des « Cinq milles » (*Five mile act*), ou à celui des Conventicules (*Conventicle act*), c'était parce qu'il ne les trouvait pas assez rigoureux. Toute l'influence que lui donnaient ses fonctions, et cette influence était immense, il l'exerçait avec un zèle passionné en faveur du torysme. On se tromperait grossièrement si l'on supposait que l'influence du clergé fût moindre alors que de nos jours, par cela seul que le curé de campagne n'était pas reçu dans le monde, qu'il ne pouvait aspirer à la main d'une des jeunes filles du château, qu'on ne l'admettait pas dans les salons des grands, et qu'on le laissait à l'office fumer et boire avec les domestiques. L'influence des classes ne se mesure pas à la considération personnelle dont jouissent les membres qui la composent. Un cardinal est certes un personnage plus élevé qu'un frère mendiant; cependant on aurait tort de supposer que le collège des cardinaux a exercé sur l'esprit

public en Europe une plus grande influence que l'ordre de Saint-François. En Irlande, de nos jours, un pair est certes un personnage plus élevé qu'un prêtre catholique; cependant il est peu de comtés dans les provinces de Munster et de Connaught où une coalition de prêtres catholiques ne l'emporterait pas, dans une élection, sur une coalition de pairs. Au dix-septième siècle, la chaire était, pour une grande partie de la population, ce que la presse périodique est pour nous. Pas un des rustres qui allaient à l'église ne lisait de gazette ni de pamphlet politique. Quelque mal informé qu'il fût, leur pasteur spirituel en savait toujours plus qu'eux; une fois par semaine il avait occasion de les haranguer, et ses harangues restaient sans réplique. A chaque circonstance importante, des invectives contre les whigs et des exhortations à l'obéissance envers l'Oint du Seigneur partaient de milliers de chaires, et l'effet en était formidable. De toutes les causes qui, après la dissolution du Parlement d'Oxford, contribuèrent à la violente réaction contre les exclusionnistes, la plus puissante nous paraît avoir été la prédication des curés de campagne.

L'influence qu'exerçaient les gentilshommes campagnards et le clergé dans les districts ruraux était jusqu'à un certain point contrecarrée par l'influence des petits propriétaires, classe d'hommes éminemment francs et courageux. Ceux-ci, qui cultivaient leur propre champ et jouissaient d'une modeste aisance sans se donner le ridicule de porter armoiries et cimiers, et sans aspirer au fauteuil de juge de paix, jouaient dans le dix-septième siècle un rôle plus important qu'aujourd'hui. Si nous nous en rapportons aux statistiques les plus estimées de l'époque, il n'y avait pas alors moins de cent soixante mille propriétaires, ce qui, avec leurs familles, devait faire près d'un septième de la population, tirant toute leur subsistance de petites propriétés en biens-fonds libres. Le revenu moyen de ces propriétaires était estimé à soixante ou soixante-dix livres sterling par an. On calculait aussi que le nombre des propriétaires faisant valoir leurs terres était plus grand que le nombre des simples fermiers<sup>1</sup>. Dès le commencement de la Réformation,

<sup>1</sup> J'ai pris l'estimation de Davenant, qui est un peu au-dessous de celle de King.

une grande portion de cette classe avait incliné vers le puritanisme; plus tard, dans la guerre civile, elle avait pris parti pour le Parlement; et après la Restauration elle s'était obstinée à suivre les prédications des ministres presbytériens et indépendants. Dans les élections, elle avait toujours vigoureusement soutenu les exclusionnistes, et même après la découverte du complot du Rye-House et la proscription des chefs du parti whig, elle était toujours restée hostile au papisme et au pouvoir arbitraire.

Quelques grandes qu'aient été les améliorations dans la vie rurale depuis la Révolution, celles qui se sont effectuées dans les villes sont bien plus surprenantes encore. À présent, un sixième de la population est entassé dans des villes de province qui ont plus de trente mille habitants. Sous Charles II, il n'existe pas en province une seule ville qui fût aussi peuplée, et il n'en existait que quatre qui comptassent dix mille âmes.

Après la capitale, mais bien loin derrière elle, venaient alors Bristol, le premier port de mer, et Norwich, la première ville manufacturière. Ces deux villes ont été depuis bien dépassées par de jeunes rivales; cependant elles ont aussi beaucoup gagné, car la population de Bristol a quadruplé, et celle de Norwich a plus que doublé.

Pepys, qui visita Bristol huit ans après la Restauration, fut frappé de la splendeur de cette ville; il est vrai qu'il ne paraît pas très-exigeant, car il note comme un fait merveilleux qu'à Bristol un homme pouvait regarder tout autour de lui et ne voir que des maisons. Il semblerait d'après cela que, Londres excepté, il ne connaissait pas de villes où les maisons cachassent complètement la campagne. Quelque grand que parût alors Bristol, cette ville n'occupait cependant qu'une bien faible partie de la surface qu'elle couvre maintenant; plusieurs églises d'une admirable beauté s'élançaient du sein d'un labyrinthe de ruelles étroites; mais les maisons étaient bâties sur des fondations peu solides, et si une voiture ou une charrette s'y engagait, elle courrait le risque de se trouver prise entre deux murs ou de s'enfoncer dans les caves; aussi les marchandises étaient-

elles généralement transportées sur de petites charrettes traînées par des chiens. Les plus riches habitants, au lieu de faire parade de leurs richesses dans des voitures dorées, se promenaient à pied dans les rues, suivis de nombreux domestiques revêtus de riches livrées, et tenaient des tables abondamment servies. La pompe des baptêmes et des funérailles y surpassait tout ce qu'on pouvait voir ailleurs. L'hospitalité de cette ville était renommée ; on vantait surtout les collations offertes aux visiteurs par les raffineurs de sucre : ces collations étaient préparées dans les chaudières de l'usine, et toujours accompagnées d'un breuvage généreux composé des meilleurs vins d'Espagne et connu dans tout le royaume sous le nom de « lait de Bristol. » Un commerce profitable avec l'Amérique du Nord et les Antilles défrayait ce luxe immense. La passion pour le trafic colonial était si forte, qu'il n'était, pour ainsi dire, pas de boutiquier qui n'eût une pacotille à bord d'un bâtiment de la Virginie ou des Indes occidentales. Quelques-unes de ces pacotilles, il est vrai, n'étaient pas d'une nature très-honorables. On manquait de bras dans les possessions transatlantiques de la couronne, et ce besoin était en partie satisfait par un vaste système de racolage et d'enlèvement dans les principaux ports anglais. Nulle part ce système n'était pratiqué plus en grand et avec plus d'activité qu'à Bristol, et même les premiers magistrats de la Cité ne rougissaient pas de s'enrichir par cet odieux commerce. D'après les rôles de la taxe des feux, en 1685, il paraît que le nombre des maisons de Bristol s'élevait à cinq mille trois cents. Comme il n'est pas probable que le nombre des habitants de chaque maison fût plus considérable qu'à Londres, et que nous savons de source certaine que, dans la capitale, on comptait cinquante-cinq personnes par dix maisons, il s'ensuit que la population de Bristol doit avoir été à peu près de vingt-neuf mille âmes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voyez : « Evelyn's Diary, » 27 juin 1654 ; — « Pepys's Diary, » 15 juin 1668 ; — « Roger North's Lives of lord Keeper Guildford, and of sir Dudley North ; » et « Petty's Political Arithmetic. » J'ai puisé les faits dans Petty, mais pour en tirer mes conclusions, j'ai pris pour guides King et Davenant, qui, sans être plus compétents, ont sur lui l'avantage d'être venus plus tard. Quant aux enlèvements pour

Norwich était la capitale d'une grande et fertile province; c'était la résidence d'un évêque et d'un chapitre, et le siège de la principale manufacture du royaume. Quelques hommes distingués dans les sciences y avaient vécu récemment, et nulle autre localité n'était plus curieuse, si l'on excepte Londres et les Universités. Les membres de la Société royale ne trouvaient pas la bibliothèque, le musée, les volières et le jardin botanique de sir Thomas Browne indignes d'un pèlerinage. Norwich avait aussi sa cour en miniature. Dans le cœur de la ville s'élevait le vieux palais des ducs de Norfolk, qui passait pour la plus grande maison de ville du royaume, la capitale exceptée. Dans ce palais, auquel étaient adjoints un jeu de paume, un jeu de boule et un vaste jardin s'étendant sur le bord du Wansum, la noble famille des Howard faisait souvent sa résidence et menait un train de petits souverains; les convives y buvaient dans des gobelets d'or pur; les pelles et les pincettes mêmes étaient d'argent; les murs étaient ornés de tableaux des maîtres italiens, et les cabinets remplis de collections de pierres précieuses achetées par ce comte d'Arundel dont les marbres ornent maintenant les salles d'Oxford. C'est dans ce palais qu'en 1671 Charles II et sa cour avaient été somptueusement reçus. Là aussi tout venant était hébergé chaque année depuis la Noël jusqu'au jour des Rois; la bière y coulait par torrents pour la populace; trois voitures, dont l'une avait coûté cinq cents livres sterling et contenait quatorze personnes, faisaient chaque soir le tour de la ville pour amener les dames à des réjouissances où les danses étaient toujours suivies d'un banquet. Quand le duc de Norfolk venait à Norwich, il était reçu comme un roi qui rentre dans sa capitale: on sonnait les cloches de la cathédrale et celles de Saint-Pierre-Mancroft, les canons du château saluaient, et le maire et les conseillers municipaux venaient complimenter leur illustre concitoyen. Par un relevé fait

lesquels Bristol était noté d'infamie, voyez: « North's Life of Guildford, » 121, 216, et la harangue de Jeffreys sur ce sujet dans « l'Histoire impartiale de sa vie et de sa mort, » imprimée avec le: « Bloody Assizes. » Le style en est, comme toujours, grossier, mais je ne saurais compter au nombre de ses crimes sa mercuriale aux magistrats de Bristol.

en 1693, nous trouvons que la population de Norwich était alors de vingt-huit à vingt-neuf mille âmes<sup>1</sup>.

Il existait encore d'autres capitales de comté qui, quoique inférieures à Norwich, ne manquaient pas d'une certaine importance. Il était rare, dans ce temps, qu'un gentilhomme campagnard allât à Londres avec sa famille ; la ville principale de sa province était sa métropole, et souvent il y résidait une partie de l'année. De toute manière, il y était fréquemment appelé par ses affaires et ses plaisirs : pour les assises, pour les sessions trimestrielles, pour les élections, pour les réunions de la milice, pour les fêtes et les courses. Là siégeaient les cours de justice, où les juges en robes écarlates et escortés de trompettes et de hallebardiers ouvraient deux fois par an la « Commission du roi. » Là se tenaient les marchés où se vendaient le blé, le bétail, la laine et le houblon des pays environnans ; là se tenaient les grandes foires où venaient les négociants de Londres, où les revendeurs des campagnes faisaient leurs provisions annuelles de sucre, de papeterie, de coutellerie et de mousseline ; là étaient les magasins où les meilleures familles du voisinage achetaient leur épicerie et leur mercerie. Quelques-unes de ces villes recevaient un certain lustre de souvenirs historiques intéressants. C'était une cathédrale décorée avec tout l'art et toute la magnificence du moyen âge ; c'était un palais où une longue suite de prélates avaient vécu ; c'était le parvis environné des antiques demeures de chanoines et de prébendiers ; c'était un château fort qui avait arrêté jadis les Neville et les De Vere, et qui portait encore les traces plus récentes de la vengeance de Rupert ou de Cromwell.

York, la capitale du nord, et Exeter, la capitale du l'ouest, se faisaient remarquer parmi ces cités importantes ; elles ne contenaient chacune que dix mille habitants. Worcester, la reine du pays à cidre, en renfermait près de huit mille, et Nottingham à peu près autant. Gloucester, célèbre par sa courageuse dé-

<sup>1</sup> Voyez : « Fuller's Worthies ; » et « Evelyn's Diary, » 17 oct. 1671 ; — « Journal of E. Browne, son of sir Thomas Browne, » janv. 1663-4 ; — « Blomefield's History of Norfolk ; » — « History of the City and county of Norwich, » 2 vol. 1768.

fense, qui fut si fatale à Charles I<sup>er</sup>, comptait quatre ou cinq mille âmes, et Derby pas tout à fait quatre mille. Shrewsbury était la ville principale d'un district considérable et fertile; la cour des « Marches du pays de Galles » y siégeait, et, dans le langage de la bourgeoisie, à plusieurs milles autour du Wrekin, aller à Shrewsbury, c'était faire un voyage à la capitale. Sur les promenades au bord de la Saverne, les beaux esprits provinciaux et les belles dames imitaient de leur mieux les modes du parc de Saint-James. Il y avait à peu près sept mille habitants à Shrewsbury<sup>1</sup>.

La population de toutes ces villes a bien plus que doublé depuis la Révolution, et il en est plusieurs où elle a même éptuplé. Les rues ont été presque entièrement rebâties; l'ardoise et la brique ont remplacé le chaume et le bois. Le pavage, l'éclairage, les riches devantures de quelques magasins, la propreté recherchée des maisons occupées par la bourgeoisie, eussent semblé merveilleux au dix-septième siècle; et cependant l'importance relative de ces vieilles capitales de comté est bien loin d'être ce qu'elle était. De nouvelles villes, dont nos vieux historiens parlent peu ou ne parlent point, et qui n'avaient pas même du représentants dans nos premiers Parlements, ont de notre temps acquis des proportions que la génération présente contemple avec admiration et orgueil, mais non sans inquiétude et sans crainte.

Cependant les plus considérables de ces villes étaient déjà

<sup>1</sup> D'après un relevé des baptêmes et des décès que nous trouvons dans « Drake's History, » la population d'York doit avoir été de treize mille âmes en 1730. Exeter n'avait que dix-sept mille habitants en 1801. La population de Worcester fut dénombrée un peu avant le siège de 1646. Voyez : « Nash's History of Worcestershire. » J'ai eu égard à l'augmentation probable pendant quarante ans. En 1740, un dénombrement donne une population de dix mille âmes à Nottingham; voyez : « Dering's History. » On peut s'assurer de la population de Gloucester par le nombre de maisons que King trouva mentionné sur les registres de la taxe du fouage, et par le relevé des naissances et des décès qu'on peut voir dans : « Atkin's History. » La population de Derby était de quatre mille âmes en 1712; voyez : Wolley's MS. History, » citée dans : « Lyson's Magna Britannia. » La population de Shrewsbury est connue par un dénombrement fait en 1695. Quant aux magnificences de Shrewsbury, voyez : « Farquhar's Recruiting officer. » Cette description de Farquhar est confirmée par une ballade qui se trouve dans la bibliothèque de Pepys et qui a pour refrain : « A moi, Shrewsbury! »

connues dans le dix-septième siècle comme centres d'une importante industrie. Leur accroissement rapide, leurs immenses richesses, furent même quelquefois décrites dans un langage qui paraît ridicule à ceux qui voient leur splendeur actuelle. La ville de Manchester était une des plus peuplées et des plus prospères. Le Protecteur l'avait autorisée à envoyer un représentant à son Parlement, et les auteurs du temps de Charles II en parlent comme d'un centre d'activité et de richesses. Depuis un demi-siècle, on y apportait du coton de Chypre et de Smyrne ; mais l'art de le travailler était dans l'enfance. Whitney n'avait pas encore enseigné les moyens d'obtenir la matière première en quantités presque fabuleuses, ni Arkwright montré l'art de la travailler avec une promptitude et une précision pour ainsi dire magiques. La totalité des importations annuelles ne s'élevait pas, à la fin du dix-septième siècle, à plus de deux millions de livres, quantité qui suffirait à peine de nos jours aux besoins de quarante-huit heures. Cet entrepôt merveilleux, dont la population et la richesse surpassent de beaucoup celles de capitales telles que Berlin, Madrid et Lisbonne, n'était alors qu'une ville du troisième ordre, mal bâtie, et contenant moins de six mille âmes ; elle ne possédait pas une seule imprimerie, aujourd'hui, il y en a cent ; on n'y voyait pas une seule voiture, aujourd'hui il y a vingt carrossiers<sup>1</sup>.

Leeds était déjà la ville manufacturière pour les laines du Yorkshire ; mais les vieillards pouvaient encore se rappeler quand fut bâtie la première maison de brique, qu'on appelait alors et que longtemps encore on appela la « maison rouge ». Ils étaient fiers de l'accroissement de leurs richesses, et ne parlaient qu'avec orgueil des ventes considérables de draps qui se faisaient, à ciel ouvert, sur le pont. Des milliers de livres sterling circulaient de main en main à certains jours de marché. L'importance toujours croissante de Leeds avait attiré l'attention

<sup>1</sup> « Blome's Britannia », 1673 ; — « Aikin's Country round Manchester » ; — « Manchester Directory », 1845 ; et « Baines, History of the Cotton Manufacture. » Les meilleurs renseignements que j'ai pu me procurer sur la population de Manchester au dix-septième siècle sont extraits d'un article du révérend R. Parkinson, publié dans le journal de la Société statistique, n° d'oct. 1842.

de deux gouvernements successifs : Charles I<sup>er</sup> accorda à cette ville des priviléges municipaux, et Olivier Cromwell lui permit d'envoyer un représentant au Parlement. Mais sous Charles II, d'après le relevé de la taxe du fouage, la commune entière, qui comprenait un district considérable avec plusieurs hameaux, ne contenait que sept mille âmes. En 1841 il y en avait plus de cent cinquante mille <sup>1</sup>.

Au sud de Leeds, à une journée de marche environ, sur la lisière d'une bruyère sauvage, se trouvait un ancien domaine féodal, maintenant richement cultivé, mais alors inculte et sans clôture ; ce vaste domaine s'appelait Hallamshire. Le fer y abondait, et depuis un temps immémorial les grossiers couteaux qu'on y fabriquait se vendaient dans tout le royaume. Geoffrey Chaucer en fait même mention dans un de ses « Contes de Canterbury. » Mais les progrès de cette manufacture furent bien lents pendant les trois siècles qui suivirent. Cette lenteur peut sans doute s'expliquer par le fait que ce commerce fut, pendant presque toute cette longue période, soumis aux règlements qu'il plaisait au seigneur du manoir et à sa cour de justice d'imposer. Toute la coutellerie fine était fabriquée à Londres, ou importée du continent. Ce ne fut que sous le règne de George I<sup>er</sup> que les chirurgiens anglais cessèrent de faire venir de France les instruments délicats qui sont nécessaires pour les opérations chirurgicales. La plupart des forges du Hallamshire se trouvaient dans une petite ville qui s'était formée près du château du propriétaire et qui, sous Jacques I<sup>er</sup>, n'était encore qu'une misérable agglomération de deux mille habitants, dont un tiers se composait de mendians mourant de faim et à demi nus. D'après les registres des paroisses, il paraît certain qu'à la fin du règne de Charles II la population ne s'élevait qu'à quatre mille âmes. On y voyait un grand nombre de gens difformes, et tout voyageur s'apercevait facilement des effets d'un genre de travail éminemment défavorable au développement de l'espèce humaine. Cette petite ville n'est autre

<sup>1</sup> Voyez : « Thoresby's Ducatus Leodensis ; » — « Whitaker's Loidis and Elmete ; » et « Wardell's Municipal History of the Borough of Leeds. »

que Sheffield qui, avec ses faubourgs, renferme aujourd'hui cent cinquante mille habitants, et qui répand dans le monde entier ses excellents couteaux, ses rasoirs et ses lancettes<sup>1</sup>.

Olivier Cromwell ne trouva pas Birmingham une ville assez importante pour être représentée au Parlement. Cependant, les manufactures y étaient déjà actives et prospères ; les fabricants se vantaient que la renommée de leur quincaillerie s'étendait, non comme à présent, jusqu'à Pékin et Lima, Bokhara et Tombouctou, mais jusqu'à Londres et même jusqu'en Irlande. Ils avaient aussi la réputation moins honorable de fabriquer beaucoup de fausse monnaie. Le surnom de *Birmingham*, que les tories avaient donné aux démagogues qui affectaient un zèle hypocrite contre le papisme, était une allusion à cette fabrication de fausses pièces de quatre sous. Cependant, la population de cette ville, qui s'élève aujourd'hui à près de deux cent mille habitants, n'était que de quatre mille en 1685. Les boutons de Birmingham commençaient seulement à être connus ; personne n'avait encore entendu parler des fusils de Birmingham ; et là où, deux générations plus tard, devaient paraître les magnifiques éditions de Baskerville, il n'y avait pas une seule boutique régulière où l'on pût acheter une Bible ou un almanach. Les jours de marché, un libraire, nommé Michel Johnson, le père de notre grand Samuel Johnson, venait de Lichfield, et ouvrait pendant quelques heures une échoppe. Cette ressource littéraire fut longtemps suffisante pour les besoins de Birmingham<sup>2</sup>.

Ces quatre grands centres manufacturiers méritaient une mention spéciale ; il serait trop long d'énumérer toutes les autres ruches industrielles qui, il y a cent cinquante ans,

<sup>1</sup> « Hunter's History of Hallamshire. »

<sup>2</sup> Voyez : « Dugdale's Warwickshire ; » — « Blome's Britannia, 1673 ; » — « North's Examen, » 321 ; la préface de : « Absalon and Architophel ; » — « Hutton's History of Birmingham ; » et « Boswell's Life of Johnson. » Dans l'année 1680, il y eut à Birmingham 150 décès et 125 naissances : probablement la mortalité y était de 1 sur 25 par an. A Londres, elle était bien plus considérable. Un historien de Nottingham vantait, un demi-siècle plus tard, l'extraordinaire salubrité de cette ville où la mortalité annuelle n'était que de 1 sur 50. Voyez : « Dering's History of Nottingham. »

n'étaient que des hameaux sans église paroissiale, ou des terres incultes peuplées seulement de coqs de bruyère ou de bêtes sauvages. Les changements qui se sont opérés dans l'écoulement des produits de nos forges et de nos métiers, produits qui couvrent maintenant le monde entier, ne sont pas moins remarquables. De nos jours, Liverpool a une population de trois cent mille âmes, et son exportation maritime s'élève, d'après les registres du port, à quatre ou cinq cent mille tonnes ; il est arrivé plusieurs fois que son bureau de douane a reçu en une année des sommes trois fois plus considérables que tous les revenus de la couronne en 1685 ; les recettes de son bureau de poste, même depuis la grande réduction récente, dépassent la somme que touchait le duc d'York comme revenu total des postes du royaume ; ses immenses docks et ses magasins font l'étonnement du monde entier, et cependant les uns et les autres suffisent à peine au gigantesque commerce de la Mersey ; si bien qu'on voit déjà s'élever sur l'autre rive une cité rivale. Du temps de Charles II, Liverpool était considérée comme une ville prospère, ayant déjà fait de grands progrès, et elle entretenait un commerce lucratif avec l'Irlande et les colonies à sucre. Dans l'espace de seize années, le produit de ses douanes était devenu huit fois plus fort, et s'élevait annuellement à la somme alors immense de quinze mille livres sterling. Mais sa population ne pouvait excéder quatre mille âmes, et le chiffre de ses exportations atteignait tout au plus le chiffre de quatorze cents tonnes, moins que le tonnage d'un seul bâtiment de première classe de la Compagnie des Indes. Le nombre des matelots de son port ne dépassait pas deux cents<sup>1</sup>.

Tels ont été les progrès des villes où les richesses se formaient et s'accumulaient. Les cités d'un autre genre, où les richesses créées et amassées ailleurs viennent se dépenser pour des raisons de santé ou de plaisir, n'ont pas fait des progrès

<sup>1</sup> Voyez. « Blome's Britannia; » — « Gregson's Antiquities of the County Palatine and Duchy of Lancaster, » part. II; et « Petition from Liverpool, » dans le « Privy council Book » du 10 mai 1686. En 1690, les décès à Liverpool étaient au nombre de 151, les baptêmes de 120. En 1844, le produit net des douanes a été de 4,365, 26 livres sterling, 1 schelling et 8 deniers

moins rapides. L'existence de quelques-unes d'entre elles ne date que de la chute des Stuarts. Cheltenham est maintenant une ville plus considérable qu'aucune de celles que contenait le royaume, Londres excepté, au dix-septième siècle; cependant dans le dix-septième siècle, et même au commencement du dix-huitième, les historiens de la localité ne mentionnent Cheltenham que comme une paroisse rurale située au pied des monts Cotswold, et dont le sol était également propre au labour et au pâturage. On voyait faucher les moissons et garder des troupeaux au lieu même que couvre aujourd'hui cette suite brillante de rues animées et de villas<sup>1</sup>. On parlait de Brighton comme d'une petite ville jadis prospère : elle avait possédé un grand nombre de petits bateaux de pêche, et, à l'apogée de sa prospérité, elle comptait plus de deux mille habitants; mais, disait-on, elle était menacée de ruine. La mer empiétait sur elle de jour en jour, et elle finit par disparaître presque entièrement. Il y a quatre-vingt-dix ans, les ruines d'un vieux fort étaient encore visibles parmi les galets et les algues de la plage, et des vieillards pouvaient encore montrer les traces d'une rue composée de plus de cent maisonnettes, qui avait été engloutie par les vagues. Ce malheur causa une telle misère, qu'à peine pouvait-on trouver un ecclésiastique pour desservir la cure. Quelques misérables pêcheurs n'en continuèrent pas moins à sécher leurs filets sur les rochers, où maintenant une ville deux fois plus grande et plus peuplée que la Bristol du temps des Stuarts présente à la mer sa façade de plusieurs milles de longueur<sup>2</sup>.

L'usage des eaux minérales n'était pas inconnu cependant à l'Angleterre du dix-septième siècle. Les bourgeois du Derbyshire et des comtés voisins se rendaient à Buxton, où ils s'entassaient sous des hangars, et où leurs hôtes les régalaienr de gâteaux de farine d'avoine et d'une espèce de viande qu'ils appelaient du mouton, mais que les consommateurs soupçonnaient fort d'être du chien<sup>3</sup>. Les eaux de Tunbridge, à une journée de la capitale,

<sup>1</sup> « Atkyn's Gloucestershire. »

<sup>2</sup> Voyez : « Magna Britannia, » et « Grose's Antiquities. »

<sup>3</sup> « Tour in Derbyshire, » par Thomas Browne, fils de sir Thomas Browne.

dans une des parties les plus riches et les plus civilisées du royaume, présentaient un plus grand attrait. Nous y voyons maintenant une ville qui, il y a cent soixante ans, eût été, quant à la population, la quatrième ou la cinquième de l'Angleterre. L'élegance des magasins et le luxe des maisons particulières surpassent de beaucoup tout ce qu'on voyait alors. Quand, peu de temps après la Restauration, la cour alla visiter les eaux de Tunbridge, il n'y avait pas encore de ville; mais à un mille de la source on rencontrait, disséminées sur la bruyère, quelques cabanes rustiques, un peu plus propres et plus soignées que les chaumières ordinaires de ce temps. Quelques-unes de ces cabanes même étaient portatives, et on les changeait de place avec des traîneaux. C'est dans ces misérables huttes que les élégants, fatigués du bruit et de la fumée de Londres, venaient souvent en été respirer l'air frais et prendre une idée de la vie rurale. Pendant la saison, il se tenait une espèce de foire autour de la source. Les femmes et les filles des fermiers du Kent y venaient, des villages voisins, apporter de la crème, des cerises, des cailles et autres oiseaux. Marchander leurs provisions, causer et plaisanter avec elles, les complimenter sur leurs chapeaux de paille et leur chaussure élégante, semblait un passe-temps agréable à des voluptueux ennuyés des prétentions des actrices et des filles d'honneur. Des merciers, des marchands de joujoux, des bijoutiers, y venaient de Londres et y établissaient un bazar sous les arbres. Dans une des cabanes le politique du temps trouvait son café et la *Gazette de Londres*; dans une autre, on jouait gros jeu à la bassette; et le soir, quand il faisait beau, les violons venaient, et l'on dansait la Moresque sur le tapis élastique du boulingrin. En 1685 on commença à ouvrir une souscription parmi les baigneurs pour bâtir une église que les Tories, alors tout-puissants, s'obstinèrent à dénier à « saint Charles le martyr<sup>1</sup>. »

Bath possédait, sans contredit, la plus célèbre de ces sources d'eau minérale; elle était déjà fameuse du temps des Romains,

Voyez les Mémoires de Grammont; » — Hasted's History of Kent; » — « Tunbridge Well's, » comédie de 1678; — « Causton's Tunbridgialia, » 1688; et « Métellus, poëme sur les eaux de Tunbridge, » 1693.

et depuis plusieurs siècles, la ville était le siège d'un évêché. Les malades y affluaient de tous les côtés du royaume, et le roi lui-même y tenait quelquefois sa cour. Bath néanmoins n'était guère qu'une agglomération de quatre ou cinq cents maisons entassées dans l'enceinte d'une vieille muraille, sur les bords de l'Avon. Il existe encore des tableaux où figurent les plus belles de ces maisons, qui rappellent les échoppes des revendeurs et des cabaretiers du grand chemin de Radcliffe; les voyageurs de cette époque même se plaignaient du peu de largeur et de la saleté des rues. Cette belle cité, qui charme de nos jours les yeux accoutumés aux chefs-d'œuvre du Bramante et de Palladio, et dont le génie d'Anstey et de Smollett, de Frances Burney et de Jane Austen a fait une terre classique, n'avait pas encore commencé d'exister. La rue de Milsom elle-même n'était qu'un champ au delà des murs, et des haies entrecoupaient l'espace qu'occupent maintenant le « Crescent » et le « Circus. » Les malades pauvres auxquels les eaux étaient ordonnées couchaient sur la paille en un lieu qui, pour me servir des expressions d'un médecin contemporain, était plutôt un abri qu'un logement. Quant aux agréments et au luxe que trouvaient dans les maisons de Bath les visiteurs qui y venaient pour leurs plaisirs ou leur santé, nous avons des renseignements plus complets et plus minutieux qu'on n'en a généralement sur de pareils sujets. Un écrivain qui publia une description de cette ville, environ soixante ans après la Révolution, nous a fait connaître exactement tous les changements qui s'y effectuèrent de son temps. Il nous assure que dans son enfance les personnes qui venaient aux eaux couchaient dans des chambres qui ne valaient guère mieux que les greniers qu'il a vus plus tard occupés par les domestiques; les planchers des salles à manger étaient sans tapis, et on les colorait en brun avec un mélange de suie et de petite bière pour en cacher la saleté; pas une boiserie n'était peinte; il n'y avait pas une seule cheminée en marbre; un morceau de pierre de taille commune et des chaînes qui ne coûtaient que trois ou quatre schellings étaient considérés comme suffisants; les meilleurs appartements étaient tendus d'une étoffe de laine grossière et garnis de chaises de

paille. Les lecteurs qui prennent intérêt aux progrès de la civilisation et des arts utiles sauront gré à cet humble topographe des détails qu'il nous a transmis, et regretteront peut-être que des historiens de prétentions plus élevées n'aient pas dérobé quelques pages aux évolutions militaires et aux intrigues politiques, pour nous donner une idée de ce qu'étaient les salons et les chambres de nos ancêtres<sup>1</sup>.

La position de Londres relativement aux autres villes du royaume était, du temps de Charles II, bien supérieure à ce qu'elle est actuellement. Sa population est à présent six fois plus forte que celle de Manchester ou de Liverpool; sous Charles II, elle était au moins dix-sept fois plus considérable que la population de Bristol ou de Norwich. Je ne connais pas d'autre exemple d'un grand empire où la capitale ait possédé une population dix-sept fois plus forte que celle de la seconde ville du pays. Il y a lieu de supposer qu'en 1685 Londres était depuis un demi-siècle la capitale la plus peuplée de l'Europe; le nombre de ses habitants, qui s'élève maintenant au moins à dix-neuf cent mille, était d'un peu plus de cinq cent mille<sup>2</sup>. Londres n'avait dans ce temps qu'une seule rivale commerciale qu'elle a laissée bien loin derrière elle, c'était la puissante et riche Amsterdam. Les écrivains anglais citaient avec orgueil la forêt de mâts et de vergues qui couvrait la rivière, du pont jusqu'à la Tour, et les sommes incroyables perçues à la douane dans Thames-Street. Il n'est pas douteux que le commerce de la métropole était alors bien plus considérable qu'à présent, relativement au commerce du pays entier; cependant l'orgueil, d'ailleurs respectable, de nos ancêtres semble un peu ridicule à notre génération. Le mouvement du port, qui leur paraissait immense, ne dépassait pas, à ce qu'il paraît, soixante-dix mille tonnes; c'était, il est vrai, plus du tiers de tout le mouvement

<sup>1</sup> Voyez : « Wood's History of Bath, » 1749 ; — « Evelyn's Diary, » 27 juin 1654 ; — « Pepys's Diary, » 12 juin 1668 ; — « Stukeley's Itinerarium Curiosum, » — « Collinson's Somersetshire ; » et « Dr Pearce's History and memoirs of the Bath, » 1713, liv. I<sup>er</sup>, chap. viii, obs. 2<sup>e</sup>, 1684. J'ai consulté plusieurs vieux plans et gravures de Bath, surtout un plan très-curieux qui est entouré des vues des principaux bâtiments; il porte la date de 1717.

<sup>2</sup> Selon King, c'était 530,000 habitants.

maritime du commerce de l'Angleterre, mais c'est moins du quart du mouvement actuel du seul port de Newcastle, et ce n'est guère plus que le tonnage des bateaux à vapeur de la Tamise. Les droits de douane, à Londres, montaient à peu près à trois cent trente mille livres sterling en 1685; de nos jours, ils s'élèvent annuellement à dix millions de livres sterling<sup>1</sup>.

Si l'on examine les plans de Londres publiés vers la fin du règne de Charles II, on verra qu'il n'existant alors que le noyau de la capitale actuelle. La ville ne venait pas, comme aujourd'hui, se confondre par degrés imperceptibles avec la campagne. Il n'y avait pas de ces longues avenues de villas, ombragées de lilas et de cytises, s'étendant du centre de la civilisation et des richesses jusqu'aux frontières du Middlesex et jusqu'au cœur des comtés de Surrey et de Kent. A l'est, on n'avait pas même songé à construire cette immense rangée de magasins et ces bassins qui s'étendent aujourd'hui de la Tour à Blackwall. A l'ouest, on voyait à peine quelques-uns de ces édifices princiers, demeures des riches et des nobles; et Chelsea, qui compte maintenant plus de quarante mille habitants, n'était qu'un simple village, dont la population ne dépassait pas mille âmes<sup>2</sup>. Au nord, le bétail paissait, et le chasseur errait avec ses chiens et son fusil dans l'espace occupé aujourd'hui par la commune de Marylebone, ainsi que sur la plus grande partie de l'emplacement couvert actuellement par les bourgs de Finsbury et de Tower-Hamlets. Islington était pour ainsi dire un désert, dont les poètes aimaient à opposer le silence et la tranquillité au bruit et au fracas de Londres<sup>3</sup>. Au sud, la capitale est maintenant réunie aux faubourgs par plusieurs ponts qui, pour la magnificence et la solidité, ne le céderont à aucun des plus nobles ouvrages des Césars. En 1685, un seul pont, formé

<sup>1</sup> Voyez : Macpherson's History of Commerce; » — « Chalmer's Estimate; » et « Chamberlayne's State of England, » 1684. Le tonnage des bateaux à vapeur appartenant au port de Londres s'élevait, à la fin de 1847, à 60,000 tonnes. Les douanes du port ont donné en moyenne, de 1842 à 1845, bien près de 11 millions de livres sterling.

<sup>2</sup> « Lyson's Environs of London. » La moyenne des baptêmes à Chelsea, de 1680 à 1690, a été seulement de quarante-deux par an.

<sup>3</sup> « Discourse of Solitude, » par Cowley.

d'arches irrégulières, encombré par d'ignobles masures, et orné, d'après une mode digne des sauvages du Dahomey, d'une vingtaine de têtes de malfaiteurs, entravait la navigation du fleuve.

La Cité proprement dite était la partie la plus importante de la métropole. A l'époque de la Restauration, elle avait été bâtie en grande partie en bois et en plâtre ; le peu de briques qu'on avait employées étaient mal cuites ; les rez-de-chau-sée, où s'exposaient les marchandises à vendre, s'avançaient dans la rue et étaient surplombés par les étages supérieurs. Quelques échantillons de ce genre d'architecture peuvent encore se voir dans les quartiers épargnés par le grand incendie qui couvrit en quelques jours un espace de près d'un mille carré des décombres de quatre-vingt-neuf églises et de treize mille maisons. Mais la Cité s'était relevée avec une promptitude qui avait excité l'admiration des pays voisins. Malheureusement on avait conservé les anciens alignements des rues, et comme ils avaient été tracés à une époque où les princesses elles-mêmes voyageaient à cheval, ils laissaient entre les maisons un intervalle trop étroit pour permettre à deux voitures d'y passer de front. Les personnes riches ne pouvaient donc guère habiter la Cité à une époque où le luxe exigeait qu'on se montrât quelquefois en voiture à six chevaux. Les nouvelles maisons étaient cependant bien supérieures à celles qui avaient péri dans l'incendie ; la brique, et une brique de qualité bien meilleure, avait été généralement employée. Sur l'emplacement des anciennes églises paroissiales s'étaient élevés une multitude de dômes, de tours et de clochers nouveaux qui portaient le cachet du fécond génie de Wren. Partout, excepté sur un seul point, les traces de la grande dévastation avaient été complètement effacées, mais d'innombrables ouvriers, des échafaudages et des masses de pierres à demi taillées se voyaient encore sur l'emplacement où le plus noble des temples protestants s'élevait lentement sur les ruines de la vieille cathédrale de Saint-Paul<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On trouve dans la collection de plans et de dessins du Musée Britannique, et

L'aspect et les habitudes de la Cité ont complètement changé depuis cette époque. À présent, le banquier, les négociants et les principaux boutiquiers s'y rendent pour leurs affaires chaque matin des six jours ouvrables de la semaine, mais ils habitent d'autres quartiers de la métropole ou des maisons de campagne environnées de bosquets et de fleurs. Cette révolution dans les habitudes privées a produit une révolution politique qui n'est pas sans importance. La Cité n'a plus pour les riches négociants cet attrait naturel qu'on sent pour son chez-soi ; elle ne s'associe plus, dans leur esprit, avec les affections et les caresses de la famille ; ce n'est plus là qu'est le foyer domestique, la table de famille et le repos des nuits. Dans la rue des Lombards et dans la rue de Threadneedle, les hommes ne font plus que travailler et amasser de l'argent ; ils vont ailleurs pour dépenser et pour jouir. Les dimanches ou le soir, après l'heure des affaires, de certaines rues et de certains passages qui, quelques heures auparavant, étaient remplis de figures inquiètes et de passants empressés, deviennent aussi silencieux qu'un cimetière de village. Les chefs du corps commercial ne sont plus bourgeois de la Cité ; ils évitent, ils dédaignent pour ainsi dire les honneurs et les devoirs municipaux ; ils les abandonnent à des hommes qui, tout utiles et respectables qu'ils sont, appartiennent cependant rarement à ces maisons principales du commerce dont les noms sont honorés dans le monde entier.

Dans le dix-septième siècle, les négociants, au contraire, résidaient dans la Cité. On a transformé en comptoirs et en magasins les anciennes maisons des riches bourgeois d'autrefois ; mais il est encore facile de voir qu'elles ne le cédaient pas en magnificence aux habitations de la noblesse de cette époque. On en trouve quelquefois s'élevant à l'écart, dans des cours obscures,

dans la bibliothèque de Pepys, les renseignements les plus complets et les plus dignes de foi sur l'état des bâtiments de Londres à cette époque. La mauvaise qualité des briques dans les vieux bâtiments de Londres est spécialement mentionnée dans les voyages du grand-duc Cosmo. Il y a une description des travaux de l'église Saint-Paul dans : « Ward's London Spy. » Je suis presque honteux de citer ce dégoûtant fatras, mais j'ai été forcé de descendre plus bas encore, s'il est possible, pour trouver mes renseignements.

et accessibles seulement par d'étroits passages ; mais leurs dimensions sont vastes et leur apparence majestueuse ; l'entrée est ornée de piliers et de portiques richement sculptés ; l'escalier et le vestibule ne manquent pas de grandeur ; les pièces sont souvent parquetées à la mode française. Le palais de sir Robert Clayton, dans Old Jewry, avait une superbe salle de banquet, lambrisée en bois de cèdre et ornée de fresques représentant le combat des dieux et des géants<sup>1</sup>. Sir Dudley North avait dépensé quatre mille livres sterling, somme considérable alors, même pour un duc, dans l'acquisition du riche mobilier qui ornait ses salons de réception de Basinghall-Street<sup>2</sup>. C'est dans ces demeures que, sous les derniers Stuarts, vivaient avec hospitalité et magnificence les chefs des principales maisons de commerce. Les liens les plus forts de l'intérêt et de l'affection les y attachaient. C'était là qu'ils avaient passé leur jeunesse, qu'ils avaient formé leurs amitiés ; c'était là qu'ils s'étaient mariés, qu'ils avaient vu grandir leurs enfants ; c'était là que reposaient les restes de leurs pères ; c'était là qu'ils voulaient reposer un jour. Ce genre de vie avait développé en eux cet ardent patriotisme habituel à ceux qui vivent réunis dans un étroit espace. Londres était pour eux ce qu'Athènes était aux Athéniens du temps de Périclès ; ce que Florence était aux Florentins au quinzième siècle. Le citoyen de Londres était fier de la grandeur de sa Cité ; il en ambitionnait les honneurs municipaux, il se faisait le défenseur scrupuleux et zélé de ses droits et de ses priviléges.

Vers la fin du règne de Charles II, l'orgueil des citoyens de Londres avait eu à souffrir une cruelle mortification ; leur vieille charte leur avait été retirée, et la magistrature municipale avait été renouvelée. Tous les nouveaux fonctionnaires étaient tories, et les whigs, quoique supérieurs par le nombre et la fortune, se trouvaient exclus de toutes les dignités locales. Néanmoins la splendeur extérieure de l'administration municipale avait été plutôt augmentée que diminuée par ce change-

<sup>1</sup> « Evelyn's Diary, » 20 septembre 1672.

<sup>2</sup> « Life of sir Dudley North, » par Roger North.

ment. En effet, sous les derniers magistrats puritains, l'ancienne réputation de brillante hospitalité qu'avait eue la Cité s'était en partie perdue; tandis que sous l'administration de leurs successeurs, membres d'un parti plus disposé aux réjouissances, et dont la table réunissait des convives plus distingués, venus souvent d'au delà de « Temple Bar », Guildhall et les salles des grandes corporations des métiers s'ouvriraient pour de somptueux festins. Pendant ces repas, on chantait avec accompagnement de musique des odes composées par le poète lauréat de la corporation, en l'honneur du roi, du duc d'York et du lord-maire. On y buvait et l'on y criait beaucoup. Un écrivain tory, qui avait souvent pris place à ces banquets, remarque que c'est de cette période de jovialité que date la coutume de pousser des hourras après le toast<sup>1</sup>.

La pompe que déployait le lord-maire de la capitale était presque royale. Il est vrai qu'il n'avait pas encore le carrosse doré que la foule admire chaque année; mais dans les grandes occasions il paraissait à cheval, suivi d'une nombreuse cavalcade qui ne le cédait en magnificence qu'à celle qui escortait le roi, de la Tour à Westminster, le jour du couronnement. Il ne paraissait jamais en public que couvert de sa riche robe et de sa toque de velours noir, portant sa chaîne d'or et ses bijoux, et accompagné de gardes et de coureurs<sup>2</sup>. Cette pompe, qui l'entourait toujours, n'avait rien de ridicule aux yeux des contemporains, car elle n'était que proportionnée à la position qu'il occupait comme représentant de la puissance et de la dignité de la Cité de Londres, cité sans égale dans le royaume, et qui pendant quarante-cinq ans exerça sur la politique de l'Angleterre une influence aussi grande que celle que peut exercer aujourd'hui Paris sur la politique de la France. Quant au développement intellectuel, Londres était de beaucoup en avance

<sup>1</sup> « North's Examen. » Cet amusant écrivain nous a conservé un échantillon des transports sublimes que les Pindares de la Cité se permettaient :

Au très-honorble sir John Moor!  
Et que la postérité l'adore!

<sup>2</sup> Voyez : « Chamberlayne's State of England, » 1684; — « Angliae Metropolis, » 1690; et « Seymour's London, » 1734.

sur tout le reste du royaume. Avec son soutien et sa confiance, une administration pouvait en un jour obtenir des secours pécuniaires aussi grands que ceux qu'elle aurait pu recueillir dans le reste de l'île dans l'espace de plusieurs mois. Les ressources militaires de la capitale n'étaient pas non plus à dédaigner. Le pouvoir qu'exerçaient en province les lords-lieutenants était confié à Londres à une commission de citoyens éminents. Douze régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie se trouvaient placés sous les ordres de cette commission. Cette petite armée de commis drapiers et d'ouvriers tailleurs, dont les capitaines et les colonels étaient des conseillers municipaux, n'aurait guère pu résister, il est vrai, à des troupes régulières ; mais il n'y avait alors que bien peu de troupes régulières dans le pays. C'était donc une alliée précieuse ou une ennemie formidable qu'une ville qui, en moins d'une heure, pouvait mettre sur pied vingt mille hommes pleins de courage, passablement armés et soumis à une espèce de discipline. On se rappelait encore que la milice de Londres avait protégé Hampden et Pym contre la tyrannie ; que dans la grande crise de la guerre civile elle avait fait lever le siège de Gloucester, et qu'elle avait joué un rôle important dans l'opposition au despotisme militaire qui avait suivi la chute de Richard Cromwell. A vrai dire, on peut affirmer, sans exagération, que sans l'hostilité de la Cité Charles I<sup>er</sup> n'eût jamais été vaincu, et que sans son aide Charles II n'eût jamais été restauré.

Ces considérations expliqueront pourquoi, en dépit de l'attraction qui, depuis plusieurs années, entraînait l'aristocratie vers l'ouest de Londres, quelques hommes d'un rang élevé avaient continué à résider dans le voisinage de la Bourse et de Guildhall. Shaftesbury et Buckingham, engagés alors dans une opposition violente et systématique contre le gouvernement, avaient pensé que nulle part ils ne pouvaient poursuivre leurs intrigues avec autant de facilité et de sécurité que sous la protection des magistrats et de la milice de la Cité. Shaftesbury s'était donc fixé dans Aldersgate-Street, où il occupait une maison qu'on peut encore reconnaître aujourd'hui à ses piliers et à ses guirlandes, gracieux travail d'Inigo. Buckingham avait

fait démolir le palais qu'il possédait près de Charing-Cross, palais qui jadis avait été la demeure des archevêques d'York, et, pendant que sur cet emplacement se bâtissaient les rues et les passages qui portent encore son nom, il habitait Dowgate<sup>1</sup>.

Cependant c'étaient là de rares exceptions, et presque toutes les familles nobles avaient depuis longtemps émigré au delà des murs de la Cité. Le quartier où s'élevaient la plupart de leurs habitations était situé entre la Cité et les quartiers à la mode de nos jours, et quelques grandes familles habitaient encore leurs hôtels héréditaires entre le « Strand » et la Tamise. Les maisons les plus recherchées étaient alors au sud et à l'ouest de Lincoln's Inn Fields, sur la place de Covent-Garden, à Southampton-Square, qu'on appelle maintenant Bloomsbury-Square, et à King's-Square dans Soho-Fields, qui est maintenant Soho-Square. La place de Bloomsbury était montrée aux princes étrangers comme une des merveilles de l'Angleterre<sup>2</sup>, et celle de Soho, qui venait d'être bâtie, était pour nos ancêtres le sujet d'un orgueil que la postérité ne partagera guère; elle s'appelait Monmouth-Square, au temps de la prospérité de Monmouth, et le palais du duc en occupait tout le côté méridional. La façade, quoique peu élevée, était très-ornée, et les murs des principaux appartements étaient couverts d'écussons et de gracieuses sculptures de fruits et de fleurs, ou tendus en satin brodé<sup>3</sup>. Il ne reste plus trace d'une si grande magnificence, et depuis longtemps tout vestige d'habitation seigneuriale a disparu de ce quartier jadis aristocratique. Un peu au nord de Holborn, sur la lisière des champs et des prairies, s'élevaient deux palais célèbres environnés de jardins. L'un, appelé alors Southampton-House, et ensuite Bedford-House, a été détruit, il y a près de cinquante ans, pour faire place à une nouvelle cité dont les rues et les églises occupent maintenant une vaste étendue de terre, renommée au dix-septième siècle pour ses pêches et ses bécas-

<sup>1</sup> Voyez : « North's Examen, » 116; — Wood, Ath. Ox. Shaftesbury; » et « The Duke of B.'s Litany. »

<sup>2</sup> Voyez le voyage du grand-duc Cosmo.

<sup>3</sup> « Chamberlayne's State of England, » 1684; « Pennant's London; » et « Life of Nollekens, » par Smith.

sines. L'autre, qu'on nommait Montague-House, célèbre par ses fresques et son riche mobilier, fut entièrement brûlé quelques mois après la mort de Charles II; mais il ne tarda pas à être remplacé par un nouveau Montague-House plus beau, qui, après avoir, durant de longues années, servi d'asile à des trésors d'art et de science tels qu'on en vit rarement réunis sous un même toit, vient d'être remplacé par un édifice plus magnifique encore<sup>1</sup>. Plus près de la cour, sur un espace appelé Saint-James's-Fields, on avait récemment bâti Saint-James's Square et Jermyn-Street; l'église Saint-Jacques venait aussi d'être construite pour l'usage des habitants de ce nouveau quartier<sup>2</sup>. Golden-Square, qui, dans la génération suivante, fut habité par de grands seigneurs et des ministres d'État, n'était pas encore commencé. Enfin, les seuls bâtiments qu'on vit au nord de Piccadilly étaient trois ou quatre habitations isolées, et, pour ainsi dire, rurales, dont la plus célèbre était celle qui avait été bâtie à grands frais par Clarendon, et qu'on avait surnommée la « maison de Dunkerque. » Le duc d'Albemarle en fit l'acquisition après la chute du fondateur. L'hôtel Clarendon et Albemarle-Street en rappellent encore le souvenir.

La partie la plus fréquentée et la plus gaie de Regent-Street n'offrait alors au promeneur qu'une solitude, où il pouvait avoir la chance de tirer son coup de fusil à une bécasse<sup>3</sup>. Vers le nord se dessinait la route d'Oxford entre deux haies. A trois ou quatre cents mètres vers le sud on voyait les murs des jardins de quelques grandes maisons, qu'on considérait comme tout à fait hors ville. A l'ouest était une prairie renommée par une source qui fut bien plus tard l'origine du nom de Conduit-Street. A l'est il y avait un champ où l'habitant de Londres ne passait jamais sans frissonner. Vingt ans auparavant, à l'époque de la grande peste, ce champ avait été choisi, à cause de sa position écartée, pour y ensevelir les morts ; on y avait creusé

<sup>1</sup> « Evelyn's Diary, » 10 octobre 1683 et 19 janvier 1685-6.

<sup>2</sup> 1<sup>er</sup> Jac. II, c. 22; « Evelyn's Diary, » 7 décembre 1684.

<sup>3</sup> Le vieux général Oglethorpe, qui mourut en 1785, assurait qu'il y avait chassé du temps de la reine Anne. Voyez : « Pennant's London; » et le « Gentleman's Magazine » du mois de juillet 1785.

une grande fosse où toutes les nuits les charrettes venaient jeter les cadavres par vingtaines. Le peuple pensait que la terre en était restée infectée, et qu'elle ne pouvait être remuée sans danger. On n'osa donc y creuser aucune fondation, jusqu'à ce que deux générations successives se fussent écoulées, et que le lugubre champ eût été depuis longtemps environné de bâtiments<sup>1</sup>.

Ce serait se tromper gravement que de supposer que les places et les rues eussent le même aspect qu'à présent. La plupart des maisons ont été en grande partie ou totalement rebâties. Si les quartiers les plus à la mode alors pouvaient apparaître à nos yeux tels qu'ils étaient, nous serions dégoûtés par leur aspect sordide et empoisonnés par les miasmes de l'atmosphère. Un marché infect et bruyant se tenait dans Covent-Garden, tout près de la demeure des grands seigneurs. Les marchandes de fruits criaient, les charretiers se battaient devant les habitations de la comtesse de Berkshire et de l'évêque de Durham, et des tas de tronçons de choux et de pommes pourries étaient amoncelés à leurs portes<sup>2</sup>.

Le centre de Lincoln's Inn Fields était un espace ouvert, où la populace se réunissait tous les soirs, à quelques pas des hôtels de Cardigan et de Winchester, pour voir les parades des bateleurs, les danses des ours et les combats de chiens contre des bœufs. La place était couverte d'ordures ; on y dressait des chevaux, et les mendians y étaient aussi bruyants et aussi importuns que dans la ville du continent la plus mal administrée. Le mot « gueux de Lincoln's Inn » était passé en proverbe. Toute la bande connaissait les armoiries et les livrées des grandes familles charitables du voisinage, et, dès que les voitures à six chevaux de Leurs Seigneuries paraissaient, la foule arrivait clopin-clopant pour les obséder. Ces désordres durè-

<sup>1</sup> Le champ de la Peste est marqué sur les plans de Londres jusqu'à la fin du règne de George I<sup>r</sup>.

<sup>2</sup> Voyez un plan très-curieux de Covent-Garden, fait vers l'année 1690 et gravé pour l'Histoire de Westminster, de Smith. Voyez aussi « le Matin », tableau peint par Hogarth à une époque où quelques-unes des maisons de la place étaient encore occupées par des gens du haut ton.

rent, en dépit de plusieurs accidents et de quelques poursuites judiciaires, jusqu'à ce que, sous le règne de George II, sir Joseph Jekyll, Maître des Rôles, eût été foulé aux pieds et presque tué au milieu de la place. Alors enfin on éleva des palissades et l'on planta un agréable jardin<sup>1</sup>.

Saint-James Square était un réceptacle pour tous les débris, toutes les cendres, tous les chiens et les chats morts du quartier de Westminster. A une certaine époque, un joueur de bâton y faisait cercle; plus tard, un effronté gaillard s'y établit de sa propre autorité, y construisit une échoppe pour y déposer de vieux chiffons sous les fenêtres des salons dorés où les grands du royaume, les Norfolk, les Ormond, les Kent et les Pembroke, donnaient leurs bals et leurs banquets. Ce ne fut qu'après que ces ennuis eurent duré pendant toute une génération que les habitants s'adressèrent au Parlement et obtinrent la permission de poser des grilles et de planter quelques arbres<sup>2</sup>.

Puisque tel était l'état du quartier habité par la portion la plus élégante de la société, on peut aisément croire que la grande masse de la population endurait des inconvenients qu'on croirait aujourd'hui intolérables. Le pavé était détestable, tous les étrangers s'en plaignaient. Les égouts étaient si mal construits, qu'en temps de pluie les ruisseaux devenaient des torrents. Quelques poètes facétieux ont chanté la fureur de ces noirs ruisseaux se précipitant le long de Snow-Hill et de Ludgate-Hill, et apportant à Fleet-Ditch le vaste tribut d'ordures animales et végétales qu'ils avaient reçu des étaux de bouchers et des boutiques de fruitiers. Les voitures et les charrettes rejete-

<sup>1</sup> Voyez : « London Spy; » — « Tom Brown's Comical View of London and Westminster; » — Turner's Propositions for the employing of the Poor, » 1678; — « Daily Courant and Daily Journal of June 7, » 1753; et « Case of Michael versus Allestree in 1676, » 2 Levins, p. 172. M. Chaël avait été écrasé par deux chevaux qui Allestree dressait dans Lincoln's Inn Fields; la déclaration porte que le défendeur « porta deux chivats ungovernable en un coach, et improvide, incaute, et absque debita consideratione ineptitudinis loci la eux drive pur eux faire tractable et apt pur un coach, quels chivats, pur ceo que, per leur ferocite, ne poient estre rule, curre sur le plaintiff et le noie. »

<sup>2</sup> Voyez : « Stat. 12 Geor. I, c. 25; » — « Common's Journals, » 25 fév., 2 mars 1725-6; — London Gardener, » 1712; et « Evening Post, » 23 mars 1751. Je n'ai pu me procurer ce numéro du « Evening Post, » je le cite donc sur la foi de M. Malcolm, qui le mentionne dans son Histoire de Londres.

taient ce liquide à droite et à gauche ; aussi tout piéton cherchait-il à s'éloigner du passage des voitures. Les gens doux et timides cédaient la muraille ; les audacieux et les athlétiques s'en emparaient. Quand deux tapageurs se rencontraient, ils enfonçaient leur chapeau et se coudoyaient jusqu'à ce que le plus faible tombât dans le ruisseau. Si le battu n'était qu'un fansaron, il s'en allait l'oreille basse en menaçant de prendre sa revanche ; mais s'il était de bonne treinpe, l'affaire se terminait par un duel derrière Montagne-House<sup>1</sup>.

Les maisons n'étaient pas numérotées, et on aurait peu gagné à ce qu'elles le fussent, car bien peu de cochers, de porteurs de chaises et de commissionnaires savaient lire. Force était de se servir de signes que tout le monde pût comprendre ; les boutiques étaient donc décorées d'enseignes peintes qui donnaient aux rues de Londres un aspect aussi plaisant que grotesque. De Charing Cross à Whitechapel on voyait une suite indéfinie de « Têtes-de-Sarrasins, » de « Chênes-Royaux, » « d'Ours-Bleus » et de « Toisons-d'Or, » mais ces enseignes disparurent dès qu'elles ne furent plus nécessaires pour indiquer aux gens du peuple leur chemin.

C'était vraiment chose difficile et dangereuse que de parcourir Londres quand venait la nuit. Sans égard pour les passants, on jetait tout par les fenêtres ; les chutes, les contusions, les membres cassés, étaient des accidents ordinaires, car, jusqu'à la dernière année du règne de Charles II, la plupart des rues restèrent dans une profonde obscurité, et les filoux et les voleurs y jouaient leur rôle avec impunité. Cependant ceux-ci étaient moins redoutés des citoyens paisibles qu'une autre classe de vauriens : il était de mode, parmi les jeunes mauvais sujets, de chercher aventure la nuit dans les rues de Londres, d'y casser les vitres, d'y culbuter les chaises à porteurs, d'y battre les passants et d'y insulter les jeunes femmes par de brutes caresses. Plusieurs dynasties de ces tyrans nocturnes

<sup>1</sup> Voyez « Lettres sur les Anglais, » écrites au commencement du règne de Guillaume III ; — « City Shower, » de Swift ; et « Gay's Trivia. » Johnson racontait une curieuse conversation qu'il eut avec sa mère sur la convenance qu'il y avait à garder ou à céder le haut du pavé.

avaient régné dans les rues de la capitale depuis la Restauration. Ainsi les « Muns » et les « Tityre-tu » avaient cédé la place aux « Hectors, » les Hectors à leur tour venaient d'être remplacés par les « Scourers ; » plus tard vinrent « les Nickers, les Hawcubites et les Mohawks, » plus redoutables encore<sup>1</sup>. Les moyens de répression étaient insuffisants. Il y avait bien un arrêté du conseil municipal qui ordonnait que mille surveillants fussent toujours de service dans la Cité à partir du coucheur jusqu'au lever du soleil, et que chaque habitant serait de service à son tour ; mais cet arrêté n'était pas exécuté; il ne venait qu'un petit nombre de bourgeois à l'appel, et encore ce petit nombre aimait-il mieux rester à boire dans les cabarets que de passer la nuit à parcourir les rues<sup>2</sup>.

Nous ne devons pas omettre de mentionner que, dans la dernière année du règne de Charles II, il se fit dans la police de Londres un changement qui contribua autant au bonheur de la masse de la population que la plus célèbre des révoltes. Edward Heming, homme ingénieux et entreprenant, obtint des lettres patentes qui lui conféraient, pour un certain nombre d'années, le droit exclusif d'éclairer la ville de Londres. Il s'engagea pour un prix modéré à placer de dix en dix maisons, à la porte de la rue, une lanterne qui devait être allumée de six heures du soir à minuit, depuis la Saint-Michel jusqu'au jour de Notre-Dame de mars, les soirs où il n'y avait pas de lune. Ceux qui voient aujourd'hui, d'un bout de l'année à l'autre et pendant toute la nuit, la capitale resplendissante d'illuminations qui feraient pâlir celles qui eurent lieu pour célébrer les victoires de la

<sup>1</sup> Voyez « Oldham's Imitation of the 3<sup>d</sup> satire of Juvenal, » 1682; et « Shadwell's Scourers, » 1690. Les hommes qui ont étudié la littérature populaire de cette génération et de celle qui lui succéda trouveront mille preuves à l'appui de ce que j'avance. Il est probable que quelques-uns des « Tityre-tu, » briserent, en bons Cavaliers, les vitres du poète Milton peu de temps après la Restauration. Je suis convaincu qu'il pensait à ces tyrans de Londres lorsqu'il dictait ces nobles vers :

Et dans les villes luxueuses, lorsque les bruits  
De désordre, d'outrage et de violence s'élèvent  
Au-dessus des plus hautes tours,  
Quand la nuit assombrit les rues, alors s'y répandent  
Les fils de Bérial, enivrés de vin et d'insolence.

Hlogue et de Blenheim, souriront peut-être de pitié en pensant aux lanternes de Heming fumant devant une maison sur dix pendant une faible portion d'une nuit sur trois ! Telle n'était pas cependant l'opinion de ses contemporains : son plan fut applaudie avec enthousiasme et attaqué avec fureur. Les partisans du progrès le louèrent comme le plus grand bienfaiteur de la ville. « Qu'étaient, disaient-ils, ces inventions tant vantées d'Archimède, en comparaison des exploits de cet homme qui a changé les ténèbres en lumière ? » Mais, malgré ces louanges éloquentes, la cause des ténèbres avait des défenseurs : il y eut des imbéciles qui s'opposèrent à l'introduction de ce qu'ils appelaient la « nouvelle lumière, » avec autant de force qu'on en a mis, de nos jours, à s'opposer à l'introduction de la vaccine et des chemins de fer, et qu'en mirent probablement aussi, avant les temps historiques, d'autres imbéciles à s'opposer à l'introduction de la charrue et de l'alphabet. Bien longtemps après Heming, il y avait encore des quartiers considérables de la capitale où il n'existe aucun lanterne<sup>1</sup>.

On peut aisément s'imaginer ce que devaient être alors les quartiers habités par le rebut de la société : un, surtout, avait acquis une scandaleuse célébrité. Sur les confins de la Cité et du Temple avait été fondé, dans le treizième siècle, un couvent de moines carmélites, qu'on reconnaissait à leurs capuchons blancs. L'enceinte de ce couvent jouissait, avant la Réformation, du droit d'asile pour tous les criminels, et avait conservé, depuis, le privilége de protéger les débiteurs contre une arrestation. De la cave au grenier, chaque logement était donc occupé par des gens insolubles. Parmi ceux-ci se trouvaient un grand nombre d'escrocs et de coupe-jarrets, qu'avaient suivis dans leur asile des femmes plus viles encore. Tout pouvoir civil était impuissant à maintenir l'ordre dans un quartier peuplé de cette manière, aussi Whitefriars (*les moines blancs*) devint-il le refuge de tous ceux qui voulaient échapper au frein de la loi. Quoique le privilége légal de ce repaire ne s'étendit qu'aux cas de dettes,

<sup>1</sup> Voyez un chapitre intitulé « Of the new lights » dans « *Anglia Metropolis*, » 1690, sect. xvii ; et « *Seymour's London*. »

les filous, les faux témoins, les faussaires et les voleurs de grand chemin y trouvaient refuge, car un officier de paix n'était pas en sûreté quand il y entrait. Criait-on « A la rescousse ! » aussitôt des spadassins armés d'épées et de massues, des viragos en furie et munies de broches et de manches à balai, arrivaient par centaines, et l'intrus était heureux s'il se retrouvait dans Fleet-Street après avoir été houssillé, bousculé et aspergé sous la pompe. Un mandat même du « Chief-Justice » (*premier juge*) ne pouvait s'y exécuter sans le secours d'une compagnie de mousquetaires. Ces restes de la barbarie du moyen âge subsistaient à quelques pas du cabinet où Somers étudiait les lois et l'histoire, non loin de la chapelle où prêchait Tillotson, en vue du café où Dryden, dans sa conversation, jugeait des poèmes et des pièces de théâtre, et tout près des salles de la Société royale qui examinait le système astronomique d'Isaac Newton<sup>1</sup>.

Chacune des deux cités qui formaient la capitale avait son centre particulier d'attraction : dans la métropole du commerce, c'était la Bourse; dans la métropole de la mode, c'était le Palais; mais l'influence de l'un dura moins que l'influence de l'autre. La Révolution amena de grands changements dans les relations de la cour avec les hautes classes de la société. On finit par découvrir que le roi avait personnellement bien peu à donner; que titres et décorations, évêchés et ambassades, commissions de la Trésorerie et recettes de l'Échiquier, et même les places dans le haras et la garde-robe, étaient en réalité donnés bien moins par le roi que par ses conseillers. Tout homme ambitieux et cupide comprit donc qu'il servait bien mieux ses intérêts en devenant tout-puissant dans un bourg du Cornwall, et en se mettant au service du ministère pendant une session importante, qu'en devenant le compagnon et même le favori du prince. Aussi fut-ce dans les antichambres de Walpole et de Pelham, et non dans celles de George I<sup>er</sup> et de George II, que se précipita chaque jour la foule des courtisans. Il faut aussi remarquer que la Révolution, qui empêcha nos rois de se servir du patronage gouvernemental pour satis-

<sup>1</sup> Voyez : « Stowe's Survey of London ; » — Shadwell's *squire of Alsatia*; » — « Ward's London Spy ; » et « Stat. » 8 et 9, Guill. III, c. xxvii. »

faire leurs affections personnelles, nous donna aussi plusieurs monarques incapables, par leur éducation et leurs habitudes, d'être des hôtes affables et gracieux. Nés et élevés à l'étranger, ces princes ne se sentirent jamais à l'aise dans notre île; s'ils parlaient notre langue, c'était avec effort et sans élégance; jamais ils ne compriront notre caractère national, et rarement ils essayèrent d'adopter nos mœurs. Remplissant leur devoir le plus important mieux qu'aucun de leurs prédécesseurs, ils gouvernèrent strictement selon les lois, mais ils ne pouvaient prétendre à être les premiers gentilshommes de leur royaume, ni les chefs de la société élégante. S'ils montraient quelquefois un peu de laisser-aller, c'était dans un petit cercle où un Anglais était rarement admis, et ils n'étaient jamais plus heureux que quand ils pouvaient s'échapper pendant un été pour revoir leur patrie. Ils avaient, il est vrai, leurs jours de grande réception; mais c'étaient des réceptions d'étiquette, qui devinrent bientôt des cérémonies aussi solennnelles que des funérailles.

Il n'en était pas de même de la cour de Charles II : Whitehall, quand il l'habitait, était le foyer d'intrigues politiques et de plaisirs mondains; et c'est dans ce palais que se nouaient la moitié des affaires d'amour et de corruption. Quiconque pouvait se rendre agréable au prince, ou s'assurer les bons offices de la favorite, avait lieu d'espérer de l'avancement dans le monde, sans rendre aucun service au gouvernement, sans même être connu de vue par un seul ministre d'État. L'un recevait le commandement d'une frégate, l'autre celui d'une compagnie; un troisième obtenait la grâce d'un riche coupable; un quatrième se faisait concéder à bon marché une location de terrains de la couronne. Si le roi faisait connaître son désir que tel avocat sans cause fût nommé juge; ou que tel baronnet libertin fût élevé à la prairie, les conseillers les plus graves s'y soumettaient après quelques murmures<sup>1</sup>. L'intérêt attirait par conséquent la foule des solliciteurs aux portes du Palais, et ces portes n'étaient jamais fermées. Le roi tenait

<sup>1</sup> Voyez, d'après les détails que donne sir Roger North, comment Wright devint juge; et comment, selon Clarendon, sir George Saville devint paï

maison ouverte tous les jours et tout le jour pour la bonne société de Londres, à l'exception des Whigs exagérés, et, si l'on était gentilhomme, on pouvait arriver jusqu'à lui sans difficulté. Le lever était exactement ce que comporte le mot : quelques hommes de qualité venaient chaque matin entourer le maître et causer avec lui pendant qu'on peignait sa perruque et qu'on nouait sa cravate, puis ils faisaient avec lui une promenade matinale dans le parc. Tous ceux qui avaient été régulièrement présentés au roi pouvaient, sans invitation spéciale, aller le voir dîner, souper, danser, jouer aux dés, et l'entendre raconter (ce que, du reste, il faisait avec beaucoup de grâce) l'histoire de sa fuite de Worcester, ou les misères qu'il avait souffertes lorsqu'il était prisonnier d'état en Écosse, entre les mains de prédicateurs hypocrites et tracassiers. Quand il reconnaissait quelqu'un, il lui adressait souvent un mot bienveillant, et ce système d'affabilité lui fut plus profitable que la « politique royale » (*Kingcraft*) de son père et de son grand-père. Il n'était pas facile au plus austère républicain de l'école de Marvel de résister à tant de bonne humeur et de courtoisie ; et plus d'un vieux Cavalier, dans le cœur duquel fermentait depuis vingt-cinq ans le souvenir de sacrifices et de services restés sans récompense, oubliait en un instant les blessures qu'il avait reçues et les spoliations qu'il avait subies, quand, avec un signe de tête amical, son souverain lui disait : « Dieu vous garde, mon vieil ami ! »

Whitehall devint naturellement le centre de toutes les nouvelles ; à la première rumeur d'un événement important, passé ou à venir, on y courrait à la hâte pour puiser des détails à la source même. Les galeries présentaient le même aspect que les salons de nos clubs actuels dans des temps d'agitation ; elles étaient encombrées d'individus demandant si le courrier de Hollande était arrivé, quelles nouvelles avait apportées celui de France, si Jean Sobieski avait battu les Turcs, et si le doge de Gênes était réellement à Paris. C'étaient là des questions qu'on pouvait faire tout haut sans se compromettre ; mais il y en avait d'autres qui ne se faisaient que tout bas, et auxquelles on répondait de même : Halifax l'emportait-il sur Rochester ? Y

aurait-il une convocation du Parlement? Le duc d'York allait-il réellement en Écosse? Monmouth avait-il été vraiment rappelé de La Haye? On cherchait à lire sur le visage de chaque ministre qui traversait la foule pour aller au cabinet du roi; on tirait toute espèce de présages du ton que Sa Majesté avait pris pour parler au Lord-président, ou du sourire dont elle avait honoré le Lord du Sceau Privé; et en quelques heures les espérances ou les craintes qu'inspiraient de si fuites indications se répandaient dans tous les cafés, depuis Saint-James jusqu'à la Tour<sup>1</sup>.

Il faut aussi dire quelques mots des cafés; à cette époque ils étaient presque une institution politique, et des plus importantes. Le Parlement n'avait pas été réuni depuis bien des années; le conseil municipal de la Cité avait cessé d'exprimer l'opinion des citoyens; réunions publiques, harangues, démonstrations, tout ce mécanisme enfin de l'opposition actuelle, n'était pas encore de mode; il n'y avait rien qui ressemblât au journal moderne; les cafés étaient donc les principaux organes par lesquels l'opinion publique de la métropole se faisait connaître.

Le premier de ces établissements avait été formé pendant la République par un négociant qui avait fait le commerce avec la Turquie, et qui, grâce à ses relations avec les Mahométans, avait pris le goût du café. Il s'en établit bientôt un grand nombre, à cause des facilités qu'ils offraient pour donner des rendez-vous dans tous les quartiers de la capitale et passer à peu de frais sa soirée en société. Tout homme de la classe élevée ou de la classe moyenne allait chaque jour à son café s'informer des nouvelles et les discuter. Chacun de ces cafés avait un ou plusieurs orateurs dont l'éloquence était admirée de la foule, et qui devinrent bientôt ce que sont devenus les journalistes de notre époque, un quatrième pouvoir dans l'État.

<sup>1</sup> Les ouvrages où j'ai puisé tout ce qui est relatif à l'état de la cour sont trop nombreux pour être récapitulés; je citerai cependant les dépêches de Barillon, de Citters, de Ronquillo et d'Adda; les voyages du grand-duc Cosmo, le Journal de Pepys, ceux d'Evelyn et de Teonge, et enfin les Mémoires de Grammont et ceux de Reresby.

La cour voyait depuis longtemps avec déplaisir l'accroissement de ce nouveau pouvoir. On avait essayé, sous l'administration de Danby, de fermer les cafés; mais le manque de ces points de réunion se fit tellement sentir, que les hommes de tous les partis jetèrent les hauts cris. Devant une opposition si forte et si générale, le gouvernement n'osa pas maintenir des ordres dont la légalité pouvait à bon droit être contestée. Depuis lors, il s'était écoulé dix années pendant lesquelles le nombre et l'influence des cafés s'étaient toujours accrus. Ces cafés étaient une particularité de Londres; les étrangers prétendaient que le Londonien considérait son café comme son chez-lui, et que, s'ils avaient à trouver quelqu'un, ils ne s'informaient pas s'il logeait dans Fleet-Street ou Chancery-Lane, mais plutôt s'il fréquentait le café Grec ou celui de l'Arc-en-Ciel. Quiconque apportait sa pièce de monnaie au comptoir était admis. Cependant chaque classe de la société, chaque profession, chaque nuance d'opinion politique ou religieuse, avait son quartier général. Il y avait des cafés près du parc de Saint-James, où se réunissaient les petits-maîtres, la tête et les épaules couvertes de perruques noires ou blondes, aussi amples que celles que nous voyons aujourd'hui au chancelier et au président de la Chambre des communes. La mode des perruques venait de Paris, ainsi que tout le reste de l'accoutrement des gentilshommes, leurs habits brodés, leurs gants à franges, et les glands qui ornaient leurs culottes. La conversation se faisait dans ce langage qui, plus tard, banni des cercles à la mode, continua à faire rire au théâtre dans la bouche d'un « lord Foppington<sup>1</sup>. » L'atmosphère de ces cafés élégants était comme celle d'une boutique de parfumeur; car le tabac, sous toute autre forme que celle d'une poudre fortement aromatisée, y était proscrit; et, si quelque campagnard, ignorant les usages du lieu, demandait une pipe, les ricanements de l'assemblée et les réponses brèves des gar-

<sup>1</sup> La principale singularité de ce langage consistait à prononcer l'*o* comme l'*a* dans un grand nombre de mots. Ainsi, *stork* se prononçait *stark*. Voyez : « Van-brugh's Relapse. » Lord Sunderland était passé maître « dans cette musique de cour. » comme l'appelle Roger North. Titus Oates affectait le même langage, dans l'espoir de passer pour un élégant. Voyez : « Examen, » 77, 254.

çons lui prouvaient qu'il ferait mieux d'aller ailleurs. Au reste, il n'avait pas loin à aller, car dans les autres cafés on fumait généralement comme dans des corps de garde. Les étrangers exprimaient souvent leur surprise de voir tant de gens quitter le coin du feu pour venir s'installer au milieu d'une fumée éternelle et infecte. Nulle part on ne fumait autant qu'au café de Will; ce célèbre établissement, situé entre Covent-Garden et Bow-Street, était consacré aux belles-lettres. Là on ne discutait que les règles de la poésie et les unités de temps et de lieu; il y avait un parti pour Perrault et les modernes, un parti pour Boileau et les anciens; dans un groupe, on se demandait si le « Paradis perdu » aurait été mieux en vers rimés; dans un autre, un rimailleur envieux démontrait que « Venise sauvée » aurait dû être sifflée. Nulle part on ne voyait une plus grande variété de personnages: c'étaient des comtes couverts de décosiations et portant la jarretière; des ecclésiastiques en rabat et soutanelle, de pétulants étudiants en droit, de timides jeunes gens des universités, et enfin des traducteurs et faiseurs d'index en vieux habits de ratine.

La grande affaire pour tout ce monde était d'arriver près du fauteuil de John Dryden. En hiver, ce fauteuil était toujours dans le coin le plus chaud de la cheminée; en été, on le plaçait sur le balcon. Saluer Dryden et l'entendre parler de la dernière tragédie de Racine, ou du traité de Le Bossu sur la poésie épique, était un privilége, et plus d'un jeune enthousiaste eût perdu la tête si le poète lui eût offert une prise de tabac. Il y avait d'autres cafés où l'on pouvait consulter les premiers médecins de la capitale. Le docteur John Radcliffe, qui, vers 1685, avait une clientèle considérable, venait tous les jours, à l'heure de la Bourse, de sa maison située dans le quartier alors fashionable de Bow-Street, au café de Garraway, et on l'y trouvait toujours à la même table, entouré de chirurgiens et d'apothicaires. Il y avait des cafés affectés aux Puritains, où l'on n'entendait jamais un juron, et où des hommes à cheveux plats discutaient d'un ton nasillard l'élection ou la réprobation éternelle. Les juifs aussi avaient leurs cafés, où se rencontraient les changeurs de Venise et d'Amsterdam, et les catholiques

avaient le leur, où, selon les bons protestants, ils complotaient, tout en vidant leurs tasses; un nouvel incendie de Londres, et fondaient des balles d'argent pour tuer le roi<sup>4</sup>.

Ces habitudes de sociabilité formaient un trait caractéristique de l'habitant de Londres à cette époque. C'était un tout autre homme que l'Anglais de la campagne; et il n'existant alors aucune des relations que nous voyons de nos jours entre ces deux classes d'hommes. Il n'y avait que les plus grands seigneurs qui partageassent l'année entre la ville et la campagne; peu de propriétaires venaient à Londres trois fois dans leur vie, et il n'était pas encore de mode que les gens aisés de la capitale allassent respirer l'air frais des bois et des champs pendant quelques semaines de la belle saison. Un badaud de Londres excitait auant d'étonnement dans un village que s'il fût entré dans un kraal de Hottentots. De même aussi, quand un propriétaire du Lincolnshire ou du Shropshire paraissait dans Fleet-Street, on le distinguait aussi facilement des résidents habituels que s'il eût été un Turc ou un Lascar. Sa mise, sa tournure, son accent, son ébahissement devant les boutiques, ses faux pas dans les ruisseaux, ses chocs continuels avec les portefaix, ses stations sous les goultières, le désignaient comme un excellent plastron pour les mauvais plaisants, et comme une victime facile pour les escrocs. Des fiers-à-bras le jetaient d'un coup de coude dans le ruisseau; les cochers de fiacre l'éclaboussaient de la tête aux pieds; et, lorsqu'il était arrêté à regarder en extase la splendide procession du Lord-maire, d'habiles voleurs sondaienr en parfaite sécurité la profondeur des poches de son ample surtout. Des filous portant encore les marques du fouet du bourreau liaient conversation avec lui, et lui paraissaient les plus honnêtes et les plus obligeants gentilshommes qu'il

<sup>4</sup> Voyez : « Lettres sur les Anglais; » — Tom Brown's Tour; » — « Ward's London Spy; » — « The Character of a Coffee House, » 1673; — « Rules and Orders of the Coffee House, » 1674; — « Coffee Houses vindicated, » 1675; — « A Satyr against Coffee; » — « North's Examen, » 158; — « Life of Guildford, » 152; — « Life of sir Dudley North, » 149; — et « Life of Dr Radcliffe, » publié par Curn, 1715. La description la plus animée du café de Will se trouve dans « the City and Country Mouse. » On lit aussi un passage remarquable sur l'influence des orateurs de café dans « Halstead's Succinct Genealogies, » imprimé en 1685.

eût jamais rencontrés. Il prenait pour des comtesses et des filles d'honneur des femmes fardées, le rebut des plus mauvais lieux, de Lewkner-Lane et de Whetstone-Park. S'il demandait le chemin de Saint-James on l'envoyait à Mile-End; s'il entrait dans un magasin on le reconnaissait tout de suite pour un de ces provinciaux auxquels on pouvait vendre le rebut des marchandises, les vieilles broderies, les bagues de cuivre, les mauvaises montres; s'il se hasardait dans un café à la mode, il se trouvait aussitôt en butte à l'insolente moquerie de quelque fat, ou aux plaisanteries plus sérieuses des étudiants. Ennuyé, mortifié, il revenait à sa maison de campagne, où la déférence de ses fermiers et la société de ses joyeux compagnons le consolaient des vexations et des humiliations qu'il venait d'éprouver. Une fois là, il se retrouvait un homme important, et ne se reconnaissait de supérieur que lorsqu'il allait aux assises prendre place à côté du juge, ou lorsqu'à une revue de la milice il défilait devant le Lord-lieutenant.

Ce qui empêchait surtout la fusion des différents éléments de la société, c'était l'extrême difficulté des voyages. De toutes les inventions, l'alphabet et l'imprimerie exceptés, celles qui ont eu pour résultat de rapprocher les distances ont certainement le plus contribué à l'amélioration de notre espèce. Tout progrès dans les moyens de locomotion profite à l'humanité moralement et intellectuellement aussi bien que matériellement. Les voyages rapides ne facilitent pas seulement l'échange des diverses productions de la nature et des arts, mais encore ils tendent à détruire les préjugés de province et de nation, et à relier entre elles toutes les branches de la grande famille humaine. Dans le dix-septième siècle, les habitants de Londres étaient plus éloignés de Reading qu'ils ne le sont maintenant d'Édimbourg, et d'Édimbourg qu'ils ne le sont aujourd'hui de Vienne.

Les sujets de Charles II n'étaient cependant pas sans avoir une idée de cette force qui a produit de nos jours une révolution sans précédent dans l'histoire de l'humanité, cette force qui fait marcher des flottes contre vent et marée, et qui transporte à travers des royaumes, avec la vitesse de chevaux de

course, des bataillons entiers avec leur bagage et leur artillerie. Le marquis de Worcester avait déjà observé le pouvoir expansif des liquides raréfiés par la chaleur ; après bien des expériences, il avait réussi à construire un grossier engin à vapeur, qu'il appelait « machine à eau et à feu », et qu'il déclarait être un admirable et puissant instrument d'impulsion<sup>1</sup>. Mais le marquis passait pour être un peu fou, et de plus il était papiste : aussi ne fit-on pas grande attention à ses découvertes ; sa machine « à eau et à feu » fournit peut-être matière à quelques conversations dans la Société Royale, mais elle ne fut appliquée à aucun usage pratique. Il n'y avait pas alors de chemins à rails, si ce n'est dans le Northumberland, où il s'en trouvait quelques uns construits en bois pour porter la houille des mines jusqu'aux bords du Tyne<sup>2</sup>. Les communications par eau étaient presque nulles. On avait essayé plusieurs fois, sans grand succès, de creuser et d'endiguer les cours d'eau ; mais à peine songeait-on à la canalisation. Les Anglais de cette époque, qui ne parlaient qu'avec une admiration mêlée de jalousie de l'immense canal que Louis XIV venait de creuser entre la Méditerranée et l'Océan, ne se doutaient guère que leur pays serait un jour, grâce aux efforts de simples particuliers, traversé par des rivières artificielles si nombreuses que, si elles étaient mises bout à bout, leur longueur serait quatre fois celle de la Tamise, la Saverne et la Trent réunies.

Voyageurs et marchandises suivaient les grandes routes, qui étaient encore moins bonnes qu'on ne pourrait le croire, vu le degré de civilisation et de richesse où la nation était parvenue. Les meilleures offraient de profondes ornières, des descentes rapides, et c'est à peine si, dans l'obscurité, on pouvait distinguer la route des marais et des bruyères qui la bordaient des deux côtés. Ralph Thoresby, l'antiquaire, raconte qu'il fallit s'égarer sur la grande route du Nord, entre Barnby-Moor et Tuxford, et qu'il se perdit très-réellement entre Duncaster et York<sup>3</sup>. Pepys et sa femme, voyageant dans leur propre voiture,

<sup>1</sup> « Century of Inventions, » 1663; n° 68.

<sup>2</sup> « North's Life of Guildford; » 156.

<sup>3</sup> « Thoresby's Diary, » 21 oct. 1680 et 3 août 1712.

perdirent aussi leur chemin entre Newbury et Reading, et, dans le même voyage, ils s'égarèrent encore près de Salisbury, et furent sur le point d'être obligés de passer la nuit à la belle étoile<sup>1</sup>. Ce n'était que dans la belle saison que toute la largeur des routes pouvait servir aux voitures. Le plus souvent, la boue s'étendait à droite et à gauche, et ne laissait qu'une étroite chaussée de terrain solide entre deux fondrières<sup>2</sup>. Il en résultait des querelles et des encombremens, et la route était obstruée par des charretiers qui ne voulaient ni les uns ni les autres céder le pas ; souvent aussi les voitures restaient embourbées jusqu'à ce qu'on pût se procurer, à quelque ferme voisine, un attelage de bœufs pour les retirer du fossé. Dans la mauvaise saison, les voyageurs avaient à supporter des ennuis plus graves encore. Thoresby, qui allait souvent de Leeds à la capitale, raconte dans son journal une série d'accidents et de désastres qui suffiraient à défrayer, de nos jours, un voyage dans l'Océan glacial ou dans le désert de Sahara. Une fois, il apprend qu'une inondation entre Ware et Londres a forcé les voyageurs à se jeter à la nage, et il cite un regrettier qui se noya en essayant de passer ; aussi, à cette nouvelle, il abandonna la grande route et se fit conduire à travers les prairies, où il eut de l'eau jusqu'au ventre de son cheval<sup>3</sup>. Dans un autre voyage il s'en fallut de peu qu'il ne périt dans une inondation de la Trent. Plus tard, il fut retenu quatre jours à Stamford par le mauvais état des routes, et il ne se hasarda à partir que parce qu'il rencontra quatorze membres de la Chambre des communes, voyageant ensemble avec des guides et une suite nombreuse, et qu'ils voulurent bien l'admettre dans leur compagnie<sup>4</sup>. Dans le Derbyshire, les voyageurs étaient continuellement obligés de mettre pied à terre et de conduire leurs bêtes par la bride, de crainte de se casser le cou<sup>5</sup>. La grande route qui traverse le pays de Galles jusqu'à Holyhead était dans un tel état en 1685, qu'un vice-roi d'Ir-

<sup>1</sup> « Pepys's Diary, » 12 et 16 juin 1668.

<sup>2</sup> « Pepys's Diary, » 28 févr. 1660.

<sup>3</sup> « Thoresby's Diary, » 17 mai 1695.

<sup>4</sup> « Thoresby's Diary, » 27 déc. 1703.

<sup>5</sup> « Tour in Derbyshire, » par J. Browne, fils de sir Thomas Browne, 1662 ; et Cotton's Angler, » 1676.

lande mit cinq heures pour faire les quatorze milles qui séparent Saint-Asaph de Conway. Entre Conway et Beaumaris il fut forcé de faire une grande partie de la route à pied, et sa femme alla en litière ; des hommes les suivaient en portant la voiture. Du reste, les voitures étaient généralement démontées à Conway et de robustes paysans irlandais les portaient, ainsi en morceaux, jusqu'au détroit de Menai<sup>1</sup>. Dans quelques parties des comtés de Kent et de Sussex il n'y avait que les plus forts chevaux qui pussent, dans l'hiver, traverser les marais où ils s'enfonçaient profondément. Les marchés y étaient inaccessibles pendant plusieurs mois de l'année ; et il arrivait souvent que les récoltes pourrissaient dans un endroit, quand à quelques milles de là il y avait presque disette. Dans ces localités les voitures étaient ordinairement traînées par des bœufs<sup>2</sup>. Lorsque le prince George de Danemark visita le magnifique château de Petwcrth, il mit six heures à faire neuf milles, et une bande de vigoureux paysans durent marcher de chaque côté de son carrosse pour le soutenir ; plusieurs voitures de sa suite furent culbutées et brisées. Nous possédons une lettre d'un de ses gentilshommes, dans laquelle cet infortuné courtisan se plaint de n'avoir pas mis pied à terre pendant quatorze heures, si ce n'est quand sa voiture versa ou fut embourbée<sup>3</sup>.

Ce mauvais état des chemins tenait surtout aux vices de la législation. Chaque paroisse était tenue d'entretenir les grandes routes qui la traversaient ; les paysans devaient gratuitement six journées de corvée par an, et si cela ne suffisait pas, on employait des ouvriers payés au moyen d'une taxe paroissiale. Or, il était évidemment injuste qu'une route qui réunissait deux grandes villes faisant entre elles un commerce considérable et prospère, fût à la charge de la misérable population rurale qui se trouvait disséminée entre l'une et l'autre. Cette injustice était surtout manifeste pour la grande route du Nord, qui traversait

<sup>1</sup> Voyez la correspondance de Henry, comte de Clarendon, 30 déc. 1685 et 1<sup>er</sup> janv. 1686.

<sup>2</sup> « Postlethwaite's Dictionary, Roads; » et « History of Hawkhurst, » dans la Bibliothèque Topographique Britannique.

<sup>3</sup> « Annals of Queen Anne, » 1703. Appendix, n° 3.

des districts très-pauvres et peu habités, quoiqu'elle fit communiquer des districts riches et populeux. Il était clair que les pauvres paroisses du comté de Huntingdon ne pouvaient subvenir aux réparations d'une route continuellement détériorée par le roulage entre Londres et le West-Riding du Yorkshire. Cette injustice ayant attiré l'attention du Parlement, peu de temps après la Restauration, on passa le premier de nos nombreux actes de péage (*turnpike*). Cet acte imposait une faible taxe sur les voyageurs et les marchandises, dans le but de subvenir, en partie, aux réparations de cette importante ligne de communication<sup>1</sup>. Cette innovation excita tant de murmures qu'on s'en tint à l'ancien système pour les autres grandes routes aboutissant à la capitale. On parvint à le changer plus tard, mais non sans de grandes difficultés ; car un impôt absurde et injuste auquel on est accoutumé est souvent supporté plus patiemment que la taxe nouvelle la plus raisonnable ; et bien des barrières furent détruites, bien des engagements eurent lieu entre la troupe et le peuple, bien du sang fut versé avant qu'un bon système de péage fût définitivement établi<sup>2</sup>. Peu à peu cependant la raison prit le dessus sur les préjugés, et nous avons fini par avoir près de trente mille milles de routes entretenues au moyen du péage.

Du temps de Charles II, mais sur les meilleures routes seulement, les objets lourds étaient généralement transportés sur des charrettes qui changeaient de chevaux de loin en loin. C'était sur la paille de ces véhicules que s'entassaient les voyageurs qui n'étaient pas assez riches pour aller en voiture ou à cheval, ainsi que ceux que des infirmités ou un lourd bagage empêchaient d'aller à pied. Ce moyen de transport devenait très-dispendieux pour les marchandises pesantes. De Londres à Birmingham, la tonne coûtait sept livres sterling ; de Londres à Exeter, elle coûtait douze livres<sup>3</sup>, c'est-à-dire près de quinze

<sup>1</sup> 15 Car. II, c. 1<sup>er</sup>.

Les inconvénients de l'ancien système sont parfaitement décrits dans plusieurs pétitions qu'on trouvera dans le : « Commons' Journal » de 1725-6. On peut voir dans le « Gentleman's Magazine. » de 1749 quelle opposition furieuse on fit au nouveau système.

<sup>2</sup> « Postlethwaite's Dictionary, Roads. »

sous la tonne par mille ; c'est un tiers de plus que ne coûta plus tard le même transport par les routes à péage, et quinze fois le prix actuel des chemins de fer. Ces frais de transport équivalaient presque à une prohibition pour de certains articles. Le charbon de terre, par exemple, ne se voyait jamais que dans les districts où étaient les mines ou dans ceux où il pouvait venir par eau ; aussi dans le midi de l'Angleterre ne l'appelait-on que « charbon de mer. »

Sur les routes de traverse, et généralement sur toutes celles qui se trouvaient, au nord, au-delà d'York, et, à l'ouest, au-delà d'Exeter, les marchandises étaient transportées par des convois de chevaux de bât. Ces forts et patients animaux, dont la race a maintenant disparu, étaient conduits par des hommes qui semblent avoir eu beaucoup d'analogie avec les muletiers espagnols. Un voyageur de modeste condition se trouvait souvent heureux de prendre place sur le bât d'un de ces chevaux, entre les deux paniers, et de faire ainsi route sous la protection de guides expérimentés. La caravane n'allait qu'au pas, il est vrai, et l'hiver le froid était souvent intolérable ; mais au moins, les frais du voyage étaient modiques<sup>1</sup>.

Les riches voyageaient ordinairement dans leurs voitures, avec quatre chevaux au moins. Cotton, le poète comique, voulut une fois aller de Londres au Peak avec une seule paire de chevaux ; mais, arrivé à Saint-Albans, il vit bien que ce serait trop long, et changea de détermination<sup>2</sup>. Comme on ne voit jamais de nos jours de voitures à six chevaux, excepté dans les grandes cérémonies, on pourrait être induit en erreur par la fréquente mention que font les anciens écrivains de semblables équipages, et attribuer à la magnificence ce qui n'était, en réalité, qu'une pénible nécessité. Si l'on voyageait avec six chevaux du temps de Charles II, c'est parce qu'avec un plus petit nombre on risquait fort de rester embourbé, et il faut ajouter que cela arrivait quelquefois, même quand on en avait six. Vanbrugh, quelques années plus tard, racontait plaisamment à la généra-

<sup>1</sup> Voyez : « Loidis and Elmote ; » et « Marshall's Rural Economy of England. » En 1759, Roderick Random vint d'Écosse à Newcastle sur un cheval de bât.

<sup>2</sup> « Cotton's Epistle to John Bradshaw. »

tion suivante le voyage d'un gentilhomme de campagne nouvellement élu membre du Parlement, qui se rendait à Londres; les efforts de six chevaux, dont deux venaient de la charrue, n'empêchèrent pas la vénérable voiture de famille d'être enterrée dans une fondrière.

Cependant, depuis quelque temps, on avait beaucoup amélioré les voitures publiques. Pendant les premières années de la Restauration, une diligence faisait en deux jours le voyage de Londres à Oxford : on couchait à Beaconsfield. Enfin, vers le printemps de l'année 1669, il se fit une audacieuse innovation : on annonça qu'une voiture, qu'on appela la « voiture volante, » accomplirait le trajet entre le lever et le coucher du soleil. Cette entreprise hardie fut discutée et sanctionnée par les chefs de l'Université ; et elle paraît avoir excité alors le même genre d'intérêt que fait naître de nos jours l'ouverture d'un chemin de fer. Le vice-chancelier de l'Université d'Oxford fit afficher dans tous les lieux publics l'heure et le point de départ. La réussite fut complète : à six heures du matin la voiture partit de la porte de All-Souls-College, et à sept heures du soir elle déposait sains et saufs, dans leur hôtel de Londres, les aventureux voyageurs qui avaient bien voulu s'exposer les premiers<sup>4</sup>. Ceci éveilla l'émulation de l'Université de Cambridge, et bientôt une voiture du même genre transporta en un jour les voyageurs de Cambridge à la capitale. A la fin du règne de Charles II, des diligences partaient de Londres trois fois par semaine pour les principales villes du royaume, mais aucune de ces diligences, ni même aucun roulage accéléré, n'allait plus loin que York du côté du nord, ni au delà d'Exeter dans la direction du midi. Ces « voitures volantes » faisaient à peu près cinquante milles par jour en été, et tout au plus trente en hiver, quand les nuits étaient longues et les chemins mauvais. De Chester, d'York et d'Exeter, on venait à Londres en quatre jours dans la belle saison, mais à partir de la Noël on n'arrivait que le sixième jour. Les voyageurs, au nombre de six, étaient tous dans l'intérieur de la voiture, car les accidents

<sup>4</sup> Voyez la « Vie d'Anthony à Wood, » par lui-même.

étaient si fréquents qu'il eût été dangereux de se mettre sur l'impériale. Les prix habituels étaient de deux sous et demi par mille en été, et d'un peu plus en hiver <sup>4</sup>.

Cette manière de voyager, que de nos jours on trouverait ridiculement lente, paraissait à nos ancêtres merveilleusement rapide. Dans un ouvrage publié quelques mois avant la mort de Charles II, ces diligences sont vantées comme étant supérieures à tout ce qu'on peut voir dans le monde; leur vitesse surtout est célébrée, et on la compare avec orgueil à la lenteur de la poste sur le continent. Mais à ces louanges se mêlaient aussi des plaintes et des attaques. L'établissement de ces nouvelles diligences avait nui à de nombreux intérêts, et, de plus, il y avait alors comme toujours bon nombre de personnes qui, par stupidité et par obstination, étaient naturellement disposées à combattre toute innovation à cause de sa nouveauté. On ne cessait de répéter que ce nouveau mode de voyage serait fatal à la race de nos chevaux et au noble talent de l'équitation; que la Tamise, qui avait été jusqu'alors une pépinière de matelots, cesserait bientôt d'être la principale communication de Londres à Windsor et à Gravesend; que les selliers et les hourreliers seraient ruinés; que les hôtelleries où les voyageurs à cheval avaient coutume de s'arrêter seraient abandonnées et ne trouveraient plus à se louer; que les nouvelles voitures étaient trop chaudes en été et trop froides en hiver; que les voyageurs y étaient incommodés par la société d'enfants et de malades, et enfin que ces voitures arrivaient quelquefois si tard dans les auberges, qu'il était impossible d'y trouver à souper, et partaient de si bonne heure qu'on n'avait pas le temps de déjeuner. C'est sous ces prétextes qu'on proposait gravement de défendre de mettre plus de quatre chevaux aux voitures publiques, d'avoir plus d'un départ par semaine, et de faire plus de trente milles par jour. On espérait par ce règlement ramener tous les voyageurs, les malades et les impotents exceptés, à l'ancien système de locomotion. Plusieurs compagnies de la

<sup>4</sup> « Chamberlayne's State of England, » 1684. Voyez aussi la liste des diligences et des wagons imprimée à la fin du livre intitulé : « Angliae Metropolis, » 1690.

Cité, quelques villes de province et un grand nombre de magistrats de comtés, présentèrent au roi, en son Conseil, des pétitions où ils formulaient ces idées. Tout cela nous fait sourire ; mais il n'est pas impossible que nos descendants ne sourient à leur tour en voyant l'opposition que la cupidité et les préjugés savent faire aux améliorations proposées dans le dix-neuvième siècle<sup>1</sup>.

Malgré les avantages qu'offraient les diligences, on voyait fréquemment des hommes jeunes et forts entreprendre de longs voyages à cheval, lorsqu'ils n'avaient qu'un faible bagage à transporter. Quand on voulait voyager avec promptitude, on courait la poste. Sur les routes principales on trouvait, à des distances convenables, des relais de chevaux frais ainsi que des guides : on donnait trois sous par mille pour chaque cheval et quatre sous au guide. De cette manière, quand les routes étaient en bon état, on pouvait faire de longues traîtes avec une célérité qui n'a jamais été surpassée jusqu'au jour où la vapeur a été employée comme moyen de traction. On ne connaissait pas encore les chaises de poste, et quand on voyageait dans sa voiture, on trouvait rarement des relais de chevaux de trait : il n'y en avait que pour le service du roi et des grands officiers de la couronne. C'est ainsi que Charles II allait en un jour de Whitehall à Newmarket, voyage de cinquante-cinq milles à peu près en pays plat ; et l'on donnait cela comme une grande preuve d'activité. Evelyn fit de même ce voyage en compagnie du Lord-Trésorier Clifford ; ils étaient dans une voiture à six chevaux, et arrivèrent le soir à Newmarket, après avoir relayé à Bishop-Stortford et à Chesterford. Mais cette manière de voyager était un grand luxe, même pour les princes et pour les ministres<sup>2</sup>.

Quelle que fût la route que l'on parcourût, on courait grand risque d'être arrêté et dévalisé, à moins qu'on ne voyageât en

<sup>1</sup> « John Cresset's Reasons for suppressing Stage Coaches, » 1672. Ces raisons furent plus tard imprimées dans un pamphlet intitulé : « The Grand Concern of England explained. » 1673. Les attaques de Cresset contre les diligences provoquèrent des réponses que j'ai consultées aussi.

<sup>2</sup> Voyez : « Chamberlayne's State of England, » 1684 ; — « North's Examen, » 105 ; et « Evelyn's Diary, » 9 et 10 oct. 1671.

compagnie et bien armé ; car tous les grands chemins étaient infestés de brigands à cheval, espèce de maraudeurs que notre génération ne connaît que par les livres. Les terrains en friche qui bordaient les routes aux environs de Londres étaient surtout exploités par des pillards de ce genre. Hounslow Heath sur la grande route de l'Ouest, et Finchley Common sur la grande route du Nord, étaient les points les plus mal famés. Les étudiants de Cambridge n'approchaient qu'en tremblant, même en plein jour, de la forêt d'Epping ; et souvent les matelots qui venaient de recevoir leur paye à Chatham étaient dévalisés à Gadshill, lieu déjà célébré plus d'un siècle auparavant par le plus grand des poètes, pour avoir été le théâtre des exploits de Poins et de Falstaff. Il paraît certain que les autorités publiques étaient souvent fort embarrassées de savoir quelle conduite elles devaient tenir à l'égard de ces voleurs. Tantôt on annonçait dans la Gazette que plusieurs personnes fortement soupçonnées d'être des voleurs de grand chemin, mais contre lesquelles n'existaient pas de preuves suffisantes, seraient exposées à Newgate en tenue de route, avec leurs chevaux, et l'on invitait toutes les personnes qui avaient été dévalisées à venir passer cette singulière inspection ; tantôt on promettait publiquement son pardon au voleur qui rapporterait quelques diamants bruts d'une immense valeur, enlevés à main armée au courrier de Harwich. Puis venait une proclamation prévenant les aubergistes que le gouvernement avait l'œil ouvert sur eux, car leur criminelle connivence, disait-on, assurait l'impunité aux brigands. Ces soupçons n'étaient pas toujours dénués de base, comme le prouvent les derniers aveux de quelques voleurs repentants, qui semblent avoir reçu des aubergistes le même genre de service que « Boniface » rend à « Gibbet » dans la comédie de Farquhar<sup>1</sup>.

Ces flibustiers n'avaient de sécurité et de succès dans leur état, qu'autant qu'ils étaient des cavaliers adroits et hardis, et

<sup>1</sup> « The London Gazette, » du 14 mai 1677, du 4 août et du 5 déc. 1687. Les derniers aveux d'Augustin King, fils d'un ecclésiastique distingué, élevé lui-même à Cambridge, et qui fut pendu au mois de mars 1688 à Colchester, sont on ne peut plus curieux.

que leurs manières et leur apparence étaient d'accord avec la beauté de leurs montures ; ils occupaient donc une position aristocratique parmi les voleurs, fréquentaient les cafés à la mode et les maisons de jeu, et pariaient aux courses avec les gens de qualité<sup>1</sup>. Quelquefois même ils étaient des hommes de bonne éducation et de bonne famille. Une sorte d'intérêt romanesque s'attachait et s'attache encore peut-être aux noms de ces voleurs. Le peuple se délectait au récit de leurs audacieux exploits, s'intéressait à leurs amours, à leurs évasions miraculeuses, à leurs luttes désespérées, et admirait la générosité qu'ils laissaient quelquefois paraître, ainsi que leur mâle contenance au tribunal et sur l'échafaud. Par exemple, on racontait que William Nevison, le grand voleur du comté d'York, exigeait un tribut trimestriel de tous les marchands de bestiaux du nord ; et qu'en retour, non-seulement il les épargnait, mais encore il les protégeait contre les attaques d'autres voleurs ; on disait qu'il demandait poliment les bourses, qu'il donnait libéralement aux pauvres ce qu'il avait pris aux riches, qu'il avait été gracié une fois par la clémence royale, mais qu'ayant de nouveau tenté le destin, il avait fini par la potence, à York, en 1685<sup>2</sup>. On racontait encore comment Claude Duval, le page français du duc de Richmond, se fit voleur ; comment il devint capitaine d'une bande formidable et eut l'insigne honneur d'être nommé le premier dans une proclamation royale contre de grands criminels ; comment à la tête de sa bande il arrêta la voiture d'une dame et ne lui prit que cent livres, de quatre cents qu'elle portait avec elle, lui permettant de garder les trois cents autres, à la condition de danser une courante avec lui sur la bruyère ; com-

<sup>1</sup> *Aimwell.* — Dites-moi, Monsieur, ne vous ai-je point rencontré au café de Will?

*Gibbet.* — Oui, Monsieur, et à celui de White aussi. « Beaux Stratagems. » (Comédie de Farquhar.)

<sup>2</sup> « Gent's History of York. » Un autre maraudeur de la même espèce nommé Biss fut pendu à Salisbury en 1685. Une plainte qui se trouve dans la Bibliothèque de Pepys le représente se défendant ainsi devant ses juges :

« Qu'en dites-vous maintenant, mon honoré seigneur ?  
Qu'y avait-il de mal à cela ?  
Le brave et généreux Biss  
Avait horreur des riches avaricieux ; voilà tout ! »

ment sa galanterie enjouée séduisait le cœur des belles, tandis que son adresse à manier l'épée et le pistolet le rendait redoutable aux hommes; et comment enfin il fut arrêté, en 1670, après un trop bon dîner. On prétendait que les plus grandes dames avaient été le visiter en prison et avaient demandé à grands cris sa grâce; que le roi l'aurait accordée sans l'intervention du juge Morton, terreur de ces flibustiers, qui menaça de donner sa démission si la loi n'avait pas son cours; et qu'après l'exécution le cadavre du supplicié avait été placé sur un lit de parade, entouré d'écussons, de cierges, de draperies funèbres et de pleureurs, jusqu'à ce que ce même juge cruel, qui s'était opposé à la clémence royale, fit défendre la pompe de ces obsèques<sup>2</sup>. L'imagination a sans doute une grande part dans ces anecdotes; mais elles n'en méritent pas moins d'être rapportées, car la crédulité avec laquelle nos ancêtres les accueillaient, vraies ou fausses, est un fait authentique et important qu'il est utile de constater.

Tous les dangers qui menaçaient les voyageurs étaient encore accusés par l'obscurité; aussi recherchait-on pour la nuit un abri qu'il n'était pas difficile de trouver. De tout temps les hôtelleries anglaises ont été renommées, et le plus ancien de nos grands poëtes a célébré les commodités variées qu'elles offraient aux pèlerins du quatorzième siècle. L'auberge du « Tabard, » dans Southwark, pouvait recevoir vingt-neuf personnes avec leurs chevaux; la nourriture y était parfaite, et les vins assez bons pour engager les voyageurs à en boire largement. Deux cents ans plus tard, William Harrison fit une description animée de l'agrément et du bien-être que l'on trouvait dans les hôtelleries du temps d'Élisabeth. Rien de semblable, disait-il, n'existe sur le continent. La bonne qualité de la literie, des tapis, et par-dessus tout l'abondance et la propreté du linge, étonnaient tout le monde; souvent les tables étaient couvertes de belle argenterie; certaines enseignes avaient coûté jusqu'à trente ou quarante livres sterling. Au dix-septième

<sup>2</sup> Voyez : « Pope's Memoirs of Duval, » publiés immédiatement après l'exécution; et « Oates' Extraordinary. » Part. I.

siècle, il y avait abondance d'excellentes auberges de tous rangs. Le voyageur qui s'arrêtait dans un petit village y trouvait souvent un cabaret comme ceux qu'a décrits Walton, où le carrelage des appartements brillait de propreté, où les murs étaient tapissés de ballades, où les draps sentaient la lavande, et où l'on pouvait, pour une modique somme, se procurer un feu petillant, un verre de bonne ale et un plat de truites fraîches du ruisseau voisin. Dans les hôtels les mieux achalandés, les lits étaient tendus en soie, la cuisine était recherchée, et le vin de Bordeaux égalait celui qu'on buvait à Londres<sup>1</sup>. L'aubergiste anglais, disait-on, ne ressemblait pas à l'hôtelier des autres pays ; sur le continent, celui-ci était le tyran de ses pratiques ; en Angleterre, il était leur très-humble serviteur. Un Anglais ne se trouvait jamais mieux que lorsqu'il « se mettait à l'aise dans son auberge. » Même les hommes riches, qui pouvaient chez eux se procurer tous les genres de luxe, avaient souvent l'habitude de passer leurs soirées dans la salle de quelque hôtellerie du voisinage ; il leur semblait que là seulement ils pouvaient jouir complètement de leurs aises et de leur liberté. Ce goût fût, pendant plusieurs générations, un trait particulier du caractère national. La jovialité et le sans-gêne des auberges fournit longtemps matière à nos romanciers et à nos auteurs dramatiques. Johnson déclare qu'une chaise de taverne est un trône de félicité humaine ; et Shenstone se plaint avec douceur que le toit le plus ami n'offre jamais une réception aussi empesée que celle qui accueille un voyageur arrivant dans une auberge.

De certaines commodités de la vie inconnues à Whitehall et à Hampton-Court, au dix-septième siècle, se trouvent de nos jours dans les hôtels ; cependant, somme toute, il est certain que l'amélioration des auberges n'a pas marché de pair avec celle de nos routes et de nos moyens de transport. Cela n'a rien d'étrange ; car il est évident que, toutes choses égales

<sup>1</sup> Voyez le prologue des « Canterbury Tales ; » — « Harrison's Historical Description of the Island of Great Britain ; » et les détails que donne Pepys sur sa tournée pendant l'été de 1668. Le grand-duc Cosmo vante aussi beaucoup l'excellence des auberges anglaises.

d'ailleurs, les auberges devaient être meilleures quand les moyens de locomotion étaient pires ; plus on voyage vite, moins on tient à trouver des lieux de repos nombreux et agréables. Il y a cent soixante ans, quand on venait à Londres d'un comté éloigné, il fallait d'ordinaire prendre douze ou quinze repas et coucher cinq ou six nuits en route. Si c'était un grand seigneur qui voyageait, il s'attendait à ce que les repas ou les logements fussent confortables et même luxueux. A présent, nous volons d'York et de Chester à Londres entre un lever et un couche de soleil, même en hiver ; il est donc rare qu'un voyageur s'arrête, soit pour se reposer, soit pour se rafraîchir ; et il en est naturellement résulté que des centaines d'excellentes auberges ont été délaissées. Avant peu, on ne trouvera plus de bons hôtels que dans les lieux où les étrangers peuvent être attirés par leurs affaires ou par leurs plaisirs.

Le système de transport pour la correspondance entre lieux éloignés, sous le règne de Charles II, peut à bon droit exciter le dédain de notre génération ; cependant, tel qu'il était, il eût excité l'admiration des peuples les plus polis de l'antiquité, et l'envie des contemporains de Raleigh et de Cecil. Le système imparfait et grossier de relais pour le transport des correspondances, établi par Charles I<sup>er</sup>, avait disparu durant la guerre civile ; sous la République on le rétablit, et après la Restauration, le revenu des postes, tous frais payés, fut attribué au duc d'York. Les malles ne partaient que tous les deux jours pour la majeure partie des destinations. Dans le Cornwall, dans les marais du comté de Lincoln, sur les montagnes et près des lacs de Cumberland, on ne recevait le courrier qu'une fois par semaine. Mais dans les voyages du roi il y avait communication quotidienne entre Londres et le lieu où était la cour ; il en était de même entre la capitale et les côtes de la Manche. Tunbridge-Wells et Bath pendant la saison des eaux et lorsqu'il y avait foule de grands seigneurs, jouissaient des mêmes priviléges. La correspondance était transportée dans des sacs, par des cavaliers allant nuit et jour, et qui faisaient en moyenne cinq milles à l'heure<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voyez : « Stat. 12 Car. II, c. 55 ; » — « Chamberlayne's State of England, »

Le revenu de l'établissement des postes ne provenait pas seulement de la taxe des lettres, cette administration avait le droit exclusif de fournir des chevaux de poste, et d'après le soin qu'on mettait à conserver ce monopole, il est permis de supposer qu'il était productif. Cependant, quand un voyageur avait attendu inutilement des chevaux pendant une demi-heure, il pouvait en louer là où bon lui semblait<sup>1</sup>.

Dans le principe, l'administration des postes ne s'occupa pas du transport des lettres dans l'intérieur de la capitale. Mais, sous le règne de Charles II, un citoyen entreprenant de Londres, William Dockwray, établit à grands frais une poste à un sou, qui délivrait les lettres et les paquets six ou huit fois par jour dans le quartier populeux de la Bourse, et quatre fois seulement dans les faubourgs de la capitale. Cette amélioration, comme toutes les précédentes, fut vigoureusement attaquée. Les commissionnaires se plaignirent de l'atteinte portée à leurs intérêts et déchirèrent les affiches qui l'annonçaient au public. C'était précisément le moment où l'agitation causée par la mort de Godfrey et la découverte des papiers de Coleman était au comble. On ne manqua donc pas de dire que la poste à un sou était une invention papiste. On affirmait que le grand docteur Oates donnait à entendre que les jésuites étaient au fond de tout cela, et que si l'on examinait les sacs on les trouverait remplis de conspirations<sup>2</sup>. L'utilité de cette entreprise était si évidente, que l'opposition qu'on y fit resta sans succès ; mais dès qu'il fut bien prouvé qu'elle était lucrative, le duc d'York se plaignit qu'elle portait atteinte à son monopole, et les cours de justice rendirent une décision en sa faveur<sup>3</sup>.

Le revenu de l'administration des postes avait dès l'origine été en augmentant toujours : la première année de la Restauration, un comité de la Chambre des communes l'estima, après mûr examen, à vingt mille livres sterling net par an ; à la fin du règne de Charles II, il s'en fallait de peu qu'il ne s'elevât à

1684 ; — « Angliae Metropolis », 1690 ; et « London Gazette » du 22 juin 1685 et du 15 août 1687.

<sup>1</sup> « London Gazette », 14 sept. 1685.

<sup>2</sup> « Smith's Current Intelligence », 30 mars et 3 avril 1680.

<sup>3</sup> « Angliae Metropolis », 1690.

cinquante mille livres, et l'on trouvait alors cette somme exorbitante. Le revenu brut montait à près de soixante-dix mille livres sterling<sup>1</sup>. La taxe pour une lettre simple était de deux sous pour quatre-vingts milles, et de trois sous pour une plus grande distance; ce prix augmentait en proportion du poids. Aujourd'hui une lettre est transportée pour un sou jusqu'à l'extrême de l'Irlande ou de l'Écosse, et le monopole des chevaux de poste a cessé depuis longtemps; cependant la recette brute de ce département s'élève à plus de dix-huit cent mille livres sterling par an, et le produit annuel net, à plus de sept cent mille livres. Nous pouvons en conclure que l'administration des postes transporte aujourd'hui soixante-dix fois plus de lettres qu'à l'époque de l'avènement de Charles II.

Comme en 1685 il n'existe et ne pouvait exister rien de semblable à nos journaux quotidiens, ce que les malles transportaient de plus important étaient les nouvelles à la main. On manquait alors et du capital et de l'industrie nécessaires à la fondation d'un journal; de plus on manquait de liberté, chose aussi nécessaire que le capital ou l'industrie. À cette époque, il est vrai, la presse n'était pas soumise à une censure générale. L'acte de licence passé peu de temps après la Restauration avait cessé d'être en vigueur dès l'année 1679: tout le monde était donc libre d'imprimer à ses risques et périls une histoire, un sermon ou un poème, sans l'approbation préalable d'un officier public; mais les juges pensaient unanimement que cette liberté ne s'étendait pas aux gazettes, et que la loi commune d'Angleterre défendait à tout sujet de publier des nouvelles politiques sans l'autorisation de la couronne<sup>2</sup>. Tant que le parti whig fut à craindre, le gouvernement crut prudent de fermer quelquefois les yeux sur la violation de cette règle. Ainsi, pendant les violentes discussions que fit naître le bill d'Exclusion, on laissa paraître plusieurs journaux : le « Protestant Intelligence, » le « Current Intelligence, » le « Domestic

<sup>1</sup> Voyez : « Commons' Journals, » 4 sept. 1660 et 1<sup>er</sup> mars 1688-9; — « Charnierayne, » 1684; et « Davenant, On the Public Revenue, » Discours IV.

<sup>2</sup> « London Gazette, » 5 et 17 mai 1680.

Intelligence, » le « True News, » le « London Mercury<sup>1</sup>. » Mais aucun de ces journaux ne paraissait plus de deux fois par semaine; ils ne se composaient que d'une seule petite feuille, et ne contenaient pas plus de matières dans l'espace d'un an que le « Times » n'en renferme dans deux numéros. Après la défaite des whigs, le roi n'eut plus à garder aucune mesure dans l'exercice d'une prérogative que tous les juges déclaraient inattaquable; aussi à la fin de son règne il ne se publiait aucun journal sans sa permission, permission exclusivement accordée à la « Gazette de Londres. » Cette gazette ne paraissait que le lundi et le jeudi de chaque semaine; elle contenait en général quelque proclamation royale, deux ou trois adresses des tories, la liste de quelques nominations, quelques détails sur une rencontre entre les troupes impériales et les janissaires sur les bords du Danube, le signalement de quelque voleur de grand chemin, l'annonce d'un combat de coqs appartenant à de grands seigneurs, ou la promesse d'une récompense pour un chien perdu; le tout remplissait deux pages de moyenne grandeur. Les communications officielles sur les sujets du plus haut intérêt étaient rédigées dans un style sec et roide. Quelquefois, il est vrai, quand le gouvernement était disposé à satisfaire la curiosité publique relativement à quelque transaction importante, on publiait une longue pancarte donnant plus de détails que n'en pouvait contenir la Gazette; mais ni la Gazette, ni la pancarte supplémentaire, ne contenaient jamais que ce qu'il convenait à la cour de publier. On gardait le silence le plus absolu sur les débats parlementaires les plus importants, sur les procès politiques les plus fameux de notre histoire<sup>2</sup>. Dans la capitale, les cafés tenaient en quelque sorte lieu de journaux. C'était là que les habitants de Londres se réunissaient pour recueillir les nouvelles, comme jadis les Athéniens s'assemblaient sur la place publique. C'était là qu'on pouvait apprendre

<sup>1</sup> Le Musée britannique possède une collection très-curieuse, et je crois unique, de ces différents journaux.

<sup>2</sup> Par exemple, il n'y a pas dans la Gazette un seul mot relatif aux mesures importantes que prit le Parlement en novembre 1675; pas un mot non plus du procès et de l'acquittement des sept évêques.

l'indigne traitement qu'un whig avait subi la veille à Westminster-Hall, ou les détails que donnaient les lettres d'Écosse sur les persécutions infligées aux Covenantaires; on y racontait les friponneries insignes du conseil de l'Amirauté au sujet de l'approvisionnement de la flotte; on y parlait des graves accusations que le Lord du Sceau privé avait portées contre le Lord-Trésorier, à propos de la taxe du fourrage. Mais ceux qui vivaient loin du théâtre des discussions politiques n'étaient informés d'une manière un peu régulière de ce qui se passait, que par les nouvelles à la main. Écrire cette correspondance devint un état à Londres, comme c'en est un maintenant parmi les indigènes des Grandes-Indes. L'écrivain courait de café en café, faisait collection de nouvelles, se glissait dans la salle d'audience du Old Bailey, s'il y avait un procès intéressant, peut-être même parvenait-il quelquefois à entrer dans la galerie de Whitehall, pour voir si le roi et le duc d'York avaient bonne mine. C'est ainsi qu'il réunissait les matériaux de son épître hebdomadaire, destinée à éclairer quelque ville de province et quelques magistrats campagnards. Telle était la source où les habitants laïques et ecclésiastiques des plus grandes cités provinciales puisaient tout ce qu'ils savaient de l'*histoire contemporaine*. Il est probable qu'à Cambridge il y avait tout autant de personnes curieuses de savoir ce qui se passait dans le monde, que dans toute autre ville d'Angleterre; cependant, durant la plus grande partie du règne de Charles II, les docteurs en droit et les maîtres ès sciences n'avaient d'autres moyens de connaître régulièrement les nouvelles que par la « Gazette de Londres. » Enfin on réclama les services d'un nouvelliste de la capitale, et ce fut un jour mémorable que celui où la première nouvelle à la main fut étalée dans l'unique café de Cambridge<sup>1</sup>. Ces nouvelles à la main étaient impatiemment attendues au château du riche propriétaire, où au bout de moins d'une semaine plus de vingt familles les avaient déjà feuilletées. Elles fournissaient à tous les petits propriétaires du voisinage des sujets de conversation

<sup>1</sup> « Life of Dr John North, » par Roger North. Voyez aussi, relativement aux nouvelles à la main, « The Examen, » 153.

pendant qu'ils dégustaient leur ale ; et les recteurs de paroisses y puisaient des arguments pour leurs sermons contre les whigs et les papistes. Il est probable que quelques recherches intelligentes feraient retrouver dans les archives d'anciennes familles un grand nombre de ces feuillets. Il s'en trouve quelques-unes dans nos bibliothèques publiques ; et dans le cours de cet ouvrage j'aurai souvent occasion d'en citer un recueil qui n'est pas la partie la moins précieuse du trésor littéraire accumulé par sir James Mackintosh<sup>1</sup>.

Il est inutile d'ajouter qu'il n'y avait aucun journal dans les villes de province. C'est à peine s'il existait une imprimerie ailleurs qu'à Londres et dans les deux villes universitaires. York paraît avoir possédé la seule presse qui fut en Angleterre, au nord de la Trent<sup>2</sup>.

Ce n'était pas seulement à l'aide de la « Gazette de Londres » que le gouvernement répandait ses idées politiques dans la nation, car ce journal ne contenait que quelques misérables nouvelles sans commentaires : un autre journal se publiait sous le patronage de la cour, et celui-là contenait des commentaires, s'il ne donnait pas les nouvelles ; c'était « l'Observateur » (*The Observator*), dont le rédacteur était un vieux pamphlétaire tory, nommé Roger Lestrange. Il s'en fallait de beaucoup que Lestrange fût dépourvu de facilité et de finesse ; son style, quoique souvent grossier et défiguré par un bavardage de bas étage, alors de mode dans les cafés et les foyers de théâtre, ne manquait ni de vigueur ni de mordant ; mais sa nature, à la fois ignoble et féroce, se montrait dans chaque ligne qu'il écrivait.

<sup>1</sup> Je saisissis cette occasion d'exprimer toute ma reconnaissance à la famille de mon bon et honorable ami, sir James Mackintosh, pour m'avoir confié les matériaux qu'il avait réunis à une époque où il méditait un ouvrage du même genre que celui-ci. Je n'ai jamais vu et je ne crois pas qu'il existe nulle part, sous un aussi petit volume, une aussi belle collection d'extraits d'archives publiques et privées. Il faut avoir travaillé à la même mine historique que sir James, et après lui, pour apprécier convenablement l'intelligence avec laquelle il savait en extraire tout ce qui était précieux et rejeter tout ce qui était inutile.

<sup>2</sup> « Life of Thomas Gent. » On trouvera dans : « Nichol's Literary Anecdotes of the eighteenth century » une liste complète des imprimeries en 1724. Le nombre s'en était beaucoup accru récemment, et cependant il y avait alors trente-quatre comtés où l'on ne trouvait pas un seul imprimeur ; le comté de Lancaster entre autres.

Quand les premiers numéros de « l'Observateur » parurent, son acrimonie avait quelque excuse, car les whigs étaient alors à craindre, et il avait à se défendre contre de nombreux adversaires dont les violences sans bornes pouvaient expliquer d'impitoyables représailles. En 1685 l'opposition était écrasée : une âme généreuse eût dédaigné d'insulter un parti qui ne pouvait répondre, d'aggraver le malheur de prisonniers, d'exilés et de familles éplorées ; mais contre la haine de Lestrange la tombe n'était pas un abri, la maison désolée n'était pas un sanctuaire. Dans le dernier mois du règne de Charles II, un vieillard du nom de William Jenkyn mourut de privations et de misère dans la prison de Newgate; c'était un pasteur dissident très-renommé, et qu'on avait cruellement persécuté pour le seul crime d'avoir adoré Dieu selon les formes usitées par la plupart des protestants de l'Europe. Quand la nouvelle de sa triste fin se répandit, l'expression de la sympathie populaire ne put être réprimée : cent cinquante voitures suivirent sa dépouille mortelle jusqu'au tombeau, les courtisans eux-mêmes furent attristés de cette mort, et, jusqu'à l'insouciant monarque, chacun donna quelques signes de regret; Lestrange seul poussa dans son journal un cri de sauvage allégresse, tourna en ridicule la compassion des « Balanceurs, » et déclara que ce vieil imposteur n'avait encouru qu'une punition bien méritée, jurant que, quant à lui, il ferait la guerre à ces saints et à ces martyrs de contrebande, non-seulement jusqu'à la mort, mais encore au delà<sup>1</sup>. Tel était l'esprit du journal qu'on peut considérer comme l'oracle du parti tory et du clergé paroissial à cette époque.

Les livres que pouvaient transporter les sacs de la poste formaient alors la plus grande partie de la nourriture intellectuelle des ecclésiastiques et des magistrats de province. La difficulté et la dépense de transporter d'un endroit à l'autre de gros ballots était si grande, qu'un ouvrage littéraire un peu étendu mettait plus de temps à aller de Paternoster-Row dans le Devonshire ou dans le Lancashire, qu'il n'en met aujourd'hui à parvenir

<sup>1</sup> Voyez : « Observator, » 29 et 31 janv.; — « Life of Baxter, » par Calamy; et « Nonconformist Memorial. »

dans l'État américain de Kentucky. J'ai déjà dit combien un presbytère de campagne était mal pourvu des livres même les plus nécessaires à un théologien ; les maisons de la bourgeoisie n'étaient pas mieux partagées. Peu de représentants de comtés possédaient des bibliothèques aussi nombreuses que celles qu'on rencontre tous les jours dans l'office d'une bonne maison ou dans l'arrière-boutique d'un petit marchand. Un gentilhomme passait parmi ses voisins pour un érudit s'il avait dans l'embrasure des fenêtres de sa grande salle, avec ses lignes à pêcher et ses fusils de chasse, la « Chronique de Baker, » « Iludibras, » « les Bons Mots de Tarlton » et « les Sept Champions de la chrétienté. » Il n'existe nulle part, pas même à Londres, de cabinets de lecture. Mais les étudiants, qui, dans la capitale, ne pouvaient se permettre d'acheter des livres, avaient une autre ressource : les boutiques des grands libraires, près du cimetière Saint-Paul, étaient remplies, du matin au soir, par une foule de lecteurs, et souvent il était permis à un habitué d'emporter un volume chez lui. Dans les campagnes, on ne trouvait aucune facilité de ce genre, et l'on était forcé d'acheter tous les livres qu'on voulait lire<sup>1</sup>.

Les trésors littéraires d'une châtelaine et de ses filles consistaient en un livre de prières et en un livre de recettes culinaires. Néanmoins elles ne perdaient pas beaucoup à vivre dans la solitude d'un castel, car, même dans les situations les plus favorables au développement de l'intelligence, les femmes anglaises du plus haut rang de cette génération étaient sans contredit plus mal élevées qu'elles ne l'ont jamais été depuis la renaissance des lettres. A une époque antérieure, elles étudiaient les chefs-d'œuvre littéraires de l'antiquité ; aujourd'hui, si elles négligent les langues mortes, du moins la langue de Pascal et de Molière, celle de Dante et de Tasse, celle de Goethe

<sup>1</sup> Nous voyons dans le livre du « Pêcheur à la ligne, » de Cotton, qu'il trouvait place pour toute sa bibliothèque dans l'embrasure de sa fenêtre, et cependant Cotton était un homme lettré. Lorsque Franklin visita Londres en 1724, les cabinets de lecture y étaient inconnus. Roger North mentionne, dans la vie de son frère John, la foule de lecteurs qui assiégeaient les boutiques des libraires du quartier de Little Britain.

et de Schiller leur sont familières, et il n'est pas d'anglais plus pur ni plus élégant que celui que parlent et écrivent, de nos jours, les femmes bien élevées. Mais, pendant la dernière partie du dix-septième siècle, la culture de l'esprit chez les femmes paraît avoir été complètement négligée : une jeune fille qui avait les moindres connaissances littéraires passait pour un prodige ; les dames de la plus haute naissance, les plus distinguées par leur esprit et par leurs manières, étaient incapables d'écrire une page de leur langue maternelle sans faire des solécismes et des fautes d'orthographe dont rougirait aujourd'hui un élève des écoles gratuites<sup>1</sup>.

Ceci s'explique aisément : un libertinage extravagant, suite ordinaire d'une extravagante austérité, était devenu de mode ; il avait produit bientôt ses effets ordinaires, la dégradation morale et intellectuelle des femmes. On rendait de grossiers et insultants hommages à leur beauté physique, mais à l'admiration et aux désirs qu'elles inspiraient se mêlaient rarement le respect et l'affection, ou tout autre sentiment chevaleresque. Les qualités qui en eussent fait des compagnes, des amies et des confidentes, éloignaient plutôt qu'elles n'attiraient les courtisans débauchés de Whitehall. Une fille d'honneur qui, à la cour de Charles II, s'habillait de manière à faire valoir une poitrine éblouissante, lançait des œillades assassines, dansait voluptueusement, excellait en reparties équivoques, batifolait avec les chambellans et les capitaines des gardes, chantait des vers égrillardes avec un sourire malin, et se costumait en page pour jouer quelque mystification, avait bien plus de chances de s'attirer les faveurs royales et de trouver un noble et riche mari, que n'en eussent eu Jane Grey ou Lucy Hutchinson. Avec de telles mœurs, le niveau intellectuel chez les femmes était nécessairement bien bas, et encore valait-il mieux être au-dessous

<sup>1</sup> Je n'en citerai qu'un exemple. La reine Marie ne manquait pas de dispositions naturelles ; son éducation avait été confiée à un évêque. Elle avait du goût pour l'histoire et la poésie, et dans l'opinion des hommes les plus distingués de son temps, c'était une femme supérieure. Cependant on voit dans la bibliothèque de La Haye une superbe Bible anglaise qui lui fut donnée lors de son couronnement à Westminster abbey, et sur la première page on lit, écrit de sa main : « This book was given the King and I, at our crownation. Marie R. »

de ce niveau qu'au-dessus. On croyait alors qu'une frivolité et une ignorance extrême leur seyaient mieux que la plus légère teinte de pédanterie. Parmi toutes ces beautés trop célèbres, dont nous admirons encore les portraits à Hampton-Court, il y en avait peu qui lussent habituellement autre chose que des acrostiches, des épigrammes, et des traductions de la Clélie et du Grand Cyrus.

Les connaissances littéraires qu'on exigeait alors chez un homme bien élevé étaient elles-mêmes moins solides et moins profondes qu'elles ne l'avaient été précédemment et qu'elles ne le furent depuis. L'étude du grec surtout était moins suivie sous Charles II qu'elle ne l'avait été avant les guerres civiles, et qu'elle ne le fut après la Révolution. Il existait sans doute quelques savants à qui la littérature grecque depuis Homère jusqu'à Photius était familière ; mais on ne les rencontrait que parmi le clergé résidant dans les universités, et encore y étaient-ils peu nombreux et peu appréciés. A l'Université de Cambridge on ne trouvait pas nécessaire qu'un docteur en théologie fût en état de lire les Évangiles dans l'original<sup>1</sup>, et les études n'étaient pas plus fortes à l'Université d'Oxford. Lorsque sous Guillaume III le collège de Christ Church se leva comme un seul homme pour défendre l'authenticité des Épitres de Phalaris, ce collège, considéré alors comme le foyer des connaissances philologiques, montra moins d'instruction dans la langue grecque que n'en possèdent aujourd'hui bien des élèves de nos grandes écoles publiques. Quand une langue morte est négligée dans les universités, on peut en conclure qu'elle est soit peu cultivée par les hommes du monde. Jadis la poésie et l'éloquence grecques avaient fait les délices de Raleigh et de Falkland ; plus tard, Pitt, Fox, Windham et Grenville en goûtaient tout le charme, mais pendant la dernière partie du dix-septième siècle il y avait à peine chez nous un homme d'État éminent qui put lire avec plaisir une page de Sophocle ou de Platon.

Les bons latinistes étaient moins rares. La langue de Rome

<sup>1</sup> Roger North nous raconte que son frère John, qui était professeur de grec à l'Université de Cambridge, se plaignait amèrement de la négligence qu'apportait généralement le clergé à l'étude de cette langue.

n'était pas encore complètement détrônée : dans bien des contrées de l'Europe, elle continuait d'être indispensable aux négociateurs et aux voyageurs ; la parler purement était donc un talent beaucoup plus répandu que de nos jours. Aussi, Cambridge et Oxford ne manquaient pas de poètes en état de déposer au pied du trône, dans les occasions solennelles, d'heureuses imitations des vers dans lesquels Virgile et Ovide ont célébré la grandeur d'Auguste.

Quoi qu'il en soit, la langue latine cérait peu à peu la place à une plus jeune rivale. La France possédait à cette époque la supériorité dans tous les genres : sa gloire militaire était à l'apogée ; elle avait vaincu de puissantes coalitions, dicté des traités, subjugué des villes et des provinces ; le fier Castillan avait dû reconnaître sa prééminence, les princes d'Italie s'étaient jetés à ses pieds ; son autorité était suprême en matière de bon goût et de modes, depuis le duel jusqu'au menuet ; elle décidait de la coupe de l'habit d'un gentilhomme, de la longueur de sa perruque, de la hauteur de ses talons, de la largeur des galons de son chapeau. En littérature, elle faisait la loi au monde entier, et la renommée de ses écrivains remplissait l'Europe. Quel autre pays pouvait produire un poète tragique pareil à Racine, un poète comique comparable à Molière, un poète badin aussi agréable que la Fontaine, un orateur tel que Bossuet ? La gloire littéraire de l'Italie et de l'Espagne n'était plus, celle de l'Allemagne n'était pas encore. Aussi le génie des hommes éminents qui faisaient l'ornement de Paris brillait-il avec une splendeur qui augmentait encore le contraste. La France avait alors un empire sur le monde que la république romaine elle-même ne posséda jamais ; car lorsque Rome dominait par sa politique, la Grèce était sa maîtresse dans les arts et les lettres. La France, au contraire, exerçait à la fois sur les pays voisins et la supériorité que Rome avait sur la Grèce, et celle que la Grèce avait sur Rome. La langue française devenait donc rapidement la langue universelle, la langue des sociétés élégantes et de la diplomatie. Dans de certaines cours, les princes et la noblesse parlaient le français plus correctement et plus élégamment que leur propre langue. Notre

pays se soumit moins que les autres à cette servilité d'imitation : nous n'avons jamais eu les qualités ni les défauts des imitateurs. Cependant, même chez nous, on rendait hommage, quoique bien gauchement et comme à regret, à la suprématie de nos voisins. Le toscan mélodieux, jadis familier aux chevaliers et aux dames de la cour d'Élisabeth, passa de mode ; citer Horace et Térence vous eût fait passer, en bonne compagnie, pour un emphatique pédant ; mais larder la conversation de briques françaises, c'était la meilleure preuve qu'on put donner de ses talents et de son mérite<sup>1</sup>. On adopta de nouvelles règles de critique et de nouveaux modèles de style, et le tour maniére qui déparait les vers de Donne et parfois même ceux de Cowley disparut de notre poésie. Notre prose devint moins majestueuse, moins artistement contournée, moins variée dans ses consonnances musicales qu'elle ne l'était jadis, mais elle acquit plus de clarté et plus de facilité à se plier aux besoins de la controverse et de la narration. Il est impossible de ne pas reconnaître dans ces changements l'influence de l'exemple et des préceptes français. Nos plus grands écrivains affectaient de se servir de mots français dans leurs compositions les plus élevées, quand ils avaient à leur disposition des mots anglais tout aussi expressifs et harmonieux<sup>2</sup>. C'est aussi de France que nous vint la tragédie en vers rimés, cette plante exotique qui sur notre sol végéta quelque temps et mourut.

Il est à regretter que nos écrivains n'aient pas imité le respect des convenances qui distinguait si généralement leurs contemporains français ; car la licence des pièces de théâtre, des satires, des chansons et des romans de cette époque est une

<sup>1</sup> Butler dit, dans une de ses plus violentes satires :

« Car, bien que baragouiner le grec et le latin  
 « Soit considéré comme rhétorique de pédant vaniteux,  
 « Baragouiner le français est chose méritoire. »

<sup>2</sup> Un des exemples les plus choquants que je me rappelle est dans un poème sur le couronnement de Charles II, par Dryden, qui certes ne pouvait faire valoir son insuffisance comme excuse pour cet emprunt de mots étrangers :

« Either in summer evenings you repair,  
 « To taste the fraîcheur of the cooler air. »

tache à notre gloire nationale. On peut facilement remonter à la source de ce mal. Les beaux esprits et les puritains ne furent jamais amis ; il n'y avait entre eux aucune sympathie ; ils appréciaient la vie humaine à des points de vue tout à fait opposés ; ce qui était affaire grave pour les uns n'était que plaisanterie pour les autres ; ce qui plaisait à ceux-ci révoltait ceux-là ! Les plus innocentes distractions de l'esprit étaient des crimes aux yeux de certains puritains rigides, tandis que la grave solennité de la pieuse fraternité fournissait aux esprits légers et enjoués de fréquentes occasions de persiflage. Depuis la Réformation jusqu'au temps de la guerre civile, presque tous les écrivains dont l'esprit était tourné vers la plaisanterie avaient saisi toutes les occasions d'attaquer ces saints à cheveux plats, nasillant et pleurnichant sans cesse, qui prenaient toujours dans le livre du prophète Néhémie les noms de baptême de leurs enfants, se scandalisaient à la vue de « Jack in the Green, » et regardaient comme une impiété de manger du *plumpudding* le jour de Noël. Mais bientôt arriva le temps où les rieurs devinrent graves à leur tour. Après avoir servi de plastrons à deux générations, les fanatiques gauches et rigides prirent les armes, et vainquirent, gouvernèrent, foulèrent aux pieds, avec un sourire refrogné, la foule qui s'était moquée d'eux. Les blessures faites par une folle et malicieuse gaieté furent vengées avec cette sombre et implacable haine particulière aux dévots qui regardent leur rancune comme une vertu. On ferma les théâtres, on fouetta les acteurs ; la presse fut soumise à une austère censure ; les muses furent chassées de leurs retraites favorites ; Cowley fut renvoyé de Cambridge, et Crashaw d'Oxford. On n'exigea plus des jeunes candidats aux honneurs académiques qu'ils écrivissent des odes dans le genre d'Ovide, ou des pastorales dans le genre de Virgile ; mais, par contre, un synode de sombres supralapsaires les interrogeait scrupuleusement sur l'heure et le jour où ils avaient senti naître en eux le nouvel homme. Un tel système ne pouvait manquer de produire des hypocrites. Sous des vêtements sombres et sous des visages qui jouaient l'austérité couva pendant de longues années une soif violente de licence, un désir effréné de prendre sa revanche. Ce

désir fut enfin satisfait. La Restauration émancipa des milliers d'esprits qui gémissaient sous un joug devenu insupportable. L'ancienne lutte recommença, mais avec une animosité nouvelle, et ce ne fut plus un combat folâtre, mais une guerre à mort. Les Têtes rondes ne devaient pas s'attendre à plus de pitié de la part de ceux qu'ils avaient persécutés, qu'un commandeur d'esclaves n'en peut attendre de nègres révoltés qui portent encore les marques du fouet et du collier.

La guerre entre le bel esprit et le puritanisme devint bientôt une guerre entre le bel esprit et la morale, et la haine qu'avait inspirée une grotesque caricature de la vertu n'épargna pas la vertu elle-même. On insulta tout ce qu'avait vénéré l'hypocrisie des Têtes rondes, et la faveur s'attacha à tout ce qu'ils avaient proscrit. Comme ils avaient été scrupuleux pour des bagatelles, on tourna en dérision tout scrupule; comme ils avaient caché leurs faiblesses sous le masque de la dévotion, on étala les vices les plus scandaleux avec une impudence cynique; comme ils avaient puni avec une barbare sévérité les amours illicites, on tourna en ridicule et la foi de l'épouse et la pureté de la jeune fille. Au béat jargon qui avait été leur Shibboleth, on opposa un autre jargon non moins absurde et plus odieux. Les Puritains ne parlaient qu'en empruntant le langage des saintes Écritures; le nouvel essaim des beaux esprits et des élégants n'ouvrira jamais la bouche sans débiter des propos indécents dont rougiraient aujourd'hui des portefaix, et sans, par d'impies imprécations, défier leur Créateur de les confondre et de les maudire, de les anéantir et de les damner.

Il n'est donc pas étonnant que les belles-lettres, qui renaissaient en même temps que reparaissait l'ancien ordre civil et ecclésiastique, aient été profondément immorales. La contagion cependant n'atteignit pas quelques auteurs éminents qui appartenaient à une époque antérieure et plus morale. Les vers de Waller respirent les sentiments chevaleresques d'une autre génération. Cowley, distingué comme royaliste et comme homme de lettres, éleva courageusement la voix contre l'immoralité qui déshonorait et les lettres et le royalisme. Un autre poète,

bien plus grand encré, éprouvé tout à la fois par la douleur, le danger, la pauvreté, le dédain et la cécité, tranquille au milieu du tumulte obscène qui bruissait autour de lui, méditait un chant si sublime et si saint, qu'il n'eût pas été déplacé sur les lèvres des *Vertus éthérées* qu'il vit, de cet œil intérieur que nulle calamité ne peut fermer, jeter, sur les pavés de jaspe, leurs couronnes d'or et d'amarante. Si le génie fécond et vigoureux de Butler n'échappa pas complètement à la contagion générale, du moins n'en fut-il que faiblement atteint. Mais c'étaient là des hommes dont l'esprit s'était formé dans une société qui n'existe plus. Ils céderent bientôt la place à une autre génération de beaux esprits, et le trait caractéristique de cette nouvelle école, depuis Dryden jusqu'à Durfey, fut une licence sans délicatesse, vantarde, éhontée et brutale. Ces écrivains eurent, sans aucun doute, une influence nuisible ; mais l'excès même de leur dépravation la rendit moins pernicieuse : le poison qu'ils administraient était si fort, qu'on le rejettait avec dégoût. Nul d'entre eux ne connaissait l'art dangereux d'associer les images d'un plaisir illicite avec tout ce qui ennoblit et attire. Ils ignoraient qu'une certaine décence est nécessaire même à la volupté, qu'une draperie peut être plus séduisante que la nudité, et que l'imagination est souvent plus émue par de fines allusions qui l'obligent à travailler que par de grossières descriptions qui la laissent passive.

L'esprit de la réaction antipuritaine domine, pour ainsi dire, toute la littérature légère du règne de Charles II ; mais la quintessence de cet esprit se trouve dans les comédies. Les salles de théâtre, fermées par le fanatisme au jour de sa puissance, se remplirent de nouveau. Aux anciennes séductions qu'elles offraient on en ajouta de nouvelles et de plus puissantes : on déploya aux yeux du public une mise en scène, des décorations et des costumes qui aujourd'hui paraîtraient misérables et absurdes, mais qui eussent été trouvés admirables par ceux qui, au commencement du dix-septième siècle, venaient s'asseoir sur les grossières banquettes du théâtre de l'Espérance, ou sous le toit de chaume du théâtre de la Rose. L'art appela à son aide le charme enchanteur de la beauté, et le jeune spectateur

put voir, avec une émotion inconnue aux contemporains de Shakspeare et de Johnson, de jolies femmes remplir des rôles pathétiques ou enjoués. Dès leur réouverture, les théâtres devinrent des écoles de vice, et le mal se propagea de lui-même. L'indécence des représentations chassa bientôt le public honnête, tandis que les spectateurs frivoles et débauchés qui restaient exigeaient des stimulants de plus en plus forts. Ainsi l'artiste corrompit le spectateur, et le spectateur corrompit à son tour l'artiste, jusqu'à ce qu'enfin la turpitude dramatique devint telle, qu'elle doit paraître incroyable à ceux qui ne savent pas qu'un extrême relâchement est l'effet d'une extrême retenue, et qu'une période d'hypocrisie est toujours suivie d'une période de corruption.

Rien ne caractérise mieux ce temps que le soin que prenaient les poètes de mettre toujours dans la bouche des femmes leurs vers les plus libertins. C'était surtout dans l'épilogue des pièces que la licence se faisait remarquer; ils étaient débités par l'actrice favorite, et rien ne charmait plus un auditoire dépravé que d'entendre réciter des vers grossièrement indécents par une belle jeune fille qu'on supposait encore innocente<sup>1</sup>.

Le théâtre anglais empruntait souvent à l'Espagne, à la France et à nos vieux auteurs dramatiques des sujets et des caractères; mais il corrompait tout ce qu'il touchait. Sur notre scène, les maisons des fiers et braves Castillans de Calderon devinrent des repaires de vice, la Viola de Shakspeare ne fut plus qu'une entremetteuse, le Misanthrope de Molière devint un ravisseur, et son Agnès une femme adultère. Rien de pur et d'héroïque qui ne fut souillé et avili par ces plumes ignobles et impures.

Telle était la situation de notre théâtre; et le théâtre était la carrière la plus lucrative pour un auteur. Le débit des livres était si limité, que l'auteur le plus renommé gagnait à peine de quoi vivre par la vente de ses meilleurs ouvrages. Le sort des fables de Dryden, sa dernière production, en est un exemple.

<sup>1</sup> Henry Collier a attaqué cette odieuse coutume avec sa finesse et sa force habituées.

Ce volume fut publié quand l'auteur était généralement reconnu comme notre premier poète vivant ; il contient douze mille vers d'une versification admirable ; les narrations et les descriptions sont pleines de vie : « Palamon et Arcite », « Cymon et Iphigénie », « Théodore et Honoria » font encore de nos jours les délices des critiques comme des écoliers ; il contient aussi la « Fête d'Alexandre », la plus belle ode de notre langue ; cependant Dryden ne reçut que deux cent cinquante livres sterling pour son manuscrit, moins qu'on n'a payé de nos jours deux articles dans une Revue<sup>1</sup>. Et le marché n'était pas mauvais, car le livre se vendit peu et Dryden était mort depuis dix ans quand on fit une seconde édition. En écrivant pour le théâtre, on gagnait beaucoup plus avec bien moins de peine. Une seule pièce rapporta sept cents livres sterling à Southern<sup>2</sup> ; « Don Carlos » fit passer Otway de la misère à une aisance momentanée<sup>3</sup>. Une seule représentation du « Squire of Alsatia » produisit cent trente livres sterling à Shadwell<sup>4</sup>. Aussi tout homme vivant de sa plume écrivait-il des pièces de théâtre, qu'il en eût ou qu'il n'en eût pas le talent. Dryden lui-même, digne émule de Juvénal dans la satire, poète didactique, qui eût pu avec de l'étude et du soin égaler Lucrèce, Dryden, le plus émouvant et le plus brillant, sinon le plus sublime des poètes lyriques, mais auquel la nature, prodigue de dons, avait refusé la faculté dramatique, gaspilla toute l'énergie de ses plus belles années dans la composition d'ouvrages de ce genre. Il avait trop de jugement pour ne pas s'apercevoir de son inhabileté à peindre des caractères au moyen du dialogue ; aussi fit-il tous ses efforts pour cacher cette insuffisance, soit par des incidents inattendus et plaisants, soit par d'éloquentes déclamations et une versification harmonieuse ; quelquefois même par des indécences grossières qui ne convenaient que trop bien au goût d'un parterre licencieux et profane. Malgré cela, il n'obtint jamais autant de succès au théâtre que d'autres qui lui étaient bien infé-

<sup>1</sup> L'acte de vente se trouve dans l'édition de Dryden, par sir Walter Scott.

<sup>2</sup> La vie de Southern, par Shiels.

<sup>3</sup> « Trial of the Poets », par Rochester.

<sup>4</sup> « Some account of the English Stage. »

rieurs en talent. Il se considérait heureux quand une œuvre dramatique lui rapportait cent guinées, faible rémunération, qui dépassait néanmoins ce qu'il eût pu gagner en employant son temps à tout autre genre de travail littéraire<sup>1</sup>.

Les littérateurs gagnaient si peu par leurs publications, qu'ils étaient obligés de prélever des contributions sur les grands, pour ajouter à leur revenu. Tout lord riche et bienveillant était entouré d'une foule d'auteurs dont les demandes importunes et les flatteries abjectes nous paraîtraient aujourd'hui incroyables. La dédicace d'un livre entraînait de la part du patron le don d'une bourse pleine d'or, et la somme qu'on obtenait ainsi était souvent plus forte que celle qu'on recevait pour le manuscrit. Aussi imprimait-on souvent des livres dans l'unique vue de les dédier à quelque personnage important. Ce trafic de louanges produisit le résultat qu'on devait en attendre. L'adulation, poussée quelquefois jusqu'à l'absurdité, quelquefois jusqu'à l'impiété, n'entachait en rien la réputation d'un poète; le monde n'exigeait de lui ni indépendance, ni sincérité, ni dignité. Bref, au moral, le poète était quelque chose entre un entremetteur et un mendiant.

L'esprit de parti poussé à une violence extrême était encore un des vices qui dégradaient la littérature vers la fin du règne de Charles II. La haine que les beaux esprits portaient au puritanisme les avait jetés en masse dans le parti de la cour, où ils étaient devenus d'utiles alliés. Dryden surtout avait rendu de grands services au gouvernement: son « Absalon et Archiphel », la plus mordante satire des temps modernes, après avoir fait une grande impression dans la capitale, s'était répandu dans les campagnes avec une rapidité sans exemple, et, tout en blessant les exclusionnistes, avait relevé le courage des tories. Mais l'admiration que nous inspire naturellement un noble langage et une élégante poésie ne doit pas nous faire oublier la grande distinction entre le bien et le mal. C'était l'esprit du mal qui animait Dryden et quelques-uns de ses confrères contre les whigs, et les juges complaisants de ces

<sup>1</sup> Voyez la vie de Southern, par Shiels.

mauvais jours ne pouvaient verser le sang assez vite pour satisfaire ces poètes. On récitait publiquement sur la scène des vers où l'on demandait encore des victimes, où l'on faisait de hideuses plaisanteries sur les suppliciés, où l'on menaçait ceux qui, après avoir soutenu le roi à l'heure du danger, lui conseillaient maintenant de traiter avec miséricorde ses ennemis vaincus; et pour que rien ne manquât au crime et à la honte, c'étaient des femmes qui, après avoir mis de côté toute pudeur, mettaient encore de côté toute compassion en récitant ces vers<sup>1</sup>.

Il est à remarquer que, tandis que la littérature légère de notre pays était une plaie et une honte nationale, le génie anglais opérait dans les sciences une révolution qui sera toujours mise au premier rang des prodiges de l'esprit humain. Bacon avait semé le bon grain sur un sol paresseux et dans un mauvais moment; il ne s'attendait pas à une prompte moisson, et dans son dernier testament il légua solennellement sa renommée au siècle suivant. Pendant toute une génération, sa philosophie avait germé lentement, au milieu du tumulte des guerres et des proscriptions, dans l'esprit de quelques hommes d'élite; et tandis que les factions se disputaient le pouvoir, quelques sages, dédaignant cette lutte, s'étaient dévoués à la tâche plus noble d'étendre le domaine de l'homme sur la matière. Dès que la tranquillité fut rétablie, ces maîtres ne manquèrent pas d'auditeurs attentifs, car la discipline par laquelle avait passé la nation avait heureusement disposé l'esprit public à la réception des doctrines baconiennes. Les troubles publics avaient stimulé l'intelligence des classes lettrées, et développé une activité inquiète et une soif insatiable du nouveau, sans précédent dans notre histoire. Ils avaient cependant eu aussi pour résultat de faire regarder avec mépris et défiance tout plan de réforme politique et religieuse. Pendant vingt ans, l'occupation principale des hommes à projets avait été de faire des

<sup>1</sup> S'il est quelque lecteur qui trouve mes expressions trop fortes, je l'engage à lire l'épilogue du « Duc de Guise » de Dryden, en se rappelant que c'était une femme qui le récitait.

constitutions avec ou sans premiers magistrats, avec des sénats héréditaires ou électifs, annuels ou perpétuels. Rien n'avait été oublié dans ces divers plans : nomenclature, cérémonial, tous les détails de ces gouvernements imaginaires avaient été fixés ; on avait les Polémarques, les Phylarques, les Tribus et les Galaxies, le lord Archon et le lord Strategus ; on savait quelles urnes de scrutin devaient être rouges ou vertes, quelles boules devaient être d'or ou d'argent, quels magistrats porteraient des chapeaux ou des bonnets pointus de velours noir, comment on porterait la masse, quand les hérauts devraient se découvrir : tout ceia et cent autres bagatelles avaient été sérieusement discutés et combinés par des hommes qui étaient loin de manquer de capacité et de savoir<sup>1</sup>. Mais le temps de toutes ces folies était passé, et si quelque républicain fervent continuait à s'en occuper, la crainte de la dérision publique ou de la dénonciation l'engageait à garder pour lui ses rêveries. Prononcer un mot contre les lois fondamentales de la monarchie, c'était s'exposer à l'impopularité et à des dangers réels ; mais regarder avec dédain ce que jusqu'alors on avait considéré comme les lois fondamentales de la nature pouvait indemniser les hommes d'un esprit entreprenant et audacieux. Le torrent qu'on avait endigué d'un côté se répandit avec violence de l'autre. L'esprit révolutionnaire, cessant de s'occuper de politique, se jeta avec une vigueur et une hardiesse sans égales dans le domaine des sciences physiques. L'année 1660, date de la restauration de notre vieille constitution, vit le triomphe de la nouvelle philosophie. C'est alors que fut fondée la Société Royale, qui devait si brillamment contribuer à tant de glorieuses et salutaires réformes<sup>2</sup>. En quelques mois, les sciences expérimentales devinrent à la mode : la transfusion du sang, la pondération de l'air, la fixation du mercure, occupèrent dans l'esprit public la place qu'y avaient tenue les controverses du tribunal de la Rote. Au lieu de rêver des gouvernements parfaits, on rêva d'hommes qui devaient voler de la Tour de Londres à l'abbaye

<sup>1</sup> Voyez surtout « l'Oceana », de Harrington.

<sup>2</sup> Voyez « Histoire de la Société Royale », par Sprat.

de Westminster, et de bâtiments à double quille qui ne pourraient jamais sombrer, même dans les plus violentes tempêtes. Toutes les classes de la société participèrent à ce sentiment général : pour la première fois, Cavaliers, Têtes rondes, Anglicans et Puritains s'entendirent ; et théologiens, jurisconsultes, hommes d'État, nobles et princes, contribuèrent au succès de la philosophie baconienne. Les poètes chantèrent à l'envi l'approche de l'âge d'or : Cowley, dans des vers pleins d'élévation et pétillants d'esprit, excitait le peuple choisi à prendre possession de la terre promise, où coulaient le miel et le lait, terre que leur libérateur et leur législateur, nouveau Moïse, avait vue comme du sommet du Pisgah, sans qu'il lui eût été permis d'y entrer<sup>1</sup>. Dryden, avec plus de zèle que de science, joignait sa voix aux acclamations générales, et annonçait des choses que ni lui ni personne ne pouvait comprendre. Il prédisait à la Société Royale que bientôt elle nous conduirait à l'extrême limite du globe, pour nous y faire admirer la lune de plus près<sup>2</sup>. Deux prélats distingués et ambitieux, Ward, évêque de Salisbury, et Wilkins, évêque de Chester, se faisaient remarquer parmi les meneurs de ce mouvement scientifique, dont l'histoire fut éloquemment écrite par un jeune ecclésiastique qui devait s'élever aux premières dignités de son ordre, Thomas Sprat, plus tard évêque de Rochester. Le chief-justice Hale et le lord garde des sceaux Guildford dérobèrent, eux aussi, quelques heures à leurs occupations judiciaires pour écrire sur l'hydrostatique ; ce fut même sous la direction immédiate de ce dernier que furent construits les premiers baromètres qui se soient vendus à Londres<sup>3</sup>. La chimie partagea pour un moment, avec le vin et l'amour, le théâtre et le jeu, les intrigues de cour et les intrigues démagogiques, l'attention du volage

<sup>1</sup> Vozz l'ode de Cowley adressée à la Société Royale.

<sup>2</sup>

« Alors nous irons jusqu'aux confins du monde,  
« Et verrons l'Océan se mêler aux cieux ;  
« De là nous ferons connaissance avec nos voisins roulants,  
« Et espionnerons en sûreté le monde lunaire. »

(DRYDEN, *Annus mirabilis*, 164.)

<sup>3</sup> « North's Life of Guildford. »

Buckingham. La découverte de la gravure *mezzo tinto* est attribuée à Rupert; et c'est de son nom qu'ont été nommées ces bulles de verre qui depuis si longtemps sont l'amusement des enfants et le casse-tête des savants. Charles II lui-même avait un laboratoire à Whitehall, où il était bien plus assidu qu'à la table du conseil. Pour être un homme à la mode il fallait pouvoir parler de machines pneumatiques et de télescopes. Quelquefois même les grandes dames trouvaient convenable d'afficher du goût pour les sciences; elles allaient en carrosse à six chevaux visiter les curiosités de Gresham, et se pâmaient d'aise en voyant que, réellement, l'aimant attirait une aiguille, et qu'un microscope faisait paraître une mouche aussi grosse qu'un moineau<sup>1</sup>.

Il n'est pas douteux qu'en ceci, comme dans tous les grands mouvements de l'esprit humain, il n'y eût quelque chose qui prêtât à rire. Il est de règle générale que lorsque des doctrines ou des études, quelles qu'elles soient, deviennent à la mode, elles perdent une portion de la dignité qu'elles possédaient quand elles étaient monopolisées et cultivées pour elles-mêmes par une minorité faible, mais fervente. Sans doute la sottise de quelques personnes qui, sans une aptitude réelle pour les sciences, professaient une grande passion pour elles, provoqua la gaieté méprisante de malicieux satiristes qui appartenaient à la génération précédente et n'étaient pas disposés à désapprendre les leçons de leur jeunesse<sup>2</sup>. Mais il n'en est pas moins vrai que les Anglais du dix-septième siècle travaillèrent plus qu'on ne le fit en aucun autre temps et chez aucune autre nation, à la grande œuvre de l'interprétation de la nature. L'esprit de Francis Bacon, admirable mélange d'audace et de prudence, inspirait le monde. On était convaincu que l'univers était rempli de secrets importants pour le bonheur de l'humanité, et que l'homme avait reçu de son Créateur la clef qui pouvait un jour l'en rendre maître; et l'on était également

<sup>1</sup> « Pepys's Diary », 30 mai 1667.

<sup>2</sup> Butler fut, je crois, le seul homme de génie qui, entre la Révolution et la Restauration, montra une haine violente à la nouvelle philosophie. Voyez sa satire contre la Société Royale et son « Éléphant dans la Lune ».

persuadé qu'on ne pouvait arriver à connaître les lois générales des sciences physiques qu'en observant soigneusement les faits particuliers. Fortement imbus de ces deux grandes vérités, les promoteurs de la nouvelle philosophie s'appliquèrent à leur tâche, et, avant qu'un quart de siècle se fût écoulé, ils avaient fait entrevoir ce qui plus tard devait s'accomplir. Déjà avaient commencé les améliorations agricoles ; on cultivait de nouveaux végétaux, on employait de nouveaux instruments aratoires, on essayait de nouveaux engrais. Evelyn, sous la direction spéciale de la Société Royale, avait donné des leçons d'agriculture à ses compatriotes ; Temple, dans ses intervalles de loisir, avait fait des expériences d'horticulture et prouvé qu'un grand nombre de fruits délicats, originaires de climats plus favorisés que le nôtre, pouvaient, avec les secours de l'art, croître sur notre sol. La médecine, qui en France était encore esclave de la routine et fournissait à Molière un sujet inépuisable de justes rai-lgeries, était devenue en Angleterre une science progressive et expérimentale, et chaque jour, en dépit d'Hippocrate et de Galien, elle faisait quelque découverte nouvelle. Les esprits spéculatifs s'occupaient déjà de l'important sujet de la police sanitaire. La grande peste de 1665 avait attiré l'attention sur les mauvaises constructions et l'insalubrité de la capitale ; le grand incendie de 1666 fournit l'occasion de faire à ce sujet de grandes améliorations. C'est à l'impulsion donnée par la Société Royale, qui fit une étude spéciale de cette question, que nous devons, en grande partie, les changements qui, sans donner une satisfaction complète à tous les besoins publics, créèrent cependant une nouvelle capitale bien différente de l'ancienne, et éloignèrent, probablement pour toujours, de notre pays les ravages d'une nouvelle peste<sup>1</sup>. Vers le même temps, sir William Petty, l'un des fondateurs de cette Société, créait la science de l'arithmétique politique, humble mais nécessaire compagne de la philosophie politique. C'est aussi de cette époque que datent les découvertes chimiques de Boyle et les premières recherches botaniques de Sloane. L'un après l'autre disparaissaient ainsi,

<sup>1</sup> Voyez « Histoire de la Société Royale », par Sprat.

devant la lumière, les fantômes qui peuplaient l'Europe dans les siècles de ténèbres. L'alchimie et l'astrologie tombaient sous le ridicule. Bientôt il ne fut plus un seul comté où le magistrat ne sourit de pitié lorsqu'on lui amenait quelque vieille femme accusée d'avoir jeté un sort sur les bestiaux ou d'avoir chevauché dans les airs sur un manche à balai. Mais ce fut surtout dans les sciences où l'induction et les démonstrations mathématiques contribuent le plus à la découverte de la vérité, que se distingua le génie anglais. John Wallis réforma tout l'ancien système de statique; Edmund Halley fit des recherches sur les propriétés de l'atmosphère, le flux et le reflux de la mer, les lois de l'attraction magnétique et la marche des comètes : fatigues, dangers, voyages lointains, rien ne put lui faire désérer la cause de la science. Pendant que, sur le rocher de Sainte-Hélène, il traçait la carte des constellations de l'hémisphère méridional, un observatoire s'élevait à Greenwich, et John Flamsteed, notre premier astronome royal, commençait cette longue série d'observations astronomiques dont le monde entier ne parle qu'avec admiration et gratitude. Mais la gloire de ces hommes, quelque grande qu'elle soit, est rejetée dans l'ombre par le lustre éblouissant d'un nom immortel, Isaac Newton! En Newton se réunissaient, à un degré plus éminent que chez aucun autre homme, deux sortes de facultés intellectuelles qui marchent rarement ensemble, et qui néanmoins sont également nécessaires à l'étude des hautes sciences physiques. Quelques hommes peuvent avoir été aussi bien constitués que lui pour l'étude des mathématiques pures; d'autres peuvent avoir eu un esprit aussi bien disposé que le sien pour l'étude des sciences purement expérimentales; aucun ne réunit aussi exquiemment et aussi harmonieusement les facultés de l'induction et de la démonstration. Peut-être que, du temps des Scottistes et des Thomistes, cette sublime intelligence, comme tant d'autres intelligences inférieures seulement à la sienne, n'eût rien produit; mais heureusement la Providence fit naître Newton en un siècle qui dirigea son esprit dans une bonne voie, et cet esprit, à son tour, réagit au centuple sur son siècle. Dans l'année 1685, sa réputation, quoique brillante, n'était qu'à son

aurore, mais déjà son génie atteignait à son apogée; il venait de terminer, sans pourtant l'avoir encore publié, le grand ouvrage qui devait faire une importante révolution dans les différentes branches de la physique, et la Société royale en faisait l'objet d'un sérieux examen.

Il n'est pas facile d'expliquer comment une nation si en avance sur ses voisines dans la science, resta tellement en arrière d'elles pour les beaux-arts. C'est cependant ce qui eut lieu. En architecture, art qui est presque une science, dans laquelle le géomètre seul peut exceller, art dont l'élégance tient directement ou indirectement à l'utilité, et qui puise une partie au moins de sa poésie dans la majesté des masses, notre pays pouvait, il est vrai, citer avec orgueil un grand homme, Christopher Wren. Le grand incendie qui venait de réduire en cendres la capitale lui fournissait une occasion unique dans l'histoire moderne de déployer son talent. Incapable, comme presque tous ses contemporains, d'imiter, peut-être même d'apprécier, l'austère beauté de l'architecture grecque ou gothique, nul homme né en deçà des Alpes ne réussit aussi bien que lui à imiter la magnificence mondaine des églises d'Italie, et le siècle même de Louis XIV n'a rien laissé de comparable à l'église de Saint-Paul. D'un autre côté, à la fin du règne de Charles II, nous n'avions pas un seul peintre ou un seul sculpteur dont le nom mérite d'être conservé. Quelque chose de mystérieux se cache sous cette pénurie, car les statuaires ou les peintres étaient bien loin d'être méprisés ou mal payés; leur position sociale égalait au moins celle qu'ils occupent à présent; et leurs bénéfices, comparés à la richesse nationale d'alors et à la rémunération des autres travaux intellectuels, étaient plus considérables que de nos jours. La munificence du patronage anglais pour les artistes les attirait même chez nous de tous les côtés. Lely, qui nous a transmis, avec leurs cheveux bouclés, leurs lèvres sensuelles et leurs yeux languissants, les portraits des fragiles beautés célébrées par Hamilton, était Westphalien; il fut créé chevalier et mourut en 1680, après avoir vécu longtemps dans l'abondance, laissant une grande fortune, fruit de ses travaux. Sa superbe collection de dessins et de peintures

fut exposée après sa mort, avec autorisation royale, dans la grande salle des banquets à Whitehall et vendue à l'enchère pour la somme incroyable de vingt-six mille livres sterling, somme qui, comparée aux fortunes d'alors, représenterait de nos jours plus de cent mille livres sterling<sup>1</sup>. Après Lely vint Godfrey Kneller, son compatriote ; il fut d'abord créé chevalier et puis baronnet, vécut avec somptuosité, et quoique plus tard il ait éprouvé de grandes pertes par des spéculations malheureuses, il laissa encore une fortune considérable à sa famille. La libéralité anglaise avait aussi attiré de Hollande les deux Vandevelde, qui se fixèrent en Angleterre et peignirent pour le roi et les seigneurs de sa cour quelques-unes des plus belles marines connues. Un autre Hollandais, Simon Varelst, peignit ses magnifiques tournesols et ses superbes tulipes à des prix dont on n'avait aucune idée jusqu'alors. Verrio, un Napolitain, couvrit les plafonds et les escaliers de Gorgones et de Muses, de Nymphes et de Satyres, de Vertus et de Vices, de Dieux buvant le nectar et de princes triomphateurs couronnés de lauriers ; le revenu qu'il tirait de ses œuvres lui fournissait le moyen de tenir la table la plus somptueuse d'Angleterre. Pour ses peintures du château de Windsor, il reçut sept mille livres, somme qui eût suffi alors à mettre pour toujours dans l'aisance un gentleman de goûts modérés, et bien supérieure à celle que Dryden reçut de ses libraires, pendant une vie littéraire de quarante années<sup>2</sup>. Louis Laguerre, premier élève et successeur de Verrio, nous vint de France. Les deux sculpteurs les plus célèbres étaient aussi des étrangers. L'un, le Danois Cibber, nous a laissé les pathétiques emblèmes de la Fureur et de la Melancolie qui ornent encore Bedlam ; l'autre, Gibbons, Hollandais d'origine, a embellî nos palais, nos collèges et nos églises des décosrations les plus gracieuses et les plus délicates. Notre monnaie elle-même fut frappée d'après les modèles de graveurs français. Enfin, ce ne fut que sous le règne de George II que

<sup>1</sup> Voyez : « Walpole's Anecdotes of Painting ; » — « London Gazette, » 31 mai 1683 ; et « North's Life of Guilford. »

<sup>2</sup> Walpole mentionne dans ses « Anecdotes of Painting » les sommes payées à Varelst et à Verrio.

notre pays put se vanter d'avoir produit un grand peintre national, et l'Angleterre ne compta un grand sculpteur que sous le règne de George III.

Il est temps de terminer cette description de l'Angleterre sous Charles II. Cependant il est encore un sujet important auquel nous n'avons pas touché : il nous reste à parler de cette grande portion de la nation qui conduisait la charrue, gardait les bestiaux, travaillait aux métiers de Norwich, et taillait la pierre de Portland pour l'église de Saint-Paul. Nous n'aurons que peu de chose à en dire, car la classe la plus nombreuse est précisément celle sur laquelle nous possédons le moins de renseignements. La philanthropie ne considérait pas encore comme un devoir sacré de s'occuper des souffrances des classes laborieuses, et la démagogie n'avait pas encore découvert qu'il y avait là une mine lucrative à exploiter. Quant à l'historien, il était trop occupé des cours et des camps pour consacrer quelques lignes à la cabane du laboureur ou à la mansarde de l'ouvrier. De notre temps, la presse fournit en un jour plus de discussions et de déclamations sur la condition des classes ouvrières, qu'il n'en fut publié durant les vingt-huit années qui s'écoulèrent entre la Restauration et la Révolution. Ce serait cependant une grande erreur de conclure d'après l'augmentation des plaintes qu'il y a eu accroissement de misère.

Le taux du salaire des classes laborieuses est toujours le critérium de leur situation ; et comme les quatre cinquièmes des prolétaires étaient alors employés à l'agriculture, il importe surtout de s'assurer quel était le salaire de l'ouvrier des champs. Nous possédons les moyens d'arriver à des conclusions suffisamment exactes pour le but que nous nous proposons ici.

Sir William Petty, dont la simple affirmation a un grand poids, nous apprend qu'un laboureur qui recevait quatre sous par jour et la nourriture, ou huit sous sans nourriture, ne se trouvait pas malheureux. Quatre schellings par semaine étaient donc, selon ses calculs, le salaire convenable d'un ouvrier des champs<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> « Petty's Political Arithmetic. »

Nous avons d'abondantes preuves que ce calcul ne s'éloigne pas beaucoup de la vérité. Vers le commencement de l'année 1685, les magistrats du comté de Warwick, exerçant un pouvoir qui leur avait été conféré par un acte d'Élisabeth, fixèrent, pendant leur session trimestrielle, le tarif des salaires dans le comté, et déclarèrent possibles d'une peine tout maître qui donnerait ou tout ouvrier qui recevrait un salaire supérieur à celui qu'ils avaient autorisé. Ce salaire était, de mars à septembre, pour les laboureurs ordinaires, précisément le même que mentionne Petty, c'est-à-dire quatre schellings par semaine sans nourriture ; de septembre à mars, il descendait à trois schellings et demi par semaine<sup>1</sup>.

Mais alors, comme de nos jours, le travail agricole n'était pas rétribué de même dans les différentes parties du royaume ; les salaires, dans le comté de Warwick, atteignaient probablement à un taux moyen ; dans les comtés plus rapprochés de la frontière d'Écosse, ils tombaient au-dessous de la moyenne ; mais aussi il y avait des districts plus favorisés. Dans la même année de 1685, un gentilhomme du Devonshire, nommé Richard Dunning, publia un pamphlet dans lequel il décrivait la condition des classes pauvres de ce comté. Sa compétence ne peut être mise en doute, puisque, quelques mois plus tard, son pamphlet fut réimprimé, et que les magistrats assemblés à Exeter, pour la session trimestrielle, le recommandèrent vivement à l'attention des autorités paroissiales. Selon lui le salaire des paysans du Devonshire était de cinq schellings par semaine, sans nourriture<sup>2</sup>.

La condition des laboureurs, dans les environs de Bury-Saint-Edmund's, était encore meilleure. A leur réunion du printemps de l'année 1682, les magistrats du comté de Suffolk fixèrent le tarif des salaires et décidèrent que le laboureur qui ne serait pas nourri recevrait cinq schellings par semaine en hiver et six en été<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voyez : « Stat. 5 Elis., c. iv; » et « Archaeologia, » vol. XI.

<sup>2</sup> « Plain and Easy Method showing how the Office of Overserer of the Poor may be managed, » par Richard Dunning. 1<sup>e</sup> édition, 1685; 2<sup>e</sup> édit., 1686.

<sup>3</sup> « Cullum's History of Hawsted. »

En 1661, les magistrats de Chelmsford fixèrent le salaire des laboureurs du comté d'Essex à six schellings en hiver et sept en été, sans nourriture. Ce fut, il paraît, le salaire le plus élevé qu'on ait donné dans le royaume pour les travaux d'agriculture, depuis la Restauration jusqu'à la Révolution, et il faut remarquer qu'en l'année 1661, pendant laquelle fut fixé ce dernier chiffre, les denrées les plus nécessaires à la vie étaient à un taux exorbitant : le blé se payait soixante-dix schellings le *quarter*, ce qui, même de nos jours serait considérée comme un prix de famine<sup>1</sup>.

Ces différents faits s'accordent parfaitement avec un autre qui mérite d'être mentionné. Il est évident que, dans un pays où personne n'est obligé de devenir soldat, les rangs de l'armée resteront incomplets si le gouvernement ne donne qu'une paye inférieure au salaire du laboureur. Aujourd'hui le soldat d'un régiment de ligne reçoit sept schellings et sept sous par semaine, l'argent de bière compris. Cette solde, jointe à l'espérance d'une pension, n'attire pas suffisamment la jeunesse anglaise, et il faut suppléer au déficit par de nombreux enrôlements dans les populations pauvres des comtés de Munster et de Connaught. La paye du fantassin, en 1685, était seulement de quatre schellings et huit sous par semaine, et cependant il est certain que le gouvernement put, cette année-là, réunir en peu de temps plusieurs milliers de recrues. Le soldat d'infanterie des armées de la république avait reçu sept schellings par semaine, c'est-à-dire autant que recevait un caporal sous Charles II<sup>2</sup>, et cette paye suffit pour attirer dans les rangs de l'armée une catégorie d'hommes généralement supérieurs au commun du peuple. Somme totale on peut conclure raisonnablement que, sous Charles II le salaire ordinaire des ouvriers des champs n'excédait pas quatre schellings par semaine, mais que, dans quelques parties du royaume, on les payait cependant cinq, six, et même, pendant quelques mois de l'année, sept schellings par semaine. De

<sup>1</sup> « Ruggles On the Poor. »

<sup>2</sup> Voyez dans : « Thurloe's State Papers » le mémorandum des députés hollandais, en date du 2 août 1653.

nos jours, le philanthrope se révolte à l'idée d'un district où un laboureur ne gagne que sept schellings par semaine. La moyenne des salaires est beaucoup plus élevée, et, dans les comtés prospères, les ouvriers reçoivent douze, quatorze et même seize schellings par semaine.

Le salaire des ouvriers employés dans les manufactures a de tout temps été plus considérable que celui des ouvriers de la campagne. Dans l'année 1680, un membre de la Chambre des communes remarquait que le prix élevé de la main-d'œuvre rendait impossible la concurrence de nos tissus avec le produit des métiers de l'Inde. Un artisan anglais, disait-il, au lieu de s'épuiser de travail pour une pièce de cuivre, comme l'ouvrier indien, exige un schelling par jour<sup>1</sup>. D'autres témoignages établissent que ce schelling par jour était le salaire auquel l'artisan manufacturier croyait avoir droit, quoiqu'il fût souvent obligé de travailler pour moins. Le menu peuple, à cette époque, n'avait pas l'habitude de se réunir pour discuter et présenter des pétitions au Parlement; aucun journal ne plaiddait sa cause; c'était dans des vers grossiers que s'exhaloient son amour ou sa haine, sa joie ou ses douleurs, et ce n'est guère que dans ses ballades que l'on apprendra son histoire. On peut encore lire sur la pancarte originale un des plus remarquables de ces chants populaires qui se chantaient dans les rues de Norwich et de Leeds du temps de Charles II. C'est une plainte amère et violente du travail contre le capital. On y décrit le bon vieux temps où l'ouvrier des manufactures de laine vivait aussi bien qu'un fermier; mais ce temps était passé: six sous par jour, c'était tout ce qu'on pouvait espérer de gagner par un pénible travail au métier; et si le pauvre se plaignait de ne pouvoir vivre de cet insuffisant salaire, on lui répondait qu'il était libre de le prendre ou de le laisser. Ainsi, pour cette misérable rémunération, le producteur de la richesse était forcé de s'étendre de travail, de se lever matin et de se coucher tard, tandis que le maître drapier, buvant, mangeant, dormant, ne faisant

<sup>1</sup> L'orateur en question était M. John Basset, représentant de Barnstaple. Voyez : « Smith's Memoirs of Wool, » chap. LXXXVIII.

rien, s'enrichissait de la sueur du pauvre : le poëte termine en disant que, s'il existait une justice au monde, ce serait un schelling par jour que devrait gagner le tisserand<sup>1</sup>. Nous pouvons donc conclure qu'à l'époque qui précéda la Révolution, l'ouvrier des principales manufactures d'Angleterre qui gagnait six schellings par semaine s'estimait suffisamment rétribué.

Nous remarquerons en passant que l'habitude d'envoyer les enfants au travail à un âge trop tendre, habitude que le gouvernement, protecteur de ceux qui ne peuvent se protéger eux-mêmes, a sagement et humainement interdite, existait au dix-septième siècle à un point qui paraît incroyable, quand on songe combien le système manufacturier était restreint. A Norwich, centre des principales manufactures de drap, un enfant de six ans était considéré comme propre au travail. Plusieurs écrivains de ce temps, parmi lesquels il en est qui se faisaient remarquer par leurs sentiments philanthropiques, mentionnent avec enthousiasme le fait que, dans cette seule ville, des filles et des garçons, à peine sortis de l'enfance, créaient par leur travail un capital qui dépassait leurs besoins de plus de douze mille livres sterling par an<sup>2</sup>. Plus nous étudions avec soin l'histoire des temps passés, plus nous trouvons de raisons pour différer

<sup>1</sup> Cette ballade se trouve dans le Musée britannique ; la date précise n'est pas spécifiée, mais l'*imprimatur* de Roger Lestrange fixe suffisamment l'époque pour le but que je me propose. J'en citerai quelques lignes. Le maître drapier entre en scène en disant les vers suivants :

« Au temps jadis nous donnions  
 « De quoi faire vivre nos ouvriers comme des fermiers ;  
 « Mais les temps sont changés, nous le leur ferons bien voir.  
 \* \* \* \* \*  
 « Nous les ferons travailler rudement pour six sous par jour,  
 « Quoiqu'ils mériteraient un schelling s'ils avaient leur juste salaire ;  
 « S'ils murmurent et disent que c'est trop peu,  
 « Nous leur donnerons le choix de ne pas travailler du tout.  
 « Ainsi nous gagnerons honneur et richesses,  
 « Grâce à bien des pauvres diables qui travaillent du matin au soir.  
 « Vive donc la draperie ! c'est un commerce qui va rondement ;  
 « Nons ne daignons travailler, ni surer, ni nous éreinter.  
 « Nos ouvriers font la rude besogne, nous vivons à notre aise,  
 « Nous allons où nous voulons, nous venons quand il nous plaît. »

<sup>2</sup> Voyez : Chamberlayne's State of England ; » — « Petty's Political Arithmetic, » chap. viii ; — « Dunning's Plain and Easy Method ; » et « Firmin's Proposition for the Employment of the Poor. » Il faut observer que Firmin était un philosophe éminent.

d'opinion avec ceux qui prétendent que notre époque a été fertile en nouveaux malheurs sociaux. La vérité est que, presque sans exception, ces malheurs sont l'héritage du passé; ce qui appartient en propre à notre époque, c'est l'intelligence qui les discerne et l'humanité qui y remédie.

Si des tisserands en laine nous passons à d'autres classes d'artisans, nos recherches nous amèneront à peu près aux mêmes conclusions. Pendant plusieurs générations, les commissaires de l'hôpital de Greenwich ont tenu registre des sommes payées aux différents ouvriers qui furent employés aux réparations des bâtiments. Nous savons, d'après ces précieux documents, que dans l'espace de cent vingt années, le salaire des maçons en briques s'éleva de deux schellings six sous à quatre schellings dix sous; celui du tailleur de pierre, de deux schellings six sous à cinq schellings trois sous; celui du charpentier, de deux schellings six sous à cinq schellings cinq sous; celui du plombier, de trois schellings à cinq schellings et demi.

Il paraît donc évident que le prix du travail, apprécié en argent, était tout au plus, en 1685, la moitié de ce qu'il est maintenant; et il n'y avait que bien peu d'articles de première nécessité pour l'ouvrier qui ne coûtaient alors plus de la moitié de ce qu'ils coûtent à présent. La bière était sans contredit à meilleur marché que de nos jours; la viande était aussi moins chère, mais assez chère néanmoins pour que des milliers de familles en connussent à peine le goût<sup>1</sup>. Il y a eu peu de changements dans le prix du blé; cinquante schellings le *quarter* a été le prix moyen, pendant les douze dernières années du règne de Charles II. Aussi voyait-on rarement sur la table d'un gros fermier ou d'un boutiquier du pain qui valut celui qu'on distribue aujourd'hui dans les dépôts de mendicité. La grande majorité de la nation vivait presque entièrement de farine de seigle, d'orge ou d'avoine.

<sup>1</sup> King, dans ses « Natural and Political Conclusions, » estimait approximativement le menu peuple anglais à 880,000 familles, dont 440,000 familles, selon lui, mangeaient de la viande deux fois par semaine; le reste n'en mangeait pas du tout, ou tout au plus une fois par semaine.

Les produits des pays tropicaux, des mines et des machines, étaient, sans aucun doute, à des prix plus élevés qu'aujourd'hui. Au nombre des denrées que le laboureur de 1685 payait plus cher que ne les paye sa postérité en 1848, il faut compter le sucre, le sel, le charbon de terre, la chandelle, le savon, les souliers, les bas, et généralement tous les articles de vêtement et de literie; et nous pouvons ajouter que non-seulement ils étaient plus chers, mais encore que les articles énumérés en dernier lieu étaient moins durables que de nos jours.

Nous devons remarquer que les laboureurs qui, au moyen de leurs salaires, pouvaient maintenir eux et leurs familles, n'étaient pas, il s'en faut, les plus malheureux. Au-dessous d'eux, il y avait encore une classe nombreuse qui ne pouvait vivre sans les secours de leurs paroisses. Rien ne permet mieux d'apprécier la condition de la classe pauvre, que sa proportion numérique avec le reste de la société. Maintenant, dans les mauvaises années, un dixième de la population anglaise, hommes, femmes et enfants, reçoit les secours de la charité publique, et dans les bonnes années cette proportion n'est plus que du treizième; Grégory King l'évaluait de son temps à plus d'un cinquième, et cette évaluation, que nous serions tentés de taxer d'exagération, malgré le respect que nous inspire sa véracité, Davenant la déclare parfaitement judicieuse.

Du reste, nous ne manquons pas de documents qui nous permettent de former nos propres estimations. La taxe des pauvres était évidemment la plus forte des taxes de cette époque, car on l'estimait, du temps de Charles II, à près de sept cent mille livres sterling par an, beaucoup plus que ne produisaient alors, ou l'accise, ou les douanes, et quelque chose de moins que la moitié du revenu de la couronne. Elle s'accrut rapidement et atteignit bientôt le chiffre de huit à neuf cent mille livres par an, c'est-à-dire un sixième de ce qu'elle est de nos jours. La population ne dépassait pas alors le tiers de ce qu'elle est actuellement; et le minimum des salaires équivalait, en argent, à peu près à la moitié des salaires actuels; nous devons donc supposer que les secours de charité accordés aux pauvres n'étaient guère plus de moitié en sus de ce qu'ils sont aujourd'hui. Il s'ensuit

naturellement que le nombre des individus qui recevaient ces secours était plus considérable que de nos jours. Il est prudent de ne parler qu'avec réserve sur de tels sujets, mais il n'en est pas moins certain que jamais on n'a pu prouver que le paupérisme fût, dans le dernier quart du dix-septième siècle, un fardeau moins lourd et un malheur social moins sérieux qu'il ne l'est de notre temps<sup>1</sup>.

Il faut convenir cependant que les progrès de la civilisation ont diminué, sous quelques rapports, les ressources des classes les plus pauvres. Nous avons déjà dit qu'avant la Révolution des milliers d'arpents de terre, qui maintenant forment des enclos cultivés, n'étaient que marais, forêts et bruyères. Une grande partie de ce sol sauvage était terrain communal, et ce qui ne l'était pas avait si peu de valeur, qu'en fait le propriétaire le laissait au public. Nous ne pouvons nous faire une idée du nombre de familles qui, en s'y établissant, trouvaient moyen d'ajouter, pour rien ou à peu de frais, quelque douceur à leur maigre pitance, et se pourvoyaient de bois pour leur hiver. Là où s'étend maintenant un riche verger, le pauvre pouvait élever un troupeau d'oies; dans les marais que remplacent aujourd'hui des champs de blé et de navets, il tendait des pièges aux poules d'eau, et il coupait de l'herbe dans les marécages où des prairies artificielles ont maintenant fait au pays une réputation pour la qualité du beurre et du fromage. Les progrès de l'agriculture et l'augmentation de la population l'ont dépouillé de ces priviléges; mais à ces sujets de regret on peut opposer une longue liste d'avantages. La majeure partie des bienfaits qu'entraînent

<sup>1</sup> Voyez le quatorzième rapport des commissaires de la loi des pauvres, appendix B., n° 2, et appendix C., n° 1, 1848. Des deux estimations que nous avons citées, l'une a été faite par Arthur Moore, l'autre, une année plus tard, par Richard Dunning. On trouvera la première dans les « *Essay on Ways and Means*, » par Davenant, et celle de Dunning, dans le précieux travail de sir Frederic Eden sur le paupérisme. King et Davenant évaluaient, en 1696, le nombre des pauvres et des mendians au chiffre incroyable de 1,330,000, et cela, sur une population de 5,500,000 âmes. En 1846, le nombre des personnes secourues par la charité publique était seulement de 1,352,089 sur une population de près de 17 millions d'âmes.

J'engage les lecteurs à consulter un pamphlet de De Foë intitulé : « *Giving Alms, no Charity*, » et les tables de Greenwich, qu'on trouvera dans le « *Commercial Dictionary*, » de M. McCulloch, à l'article : « *Prices*. »

à leur suite la civilisation et la philosophie profitent à toutes les classes, et, s'ils nous étaient retirés, ils feraient tout aussi bien faute au laboureur qu'au pair d'Angleterre. Il y a cent soixante ans, le paysan mettait un jour entier à se rendre au marché, aujourd'hui sa charrette l'y transporte en moins d'une heure. Dans les villes, les rues qui offrent à l'artisan, pendant toute la nuit, une promenade sûre et commode, et, de plus, brillamment éclairée, devenaient, il y a cent soixante ans, si obscures après le coucher du soleil, qu'il ne pouvait voir à deux pas devant lui; elles étaient si mal pavées, qu'il courait le risque de s'y casser le cou, et si mal surveillées, qu'il pouvait presque toujours s'attendre à être attaqué et déponillé de ses faibles ressources. Le maçon qui tombe d'un échafaudage, le balayeur des rues qui est renversé par une voiture, sera soigné et guéri avec une habileté qu'un grand seigneur comme Ormond, ou un négociant aussi riche que Clayton, n'auraient pas eue à leur service il y a cent soixante ans. La science a fait disparaître plusieurs maladies affreuses, et la police en a banni quelques autres. Enfin, la durée de la vie humaine dans tout le royaume, et surtout dans les villes, s'est considérablement accrue : dans l'année 1685, où il n'y eut pas une mortalité exceptionnelle, il mourut cependant un habitant sur vingt-trois dans la capitale<sup>1</sup>; à présent, il n'en meurt, année commune, qu'un sur quarante. La différence entre la salubrité de Londres, au dix-neuvième siècle, et celle de Londres, au dix-septième, est bien plus grande qu'entre Londres en temps ordinaire et Londres à l'époque du choléra.

Toutes les classes de la société, et surtout les basses classes, ont retiré des avantages bien plus importants encore de l'influence bienfaisante de la civilisation sur le caractère national. On peut dire, il est vrai, que le fond de ce caractère national n'a pas varié depuis bien des générations; mais il faut l'entendre dans le sens où l'on pourrait aussi dire que le caractère de l'individu, devenu un homme raisonnable et lettré, est le même que celui de l'écolier étourdi et turbulent. Il est consolant de songer que l'esprit public anglais s'est adouci en mûris-

<sup>1</sup> « Political Arithmetic, » par Petty. Le nombre des décès fut de 23,222.

sant, et que le cours des siècles nous a rendus, non-seulement plus sages, mais aussi plus bienveillants. Il n'est pour ainsi dire pas une page de l'histoire et de la littérature légère du dix-septième siècle qui ne prouve que nos ancêtres étaient moins humains que nous. La discipline dans les ateliers, dans les écoles, dans les familles, sans être plus efficace que maintenant, était bien plus rigide. Des maîtres bien nés et bien élevés battaient fort souvent leurs domestiques; les pédagogues ne connaissaient d'autre moyen d'inculquer la science qu'en fouettant leurs écoliers; les maris, même dans les classes élevées, ne rougissaient pas de battre leurs femmes. L'acharnement des factions hostiles était tel que nous aurions peine à nous en faire une idée. Les Whigs se plaignaient qu'on eût laissé mourir Strafford sans qu'il eût vu de ses propres yeux brûler ses entrailles; les Tories insultaient Russell quand le char funèbre le conduisait de la Tour à l'échafaud dans Lincoln's Inn Fields<sup>1</sup>. La populace ne montrait pas plus de miséricorde envers les victimes d'un rang moins élevé, et quand l'une d'elles était attachée au pilori, c'est tout au plus si on pouvait l'en retirer en vie, après avoir subi l'averse de briques et de cailloux qu'on faisait tomber sur elle<sup>2</sup>. Si un criminel était attaché à la charrette pour être fouetté, la foule se pressait à l'entour en suppliant le bourreau de ne pas l'épargner et de faire bien hurler ce gaillard-là<sup>3</sup>. Les jeunes gens faisaient des parties de plaisir pour aller à Bridewell les jours où siégeait la cour de justice, afin d'y voir fouetter les malheureuses prisonnières qui y battaient le chanvre<sup>4</sup>. Une femme, brûlée vive pour avoir fait de la fausse monnaie, un homme qu'on pressait à mort, excitaient moins de pitié que nous n'en avons aujourd'hui pour un cheval écorché ou un bœuf surmené. Des combats, auprès desquels un assaut de boxeurs est quelque chose d'humain et de raffiné, faisaient les délices d'une grande partie des habitants de la capitale. La

<sup>1</sup> « Burnet, » 1, 560.

<sup>2</sup> « Acts of the Witnesses of the Spirit, » par Muggleton

<sup>3</sup> Tom Brown décrit une scène de ce genre dans des vers que je ne me permettrai pas de citer.

<sup>4</sup> « London Spy, » par Ward.

multitude s'assemblait pour voir des gladiateurs se tailler en pièces avec des armes meurtrières, et battait des mains quand l'un des combattants perdait un œil ou un doigt. Les prisons, véritables enfers sur la terre, étaient une école de crime et une pépinière de maladies. Quand les criminels, pâles et amaigris, en sortaient pour être conduits à la barre des assises, ils apportaient avec eux une atmosphère d'infection pestilentielle, qui souvent les vengeait du juge, de l'avocat et du jury. Mais toutes ces misères sociales n'inspiraient alors que profonde indifférence. Nulle part on ne trouvait cette sensibilité compatissante et inquiète qui, de nos jours, étend sa puissante protection sur l'enfant des manufactures, sur la veuve indoue et sur le nègre esclave, qui examine les vivres et les barriques d'eau des bâtiments d'émigrants, qui tressaille à chaque coup infligé au soldat ivre, qui ne souffre pas que le galérien soit mal nourri ou excédé de travail, et qui enfin cherche souvent à épargner la vie des meurtriers. Il est vrai que ce sentiment de compassion doit être, comme tous les autres, soumis à la raison, et que faute de ce guide, il a quelquefois produit de ridicules ou de déplorables résultats. Mais plus nous étudierons les annales du passé, plus nous nous réjouirons de vivre dans un âge de miséricorde, où la cruauté est en horreur, où les châtiments, même mérités, ne sont infligés qu'à regret et par le seul sentiment du devoir. Toutes les classes ont gagné à ce grand changement moral, mais la classe la plus pauvre, la plus dépendante et la plus abandonnée est sans contredit celle qui y a gagné le plus.

L'effet général des documents que nous venons de soumettre aux lecteurs ne devrait pas, ce semble, être douteux. Cependant, il se trouvera encore bien des personnes qui se feront, de l'Angleterre des Stuarts, une idée plus agréable que de l'Angleterre que nous habitons. Il peut paraître étrange, au premier moment, qu'une société qui marche toujours avec ardeur vers le progrès, se complaise à jeter sur le passé un regard de regret. Mais, malgré leur incompatibilité apparente, ces deux dispositions peuvent facilement se rattacher au même principe : l'une et l'autre, elles prennent leur source dans notre mécontentement du temps présent, car ce mécontentement, tout en nous

excitant à surpasser les générations précédentes, nous dispose aussi à nous exagérer leur bonheur. S'il y a déraison et ingratitudo, dans un certain sens, à nous montrer toujours mécontents d'une condition qui s'améliore sans cesse, il faut avouer, d'un autre côté, qu'il n'y a amélioration que parce que nous sommes toujours mécontents. Si le présent nous satisfaisait absolument, nous cesserions de faire des efforts, de travailler et d'amasser pour l'avenir; et il est naturel aussi que, mécontents comme nous le sommes toujours du présent, nous nous formions une idée trop favorable du passé.

Le fait est que nous sommes soumis à une sorte de mirage, pareil à celui qui trompe le voyageur dans les déserts de l'Arabie. La caravane ne foule sous ses pieds qu'un sable sec et aride; mais au loin, devant et derrière elle, apparaît l'image trompeuse d'une eau rafraîchissante. Le pèlerin se hâte, et il ne trouve que sable là où une heure avant il voyait un lac; il porte ses regards en arrière, et il croit voir encore un lac sur les lieux où, une heure avant, il piétinait dans le sable. Les nations sont soumises à de pareilles illusions, à chaque halte de cette longue route qui les conduit, de la pauvreté et de la barbarie, vers l'opulence et la civilisation. Mais il suffit de poursuivre ce mirage rétrospectif pour s'apercevoir bientôt qu'il recule devant nous jusque dans les régions de l'antiquité fabuleuse. Il est de mode aujourd'hui de placer l'âge d'or de l'Angleterre à une époque où les plus grands seigneurs étaient privés de jouissances dont le manque serait à peine toléré de nos jours par nos domestiques; à une époque où fermiers et boutiquiers mangeaient d'un pain dont la vue seule produirait une émeute dans une prison moderne; à une époque où la mortalité était plus grande au milieu de l'air pur de la campagne, qu'elle ne l'est dans les rues les plus malsaines de nos villes, et où la mortalité des rues malsaines dépassait la mortalité actuelle sur les côtes de la Guyane. Nous aussi nous serons à notre tour dépassés, et à notre tour aussi nous serons enviés. Peut-être, dans le vingtième siècle, le paysan du Dorsetshire se trouvera-t-il misérablement payé au prix de quinze schellings par semaine; peut-être le charpentier de Greenwich recevra-t-il

dix schellings par jour; peut-être alors les ouvriers seront-ils aussi peu habitués à dîner sans viande, qu'ils le sont aujourd'hui à manger du pain de seigle; peut-être les réformes sanitaires de la police et de nouvelles découvertes en médecine ajouteront-elles quelques années de plus à la durée moyenne de la vie humaine; peut-être enfin de nombreuses jouissances de luxe, inconnues aujourd'hui, ou réservées à un petit nombre, seront-elles à la portée de tout ouvrier diligent ou économe. Et cependant, il est possible qu'il soit aussi de mode alors d'affirmer que cette augmentation de richesse et ces progrès de la science ne profitent qu'au petit nombre au détriment des masses, et de parler du règne de la reine Victoria comme du bon vieux temps de l'Angleterre, où toutes les classes de la société étaient unies entre elles par un lien de sympathie fraternelle, où le riche n'exploitait pas le pauvre, et où le pauvre n'enviait pas la splendeur du riche.

**FIN DU TOME PREMIER**



TABLE  
DU TOME PREMIER

## CHAPITRE PREMIER

Introduction . . . . .	1	Les monarchies tempérées du moyen âge sont généralement devenues des monarchies absolues. . . . .
La Bretagne sous les Romains . . . . .	4	
La Bretagne sous les Saxons . . . . .	4	
Effets de la conversion des Anglo-Saxons au christianisme. . . . .	6	La monarchie anglaise fait exception à cette règle. . . . .
Invasion des Danois. . . . .	9	
Les Normands. . . . .	10	La Réformation et ses effets. . . . .
Conquête des Normands et ses résultats. . . . .	12	Origine de l'Église anglicane. . . . .
Effets de la séparation de l'Angleterre et de la Normandie. . . . .	14	Son caractère particulier. . . . .
Mélange des races. . . . .	15	Sa position relativement à la couronne. . . . .
Conquêtes des Anglais sur le continent. . . . .	16	
Guerres des Deux Roses. . . . .	19	Les Puritains. . . . .
Fin du servage. . . . .	20	Leur esprit de républicanisme. . . . .
Action bienfaisante de la religion catholique romaine. . . . .	20	Aucune opposition parlementaire systématique n'est faite au gouvernement d'Élisabeth. . . . .
Nature de l'ancien gouvernement anglais, souvent représenté sous un faux jour. . . . .	22	La question des monopoles. . . . .
Description des monarchies tempérées du moyen âge. . . . .	25	L'Écosse et l'Irlande forment, avec l'Angleterre, un seul et même empire. . . . .
Prérogatives des anciens rois anglais et leurs limites. . . . .	26	L'Angleterre perd de son importance après l'avènement de Jacques I <sup>r</sup> . . . . .
Ces limites ne sont pas toujours strictement observées. . . . .	27	Doctrine du droit divin. . . . .
La résistance est le frein ordinaire opposé à la tyrannie au moyen âge. . . . .	30	La séparation entre l'Église anglicane et les Puritains s'élargit. . . . .
Caractère particulier de l'aristocratie anglaise. . . . .	33	Avènement et caractère de Charles I <sup>r</sup> . . . . .
Le gouvernement des Tudors. . . . .	35	Tactique de l'opposition dans la Chambre des communes. . . . .

Caractères et projets de Wentworth. . . . .	77	denying ordinance). . . . .	105
Caractère de Laud. . . . .	78	Victoire du Parlement. . . . .	106
La Chambre-Étoilée et la cour de Haute-Commission. . . . .	79	Domination et caractère de l'armée. . . . .	107
Impôt maritime (ship-money). . . . .	89	Répression des soulèvements contre le gouvernement militaire. . . . .	110
Résistance de l'Écosse à la liturgie de l'Église anglicane. . . . .	84	Poursuites dirigées contre le roi. . . . .	111
Le Parlement est convoqué et dissous. . . . .	85	Son exécution. . . . .	114
Long Parlement. . . . .	86	Soumission de l'Irlande et de l'Écosse. . . . .	116
Première apparition des deux grands partis anglais. . . . .	87	Expulsion du Long Parlement. . . . .	117
Rébellion de l'Irlande. . . . .	94	Protectorat d'Olivier Cromwell. . . . .	117
La remontrance. . . . .	95	Richard Cromwell succède à son père. . . . .	125
Accusation contre cinq membres de la Chambre des communes. . . . .	97	Chute de Richard et retour du Long Parlement. . . . .	128
Départ de Charles I <sup>er</sup> de Londres. . . . .	98	Seconde expulsion du Long Parlement. . . . .	128
Commencement de la guerre civile. . . . .	101	Monk et l'armée d'Écosse viennent en Angleterre. . . . .	129
Succès des royalistes. . . . .	103	Monk se déclare pour un Parlement libre. . . . .	131
Soulèvement des Indépendants. . . . .	104	Élection générale de 1660. . . . .	132
Olivier Cromwell. . . . .	105	Restauration. . . . .	133
Ordonnance d'abnégation (self			

## CHAPITRE II

Reproches injustement adressés à ceux qui contribuèrent à la restauration de la maison de Stuart. . . . .	155	Situation de l'Irlande. . . . .	166
Les fiefs cessent d'être soumis à l'impôt du service militaire. . . . .	156	Le gouvernement devient impopulaire en Angleterre. . . . .	167
Licenciement de l'armée. . . . .	157	Guerre avec la Hollande. . . . .	170
Nouvelles dissensions entre les Têtes-rondes et les Cavaliers. . . . .	158	Opposition dans la Chambre des communes. . . . .	172
Discussions religieuses. . . . .	140	Chute de Clarendon. . . . .	173
Impopularité des Puritains. . . . .	143	État de la politique européenne et supériorité croissante de la France. . . . .	176
Caractère de Charles II. . . . .	150	Caractère de Louis XIV. . . . .	177
Caractères du duc d'York et du comte de Clarendon. . . . .	153	La Triple Alliance. . . . .	180
Élection générale de 1661. . . . .	156	Le Parti du Pays (Country Party)	181
Violence des Cavaliers dans le nouveau Parlement. . . . .	156	Relations entre Charles II et Louis XIV. . . . .	182
Persécution des Puritains. . . . .	157	Vues de Louis XIV relativement à l'Angleterre. . . . .	184
Zèle de l'Église anglicane pour la monarchie héréditaire. . . . .	159	Traité de Douvres. . . . .	186
Changement dans les mœurs de la société. . . . .	160	Nature du Cabinet anglais. . . . .	188
Corruption des hommes d'Etat de cette époque. . . . .	162	La Cabale. . . . .	189
Situation de l'Écosse. . . . .	164	L'Échiquier suspend ses payements. . . . .	192
		Guerre avec les Provinces-Unies, et leur situation dangereuse. . . . .	193
		Guillaume, prince d'Orange. . . . .	194

Ouverture du Parlement . . . . .	196	Violence des factions au sujet du bill d'Exclusion. . . . .	228
Déclaration d'Indulgence . . . . .	196	Origine des termes « Whig et Tory. » . . . . .	229
Elle est repoussée et l'Acte du Test est adopté . . . . .	198	Réunion du Parlement . . . . .	230
La Cabale est dissoute . . . . .	199	Le bill d'Exclusion passe à la Chambre des communes . . . . .	230
Paix avec les Provinces-Unies . .	200	Il est rejeté à la Chambre des Lords . . . . .	231
Administration de Danby . . . . .	200	Exécution de Stafford . . . . .	232
Situation embarrassante du Parti du Pays . . . . .	203	Élection générale de 1681 . . . . .	232
Conduite de ce parti vis-à-vis de l'ambassade française . . . . .	204	Réunion du Parlement à Oxford et sa dissolution . . . . .	233
Paix de Nimègue . . . . .	204	Réaction du Toryisme . . . . .	233
Violents mécontentements en Angleterre . . . . .	205	Persécution exercée contre les Whigs . . . . .	236
Chute de Danby . . . . .	207	La charte de la Cité est supprimée . . . . .	237
Complot papiste . . . . .	208	Conspirations parmi les Whigs . . . . .	238
Première élection générale de 1679 . . . . .	211	Découverte de ces conspirations, et sévérité du gouvernement . . . . .	239
Violences de la nouvelle Chambre des communes . . . . .	213	Suppressions des priviléges des bourgs et corporations . . . . .	240
Temple et son plan de gouvernement . . . . .	214	Influence du duc d'York . . . . .	242
Caractère d'Halifax . . . . .	217	Halifax la combat . . . . .	243
Caractère de Sunderland . . . . .	220	Le Lord Garde des Sceaux de Guildford . . . . .	245
Prorogation du Parlement . . . . .	222	Politique de Louis XIV . . . . .	247
Acte de l'Habeas Corpus . . . . .	222	Situation des factions à la cour de Charles II à l'époque de sa mort . . . . .	248
Seconde élection générale de 1679 . . . . .	222		
Popularité de Monmouth . . . . .	223		
Lawrence Hyde . . . . .	226		
Sidney Godolphin . . . . .	227		

## CHAPITRE III

Grands changements opérés en Angleterre depuis 1685 . . . . .	249	Augmentation du revenu de la terre . . . . .	285
Population de l'Angleterre en 1685 . . . . .	251	Les gentilshommes campagnards . . . . .	285
L'accroissement de la population est plus considérable dans le Nord que dans le Midi . . . . .	253	Le Clergé . . . . .	290
Revenu de l'Angleterre en 1685 . . . . .	256	Les gros fermiers (yeomanry) . . . . .	299
Son système militaire . . . . .	258	Accroissement des villes . . . . .	300
Sa marine . . . . .	266	Bristol . . . . .	300
Son artillerie . . . . .	273	Norwich . . . . .	302
Dépenses de l'armée en non-activité . . . . .	274	Autres capitales de comtés . . . . .	303
Dépenses du gouvernement civil . . . . .	275	Manchester . . . . .	305
Profits considérables des courtisans et des ministres . . . . .	275	Leeds . . . . .	305
État de l'agriculture . . . . .	278	Sheffield . . . . .	306
Richesses minérales du pays . . . . .	283	Birmingham . . . . .	307
		Liverpool . . . . .	308
		Cheltenham . . . . .	309
		Brighton . . . . .	309
		Buxton . . . . .	309
		Tunbridge Wells . . . . .	309

## TABLE.

Bath. . . . .	310	Connaissances littéraires des homm-	
Londres. . . . .	312	mes. . . . .	355
Cité de Londres. . . . .	314	Influence de la littérature fran-	
Quartiers élégants de la capitale. . . . .	319	çaise. . . . .	356
 		Immoralité dans les belles-let-	
Police de Londres. . . . .	321	tres. . . . .	357
Éclairage de Londres. . . . .	324	État des sciences en Angleterre. . . . .	364
Quartier de White-Friars. . . . .	325	État des beaux-arts. . . . .	370
La Cour. . . . .	326	État des classes inférieures. . . . .	372
Les Cafés. . . . .	329	Salaires dans les campagnes. . . . .	372
Difficultés des voyages. . . . .	333	Salaires dans les manufactures. . . . .	375
Mauvais état des routes. . . . .	334	Travail des enfants dans les ma-	
Voitures publiques. . . . .	337	nufactures. . . . .	376
Voleurs de grands chemins. . . . .	341	Salaires des différentes classes	
Auberges. . . . .	344	d'artisans. . . . .	377
Poste aux lettres. . . . .	346	Nombre des pauvres. . . . .	378
Journaux. . . . .	348	Avantages que retirent les classes	
Nouvelles à la main. . . . .	350	des progrès de la civi-	
L'Observateur. . . . .	351	lisation. . . . .	380
Rareté des livres dans les provin-		Illusions qui nous engagent à	
ces. . . . .	352	exagérer le bonheur des géné-	
Éducation des femmes. . . . .	353	rations précédentes. . . . .	382

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER

